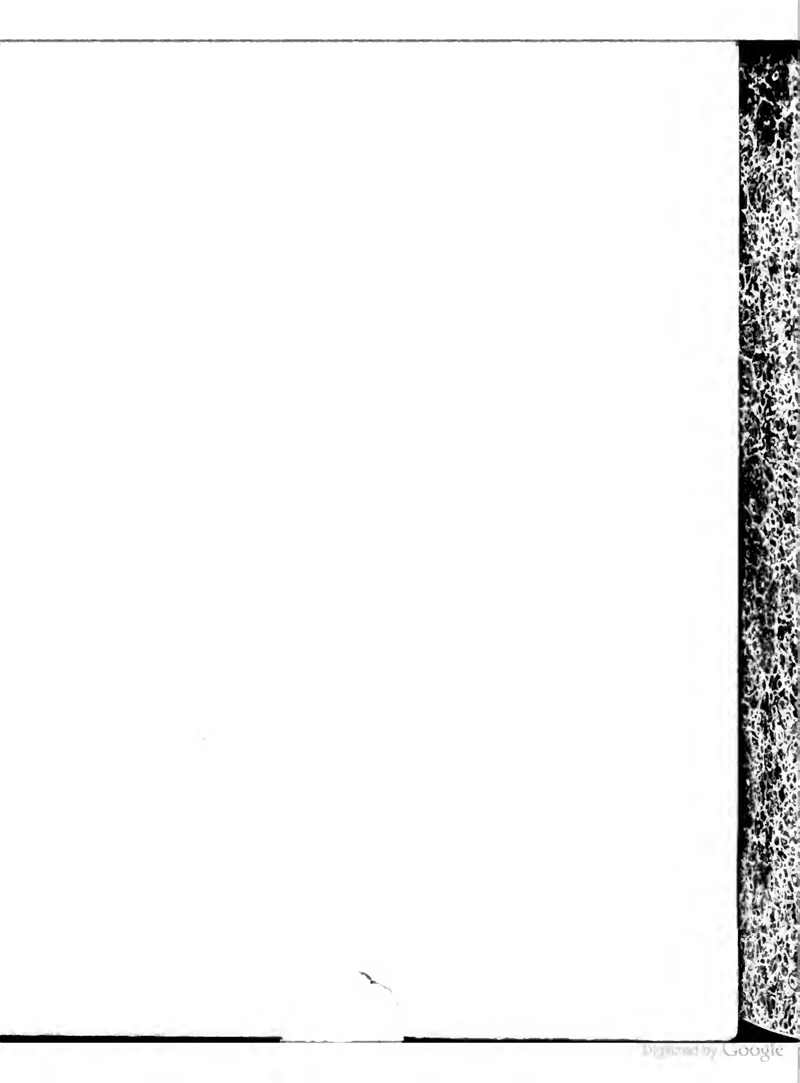
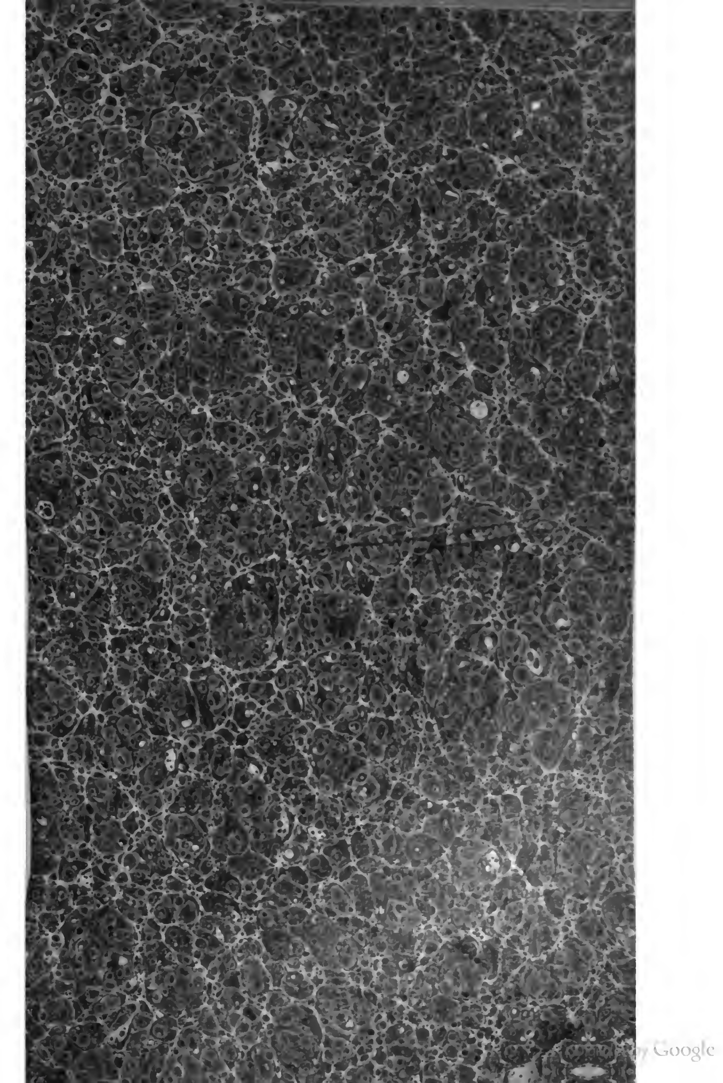
image
not
available





DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
DES BATAILLES.

TOME PREMIER.

A—C

Cet Ouvrage se trouve aussi chez les Libraires suivans,

A PARIS,

MAGIMEL, ANSELIN, et POCHARD, rue Dauphine, n° 9;
LADVOCAT, Palais-Royal, galerie de bois, n° 197;
LEDENTU, quai des Augustins, n° 33.
FANTIN et Compagnie, quai Malaquais, n° 3;
REY et GRAVIER, quai des Augustins, n° 55.

Dans les Départemens et chez l'Etranger.

Agen, *Noubel.*
Aix, (Bouches-du-Rhône), *Terris*, *Lebouteux*, *Mourret.*
Ambert, *Seguin.*
Amiens, *Allo*, *Caron.*
Angers, *Pavie*, *Fourier-Mame*, *Mame.*
Angoulême, *veuve Bargeas.*
Arras, *Topino.*
Aurillac, *Vallet fils*, *Pélisson.*
Avignon, *Aubanel*, *Bonnet fils*, *Mouriés.*
Baionne, *Gosse*, *Bonzom.*
Besançon, *Girard*, *Gauthier*, *Déis.*
Beziers, *Pageot*, *Bousquet.*
Bordeaux, *veuve Bergeret*, *Melon.*
Bourg, *Bottier.*
Bourges, *Gille*, *Debrie.*
Brest, *Lefournier et Deperier*, *Égasse*, *Freund.*
Bruxelles, *Lecharlier*, *Demat.*
Caen, *Poisson*, *Blin.*
Calais, *Leleux.*
Cambrai, *Hurez*, *Hurez Champion*, *Giard.*
Carpentras, *Oddou.*
Chartres, *Hervé*, *Labalte fils.*
Cherbourg, *Boulanger.*
Clermont-Ferrand, *Thibaud-Landriot.*
Clermont-Oise, *Danicourt.*
Colmar, *Pannetier*, *Petit.*
Dax, *Baillau fils.*
Dijon, *Noëllat*, *Lagier.*
Douai, *Villette*, *Tarlier*, *Carpentier.*
Dunkerque, *Letendard*, *Bronner.*
Épinal, *Jouve.*
Évreux, *Ancelle*, *Despierres-Lalonde.*
Falaise, *Dufour.*
Gand, *Houdin*, *H. Dujardin.*
Grasse, *Gaillard.*
Grenoble, *Falcon*, *Durand père et fils.*
Havre, *mesdemoiselles Patry*, *Faure.*
Hesdin, *Thulliez.*
Lachatre, *Arnault.*
Laigle, *Glaçon.*
Laon, *Courtois.*
Lille, *Castiaux*, *Malo*, *Leleux*, *Vanakere.*
Limoges, *Bargeas.*
Lons-le-Saulnier, *Gauthier frères.*
Lorient, *Lecoat Saint-Haouen.*
Lyon, *Cabin*, *Maire*, *Chambet.*
Mâcon, *Angoyat.*
Mans, *Pesche*, *Belon.*
Marseille, *Mossy*, *Masvert*, *Chardon.*
Meaux, *Dubois-Berthault.*
Metz, *veuve Véronnais*, *Devilly.*
Montauban, *Rethoré l'aîné*, *Laforgue.*
Montpellier, *Séguin.*
Moulins, *Place et Bujon.*
Nancy, *veuve Bontoux*, *Senef*, *Vincenot.*
Nantes, *Busseuil jeune*, *Baudin aîné.*
Narbonne, *Caillard.*
Niort, *madame Orillat.*
Nismes, *Pouchon*, *Melquiond.*
Noyon, *Amoudry.*
Orléans, *Ratoré*, *Darnault-Morand.*
Périgueux, *Jardin et veuve Daluy.*
Perpignan, *Alzine*, *Ay*, *Tastu.*
Pézénas, *Robert.*
Poitiers, *Catineau.*
Puy (le), *Lacombe.*
Rennes, *Duchesne.*
Riom, *Salles*, *Thibaut.*
Rochelle (la), *Fumoleau*, *Pavie.*
Rodez, *Carrère.*
Rouen, *Frère aîné*, *Renault.*
Saint-Brieux, *Lemonnier.*
Saint-Malo, *Rottier.*
Semur, *Bordot*, *Berry.*
Strasbourg, *Levrault*, *Treuttell et Wurtz.*
Toulon, *Madelain*, *Aurel.*
Toulouse, *Gallon*, *Vieusseux.*
Tours, *Mame.*
Troyes, *Sainton fils.*
Turin, *Pierre Giraud.*
Valenciennes, *Giard*, *Wiart.*
Verdun-sur-Meuse, *Benit jeune.*
Villefranche (Aveyron), *Vedheillié.*
Vouziers, *Grandremy.*

DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
DES BATAILLES,
SIÉGES, ET COMBATS DE TERRE ET DE MER,

QUI ONT EU LIEU

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ;

Avec une table chronologique des évènemens, et une table alphabétique des noms des Militaires et des Marins français et étrangers qui sont cités dans cet ouvrage.

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE MARINS.

Ici tout est merveille et tout est vérité.

TOME PREMIER.

PARIS,
MÉNARD ET DESENNE, FILS, LIBRAIRES,
ÉDITEURS DE LA BIBLIOTHÈQUE FRANÇAISE ET DU CODE GÉNÉRAL FRANÇAIS,
rue Gît-le-Cœur, n° 8.

1818.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

N'est-ce qu'à la juste défense du territoire et de ses droits contre un ennemi ambitieux, ou au désir de la vengeance qu'on doit le premier combat qui ait eu lieu entre deux nations? Serait-il dans le cœur de l'homme d'aimer les périls de la guerre; ou cette continuelle cause de destruction, dont nul peuple ne fut exempt, entre-t-elle dans les vues secrètes et profondes de la Providence? De pareilles questions, a dit un sage publiciste, occuperaient utilement les méditations du philosophe, et seraient dignes de celles de l'homme d'état; mais elles ne sont pas du domaine de l'historien. Celui-ci, simple narrateur de ces terribles luttes, et des causes réelles ou apparentes qui les ont amenées, doit se borner à en offrir le fidèle tableau.

Il semble néanmoins qu'un double but peut le guider dans ses récits; celui d'abord d'éclairer la postérité sur les calamités et les désastres de la guerre; en second lieu, de donner une expérience anticipée par la connaissance des faits, à l'homme que les circonstances ou ses devoirs appelleraient sur ce théâtre meurtrier de hasards et de gloire.

Tant qu'il n'avait fallu pour y disputer la vic-

toire que du courage et de l'opiniâtreté, la science de la guerre ne consista que dans la force corporelle, dans l'agilité, dans l'audace. Mais du moment que le génie, l'habileté des chefs, le calcul, l'art des campemens, suppléèrent au nombre, et mirent souvent des armées supérieures en force, dans l'impuissance de nuire, la tactique parut alors une connaissance susceptible de préceptes et de détails, en même temps que, dans l'attaque et la défense, l'intelligence supérieure demeura le partage du génie qu'aucun art ne peut donner, qu'aucun évènement ne peut ravir.

Si la science militaire, ou plutôt ce rare talent de soumettre presque à son gré l'inconstance de la fortune, et les incertitudes, les chances des combats, au rapide coup-d'œil et à l'activité qui voit, commande et agit à-la-fois, est la science du héros, c'est-à-dire de *l'homme fort*, César parmi les anciens, et, parmi les modernes, Henri IV, Condé, Turenne, Villars, Catinat, Luxembourg, Maurice, Eugène, Frédéric; nos grands capitaines, Augereau, Beauharnais, Bernadotte, Berthier; Beurnonville, Bessières, Buonaparte, Championnet, Custines, Davoust, Desaix, Dugommier, Grouchy, Hoche, Houchard, Jourdan, Kellermann, Kléber, Lannes, Lecourbe, Lefebvre, Macdonald, Marceau, Marmont, Masséna, Moreau, Ney, Oudinot, Pérignon, Pichegru, Saint-Cyr, Soult, Suchet,

Vandamme, Victor, et tant d'autres montrèrent à l'Europe qu'ils possédaient cette science au suprême degré.

Une autre qualité, dont le solide éclat rehausse encore la gloire militaire, c'est cette multitude de traits où brillent tour-à-tour le dévouement, la résignation, le sang-froid, la bravoure, l'honneur, la générosité qui signalent sur-tout le commandant et le soldat français au milieu du carnage et des horreurs de la destruction : leur nombre incalculable nuit souvent à leur renommée; mais ce n'en est pas moins le plus beau côté de la guerre; comme la fonction la plus intéressante de l'équitable histoire, est de les transmettre à la postérité.

L'un des meilleurs moyens de recueillir ces actes glorieux est, sans doute, un Dictionnaire où l'on s'attache à les faire connaître au lieu même et dans l'action où ils se sont passés. Des annales, tracées par ordre alphabétique, en rappelant avec simplicité des sentimens nobles et généreux, mettent encore à même d'en mieux apprécier les résultats, et les font ressortir plus dignement que si on les eût rapportés en forme d'anecdotes ou d'actions particulières.

Cette idée d'un Dictionnaire des combats, siéges et batailles, n'appartient pas à la littérature; elle est du maréchal de Saxe. Il avait demandé, pour le service des jeunes officiers, qu'on rédigeât un

ouvrage semblable, et l'importance qu'y mettait ce héros est attestée par ses mémoires.

Nous n'avons point abandonné, dans ce nouveau Dictionnaire, le récit principal sans rapporter quelques-uns de ces traits de grandeur d'âme dont nos guerriers offrent de si fréquens exemples, et qu'on regarde avec raison comme un des caractères les plus touchans de la vertu guerrière. Ces annales concises n'embrassent qu'une période de vingt-six ans; parce que c'est sur-tout dans les guerres civiles ou étrangères de 1789 à 1815 qu'on retrouve le plus de ces anecdotes frappantes, de ces traits de courage, d'héroïsme et d'humanité, dont s'honora dans tous les temps la nation française.

Vaincre ou mourir, tel a toujours été, et tel sera toujours dans cette immense et redoutable association le sentiment commun à tous les âges et à toutes les classes : il a produit sans cesse d'abondantes moissons de lauriers; nous lui devons de pouvoir dire : les Français n'ont jamais été vaincus que par eux-mêmes; proposition hardie en apparence, mais qui n'est point un paradoxe du patriotisme exalté ou de l'orgueil national, puisque l'histoire nous fournit des preuves nombreuses de cette assertion, et que les derniers temps sont merveilleusement fertiles en témoignages honorables, si bien faits pour la confirmer.

« Si les grands faits d'armes, dit dernière-

ment un de nos penseurs patriotes, si les hautes conceptions qui font le destin des états, si les généreux exemples d'un dévouement qui ne calcule aucun sacrifice, rapportés par les historiens de la Grèce et de Rome, ont encore le privilége, après tant de siècles, d'exalter notre admiration, d'éveiller l'émulation et l'enthousiasme, avec combien plus d'empressement devons-nous accueillir les non moins sublimes leçons que nous offrent nos propres annales! Et quel cœur français pourrait renoncer à l'héritage de ces moissons de gloire qu'ont vu naître tous les climats, que les revers même n'ont pu dessécher ni flétrir? »

On peut en quelque sorte considérer notre recueil comme le fidèle registre de l'honneur militaire; car il n'y eut jamais un seul combat où le guerrier français n'ait mérité la distinction du courage, de la discipline, du zèle, ou d'une éclatante valeur. Chaque corps trouvera ici les belles actions de ses illustres chefs, de ses généreux membres; et le lecteur n'aura besoin que de se rappeler les lieux où ils ont combattu, pour les retrouver au milieu de leurs périls, de leurs trophées, et rangés, si on peut le dire, comme ils l'étaient en disputant le prix de la victoire.

Nous espérons que le sentiment estimable d'un critique sur un travail du même genre, s'appliquera aussi au nôtre : « On y a recueilli avec un soin religieux, comme faisant partie du patri-

moine national, toutes les belles actions, tous les traits de valeur, sous quelques drapeaux qu'ils aient éclaté. C'est dans un tel ouvrage que les Français, les plus divisés d'opinions, apprendront à s'estimer, et peut-être à se chérir. »

Ajoutons à ce jugement, que si nos fastes militaires présentent, en se déroulant depuis Clovis jusqu'à Louis XVI, une immense série de superbes trophées, ils sont couronnés aujourd'hui des palmes glorieuses et innombrables, des lauriers immortels moissonnés par nos braves sous les remparts de la Flandre, de la Belgique, de la Hollande, sur les bords de vingt fleuves de la belliqueuse Germanie, aux plaines brûlantes de la féconde Égypte, sur les monts gigantesques des Alpes et des Pyrénées, dans les fertiles campagnes de la délicieuse Italie, sur les rives de l'Èbre et du Tage, de la Sprée, de la Vistule, dans les déserts voisins des régions hyperborées, enfin dans les champs paternels où le Français revint avec sa gloire, comme l'Océan se retire lorsqu'il cesse d'être agité.

Le lecteur qui parcourra nos annales sera trop souvent révolté par le récit de nos querelles, de nos proscriptions et de nos guerres civiles, mais il trouvera dans l'histoire des camps et de nos exploits militaires un sujet inépuisable d'admiration, et la postérité assignera sans doute au peuple français le premier rang parmi les nations les plus belliqueuses de l'antiquité et des temps modernes.

DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
DES BATAILLES.

AAR (L').

17 *août* 1799. — Pour arrêter les progrès de Masséna, en Helvétie, vers le mont Saint-Gothard, le prince Charles, qui venait de faire sa jonction avec un corps considérable de l'armée russse, commandée par le général Korskakow, se porta rapidement sur la rive gauche de l'Aar. Il avait conçu le projet de couper à-la-fois le centre et la droite de l'armée française, de rompre ses communications avec Bâle et le bas Rhin, et de forcer Masséna, en s'éloignant de la Suisse, à se tenir sur la défensive dans le Jura. Le 17 août 1799, l'archiduc s'avança donc vers Dettingen, et, profitant de l'obscurité de la nuit, il fit construire deux ponts de bateaux sur un coude de la rivière de l'Aar aux envivons du petit Dettingen. Les Français, loin de soupçonner les mouvemens de l'ennemi, n'avaient envoyé sur ce point que de faibles reconnaissances. Les pontonniers autrichiens, favorisés par un épais brouillard, travaillaient sous la protection d'une batterie de trente-huit pièces de canon, qui prenait en tout sens et à revers, non-seulement la rivière, mais encore la plaine où devait s'opérer le débarquement. Toutefois, lorsque le brouillard se dissipa, sur les neuf heures du matin, il n'y avait encore de fait que la moitié d'un pont, l'autre n'étant pas même commencé; bientôt la canonnade se fait entendre. Les généraux Ney et Heudelet, à la tête de douze mille hommes, arrivent sur le midi, à Boeztein, et s'emparent en un instant de toutes les positions, et particulièrement d'un petit bois qui domine le petit Dettingen. Enfin l'aspect des Français déconcerta

les Autrichiens, qui se hâtèrent d'abandonner leurs travaux, et de battre en retraite.

ABENSBERG.

20 *avril* 1809. — La fameuse campagne de cette mémorable année s'ouvrit par deux combats dont les résultats préparèrent la victoire d'Abensberg. Reportons-nous à cette époque. Dans un rapport fait à Napoléon, le 12 avril 1809, le ministre des relations extérieures s'était exprimé en ces termes : « Sire, vos armes victorieuses vous avaient rendu maître de Vienne; la plus grande partie des provinces autrichiennes était occupée par vos armées; le sort de cet empire était entre vos mains. L'empereur d'Autriche vint trouver votre majesté au milieu de son camp : il vous conjura de mettre fin à cette lutte devenue si désastreuse pour ceux qui l'avaient provoquée ; il offrit de vous laisser désormais, libre d'inquiétudes sur le continent, employer toutes vos forces à la guerre contre l'Angleterre, et reconnut que le sort des armes vous avait donné le droit d'exiger *ce qui pourrait vous convenir ;* il vous jura une amitié et une reconnaissance éternelles. Votre majesté fut touchée de ce triste exemple des vicissitudes humaines; elle ne put voir sans une profonde émotion, ce monarque, naguère si puissant, dépouillé de sa force et de sa grandeur : elle se montra généreuse envers la monarchie, envers le souverain, envers la capitale; elle pouvait garder ses immenses conquêtes, elle en rendit la plus grande partie. L'empire d'Autriche exista de nouveau; la couronne fut raffermie sur la tête de son monarque : l'Europe ne vit pas sans étonnement cet acte de grandeur et de générosité. Votre majesté n'a pas recueilli le tribut de reconnaissance qui lui était dû : l'empereur d'Autriche a bientôt oublié ce serment d'une amitié éternelle, etc. »

De son côté, l'archiduc Charles adressait la lettre suivante au général en chef de l'armée française en Bavière :

Au quartier-général, le 9 avril 1809.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon, je préviens M. le général en chef de l'armée française que j'ai l'ordre de me porter en avant, avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en ennemis toutes celles qui me feront résistance ». *Signé* CHARLES.

Dans la soirée du 12 avril, Buonaparte apprit, par le télégraphe, le passage de l'Inn par les Autrichiens, et partit de

Paris au même instant : il arriva, le 16, à Dillingen, où il vit le roi de Bavière, et lui promit de le ramener en quinze jours à Munich, et de venger l'injure faite à sa maison, en le faisant plus grand que ne le fut jamais aucun de ses ancêtres. Le 17, dans la nuit, Buonaparte arriva à Donawerth, où était établi le quartier-général, et donna aussitôt les ordres nécessaires.

Après les glorieux combats de Pfaffenhoffen et de Tanu, il résolut de battre et de détruire le corps de l'archiduc Louis et celui du général Hiller, forts ensemble de soixante mille hommes. S'étant porté, le 20, à Abensberg, il ordonna au duc d'Auerstaedt de tenir en respect les corps de Lichtenstein, de Rosenberg et de Hohenzollern, tandis qu'avec les deux divisions des généraux Gudin et Morand, les Bavarois et les Wurtembergeois, il attaquait de front l'armée de l'archiduc Louis et du général Hiller, et qu'il faisait couper les communications de l'ennemi par le maréchal Masséna, en le faisant passer sur les derrières de l'armée autrichienne. Les divisions Morand et Gudin formèrent la gauche, et manœuvrèrent sous les ordres du maréchal Lannes. Napoléon voulut combattre à la tête des Bavarois et des Wurtembergeois : il réunit en cercle leurs officiers, et leur parla long-temps ; le prince royal de Bavière traduisait en allemand ce qu'il exprimait en français ; les capitaines répétaient ces discours aux différentes compagnies. Cette harangue, et les dispositions que fit Buonaparte, produisirent l'effet qu'il pouvait en attendre.

Donnant alors le signal du combat, il mesura les manœuvres sur le caractère particulier de ces troupes diverses. Le général de Wrede, officier bavarois d'un grand mérite, fut placé au-devant du pont de Siegenburg, et attaqua une division autrichienne, qui lui était opposée ; le général Vandamme, commandant les soldats du Wurtemberg, la déborda sur son flanc droit ; le duc de Dantzick, avec la division du prince royal et celle du général Deroy, marcha sur le village de Benhausen, pour arriver sur la grande route d'Abensberg à Landshut ; et le duc de Montebello, avec ses deux divisions françaises, força l'extrême gauche, culbuta vivement tout ce qui était devant lui, et se porta sur Bohr et Rottemberg. Sur tous les points, la canonnade était engagée sans relâche. Déconcerté par ces dispositions, l'ennemi ne lutta qu'une heure, et battit en retraite. Huit drapeaux, douze pièces de canon

et dix-huit cents prisonniers furent le résultat de cette bataille, qui prépara la prise de Landshut.

ABOU-GIRGÉ.

1799. — Les Égyptiens de la province de Benesouef, supportant impatiemment la domination française, harcelaient toutes les troupes qui cherchaient à se rapprocher du Caire, après avoir marché vers la haute Egypte. Étaient-ils en force, ils attaquaient ouvertement; plus faibles, ils pillaient les bagages et refusaient des vivres aux Français qu'ils croyaient vaincus. Dans une marche rétrograde, le génévul Davoust, étant arrivé aux environs du village d'Abou-Girgé, y envoie son interprète pour commander des vivres; non-seulement on les lui refusa, mais on le menaça de la bastonnade. Dans cette conjoncture, le général français somme les villageois de se rendre; et, ne pouvant avoir raison de l'outrage, il fait cerner le village, et ordonne de le brûler pour servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de l'imiter.

ABOUKIR.

31 *juillet* 1798. — La flotte de Toulon, commandée par l'amiral Brueys, était heureusement arrivée sur les rivages de l'Egypte. Les Anglais, trompés sur la destination de cette flotte, n'avaient pas eu la plus légère connaissance de sa marche; en un mot, jamais expédition n'avait été plus favorable. Déjà Buonaparte, deux fois vainqueur des Mameloucks, s'était emparé d'Alexandrie, et marchait sur le grand Caire : le port de la première de ces deux villes pouvait recevoir les bâtimens de transport et les frégates, mais il n'avait point assez de profondeur pour les vaisseaux de ligne; ces derniers se trouvaient dans la rade d'Aboukir. Ainsi cette escadre, reste précieux de la marine de Toulon, était exposée aux fureurs de la tempête et aux coups de l'ennemi, par l'imprudence de l'amiral français, qui, dans la crainte de rencontrer la flotte anglaise, n'avait pas voulu faire voile pour Corfou, où Buonaparte lui avait ordonné de se rendre. Le 31 juillet 1798, Nelson apparaît sur les côtes d'Egypte, reconnaît le port d'Alexandrie et se dirige sur Aboukir. L'amiral Brueys avait embossé ses vaisseaux sur une ligne, à deux tiers de câble les uns des autres. Ils occupaient toute l'embouchure

du Nil, près de Rosette ; leurs flancs étaient protégés par des chaloupes canonnières, et l'on avait établi dans une petite île, sur la gauche, une batterie de canons et de mortiers qui devait enfiler toute la ligne. Cette batterie, placée avec négligence, ne pouvait défendre toute la flotte. D'ailleurs l'amiral Brueys avait commis une faute beaucoup plus grave, en ne s'assurant pas si les Anglais, dont les vaisseaux tiraient moins d'eau, pouvaient passer entre la tête de la ligne et la terre. Voici l'ordre dans lequel se trouvaient rangés les vaisseaux français : *le Guerrier*, *le Conquérant*, *l'Aquilon*, *le Spartiate*, *le Peuple Souverain*, *le Franklin*, *l'Orient*, *le Tonnant*, *l'Heureux*, *le Mercure*, *le Timoléon*, *le Guillaume-Tell* et *le Généreux*. Nelson, après avoir reconnu le mouillage et la position des vaisseaux, éloignés de près de quatre lieues de la terre, n'hésita point à les attaquer; il fit, avec ses quatorze vaisseaux de ligne, les mêmes dispositions que celles qu'il aurait pu faire en pleine mer, si, ayant pour lui le vent, il avait atteint et engagé l'avant-garde de la flotte. Afin de doubler la ligne française et de la mettre entre deux feux, il fit gouverner son chef de file entre le mouillage et la terre. Son premier vaisseau toucha; mais les cinq autres qui suivaient passèrent fièrement et mouillèrent bord à bord entre les six premiers vaisseaux français et le rivage. Sept autres vaisseaux anglais, s'avançant en dehors, mouillèrent au même instant au bord opposé de cette partie de la ligne française, qui, de cette manière, se trouva engagée avec des forces doubles. L'amiral anglais fit encore couper la ligne française par un de ses vaisseaux, entre *le Tonnant* et *l'Orient*, qu'il enfilait ainsi dans toute sa longueur. Par cette manœuvre habile, il empêcha l'arrière-garde française de prendre part à l'action. Le 1er août, à six heures du soir, sept vaisseaux français furent attaqués par quatorze vaisseaux anglais. On se canonna toute la nuit sans succès; mais quand le jour parut, tout ce qu'il existe de moyens de destruction fut employé de part et d'autre. L'amiral Brueys, déjà blessé grièvement, continuait de commander, lorsqu'il fut frappé d'un boulet qui le coupa en deux; son capitaine de pavillon, Casa-Bianca, fut blessé mortellement à l'heure même : *l'Orient* est en feu. On veut arrêter les progrès de l'incendie ; inutiles efforts ! Au moment où Casa-Bianca fut frappé, son jeune fils, âgé de dix ans, se trouvait auprès de lui : des matelots veulent sauver l'enfant et l'emporter dans une chaloupe ; mais cet enfant, digne d'une éternelle admiration, embrasse étroitement son père, et ne voulant point l'abandonner,

réussit à l'attacher au tronçon d'un mât jeté à la mer. L'intendant de l'escadre s'y était attaché lui-même ; ils flottaient et se sauvaient peut-être, quand *l'Orient*, sautant avec un horrible fracas, engloutit ces trois infortunés. Plus heureux, le contre-amiral Gantheaume parvint à se sauver à la nage. Les deux flottes demeurent comme ensevelies sous une pluie de fer et de feu ; on pouvait distinguer des voiles, des canons, des hommes même lancés dans les airs enflammés et retombant sur l'escadre. Bientot le combat recommence avec une nouvelle fureur. La plus grande partie des commandans français sont tués ou blessés ; le capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars, qui commandait *le Tonnant*, ne voulut point quitter son bord ; n'ayant plus que le tronc, mais vivant encore, il fit jurer à son équipage de ne point amener, et de jeter ses restes à la mer, pour qu'ils ne tombassent point au pouvoir des Anglais. Enfin tous les vaisseaux français, qui avaient combattu entre deux feux, se trouvant rasés, dégréés et désemparés, furent forcés de se rendre. Les Français, s'imaginant que les vaisseaux qui étaient le plus près d'eux leur appartenaient, applaudissaient à leur triomphe ; mais quel fut leur désespoir en apprenant que ces mêmes vaisseaux étaient ceux des ennemis, et que désormais il leur devenait presque impossible de revoir leur patrie. Cependant sept vaisseaux français avaient pris part au combat. Nelson attaque les six autres qui, ne recevant ni ordres ni signaux, se jettent à la côte. *Le Tonnant*, *l'Heureux* et *le Mercure* furent pris ; le capitaine du *Timoléon*, ne voulant point amener pavillon, sauva son équipage et fit mettre le feu à ce vaisseau. *Le Guillaume-Tell* et *le Genéreux* parvinrent à s'échapper en coupant leurs câbles, d'après les ordres du contre-amiral Villeneuve. De leur côté, les Anglais virent tous leurs vaisseaux désemparés : ils comptèrent sur leur flotte mille hommes morts et dix-huit cents blessés. Nelson lui-même, blessé à la tête au fort du combat, partit pour la Sicile où il fit radouber ses vaisseaux, et bloqua le port d'Alexandrie avec ceux qui étaient le moins maltraités. Les Français, immobiles sur les bords de la mer, fixèrent long-temps leurs tristes regards sur les débris épars de leur flotte. Séparés de leur patrie par ce funeste revers, ils se croyaient à jamais éloignés d'elle, comme nous l'avons déjà dit ; mais la constance de leur général vint bientôt ranimer leur courage, en leur laissant entrevoir que de leur position si cruelle en apparence, pouvaient résulter la conquête de toutes les vastes contrées soumises par Alexandre, la ruine du

commerce des Anglais dans l'Inde, le triomphe de cette France dont ils se voyaient exilés.

11 *juillet* 1799.—L'Egypte, occupée par les Français, était depuis long-temps menacée de l'invasion des Anglais et des Turcs; mais l'expédition de Buonaparte dans la Syrie leur avait fait différer l'exécution de ce dessein. Enfin le 11 juillet 1799, la flotte ottomane, ayant à son bord une armée commandée par Mustapha-Pacha, se présenta dans la rade d'Aboukir. Dès le lendemain de son apparition, trois mille Turcs débarquèrent avec de l'artillerie, et trois jours après la redoute et le fort d'Aboukir furent attaqués. On s'attendait à une résistance capable d'arrêter l'ennemi quelque temps : le commandant ayant été tué dès le commencement de l'action, la garnison, par une lâcheté indigne, rendit le fort, séparé de la terre par un fossé de vingt pieds, et qui d'ailleurs avait une contrescarpe taillée dans le roc et un bon revêtement. A cette nouvelle, Buonaparte rassembla son armée, dirigea vers Rhamanié les troupes destinées à combattre les Turcs, recommanda au général Desaix de surveiller Murat-Bey dans la Haute-Egypte, pourvut à la tranquillité du Caire, ordonna au général Regnier d'approvisionner El-Arich, et de s'opposer, vers les déserts qui s'étendent de la mer Rouge à la Méditerranée, aux entreprises des Arabes, d'Ibrahim-Bey et de Djezzar. Au même instant il envoie le général Menou à Rosette, et le charge de défendre le Bogaze à l'entrée du Nil. On croyait que l'ennemi, maître d'Aboukir, tenterait quelque nouvelle entreprise, et qu'il sortirait de sa presqu'île pour attaquer Alexandrie ou Rosette; mais une résolution aussi prompte était incompatible avec le flegme oriental. Loin de chercher à s'éloigner d'Aboukir, Mustapha s'y retranchait, organisait les Arabes qui accouraient vers lui, formait des magasins et restait dans un honteux repos en attendant Ibrahim-Bey. Sans renseignemens sur les plans de l'ennemi, il était essentiel de chercher une position d'où l'on pût l'inquiéter s'il marchait sur Alexandrie ou sur Rosette, ou même de l'attaquer dans Aboukir s'il s'obstinait à y rester. Buonaparte trouva réunis tous ces avantages dans la position de Bercket, village situé à la hauteur de l'un des angles du lac Madié. Le général Murat s'y rendit le premier avec la cavalerie, les dromadaires, les grenadiers et le premier bataillon de la soixante-neuvième demi-brigade. Le 23 juillet, l'armée entière y était arrivée. Dans la nuit même une division occupa Kafrefinn, et l'autre prit posi-

tion à Beddah. Le quartier-général fut établi dans Alexandrie; Buonaparte examina les fortifications de cette ville, la mit en état de défense, et en fit partir trois bataillons pour reconnaître l'ennemi et faire récurer les puits; le général Kléber, parti de Damiette, se trouvait déjà à Foua; le général Menou s'avançait sur l'extrémité de la barre entre Rosette et Aboukir, au passage du lac Madié, pour canonner les petites embarcations turques et les harceler sur la gauche.

Mustapha-Pacha occupait et fermait la presqu'île par deux lignes de troupes et de retranchemens encore imparfaits, et avait porté la première de ces deux lignes à une demi-lieue en avant du fort d'Aboukir. La droite était appuyée au bord de la mer à un mamelon de sable, retranché et occupé par environ mille hommes : un village, distant de cet appui d'environ trois cents toises, était défendu par un corps de douze cents hommes et quatre pièces de canon. La gauche était détachée et isolée à six cents toises en avant du centre : quelques chaloupes canonnières, rapprochées du rivage intérieur, flanquaient par la gauche l'intervalle qui existait entre la première et la seconde ligne; celle-ci, plus avantageusement placée, se trouvait à trois cents toises derrière le premier village. Le centre occupait la redoute qui avait été enlevée aux Français lors du débarquement, et qui depuis avait été liée au bord de la mer par un retranchement de cent cinquante toises. La gauche occupait des mamelons de sable, et la plage intérieure était flanquée par des chaloupes canonnières; sept mille hommes environ et douze pièces de canon défendaient cette seconde ligne, éloignée de cent toises du village et du fort occupés par quinze cents hommes. L'escadre était au large, à une lieue et demie.

Après deux heures de marche, l'avant-garde française se trouva en présence de l'ennemi. Bientôt l'action s'engage entre les tirailleurs. Buonaparte arrête ses colonnes pour disposer son attaque. Le général de brigade d'Estaing reçoit l'ordre de marcher à la tête de trois bataillons pour enlever la hauteur de la droite de l'ennemi, occupée par mille hommes; un piquet de cavalerie est envoyé pour couper la retraite des Turcs sur le village. Le général Lannes se porte sur la montagne de sable, à la gauche de la première ligne de l'ennemi qui avait là deux mille hommes et six pièces de canon. Deux escadrons sont encore portés sur ce point afin de couper ce corps dans sa retraite. Enfin le reste de la cavalerie est au centre, et la division Lanusse en seconde ligne. Le général d'Estaing s'avance au pas

de charge. Les Turcs abandonnent leurs retranchemens et courent se réfugier dans le village; mais, chemin faisant, ils sont sabrés par la cavalerie. Le corps qui était opposé à la division du général Lannes, voyant la droite de sa première ligne culbutée, et la cavalerie tourner sa position, voulut aussi se retirer; soudain les deux escadrons et un peloton des guides lui coupent la retraite et forcent deux mille hommes à se jeter dans la mer, d'où aucun n'échappa. Le corps du général d'Estaing s'avançait sur le village, centre de la seconde ligne de l'ennemi, et le tournait en même temps que la trente-deuxième l'attaquait de front. Les Turcs font ici une vive résistance; leur seconde ligne détache un corps considérable par la gauche pour venir au secours du village. La cavalerie les charge, les culbute et poursuit les fuyards, qui se jettent dans la mer. L'ennemi est poursuivi jusque dans la redoute, centre de la seconde position, qui était très-forte. Il restait encore au pacha huit à neuf mille hommes. Le général de brigade Fugières fait former en colonne la dix-huitième demi-brigade, et marche au pas de charge pour enlever la droite des Turcs. La cavalerie, qui était à la droite de l'armée française, attaque l'ennemi par sa gauche; elle le charge avec impétuosité à plusieurs reprises et sabre tout ce qui se trouve devant elle; mais elle ne pouvait rester au-delà de la redoute, entre son feu et celui des canonnières ennemies; elle se repliait aussitôt qu'elle avait chargé, tandis que l'ennemi renvoyait de nouvelles troupes sur les cadavres de ses premiers soldats. Ces obstacles ne firent que redoubler le zèle de la cavalerie, qui s'élança avec une nouvelle impétuosité jusque sur les fossés de la redoute, qu'elle dépassa. L'artillerie de la cavalerie et celle des guides prirent position sous le feu de la mousqueterie des Turcs, et, par le feu le plus vif, contribuèrent puissamment au gain de la bataille. L'adjudant-général Leturcq marche à leur appui avec un bataillon de la soixante-quinzième; son cheval est tué sous lui. Il se met alors à la tête de l'infanterie, vole du centre à la gauche afin de rejoindre la dix-huitième demi-brigade, déjà en marche pour forcer les retranchemens de la droite de l'ennemi. A son aspect l'ennemi sort de ses retranchemens et les têtes de colonne se battent corps à corps. Les Turcs cherchent à arracher les baïonnettes qui leur donnent la mort. Alors ils mettent le fusil en bandoulière et se battent au sabre et au pistolet. Enfin la dix-huitième arrive jusqu'aux retranchemens; mais le feu de la redoute où l'ennemi s'était rallié arrête la colonne. Le général

Fugières et l'adjudant-général Leturcq font des prodiges de valeur. Le premier reçoit une blessure à la tête, et continue de combattre : un boulet lui emporte le bras gauche; alors il est forcé de suivre le mouvement rétrograde de la dix-huitième, qui se retire en faisant un feu très-vif. Jusque-là l'adjudant-général Leturcq avait fait d'inutiles efforts pour déterminer cette colonne à se jeter dans les retranchemens ennemis; il s'y précipite lui-même, s'y trouve seul, et reçoit une mort glorieuse. Buonaparte avait fait avancer un bataillon de la vingt-deuxième légère et un autre de la soixante-neuvième sur la gauche de l'ennemi. Le général Lannes, à la tête de ces deux bataillons, profite du moment où les Turcs étaient imprudemment sortis de leurs retranchemens pour couper les têtes des morts et des blessés, et fait attaquer la redoute par sa gauche et par la gorge. Cinq bataillons sautent dans le fossé, et sont bientôt sur le parapet et dans la redoute. Le général Murat, toujours à l'avant-garde, saisit le moment où le général Lannes lançait ses bataillons dans les retranchemens, donne l'ordre à un escadron de charger et de traverser toutes les positions ennemies jusque dans les fossés du fort. Ce mouvement est fait avec tant d'impétuosité et d'à-propos, qu'à l'instant où la redoute est forcée, cet escadron coupait déjà toute retraite aux Turcs. La déroute est complète; l'ennemi, dans le plus grand désordre et frappé de terreur, trouve par-tout les baïonnettes et la mort. Dix mille hommes se précipitent dans la mer; ils y sont fusillés et mitraillés. Les vaisseaux étaient à deux lieues dans la rade d'Aboukir. Mustapha-Pacha, commandant en chef l'armée ottomane, est pris avec deux cents hommes. Toutes les tentes, les bagages et vingt pièces de canon, restent au pouvoir des Français. Le fort d'Aboukir ne tire pas un coup de fusil; mais il en sort un parlementaire annonçant qu'il est défendu par plus de quatre mille hommes. Cette glorieuse journée coûta à l'armée française cent cinquante hommes tués et sept cent cinquante blessés : au nombre de ces derniers étaient les généraux Murat et Fugières. Buonaparte, après la bataille, retourna à Alexandrie.

Le fort d'Aboukir, sommé de se rendre le lendemain, fut défendu avec la fureur du désespoir. Le général Lannes, ayant été blessé dans une sortie, fut remplacé par le général Menou, qui prit le commandement du siége, et le conduisit avec autant d'habileté que de vigueur. Après huit jours de bombardement, la batterie de brèche étant déjà établie sur la contrescarpe, le château n'offrant plus qu'un monceau de

ruines, le fils du pacha, son kiaia et deux mille hommes jetèrent leurs armes et embrassèrent les genoux du vainqueur. On trouva dans le château trois cents blessés et dix-huit cents cadavres. L'affaire d'Aboukir coûta à la Porte, dix-huit mille hommes et un grand nombre de canons. C'est par là que se terminèrent les opérations de Buonaparte en Egypte.

7 *mars* 1801.—La valeur française résistait, depuis trois ans, aux Mameloucks, aux Ottomans et aux Anglais, lorsque ces derniers jugèrent le moment favorable pour tenter un dernier effort contre l'Egypte. Le 7 mars 1801, cent trente bâtimens, rassemblés dans l'île de Rhodes, vinrent aborder au nord de la rade d'Aboukir. Le général Friant y parut aussitôt avec une faible colonne de douze cents hommes qu'il avait sous son commandement, pour veiller à la défense de la côte. Au point du jour, les Anglais firent leurs préparatifs de descente. Bientôt la mer fut couverte d'une longue ligne de chaloupes qu'on vit s'avancer en bon ordre vers le rivage. Ni le feu de l'artillerie du fort et de la côte, ni les décharges de mousqueterie ne purent arrêter sa marche vraiment imposante. En un instant, six mille Anglais furent à terre. Malgré les forces de l'ennemi et le feu de ses chaloupes canonnières, le général Friant donna l'ordre à la soixante-unième demi-brigade d'attaquer l'aile gauche des Anglais. Soudain les grenadiers français s'avancent et *précipitent* dans *la mer tout ce qui se* présentait à leurs coups; ils pénètrent jusqu'aux embarcations anglaises, et s'emparent de quelques-unes; cependant le feu des chaloupes canonnières et de l'infanterie anglaise avait fait plier la soixante-quinzième, qui se battait à l'aile droite. Soixante de ses braves étaient tombés sur-le-champ de bataille. Elle s'avance une seconde fois; mais foudroyée par l'artillerie ennemie, elle est de nouveau forcée de rétrograder. Dans ce moment, la soixante-unième, profitant de ses premiers succès, terrassait, sur l'aile gauche, des corps entiers d'Anglais et d'Ecossais dont plusieurs mirent bas les armes. Alors, l'ennemi, victorieux sur sa droite, fit marcher des troupes sur sa gauche pour attaquer en front et en flanc l'intrépide soixante-unième, en même-temps qu'une forte colonne manœuvrait pour l'envelopper sur ses derrières. Le général Friant chargea cette colonne, la prit en flanc, la culbuta et la mit dans une déroute complète. La soixante-unième continua son feu, arrêta tous les efforts des Anglais,

et marcha constamment en avant. Bientôt elle eut à combattre un ennemi huit fois plus nombreux, encore maître de toutes les hauteurs et de toutes les positions avantageuses. Une plus longue résistance lui devenait impossible. Après avoir perdu le tiers de ses valeureux soldats, voyant un second convoi de six mille hommes sur le point d'aborder, le général Friant ordonna la retraite. Malgré la faiblesse de la division française, les Anglais perdirent quinze cents hommes dans cette journée. On cite parmi les braves qui se signalèrent dans ce combat, le chef de brigade de la soixante-unième, Dorsenne, qui eut un cheval tué sous lui, et qui dirigea sa colonne avec tant d'habileté qu'elle ne cessa point de battre l'ennemi. La plupart des officiers d'état-major eurent leurs chevaux blessés et furent criblés de balles. Enfin, l'armée eut à déplorer la perte de l'adjudant-général Martinet, et du lieutenant-colonel Senneville. Les Anglais, certains de la retraite des Français, firent bloquer le fort d'Aboukir, et s'avancèrent jusqu'à l'embarcadaire. Le fort, après avoir fait pour sa défense tout ce que l'honneur pouvait exiger, se rendit aux puissances alliées.

ABOUMANA.

19 *mars* 1798. — Sans cesse aux prises avec les Mamelucks et les Beys, dans la haute Egypte, les Français se dirigèrent, le 19 mars 1798, vers Aboumana. Le général Friant vit dans les environs de ce village une multitude de gens armés. Les Arabes d'Yambo étaient rangés en bataille et se trouvaient appuyés sur la droite par trois cents cavaliers de toutes couleurs. Ces Arabes avaient été rassemblés par le chérif Hassan, homme d'un fanatisme audacieux, dans l'intention d'exterminer les Français, qui, à l'aspect de ces bandes, se disposèrent au combat. Les grenadiers français se forment en colonne d'attaque, sous les ordres du chef de brigade Couroux, et font prendre la fuite aux paysans et à la cavalerie; mais les Arabes les attendent de pied ferme. Dans cette conjoncture, le général Friant tourne le village d'Aboumana, et coupe la retraite aux ennemis, qui, ne pouvant soutenir le choc des grenadiers français, se jettent dans ce village, où ils sont poursuivis la baïonnette dans les reins et taillés en pièces. Cependant la quatre-vingt-huitième demi-brigade, sous le commandement du chef de brigade Silly,

se mit à la poursuite des fuyards, et les chargea avec une telle fureur qu'elle s'enfonça dans le désert, et arriva au camp des Arabes d'Yambo distant d'Aboumana d'environ cinq heures de marche. Fort heureusement qu'il se trouvait dans ce camp du pain et du vin avec beaucoup d'effets de toute nature. Le général Friant était dans une inquiétude extrême de cette colonne. Il pensait que si elle ne s'égarait pas dans les immenses plaines du désert, où elle s'était imprudemment avancée, elle aurait du moins à déplorer la perte de beaucoup de soldats qui périraient de soif et de faim. Qui pourrait rendre sa surprise et sa joie en voyant revenir tous ses braves chargés de butin ! Il apprit alors avec la plus vive satisfaction qu'un Arabe fait prisonnier à l'entrée du désert les avait conduit au camp ennemi. Les Arabes perdirent quatre cents hommes dans cette journée, sans compter un grand nombre de blessés.

ABRUZZES (LES).

1799.—Tandis que les Autrichiens et les Russes attaquaient les Français dans la haute Italie, les Anglais réunis aux Napolitains soulevaient les peuples des Abruzzes. Une bande de galériens et quelques débris des divers corps napolitains furent rejoints par la populace de San-Severo. Tout cela formait une réunion de plus de dix mille hommes, occupant une position militaire sur un mamelon qui commandait une plaine vaste et unie. Cette position était éclairée par de la cavalerie; et l'on avait eu soin de placer des canons dans les principaux débouchés. Quoi qu'il en soit, le général Duhesme fait ses dispositions d'attaque. Le soldat impatient attend le signal; il est donné. Aussi prompt que l'éclair, les Français se précipitent sur l'ennemi, qu'ils culbutent en un instant. Déjà les rebelles cherchent à fuir, mais c'est en vain; le général Duhesme leur a coupé la retraite; de toutes parts enveloppés, ils tombent sous les coups d'un vainqueur impitoyable. Enfin le carnage ne cesse qu'au moment où les hommes se mêlant aux femmes et aux enfans qui s'étaient éloignés dès la veille, vinrent implorer leur pardon, qu'ils obtinrent de la générosité des Français. Ces soldats, si terribles naguère, reconduisent avec bonté des groupes de femmes et d'enfans dans leurs habitations désertes. Le général Duhesme avait résolu de brûler San-Severo, qui était le foyer de la révolte;

mais la soumission des habitans apaisa sa juste colère. Touché du sort affreux d'une population de vingt mille âmes, il fit cesser le pillage et pardonna. Manfredonia, San-Marco, Torre-Maggiore et tous les pays voisins se soumirent; de sorte que toute la Pouille fut pacifiée en quelques jours. Trois mille rebelles restèrent sur le champ de bataille dans cette journée.

ACQUI.

17 *mars* 1799.—A peine Joubert venait-il de s'emparer du Piémont qu'une insurrection se manifesta dans la province d'Acqui et dans le Montferrat. En vain l'évêque d'Acqui et l'archiprêtre de Montechiaro, prêchèrent la soumission et exhortèrent à la paix un peuple furieux. Une bande de forcenés s'empara des cloches de Montechiaro pour sonner le tocsin. Dans ce moment, l'archiprêtre Bruni, qui venait de faire d'inutiles efforts pour les détourner de leurs projets criminels, s'attacha fortement aux cloches, et s'écria que tant qu'il vivrait, il ne souffrirait pas qu'ils fissent une démarche qui allait attirer sur eux la plus terrible vengeance. Sourds à la voix de ce vertueux prêtre, ces insensés, ces monstres le percent de mille coups de stylets, et le broient sous les cloches mêmes qu'il tenait embrassées. Après s'être livrés à d'aussi coupables excès, il n'était plus possible de s'en tenir là. Les paysans prirent donc les armes, et s'emparèrent d'Acqui. Le général Grouchy fut envoyé pour les réduire, et les cerna dans les environs d'Acqui. Ces misérables paysans furent châtiés par les troupes françaises qui leur tuèrent plus de six cents hommes, et reprirent Acqui. Strevi, où un détachement de la vingt-neuvième demi-brigade avait été assailli, Strevi, qui était connu comme le foyer de l'insurrection, fut la proie des flammes. Les agitateurs furent arrêtés par les ordres du général Grouchy, qui prodigua des éloges aux hommes estimables qui avaient cherché à éviter l'effusion du sang des Français assassinés dans Strevi. Ce général écrivit la lettre suivante à l'évêque d'Acqui, qui avait signalé son zèle dans le cours de cette insurrection.

« En arrivant à Acqui, monsieur l'évêque, des rapports unanimes m'ont offert la preuve des efforts constans que vous avez faits pour maintenir la tranquillité, empêcher l'effusion du sang, et prévenir le coupable égarement qui a

forcé l'armée française à appesantir sa main vengeresse sur quelques communes de votre diocèse. Le caractère dont vous êtes revêtu vous faisait, sans doute, un devoir de remplir le ministère de paix que vous avez exercé dans ces momens difficiles; mais il n'en est pas moins glorieux pour vous d'avoir montré que vous saviez braver des dangers personnels, quand l'intérêt de votre patrie et de l'humanité vous le commandait. Heureux ceux qui, comme vous, prêchent une morale aussi conforme à celle de l'évangile, et qui affrontent tous les périls pour la faire suivre! La patrie reconnaissante les compte avec orgueil au nombre de ses enfans les plus chéris. Elle répètera, avec un douloureux souvenir, le nom de Bruni, archiprêtre de Montechiaro, qui aima mieux périr que de souffrir que le tocsin fût sonné, contre les Français, dans l'église qu'il desservait ».

ACRE (SAINT-JEAN D').

18 *mars* 1799. — Ayant appris que les Anglais et les Turcs coalisés se disposaient à tenter un nouvel effort pour chasser les Français de l'Egypte, le général Buonaparte prit la résolution de marcher au-devant de l'ennemi, et de le combattre dans les champs de la Syrie. En conséquence, il mit ses côtes en état de repousser les attaques de la marine anglaise, consolida la paix intérieure, envoya vaincre quelques Mameloucks qu'on voyait encore aux sources du Nil, et entra lui-même dans la Palestine. En peu de jours, il emporta Gaza, prit Jaffa et défit entièrement deux armées ottomanes. Le 18 mars 1799, il se présenta devant Saint-Jean-d'Acre, dont un ingénieur français, émigré, venait de réparer les fortifications. La poudre et les munitions avaient été fournies par un commandant anglais d'après les ordres du commodore Sidney-Smith, qui ne cessa de ravitailler la place et de la remplir de troupes et de vivres, qu'il y fit conduire par mer. Ainsi, ce n'était point à des Turcs, mais à des Anglais commandant des Turcs, et dirigeant leurs coups, que Buonaparte avait affaire. Le pacha, gouverneur de Saint-Jean-d'Acre, Ahmet-Djezzar, était un homme excessivement cruel, qui, dans beaucoup d'occasions, avait fait éclater la haine la plus profonde pour les Français. Sous ce rapport, il fut nommé général de toutes les forces ottomanes expédiées contre l'Egypte. Les Turcs s'étant laissé enfermer dans la

place, l'armée française campa sur une hauteur isolée qui s'étend jusqu'au cap Blanc. Elle avait trouvé à Nazareth et dans les environs d'abondantes provisions de graines, qu'on se hâta de faire moudre, le soldat n'ayant pas mangé de pain depuis le Caire. Le 20 mars, on ouvrit la tranchée à cent cinquante toises du corps de la place, et le 28, les batteries de brèche, et les contre-batteries furent achevées; mais, comme on n'avait point d'artillerie de siége, on fut obligé d'employer des pièces de campagne avec lesquelles on parvint à percer la tour d'attaque en une journée. Cependant on avait poussé un rameau de mine pour faire sauter la contrescarpe. Cette mine joue; on croit qu'elle a produit son effet, et, dans cette confiance, on cède à l'ardeur des troupes qui demandent à monter à l'assaut; mais à peine les grenadiers se sont-ils élancés, qu'ils se trouvent arrêtés par un fossé de quinze pieds, revêtu d'une bonne contrescarpe. Soudain on place des échelles dans ce fossé; la tête des grenadiers français y était déjà descendue, et ne se trouvait plus qu'à huit à dix pieds de la brèche. L'adjudant Mailly monte le premier et tombe percé d'une balle. Dans ce moment le feu de la place devient terrible. La contrescarpe n'étant point entamée, les assaillans furent forcés à la retraite, et perdirent beaucoup des leurs, entre autres les adjudans-généraux Escale et Laugier. Quoi qu'il en soit, il paraît qu'un mouvement de terreur s'était opéré parmi les assiégés, et qu'ils fuyaient vers le port, mais qu'on parvint bientôt à les rallier, et qu'ils revinrent à la brèche; alors, ils firent pleuvoir du haut de la tour les pierres, les grenades et toutes sortes de matières inflammables; alors aussi, les grenadiers français, frémissant de rage, rentrèrent dans les boyaux. Enhardis, par ce premier succès, les Turcs firent plusieurs sorties où ils éprouvèrent des pertes considérables; mais les Français eux-mêmes eurent à regretter l'ingénieur Detroyes. Djezzar, dans cette conjoncture, envoie des émissaires dans toutes les contrées voisines, et ordonne la levée en masse de tous les musulmans en état de porter les armes. Le général Vial se met en marche, et soumet l'ancienne Tyr. Junot rencontre un gros détachement de l'armée turque à Nazareth, et parvient à le dissiper. Enfin, le général en chef s'avance à la rencontre des musulmans, et les défait au Mont-Thabor. Toutes ces bandes qui s'étaient rassemblées à la voix de Djezzar pacha, Mameloucks, Janissaires, Alepins et Maugrabins, se

dispersèrent à l'approche des troupes françaises. Pour favoriser les mouvemens insurrectionnels qu'il avait ordonnés, Djezzar crut devoir faire une sortie le 7 avril, et marcha sur trois colonnes à la tête de la garnison d'Acre. Chaque colonne est soutenue par des troupes anglaises tirees des équipages et des garnisons des vaisseaux, et les batteries de la place elles-mêmes sont servies par des canonniers anglais. Les Français ne tardèrent pas à s'apercevoir du but de cette sortie; ils virent clairement que les Anglais avaient l'intention de s'emparer des premiers postes et des travaux avancés. Pour déconcerter leurs projets, les places d'armes et les contrescarpes firent un feu si violent, que tout ce qui se trouvait en avant fut tué ou blessé. La colonne du centre, commandée par Thomas Alfied, avait ordre de s'emparer de l'entrée de la mine, et fit une résistance opiniâtre; le brave capitaine anglais, suivi de quelques-uns des siens, s'élance à la porte de la mine et y trouve un glorieux trépas. Sa mort change la face des choses, l'ennemi s'éloigne de toutes parts, et rentre dans Saint-Jean-d'Acre, après avoir éprouvé une perte considérable.

Après la victoire qu'il venait de remporter au Mont-Thabor, Buonaparte se hâta de revenir au camp devant Acre. Il apprit que le contre-amiral Pérée avait débarqué à Jaffa trois pièces de vingt-quatre, six de dix-huit, et des munitions. A l'aide de cette artillerie de siége, il conçut l'espoir d'avancer cette attaque difficile. Le 24 avril, les batteries commencent à canonner la place. La mine destinée à faire sauter la tour d'attaque étant achevée, on y mit le feu; mais un souterrain qui se trouvait vers cette tour, ne pouvant offrir de résistance, il ne sauta qu'un seul côté de la place, de sorte que l'autre demeura aussi difficile à gravir qu'il l'était auparavant. Toutefois Buonaparte ordonne à une trentaine de braves de l'escalader. Bientôt les grenadiers parviennent aux décombres du premier étage; mais l'ennemi, qui occupe les étages supérieurs, lance sur eux des matières combustibles qui les forcent à se retirer. Vainement on renouvelle cette attaque le lendemain. Le 27, le général Caffarelli mourut des suites d'une blessure que dix-huit jours auparavant, il avait reçue à la tranchée. Cette perte fut vivement sentie de toute l'armée.

Les assiégeans et les assiégés montraient une ardeur égale. Chaque jour les Turcs profitaient des lumières des ingénieurs

anglais pour augmenter leurs moyens de défense ; non-seulement la flotte anglaise leur fournissait des vivres et des munitions ; mais dans les momens difficiles, elle leur envoyait des renforts considérables de troupes. Les habitans eux-mêmes secondaient les efforts des assiégés, et les aidaient à construire les ouvrages nouveaux qu'ils se proposaient d'opposer à la valeur des Français, dont la position était bien différente. En effet, les généraux français étaient obligés de ménager la vie des soldats, qu'il leur était impossible de remplacer. Ils étaient forcés d'économiser leurs munitions. Pour surcroît d'infortune, la peste dévorait leurs bataillons. Ainsi, toutes les ressources de l'art et de la nature se trouvaient réunies pour la défense, et les Français n'avaient pour eux qu'un courage invincible ; presque toutes les pièces du front d'attaque des assiégés avaient été démontées ; Djezzar fit élever une place d'armes en avant de sa droite, et en fit construire une seconde à sa gauche, vis-à-vis de son palais, pour flanquer à-la-fois et la brèche et la tour. Du côté des Français, quatre pièces de dix-huit sont mises en batterie, pour continuer la démolition de la tour. Le 2 avril, dans la soirée, des grenadiers furent commandés pour s'y loger ; mais l'ennemi, à la faveur d'un boyau établi dans le fossé, fusille la brèche à revers, et les force à se retirer. Le 5 avril, les Français, commençant à manquer de poudre, ralentirent leur feu ; Buonaparte ordonna à quatre compagnies de grenadiers de se jeter, sur les dix heures du soir, dans les ouvrages extérieurs de Saint-Jean-d'Acre. L'ennemi y est surpris et égorgé. Trois canons sont encloués, et l'on s'empare des travaux ; mais le feu plongeant des remparts ne permet pas de s'y maintenir assez long-temps pour les détruire entièrement, et les Turcs y rentrent peu après. Au bout de deux jours, ces derniers éventent une mine nouvelle destinée à faire sauter la contrescarpe établie sur une brèche de la courtine. Deux assauts sont livrés les 5 et 6 mai, ils sont infructueux. Le 7, un convoi de poudre étant arrivé de Gaza, Buonaparte commande de battre en brèche la courtine à la droite de la tour de brèche, et la brèche elle-même. La courtine tombe et offre un passage praticable. On donne un nouvel assaut ; la division du général Lannes s'empare de la brèche, et jette deux cents hommes dans la place ; mais malheureusement les ordres du général ne sont point exécutés avec assez de précision et d'ensemble. Sortant de ses places d'armes extérieures, l'ennemi

file dans le fossé de droite et de gauche, et parvient bientôt à établir une fusillade qui prend la brèche à revers. La seconde tour, dominant la gauche, étant restée au pouvoir des Turcs, non-seulement ceux-ci font une vive fusillade de ce côté, mais ils laucent sur les assaillans des matières enflammées. Les Français hésitent; l'incertitude est dans leurs rangs; ils ne filent plus dans les rues avec autant d'impétuosité. Enfin, le feu des maisons, celui des barricades, des rues, et du palais de Djezzar, prenant à face et à revers, et ceux qui descendaient par les brèches, et ceux qui entraient dans la ville, détermine un mouvement rétrograde qui se communique aussitôt à toute la colonne. Le général Lannes parvient cependant à ranimer l'ardeur du soldat, qui se reporte encore une fois en avant. Dans ce moment les guides à pied, qui étaient en réserve, s'élancent à la brèche où l'ennemi venait de reprendre ses positions. On se bat corps à corps avec une nouvelle fureur; mais ce n'était plus la première impulsion; on avait laissé aux Turcs le temps de se rallier : d'ailleurs, le général Rambaud avait été tué dans la place, et le général Lannes était grièvement blessé. Les assiégés recevant dans ce moment un renfort considérable qu'ils attendaient de l'île de Rhodes, les Français eurent à combattre, non-seulement toutes les troupes de terre qui se trouvaient sur la flotte, mais encore tous les matelots turcs postés à la brèche pour en défendre l'approche. Depuis le point du jour, on n'avait point cessé de se battre. La nuit s'avançait, et l'avantage était désormais pour les Ottomans; on ordonna la retraite. En arrivant au camp, on apprit que le contre-amiral Pérée s'était emparé de deux bâtimens de la flottille turque. Cette prise importante dévoila aux Français, qui ne recevaient aucune nouvelle d'Europe, les projets de la Porte-Ottomane. L'intendant de la flotte, et les papiers trouvés à bord des prises, firent connaître que les deux bâtimens capturés par le contre-amiral français, faisaient partie d'une expédition projetée contre Alexandrie, dont on avait détaché le plus de troupes possible pour venir au secours d'Acre. Le lendemain, le feu des batteries recommença. Sur les deux heures du matin, Buonaparte se rendit au pied de la brèche, et commanda un nouvel assaut. Les éclaireurs, les grenadiers et les carabiniers, montèrent à la brèche, surprirent les postes ennemis et les égorgèrent; mais arrêtés par de nouveaux retranchemens pratiqués dans l'intérieur, ils

furent contraints de se retirer. A quatre heures du soir, les grenadiers de la vingt-quatrième demi-brigade sollicitèrent et obtinrent l'honneur de monter les premiers à l'assaut. Ces braves s'élancèrent sur la muraille avec la rapidité de l'éclair; mais dans l'intervalle, l'ennemi avait établi trois lignes de défense qu'on ne pouvait forcer sans de nouvelles dispositions. La retraite fut donc encore une fois ordonnée. L'armée perdit, dans ces divers assauts, deux cents hommes; elle eut près de cinq cents blessés. On compta parmi les morts le général Bon, qui fut vivement regretté. Une odeur infecte et cadavéreuse s'exhalait des revers des parallèles. Dans cette conjoncture, le général Berthier offrit une suspension d'armes pour enterrer les morts; pendant quelques jours ses propositions restèrent sans réponse. Enfin, le commodore anglais écrivit que lui seul pouvait disposer du terrain qui se trouvait sous son artillerie, et profita de son envoyé pour remettre des proclamations où l'on invitait les officiers français à abandonner leurs drapeaux. Cependant, de nouveaux soulèvemens se manifestent en Egypte. Les Arabes attaquant ses frontières, les Turcs menaçant ses côtes, et les Anglais se montrant en même temps dans la mer Rouge, et vers les bouches du Nil. D'ailleurs, la saison des débarquemens rappelait l'armée française en Egypte, pour s'opposer aux descentes de l'ennemi. Ajoutons que la peste, qui exerçait ses funestes ravages dans la Syrie, avait déjà enlevé sept cents hommes aux Français, et que la prise de Saint-Jean-d'Acre ne pouvait désormais compenser la perte d'un temps précieux, et celle d'une foule de braves nécessaires à des opérations importantes. Buonaparte, enfin, ne pouvait sans compromettre ses conquêtes et le salut de son armée, rester plus long-temps en Syrie. Il leva le siége de Saint-Jean-d'Acre; mais avant d'en partir, il ordonne de continuer le feu des mortiers et des canons, et fait employer le reste des munitions de siége à raser les fortifications, le palais de Djezzar et tous les édifices publics. Surpris de la vivacité de ce feu, les Turcs font deux sorties, mais ils y sont mitraillés et rejetés dans leurs places d'armes la baïonnette dans les reins. Pour faire connaître les motifs qui le déterminaient à lever le siége d'Acre, Buonaparte adressa à son armée une proclamation qui était ainsi terminée : « Soldats! encore quelques jours, et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais, dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas

la perte de quelques jours ; les braves que je devrais d'ailleurs y perdre, sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations plus essentielles. Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à parcourir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident. Vous y trouverez une occasion nouvelle de gloire; et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment et prennent leurs rangs à leur tour, parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers, et maîtrise la victoire. »

Le 20 mai, à neuf heures du soir, après soixante jours de tranchée ouverte, on bat la générale, et le siége est levé. Parmi les actions héroïques qui éclatèrent dans l'armée française, on doit distinguer le courage des médecins et des chirurgiens. On vit ces derniers se précipiter sous le feu des batteries ennemies pour panser les blessés, y recevoir de dangereuses blessures, et affronter la mort elle-même, pour voler au secours de leurs frères d'armes. Mais le médecin en chef, Desgenettes, se distingua par un trait de dévouement vraiment digne d'admiration. Une maladie contagieuse régnait dans l'armée; des bubons s'élevaient sur la peau des malades, et semblaient annoncer la peste à leur imagination effrayée. La crainte seule augmentait les dangers de la maladie. Doué d'un savoir profond et d'une âme forte, le docteur aperçoit dans ces bubons une maladie semblable à la peste, mais qui n'était pourtant point ce fléau contagieux et mortel. Au milieu d'un hôpital, sous les yeux mêmes de ses malades, il s'inocule lui-même le poison que chacun considérait comme mortel, le fait circuler dans ses veines, puis se guérit en leur présence au moyen des remèdes qu'il leur administrait chaque jour. Dès-lors ses malades rassurés cessèrent de craindre et s'en rapportèrent aux talens d'un homme qui venait de se dévouer pour leur salut; des milliers de soldats échappèrent ainsi à une mort inévitable. Rome accordait la couronne civique à celui qui conservait la vie d'un citoyen. Quelle récompense eût-elle réservée au docteur Desgenettes! Buonaparte, devenu chef du gouvernement français, acquitta la dette de l'armée d'Orient, en plaçant au premier rang, dans la légion d'honneur, le médecin qui s'était exposé aux plus cruelles angoisses pour sauver la vie du soldat.

ADIGE (L').

28 *mars* 1799. — Les Autrichiens furent attaqués, le 28 mars, par le général Schérer, entre le lac Garda et l'Adige. Voici quelles furent ses dispositions. Il destina une de ses divisions à masquer et à insulter Porto-Legnago, où s'appuyait la gauche de l'armée ennemie. Deux autres divisions se portèrent sur Vérone, et les trois autres furent employées à forcer et à tourner les positions de la droite des Autrichiens, dont la chaîne de poste s'étendait jusqu'à Bardolino sur le lac de Garda, et couvrait l'entrée de la vallée entre Rivoli et Chiesa. Schérer, dans l'espoir de forcer l'ennemi à lui céder Vérone, avait le projet de prendre à revers la position de cette place par la rive gauche de l'Adige, et de l'attaquer de front par la rive droite. Trois divisions, commandées par les généraux Delmas, Grenier et Serrurier, eurent le plus grand succès. Elles emportèrent les redoutes et les retranchemens, s'emparèrent de Rivoli, traversèrent l'Adige et pénétrèrent jusqu'à la Chiesa; enfin elles coupèrent la ligne des troupes autrichiennes, dont la plupart, fort maltraitées, s'enfoncèrent dans la vallée aux environs de Peri. Les deux divisions du centre, à la tête desquelles était Schérer, attaquèrent, dès la pointe du jour, les dehors de Vérone, défendus par le général Reitzen. Les postes de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin furent assaillis au même instant. Le premier, où combattaient les généraux Miackwitz et Lyptai, fut enlevé par les Français; le second, aussi vaillamment disputé, pris et repris jusqu'à sept fois, resta aux Autrichiens qui eurent trois généraux de blessés. Pendant ce combat opiniâtre, qui dura depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit, le corps qui était chargé de la défense de Vérone reçut des renforts considérables, ce qui obligea le général Schérer lui-même à envoyer des forces sur sa gauche. L'attaque de Porto-Legnago ayant échoué, cette division, commandée par le général Montrichard, fut obligée de se retirer sur Mantoue par Céréa. La perte des Autrichiens, dans cette sanglante journée, fut évaluée à neuf mille hommes, parmi lesquels on compte quatre mille cinq cents blessés. Les Français perdirent au moins trois mille hommes, et plusieurs officiers généraux. Schérer obtint momentanément deux ponts sur l'Adige, demanda, quoique victorieux suivant son rap-

port, un armistice aux Autrichiens, pour enterrer ses morts, et livra deux jours après la malheureuse bataille de Magnan.

AFRICAINE (COMBAT DE L').

21 *mars* 1800.—Le capitaine Saunier fut appelé au commandement d'une division de frégates armées dans la rade de Rochefort, pour porter des secours à l'armée d'Egypte. Il montait la frégate *l'Africaine*, qui bientôt fut séparée de la flotte par la violence des vents. A la vue du cap Laroque, le capitaine Saunier aperçut un brick et deux frégates anglaises; mais il parvint à leur échapper. Toujours poursuivie, *l'Africaine* fut forcée de traverser le détroit de Gibraltar avant la nuit. Elle aperçut au loin, sur la côte d'Espagne, deux bâtimens dont l'un lui fit des signaux auxquels elle ne répondit pas; cependant le vaisseau ennemi chassa avec tant de vîtesse, que peu d'instans après, il fut facile de le reconnaître pour une frégate anglaise. Afin de presser sa marche, Saunier fait jeter à la mer d'énormes caisses d'armes et de munitions de guerre, mais l'ennemi ne lui laisse pas le temps de déblayer l'entrepont, on place les grappins d'abordage et l'on attend le signal du combat. Saunier ordonne à chaque chef de pièce de pointer à démâter, afin de rester maître de combattre ou de pouvoir échapper à un ennemi infiniment supérieur à *l'Africaine*, chargée de munitions et de troupes, plutôt armée en transport qu'en guerre. A peine était-il jour, que le vaisseau anglais envoya sa première volée. A l'instant *l'Africaine* reçoit l'ordre de faire feu. Le calme était parfait. L'ennemi tirant toujours en plein bois, tua beaucoup de monde sur le vaisseau français. L'inégalité du combat fit bientôt naître au capitaine Saunier l'idée d'employer la valeur des troupes de terre qu'il avait à son bord. En conséquence il commande l'abordage. Le capitaine anglais, qui redoutait l'effet de l'impétuosité française, parvint à l'éviter; il arrive une seconde fois en envoyant une décharge de canon et d'obus. Plusieurs pièces de *l'Africaine* sont démontées, ses voiles et ses grémens sont endommagés. Enfin la plupart des marins sont remplacés par des grenadiers, des chasseurs et des canonniers de l'armée de terre. Ces nouveaux et valeureux combattans donnaient et recevaient la mort avec un sang-froid admirable. Le feu redouble; il n'est plus d'intervalle entre les coups de canon. Enfin, après quinze heures d'un combat meurtrier, le capitaine de

la frégate française voulant terminer une affaire qui coûtait tant de sang, tente un second abordage. L'ennemi l'évite en étendant un filet au-dessus de son bord, et en envoyant une volée à mitraille. *L'Africaine*, entièrement désemparée, ne gouvernait plus. Tous les canonniers avaient été emportés par des boulets ; les ponts et les gaillards étaient couverts de morts et de blessés, lorsque le feu prit dans le vaisseau. Alors les officiers et les soldats redoublèrent d'efforts dans ce pressant danger, et parvinrent, sans le secours de la pompe brisée par les boulets, à éteindre l'incendie. Cependant les pertes de *l'Africaine* augmentaient à chaque minute. Le général Desfourneaux, frappé d'une balle à la poitrine, refuse de descendre dans l'entrepont. Cinquante officiers de terre, dangereusement blessés, continuent de combattre. Le capitaine de frégate, Magendie, mutilé par un éclat du mât d'artimon qui lui ouvrit le crâne, ne quitta son poste que sur l'ordre précis de son capitaine. L'intrépide Saunier continuait de commander et la manœuvre, et le combat avec le sang-froid qui distingue les héros, lorsqu'un boulet le renversa sur le pont. Quelques soldats accoururent vers lui, lorsqu'il respirait encore. A peine le descendaient-ils de l'échelle du dôme, qu'une grêle de balles fit une seconde blessure au brave Saunier. On tremble pour ses jours : c'en est fait, en traversant l'entrepont il est frappé du coup mortel. Tous les marins avaient péri glorieusement ; les vergues et les mâts étaient brisés; plus de six mille coups de canon avaient été tirés ; une seule pièce répondait encore au feu de l'ennemi ; le sang coulait à flots dans la batterie; des cris plaintifs, des morts, des mourans, des crânes, des lambeaux sanglans, tel est le hideux tableau qu'offrait *l'Africaine* en ce moment. Les flancs entr'ouverts de cette frégate menaçaient à chaque instant d'engloutir quelques malheureux échappés à la fureur du combat. Le lieutenant Lafite, qui venait de prendre le commandement de la frégate française, voulait imiter le généreux dévouement de son capitaine et s'engloutir dans les flots plutôt que de se rendre ; mais cédant enfin au cri de l'humanité, il amena un pavillon qui avait été défendu avec une gloire immortelle. Le capitaine anglais, pour honorer la valeur du brave Saunier, prit le sabre dont il s'était si bien servi, et jura de le porter toute sa vie. Il voulait lui rendre les plus grands honneurs funèbres en Angleterre ; mais contrarié par les vents, il fut forcé d'ensevelir les restes de ce

héros dans le vaste sein des mers. Le gouvernement, pour payer la dette de la patrie, accorda une pension extraordinaire à la veuve du capitaine Saunier, et voulut que ses enfans fussent élevés aux frais de l'état.

AGUADA.

19 *mars* 1810. — Les Anglais avaient dirigé des détachemens sur le Tage et même sur la Guardiana, tant pour s'opposer à la prise de Badajoz, que pour faire diversion aux opérations du roi Joseph en Andalousie. Le maréchal duc d'Elchingen, afin de s'assurer de la réalité de ces mouvemens, ordonna au général Loison de faire faire une attaque par la brigade du général Ferey, de disperser les avant-postes de l'ennemi sur l'Aguada, et de les pousser le plus loin possible vers Alméida. Dans cette attaque, qui eut lieu le 19 mars, l'ennemi, sous les ordres du lieutenant-colonel Berkwith, fut culbuté à la baïonnette, et perdit plus de cent vingt hommes, parmi lesquels se trouvait le lieutenant Merces du quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie anglaise.

AIROLO.

1799. — Dans la campagne d'Helvétie, en 1799, la position d'Airolo, à l'entrée de la Valteline, fut souvent occupée par les Français et par les Autrichiens. Le général Lecourbe défendit, avec un rare talent, cette position importante et ne l'abandonna jamais sans l'avoir fait payer bien cher à l'ennemi, et sans avoir fait ses dispositions pour y rentrer promptement. Depuis six mois on se battait dans la Suisse, mais il n'y avait eu aucune action décisive. Suwarow partit de l'Italie pour accabler, disait-il, les Français qui faisaient encore quelque résistance en Suisse contre le prince Charles et les généraux Korskakow et de Hotze. Il ne possédait plus que seize mille hommes, restes glorieux de cinquante mille amenés six mois auparavant en Italie. Sortant des plaines riantes et fertiles du Piémont et de la Lombardie, les premières colonnes russes jetèrent avec désespoir les yeux sur la cime sourcilleuse du Saint-Gothard et des montagnes escarpées de la Suisse, toujours couvertes de neige et encore occupées par des ennemis qu'il fallait en déloger l'épée à la main. Le soldat russe murmura et refusa bientôt d'aller plus loin. Suwa-

row accourut, fit creuser une fosse sur le chemin, se coucha dedans, et s'écria : *Soldats ! couvrez-moi de terre et laissez ici votre général, vous n'êtes plus mes enfans ; je ne suis plus votre père ; je n'ai plus qu'à mourir.* Ce trait, d'un héroïsme sauvage, électrisa les grenadiers russes. Ils volent auprès de Suwarow, demandent à grands cris d'escalader le Saint-Gothard, et promettent d'en chasser les Français. C'est ainsi que Suwarow exaltait à son gré l'enthousiasme de ses soldats. Le poste d'Airolo fut donc attaqué par deux mille grenadiers russes. Six cents Français s'y maintinrent depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir. Tout-à-coup un temps affreux survint. Les Français, trop faibles pour résister à une armée, se retirèrent vers la Suria, pour défendre les frontières du Valais.

AIX (Incendie de vaisseaux dans la rade de l'île d').

11 *avril* 1809. — Si, par le défaut d'un combat qui ne put avoir lieu, cette horrible action semble sortir du cadre où se renferment ces annales ; elle y rentre du moins par la conduite prudente et intrépide des marins qui y figurèrent. Nous citerons, sans y rien altérer, comme monument historique, le rapport adressé par le vice-amiral Allemand au ministre de la marine, à bord du vaisseau *l'Ocean*, en rade de l'île d'Aix, le 12 avril 1809.

« Monseigneur, dit ce commandant, par ma dernière du 9, j'avais l'honneur de vous mander que les forces ennemies mouillées dans la rade des Basques étaient de douze vaisseaux de ligne, six frégates, onze corvettes et trente-deux bâtimens de transport. Le 10, il arriva encore seize bâtimens qui me parurent transports ou brûlots. Je fis dégréer les mâts de perroquet et caler ceux de hune. Le 11, les vents au nord-ouest grand frais, les frégates ennemies s'approchèrent de l'île en dérivant. L'armée de sa majesté était sur deux lignes de bataille endentées, très-serrées, gisant, au nord un quart nord-ouest et sud un quart sud-est du monde, afin de présenter moins de surface à l'envoi des brûlots. Elle était flanquée d'une estacade à quatre cents toises au large, qui avait huit cents toises de long. Le bout nord était à une encâblure et demie des rochers de l'île.

» Au coucher du soleil, il ventait encore très-frais. Je laissai chaque capitaine libre de sa manœuvre pour la sûreté de son vaisseau. Je signalai l'ordre à la quatrième et cinquième divi-

sion de la flotille d'aller bivouaquer jusqu'à deux heures à l'estacade ; mais le vent était si violent, que peu d'embarcations ont pu s'y rendre ; la majeure partie a relâché. J'envoyai un officier prévenir le général Brouard, commandant à l'île d'Aix, que l'ennemi, par sa manœuvre, annonçait vouloir profiter du gros vent et de la marée pour entreprendre un coup de main : il me fit répondre qu'il l'attendait de pied ferme, et qu'il répondait de la terre.

» A huit heures et demie, quatre bâtimens anglais étaient mouillés dans le courant et le lit du vent de la tête de la ligne ; *l'Océan* les relevait au nord-ouest. Ils avaient des signaux et paraissaient devoir servir de jalons pour la direction de leurs brûlots.

» Il ventait tellement qu'il était impossible de s'entraverser ; aussi je n'en donnai pas l'ordre.

» Vers les neuf heures, une forte explosion eut lieu à l'estacade ; deux autres se succédèrent. Un brick enflammé s'arrêta sur une partie de l'estacade, et successivement il s'est présenté plusieurs bricks et trois mâts sous toutes voiles, ayant le feu dans le corps et le grément : ils furent arrêtés quelque temps, la franchirent enfin, et arrivèrent successivement sur mes lignes.

» Le premier rangea le vaisseau *le Régulus*, et le crocha à stribord ; en même temps un second aussi enflammé tomba sur *l'Océan*.

» J'avais donné l'ordre d'être prêt à filer les câbles et même à les couper au besoin, seul moyen d'éviter une destruction totale. Dès que ce brûlot fut presque en travers sur le beaupré, je fis filer du câble ; et comme il venait plus vîte que *l'Océan* ne culait, bien que j'eusse fait mettre le perroquet de fougue sur le mât, je me décidai à faire couper celui du nord-ouest, pour venir à l'appel du sud-est : ce moyen me réussit.

» Les brûlots se succédèrent, venant à pleines voiles vent arrière dans l'armée, en gouvernant sur *l'Océan* qui était au centre de la ligne. Un d'eux l'accrocha par la bouteille de stribord, malgré tout ce qu'on put faire pour l'éviter.

» C'en était fait du vaisseau de sa majesté ; les flammes sillonnaient à flocons le long de ses batteries. Heureusement que ce brûlot avait beaucoup d'aire ; il passa, mais ce fut pour crocher au bossoir des embarcations des grands porte-haubans. On parvint encore à le dégager ; alors son beaupré prit dans le bossoir devant : il fallait couper ; la chaleur était si forte qu'on

ne pouvait approcher. Des braves se dévouèrent, sautèrent sur la civadière et dans la poulaine, et sauvèrent le vaisseau; mais cinq d'entre eux y ont perdu la vie.

» A peine fûmes-nous délivrés d'un danger aussi imminent, trois fois réitéré, que d'autres bâtimens enflammés me tombèrent sur le corps; je parvins également à m'en dégager.

» L'ennemi a dirigé sur l'armée trois machines infernales et trente-trois brûlots, tant bricks que trois-mâts, frégates, vaisseaux de compagnie, et deux de ligne. Tous ceux de sa majesté et les frégates ne se sont parés de cet incendie qu'en filant leurs câbles.

» Le capitaine de frégate Lissilour, commandant le vaisseau *l'Océan*, en l'absence du capitaine Rolland, et mes adjudans Perron et Gaspard, ont montré un sang-froid unique : les officiers et aspirans se sont bien comportés; l'équipage s'est maintenu en bon ordre; M. Damas, sous-commissaire d'armée, n'a pas quitté le pont. Il m'est agréable de pouvoir faire des éloges aussi bien mérités ».

Depuis cette lettre du vice-amiral Allemand, le préfet maritime rendit compte au ministre que trois vaisseaux et une flûte, qui, en filant leurs câbles, s'étaient échoués sur les Palles, ne purent être relevés, et s'incendièrent eux-mêmes, en débarquant les équipages. Dans la marée suivante, les Anglais firent de nouvelles dispositions de brûlots et une attaque de bombardes, mais ils furent repoussés avec une perte considérable, et ne purent empêcher l'escadre de rentrer pour se réparer.

Voilà donc les moyens, disait à cette époque un philantrope libéral, qu'un ennemi si supérieur en nombre n'a pas rougi d'employer ! Il n'a pas combattu; mais il a lancé des machines infernales; il se proclamera vainqueur, et il n'aura été qu'incendiaire !

De tout temps on connut l'usage des brûlots; mais la lâcheté attachée à leur emploi, les avait fait proscrire par toutes les nations : ils n'entraient point dans le système des guerres maritimes; et si, dans le dix-septième siècle, quelques aventuriers s'en servirent, ces hommes étaient désavoués d'avance par leur gouvernement, et une mort infâme les attendait s'ils étaient pris. Etait-il digne des ministres anglais de reproduire les brûlots, d'y ajouter des machines infernales, de multiplier avec une fureur inconnue tous les moyens qu'une exécration unanime avait constamment rejetés, de dépenser enfin plus de cinq millions en bâtimens, bombes, poudre, artifices, etc., pour une

opération si flétrissante, et dont le résultat fut si inférieur à leurs cruelles espérances?

Grâce au retour des lis! nous devons espérer que ces scènes d'horreur n'épouvanteront plus le monde, et nous pouvons dire aux Anglais :

« Émules généreux, combattons d'industrie,
« De zèle pour les arts, d'amour pour la patrie ».

AIX (COMBAT DE L'ÎLE D').

27 *décembre* 1811. — Cinq péniches d'une escadre anglaise ayant aperçu un petit convoi venant de la Rochelle, le poursuivirent et le forcèrent à se réfugier près de la côte, dans le fond de la baie située entre l'île d'Aix et la Rochelle. Le vent soufflait du nord au nord-ouest, assez frais, et il y avait bientôt pleine mer. M. Jacob, commandant les forces navales, forma le projet de couper la retraite aux Anglais. Mais pour exécuter cette opération avec succès, il fallait les laisser avancer davantage; le commandant ne fit faire aucun mouvement aux embarcations qu'il destinait à l'attaque des péniches, jusqu'à ce qu'elles fussent dans une position dangereuse : il fit appareiller les canonnières n°s 186, 191 et 184, sous le commandement de M. Duré, lieutenant de vaisseau, et quatre canots de vaisseaux, commandés par M. Constantin, enseigne du *Régulus*. Cette flottille fut dirigée pour couper retraite aux péniches ennemies. L'escadre anglaise, apercevant le mouvement, fit aussitôt appareiller un vaisseau, deux frégates et un brick, pour venir délivrer ses embarcations; le brick, soutenu par le vaisseau, posté à peu de distance, tirait sur les canonnières, qui, par un feu vif et bien dirigé, le repoussèrent plusieurs fois. Pendant ce temps l'enseigne de vaisseau Constantin, montant une péniche forte de vingt-deux hommes, attaqua la plus forte péniche anglaise, montée par trente hommes, qui allait rallier la division ennemie accourant pour les protéger. Le combat s'engagea d'abord du côté des Français avec les espingoles et la mousqueterie; mais M. Constantin, craignant que l'ennemi ne lui échappât, fit porter dessus, et l'aborda. Les Anglais, comptant sur la supériorité du nombre, s'élancèrent aussitôt à l'abordage; mais ils furent arrêtés par les Français, qui se précipitèrent sur eux et les culbutèrent sur le bord opposé de leur péniche, bientôt remplie par le mouvement. Les Français remontèrent à leur bord, et sauvèrent vingt-six Anglais, parmi lesquels se trouvaient un aspirant

et un chirurgien. L'officier commandant la péniche fut tué et trois hommes dangereusement blessés. Dans le même moment, le combat s'était engagé entre les trois canonnières et les quatre autres péniches, toutes armées de caronnades, d'espingoles et de mousqueterie ; le lieutenant de vaisseau Duré, en même temps qu'il contenait le brick, qui voulait protéger ces péniches, en amarina une montée par dix-huit hommes et deux aspirans. Le canot du commandant Jacob, sous les ordres de M. Pargi, aspirant de première classe, harcela les trois autres, qui, percées de boulets, et faisant eau de toutes parts, arrivèrent sur la côte, où elles furent poursuivies ; et les équipages, montant à soixante-dix hommes, dont un officier et cinq aspirans, furent faits prisonniers. Tels furent les résultats de cette affaire : cinq péniches prises et cent dix-huit hommes perdus par les Anglais. Ce combat fait le plus grand honneur à l'intelligence, à l'habileté du chef, et à la bravoure des officiers et des soldats français.

AIX-LA-CHAPELLE.

1792 *et* 1793. — En 1792, le général Dumouriez repoussa les Autrichiens depuis Mons jusqu'à Aix-la-Chapelle. Le 2 décembre, l'armée ennemie, commandée par le général Clairfait, quitta Herve, où elle laissa une arrière-garde et s'établit en échelons depuis Henri-Chapelle jusqu'à Aix-la-Chapelle. L'armée française ne pouvant prendre ses quartiers d'hiver sur la Meuse, le général Dumouriez ordonna aux colonels Frècheville et de Hack de tourner les impériaux par leur gauche en attaquant Thœux, Verviers, le grand et le petit Réchain, tandis que le général Stengel les attaquerait de front. L'ennemi, se voyant forcé sur sa gauche, et sur le point d'être attaqué de front, profita de l'obscurité de la nuit pour abandonner Aix-la-Chapelle, dont les Français prirent possession le 8 décembre. Le général Clairfait opéra sa retraite avec ordre et lenteur, malgré l'infériorité de ses forces, et prit position derrière l'Erft, entre cette rivière, le Rhin et Cologne. Au lieu de placer le Rhin entre les deux armées, Dumouriez établit ses quartiers-d'hiver dans le pays entre la Meuse et la Roër, depuis Ruremonde jusqu'à Huy, sur la Meuse, et jusqu'aux sources de la Roër. Le général Dampierre occupa Aix-la-Chapelle avec douze bataillons ; et le général Stengel, les bords de la Roër jusqu'à Aldenhoven ; le général Miacksinski,

avec les flanqueurs de gauche, s'étendait jusqu'à la rivière de Foron, à la vue de Maëstricht; le colonel Frècheville, avec les flanqueurs de droite, se trouvait à Eupen et à Cornelissen-Munster; l'avant-garde du général Valence était cantonnée à Verviers, Lunebourg, Stavelo, Spa et Malmédi. Cette armée formait deux lignes depuis Huy jusqu'à Liège et Saint-Tron; l'armée de la Belgique occupait Liége, Herve et les pays intermédiaires, et enfin l'armée du Nord se trouvait placée entre Tongres et Ruremonde. D'après ces dispositions, les cantonnemens des Français semblaient se prêter un mutuel appui, et s'opposer de toutes parts aux entreprises de l'ennemi sur la Campine. C'était du moins l'opinion de Dumouriez, dont la tête légère pouvait enfanter chaque jour des projets nouveaux, mais qui n'avait ni assez de fermeté d'âme, ni assez de persévérance pour terminer une entreprise et consolider ses succès. Dans cette conjoncture, il abandonna son armée, dont il laissa le commandemennt à Miranda, et vint à Paris. Dans le cours de cet hiver, on vit des membres de la convention donner des fêtes à Aix-la-Chapelle; et Miranda rassurer le gouvernement sur les mouvemens des Autrichiens. Tandis que le général Dampierre, apercevant chaque jour une multitude de volontaires abandonner leurs drapeaux, et ne voyant aucune barrière entre les Français et les Impériaux, présageait chaque jour de nouveaux revers pour quinze mille Français, répandus sur les bords de la Roër, et ne cessait de redire, dans chacune de ses lettres, au ministre de la guerre, ces mots, ou le *Rhin*, ou la *Meuse;* pendant que les proconsuls faisaient leurs orgies, que Miranda, sans doute, trompé par ses espions, abusait le gouvernement par de faux rapports, les Autrichiens se préparaient à prendre leur revanche. Déjà le général Clairfait avait réuni trente mille hommes à Cologne et derrière la rivière d'Erft. Cobourg était à la tête de trente autres mille hommes, et le prince Ferdinand de Brunswick marchait dans la Gueldre prussienne avec vingt mille. Comment se fait-il que des rassemblemens aussi considérables se soient opérés à l'insu de Miranda, dans un pays ouvert et à quelques lieues de l'armée française? Pour ajouter à ces fautes, ce général entreprit le siége de Maëstricht, et ne fit aucune disposition pour la résistance ni pour la retraite. Le 1er mars 1793, le prince de Cobourg ayant attaqué l'armée française au milieu de ses retranchemens, cette armée fut battue à Aldenhoven et à Ruremonde, et se replia sur Aix-la-Chapelle, qu'elle se hâta d'évacuer.

20 *septembre* 1794. — Des succès continus, depuis la bataille de Fleurus, ayant reporté l'armée de Sambre-et-Meuse sur les bords de la Roër, le 20 septembre 1794, le général Championnet enleva de vive force les hauteurs de Clermont, sur le chemin d'Herve, à Aix-la-Chapelle. Sept fois il fit battre la charge pour emporter ces hauteurs, sept fois l'impétueuse ardeur des Français triompha des Autrichiens, qui eurent occasion de signaler leur courage dans cette affaire. Ces derniers évacuèrent à leur tour Aix-la-Chapelle et se retirèrent au-delà de la Roër. Ainsi, cette ville, située dans un fond, et conséquemment entourée de montagnes, tombait chaque fois sans défense au pouvoir de l'armée victorieuse. Depuis cette époque, elle fut réunie à la France. Elle appartient maintenant au royaume des Pays-Bas.

AIZENAI.

Fin de mai 1815. — Le général Travot, envoyé par Napoléon dans la Vendée, apprit que Laroche-Jaquelein, Sapineau et Suzannet voulaient se rendre maîtres de Bourbon-Vendée. A la faveur de la nuit, il chercha à surpendre les royalistes à Aizenai, bourg de l'Anjou, à six lieues des Sables. Il jeta d'abord l'alarme, en faisant tirer deux coups de fusil; mais Laroche-Jaquelein a bientôt rétabli l'ordre, et il dispose en dehors d'Aizenai les divers corps de l'armée dont il est général en chef par intérim. Cependant, les royalistes se gardent mal, et sont attaqués par la colonne de Travot. Le jeune Charette, en qui le courage de son oncle est héréditaire, est atteint d'une balle, et les siens, effrayés, se retirent en désordre. Laroche-Jaquelein veut les rallier, mais son beau-frère, Guery-de-Beauregard, est tué à ses côtés; il perd lui-même son cheval, et n'échappe qu'avec peine. A la suite de cette action peu meurtrière, Aizenai tomba au pouvoir de Travot, à la fin de mai 1815.

AJACCIO.

3 *mars* 1815. — Des émissaires de Napoléon, partis de l'île d'Elbe pour soulever la Corse en sa faveur, y débarquèrent, le 3 mars 1815. Ils avaient pour instruction de former une junte insurrectionnelle à Corté. Des montagnards de Cunco et de Finmorbo se réunirent à eux, au nombre de tr- ;quatre mille, avec des armes et des provisions.

Ils furent généralement assez bien accueillis; mais la ville d'Ajaccio, qui avait donné naissance à Napoléon, leur opposa une longue résistance. Cette place était défendue par le quatorzième régiment léger, aux ordres du colonel Vicler, et par un détachement d'artillerie. La garnison fit plusieurs sorties pour repousser les insurgés qui menaçaient la ville d'un assaut prochain, en y préludant par des fusillades et par des attaques partielles. Ce fut seulement le 26 avril, qu'elle cessa de défendre les couleurs du roi, après cinquante-six jours de combats continuels.

La ville de Boniface fut défendue avec la même persévérance par un détachement du même régiment, sous les ordres du capitaine Méant.

ALB.

4 juillet 1796. — Les Alb, ou Alpes, de Souabe sont une chaîne de montagnes qui s'élèvent à l'est de la Forêt-Noire, dans une direction à-peu-près parallèle au cours du Danube. Le point de leur plus grande hauteur est entre Kœnigsbrown et Greslingen, où se trouvent les sources de différentes rivières qui coulent dans des sens opposés. De vastes forêts couronnent ces montagnes qui occupent un espace de douze lieues, et rendent les communications très-difficiles. L'armée de Rhin-et-Moselle ne pouvait s'avancer dans l'intérieur de l'Allemagne, qu'en le traversant en corps détachés qui ne pouvaient se communiquer entre eux, ni se secourir mutuellement dans le cas où ils seraient attaqués. C'était bien l'intention des Autrichiens qui, pour disputer aux Français les sommités, se placèrent, le 2 juillet, entre Weïssenstein et Bœmenkirck. Mais la rapidité de la marche des républicains fit échouer leur projet; ils arrivèrent trop tard. Leur arrière-garde fut jointe à Aulen par Desaix, qui lui présenta la bataille et la culbuta malgré sa résistance.

ALBÉEK.

1805. — Battu à Gunsbourg et à Wertringen, dans les premiers jours d'octobre 1805, le général Mack se retira vers Ulm. Une colonne de six mille Français, commandée par le général Dupont, prit position à Albéek. Acculé sur Ulm, Mack voulait écraser cette division, qu'il fit attaquer par un corps de vingt-cinq mille hommes. Les Français, cernés de toutes

parts, ne se laissent point intimider par le nombre; ils se battent avec leur intrépidité ordinaire, repoussent l'ennemi sur tous les points, et lui font quinze cents prisonniers. Quatre cents dragons, commandés par le général Sahuc, résistèrent, non-seulement à quatre mille cavaliers autrichiens, mais encore fournirent plusieurs charges avec le plus grand succès. Combattant sans cesse depuis Albéek jusqu'à Nuremberg, Murat parvint à dépasser l'ennemi, qui avait deux jours de marche sur lui. Dans cette course rapide, il prit seize cents chariots, cinquante pièces de canon, et seize mille hommes; trois généraux furent tués; dix-huit posèrent les armes, et le prince Ferdinand, lui-même, fut trop heureux de gagner la Bohême.

ALBÈRES (LES).

27 *et* 30 *avril* 1794. — Le commencement de la campagne contre les Espagnols n'ayant pas été favorable aux Français, ceux-ci avaient été forcés d'évacuer le Roussillon. Bellegarde et Collioure étaient au pouvoir de l'ennemi, qui, campé dans les plaines du Canigou, sous la conduite du comte de La Union, menaçait Perpignan. La prise de cette place présentait d'autant moins de difficultés, que l'armée française, composée en grande partie de recrues sans instruction, sans discipline, se trouvait disséminée dans les places fortes. Les soldats ne manquaient pas de courage, mais il fallait qu'il fût dirigé. Le général Dugommier, qui venait de vaincre à Toulon, fut chargé du commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales : il ne tarda pas à s'y rendre, et prit toutes ses mesures pour terminer promptement cette guerre. Il y avait dans l'armée quelques vieilles troupes qui avaient servi sous lui dans les montagnes des Alpes; il en connaissait la valeur; il ne crut pas pouvoir en tirer un meilleur parti que d'en former à ses avant-postes une ligne respectable, en état d'imposer à l'ennemi. Portant ensuite ses regards sur les réquisitionnaires dont il était entouré, il s'occupa du soin d'en faire des soldats. Avant de devenir leur instructeur, il commença par se montrer leur père. Il pourvut à tous leurs besoins, et ne les laissa manquer de rien de ce qu'il était en son pouvoir de leur accorder. Une fois qu'il eut gagné leur confiance par sa douceur et ses soins assidus, il les assujétit à une discipline sévère, et les exerça à la

manœuvre. La douceur du commandement d'un côté, la docilité et la confiance du soldat de l'autre, abrégèrent le temps de l'apprentissage, et ces militaires novices furent bientôt en état de se présenter à l'ennemi. Dès-lors Dugommier ne songea plus qu'à purger le territoire français et à en chasser les Espagnols. Le comité de salut public, qui dans le cabinet dirigeait le plan de campagne, lui enjoignait de marcher droit sur Collioure; le général n'avait pas besoin d'ordre pour vaincre; il n'ignorait pas qu'il était de son devoir de suivre le plan qui lui avait été envoyé, mais il connaissait les localités, elles rendaient l'entreprise difficile et le succès douteux. La principale difficulté était d'emporter la redoute de Montesquiou qui touchait le centre des Espagnols, de leur faire négliger la chaîne des Albères qui s'élevaient derrière eux, de les tourner et de les prendre à revers en même temps qu'on percerait leur centre. De cette manière, ils se trouveraient forcés de battre en retraite, et d'abandonner toutes les places du Roussillon, qui étaient ainsi enveloppées par les postes français. Pour amener le général espagnol à dégarnir son centre, et obtenir ce résultat, Dugommier feignit de porter ses forces sur la Cerdagne; le comte de La Union, s'imaginant que c'était pour en faire l'attaque, dégarnit sa position du centre afin de l'étendre vers sa gauche. Un léger combat, livré à Oms, le 27, avait déjà été funeste aux Espagnols; l'affaire du 30 compléta leur défaite. Dugommier, voyant que l'ennemi était dupe de son attaque simulée sur la Cerdagne, dirigea sérieusement ses forces sur le centre; il divisa ses troupes en quatre colonnes, dont il donna le commandement à Pérignon, Chabert, Martin et Pointe. Ces généraux partirent de nuit, et malgré la lenteur et l'embarras inséparables d'une pareille marche, ils arrivèrent à point nommé au lieu de l'attaque. L'affaire s'engagea; le feu de l'artillerie et de la mousqueterie dura jusqu'au milieu du jour sans qu'il fût possible d'entamer les retranchemens. Fatigués, ou, pour mieux dire, impatiens, les Français ont recours à leur arme favorite, et la baïonnette les fait pénétrer dans les redoutes. Le général Martin, à la tête de dix braves, saute dans les retranchemens, perce la ligne ennemie, et, marchant sur ses derrières, il gagne les hauteurs des Albères, où il allume ses feux pour instruire Dugommier de sa position et de sa réussite. Pendant ce temps-là, le général Pérignon avait attaqué le village de Montesquiou, et s'en était



rendu maître après huit heures de combat. Le lendemain, les Français, de la division Martin, descendant vers l'écluse et sur le chemin de Bellegarde, se dirigèrent le long du Tech, et attaquèrent le camp de Boulon. Les Espagnols, tournés par leur droite, firent, pendant deux ou trois heures, une assez vive résistance; mais enfin ils furent obligés de fuir, abandonnant leur artillerie, leurs retranchemens et leurs bagages. Les Français les poursuivirent à travers les montagnes, où la cavalerie s'engagea elle-même avec l'infanterie, et n'échappa aux Français qu'en mettant pied à terre. Cette victoire, qui mit au pouvoir des républicains deux mille prisonniers, deux cents pièces de canon, un camp tout tendu et un butin immense, balaya totalement les Espagnols, qui, après avoir évacué le fort des Bains, Pratz-de-Mallo, Céret et Saint-Laurent de la Cerda, ne reparurent plus sur les Pyrénées, ni dans le Roussillon.

ALBIS RIEDEN.

9 *juin* 1799. — Le général Masséna évacua Zurich dans la nuit du 5 au 6 juin, en raison d'une supériorité disproportionnée en nombre des Autrichiens sur les Français, sur le territoire helvétique. Il établit la ligne de ses troupes sur la chaîne de montagnes de l'Albis; il appuya sa droite sur le lac de Zug et sa gauche au Rhin. Le 9, vers les quatre heures du soir, Masséna, ayant pris position en avant de Bremgarten, fut attaqué par les Autrichiens qui se réjouissaient d'avoir fait rétrograder les Français. Malgré la défense la plus vigoureuse de la part des troupes de Masséna, les Autrichiens s'emparèrent d'Albis Rieden. Ils avaient déjà dépassé le village et étaient maîtres des hauteurs, lorsque le troisième bataillon de la cent sixième demi-brigade, composé de conscrits, reçut du général Soult l'ordre de marcher à l'ennemi.

A ce signal, ce bataillon inexpérimenté part au pas de charge, et se précipite dans les rangs ennemis; ces jeunes guerriers, que la seule valeur guide, qui ne peuvent pas être encore soldats, ont la gloire de vaincre des soldats vieillis sous les armes : en un moment les Autrichiens sont repoussés, et les positions des Français reprises. On fit cent cinquante prisonniers à l'ennemi. Ce fut le dernier combat de la première campagne de 1799, dans l'Helvétie. Dans un pays où les

difficultés locales isolaient si souvent chaque partie de la défensive, une armée de vingt-cinq mille Français seulement eut l'avantage de contenir les Autrichiens sur un développement immense.

Les Français eurent la glorieuse satisfaction de compter trente mille prisonniers. Ils montrèrent tant d'opiniâtreté et de courage, qu'ils vainquirent l'adversité même. Cependant, le dénuement total de l'armée française, en Italie, malgré sa constance à savoir tout supporter, l'obligea de céder à l'empire des circonstances; elle avait déjà perdu dix mille hommes dans l'Helvétie, et l'énorme supériorité de l'ennemi semblait lui commander la patience nécessaire pour arriver à un temps meilleur pour elle.

ALBUHERA.

15 *mai* 1811. — Le maréchal duc de Dalmatie partit de Séville, avec son armée forte de dix-huit mille hommes, et se porta sur l'Albuhera, où elle se trouva en présence de l'armée ennemie, composée de deux divisions anglaises de dix mille hommes, huit mille Portugais et trois mille Espagnols, avec trois mille hommes de cavalerie, ce qui faisait en tout vingt-quatre mille hommes. Cette armée devait être renforcée d'un corps espagnol de neuf mille hommes commandé par le général Blacke. Le duc de Dalmatie résolut de combattre l'ennemi avant l'arrivée de ce général, et ordonna sur-le-champ au général Godinot, soutenu par cinq escadrons du général de brigade Briche, de faire avec sa brigade une fausse attaque sur le village d'Albuhera, tandis que lui-même se porta avec le reste de l'armée sur la droite de l'armée ennemie, commandée par le général anglais Béresford. Bientôt la droite de l'ennemi est débordée, par la cavalerie du général Latour-Maubourg, manœuvrant avec audace et habileté, et faisant vainement tous ses efforts pour engager dans une affaire la cavalerie ennemie, qui se tint constamment en réserve. Mais aussitôt s'avança la division du général Girard au pas de charge: les ennemis sont culbutés, et leur position emportée, après une résistance assez opiniâtre de la part des Anglais et des Espagnols, qui furent poursuivis avec vivacité, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de prisonniers. Dans ces entrefaites, le général Blacke avait rejoint le corps

d'armée de Béresford, et ces deux généraux, comptant sur la supériorité de leurs forces, firent avancer leur seconde ligne, qui déborda considérablement celle des Français. Le duc de Dalmatie, surpris de voir déployer tant de troupes, et instruit bientôt après, par un prisonnier espagnol, de l'arrivée du général Blacke, jugea à propos de ne pas suivre son premiet projet d'attaque, et ordonna qu'on se contentât de garder la position enlevée à l'ennemi. Cependant celui-ci avançait sur la ligne des Français, et un combat terrible s'engagea aussitôt par les charges successives, qu'exécutèrent d'une manière très-brillante et très-habile le deuxième de hussards, le premier de lanciers de la Vistule, le quatrième et le vingtième de dragons, conduits par le général Latour-Maubourg : trois brigades d'infanterie anglaise furent entièrement détruites. Cette attaque malheureuse contre leur première position, contint les troupes ennemies, qui se retirèrent de combat : toutefois la fusillade dura encore quelques heures parmi les tirailleurs, et tomba d'elle-même vers cinq heures du soir. Les Français enlevèrent à leurs ennemis deux mille prisonniers, six pièces de canon, six drapeaux des troisième, quarante-huitième et soixante-sixième régimens anglais. Trois généraux, dont deux anglais et un espagnol furent tués, et deux autres blessés dans le combat. Les Portugais perdirent huit cents hommes tués ou blessés, les Espagnols onze cents, et les Anglais cinq mille ; ainsi la perte générale fut de leur côté de près de neuf mille hommes. Celle des Français n'excéda pas deux mille huit cents hommes ; mais ils eurent à regretter les généraux de brigade Werlé et Pepin. Toutes les troupes françaises firent leur devoir dans cette journée ; l'artillerie soutint sa réputation, l'infanterie rivalisa de tout son pouvoir avec la cavalerie, qui se couvrit de gloire par les plus belles charges.

ALCABON.

26 *juillet* 1809. — Le 22 juillet 1809, Joseph Napoléon reçut avis de M. le maréchal duc de Bellune que l'armée anglaise, aux ordres du général Wellesley, avait fait sa jonction entre le Tage et le Tiétar avec l'armée de Cuesta, et que cette armée combinée était en marche pour se porter sur Talaveyra, tandis qu'un corps de huit à dix mille hommes, aux ordres du général Wilson, se dirigeait sur Escalonna par

la rive droite de l'Alberche. Ce même jour 22, Joseph Napoléon envoya des ordres au maréchal duc de Dalmatie, pour réunir promptement, à Salamanque, les trois corps d'armée sous ses ordres, et se porter rapidement sur Placencia, afin de couper la ligne d'opération de l'armée ennemie; il ordonna en même temps au général Sébastiani de se porter à marche forcée, avec le quatrième corps, de Madridejos à Tolède.

Joseph Napoléon partit de Madrid dans la nuit du 22 au 23, avec sa réserve, composée de la garde royale, du cinquante-unième régiment de ligne, du vingt-septième régiment de chasseurs à cheval; le commandement de cette réserve fut confié au général de division Dessoles; Joseph se dirigea sur Naval-Carnero dans l'intention d'arrêter la marche du général Wilson, qui cherchait à manœuvrer sur les derrières du premier corps, par Escalonna, et de se réunir au duc de Bellune, afin de le mettre en état de couper les opérations de l'ennemi assez long-temps pour attendre la réunion du quatrième corps, et le résultat du duc de Dalmatie; toutes ces dispositions furent exécutées ponctuellement.

Le 24, Joseph arriva avec sa réserve à Cavanas, à trois lieues de Tolède; le lendemain 25, il vint établir son quartier-général à Bargas.

Dès le 25, l'armée de Cuesta était venue prendre position à Santa-Ollala, elle devait continuer son mouvement le 26, pour de là se porter sur Tolède, afin de chercher à se réunir à Venegas. L'armée anglaise se trouvait toujours à Talaveyra, mais elle avait porté son avant-garde à Casalegas, sur la rive gauche de l'Alberche; le corps de Wilson avait continué son mouvement, et avait poussé ses avant-postes jusqu'à Naval-Carnero.

Le 26, au matin, Joseph Napoléon ordonna à toute l'armée de déboucher par le pont du Guadarama, et de se porter sur Torrijos. L'avant-garde du premier corps ouvrait la marche: elle rencontra quelques cavaliers à Torrijos qu'elle chassa, et qui se replièrent sur Alcabon au débouché des Oliviers: l'ennemi s'était formé dans la plaine d'Alcabon; sa droite à la chapelle de Domingo, et sa gauche appuyée au chemin de Domingo-Perrez. Il présenta deux mille hommes de cavalerie et quatre mille hommes d'infanterie soutenus par six bouches à feu. Toute la cavalerie française, sous les ordres du général Latour-Maubourg, se forma pa-

rallèlement à la ligne de l'ennemi, et marcha à elle; celle-ci se maintint quelque temps dans sa position; mais aussitôt qu'elle vit déboucher les colonnes d'infanterie, elle commença à se replier. Le général Latour-Maubourg la fit suivre de près. Il y eut, au défilé d'Alcabon, un engagement de cavalerie dirigé par le général Merlin, commandant la cavalerie légère de l'armée; dans cet engagement, les dragons de Villaviciosa furent entièrement détruits par le deuxième de hussards, et un escadron du cinquième des chasseurs. Le général Beaumont, qui commandait cette charge, l'exécuta avec habileté et bravoure. Ce général fut parfaitement secondé par le colonel Bonnemain, commandant le cinquième des chasseurs à cheval, et le chef d'escadron, Hubiné de Soubise, commandant le deuxième de hussards. La défaite des dragons de Villaviciosa imprima la terreur et l'épouvante au reste des troupes ennemies, qui ne songèrent plus qu'à se retirer précipitamment; le terrain était difficile, et coupé de ravins, ce qui empêcha que ce corps ne fût entièrement détruit. L'armée de Cuesta se retira sur la rive droite de l'Alberche, pour aller se joindre à l'armée anglaise qui était près de Talaveyra.

L'avant-garde de cette armée, composée d'un corps d'environ dix mille hommes, qui avait passé la journée du 26 à Casalegas, s'était portée en avant pour couvrir la retraite de l'armée de Cuesta; cette avant-garde fut rencontrée par la cavalerie du premier corps de l'armée française, et, après quelques coups de canon, elle s'enfuit avec tant de précipitation qu'on ne put l'atteindre. Ce combat, où l'armée française fut constamment victorieuse, quoiqu'elle eût à vaincre les obstacles que présentait un champ de bataille sur lequel elle manœuvrait avec beaucoup de peine, ne lui coûta que fort peu de monde, et n'était que le prélude de la grande bataille qui fut livrée, le 28 juillet, à Talaveyra.

ALCALA RÉAL.

28 *janvier* 1810. — Lorsqu'après avoir franchi les montagnes de la Sierra Moréna, les Français eurent fait leur entrée dans Jacy et dans Cordoue, où ils trouvèrent un grand nombre de bouches à feu, douze cents fusils, quatre millions de cartouches, beaucoup d'autres munitions, des magasins considérables, et un fonds d'arsenal bien précieux

pour leur artillerie, le général Sébastiani reçut ordre de partir avec les troupes du quatrième corps qu'il commandait, et de se diriger sur Grenade. Il commença son mouvement le 26; et des avis lui étant parvenus que les généraux Arrizaga et Fraire, avec six à sept cents fantassins en désordre, et trois mille chevaux, seul reste de l'armée détruite à Occana, et au passage de la Sierra Moréna, voulaient se jeter dans Grenade, pour exciter le peuple à une nouvelle insurrection; il força de marche, et se dirigea, avec le gros de ses troupes et son artillerie, par Alcala Réal, tandis que la brigade de cavalerie légère, aux ordres du général Peyreimont, suivit la route qui passe par Cambil et Llannos. Ce fut là qu'elle joignit l'ennemi, le chargea, lui fit beaucoup de prisonniers, et s'empara d'un convoi de trente-deux pièces de canon. Quinze cents chevaux espagnols, commandés par le général Fraire, furent également chargés au-delà d'Alcala Réal par la colonne de droite, composée en partie du vingt-sixième régiment de chasseurs, de mille voltigeurs, et de la brigade du général Noirot, où l'on remarquait le douzième et le seizième régimens de dragons. Le général Corbineau marchait à leur tête. Il culbuta l'ennemi et le poursuivit l'épée dans les reins pendant trois lieues, lui tua plus de deux cents hommes, et prit deux cent quatorze cavaliers, dont le colonel du régiment Ferdinand, et quatorze officiers. Outre ces cavaliers, trois cents chevaux et toute l'artillerie tombèrent entre les mains des Français. Le reste de cette troupe brisa ses armes de désespoir, se dispersa et alla porter l'épouvante dans Grenade. Le lendemain 29, le général Sébastiani fit son entrée dans cette ville.

ALCANIZA.

7 *juin* 1810. — Pendant la nuit du 6 au 7, l'ennemi avait réuni à Alcaniza environ trois mille hommes d'infanterie et six cents chevaux, sous les ordres du général Eschaveria, qui attendait encore une autre colonne de mille hommes embusqués dans les montagnes. Le général Sainte-Croix porta son premier régiment pour arrêter cette colonne, et il marcha sur Alcaniza avec les deux autres qui lui restaient. Arrivé devant cette ville, il en trouva les rues barricadées et plusieurs maisons crènelées. L'ennemi, retiré derrière un terrain qui couvrait son front, occupait les hauteurs. Le général fit



engager le feu par ses tirailleurs, en même temps qu'il cherchait à tourner l'ennemi. Rien ne put arrêter ses escadrons; les dragons, moitié à pied, moitié traînant leurs chevaux par la bride, gravirent les rochers et passèrent les précipices sous le feu de l'ennemi. Le général lui-même chargea la ligne espagnole à la tête d'un escadron, et l'enfonça du premier choc. Elle fut culbutée et mise dans une déroute complète. Plus de sept cents hommes restèrent sur le champ de bataille. Un nombre presque égal de prisonniers tomba au pouvoir des Français, ainsi qu'une grande quantité de munitions de guerre.

Le général Sainte-Croix, blessé dans l'action, cite avec éloge les noms des officiers d'Hautefeuille, Leleu, Turing et Labourdonnaye, ainsi que du capitaine Ecquevilley, son aide-de-camp.

ALCOY.

16 *novembre* 1812. — D'après les ordres reçus du général en chef maréchal duc d'Albufera, le général Habert se porta, avec une partie de sa division, d'Albayda sur Alcoy, où s'étaient réunis quinze cents hommes des troupes de Rosch. L'ennemi fit bonne contenance et parut vouloir soutenir l'attaque. Mais le capitaine Bergeron, du cent dix-septième, à la tête de l'avant-garde, composée de trois compagnies de voltigeurs et de vingt-cinq hussards, ayant enlevé deux positions, le général Habert ordonna une charge générale sur toute la ligne ennemie qui, en un instant, fut enfoncée et culbutée. Les Espagnols se replièrent en désordre, et furent poursuivis jusqu'à une lieue au-delà de Sant-Antonio. Les Français n'eurent que cinq hommes et trois chevaux blessés. On fit aux Espagnols plusieurs prisonniers, parmi lesquels un officier blessé mortellément. Le général Habert, ayant ainsi dispersé les Espagnols, rentra à Albayda. Mais l'ennemi, qui connaissait l'importance de la position d'Alcoy, l'occupa de nouveau au nombre d'environ mille hommes, et fit ses dispositions pour s'y maintenir. Le général Habert reçut encore ordre de s'y porter une seconde fois. Il y entra, le 18 décembre, avec une partie de sa division. L'ennemi occupait la ville avec la majeure partie de ses forces, ayant des postes au col de Saint-Antoine et une réserve derrière. Trois compagnies de voltigeurs et vingt-cinq chevaux, commandés par

le capitaine du cent dix-septième, Fouber, suffirent pour le chasser de cette position, quoique très-forte, et le mettre en retraite sur Xivona. Les Espagnols laissèrent onze morts sur le champ de bataille, un plus grand nombre de blessés; on leur fit une vingtaine de prisonniers. La perte des Français ne fut que de quatre blessés et un voltigeur tué.

ALDEA-DEL-PONTE.

27 septembre 1811. — Le maréchal duc de Raguse, et le général comte Dorsenne, ayant réuni leurs troupes, étaient à la poursuite de l'armée anglaise, à laquelle ils venaient de faire lever le siége de Ciudad-Rodrigo. Les Anglais s'étaient mis en pleine retraite sur Alfayates. Le 27 septembre, le général Wathier rencontra à Aldea-del-Ponte leur arrière-garde, forte de quinze mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie, avec quatorze pièces de canon. Aussitôt il chargea la cavalerie anglaise avec une audace admirable, la rompit et la mit en fuite. En même temps, le général Thiébaut, qui s'était porté sur la route d'Alfayates, faisait, sur l'ennemi en désordre, un feu terrible d'artillerie. Les Français furent bientôt maîtres de la plaine, au moyen de quelques charges de cavalerie extrêmement brillantes. Le général Souham se porta quelque temps après, avec ses grenadiers et ses voltigeurs, à l'endroit où combattait le général Thiébaut; et, avec cette vigueur qui le caractérise, il attaqua le village qui fut disputé avec opiniâtreté par les Anglais; le général français, impatient de ce retard, fit sonner le pas de charge, emporta le village, et culbuta dans un ravin les ennemis, qui furent quelque temps après rejetés au-delà de la Coa. Ceux-ci, repoussés ainsi sur tous les points, firent leurs dispositions pour continuer leur retraite; mais ils perdirent beaucoup de monde dans cette journée, et, par leur résistance opiniâtre, ils ajoutèrent à la gloire des Français, qui triomphèrent encore du nombre et du courage de leurs ennemis.

ALDENHOVEN.

1er *mars* 1793. — Nous avons eu déjà occasion de remarquer que quand les armées françaises éprouvaient des revers,

on ne pouvait les imputer aux soldats, dont le courage et le dévouement ne se sont jamais démentis; mais qu'il fallait les attribuer à l'insouciance, à l'impéritie ou à la trahison des généraux. L'évacuation de la Belgique, à la suite de la désastreuse journée d'Aldenhoven, vient à l'appui de cette remarque. Les généraux autrichiens, voyant les Français occupés au blocus de Maëstricht d'un côté, de l'autre à l'expédition de la Hollande, pour laquelle Dumouriez avait imprudemment abandonné son armée, sachant d'ailleurs que la plupart des troupes de Miranda étaient éparses dans des cantonnemens en avant d'Aix-la-Chapelle, mirent à profit ce défaut d'activité et d'ensemble. Le prince de Saxe-Cobourg rassembla entre le Rhin et l'Erft une armée de cinquante-cinq mille hommes. Beaulieu commandait dans le Luxembourg; le prince d'Hohenlohe-kirckberg était dans Trèves à la tête d'un petit corps d'armée, et vingt-cinq mille Autrichiens marchaient vers le Rhin entre Cologne et Wesel. Toute l'armée autrichienne avait traversé la Roër, sans que Miranda sortît de son apathie, et songeât à opposer la moindre résistance. Aussi les Autrichiens obtinrent-ils des succès aussi rapides qu'aisés. Le 1er mars, dès le point du jour, trois de leurs colonnes attaquèrent un poste de trois cents hommes, et s'en rendirent maîtres; les retranchemens d'Aldenhoven furent enlevés par des hussards hongrois, et le général Stengel, qui voulut rétablir le combat, fut repoussé. C'en était fait de toute l'armée française sans l'intrépidité du colonel des hussards, Lefort, qui, voyant nos troupes en déroute, se mit à la tête de toute la cavalerie pour protéger leur retraite. Pendant ce temps-là le prince de Wirtemberg tournait les retranchemens d'Escheiweiller en avant d'Aix-la-Chapelle, et en chassait les Français, qui, s'étant repliés sur cette ville, furent encore forcés de l'évacuer; d'un autre côté, une colonne d'Autrichiens s'était portée sur Maëstricht pour en faire lever le blocus. Tant de revers à-la-fois jetèrent le découragement dans l'armée française, qui bientôt fut à la débandade. Des bataillons entiers retournaient en France et répandaient l'alarme jusqu'au sein de la capitale. Cette fatale journée causa la désorganisation de l'armée, et entraîna la perte de la Belgique.

2 *octobre* 1794. — Le général Jourdan, voulant joindre l'occupation de Linnich et de Juliers à celle d'Aix-la-Chapelle, dont il était maître, s'avança vers Aldenhoven, sa gauche

appuyée à la Roër, et sa droite à Scheviller. Les Autrichiens, ne pouvant douter qu'il ne cherchât à passer la Roër, n'avaient rien négligé pour en défendre le passage et se ménager une communication avec Maëstricht, et s'étaient retranchés dans une position formidable derrière Aldenhoven en avant de Juliers. Ils avaient en outre dégradé une partie des gués, hérissé les autres de chevaux de frise, rompu tous les ponts, et garni toutes les hauteurs de la rivière, sur la rive droite, de lignes et de redoutes défendues par une artillerie formidable. Jourdan n'ignorait pas combien tous ces obstacles rendaient difficile l'exécution de ses mouvemens; mais il avait des soldats braves et aguerris, des généraux expérimentés et pleins de zèle : pour de pareilles troupes il n'était pas de difficultés insurmontables. Certain d'être bien secondé dans l'exécution, il ne lui restait qu'à bien former son plan, et à bien diriger ses dispositions. En conséquence, il divisa son armée en quatre corps : la droite, aux ordres du général Schérer, fut chargée de forcer le passage de Duarem; la gauche, sous le commandement de Kléber, devait attaquer à Keinsberg; Lefebure, à la tête de l'avant-garde, se porterait sur Linnich, pendant que Jourdan, à la tête du corps de bataille, marcherait vers le camp de Juliers. A cinq heures du matin, toutes les colonnes se portèrent au point qui avait été assigné à chacune, l'attaque se fit par-tout avec la même vigueur. En moins de deux heures le camp de Juliers fut forcé et les redoutes emportées. L'avant-garde, qui devait passer la Roër sur un pont, n'eut pas la patience d'attendre qu'il fût construit : elle se met à la nage, traverse la rivière, attaque les retranchemens ennemis à l'arme blanche, et s'en empare. L'infanterie autrichienne voulut protéger sa retraite; mais elle fut elle-même chargée et obligée de fuir, et sans le canon de la place, qui arrêta la poursuite des Français, elle aurait été détruite avec toute l'armée. Quatre escadrons ennemis ayant voulu charger deux escadrons de chasseurs commandés par le général d'Haupoult, furent repoussés et culbutés dans la Roër; les autres colonnes éprouvèrent aussi les plus grandes difficultés, mais elles les surmontèrent avec la même valeur. Lorsque le général Lefebure se présenta à Linnich, il trouva les ponts détruits, les chemins rendus impraticables, et la ville en feu. Il fallut rétablir les ponts; on le fit avec une promptitude étonnante sous la protection de l'artillerie qui se distingua par la justesse du tir et la précision



des manœuvres. Les Français, surpris par la nuit, se virent, à regret, forcés de cesser le combat, se promettant bien toutefois de recommencer le lendemain. Mais ils furent bien surpris, au point du jour, de ne plus voir les ennemis : ils avaient décampé dès minuit à la faveur d'un brouillard épais. Leur perte avait été de cinq mille hommes tant tués que blessés. Les Français avaient profité de la nuit pour terminer plusieurs ponts, et élever une batterie d'obusiers afin de bombarder Juliers; mais cette place ne vit pas plutôt commencer le feu qu'elle se rendit. La garnison, forte encore de huit cents hommes, fut faite prisonnière; on trouva à Juliers soixante pièces de canon et un arsenal bien fourni.

ALDUDES (LES).

3 *juin* 1794. — La vallée de Bastan, une des clefs de l'Espagne, est située de manière à favoriser, par son flanc droit, l'envahissement de Berra et d'Irun, et par son flanc gauche, l'entrée de la vallée de Roncevaux, d'où l'on peut même marcher sur Pampelune. Le général Müller, à l'exemple de l'amiral Bonivet, qui, en 1531, avait pénétré en Espagne par cette vallée, et du maréchal Berwick, qui, en 1719, avait pris la même route, tenta de forcer cette barrière. Pour y parvenir, il fallait s'assurer de trois passages, du col de Berdaritz, du col d'Ispegni et de celui de Maya. Il chargea donc sa division de gauche d'emporter Berdaritz au-dessous de Saint-Etienne de Baigorry, et le col d'Ispegni, tandis que son centre s'établirait au col de Maya. Il n'y avait d'autre chemin, pour arriver au col de Berdaritz, que les Aldudes au-dessus du village de ce nom, ou le sommet des montagnes de la vallée de Bastan. Mais le premier chemin était fermé par une redoute, dans laquelle s'élevait une maison à créneaux, et l'autre était défendu par une redoute très-forte, qui, outre les avantages de son site, était munie de trois pièces de canon. Le 3 juin, quinze cents Français attaquèrent cette position formidable, tandis que huit cents d'entre eux menaçaient les Aldudes par la gorge. Après s'être arrêté un instant à la montagne d'Ourisca, près des Aldudes, le chef de bataillon Harispe conduisait vivement les Basques; mais assailli tout-à-coup d'une grêle de balles et de mitraille, qui enleva le général Lavictoire, la colonne s'arrêta. Les Espagnols, qui épiaient ces mouvemens, fondirent avec rapidité sur les Bas-

ques, et se mêlèrent avec eux. Profitant de ce désordre, une partie des Français se précipita sur les redoutes de l'ennemi, tandis qu'une autre partie se mit ventre à terre à quelques pas de la redoute pour y pénétrer au premier moment favorable. L'engagement n'était pas autrement vif, et n'amenait aucun résultat, lorsque l'explosion d'un baril de poudre mit le désordre parmi les Espagnols. Les Basques en profitèrent pour pénétrer dans les retranchemens; ceux qui les défendaient, abandonnant en même temps le col de Berdaritz, se réfugièrent dans la maison crènelée; mais elle ne put résister au canon de la redoute, et ceux qui s'y étaient crus en sûreté se hâtèrent de l'évacuer, et mirent bas les armes, au nombre de trois cent huit hommes, dont vingt-sept officiers et un colonel. Le col d'Ispegni et celui de Maya ne firent pas plus de résistance, en sorte que les Français se virent maîtres des trois passages. Les émigrés s'étaient retranchés sur la montagne d'Arquinza; les républicains les ayant tournés, les attaquèrent de front, s'emparèrent du camp, et les mirent en fuite; ils les forcèrent également d'évacuer le village des Aldudes. Mais les émigrés avant de le quitter, y mirent le feu et le réduisirent en cendres.

ALEXANDRIE.

2 juillet 1798. — La France, victorieuse de l'Italie, et possédant le Milanais, avait assuré la liberté de la Belgique, et forcé l'empereur d'Allemagne de consentir à la paix; elle ne voyait plus d'ennemis de son indépendance et de sa prospérité, que l'Angleterre, son éternelle rivale. C'était pour nous un adversaire d'autant plus redoutable, que maîtresse de la mer, elle était inattaquable dans ses possessions d'Europe. C'était dans l'Inde qu'il fallait la vaincre, et le délabrement de la marine française ne permettait pas d'y porter directement des forces. Buonaparte, que ses conquêtes en Europe avaient rendu l'émule d'Alexandre, crut pouvoir, comme ce conquérant, se frayer un chemin vers l'Inde, en formant un établissement en Egypte. Il en fit la proposition au directoire; il lui représenta que la possession de l'Égypte offrait, par ses cultures, plus de ressources que la France n'en avait tiré de ses colonies d'Amérique, et que les bords du Nil étaient aussi propres que les Antilles à la culture du sucre, du coton et du café. Alexandrie d'ailleurs pouvait, par sa position

entre l'Asie et l'Afrique, et par la commodité de son port, devenir l'entrepôt des marchandises des Indes. La conception d'un pareil projet était d'un génie vaste; mais son exécution exigeait de l'activité, des talens militaires et diplomatiques; il fallait que celui qui serait chargé de l'entreprise, fût en même temps législateur et conquérant, et qu'en affranchissant du despotisme oriental les peuples des bords du Nil, il leur inspirât le goût de l'agriculture, des arts et du commerce. Buonaparte parut au directoire le seul homme capable de remplir une telle mission; et il fut décidé qu'il en serait chargé. Il ne s'agissait plus que des moyens d'exécution; il fallait d'immenses préparatifs, et sur-tout le plus grand secret. Pour donner le change aux Anglais, le directoire multiplia ses préparatifs contre l'Angleterre; on arma dans tous les ports de l'Océan; des troupes innombrables furent dirigées vers les côtes; et Buonaparte fut proclamé général de l'armée d'Angleterre. Pendant que tous ces préparatifs, qui n'étaient que de simples appareils, faisaient croire aux Anglais qu'on méditait une descente dans leur île, un armement plus considérable se formait à Toulon. On avait réuni dans ce port treize vaisseaux de ligne, cent transports, des frégates, des avisos; vingt-cinq mille hommes de l'armée d'Italie s'y rendirent, sous la conduite des chefs qui les avaient tant de fois menés à la victoire; des généraux distingués dans les autres armées furent aussi appelés sous les drapeaux de Buonaparte; des savans, des artistes en tout genre, ambitionnent la gloire de faire partie de l'expédition; on embarque d'immenses provisions, une nombreuse artillerie; Buonaparte donne le signal du départ, et l'on met à la voile le 8 mai 1798. La flotte se dirige vers le midi de l'Italie, où elle reçoit d'abord de nouvelles divisions, sortant de Gênes, de Bastia et de Civita-Vecchia; tout, jusque-là, s'était fait dans le plus grand secret, il n'y avait pas sur la flotte un seul individu qui ne fût animé des meilleures dispositions. Buonaparte, pour les entretenir, adresse à ses soldats une proclamation dans laquelle il leur montre une nouvelle moisson de lauriers, sans cependant leur faire connaître le champ où ils iront les cueillir. « Soldats, leur dit-il, vous êtes une des aîles de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges; ils vous reste à faire la guerre maritime. Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient Car-

thage tour-à-tour sur cette mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées, unies entre elles. Soldats! l'Europe a les yeux sur vous! Vous aurez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre; vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire. »
Le 29 mai, la flotte se trouva devant Malte. La France, depuis quelque temps, ne trouvait plus dans les chevaliers que des ennemis de son gouvernement; les Français ne devaient donc point s'attendre à être bien accueillis; aussi fallut-il se préparer à quelque résistance; elle ne fut pas longue, et cette forteresse, qui, sous La Valette, avait si glorieusement résisté aux efforts des Turcs, se rendit au bout de trois jours. Le 19 juin, on remit à la voile, en voguant toujours vers l'Orient, et le 30 la flotte se trouva sur les côtes d'Egypte en vue de la tour des Arabes. Jusque là l'armée avait ignoré sa véritable destination; Buonaparte l'en instruisit par une proclamation qui portait le caractère de l'éloquence des anciens Romains. « Soldats! dit Buonaparte, vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables. Vous porterez à l'Angleterre *le coup le plus sûr et le plus sensible*, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de la mort.... Les peuples chez lesquels vous allez entrer, traitent les femmes différemment que nous; mais dans tous les pays, celui qui viole est un monstre. Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes; il nous déshonore; il détruit nos ressources; il nous rend ennemis des peuples que nous avons intérêt d'avoir pour amis. La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs, dignes d'exciter l'admiration des Français. »
Aussitôt qu'on fut près de la terre, Buonaparte fit mander le consul français qui était à Alexandrie, pour être instruit de la disposition des esprits dans l'Egypte, de l'état de la ville, et des mouvemens de la flotte anglaise, qui croisait dans ces parages. Le consul se rend bientôt à bord, il informe le général français qu'au moment où sa flotte avait été aperçue, les habitans d'Alexandrie s'étaient soulevés contre les chrétiens; que Nelson ayant paru trois jours auparavant dans le port, avec quatorze vaisseaux, avait engagé

les Turcs à résister aux Français, et qu'il avait quitté ces parages en s'élevant au nord-est. D'après cet avis, on devait s'attendre à une vigoureuse résistance de la part des Alexandrins; mais l'éloignement de Nelson les abandonnant à leur propres forces, au moins momentanément, ils n'y avait pas un instant à perdre pour débarquer; car l'amiral anglais, qui depuis un mois cherchait inutilement les Français, pouvait, d'un moment à l'autre, venir attaquer la flotte et les transports, et seconder les Égyptiens et les Turcs pour empêcher le débarquement. L'ordre de débarquer était donné, lorsqu'on aperçoit dans le lointain une voile de guerre. Buonaparte la prenant pour une mouche de l'armée anglaise, s'écria : « Fortune ! m'abandonnerais-tu ? quoi, seulement cinq jours ! » C'était assez pour mettre la flotte à l'abri. Il se trompait, ce n'était point un Anglais, mais la frégate la *Justice*, qui arrivait de Malte. On avait fixé le Marabou, pour point de débarquement, et l'armée navale avait ordre de mouiller le plus près possible de ce lieu. Un accident occasionné par deux vaisseaux de guerre, qui, en abordant le vaisseau amiral, tombèrent sur lui, ne permit pas d'arriver au Marabou, et l'on fut obligé de mouiller à trois lieues de là. Les récifs dont cette côte est bordée, joints à un vent du nord qui soufflait avec violence, rendaient le débarquement aussi difficile que dangereux ; mais ces contrariétés ne faisaient qu'enflammer l'ardeur des Français, qui voulaient prévenir la résistance que les Turcs ne manqueraient pas de leur opposer. Bientôt la mer se couvre de canots et de barques que remplit une partie des divisions à bord des vaisseaux de guerre, aux ordres des généraux Bon et Kléber; Buonaparte est à leur tête sur une galère. Les divisions Desaix, Régnier et Menou, qui étaient sur les bâtimens de transports, débarquent aussi sur trois colonnes en face du Marabou. Toutes ces manœuvres avaient demandé du temps, le soleil était déjà couché, et les divisions ne purent traverser que pendant la nuit le banc des récifs. Enfin, à une heure du matin, elles rejoignent Buonaparte qui les attendait à la passe qui conduit au Marabou ; il met le premier pied à terre, et marche à la tête des premières troupes qui se forment successivement dans le désert, à trois lieues d'Alexandrie. L'armée ne se trouvait alors composée que d'environ mille hommes de la division Kléber, dix-huit cents de la division Menou, et quinze cents de celle du général Bon. Les divisions Desaix et Régnier n'avaient pu

encore opérer leur débarqnement; et l'éloignement des vaisseaux n'avait permis de mettre à terre ni chevaux, ni canons. Au défaut de ces moyens, qui eussent considérablement augmenté ses forces, Buonaparte fort du courage de ses soldats, les passe en revue, envoie des éclaireurs en avant, et marche sur trois colonnes vers Alexandrie. Il était deux heures et demie du matin. Cependant quelques chaloupes de la division Régnier s'avançaient vers le point du débarquement; mais il reçoit l'ordre de demeurer afin de protéger l'arrivée des bâtimens de transport, qui reçoivent celui d'appareiller, et de venir mouiller dans le port du Marabou, pour faciliter le débarquement du reste des troupes, et amener deux pièces de campagne avec leurs attelages. Quant à Desaix, il fut chargé de suivre le mouvement de l'armée, aussitôt que sa division aurait débarqué. L'avant-garde se dirigeait sur Alexandrie, et Buonaparte, accompagné de son état-major et de ses généraux, marchait à la tête. Comme il n'y avait point de chevaux de débarqués, il avait recommandé au général Caffarelli, qui avait une jambe de bois, d'attendre qu'on lui eût amené un cheval; mais ce général veut suivre à pied son chef au poste d'honneur, comptant pour rien les fatigues de la marche. L'armée s'avançait donc sur trois colonnes, comme nous l'avons déjà dit; la droite aux ordres du général Bon, la colonne du centre sous ceux de Kléber, et la colonne de gauche sous le commandement du général Menou. Un peu avant le point du jour, quelques Arabes attaquent un des avant-postes, et tuent un officier. Non loin de là, ils se présentent au nombre de trois cents cavaliers sur les hauteurs d'Alexandrie; mais lorsqu'ils voient l'armée s'approcher, ils quittent leur position et s'enfoncent dans les déserts. Buonaparte, craignant d'être surpris, fait arrêter les colonnes à la portée du canon; et, pour prévenir l'effusion du sang, il se dispose à envoyer des parlementaires. Mais le feu de quelques petites pièces, joint à des hurlemens épouvantables d'hommes, de femmes et d'enfans, le faisant désespérer de pouvoir faire entendre raison à ces barbares, il ordonna la charge. Les Français, qui n'attendaient que le signal, sans s'effrayer des hurlemens qui redoublent avec une nouvelle fureur, bravent le feu des assiégés, et montent à l'escalade, au milieu d'une grêle de pierres, qu'on fait fondre sur eux. Kléber reçoit une balle à la tête, et Menou, couvert de contusions, est précipité du haut des murailles. Un guide, nommé Jean Gala,

monte le premier, et donne la main aux grenadiers Sabatier et Labruyère, pour les aider à escalader le rempart. Leur exemple est bientôt suivi d'une foule de Français, et les assiégés sont obligés de s'enfuir dans la ville. D'après l'ordre du jour, les soldats ne devaient point entrer dans Alexandrie, mais se former sur les hauteurs du port qui dominent la ville; la chaleur du combat avait fait oublier cet ordre, et le soldat, furieux de la résistance, s'était laissé entraîner à la poursuite des assiégés, et l'on se battait déjà dans les rues d'Alexandrie. Buonaparte fait aussitôt battre la générale; il mande auprès de lui le capitaine d'une caravelle, qui était dans le port vieux, et le charge de porter aux Alexandrins des paroles de paix. Il leur fait dire que les Français, jaloux d'entretenir avec les Turcs l'amitié et la bonne intelligence, ne viennent faire la guerre qu'aux Mameloucks, et qu'il ne sera porté aucune atteinte aux propriétés, à la religion, et à la liberté des sujets de la Porte Ottomane. Le capitaine se rend dans la ville suivi de quelques officiers français, s'acquitte fidèlement de sa mission, et persuade aux Alexandrins que la soumission est le seul moyen d'éviter le pillage et la mort. Aussitôt les imans, les cheicks et les chérifs, sont présentés à Buonaparte, qui les assure de nouveau de ses intentions pacifiques, et les renvoie pleins de confiance. Cette courte entrevue ramenant le calme, fait cesser toutes les hostilités, et les Français sont mis en possession des forts, de la ville et des deux ports. Une proclamation invita les habitans à continuer les prières et les cérémonies religieuses, et à retourner à leurs habitudes et à leurs travaux, comme avant l'arrivée des Français. Les Arabes eux-mêmes, qui avaient attaqué notre avant-garde, ramènent les prisonniers qui étaient tombés entre leurs mains, et protestent que, puisque l'intention des Français n'est pas de détruire la religion de Mahomet, ni de leur enlever leurs femmes, ils ne demandent pas mieux qu'à se lier d'amitié, et à les aider, s'il le faut, à battre les Mameloucks. Buonaparte, enchanté de ces dispositions, mange avec eux le pain, gage de la foi des traités, et leur fait des présens. Les Arabes les acceptent avec de grandes démonstrations de joie, et jurent d'agir en bons et fidèles alliés; et l'instant d'après ils vont piller les Français qu'ils rencontrent. Tel est le caractère des Arabes, le présent est tout pour eux; ce n'est pas assez de savoir les prendre, et de leur inspirer de la confiance, il faut encore

savoir les maintenir dans leurs bonnes dispositions ; et ce n'est qu'en les tenant sans cesse dans la crainte, ou en flattant leur cupidité qu'on peut y parvenir. Une simple comparaison, entre le triomphe de cette journée et la suite de l'expédition en Egypte, suffit pour convaincre de cette vérité.

3 *février* 1799. — Pendant tout le temps que les Français restèrent en Egypte, les Anglais ne cessèrent d'entretenir une croisière devant le port d'Alexandrie, dans l'intention de saisir une occasion favorable pour le bombarder ; le 3 février, au moment où l'armée française partait pour la Syrie, ils jetèrent quinze à seize cents bombes ; mais cette expédition ne causa presque aucun dommage, et fut pour eux en pure perte.

12 *mars* 1801. — Il y avait près de trois ans que l'armée française en Egypte était abandonnée à ses propres forces, quand une flotte anglaise se présenta dans la rade d'Aboukir. Nous avions à Alexandrie une garnison de douze cents hommes. Le général Friant, qui commandait dans cette place, se porta sur le point de la côte où il présumait que devait se faire le débarquement ; mais les Anglais, protégés par le feu des chaloupes canonnières, prirent terre au nombre de cinq ou six mille hommes, sans que le courage et les bonnes dispositions des Français pussent les en empêcher. Friant, se voyant trop faible pour faire face à un ennemi qui était beaucoup plus nombreux, prit d'abord position vis-à-vis de l'embarcadaire ; et, craignant d'être forcé, il se replia sur les hauteurs d'Alexandrie, du côté de Rosette, pour couvrir cette ville, qui depuis quelques jours n'avait plus que des marins et des invalides pour la défendre. Les Anglais voulurent profiter de leur supériorité, pour poursuivre et attaquer les Français ; ils obtinrent quelques légers avantages ; mais nous les leur fîmes payer un peu cher. L'armée anglaise, composée de douze mille hommes, s'avança le 12 mars sur trois colonnes ; l'une le long du lac Madié, l'autre le long des côtes, et le centre entre la mer et le lac. Le général Friant, se doutant bien que le but des Anglais était de couper sa communication avec Alexandrie et Birket, se mit en mesure pour les en empêcher. La division renforcée par le général Lanusse, que Menou avait envoyé à son secours, à la première nouvelle de l'apparition des

Anglais, se trouvait forte de quatre mille hommes. Cette petite armée était encore inférieure des deux tiers à celle de l'ennemi; mais comme les Français ne s'effraient pas du nombre, il n'hésita pas à se mettre sur la défensive. En conséquence, abandonnant les hauteurs d'Alexandrie, il prit position sur celles qui se trouvent entre l'extrémité du lac Madié et la mer, pour n'être pas obligé de s'engager dans la plaine, après avoir placé sa cavalerie derrière des hauteurs qui masquaient la droite de sa ligne, afin qu'elle pût s'y déployer en cas de besoin. Cependant, les Anglais s'étaient avancés vers la maison carrée à deux portées de canon des Français. La journée se passa à s'observer. Le lendemain, les Anglais continuaient leur marche sous la protection des chaloupes canonnières, lorsque le général Lanusse, impatient de combattre, renonça au plan qu'il avait formé de ne pas quitter ses positions, et fondit brusquement dans la plaine avec la quatrième demi-brigade d'infanterie légère, ayant à sa tête quelques pièces d'artillerie. Les Anglais n'avaient pas prévu cette attaque, et leur colonne de droite en fut ébranlée. Le général français, s'apercevant du vacillement de cette colonne, la fit charger par deux régimens de cavalerie, culbuta et rompit la première ligne; mais les Anglais ayant fait avancer leur seconde ligne et une partie de leur centre, il fut obligé, après un léger combat, de se retirer sur les hauteurs, sous le feu de son artillerie de position. Il y fut bientôt attaqué; alors le général Friant ayant envoyé trois demi-brigades à son secours, il s'engagea de part et d'autre un feu de mousqueterie des mieux soutenus. Cependant la victoire balançait, lorsque le soixante-unième battit la charge, et marcha en avant avec son intrépidité ordinaire, et toute l'armée allait en faire autant. Mais le général Friant, voyant son aile gauche dégagée, arrêta ce mouvement qui eût coûté la vie à bien des braves, et ordonna la retraite. Les troupes anglaises, qui s'étaient reformées en colonne à droite et à gauche, continuaient leur marche vers les hauteurs d'Alexandrie, où le général Friant venait de prendre position, appuyant sa droite depuis la mer jusqu'au canal, et la gauche aux ordres de Lanusse jusque sur les dunes. Le but des Anglais était de présenter leur centre en double ligne de bataille, et de porter leurs deux ailes en avant, pour s'emparer du dernier pont qui se trouvait sur la gauche, pendant que leur droite tournerait et attaquerait la gauche du général La-

russe. Déjà une partie de leur colonne de gauche avait enlevé le pont de Calidi, malgré le feu terrible de notre artillerie, lorsque le général Friant, s'y portant lui-même avec la soixante-unième demi-brigade et quelques pièces de canon, reprit le pont et força l'ennemi à se replier à la hâte en laissant un grand nombre de blessés. Le général Albercrombie, ayant perdu l'espoir de débusquer les Français de leur nouvelle position, alla camper sur les hauteurs du camp des Romains. La perte des Français dans cette journée fut de sept cents vingt-deux hommes, sans compter un grand nombre d'officiers supérieurs qui furent blessés; on compte parmi ces derniers les colonels Latour-Maubourg et Dorsenne, qui faillirent d'être victimes de leur courage, et se retirèrent couverts de blessures. Cette affaire, où les Anglais, malgré leur supériorité, eurent besoin de toutes leurs forces pour échapper à une défaite totale, leur fit sentir la nécessité de se tenir sur un pied respectable de défense, et de ne s'exposer à une nouvelle attaque qu'après s'être fortement retranchés.

29 *mars* 1801. — Les troupes françaises n'ayant pu se réunir sous Alexandrie, parce que les Anglais étaient maîtres des digues, s'étaient enfin réunies, le 20 mars, en corps d'armée, sous le commandement du général Menou, au moyen d'une route qu'ils trouvèrent dans le bassin du lac Maréotis, et par laquelle ils firent passer leur artillerie. C'était le moment d'attaquer; il ne fallait rien moins qu'une victoire, pour arrêter la marche du grand-vizir, qui s'avançait dans la Syrie, et celle des Anglais, qui arrivaient de l'Inde. Le moindre délai donnait à l'ennemi le temps de fortifier ses positions et d'attendre du renfort. Les chaloupes canonnières protégeaient la droite et la gauche des Anglais; leur gauche était encore fortifiée de redoutes, et couverte par des étangs, et leur centre était flanqué par la position de la droite, et par une redoute placée à côté de l'ancien camp des Romains. Il n'était donc possible d'attaquer que sur la droite, afin d'agir ensuite sur le centre, si l'on parvenait à la culbuter, et à la déborder par la marche supérieure de l'infanterie française. Au point du jour, les dromadaires commencèrent leur attaque par s'emparer d'une redoute. L'armée française, composée de douze mille hommes, avait à sa droite quatre demi-brigades d'infanterie commandées par le général La-

nusse, et un gros corps de cavalerie aux ordres du général Roize. Le centre était composé de cinq demi-brigades, et de deux régimens de cavalerie aux ordres des généraux Friant et Rampon. Le général Destaing, commandait l'avant-garde : on dirigea d'abord une fausse attaque sur la gauche des Anglais; mais cette opération ayant manqué d'ensemble, l'obscurité jeta le désordre parmi les Français, qui, n'ayant pas de seconde ligne, furent mis hors de combat. Le général Lanusse fut mortellement blessé, la plupart des chefs le furent aussi, moins grièvement, il est vrai, mais suffisamment pour n'être plus en état de donner des ordres; aussi, les soldats, exposés à un feu très-vif, et n'étant plus commandés, se réfugièrent derrière des mamelons. Le général Roize, voyant la déroute de l'infanterie, dirigea sur le quarantième et le quatre-vingt-dixième régimens écossais une charge de cavalerie si vive, qu'il les extermina presque totalement, ainsi qu'un escadron de chasseurs corses qui les soutenait. Mais cette charge lui coûta la vie, et la cavalerie privée de son chef, fut obligée de battre en retraite, après avoir fait un grand carnage de l'ennemi. La mort des généraux Lanusse et Roize avait occasionné le désordre de la gauche et du centre; le général Régnier accourut pour y rémedier; mais son attaque n'eut qu'un faible succès. Jamais on ne vit autant d'acharnement que dans ce combat; ce n'était point des corps de troupes qui s'attaquaient en ordre de bataille, c'étaient des soldats furieux qui semblaient vider une querelle particulière, luttaient individuellement l'un contre l'autre, se battaient corps à corps, et s'entreperçaient de leurs baïonnettes. Malgré la chaleur du combat, l'affaire ne fut point décisive : les Français avaient essuyé une grande perte, et il eût été sage d'ordonner la retraite; mais le général Menou s'apercevant que les bataillons dans leur marche laissaient des intervalles vides, les fit remplir par sa cavalerie, et commanda la charge. Cependant, n'ayant point été soutenu par l'infanterie qui était restée en arrière, il fut forcé de rétrograder, et ensuite de battre en retraite, après avoir laissé pendant deux heures les troupes exposées au feu de la mousqueterie et de l'artillerie des Anglais. Cette journée coûta cher aux Français, qui perdirent plus de deux mille hommes tant tués et blessés que faits prisonniers; leur perte aurait été plus considérable encore, si les Anglais n'eussent perdu eux-mêmes une foule de braves; cinq de leurs officiers-

généraux furent dangereusement blessés; Sidney-Smith reçut une légère blessure. Mais la perte qui leur fut le plus sensible, et qui les empêcha d'obtenir un succès plus complet, fut celle de leur général en chef, sir Ralph-Albercrombie, qui fut blessé mortellement. Ce brave officier, digne d'être Français, se sentant frappé, n'en continua pas moins de donner ses ordres avec sang-froid sur le champ de bataille, et d'en diriger l'exécution; et comme s'il eût craint de dérober au service de sa patrie la moindre partie de son existence, il ne cessa de se battre, jusqu'à ce qu'affaibli par la douleur et par la perte du sang qui sortait de sa blessure, il tomba sans connaissance. Il fut emporté à bord du vaisseau amiral, où il mourut huit jours après, en emportant avec lui les regrets de toute l'armée.

Du 18 juillet au 30 août 1801. — L'armée française, considérablement affaiblie par le dernier combat d'Alexandrie, était désormais hors d'état d'attaquer les Anglais avec le moindre espoir de succès. Ceux-ci, maîtres de pénétrer à leur gré dans toute l'Eygpte, laissaient à peine aux Français les moyens de se tenir sur la défensive. Il ne leur restait que dix-mille neuf cents hommes, dont trois mille cinq cents gardaient Alexandrie; trois mille neuf cents sous les murs de Rosette, qui était occupé par les Anglais au nombre de treize mille, et deux mille cinq cents enfermés dans le Caire, avaient à se défendre contre une armée de vingt-cinq mille hommes aux ordres du grand-vizir. Les Anglais, ayant forcé le Caire à capituler, proposèrent les mêmes conditions pour la reddition d'Alexandrie; mais le général Menou, qui occupait cette dernière place, non-seulement refusa de ratifier la capitulation du Caire, mais encore voulut se défendre dans Alexandrie. Cette place fut bientôt bloquée, au point de manquer d'eau et de vivres; la ration des soldats fut réduite à quelques onces de pain, composé de moitié blé et moitié riz et à un peu de viande de cheval. Plus de deux mille malades étaient entassés dans les hôpitaux, beaucoup d'autres, blessés ou convalescens, faisaient tellement quellement le service des ports, en sorte qu'il ne restait pas trois mille hommes capables de se battre. La détresse des assiégés augmentait chaque jour, à un tel degré, qu'il était impossible que, pour peu qu'on attendît, ils ne fussent obligés de se rendre à discrétion. Le général Menou, vou-

lant prévenir cette extrémité, envoya le 27 août un parlementaire aux Anglais, et obtint la capitulation la plus honorable. Ainsi se termina l'expédition d'Egypte. Les Français, après avoir lutté glorieusement contre les Turcs, les Anglais, les Arabes, les Mameloucks et les Syriens; après avoir étonné ces différens peuples par leur intrépidité dans les combats, leur résignation dans les revers, et leur résistance opiniâtre aux obstacles qu'ils rencontrèrent, se voyant accablés par le nombre, détruits par les maladies, évacuèrent l'Egypte, emportant avec eux la gloire d'avoir fait une entreprise difficile et périlleuse, sans qu'on pût leur imputer la honte d'y avoir renoncé, puisqu'ils ne le firent que pour n'avoir pas été secondés, après être restés pendant trois ans abandonnés à leur propres forces.

ALEXANDRIE-DE-LA-PAILLE.

14 *et* 16 *mai* 1801.—L'impéritie de Schérer ayant ruiné les affaires de la France en Italie, cette contrée, qui, sous Buonaparte, avait été tant de fois le théâtre des triomphes des Français, devint celui de ses défaites, et la plupart des places fortes étaient au pouvoir des Autrichiens et des Russes. Alexandrie était presque le seul poste important qui restât aux Français, et Moreau s'y était retiré avec les débris de ses armées, pour tâcher d'arrêter les progrès des alliés. Le général Suwarow, voulant le forcer à évacuer cette place, se porta sur la rive gauche du Pô, se dirigeant sur Turin, pendant que le général Wukassowich attaquait à Verue, à Ponte-Stura, à Casal, et que le général Mélas, passant le Pô avec une partie de ses troupes, marchait sur Candie. Moreau, voulant s'opposer à ces mouvemens, fit construire à la hâte, pendant la nuit, un pont sur la Bormida, près d'Alexandrie, et, ayant passé cette rivière, à la tête d'un corps de sept mille hommes, il attaqua lui-même, avec sa cavalerie, la chaîne des postes avancés sur Marengo, tandis qu'un autre détachement forcerait les avant-postes du général Mélas, et se porterait sur le camp de Torze-di-Garrofolo, que commandait le général Lusignan. Ce dernier, forcé dans ses retranchemens, abandonna ses positions, sans pouvoir communiquer avec le général russe Pancration, qui l'appuyait avec un corps de sept bataillons. Ces différentes divisions des alliés, qui n'avaient été maltraitées que les unes après les autres, se

doutant bien de la faiblesse de l'armée française, se rallièrent, et se portèrent en masse sur les troupes de Moreau, qui n'eurent que le temps de se replier à la hâte sur les points qu'elles avaient pris et de rentrer dans Alexandrie. Mais ils ne conservèrent pas long-temps cette place; car Suwarow, ayant pressé l'attaque des postes français, sur la rive droite du Pô, au-dessus de Valence, en même temps que le général Wukassowich s'emparait de Casal, Moreau, qui vit le camp retranché ouvert de toute part, sentit l'impossibilité de conserver plus long-temps Valence et Alexandrie, et il les évacua, sans cependant dégarnir la citadelle de cette dernière place, dont il laissa le commandement au général Gardanne.

Du 14 *au* 22 *juillet* 1801. — Le blocus d'Alexandrie s'était maintenu depuis quelque temps, sans que le général Moreau pût parvenir à le faire lever, et lorsque le général Bellegarde reçut l'ordre de l'assiéger en règle avec quinze mille hommes de troupes, et cent vingt pièces de canon, il y avait dans Alexandrie quantité de munitions et de boulets; mais les boulets n'étaient pas du calibre des pièces, et l'on était obligé de se servir de ceux que l'ennemi envoyait, pour les lui renvoyer. Suwarow, qui méditait une expédition contre Gênes, sentant que le succès de ses opérations contre cette place dépendait de la prompte reddition de la forteresse d'Alexandrie, en pressait vivement l'attaque. Dès le 14 juillet la première parallèle fut achevée. Le 15, vingt-une batteries n'attendaient que le signal pour foudroyer la place. On somma le général Gardanne de se rendre; sur son refus, on commença le feu, et le 16 on ouvrit la seconde parallèle et l'on commença le bombardement. Plusieurs batteries françaises furent démontées; le feu prit par une bombe à un magasin à poudre, qui, par bonheur, avait été évacué quelques jours auparavant. Les assiégeans mirent tant d'activité et tant d'ardeur dans leurs opérations, qu'en peu de jours il n'y eut plus qu'à ouvrir la brèche, et que tout était disposé pour un assaut général. Gardanne, qu'aucun obstacle ne rebutait quand il voyait la moindre lueur d'espérance, et qu'aucun danger n'effrayait personnellement, réfléchissant sur les suites désastreuses d'un assaut, ne consulta que l'humanité pour en épargner les horreurs, et il se rendit par capitulation le 22 juillet. La garnison de la forteresse avait été de seize cents hommes, mais comme il y en avait eu six cents de tués pendant le

siége, il n'en resta que mille qui furent faits prisonniers. La perte des Austro-Russes fut beaucoup plus considérable, mais ils trouvèrent un ample dédommagement dans l'occupation de la forteresse, qui mit en leur pouvoir une nombreuse artillerie et des magasins immenses. Alexandrie fut perdue pour la France, jusqu'à ce que Buonaparte, après avoir franchi les Alpes, ramena la victoire sous les drapeaux français, triompha des Autrichiens à Montebello et à Marengo, et fit rentrer les principales places d'Italie au pouvoir de la France, en attendant que l'Italie elle-même fût érigée en royaume.

ALFARAZ.

13 *novembre* 1809. — Ayant eu avis que Daguiso, aide-de-camp du général Palafox, était parti de Lérida pour les hautes vallées, le colonel Robert se dirigea, le 13 novembre 1809, sur Alfaraz, et fit passer la Noguerra à ses grenadiers et voltigeurs, tandis que le chef de bataillon Barthélemy forçait le pont et mettait l'ennemi en déroute. Quinze caisses de cartouches et beaucoup de morts restèrent sur le champ de bataille. Parvenus à Lascuar, les fuyards furent atteints par le cent dix-septième régiment, qui leur tua cent trente-quatre hommes, et leur fit soixante-six prisonniers.

9 *décembre* 1809. — Les places de Lérida, Tarragone et Tortosa venaient d'être occupées par les troupes de Blake; les mouvemens de ce général espagnol déterminèrent le maréchal Suchet à ordonner au colonel Robert une reconnaissance sur la Noguerra. Cet officier parut bientôt sur les hauteurs d'Alfaraz, défendues par douze cents hommes, auxquels s'étaient réunis les habitans d'Alménara. Leurs efforts furent inutiles; ils furent tous forcés à la retraite, après avoir perdu soixante hommes, trois cents fusils, et plusieurs tonneaux de cartouches.

ALGÉSIRAS (COMBAT NAVAL D').

4 *et* 9 *juillet* 1801. — Le contre-amiral Linois, commandant l'escadre française, composée de trois vaisseaux et d'une petite frégate, venait de donner la chasse aux vaisseaux anglais qui croisaient sur les côtes de Provence, et se présentait devant Gibraltar, lorsque six vaisseaux de guerre

anglais vinrent mouiller dans la même rade, le 4 juillet 1801. La partie n'était pas égale, et il eût été très-imprudent aux Français de s'exposer en pleine mer contre des forces aussi disproportionnées. En conséquence, Linois évita la rencontre des Anglais et alla mouiller le même jour dans la baie d'Algésiras, sous la protection des batteries dont elle était garnie, ayant eu la précaution d'envoyer, pour les servir, des canonniers de son bord. Le lendemain, les vaisseaux anglais vinrent dans la baie s'embosser à une portée de fusil des vaisseaux français, et le combat s'engagea avec chaleur. Quoique la division française fût de beaucoup inférieure à l'escadre anglaise, cependant, comme l'avantage de la position compensait celui des forces, et établissait une espèce d'équilibre, le courage fut égal de part et d'autre. Le *Formidable*, monté par le contre-amiral Linois, tenait tête depuis deux heures à trois vaisseaux anglais, quand l'un d'eux, ne pouvant résister au feu des batteries de terre, des canonnières espagnoles et de l'escadre française, amena son pavillon. Le vaisseau anglais l'*Annibal*, de soixante-quatorze, s'était placé entre l'escadre française et la terre; mais, se trouvant inquiété par le feu de trois de nos vaisseaux qui tiraient sur ses deux bords, il fut aussi obligé d'amener. Vers midi, l'escadre anglaise, voyant trois de ses vaisseaux démâtés, coupa ses câbles et gagna le large, pendant qu'une grande quantité de chaloupes canonnières, envoyées de Gibraltar, venaient dégager le premier vaisseau qui avait amené. Mais l'*Annibal*, qui avait eu trois cents hommes de tués, se trouvant amariné par le *Formidable*, resta au pouvoir des Français, qui eurent à regretter dans cette journée la perte des capitaines Lalonde et Moncousu, et de cent quatre-vings soldats. Les Anglais eurent quinze cents hommes tués et trois vaisseaux hors de combat.

Le 9 du même mois, l'amiral Moreno, à la tête d'une division composée de cinq vaisseaux et une frégate espagnoles, d'un vaisseau et deux frégates françaises, se réunit à l'escadre du contre-amiral Linois, et mouilla à Algésiras. Le 12, à une heure après midi, toute la flotte appareilla pour retourner à Cadix. A la nuit tombante, l'escadre anglaise, qui s'était séparée à Gibraltar, fut aperçue au vent, et donna lieu à une méprise qui eut des suites funestes. Comme la nuit était très-obscure, et le vent frais, le *Formidable* avec deux vaisseaux espagnols se sépara de l'escadre,

et resta en arrière. Deux vaisseaux espagnols, à trois ponts, se prenant pour ennemis, s'attaquèrent avec fureur, et vinrent à l'abordage; l'un d'eux prit feu, et tous les deux sautèrent. Le *Formidable*, témoin du combat, vit la méprise, et s'éloigna pour n'en être pas victime; en effet, il avait déjà reçu quelques boulets auxquels il se garda bien de riposter. Cependant, l'amiral Moréno, poursuivant sa route avec les trois autres vaisseaux espagnols et les vaisseaux français, se trouvait à la pointe du jour à l'ouest de Cadix, et le *Formidable*, ne voyant plus de signaux, faisait voile droit à ce port. Bientôt il reconnut qu'il était sur les côtes d'Espagne, et à portée de l'escadre anglaise. Seul contre trois vaisseaux et une frégate, il ne paraissait pas possible qu'il pût échapper; cependant, voyant que l'équipage et les troupes, fiers de la victoire qu'ils avaient tout récemment remportée à Algésiras, étaient bien décidés à se défendre, il profita de ces dispositions, et leur fit jurer de plutôt s'engloutir, que d'amener un pavillon tout couvert de gloire. Le combat s'engage, la frégate reçoit quelques décharges, et s'éloigne. Le *Pompée*, foudroyé par le *Formidable*, est démâté de ses trois mâts, et rasé comme un ponton. Il restait encore deux vaisseaux. Le *Formidable* fait feu de bâbord et de tribord, les oblige de lâcher prise, et ramène son vaisseau victorieux dans le port de Cadix. Le Français est toujours brave, et si l'on examinait le détail de tous les combats qui se sont livrés depuis vingt-cinq ans sur-tout, on n'en trouverait peut-être pas un qui ne fût signalé par quelque trait d'héroïsme. Mais, soit que les batailles sur terre ne donnent pas autant d'occasions de se distinguer que les combats sur mer, ou que le théâtre des premières étant plus étendu que le théâtre des secondes, les traits de dévouement et d'intrépidité y soient moins remarquables et moins remarqués; on peut dire que, généralement parlant, il se fait plus d'actions d'éclat sur mer que sur terre. Le combat mémorable du *Formidable* contre l'escadre anglaise en est une preuve assez marquante. En effet, les traits d'héroïsme et de dévouement, parmi les officiers et les soldats, se multiplièrent au point qu'on n'eût pas crû qu'ils se battaient pour vaincre l'ennemi, mais pour triompher les uns des autres par le courage et par la gloire. On vit des soldats couverts de blessures continuer de combattre sans songer à faire panser leurs plaies; on en vit d'autres, embarqués sur une chaloupe qui coula bas,

se jeter à la nage, pour aller servir les batteries qu'on les avait envoyés défendre. Un canonnier, nommé Cazelin, avait vu six de ses camarades tomber à ses côtés, et n'en continuait pas moins le service de sa pièce. Linois donnait des éloges à son intrépidité. Ce brave se contenta de lui répondre : « Fussé-je le dernier, mon général, je continuerai de combattre ». La décoration civile et militaire qui fut instituée depuis, pour honorer tous les genres de talens et de mérite, n'existait pas encore; le gouvernement, pour récompenser tant de belles actions, fit distribuer, à chacun des vaisseaux de l'escadre, quatre grenades, deux fusils et six haches d'honneur.

ALKMAER.

Du 27 *août au* 30 *novembre* 1799.—La maison d'Orange, dépouillée de sa souveraineté par l'établissement de la république batave, avait fait entrer dans ses intérêts les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg, et les avait déterminés à concourir de tous leurs moyens au rétablissement du stathoudérat. En conséquence, les Anglais et les Russes se coalisèrent et préparèrent une expédition contre la Hollande. La France, en fidèle alliée de la république batave, envoya à son secours le général Brune, à la disposition duquel on mit toutes les forces de la Hollande, et les troupes françaises qu'on fit venir de la Belgique. Ces dernières se montaient à peine à dix ou douze mille hommes, et formèrent, avec les troupes bataves, une armée de trente-quatre à trente-six mille hommes. Ces forces réunies eussent été capables d'une vive résistance, mais comme on ignorait le point d'attaque, on fut obligé de les disséminer le long des côtes. Le 20 août 1799, on vit paraître vers la Nord-Hollande une flotte anglaise de cent quarante voiles. Les vents contraires l'obligèrent pendant quelques jours de louvoyer dans ces parages; mais, la mer étant devenue calme, elle mouilla depuis le pas du Texel jusqu'à Calanstoog. Son avant-garde était composée de douze mille hommes aux ordres du général Albercrombie. Le 27 août, à quatre heures du matin, les grenadiers et les chasseurs débarquèrent sous le feu rasant des vaisseaux et des frégates anglaises. Le général Daëndels, qui était chargé de la défense des côtes sur ce point, se porta sur les dunes, avec quelques bataillons de chasseurs; et lorsque l'avant-garde anglaise voulut prendre

position, il s'engagea un combat des plus vifs, dans lequel les Anglais perdirent au moins mille hommes. Quoique les Hollandais se défendissent avec intrépidité, l'inégalité du terrain, le feu soutenu de la flotte anglaise, les fit plier devant un ennemi qui recevait continuellement des renforts, et ils furent forcés d'abandonner le rivage, et de reprendre leur première position de Kéeten. Daëndels, se voyant séparé du Helder, et craignant que l'ennemi ne tournât ses propres canons contre l'armée batave, les fit enclouer; et, réunissant sa garnison à son petit corps de troupes, il en forma une armée d'environ huit mille combattans. Le 30, il fut encore obligé de se replier; appuyant son centre à Schermerhorn, et sa gauche en arrière de Petten. Cependant Albercrombie avait achevé son débarquement au Helder. Le commandant Story, qui était au mouillage avec douze vaisseaux de guerre, cinq frégates et huit vaisseaux de la compagnie des Indes, voulant mettre la flotte hollandaise hors de la portée des Anglais, quitta son mouillage pour se retirer dans le Vlieter. Mais les matelots, vendus à la maison d'Orange, ou séduits par l'or de l'Angleterre, se révoltèrent contre leurs capitaines, jetèrent à la mer les boulets, les gargousses, les munitions, et arborèrent le pavillon du stathouder. L'amiral Story fut sommé de se rendre, mais il répondit que les traîtres qu'il commandait ayant refusé de se battre, il ne lui restait plus à lui et à ses officiers qu'une rage impuissante; qu'on pouvait les faire prisonniers de guerre, mais non les faire consentir à une lâcheté. Sur cette réponse, les Anglais s'emparèrent de la flotte, et confièrent le commandement des vaisseaux à des officiers de leur nation. Le général Albercrombie, s'imaginant que la perte de la flotte pourrait déterminer le gouvernement batave à entrer en négociation, le lui fit proposer; on se contenta de répondre qu'on se défendrait jusqu'à la dernière extrémité.

Cependant le général Brune, qui était arrivé le 2 septembre à Alkmaer, recevait tous les jours de nouveaux renforts. Les Anglais s'avancèrent dans les terres et prirent position dans un terrain bas et entrecoupé d'environ trois lieues d'étendue. Ce terrain, appelé le Zyp, est garanti des eaux supérieures par une digue que les Anglais garnirent d'artillerie pour s'y retrancher. Brune, les voyant prendre cette position, en prit aussi une en avant d'Alkmaer, et, quoiqu'il eût vingt-cinq mille hommes, il avait tellement resserré son corps

d'armée, qu'il occupait moins de terrain que les Anglais, qui n'avaient que dix-sept mille hommes. Le général français, croyant le moment favorable pour attaquer, déploya son armée dans la plaine. Il confia le commandement de la droite et du centre aux généraux hollandais Daëndels et Dumonceau ; et la gauche au général français Vandamme. Ce dernier enleva les avant-postes ennemis, quoiqu'ils fussent garnis de fortes redoutes et protégés par le feu de deux frégates et de deux bricks embossés sur le rivage Etant arrivés au-delà de la digue, les Français furent pris à revers par le feu de la marine. Transportés de fureur, trente grenadiers se jetèrent à la nage pour escalader ces derniers retranchemens ennemis, mais ils se noyèrent. Le général David reçut une blessure mortelle. Les évènemens survenus aux divisions hollandaises empêchèrent les Français de se maintenir dans leurs positions, et les firent replier sur plusieurs points. Ils avaient essayé de forcer le rempart de l'artillerie anglaise avec les troupes du centre, lorsque le général Dumonceau fut obligé de se retirer. Le général Daëndels, à la tête de la droite, attaqua d'abord avec vivacité ; mais des cris séditieux ayant mis le désordre dans les troupes qu'il commandait, il ne put arrêter les fuyards, et perdit son artillerie. Après l'affaire, on informa contre les traîtres ; ils furent punis, et cette sévérité fut utile au maintien de la discipline. Vers la fin du mois d'août, les Français, ayant reçu du renfort, se disposèrent à attaquer de nouveau ; mais le duc d'Yorck étant arrivé, suivi d'une division de Russes, il fallut faire de nouvelles dispositions. Le prince anglais, chargé de diriger l'expédition et les mouvemens des troupes alliées, se voyant fort de trente-cinq mille hommes, ne crut pas devoir différer d'attaquer l'ennemi qui se renforçait chaque jour. Il se disposa donc au combat ; mais il distribua son armée de manière à laisser aux Russes les plus grands dangers à soutenir, et à se réserver des succès faciles. En conséquence, il plaça les Russes aux avant-postes dans les têtes des colonnes voisines des Français, et les entremêla aux Anglais du centre et de la gauche, opposés aux Hollandais. Ceux-ci avait toujours leur gauche commandée par le général Vandamme ; on lui opposa la colonne de droite aux ordres du général russe Hermann, ce vieux capitaine, d'une réputation distinguée. La tête des colonnes, qui formaient le centre et la gauche de l'armée anglaise, resta sous le commandement du duc d'Yorck et du jeune prince d'Orange, pendant que le

général Albercrombie, détaché de cette armée avec un corps de sept à huit mille hommes, fut chargé de s'emparer d'Hoorn et de marcher sur les derrières des divisions hollandaises au moment où les Russes culbuteraient les Français. Ces dispositions produisirent l'effet qu'on en attendait; le général Albercrombie arriva le 18 septembre à Hoorn, sans que l'ennemi s'opposât à sa marche. Le 19, dès cinq heures du matin, les lignes françaises et hollandaises furent attaquées par les Anglais et les Russes; les avant-postes français de Kamp et de Groot, ainsi que le général Vandamme, se replièrent devant le général Hermann; ainsi les Russes restèrent maîtres de Schoorl-Damm et de Bergen. De très-beaux bois environnaient ce dernier village; les colonnes françaises y concentrèrent leurs forces. Les derrières du centre de la ligne de bataille du général Brune se trouvaient déjà dépassés par les Russes qui, au lieu d'attaquer le derrière de la ligne française en même temps que le duc d'Yorck en force, en attaquait le front, s'avançaient toujours sans être soutenus. Brune, profitant de cette faute, fit marcher sur Bergen l'arrière-garde du général Dumonceau, et rapprocha même la division Daëndels de son centre affaibli par cette manœuvre. Bientôt la division Vandamme, et une partie de celle de Dumonceau, fondirent sur les deux flancs de la colonne russe qui s'était trop avancée, et lui coupèrent ainsi communication avec le centre des Anglais. Vandamme, ayant cerné Bergen du côté des dunes par sa gauche, et vers Alkmaer par sa droite, se vit en position de foudroyer les Russes avec son artillerie légère, qui fit un feu si vif et si bien soutenu à demi-portée, qu'ils furent tous criblés, et qu'à midi toutes les munitions furent épuisées. Cependant les Français, en ayant reçu de nouvelles, battent la charge; les Russes, pris en flanc, se débandent de toutes parts, se sauvent dans l'église et dans les maisons de Bergen, et s'y défendent en désespérés. Le général Hermann, au milieu de la mêlée, se trouve en face d'un grenadier français qui le saisit au collet et le fait prisonnier. Hermann lui offre sa bourse en le suppliant de le laisser aller. « Je ne me bats pas pour de l'argent, répond le grenadier, mais pour la gloire; marchons! » Le général Essen, commandant en second des Russes, est dangereusement blessé; le désordre se met dans l'armée, qui bientôt se disperse, laissant ses canons et son ambulance au pouvoir des Français. Les Russes, épars, fuyaient çà et là, pour échapper à la poursuite des Français; mais sitôt

qu'ils se voyaient sur le point d'être atteints, ils se retournaient et se jetaient à genoux comme pour recevoir le coup mortel. Cette résignation, ou plutôt ce désespoir, étaient la suite d'une erreur dans laquelle les Anglais les avaient entretenus ; ils leur avaient assuré, pour les engager à vaincre ou à mourir, que les Français ne faisaient point de prisonniers, et qu'à l'imitation des Turcs, ils massacraient impitoyablement leurs ennemis ; mais quand ils virent qu'on les emmenait tranquillement sans leur faire de mal, ils regardèrent les Français comme des protecteurs et les comblèrent de bénédictions. Pendant que la division Vandamme était ainsi aux prises avec les Russes, celles du général Dumonceau et du général Daëndels avaient affaire aux Anglais. La première eut beaucoup à souffrir; mais ne désempara pas. La seconde fut attaquée avec tant de violence que, bien qu'elle eût opposé pendant deux heures la plus vive résistance, elle fut débusquée avec perte de beaucoup d'hommes et de canons. Cependant, sur la fin de la journée, ayant repris ses batteries et ses positions, elle défit l'aile gauche du duc d'Yorck, et le força de replier sa droite. Le général Albercrombie quitta Hoorn, et l'armée des alliés reprit ses positions. L'affaire avait été meurtrière, et le champ de bataille était couvert de morts et de mourans. Quelques Français s'occupaient à relever les blessés anglais et français indifféremment. Un officier leur dit : « Soldats, pourquoi vous amusez-vous à ramasser ces gueux? il est temps d'aller manger la soupe. — A-t-on faim, répond un grenadier, quand il reste de belles actions à faire? et n'en faisons-nous pas deux à-la-fois, en conservant la vie à un Anglais blessé? nous remplissons un devoir d'humanité, et nous tirons, des prisons d'Angleterre, un de nos malheureux camarades ». Les succès de Bergen firent sur les Français et les alliés un effet bien différent ; car, tandis que les uns reprenaient confiance et se félicitaient avec les Hollandais de s'être mutuellement bien secondés, les Russes accablaient les Anglais de reproches, et se plaignaient avec raison d'avoir été seuls exposés au péril du combat. L'exaspération fut poussée au point, que plusieurs officiers russes ne voulurent pas être confondus avec les Anglais dans la même prison. Le général russe Hermann écrivit au duc d'Yorck, en ces termes : « Général duc, nous aurions infailliblement gagné la bataille, si j'avais été secondé par les Anglais ; mais vous ne commandez qu'à des lâches ».

Le général Brune, en rendant compte de cette victoire au gouvernement français, employait un langage bien différent; voici comme il s'exprime :

« Les troupes que les armées françaises et bataves ont combattues, étaient beaucoup plus fortes; mais que fait le nombre, quand on peut compter dans les rangs beaucoup d'hommes tels que ceux dont je dois vous rapporter les traits de bravoure? Jean Marie, soldat du troisième bataillon de la quarante-huitième demi-brigade, prend une pièce de canon servie par quatre canonniers anglais, en tue deux, et force les deux autres à traîner avec lui cette pièce jusqu'à la colonne batave. Bonhomme, caporal à la quarante-deuxième, prend à lui seul deux officiers russes, et les conduit au quartier-général. Si l'on voulait parler de tous les braves, il faudrait citer les noms de tous les soldats qui composent l'armée du Nord. Les Bataves se sont montrés dignes de leurs alliés ».

L'ennemi eut trois mille hommes tués; nous fîmes aux Russse dix-sept cents prisonniers, tous grenadiers; vingt-cinq pièces de canon tombèrent aussi en notre pouvoir.

Les deux armées, après la bataille de Bergen, ne firent rien de remarquable jusqu'au 1er octobre; elles passèrent ce temps à faire leurs dispositions. Le duc d'Yorck avait repris ses positions du Zyp, et, appuyant sa droite à la mer, il avait établi l'extrémité de sa gauche à Enckuysen et Medemblick. Sitôt qu'il se vit maître du Lemmeur, il occupa la Frise, somma Hardenwick, attaqua Staveren; mais infructueusement. Cependant Brune restait inactif; il avait besoin de renforts pour agir, et, en attendant qu'ils arrivassent, il fortifiait les retranchemens de sa gauche, sur-tout en avant de Bergen, et tâchait de mettre à profit les inondations pour étendre et assurer ses positions tout en gênant celles de l'ennemi. Il mit son centre et sa droite derrière des marais qui les rendaient presque inabordables; la grande inondation de Huygervaard fut étendue entre Alkmaer et Medemblick et sur le Polder de Beemster, en sorte que le front d'attaque se trouvait resserré dans un espace de deux lieues et demie ou trois lieues au plus, et que l'armée anglaise perdait l'avantage de la supériorité, si elle parvenait à dépasser Alkmaer. Le 22 octobre, toutes les troupes du duc d'Yorck se mirent en mouvement pour une attaque générale; mais les inondations empêchant la gauche de l'armée de manœuvrer, et le général anglais craignant de s'engager dans des passages diffi-

ciles pour tourner le Waard. attaqua une seconde fois les divisions françaises de la gauche du général Brune. Les troupes russes et anglaises, divisées en quatre colonnes, marchèrent d'abord contre les avant-postes du centre et de la gauche de l'armée française et hollandaise; tandis que le général Albercrombie suivait le bord de la mer avec la colonne de droite, composée de trois brigades d'infanterie, neuf escadrons de dragons et un détachement d'artillerie à cheval, et que deux autres colonnes, à-peu-près aussi fortes, se dirigeaient sur Bergen, le long des dunes de Comperdorm, et s'emparaient des hauteurs en se déployant sur la droite. Une quatrième colonne, aux ordres du général Pulteney, et dans laquelle était le prince d'Orange, tenait en échec la division Daëndels. Les postes de Schoorl-Damm furent d'abord emportés, et Bergen devint une seconde fois le théâtre du combat. Le général Dundas attaqua le général français Gouvion, qui commandait dans ce village; mais il ne put l'en débusquer. Cependant la colonne d'Albercrombie avait déjà dépassé Bergen, et, soutenue par les chaloupes canonnières, elle avait profité des inégalités des dunes et de l'avantage du terrain pour placer son artillerie; elle avait ensuite pénétré jusqu'à Egmond, culbutant tout ce qui se trouvait sur son passage. Les Français ne défendirent pas ce dernier poste avec moins d'intrépidité qu'ils n'avaient défendu celui de Bergen; mais ils furent obligés de les évacuer l'un et l'autre dans la nuit du 2 au 3 octobre après les combats les plus sanglans, dans lesquels on se chargea plusieurs fois à la baïonnette. Nous ne fûmes pas plus heureux aux attaques de Langick et de Roedkick. Les succès des colonnes anglaises et la prise de Schoorl-Damm sont dus au feu de quelques chaloupes canonnières disposées le long du canal d'Alkmaer, et à l'adresse intrépide des montagnards écossais qui combattaient dans les terrains inondés comme sur un sol ferme, et qui franchissaient avec une avidité surprenante tous les obstacles pour se jeter sur les flancs des troupes qui les attaquaient. Le général Albercrombie avait déjà dépassé la gauche du général Brune et entamé son centre; celui-ci, forcé à la retraite, la fit en bon ordre et prit une position très-forte, mais plus resserrée que la première, appuyant sa gauche à Wik-op-Zée, sur le bord de la mer, et le centre à Krommenn-Dick, derrière l'étang, tandis que Daëndels faisait retirer sa division sur Purmerend et Monickendam, derrière les inondations du Schirmer et du Beemster.

Les avant-postes ne se trouvaient plus qu'à trois lieues d'Harlem; et les Anglais, s'étant rendus maîtres d'Alkmaer, le 30 octobre, avaient établi leurs postes parallèlement à ceux des Français. Les revers multipliés de l'armée gallo-batave jetèrent les Hollandais dans la plus grande consternation. Ils avaient fait payer cher, il est vrai, les succès qu'avait obtenus l'ennemi, mais leur situation n'en était pas moins fâcheuse et inquiétante; ils n'osaient presque espérer de rétablir les affaires dans le délabrement où elles se trouvaient, à moins d'une occasion très-favorable; elle se présenta, on sut en profiter, et la liberté de la Hollande fut le fruit de tant de travaux.

Le 6 octobre, au point du jour, les Anglo-Russes attaquèrent l'armée gallo-batave sur toute sa ligne, la firent plier et poussèrent jusqu'à Kastricum. On entendit sur toute la ligne un feu à mitraille qui dura pendant plus de huit heures, l'acharnement était égal de part et d'autre; cependant rien ne se décidait. Brune, impatient, ordonne le pas de charge, se met lui-même à la tête d'un bataillon, marche à l'ennemi, et renverse tout ce qui fait résistance; son intrépidité pensa lui coûter la vie. Un cavalier cosaque, l'ayant distingué dans la mêlée, fond sur lui, et allait le percer de sa lance quand un de ses guides détourne le coup, renverse le Cosaque, lui fend la tête, s'empare de son cheval, et l'offre à son général. Brune, voyant que cette première attaque lui avait réussi, profita de l'étonnement et du désordre où elle avait jeté l'ennemi, pour le charger à la tête de sa cavalerie. Cette opération eut le succès le plus complet, les Russes sont enfoncés, mis en déroute, et poursuivis jusqu'à Egmond, laissant au pouvoir des Français onze pièces de canon, et quinze cents prisonniers. Cette défaite dérangea totalement le plan du duc d'Yorck; il comptait, sinon exterminer l'armée française, au moins la disperser et marcher sur Amsterdam pendant qu'il aurait bombardé cette ville du côté de la mer; au lieu de cela, il se vit repoussé, battu, et forcé à une retraite honteuse. Les Russes, qui, dans l'affaire de Bergen, avaient été les dupes de la politique des Anglais, avaient bien su prendre leur revanche dans celle-ci. Les principales attaques avaient été dirigées contre les Anglais; les Russes, tranquilles à leur poste, ne firent aucun mouvement pour les secourir, et les laissèrent soutenir seuls les charges des Français. Le duc d'Yorck, ne voyant plus de ressources, fit

évacuer Alkmaer, le Lemmeur, Egmond, Pilten, et tous les retranchemens qu'on avait construits; les Anglais, pour couvrir leur retraite, avaient pratiqué des inondations, dont les exhalaisons produisirent parmi les soldats une dyssenterie qui leur devint presque aussi funeste, et leur enleva presque autant de monde qu'ils en avaient perdu dans les combats depuis leur descente. Le ministère anglais se garda bien de soupçonner le duc d'Yorck d'avoir eu la moindre part aux revers de l'armée anglaise; la conquête de la Hollande leur parut impossible; d'ailleurs l'anéantissement de la marine hollandaise était un ample dédommagement des sacrifices qu'avait coûtés l'expédition. Le duc d'Yorck, avant de partir pour l'Angleterre, écrivit au général Brune deux lignes, par lesquelles il l'invitait à lire une longue lettre de son secrétaire. Le général Brune lui répondit sur le même ton, et lui mandait en deux lignes qu'il trouverait les conditions d'une capitulation dans une dépêche détaillée de son secrétaire qu'il joignait à sa lettre. Ces conditions étaient que les Anglais rendraient le fort du Helder, bien réparé et garni de son artillerie, ainsi que toutes les batteries hollandaises; qu'on renverrait sans échange dix mille prisonniers français ou bataves; que l'amiral Dewinter serait mis en liberté, et que la flotte hollandaise serait restituée dans le même état où les Anglais l'avaient trouvée, quand ils en avaient pris possession dans le Vlieter. Le duc d'Yorck répondit que du moment que la flotte avait touché un port anglais, le parlement seul avait le droit d'en disposer; mais que si l'on voulait accepter une compensation en argent, il était prêt à la donner; que du reste, il souscrivait à toutes les conditions qu'on lui imposait, excepté pourtant qu'au lieu de dix mille prisonniers, il ne pouvait en rendre que huit mille. Les Anglais évacuèrent la Hollande le 30 novembre, après avoir été longtemps contrariés par les vents et avoir vu périr une partie de leurs troupes sur les côtes. Il était temps que la fortune mît fin aux revers qu'avaient éprouvés les Hollandais dans les deux premiers mois qui suivirent la descente des Anglais. Ces perfides insulaires, profitant de la retraite de Winckel, avaient fait aux digues du Zuyderzée une coupure de dix-neuf pieds; et s'ils eussent pu en renverser encore quelques pieds, la Hollande entière se trouvait engloutie sous les eaux. Les Hollandais furent reconnaissans envers leurs libérateurs, et devinrent les fidèles alliés de la France.

ALLA.

30 *janvier* 1801. — Les avant-postes des impériaux, placés devant Borghetto, furent culbutés par l'aile gauche de l'armée d'Italie, commandée par le lieutenant-général Moncey; il était parti de Dolée le 3 janvier avant le jour. A peine arrivé à Alla, le général Merle, à la tête de sa brigade, rencontra trois mille Autrichiens; cinq pièces de canon les soutenaient; ils avaient en outre un corps qui avait passé l'Adige, et qui occupait la même hauteur qu'Alla. La mousqueterie de ce corps, et le feu de plusieurs pièces d'artillerie protégeaient leur flanc droit. Un détachement de la cent deuxième demi-brigade pénétra dans la ville, et dans le même moment ce qui restait de ce corps gravissait les montagnes, afin de tourner l'ennemi. Ainsi, l'on combattit au même instant dans les rues, et sur les hauteurs, avec la plus grande vivacité.

Les Français surent placer quatre pièces de canon dans une position si heureuse que leur feu bien nourri déconcerta les impériaux. Cette nouvelle batterie nuisit à leurs dispositions; ils tinrent encore deux heures. Ils étaient près de déborder la gauche du général Boudet, lorsqu'il s'en aperçut, et fit renforcer cette aile par la soixantième demi-brigade soutenue de deux pièces de canon, dont le feu ramena à l'instant l'affaire au pair, et accabla bientôt après l'ennemi, au point qu'étant battu sur toute la ligne, il fit sa retraite, abandonnant ses blessés, et six cents quatre-vings prisonniers.

ALMAGRO.

16 *janvier* 1812. — Le général Hill, qui commandait l'armée espagnole sur les frontières de Portugal, quitta ses positions pour opérer une diversion sur Mérida. Par suite de ce même mouvement, le général espagnol, Morillo, traversa rapidement la Serena, et pénétra jusques dans la Manche, à la tête de deux mille hommes pour y lever des contributions. Le 16 janvier, il parut devant Almagro, et s'avança pour forcer cette ville. Mais la résistance vive de la garnison, qui l'accueillit à coups de fusil, donna le temps au général Treilhard, instruit de sa marche, de se mettre à la tête de de quatre cents hommes de cavalerie, avec deux pièces de

canon, et d'arriver à la défense d'Almagro. La cavalerie française chargea les Espagnols avec tant d'intrépidité et de vigueur, que dans un instant déconcertés, rompus, ils furent en déroute complète; et toujours poursuivis par les Français, l'épée dans les reins, ils quittèrent précipitamment la Serena, et se rejetèrent sur le Portugal, après avoir perdu la plus grande partie de leur monde.

ALMARAZ.

19 *mai* 1812. — Dans les premiers jours de mai 1812, l'armée anglaise, sous les ordres de lord Wellington, paraissait devoir passer l'Aguéda près de Fonteguinaldo, pour livrer ensuite bataille aux Français commandés par le Maréchal duc de Raguse. Le général français, d'après ces dispositions présumées, cantonna ses troupes près de Salamanque, sur les bords de la Tormes, ne laissant qu'une faible garnison à Almaraz. Le 12 mai, le général Hill partit d'Almendralejo, et le 19, il fit escalader les ouvrages qui protégeaient le pont d'Almaraz, établi pour la communication des maréchaux ducs de Raguse et de Dalmatie. Les coalisés firent l'attaque de jour, et sur trois colonnes. Mais cette poignée de Français fut obligée de se replier devant des troupes si supérieures en nombre, après avoir fait toutefois une courageuse résistance.

ALMAZAN.

10 *juin* 1810. — Deux mille insurgés espagnols s'étaient réunis à Almazan sur le Duero. Le colonel Baste, commandant les marins de la garde, en ayant été informé, partit le 9 juin 1810, de Soria, à la tête d'une colonne de mille marins, pour aller attaquer ce rassemblement. Le 10, de grand matin, il cerna la ville d'Almazan. Le combat s'engagea bientôt après, et en quelques instans Almazan fut enlevé de vive force. Les insurgés perdirent trois cents cinquante hommes morts, et cinq cents blessés ou prisonniers.

ALMÉIDA.

24 *juillet* 1810. — Le 21 juillet 1810, des ordres furent

donnés par le maréchal duc d'Elchingen, au général Loison, de réunir, à Gallegos, trois mille hommes de sa division, la cavalerie légère aux ordres du général Treilhard, et quelques pièces d'artillerie, afin de se diriger à deux heures du matin sur le fort de la Conception. Le général Loison y rencontra l'ennemi qui s'enfuit à son approche. La cavalerie anglaise se mit seule en devoir de défendre le plateau sur lequel le fort est établi; mais elle fut bientôt culbutée par le général Treilhard, sans avoir même le temps de mettre le feu à toutes les mines pratiquées pour en détruire les ouvrages. Maître de ce plateau, le général Loison fit poursuivre l'ennemi, qu'il parvint à débusquer de la rive gauche du Turonez qu'il occupait, après avoir forcé à la retraite quatre cents cavaliers placés sur la route d'Alméida. L'ennemi se retira sur le glacis de cette place, et revint ensuite, avec des forces assez considérables, se mettre en bataille sur la gauche du ravin qui sépare Val-de-la-Mula d'Alméida.

Alors, les trois régimens de cavalerie aux ordres du général Treilhard marchèrent à lui avec une assurance qui semblait présager la victoire. En effet, la rive gauche du ravin fut occupée aussitôt; mais on ne voulut pas aller plus loin, pour ne pas s'attirer inutilement le feu de la place sous lequel l'ennemi paraissait vouloir se réfugier. Le maréchal prince d'Esling, commandant en chef l'armée de Portugal, fit procéder sur-le-champ à l'investissement d'Alméida, et en dirigea lui-même tous les mouvemens.

Le 24, à six heures du matin, les troupes françaises, réunies à cet effet, débouchèrent, du Val-de-la-Mula, la cavalerie légère sous les ordres du général Lamotte, les dragons commandés par le général Gardane, et l'infanterie par le général Loison. L'attaque fut dirigée contre la division d'avant-garde de l'armée anglaise, commandée par le lieutenant-général Cranford, qui occupait la position à droite d'Alméida avec deux cents hommes de cavalerie et huit mille d'infanterie. L'ennemi défendit le terrain et fit un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie; mais il fut successivement chassé de sa position au pas de charge et sans la moindre hésitation. Il se retira de nouveau sous le canon de la place, convaincu qu'on n'oserait pas l'attaquer dans ce nouveau poste. Les Français, trompant son espoir, marchèrent droit à lui sur quatre colonnes, et l'abordèrent avec audace. Malgré

le feu de la place, qui devint alors de la plus grande vivacité, le troisième de hussards tomba à toute bride sur l'infanterie anglaise, et en sabra un grand nombre. Pendant ce temps, la brigade du général Férey, débordant toute la droite de l'ennemi, allait lui couper la retraite, ou le forcer à se jeter dans Alméida, lorsque le général anglais sentit la nécessité de se retirer. Il ne put le faire sans un grand désordre, étant poursuivi au pas de course par les bataillons français, jusqu'à ce que les colonnes qui devaient investir la place eussent exécuté cette opération.

Les Anglais éprouvèrent dans cette journée une perte considérable ; soixante de leurs officiers restèrent sur le champ de bataille ; un major et deux colonels furent trouvés parmi les morts, et on leur fit quatre cents prisonniers.

Du 15 *au* 27 *août* 1810. — Investie dès le 25 juillet 1810, par les troupes sous les ordres du maréchal duc d'Elchingen, après la défaite du lord Cranford, la ville d'Alméida était privée de toute communication extérieure. Le prince d'Esling fit ouvrir la tranchée devant cette place, dans la nuit du 15 au 16 août. Malgré les difficultés d'un terrain rocailleux et le feu continuel de l'ennemi, on poussa les travaux avec activité. Le 19 la parallèle fut achevée, et du 20 au 24, onze batteries se trouvèrent établies. Pendant la nuit du 24 au 25, on ouvrit la seconde parallèle à moins de cent cinquante toises dans le rocher, et l'on termina l'approvisionnement des batteries qui furent armées de soixante-cinq bouches à feu. Elles commencèrent le lendemain à tirer sur la place, qui cessa son feu vers quatre heures du soir. Le même jour une bombe fit sauter le principal magasin à poudre, dont l'explosion fut des plus terribles. Le château, la cathédrale et les habitations voisines disparurent. Toute la nuit on entretint les incendies par les bombes et les obus, et le 27 au matin, le maréchal prince d'Esling fit sommer le gouverneur de se rendre. Plusieurs heures de la journée ayant été employées à des négociations qui ne donnaient aucun résultat, le maréchal fit recommencer le feu à huit heures du soir, et trois heures après, le gouverneur anglais, William Cox, signa une capitulation par laquelle la garnison, forte de cinq mille hommes de troupes portugaises, se rendait prisonnière de guerre, ainsi que le général anglais que lord Wellington y avait envoyé avec deux seuls

officiers de sa nation. On trouva dans la place cent quinze bouches à feu presque toutes en batterie, et des provisions considérables en vivres et en munitions.

Pendant le siége, les généraux Lajowski et Eblé, qui commandaient le génie et l'artillerie de l'armée française, se montrèrent à la tête de ces corps avec la plus grande distinction de talens et de dévouement.

9 *mai* 1811. — L'armée, sous les ordres du lord Wellington, avait investi la place d'Alméida, où commandait le duc de Raguse, avec une garnison qui ne pouvait soutenir un long siége; après quelques jours de travaux devant la place, le major-général Campbell le fit sommer de se rendre, mais il refusa avec fierté, et ne voulut pas accorder une entrevue au lord Wellington, qui la lui demanda deux jours après. Cependant, en attendant des nouvelles de l'armée commandée par le prince d'Esling, les Français, firent plusieurs sorties, et tuèrent quelques soldats à leurs ennemis. Le 7 mai 1811, le prince d'Esling envoya un soldat du sixième d'infanterie légère dans la place, et fit donner ordre au commandant de se retirer avec sa garnison sur Barba-del-Puerco, après avoir fait sauter Alméida. Déjà dans cette intention des mines avaient été préparées; tous les fourneaux furent bientôt chargés; l'artillerie fut entièrement détruite, les cartouches furent jetées dans un puits et dans les fossés. Après tous ces préparatifs, le duc de Raguse rassembla chez lui les principaux officiers, et leur fit part de l'expédition projetée; il ne leur en déguisa pas les périls et les difficultés; et ensuite, il leur communiqua les moyens qu'il prenait pour faire sauter la place, et l'ordre de leur marche à travers l'ennemi. A la nuit, les Français sortirent de la ville par deux colonnes, celle de gauche étant celle de direction et commandée par le chef de bataillon du génie Thruiller; les sapeurs restèrent en ville, une partie pour mettre le feu, et une partie en bataille sur divers points, pour empêcher les habitans de déranger l'opération, et pour protéger la sortie de tous. Le duc de Raguse sortit le dernier, et envoya aussitôt l'ordre au chef de bataillon Morlet, de mettre le feu dans les boîtes; ce seul ordre devait suffire. Le feu fut mis aux mèches, et au moment de l'explosion, les deux têtes de colonnes françaises avaient commencé à être aux prises avec les postes ennemis. Ces troupes toujours braves, com-

battant pour l'honneur et la gloire, aussi bien que pour leur salut, enfoncèrent par-tout les Anglais, et se firent jour à travers, toujours harcelées sur leurs derrières et sur leurs flancs; mais les équipages, qui étaient à la queue des colonnes, arrêtèrent quelque temps les Anglais, qui s'occupèrent à les piller. Ils ne cessèrent pourtant pas de suivre jusqu'au Thurone les deux colonnes, qui marchèrent toujours en vue et à portée l'une de l'autre, et arrivèrent ensemble sur la rive gauche de l'Aguéda, dans le même ordre qu'elles étaient sorties d'Alméida. L'arrière-garde des sapeurs venait de rejoindre la queue de la colonne de gauche, lorsque de l'autre côté de la rive, on aperçut quelques troupes qui parurent françaises; le duc de Raguse descendit précipitamment sur le pont avec ses troupes; car déjà les Anglais accouraient de tous côtés; mais l'arrière-garde fut attaquée, laissa sur le champ de bataille quelques morts; elle traversa le pont protégée par le deuxième corps, sous les ordres du général Reinier. Dans tout le cours de cette opération, les Français ne perdirent que soixante hommes. Lorsqu'on réfléchit au dévouement et à la bravoure de la garnison d'Alméida, qui, plutôt que de rendre la place, préféra, en la faisant sauter, encourir les plus grands dangers, et s'exposer à une destruction entière, en forçant l'armée ennemie; on ne peut se refuser sans injustice à nommer les Français le premier peuple pour le courage et la valeur.

ALMONACID.

11 *août* 1809. — La défaite de Venegas à Tolède devait faire présumer aux Français que ce général n'oserait plus tenter le sort d'une bataille : on devait croire qu'en regagnant son ancienne position dans les défilés de la Sierra-Morena, il mettrait ses soins à conserver la seule des trois armées combinées, dont il ne lui restait au plus que quarante mille hommes. Tout le contraire arriva; et, sans réfléchir que Cuesta avait été battu et les Anglais mis en fuite, il forma la résolution insensée de faire prendre position à son armée à Almonacid; sa gauche, qui couvrait le chemin de Mora, s'appuyait à des hauteurs faisant suite aux montagnes qui s'étendent depuis le Tage jusqu'à la Guadiana. Le centre occupait un mamelon en avant d'Almonacid, et la droite venait joindre d'autres hauteurs qui protégeaient le chemin de Temblèque; le corps de réserve s'était

établi sur une haute montagne fort escarpée, en sorte que, sur toutes ses positions, il se trouvait nécessairement gêné dans ses mouvemens. Le 10 août 1809, Joseph Napoléon fit réunir à Danbroca le quatrième corps et la réserve; le 11, il marcha à l'ennemi, et donna, au général Sébastiani, commandant en chef, l'ordre d'attaquer; les divisions allemande et polonaise se portèrent contre la gauche de la ligne ennemie, dans l'intention de se rendre maîtresses du chemin de Mora, ou de la communication la plus directe et la plus courte avec la Sierra-Morena. Cette position fut emportée avec la plus rare intrépidité par ces deux divisions, tandis qu'au centre, par une attaque non moins vive, les Français s'emparèrent du mamelon. Culbuté de position en position, l'ennemi se trouva en plaine, où il reforma sa ligne, en lui donnant toute l'étendue dont elle était susceptible; il ne fallut qu'une seule charge de cavalerie pour l'enfoncer, la disperser et la mettre dans une déroute complète. Trente-cinq bouches à feu, cent caissons, deux cents voitures, trois mille morts, un nombre infini de blessés, quatre mille prisonniers et plusieurs drapeaux, furent le résultat de cette belle et brillante journée; la victoire fut due entièrement au général Sébastiani, et au quatrième corps d'armée qu'il commandait. Venegas, après cette bataille, ne put rassembler pendant la nuit plus de mille hommes; beaucoup l'avaient abandonné, et s'étaient échappés chacun par où il trouvait plus de facilité. Il y en eut qui regagnèrent leurs montagnes.

ALP. *Voyez* ALB.

ALPERSBACH.

8 juillet 1796. — Un poste important d'Autrichiens couvrait la petite ville d'Alpersbach, au duché de Wurtemberg. Ce poste fut attaqué, le 8 juillet 1796, par le général Vandamme, commandant une division de l'armée de Rhin-et-Moselle. Le combat fut vif de part et d'autre; mais la victoire couronna enfin les heureuses dispositions et la valeur des Français, qui taillèrent en pièces les impériaux. Nous restâmes donc maîtres du champ de bataille : on trouva parmi les morts le commandant autrichien, et deux cents prisonniers tombèrent dans nos mains.

ALPUGARAS (LES).

6 *mars* 1810. — Quelque temps après le passage de la Sierra-Morena par les troupes françaises, le général Blake se retira en Murcie, où il forma de nouveaux rassemblemens. Le peuple des montagnes ayant pris les armes, il avait fait déboucher une colonne d'Alméria sur Adra, Torbiscon et Motril; ce qui mit les Alpugaras dans la nécessité de s'insurger. Ils forcèrent même le bataillon français qui était à Motril de se retirer vers Velez Malaga. Le mouvement de cette colonne engagea le général Sébastiani à faire les dispositions nécessaires pour la détruire. Le 6 mars 1810, il dirigea le général Blair par Lanjaron et Orgira sur Motril; les insurgés n'eurent pas plutôt aperçu les troupes françaises, qu'ils évacuèrent la ville et se sauvèrent à la débandade. On leur tua du monde, et on leur fit des prisonniers, au nombre desquels se trouvaient plusieurs chefs.

ALTA-FOUILLA.

24 *janvier* 1812. — Le général Decaen, commandant en chef l'armée française de Catalogne, avait appris que les Espagnols, renforcés par des troupes anglaises, avaient réuni la plus grande partie de leurs forces, et s'étaient portés sur Tarragone, dans l'intention de s'emparer de cette place. Aussitôt il donna ordre au général de division Lamarque de marcher à la tête de cinq mille hommes, pour opérer sa jonction avec le général Maurice Mathieu, gouverneur de Barcelonne, déjà instruit du mouvement de l'ennemi, et de se porter sans délai contre les Espagnols avec sa division renforcée de trois mille hommes tirés de la garnison de Barcelonne. A l'arrivée du général Lamarque près de cette ville, le général Maurice Mathieu, avec la brigade de trois mille hommes qu'il avait formée avec la plus grande célérité, et commandée par le général de brigade Devaux, marcha vers les hauteurs qui dominent les les gorges voisines du col d'Ordal, s'en empara, et se porta ensuite sur Villa-Franca, qu'il occupa le 22 janvier 1812, à cinq heures du soir, où il fut remplacé par la division Lamarque, qui y prit position dans le milieu de la nuit. Le général Maurice Mathieu voulant tromper l'ennemi sur le nombre des troupes françaises, les faisait marcher successivement; et il parvint en effet à lui faire croire qu'elles consistaient seulement

en trois mille hommes de la garnison de Barcelonne. Comptant sur ses dix mille hommes, le général ennemi, baron d'Eroles, quitta Reuss le 22 au matin pour venir combattre les Français, qui partirent de Vendrel le 23 à onze heures du soir, afin qu'il n'eût pas le temps d'être détrompé. Le général Maurice Mathieu força, dans cette marche, quelques avant-postes, en avant de Torra-d'Eubarre, et arrivé avant le jour sur les hauteurs d'Alta-Fouilla, il vit, par les feux des Espagnols, qu'ils avaient pris une position avantageuse sur les hauteurs qui dominent la rive droite de la Gaya, leur droite appuyée à la mer, et leur gauche occupant le mamelon au-dessus de Farran. Il résolut de les attaquer au point du jour, et toutes les dispositions furent faites; en conséquence, le combat s'engagea quelque temps après sur tous les points. L'ennemi reçut avec vigueur, et une vive résistance, le troisième régiment d'infanterie légère, de la division Lamarque, chargé d'enlever le plateau escarpé à la gauche de l'ennemi, qui avait placé là l'élite de ses troupes: ce brave régiment, redoublant ses efforts, surmonta tous les obstacles, et se couvrit de gloire dans cette attaque impétueuse, que les Espagnols voulurent soutenir par une colonne qui déboucha entre le village et le plateau, mais qui fut repoussée avec perte par le cent-deuxième régiment. Le général Devaux avec sa brigade attaqua le centre de l'ennemi, qui était protégé par une artillerie nombreuse, le cent-quinzième régiment se porta avec vivacité sur les batteries, et elles furent emportées à la baïonnette, au moment où elles allaient de nouveau faire feu. Le courage des nommés Debeune et Barbieri, l'un sergent et l'autre grenadier de ce régiment qui se précipitèrent les premiers dans la batterie, et sabrèrent les canonniers, décida le succés des Français sur le centre des ennemis, d'abord forcé et culbuté par la brigade du général Devaux; et ensuite chargé et dispersé par une avant-garde, aux ordres de l'adjudant-commandant Charroy, et formée de la compagnie des partisans, des compagnies d'élite du dix-huitième léger et du vingt-troisième de ligne. La même ardeur et le même succès couronnèrent l'attaque des hauteurs de Tamarit, occupées par la droite de l'ennemi, qui en fut chassé par le cinquième régiment de ligne, et le régiment de Nassau. Les Espagnols avaient rompu le pont de Gaya, pour couper le passage aux troupes Françaises, qui ne furent point arrêtées par cet obstacle. La rivière fut passée à gué; et une forte colonne ennemie, qui voulait s'opposer au passage, fut

chargée et culbutée par un escadron du vingt-neuvième de chasseurs, dont le chef, Schweitzgut, blessé dans cette charge, fit remarquer son intrépidité. Les Espagnols, battus et chassés de leurs positions, se rallièrent cependant, et se reformèrent sur une haute montagne derrière le village de Saguita. Le général de brigade Hamelinaye, de la division Lamarque, les attaqua sur la gauche avec vigueur, tandis que le général Lamarque, avec la brigade Espent, se porta sur leur front, qu'il chargea avec la plus grande impétuosité. Dans cette attaque, le chef d'escadron Curelly, du vingtième régiment de chasseurs, se couvrit de gloire par une charge extrêmement brillante, à la tête d'un escadron du vingt-neuvième de chasseurs et de son escadron, contre plus de quatre cents cuirassiers et hussards de Saint-Narcisse, dont un grand nombre fut sabré. Ces deux escadrons ramenèrent plus de cent chevaux et soixante prisonniers. L'ennemi, une seconde fois en déroute, ne put opérer sa retraite. Le plus grand nombre de ceux qui restaient jeta ses armes; et d'un corps d'armée qui se promettait les plus grands succès, il ne serait pas échappé un seul homme, si les fuyards, poursuivis tout le jour et le lendemain, n'avaient pas été favorisés dans leur fuite par les montagnes et les profonds ravins, qui rendent le terrain difficile, sur-tout à la cavalerie. Néanmoins les Espagnols firent une perte considérable, tant en hommes qu'en chevaux; toute leur artillerie tomba au pouvoir des Français. Ceux-ci, dans cette journée, augmentèrent leur réputation de valeur et de courage, et rivalisèrent avec les autres corps d'armée qui se signalaient en même temps dans différentes provinces de l'Espagne.

ALTENDORFF.

6 *août* 1796. — Après s'être emparé de Bamberg, en Franconie, avec une aile de l'armée de Sambre-et-Meuse qu'il commandait, le général Kléber fit passer la Rednitz à deux divisions de sa gauche, le 6 août 1796, et les dirigea sur Ebermenstadt et Forcheim; en même temps, les divisions de droite devaient s'établir derrière Rauh-Eberach. Ce mouvement rapprochant la cavalerie autrichienne de la cavalerie française, il en résulta le combat le plus sanglant. L'ennemi occupait un camp à Altendorff; ses avant-postes s'étendaient jusqu'à Strullendorff, à un myriamètre de Bamberg.

Une plaine immense présentait un beau champ de bataille

au-delà de Bamberg, et une position avantageuse pour une nombreuse cavalerie. Sous ce rapport les Autrichiens eussent dû se réjouir de la rencontre, et compter sur des succès. Cependant la division du général Lefebvre, formée de dix escadrons de cavalerie arrive ; elle se forme en colonnes, et déjà le signal du combat est donné; elle part, attaque et culbute les premiers postes ennemis : elle traverse le village d'Hirschaid et se déploie dans la vaste plaine en présence des impériaux, plus nombreux que les Français. La charge sonne, et le choc qui la suit est terrible. Les Allemands en sont ébranlés, ils n'y résistent point : ils se replient en désordre. Mais, profitant de leur grande supériorité en nombre, la cavalerie ennemie déborde la gauche des Français, et paraît vouloir les attaquer par les côtés.

Le général Richepanse, s'étant aperçu que les Autrichiens n'avaient tourné les Français que pour se jeter sur leurs flancs, se précipite avec quelques pelotons à la rencontre de l'ennemi. Le combat s'engage avec furie; au milieu de la mêlée, le général Richepanse est blessé par un coup de sabre sur le bras; son aide-de-camp, le jeune Montbrun, le voit assailli et hors d'état de se défendre, pare les coups qu'on lui porte en le couvrant de son corps. Il est heureusement remplacé par le général d'Hautpoult à peine guéri d'une blessure récente. Mais l'action s'engage de nouveau, et quelques escadrons français se débandaient, lorsque le capitaine Prudhomme les rappelle à l'honneur, et arrête ce mouvement rétrograde. Ce valeureux capitaine, du premier régiment de chasseurs, enveloppé plusieurs fois avec les siens, sut toujours s'ouvrir un passage pour se dégager et revenir à la charge avec plus de chaleur. Malgré le courage des Français, ils étaient près de succomber sous les armes autrichiennes et, la victoire semblait vouloir pencher de leur côté. Elle eût cédé au nombre; mais le huitième régiment de cuirassiers se présente; il sort du village d'Hirschaid. A son aspect, les chasseurs sont ranimés, la confiance redouble l'ardeur des combattans; les cuirassiers se précipitent avec la rapidité de la foudre dans les escadrons ennemis; ils les enfoncent du premier choc, les mettent en fuite.

L'avantage est du côté des Français, et les Impériaux, poursuivis de toutes parts, abandonnent le champ de bataille; ils n'en sont pas moins harcelés dans leur fuite. Dans leur désordre, qui est au comble, les généraux allemands prennent

un parti extraordinaire pour arrêter l'acharnement des Français, qui entretiennent un combat et une mêlée perpétuelle; ils ordonnent à leur artillerie de faire un feu bien nourri dirigé dans la mêlée, afin de faire cesser les progrès des Français qui les pressent de toutes parts. Ainsi leur feu fut indistinctement dirigé contre les Impériaux et les Français.

Le général Lefebvre occupa la postition qui lui avait été assignée: satisfait d'avoir atteint son but, il s'empressa de son côté de faire cesser le combat. Cette journée couvrit de lauriers et les chefs et les soldats. Ils avaient eu l'honneur de vaincre cette cavalerie autrichienne jadis si redoutable, mais qui ne l'était plus aux yeux des Français. Kléber, transporté de joie de se trouver à la tête de braves aussi prononcés, écrivit au gouvernement, pour faire l'éloge de l'intrépidité de ses troupes, qu'avec de tels hommes un général pouvait se dispenser de compter ses ennemis.

ALTENKIRKEN.

4 *juin* 1796. — Lorsque l'armée française, sous le commandement du général Kléber, eut effectué le passage du Rhin, en 1796, les Autrichiens, forcés d'abandonner la position d'Uckerath, se portèrent vers Altenkirken; et les plaines de cette petite ville de l'électorat de Cologne devinrent encore le théâtre des combats entre les Français et les Allemands. Ceux-ci avaient réuni vingt mille hommes sur les hauteurs environnantes. Une position aussi avantageuse eut effrayé tout autre que le général Kléber; mais ce guerrier, que la présence de l'ennemi tenait sans cesse en haleine, ne pouvait les laisser dans un repos qu'il se refusait à lui-même. En conséquence, le 4 juin, à quatre heures du matin, il donna des ordres pour que l'armée se divisât en deux corps et marchât à l'ennemi. Le premier, formant l'avant-garde, était commandé par le général Lefebvre; le second, qui formait l'autre ligne, sous le commandement du général Colaud, eut ordre de prendre position en avant de Weyerbuch, dès que la première ligne commencerait son attaque. Les avant-postes ennemis furent d'abord culbutés; mais dès que la division Lefebvre parut sur les hauteurs qui se trouvaient en face de celles d'Altenkirken, il s'engagea de part et d'autre une canonnade des plus vives. Aussitôt la division Lefebvre se partagea en trois colonnes, qui eurent ordre d'exécuter les

dispositions suivantes. La colonne de droite et celle de gauche devaient tourner l'ennemi en débordant ses ailes; et le centre eut ordre de l'attaquer de front. Cet ordre fut exécuté ponctuellement, et les colonnes françaises, après avoir gravi des hauteurs pour ainsi dire inaccessibles, attaquèrent l'ennemi avec un courage sans exemple. Les Autrichiens soutinrent assez bien le premier choc; mais leur résistance fut vaine, ils furent obligés de céder à la baïonnette et aux charges de la cavalerie, et essuyèrent les déroutes les plus complètes. Cette victoire, qu'on peut appeler le triomphe du général Lefebvre, mit au pouvoir des Français quatre drapeaux, douze pièces de canon, beaucoup de caissons, et trois mille prisonniers, parmi lesquels se trouva un régiment autrichien tout entier. Quoique tous les soldats eussent contribué, par leur intrépidité, aux succès de cette journée, on peut dire avec vérité que le général d'Hautpoult et le chef d'escadron Richepanse se sont montrés dignes d'en partager la gloire avec le général Lefebvre. Le premier avait reçu une balle dans l'épaule, en chargeant à la tête de la cavalerie; Richepanse, en le remplaçant provisoirement, fit des prodiges de valeur qui lui valurent le grade de général de brigade, auquel il fut nommé sur le champ de bataille.

19 *septembre* 1796. — Les Autrichiens ayant forcé l'armée de Sambre-et-Meuse à battre en retraite, le général Marceau quitta, dès sept heures du matin, la position de Freilengen avec le corps qu'il commandait. Il avait déjà dépassé la grande forêt d'Hachsbach, et se voyait à-peu-près hors de l'atteinte de l'ennemi. Il n'en était pas de même du reste de l'armée, qui était poursuivi de près; il fallait la protéger. Marceau, apercevant une position avantageuse, s'en empara, et il fit élever une batterie de dix pièces d'artillerie légère. Ces dispositions faites, il s'avançait, accompagné du capitaine Souhait, pour reconnaître l'ennemi. Tout-à-coup il se sent percé d'une balle; elle était partie d'une haie où s'était caché un Tyrolien. Marceau, qui, dans le premier moment, n'avait point senti qu'il était mortellement blessé, fit encore trois cents pas, et ne put aller plus loin. Les grenadiers français le placent aussitôt sur un brancard qu'ils forment de leurs fusils, et l'emportent ainsi à Altenkirken, où étaient le général Jourdan et les principaux officiers de l'armée. Ce n'était point assez pour cette armée d'avoir

éprouvé un revers, elle eut encore la disgrâce de voir un de ses généraux les plus distingués frappé à mort. Chacun déplorait le sort de ce guerrier, qui possédait si jeune tous les talens et la bravoure qui font le héros. Au milieu des regrets de ses soldats et des alarmes de ses amis, Marceau montrait un front calme ; il ne ressentait qu'un chagrin, c'était celui de se voir hors d'état de servir encore sa patrie. Comme son extrême faiblesse empêchait qu'il ne pût être transporté plus loin, et que d'ailleurs les Autrichiens s'avançaient à grands pas, on fut obligé de le porter chez le gouverneur prussien et de l'y laisser. Ce fut à regret que le général Jourdan et ses amis consentirent à l'abandonner ; mais leur devoir les appelait ailleurs. Séparé de ses compatriotes, et entre les mains des ennemis de son pays, Marceau n'en fut pas moins l'objet de la plus tendre sollicitude et des soins les plus assidus. Il fut visité successivement par le commandant des avant-postes autrichiens, par le général Haddick, et d'autres officiers, qui vinrent lui témoigner la part qu'ils prenaient à sa situation. Le général Kray, contre lequel Marceau avait toujours combattu, vint aussi le visiter. Ce vieux guerrier donna dans cette circonstance des témoignages de la plus tendre sensibilité ; triste, abattu, les yeux baissés et pleins de larmes, il pressait affectueusement les mains mourantes du jeune Marceau. Celui-ci répondait, à tant de démonstrations, avec la douceur et l'affabilité qui lui étaient naturelles. Le chirurgien du prince Charles, qui avait été chargé de soigner sa blessure, jugea à propos d'élargir la plaie. Marceau souffrit, sans se plaindre, cette opération douloureuse. Ses amis, et ceux qui l'entourait, lui cachaient le danger de sa situation ; mais Marceau, qui sentait bien ne pouvoir en guérir, leur parlait de sa mort comme du moment le plus heureux. « Je suis trop heureux, disait-il, de mourir pour la patrie » ! Cependant le mal empirait, les douleurs deviennent plus aiguës ; il tombe dans le délire, ne parle que de combats ; devenu plus calme, il ouvre les yeux, reconnaît le général autrichien Elnitz, l'appelle par son nom ; retombe en faiblesse, et expire. Ainsi mourut, à l'âge de vingt-sept ans, ce guerrier, que la mort avait tant de fois respecté au milieu des combats. Il ne fit que deux campagnes ; mais elles suffirent à immortaliser sa mémoire. Sa conduite ne fut pas exempte de fautes, mais elle le fut de reproches ; sa jeunesse, son peu d'expérience, sa vivacité, sa passion pour la gloire, sont des excuses bien légitimes. La

modestie, a dit un ancien auteur, est la compagne du vrai mérite ; Marceau fut un exemple de cette vérité. Un homme de beaucoup d'esprit le félicitait sur ses victoires du Mans et de Savenay : « Ce n'est pas moi, dit-il, qu'il faut complimenter, c'est Kléber à qui je dois tout ». Un ministre lui conseillait de solliciter un commandement. « Je me garderai bien, dit-il, de commander en chef; je n'ai pas assez d'expérience ». Entre autres belles qualités, Marceau en avait une qui ne sympathise guère avec la fière intrépidité d'un guerrier. Inaccessible à la crainte, il ne redoutait pas les dangers pour lui-même, il était insensible à la douleur et aux approches de la mort. Tel était Marceau pour ce qui le regardait personnellement ; mais pour les autres, il était d'une sensibilité qui aurait pu passer pour faiblesse. Tout le monde sait que, dans les premières guerres de la Vendée, l'amour et le fanatisme avaient armé un grand nombre de femmes ; on voyait ces fières amazones braver les dangers, affronter la mort au milieu des combats, pour défendre ou venger un époux, un amant, ou pour servir la cause de la religion et mériter la palme du martyre. Une de ces guerrières, poursuivie par des soldats, vient tomber aux pieds de Marceau en criant : « Sauvez-moi la vie ». Le jeune guerrier la relève, la console, et lui promet protection ; bientôt après, profitant d'un moment où sa présence n'était pas nécessaire à l'armée, il se dérobe un instant et procure à cette femme un asile où sa pudeur et ses jours fussent en sûreté. Marceau, dans cette occasion, n'avait écouté que sa sensibilité naturelle, il avait oublié que cette femme avait pris les armes contre sa patrie, et qu'elle devait être traitée en ennemie. Mais quelle ennemie qu'une femme! de quel danger peut-elle être, sur-tout lorsqu'elle vient implorer la clémence et la protection du vainqueur ? Tous ces motifs devaient, sinon anoblir, du moins excuser la conduite de Marceau ; mais il y avait une loi qui punissait de mort le républicain faisant grâce à un Vendéen pris les armes à la main. Marceau est dénoncé ; la pitié qui l'a fait agir ne peut le sauver du supplice ; il allait être fusillé, lorsqu'un représentant, qu'il avait arraché des mains d'un Vendéen, arrive de Paris, se présente à la commission militaire, se fait représenter les pièces du procès, et les déchire. Cependant la jeune vendéenne allait être exécutée. Marceau, désespéré que l'objet de sa clémence ne pût partager la grâce ou plutôt la justice qu'on lui faisait, voulait la

suivre à la mort; et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on parvint à l'emmener, pour lui dérober ce triste spectacle. Depuis, cette horrible image était toujours présente à ses yeux; et long-temps après, quand il racontait cette funeste aventure, il ne pouvait s'empêcher de sangloter, et les larmes qui inondaient son visage annonçaient le regret de n'avoir pu sauver les jours de son infortunée cliente, quoiqu'il n'eût rien épargné pour la soustraire à la mort.

Marceau, dit un historien, fut aimé, dans son enfance, d'une femme du peuple, dont l'indulgence le consolait de la sévérité de ses parens. Toutes les fois que la bonne Francœur paraissait, l'enfant tendait vers elle ses petits bras. Elle lui donnait des fruits, Marceau lui rendait d'innocentes caresses. Vingt ans après, le général Marceau remporte une victoire. Le soir, il reste seul avec sa sœur et un ami. On lui parle de la gloire de sa conquête; il sourit à l'espoir de la paix. Son attention se porte sur sa petite fortune, noble fruit de ses exploits, quand, tout-à-coup, sortant d'une profonde rêverie, il s'écrie : « Sais-tu, ma sœur, ce que nous ferons en arrivant à Chartres? nous irons chez la bonne mère Francœur. Il y a si long-temps que je ne l'ai vue »! Et des larmes de plaisir inondèrent son visage. Marceau ne devait plus la revoir! Les amis qui étaient demeurés auprès de lui, dans ses derniers momens, demandèrent au prince Charles que ses restes fussent rendus à ses frères d'armes. L'archiduc y consentit, en priant le général français de faire avertir les Autrichiens de l'heure où il serait inhumé, afin de s'unir à eux dans les honneurs funèbres qui seraient rendus à sa mémoire. Son corps fut enterré dans le camp retranché de Coblentz, au bruit de l'artillerie des deux armées. Long-temps après, on transféra ses cendres dans le fort de Pétersberg, qui prit le nom de fort Marceau. L'armée lui éleva des monumens. Le général Kléber donna le dessin de celui dans lequel il repose. Une colonne fut élevée à l'endroit où il reçut le coup mortel, et une pyramide aux champs de Messeinheim, qu'il avait illustrés.

16 *avril* 1797. — Altenkirken fut une troisième fois le théâtre de la guerre entre les Français et les Autrichiens. Il y eut, le 16 avril 1797, un combat entre les deux armées. Les Autrichiens étaient maîtres d'Altenkirken; les Français, aux ordres du général Championnet, les chassèrent de cette posi-

tion, leur tuèrent beaucoup de monde, et firent un grand nombre de prisonniers.

ALTORFF.

14 *août* 1799. — Les Autrichiens occupaient la vallée d'Altorff, arrosée par la rivière de Reuss. Des ordres furent donnés au général Lecourbe d'en chasser ces hôtes incommodes, pour balayer en même temps les deux rives. Il lui fallait nécessairement partager sa division en deux corps. Il en confia donc une partie à son chef d'état-major Porson, et se mit lui-même à la tête de l'autre. Après des marches extrêmement pénibles au travers des montagnes, la colonne du général Porson rencontra les Autrichiens, les culbuta, et les jeta de l'autre côté de la Reuss. Il n'existait qu'un seul pont sur cette rivière. L'ennemi le coupa aussitôt, et rendit ainsi l'accès dans le Schachental impossible aux Français. Il s'engagea bientôt d'une rive à l'autre une canonnade et une fusillade des plus meurtrières. Beaucoup étaient atteints, mais la Reuss séparait toujours les combattans. L'action ne pouvait prendre un caractère décisif, la rivière empêchant les Français de recourir à l'arme blanche, à laquelle ils durent tant de fois la victoire. Le bruit de la canonnade fit connaître au général Lecourbe que ses troupes étaient aux prises, et il ne tarda pas à être informé de la rupture du pont. Sans perdre de temps, il ordonna à sa flottille de débarquer ses grenadiers près de Fluelen, et bientôt il s'engagea un combat terrible; les chaloupes françaises répondirent avec vigueur au canon des Autrichiens; et huit compagnies de grenadiers, marchant au pas de charge, la baïonnette en avant, ne leur permirent pas de résister davantage. Ce combat coûta la vie à six cents Autrichiens.

30 *septembre* 1799. — A peine Masséna achevait-il de vaincre les Autrichiens et les Russes à Zurich, qu'il apprit l'arrivée du général Suwarow à Altorff. Parvenue par Bellinzona sur le Saint-Gothard, l'armée russe d'Italie avait successivement attaqué les brigades des généraux Gudin et Loison, et son entrée dans la vallée de la Reuss lui coûtait d'énormes sacrifices. Quinze cents hommes de cette armée avaient trouvé la mort au seul passage d'Urseren. La soixante-septième demi-brigade n'eût jamais abandonné ce poste après

une si glorieuse défense, si Suwarow lui-même ne se fût présenté, traînant à sa suite une armée tout entière, prête à l'envelopper. Lecourbe n'avait qu'une poignée de monde pour défendre Altorff : cependant, avec un si faible secours, cet intrépide guerrier fut assez heureux pour arrêter l'armée ennemie au pont de Séedorff, et pour empêcher les Russes de mettre le pied sur la rive gauche de la Reuss. Suwarow menaçait tout à-la-fois Lucerne, Schwitz et Glaris, et dans le même temps le corps autrichien de Jellakish et de Lingen, augmenté d'une partie des débris de celui du général Hotze, se dirigeait contre les Français par Kérens et la vallée d'Engen. Cependant les troupes françaises, extrêmement disséminées dans les cantons suisses, ne présentaient nulle part dans ce moment des masses imposantes. La brigade du général Molitor occupait seule Glaris, le Linthal et les débouchés du Muttenthal. Mais Suwarow n'était pas habitué à la guerre des montagnes ; rebuté par les attaques infructueuses du pont de Scédorff, il fit sonder tous les passages de la Reuss, et, perdant l'espoir de franchir cette rivière, il se dirigea, par des chemins qu'il se traça lui-même, du Schachental dans le Mutthenthal, où l'attendaient de nouveaux échecs.

AMAILHON.

1er *juillet* 1793. — Il y avait déjà quelque temps que Westermann était aux prises dans la Vendée avec le marquis de Lescure. Celui-ci s'était emparé de Parthenay; le général républicain l'attaqua avec douze cents hommes, et se rendit maître de cette place, le 20 juin 1793. Quoique Lescure n'eût opposé qu'une faible résistance, et qu'il ne parût pas en force, l'intrépide Westermann n'osa le poursuivre, dans la crainte de s'engager dans le pays insurgé. Il eut raison; car bientôt après, Lescure revint avec une nouvelle armée reprendre Parthenay. Westermann revint encore à la charge avec trois mille hommes; il fond sur Amailhon, s'en rend facilement maître, le 1er juillet 1793. Quatre membres du comité royaliste furent arrêtés, le bourg livré au pillage, et incendié. Le général Westermann, après avoir distribué une partie du butin aux républicains de Parthenay, marche sur Clisson, entre dans le château de Lescure, le fait piller et réduire en cendres. Cependant Lescure, qui s'était retiré à Bressuire, voyant du haut du rocher l'incendie de son château, ne peut contenir

son indignation ; le tocsin sonne de toutes parts, les paysans accourent : Lescure en forme un corps de six mille ; il se met à leur tête, et marche contre les républicains avec quatre pièces d'artillerie. Cependant Laroche-Jacquelein, abandonné de ses soldats, et forcé de quitter Saumur, venait de rassembler un autre corps d'insurgés et se portait au secours de Lescure. C'était ainsi que se faisaient les levées successives que nécessitait cette guerre, dont aucune histoire n'offre d'exemple. On voyait le paysan aujourd'hui soldat, demain agriculteur ; le noble, chargé aujourd'hui de la conduite de troupes nombreuses, en était abandonné le lendemain. Telle contrée paraissait jouir de la plus grande tranquillité, qui quelques heures après devenait le théâtre des combats les plus sanglans. L'organisation militaire de la Vendée, et la tactique de ceux qui en dirigèrent l'opération, sont des problêmes que nous ne nous flattons pas de pouvoir résoudre ; aussi ne l'entreprendrons-nous pas. Néanmoins, pour ne rien laisser à désirer à nos lecteurs, sur un sujet qui, pour n'être pas la plus belle partie de notre histoire, n'en est pas moins intéressant, nous emprunterons ici la plume d'un écrivain qui a su développer les causes de cette guerre malheureuse, et les moyens qui ont été mis en œuvre pour la terminer.

« La masse des insurgés était innombrable ; elle comprenait presque la totalité des habitans dans les départemens de la Vendée et des Deux-Sèvres, de la partie méridionale de la Loire-Inférieure, et de Maine-et-Loire. Le territoire envahi par les Vendéens, trois mois après l'insurrection, formait un cercle de vingt lieues de rayon, Chollet, Mortagne, et Montaigu en étaient les points centraux. Les armées vendéennes n'étaient point régulièrement organisées ; et l'on n'y voyait ni bataillons, ni régimens. Chaque paroisse nommait son capitaine, qui menait au combat tous les hommes en état de porter les armes ; chaque chef de paroisse se réunissait à son chef divisionnaire, qui lui-même se ralliait soit au généralissime, soit à un chef supérieur. L'infanterie des Vendéens faisait leur principale force, vu la nature du terrain qu'ils avaient à défendre. Ils ne rassemblaient guère plus de huit à neuf cents chevaux. Si la cavalerie vendéenne, formée par la plus ardente jeunesse, se laissait entraîner quelquefois dans la retraite, elle était terrible dans la poursuite de l'ennemi. Lorsqu'un point était menacé, lorsqu'une expédition était projetée, le commandant de l'arrondissement terri-

torial expédiait des courriers pour faire sonner le tocsin dans toutes les paroisses de son ressort; les relais étaient préparés. Au moindre signal, le Vendéen quittait sa houe, saisissait son fusil, pour voler, plein d'ardeur et de confiance, au combat comme à une fête. Des femmes, des enfans prenaient aussi les armes : on en a vu mourir au premier rang. Un fusil et du pain pour quelques jours, tel était l'équipage de l'homme du Bocage, qui jamais ne quittait son arme que pendant son sommeil. Il n'était point soldé, et ne recevait en campagne que la nourriture; sa manière de combattre, absolument étrangère à la tactique, déconcertait tous les plans. Réunis en divisions, ils marchaient en colonnes de trois ou quatre hommes de front, la tête dirigée par l'un des chefs, qui seul connaissait le point d'attaque. On voyait d'abord paraître quelques tirailleurs, qui se glissaient le long des haies et des fossés, pour tirer le plus près possible sur les soldats qui se trouvaient hors de ligne. La masse suivait avec rapidité sans observer aucun ordre, et en poussant des cris à la manière des sauvages; elle se retirait ensuite pour attirer l'ennemi; puis, étendant ses ailes, elle faisait un cercle pour l'envelopper en le débordant. Cette manière de s'éparpiller, de s'étendre en éventail, s'appelait *s'égailler*. Tous se précipitaient alors sans ordre et avec fureur sur les baïonnettes et les batteries, renversant ce qui s'opposait à leur choc, et ne recevant prisonnier que l'ennemi désarmé. Souvent même, pour s'emparer des canons, dix ou douze Vendéens désignés partaient en désordre, armés seulement de bâtons, dans le dessein d'envelopper la batterie dont ils voulaient se rendre maîtres. Au moment où l'on mettait le feu, ils se jetaient par terre, et ne se relevaient qu'après le coup. La même manœuvre se répétait jusqu'à ce qu'ils fussent sur les canons, qui se trouvaient presque toujours abandonnés par un ennemi effrayé d'une pareille audace. Les républicains, au contraire, marchant en colonnes serrées, engagés dans un pays couvert et montueux, avaient souvent des files entières emportées. Les Vendéens chargeaient ordinairement leurs fusils de quatre à cinq balles; nés chasseurs, et accoutumés au tir, ils visaient juste : étaient-ils repoussés, ils se ralliaient sans peine, et revenaient sans cesse à la charge; étaient-ils vainqueurs, ils poursuivaient l'ennemi sans relâche. Cette manière de combattre, adaptée à la nature du pays, tenait aussi à leur caractère. Ainsi l'art des combats ne consistait point pour les Vendéens en positions savantes,

en batteries bien disposées, non plus qu'en manœuvres habiles, mais en surprises, et sur-tout en embûches, où ils attiraient l'ennemi par des routes inégales et fangeuses; c'est alors qu'ils se dispersaient pour se rallier de nouveau, souvent même dans les ténèbres. Des avis circulaient rapidement de village en village; de tous côtés le tocsin sonnait, et, au point du jour, des masses d'hommes sortaient des forêts et des ravins, en faisant retentir l'air de leurs cris affreux. On les voyait fondre en désordre sur un ennemi imprudent, qui bientôt prenait la fuite. Le massacre commencé finissait toujours à plusieurs lieues du point de l'attaque. Les Vendéens n'avaient point d'uniforme militaire, mais un costume caractéristique; ils portaient une grande veste, des pantalons de laine brune; sur leur tête un bonnet de poil ou un chapeau rabattu, et par-dessus leurs vêtemens une petite camisole blanche, traversée en avant d'une grande croix noire; au bas de cette camisole pendaient ordinairement des reliques de saints ou des ossemens de royalistes à venger. Un chapelet autour du cou achevait ce costume tout à-la-fois militaire et religieux. Qu'on s'imagine une multitude d'hommes ainsi vêtus, couvrant de tous côtés les hauteurs, marchant deux à deux, à pas lents, la tête nue, l'œil baissé, l'air morne, le fusil en bandoulière, et le chapelet à la main. En vain le canon et la mousqueterie essayent de troubler cette marche religieuse, qu'un silence effrayant accompagne; on n'entend que le bruissement lugubre et cadencé des psaumes récités à voix basse. Tout-à-coup la scène change, un mouvement convulsif succède, les bonnets se trouvent en un instant sur toutes les têtes, et les fusils dans toutes les mains. Aux cris de *vive le Roi!* se joignent les cris horribles de *tue les républicains!* Ils deviennent le signal du massacre. L'histoire peut placer les Vendéens au premier rang des peuples soldats. Soumis et taciturnes, tel était leur caractère distinctif: singulier contraste avec la bouillante impétuosité du soldat patriote. Vainqueur ou vaincu, l'expédition finie, le Vendéen rentrait dans ses foyers pour reprendre ses travaux champêtres. Au moindre appel, au moindre coup de tocsin, il revolait au combat avec une ardeur toujours nouvelle. Quelles sont les causes d'un tel dévouement, d'une constance aussi héroïque? L'enthousiasme et la religion, ces deux puissans mobiles du cœur humain. Les prêtres, s'exposant à tous les périls, parcouraient les rangs, animaient les forts, soutenaient les faibles; on les

voyait, sur le champ de bataille, bravant la mort dont ils étaient entourés, administrer avec calme, panser les blesser, et prêcher à tous le mépris d'une vie mortelle et périssable, pour mériter la plus glorieuse éternité. A l'enthousiasme de la religion se joignait aussi l'amour de la gloire et des louanges. Les chefs vendéens, presque tous jeunes et ardens, ne respiraient que pour combattre. Ils avaient pour juge suprême l'opinion de leurs compagnons d'armes; pour triomphes, leurs suffrages. La gloire de l'emporter sur ses égaux transportait cette jeunesse bouillante, qui ne songeait qu'à se surpasser. Des femmes, après le combat, mettaient le comble à l'enthousiasme, en distribuant le prix du courage ».

AMBERG.

21 *août* 1796. — Le général Kray, informé que l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général Jourdan, s'avançait dans la Bavière, s'arrêta vers Amberg, et fit ses dispositions pour lui disputer le terrain. Amberg est une petite ville, à neuf lieues de Ratisbonne; elle est située au bas d'un coteau, sur la rive droite de la Wilz; la rive gauche de cette rivière forme une plaine d'environ une lieue en tout sens, dont le terrain, bordé de bois, s'élève peu-à-peu. A deux lieues de la ville, est l'embranchement d'une route qui conduit dans la Bohême sur la gauche, tandis que celle de Ratisbonne est en ligne droite. Le camp des Autrichiens était établi dans une position qui le rendait presque inexpugnable, appuyé, par sa droite, à des hauteurs couvertes de bois en arrière de Wolfering, en face de Kerking et Tirnied; il avait sa gauche vers la Nahe, défendue, ainsi qu'une partie du centre, par des abattis et par des marais, tandis que son front était protégé par des batteries placées sur les hauteurs de Wolfering, et foudroyaient les défilés des bois. Tout autre qu'un Français n'aurait osé même envisager une position aussi formidable, bien loin de songer à l'attaquer; Jourdan, lui-même, jugea bien qu'il y aurait de la témérité à l'entreprendre; mais, sans s'effrayer des difficultés, il fit ses dispositions, le 21 août 1796, dès huit heures du matin. Il ordonna à l'artillerie légère de se porter des deux côtés de la grande route, pour répondre au feu de l'ennemi, pendant que les tirailleurs, partis à l'avance, fileraient entre le bois et les hauteurs occupées par les Autrichiens. Le général Kray, à qui sa posi-

tion, dans une vaste plaine masquée par les hauteurs de Wolfering, permettait de manœuvrer sans être remarqué de l'ennemi, s'étant aperçu des mouvemens de Jourdan, et se persuadant qu'il pourrait aisément déboucher sa droite, et arriver avant lui à la route d'Amberg, y fit porter des troupes. Mais ses mouvemens furent vus par les éclaireurs français, et le général Jacopin, chargé de les contrarier, devança les Autrichiens à la tête d'une demi-brigade, et atteignit avant eux la gorge par laquelle ils devaient déboucher. Il s'engagea sur ce point un combat des plus sanglans et des plus opiniâtres. D'un côté, le général Kray envoyait des troupes fraîches pour forcer le passage; d'un autre côté, les généraux Championnet, Colaud et Grenier, appuyant sur leur gauche, soutenaient la demi-brigade qui défendait le défilé; en sorte que la résistance étant presque égale de part et d'autre, les Français furent plusieurs fois repoussés. Mais à la fin ils revinrent à la charge avec tant d'intrépidité et de vigueur, que les Impériaux furent obligés de renoncer à leur entreprise. Jourdan n'avait pu opposer une si vive résistance à l'entrée du défilé, qu'en tirant des troupes d'ailleurs, et en s'affaiblissant sur un autre point. Le général Kray, pour profiter de cette diversion, fit marcher vers la plaine les colonnes qui se trouvaient sur les hauteurs en arrière de Wolfering, ainsi qu'une nombreuse cavalerie, avec ordre de descendre le coteau et de se ranger en bataille. Mais le second régiment de dragons prévint encore cette manœuvre; il s'avança, malgré le feu de l'artillerie, au bas du coteau, et empêcha ainsi les Autrichiens de descendre et de déboucher dans la plaine. D'un autre côté, le général Jacopin était aux prises avec le général Kray, qui l'avait attaqué avec l'élite de ses troupes. Se voyant donc pressé de tous côtés, et voulant en finir, il se met à la tête de deux bataillons, fait battre la charge, fond sur l'ennemi, le culbute, et le force d'abandonner les hauteurs si long-temps disputées. Les Français ne pouvant, faute de cavalerie, poursuivre les Autrichiens, restèrent sur le champ de bataille, où ils bivouaquèrent. Le général Colaud avait reçu l'ordre de se porter, avec l'avant-garde, sur les derrières de l'ennemi; mais la difficulté du terrain l'ayant empêché d'exécuter cette manœuvre, nous ne retirâmes pas de l'affaire d'Amberg tout l'avantage que nous nous en promettions; nous n'eûmes que celui d'avoir forcé les Autrichiens à nous abandonner une position des plus avantageuses, et à se retirer en arrière de la Nahe.

AMCKLAND.

En 1806. — Après la défaite des Prussiens à Jéna, Napoléon, maître de l'électorat de Brandebourg, donna l'ordre à ses lieutenans de poursuivre et d'anéantir les restes de cette armée. Le général prussien Bila, à la tête d'un corps, s'était réfugié dans un coin de la Poméranie. Murat, cherchant par-tout les débris de cette armée, s'avance vers cette contrée, et y rencontre le corps prussien dans une plaine voisine de la petite ville d'Amckland, située sur les bords de la Péenne, dans un terrain fertile. Le général Becker n'eut pas plutôt aperçu le général prussien, qu'il le chargea à la tête des dragons du général Boussard. Cette attaque fut faite avec tant de véhémence, qu'un instant suffit pour enfoncer l'ennemi; rien ne résista à ce coup impétueux, ni la cavalerie, ni l'infanterie prussienne; Amckland servit de refuge aux Prussiens. Le général Becker entra en même temps dans cette petite ville, où les Prussiens capitulèrent au nombre de quatre mille. Parmi les prisonniers que fit le général Becker on vit le régiment des hussards du roi de Prusse, qui avait reçu, après la guerre de sept ans, des mains de l'impératrice Catherine, des pelisses de peau de tigre en témoignage de sa bonne conduite. Le général français Becker fit réclamer la caisse militaire prussienne; mais ce fut en vain : on l'avait transportée au-delà de la Péenne, sur le territoire suédois, dont le monarque était loin d'accorder de l'amitié aux Françnis.

10 *avril* 1807. — Les Suédois s'avisèrent de passer la Péenne au mois d'avril 1807, et de se porter sur Passewalck, après avoir débouché par Amckland et Demmin. Le maréchal Mortier, voyant l'ennemi en-deçà de la Péenne, conçoit aussitôt le dessein de le battre et de le forcer à vider le territoire d'Amckland. Après avoir réuni ses forces, il les dirige de Passewalck sur la route d'Amckland, culbute les positions de Belling et de Ferdinandshoff, fait quatre cents prisonniers, et prend deux pièces de canon. Il entra aussi avec l'ennemi dans Amckland, et coupa ses communications en s'emparant du pont sur la Péenne. La colonne suédoise était encore à Uckermunde, lors de cette action, dans laquelle le général suédois fut blessé d'une mitraille; tous ses

magasins furent enlevés. Le lendemain, le général suédois Cardell fut attaqué à Ukermunde par le général de brigade Veau; cinq cents prisonniers et trois pièces de canon furent les trophées de l'avantage remporté par le général Veau sur les Suédois, dont les restes s'embarquèrent sur des chaloupes canonnières, et passèrent ainsi le Haff. Les généraux suédois, accablés de tant de disgrâces où leurs armes avaient toujours été inférieures, demandèrent un armistice, que le maréchal Mortier leur accorda.

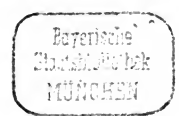
AMERSFORT.

19 *janvier* 1795. — Le général de brigade Dewinter marcha sur la ville d'Amersfort, au mois de janvier 1795; l'armée la plus nombreuse et la plus aguerrie aurait éprouvé devant cette place une résistance d'autant plus longue et plus opiniâtre, que la nature n'a pas moins contribué que l'art à rendre sa position formidable. Entourée de fortes digues, fortifiée de bonnes murailles, et hérissée de quatre-vingts pièces de canon, elle était sinon inexpugnable, au moins d'un accès très-difficile; mais les larges fossés qui en défendaient l'approche se trouvant gelés, les Français s'avancèrent sans difficulté sur la glace, jusqu'au pied des murs, et forcèrent la place à capituler.

AMPFINGEN.

30 *novembre* 1800. — Le gouvernement français, sentant le besoin de la paix, sollicitait depuis long-temps l'Autriche de cesser les hostilités, et de procurer aux deux nations un repos qui leur était également nécessaire; l'empereur était sourd à ces dispositions. Indigné de ce refus, le consul Buonaparte ordonna à l'armée du Rhin de s'avancer, le 28 novembre, dans l'intérieur de l'Allemagne. Les forces autrichiennes aux ordres de l'archiduc Jean étaient réunies dans la Bavière, où les Français se trouvèrent bientôt en présence. Pendant la nuit du 30 novembre 1800, la plupart des troupes passèrent l'Inn à Muldorff et Craibourg. Le 1er de décembre, à la pointe du jour, l'armée de l'archiduc s'étendit dans la place d'Ampfingen, et attaqua avec vivacité sur toute sa ligne, comme pour s'emparer des bois qui se prolongent sur la droite d'Aschau, du côté de Lauterbach.

Le général Desperriers, à la tête de deux bataillons et de trois escadrons, était chargé de la défense d'Aschau, lors que le prince s'y porta par Craibourg. Le général Ney, qui avait fait replier ses avant-postes sur la ligne de bataille dont la gauche appuyait à Hann, le centre en avant de Rameringen, et la droite à Hagerloc, reprit l'offensive, força à la retraite huit bataillons autrichiens qu'il repoussa pendant plus d'une demi-lieue avec une perte considérable, tant en prisonniers qu'en canons et caissons. Cependant, les Autrichiens, en se déployant dans la vallée de l'Issen, avaient dépassé de beaucoup la gauche de la division Hardy, et avaient pris position sur toutes les hauteurs entre Rathenkirk et Pffafenkirken, pendant qu'un corps de douze mille hommes infanterie et cavalerie, filait sur la gauche des Français, pour se ménager une retraite par la grande route. Le lieutenant-général Grenier, qui observait cette manœuvre, fit marcher, vers la gauche, la brigade du général Joba, qu'il tenait en réserve, vers le bois des Voies, et la rendit inutile. L'ennemi attaqua plusieurs fois sur tous les points, et exécuta plusieurs charges d'infanterie et de cavalerie; mais ce fut vainement, il fut toujours repoussé, et quoique le combat eût duré cinq heures sur le même terrain, et que la ligne française occupât un espace de plus de trois mille toises, les Autrichiens ne purent parvenir à l'entamer. Le général Grenier, ayant fait informer le général Moreau de l'embarras où il se trouvait, reçut ordre de battre en retraite, pendant que la brigade du général Walther appuierait sur Hoach. Moreau, voulant s'assurer de la situation de cette partie de l'armée, se rendit lui-même sur le terrain; et, ne doutant pas, d'après le développement de l'ennemi, qu'il n'eût porté dans cet endroit la plus grande partie de son armée, il ordonna la retraite. Soutenue par le général Grandjean, elle se fit par échelons, et dans le meilleur ordre possible. Cependant, les Autrichiens, qui s'étaient portés à Riechersllheim, attaquèrent le général Desperriers sur le pont d'Aschau, avec des efforts incroyables; celui-ci fit la plus vive résistance; mais à la fin, il se replia, emmenant avec lui six à sept cents prisonniers. La division Ney débouchait le défilé pour opérer sa retraite, laissant derrière elle une partie de son artillerie qui était encore engagée. Les Autrichiens, déjà maîtres des hauteurs, se portèrent à la sortie du défilé pour le couper; mais le lieutenant-général Grenier ordonna, au chef de



brigade du second régiment de dragons, de repasser le défilé avec cent cinquante chevaux, et de charger l'ennemi. Cette manœuvre ayant été exécutée avec autant de talent que d'intrépidité, l'infanterie ennemie qui couronnait l'escarpement du défilé, fut dispersée, et forcée de laisser le passage libre, après avoir eu une centaine d'hommes de tués et autant de faits prisonniers. L'artillerie se trouvant dégagée, et la retraite à Haag, s'opérant en bon ordre, il ne restait plus à l'armée française que de prendre de bonnes positions. Pour y parvenir, Moreau, qui venait d'arriver à Saxemletten, ordonna à une demi-brigade d'amuser l'ennemi, pendant que les divisions Hardy et Ney prendraient position sur les hauteurs de Haag, la division Legrand sur Dorfoc, celle de Grand-Jean sur les hauteurs de Rameau en avant de Haag, et enfin, la brigade Walther à l'embouchement des routes de Waserbourg et d'Hohenlinden sur Haag. On ne sut pas, au juste, la perte des Autrichiens, mais elle dut être considérable, si l'on en juge d'après le nombre des prisonniers, qui fut d'environ huit cents. Le succès de cette affaire, où deux divisions françaises se battirent, pendant cinq heures, contre une armée entière, et firent une retraite honorable, sans éprouver d'échec, est dû à l'habileté de nos généraux et à la bravoure de nos soldats, qui firent voir dans cette circonstance, comme en mille autres, que ce ne sont point les masses nombreuses qui assurent la victoire, et que la supériorité du courage et de la discipline, donnent plus d'avantage que la supériorité du nombre.

AMSTERDAM.

1794. — Les abus d'autorité de la part des souverains, et l'amour de l'indépendance dans les peuples, ont souvent été les causes des révolutions qui ont éclaté dans les états à différentes époques. Ce furent les mêmes motifs qui amenèrent, en 1787, les divisions qui eurent lieu en Hollande. Le prince d'Orange, qui gouvernait les Provinces-Unies sous le nom de stathouder, forma des prétentions contraires à l'antique constitution de la Hollande. Les Hollandais secouèrent le joug; mais ils ne pouvaient se suffire à eux-mêmes, et la situation de leur pays entre la Prusse et la France, faisait dépendre leur destinée de ces deux puissances. L'appui des Français aurait maintenu les états-généraux et affermi la

liberté des Hollandais; au contraire, si le stathouder obtenait la protection du roi de Prusse, son beau-frère, la Hollande redevenait esclave : c'est ce qui arriva. La France interposa bien sa médiation, mais elle n'alla pas plus loin; le roi de Prusse eut recours à des moyens plus efficaces; il fit marcher vers la Hollande une armée de vingt mille hommes aux ordres du duc de Brunswick, qui joignit ces troupes à celles du stathouder. Les Prussiens s'avancèrent sans résistance jusqu'aux environs d'Amsterdam; mais les chefs du parti opposé qui résidaient dans la capitale n'étaient pas gens à se livrer pieds et poings liés au monarque qui venait peut-être les punir d'avoir voulu jouir de la liberté. Les Prussiens qui s'étaient avancés, comme en triomphe, jusqu'aux villages d'Oudkerk et d'Amstel-Veen, n'eurent pas bon marché des troupes qui les y attendaient. Des batteries placées sur les digues longues et étroites, firent un feu soutenu qui leur enleva beaucoup de monde, sans qu'ils pussent attaquer les postes qui se repliaient successivement sur Amsterdam. La défense de cette place avait été confiée à un général bien digne de ce choix sans doute, mais dont le zèle et les talens n'étant point secondés, devinrent inutiles au salut de son pays. Le gouvernement de Hollande était ce que sont tous les gouvernemens nouveaux, sur-tout quand l'autorité se trouve entre plusieurs mains. Il n'y avait point d'accord dans les conseils, et par conséquent pas d'ensemble dans les moyens d'exécution. Le chevalier de Ternant, (c'est le nom du général) proposait-il quelques plans de défense : après de longues discussions, ils étaient souvent rejetés, et si parfois on les adoptait, la longueur des formes en retardait l'exécution et les rendait souvent inutiles. D'un autre côté, comme les corps qu'il commandait étaient composés en grande partie de volontaires, qu'il n'avait que peu de troupes réglées, il ne pouvait jamais réunir assez de forces pour les expéditions nécessaires à la défense de la ville. Il y avait, entre Harlem, et Amsterdam une écluse, de l'occupation de laquelle dépendait le sort de la place. Le chevalier de Ternant, qui en sentait toute l'importance, avait mis tous ses soins à sa défense; mais comme il n'y avait pas assez de monde à la garde de ce poste, il fut emporté par l'ennemi. De Ternant ne manqua pas l'occasion de représenter le danger qui pourrait résulter de cette perte et la nécessité de la réparer : cela était facile, il ne fallait qu'un coup de main; mais il eut beau supplier, il ne put réunir assez de

forces pour reprendre le poste. Voyant tous ses efforts inutiles, et prévoyant que si ses concitoyens n'avaient pas assez d'énergie pour le seconder dans une opération qui n'était pas autrement difficile, ils en auraient encore moins quand les dangers s'accroîtraient, ce qui ne pouvait manquer d'arriver, il renonça au commandement. Les Amsterdamois entrèrent en négociation avec le duc de Brunswick, et le stathouder fut rétabli dans tous ses droits. Les amis de la liberté furent dépouillés, proscrits et exposés à toute sorte de vexations. Si la France, en fidèle alliée, avait appuyé sa médiation par la force des armes, la Hollande eût été maintenue dans son indépendance, et les liens d'amitié, qui unissaient ces deux états, se seraient resserrés; mais les Provinces-Unies, abandonnées à leurs propres forces, retombèrent sous le joug despotique de l'Angleterre, qui leur fit la loi jusqu'en 1794, que les Hollandais se constituèrent en république.

9 *janvier* 1795. — Lorsque les Français eurent conquis la Belgique, battu les Autrichiens, vaincu les Anglais et les Hollandais coalisés, la manie des conquêtes leur fit porter leurs armes victorieuses sur les bords du Wahal, à la fin de 1794. Ils avaient sans doute oublié le peu de succès qu'avait eu Louis XIV dans une pareille entreprise; les Hollandais avaient percé les digues qui retiennent les eaux de la mer, inondé tout le pays, et forcé le roi de France à retirer ses armées. Ils avaient aussi oublié qne le stathouder, indigné de l'entreprise des Français, avait suscité contre eux presque toutes les puissances de l'Europe. Quoi qu'il en soit, ils ne tentèrent pas moins la conquête de la Hollande et en vinrent à bout. Ils n'eurent pas, il est vrai, les mêmes obstacles à surmonter que Louis XIV. Alors, le stathouder était aimé de ses sujets, et aucun sacrifice ne leur coûtait quand il s'agissait de lui témoigner leur zèle et leur attachement; au lieu que, dans ces derniers temps, le despotisme du souverain de la Hollande lui avait aliéné les cœurs de ses sujets, qui ne furent pas fâchés de trouver l'occasion de secouer le joug. Du temps de Louis XIV, les inondations qui firent d'Amsterdam comme une vaste citadelle au milieu des eaux, furent pour ses armées des obstacles insurmontables; mais en 1794, le ciel prit soin lui-même de lever ces difficultés, comme nous allons le voir. En effet, les digues et les canaux, qui coupent la Hollande dans tous les sens, présentèrent une

barrière si difficile à franchir, que Pichegru regardait comme impossible la conquête de la Hollande, et que les paysans du Brabant hollandais répétaient sans cesse aux Français qui se vantaient d'aller au Zuyderzée : « Si vous y allez, on vous noiera, aucun de vous n'en reviendra ». Cependant les gelées devinrent si fortes, que, dès les premiers jours de décembre, les glaces de la Meuse pouvaient porter les équipages et les trains d'artillerie, et que les Français passaient sur les rivières glacées comme sur un pont, que la Providence leur aurait préparé pour leur faciliter la poursuite de leurs ennemis. Ce fut ainsi qu'ils traversèrent le Wahal. Tant d'audace étonna tous les peuples coalisés pour s'opposer à l'armée française. Les Hollandais furent les premiers à rendre leurs places; les Anglais n'osèrent regarder en face des soldats qui bravaient les froids les plus excessifs; les Allemands, commandés par le général Alvinzy, n'osèrent opposer qu'une faible résistance; en sorte que le stathouder, abandonné de ses alliés et contrarié par la nature, fut forcé d'abdiqner et de fuir en Angleterre. Les Hollandais cédèrent aussi aux circonstances, et vinrent dans Utrecht apporter à Pichegru les clefs de la ville d'Amsterdam. Les Français firent leur entrée dans cette ville, le 9 janvier 1795. Les soldats observèrent une discipline si exacte, et l'ordre public fut si bien maintenu, que la ville ressemblait moins à une place conquise qu'à une ville de guerre où l'on faisait la parade. Les troupes hollandaises, qui ne furent pas désarmées, fraternisaient avec les Français. On afficha à la porte des églises de toutes les communions cette belle et courte sentence : « Ici on adore Dieu : Citoyen, qui que tu sois, ne trouble point ce culte ». L'hiver était si rude, le froid si excessif, que tout autre que des Français se seraient crus autorisés à jouir paisiblement du fruit de leur conquête, et auraient mis les Hollandais à contribution pour se vêtir, se reposer de leurs fatigues, et jouir des douceurs de la vie; mais la gloire les appelait ailleurs; on ne laissa à la garde d'Amsterdam que peu de troupes, le reste marcha vers la Nord-Hollande et la Zélande pour recevoir la soumission de ces provinces. La conquête des Etats-Unis fut couronnée par une expédition plus merveilleuse et plus extraordinaire qu'aucune victoire dont l'histoire fasse mention. La flotte de guerre hollandaise était arrêtée par les glaces dans le Zuyderzée; des escadrons de cavalerie légère se présentèrent avec quelques pièces d'artillerie, formèrent leur ligne sur la glace, et se rendirent maîtres des vaisseaux.

AMSTETTEN.

1806. — Ems, situé dans la haute Autriche, ayant été pris par le général Murat, dans la campagne de Napoléon contre l'empereur d'Allemagne en 1806, les Russes furent attaqués par les grenadiers du général Oudinot, et par de la cavalerie, sur les hauteurs d'Amstetten. L'action fut chaude et le combat opiniâtre ; mais les Russes furent battus et chassés de toutes leurs positions, ils eurent quatre cents hommes tués, et quinze cents faits prisonniers.

ANCENIS.

15 *décembre* 1793. — Les batailles de Laval et du Mans ayant presque entièrement ruiné les affaires des Vendéens, les faibles restes de cette armée, que le fer des vainqueurs n'avait pu atteindre, cherchaient à repasser la Loire. Ils fuyaient avec précipitation, pour éviter le terrible Westermann, qui s'attachait à leur poursuite. Westermann était le plus redoutable ennemi des Vendéens; son nom seul répandait la terreur dans ces contrées. Non-seulement il était à craindre par les coups qu'il portait ; mais encore la rudesse de ses traits, et le son imposant de sa voix, jetaient l'effroi par-tout où il se présentait. Sa taille élevée, présentait la réunion de la force unie à la grâce et à la souplesse, et son regard perçant et terrible, faisait pâlir les plus intrépides de ses ennemis. Incapable de craindre, nul danger ne l'effraya jamais; aussi le trouvait-on toujours à l'avant-garde, et dans une affaire, il cherchait le poste le plus périlleux. Un général voyait-il l'ardeur de ses soldats ralentie, laisser prendre quelqu'avantage à l'ennemi, Westermann était appelé, et soudain, accourant avec sa légion, il avait bientôt changé la fortune du combat. Quand la victoire ne se déclarait pas assez vîte au gré de son impatience, Westermann se dépouillait de ses habits, et prenant la bride de son cheval entre les dents, les bras nus, un pistolet à chaque main, un large sabre suspendu à son poignet, il se précipitait au milieu des bataillons les plus épais des ennemis suivi de sa cavalerie. Plus d'une fois on le vit s'y enfoncer avec çinq ou six cents hussards, et revenir seul, couvert de sang et de blessures d'une affreuse mêlée, dans

laquelle tous ses soldats avaient succombé. Son corps était criblé de coups de sabre. Si ses blessures étaient nouvelles, il se faisait lier sur son cheval, et chargeait avec le bras en écharpe. Excellent partisan, il eut un talent singulier pour cette guerre de ruses qu'il fit dans la Vendée; il se fût moins distingué dans le commandement d'une armée; on ne pouvait lui refuser l'esprit et le sang-froid nécessaires dans une bataille; mais son ardeur impétueuse dédaignait la réflexion, et ne pouvait écouter la prudence qui conçoit et mûrit les opérations militaires. Le sabre à la main, il était sans cesse à la poursuite de l'ennemi, et rarement, il épargnait ceux qu'il pouvait atteindre; aussi, son nom seul était la terreur des Vendéens. Ce fut contre un tel ennemi que Laroche-Jacquelein eut à combattre à Ancenis avec quelques troupes dont les défaites multipliées avaient abattu et presque éteint le courage. Cependant, à la vue de la Loire, à l'aspect des rives vendéennes, leur ardeur se ranima, l'espoir qu'elles avaient des succès qui les attendaient au-delà du fleuve, augmentait le désir qu'elles avaient de toucher la rive opposée. Mais comment y arriver? Comment tenter cette entreprise? on n'avait point de bateaux : l'approche d'un ennemi redoutable ajoutait encore à la difficulté du succès. On fit deux corps séparés; une partie garda les hauteurs, tandis que l'autre se dispersa dans la ville et dans les environs, s'empara des arbres, des tonneaux, des planches, et de toutes les matières qui pouvaient aider à construire des radeaux. On se hâta d'y travailler avec autant de célérité que les circonstances pouvaient le permettre, et déjà on concevait l'espoir d'en former une quantité suffisante pour traverser le fleuve, lorsque Westermann parut sur la route d'Angers. A la première nouvelle de son arrivée, le tocsin se fait entendre; tout le monde court aux armes, et l'on vole à sa rencontre; ses boulets atteignaient déjà les tirailleurs. Le désespoir anime le courage des Vendéens; ils fondent sur l'avant-garde de Westermann qui, forcée de céder au nombre, est repoussée. Westermann se retire à Saint-Marc. Pendant ce combat, le travail des radeaux, qui n'avait point été interrompu, touchait à sa fin. Bientôt, ils furent en état de service; mais leur mauvaise construction n'inspira aucune confiance à l'armée. Les premiers essais qu'on en fit, n'ayant pas été heureux, découragèrent tous les soldats, et personne n'osa confier sa vie à ces frêles machines. Laroche-Jaquelein

voulut encourager les troupes par son exemple : suivi de Stofflet, il s'élance sur un radeau, et en quelques instans il est au milieu du fleuve. L'armée entière, les yeux fixes sur son général, et sur le radeau peu solide qui le portait, craignait quelque malheur, et tremblait pour les jours d'un chef qu'elle aurait dû suivre et imiter. Cependant, après avoir lutté heureusement pendant une demi-heure contre le courant, la machine, quoique mal dirigée, arriva à l'autre bord. Quelques centaines de soldats, moins timides, tentent le passage à l'exemple de leur général; la plupart arrivent sans accident; d'autres perdent la vie au milieu des eaux. L'armée entière se disposait néanmoins à tenter le passage; mais Westermann, pour contrarier ces dispositions, fit répandre, par ses espions, le bruit d'une attaque générale et prochaine. Le hasard servit encore sa ruse, et disposa les Vendéens à croire à la nouvelle qu'il avait fait semer. Au moment où l'épouvante commençait à les saisir, cinq à six soldats de l'armée républicaine, placés en observation sur la route de Nantes, attaquèrent par une vive fusillade les premiers postes des Vendéens. Ceux-ci, se croyant entre deux feux, abandonnèrent leurs radeaux et leurs apprêts, pour fuir du côté de Niort. Ils errèrent quelque temps, n'ayant, pour les commander, ni officiers, ni chefs supérieurs. Enfin, Talmont, Fleuriot, Lyrot, réunissant quelques hommes et quelques pièces de canon, parviennent à former une armée de sept mille combattans; tristes restes de cette armée formidable qui, deux mois auparavant, était maîtresse de tout le Maine, et d'une partie de la Bretagne; et qui, tenant en son pouvoir tout le cours de la Loire, menaçait d'envahir toutes les belles provinces de l'ouest.

ANCONE.

9 *février* 1797. — Le pape était souverain d'Ancône depuis 1532; une forteresse, armée de cent vingt pièces de canon de gros calibre, défendait la ville, dans laquelle se trouvait un port dont la position était avantageuse pour le commerce du levant. A peine Buonaparte fut entré en Italie, qu'on vit le pape peu disposé pour les nouveaux systèmes du gouvernement français. Buonaparte ne fut pas plutôt instruit des menées du saint-père, et des insultes même qui tous les jours étaient faites aux Français, qu'il conçut le dessein d'envahir ses états, et en ordonna l'attaque.

Le général Victor fut choisi pour cette expédition : il dirige aussitôt ses troupes vers la Marche d'Ancône. Douze cents hommes, imitant les anciens Goths, formaient sa garnison; ils étaient placés sur les hauteurs en avant d'Ancône. Victor n'eut pas de peine à faire cette conquête : le seul nom de soldats du pape fait sourire; le général français enveloppa le corps de troupes du saint-père, et, sans bruler une amorce s'en empara. On laissa aller les officiers sur parole, après avoir reçu leur serment de ne plus servir le pape, et l'on emmena les soldats prisonniers de guerre. Les troupes françaises entrèrent sans résistance dans la ville. Les habitans, joyeux de cet évènement, accueillirent les Français, auxquels on fit observer la plus exacte discipline; ce qui dissipa entièrement les craintes que leur approche avait pu occasionner. Peu après, le gouvernement d'Ancône s'organisa en république indépendante. Le voisinage du pape et sa faiblesse locale, lui imposaient la politique de faire cause commune avec la France, et de rester étroitement unie avec elle.

Du 17 *mai au* 16 *novembre* 1799. — Le général de brigade Monnier fut nommé commandant d'Ancône à l'époque où le général Macdonald fit évacuer Naples en 1799. Le 17 mai, on vit venir dans la rade d'Ancône une flotte composée de vaisseaux russes et turcs, qui profita d'un vent favorable pour paraître à l'entrée du port. Arrivée là, cette flotte fit un feu très-vif sur les vaisseaux français, et sur les fortifications Cette canonnade dura trois quarts d'heure; mais le général Monnier fit répondre à ce feu, par un feu si vigoureux, que les vaisseaux ennemis s'éloignèrent à la hâte, et gagnèrent le large : le général et les soldats furent également honorés par ce début de défense; cet évènement fut célèbre, ce qui nous engage à entrer dans quelques détails. On vit les Russes revenir à la charge le lendemain; leur attaque dura cinq heures, et leur feu fut si mal dirigé, qu'ils s'atteignaient entre eux, et ne firent aucun mal dans la ville. Cependant, une coalition immense se préparait contre la rapacité et les exactions des agens du directoire de France; il ne s'agissait rien moins que de voir les Russes, les Napolitains et les Anglais, réunis aux Impériaux, seconder les villes et les campagnes dans leurs projets de vengeance contre les Français. Dans ce même moment, la retraite de Naples s'effectuait

Ancône n'avait qu'une faible garnison abandonnée à son courage, sur les côtes de la mer Adriatique ; la situation de la place n'offrait rien de rassurant ; on manquait de marins et de canonniers, les batteries étaient en mauvais état. On jugeait que les habitans, par timidité ou indifférence, faisaient des vœux secrets pour le succès des armes des alliés ; et la contagion de la rebellion avait gagné toutes les villes qui environnaient Ancône. Cette place était renfermée dans un quart de cercle dont les côtés étaient formés par la rivière d'Egino et le fleuve Musone. Monnier, se voyant resserré de toutes parts, crut devoir marcher contre Fano et Ascoli, pour faire respecter son autorité, en nétoyant sa droite et sa gauche, des rebelles qui faisaient mine de se montrer. Ayant résolu de lutter contre tous les ennemis, dont les circonstances augmentaient chaque jour le nombre, il entra au dehors et au dedans, dans les détails militaires les plus minutieux, pour établir tour-à-tour ses points d'attaque et de défense, dans un rayon assez étendu.

On vit, le 6 juin, reparaître les Turcs et les Russes sur les rives du Metaure. Aussitôt une insurrection presque générale couvrit tous les alentours. Pezaro tomba au pouvoir des Cisalpins insurgés ; la petite ville de Mondulphe, imitant cet exemple, se souleva contre les Français ; aux Cisalpins révoltés, Monnier opposa les Cisalpins fidèles, et au traître Lahoz, le général Pino, qui se porta ensuite sur Pezaro. Bientôt tous les pays circonvoisins furent en armes, pour marcher contre les Français et s'en délivrer. Ceux-ci, au milieu de cette horde furieuse, emploient jusqu'à la dernière cartouche pour se faire jour. Fano est attaqué et saccagé par les insurgés de Pezaro, secondés de six cents Esclavons débarqués de la flotte turco-russe. Sinigaglia voit briser ses portes à coups de canons par les Esclavons, après trois jours de marche. Le troisième bataillon de la huitième légère, soutint le combat le plus sanglant, pour atteindre la seule porte qui pût lui offrir une issue certaine sur Fiumegino ; mais de nouveaux périls l'attendent hors de la ville. Sa marche est encore interceptée par une nuée de paysans armés : il forme soudain un double bataillon qui fait face, soit aux citadins, soit aux paysans ; ils sont poursuivis la baïonnette dans les reins, culbutés et dispersés. Alors seulement, les Français purent continuer leur route vers Fiumegino : Sinigaglia, qu'ils avaient abandonné, était en proie à toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut.

Le général Monnier sentit, d'après cet évènement, combien il lui était nécessaire de resserrer encore sa ligne, ce qu'il fit, en repliant ses troupes du Tronto, et de Macerata sur Lorretto, Ozimo et Monte-Securo : il se retrancha sur les hauteurs de Montagnole, dont Ancône est couvert; et un camp fut formé à Fiumegino; il fortifia aussi la tête du pont; les Austro-Russes disparurent un moment. Au sac de Sinigaglia, leurs forfaits aliénèrent tous les esprits, ainsi qu'à Fano. Le général Monnier reprend Fano, Sinigaglia, Fossombrone; le terrible passage de Fourco fut forcé; il rappelle Annibal à l'esprit étonné; c'est le passage qui fut percé par ce grand général. Monnier arrive jusqu'au foyer de la révolte, en s'emparant de Fabriano; il rentre encore à Ancône, après avoir battu et dispersé les rebelles. Il prit en vingt jours, sept villes d'assaut, parcourut quatre cents milles d'Italie, dispersa les nombreux bataillons d'insurgés, et sur-tout vainquit les redoutables Esclavons. Ce fut le terme de ses exploits loin d'Ancône. Il avait établi la communication avec Rome; mais elle ne fut pas de longue durée. Enfin, après beaucoup de vicissitudes et d'étonnans succès, tour-à-tour obtenus, le genéral Monnier se vit réduit à ses propres forces et à ses propres moyens. Il lui restait seize cents hommes avec lesquels il s'enferma dans Ancône; mais leur activité et leur bravoure devaient encore être mises à l'épreuve; ils avaient encore long-temps à lutter contre les efforts des rebelles, des Impériaux, des Turcs et des Russes Les insurgés profitèrent de toutes les hauteurs environnantes, pour enfermer Ancône dans une enceinte difficile à franchir. Ils ne se croyaient ni assez aguerris, ni assez nombreux, pour attaquer cette place de vive force; ils élevèrent des redoutes, formèrent des abattis, et des remblais à trois quarts de lieue de la place. Tous ces ouvrages se communiquant par des boyaux, ils purent s'avancer à couvert à douze cents mètres de la place; une batterie de dix-sept canons de gros calibre fut dressée en avant des redoutes élevées depuis la mer jusqu'à Montagnole.

Les trois forts, la citadelle et la ville, étaient justement sous le feu de cette batterie; aussi quelques jours suffirent pour voir réduire la citadelle en cendres. Vers le soir, les assiégeans jetèrent d'abord des obus et des pots à feu; sur les dix heures, on voyait vingt-deux chaloupes s'approcher du port, former un quart de cercle, et foudroyer la place

avec des boulets du plus fort calibre. Ce feu terrible était également dirigé sur les maisons, sur les remparts, et les batteries du môle, du lazaret et des vaisseaux embossés, et il fut lancé dans toute son ardeur jusqu'à trois heures du matin.

Le 18 août, on vit l'ennemi tenter de s'établir sur le mont Pelago; mais il fut repoussé au pas de charge jusqu'au pied de ses ouvrages. Le 11 septembre, il sortait d'une grande redoute en colonne serrée, et s'avançait sur le mont Gardetto. Ce fort domine la mer par une falaise de plus de cent cinquante pieds en ligne d'aplomb; il n'avait rien à redouter de ce côté-là, et la pente du terrain est presque aussi rapide sur le devant. Un plateau étroit est le seul passage praticable, pour arriver aux premières palissades; ce plateau étroit est entièrement bordé de précipices. Le général Pino n'avait pas eu l'air de s'apercevoir que l'ennemi se logeait là. Mais une colonne avait eu ordre de le presser par derrière, tandis qu'il le prendrait lui-même sur son front. Le général Pino n'eut pas plutôt vu arriver la colonne des Italiens ennemis, qu'il fit faire une décharge à mitraille de toutes ses batteries. Il chargea l'ennemi de front en même temps qu'il la faisait assaillir par derrière. En un moment, les Français ouvrirent de toutes parts cette masse accumulée sur le plateau; c'est la baïonnette en avant que l'ennemi fut attaqué; le massacre fut horrible : ceux qui cherchaient à échapper au fer d'un côté, trouvaient les roches aiguës de l'autre, ou la mer, dans laquelle ils étaient précipités.

Le 24 septembre, on vit échouer, dans une attaque, le général Lahoz; c'était sur le mont Galeas. Les assiégés emportèrent ses ouvrages, et comblèrent ses fossés en plein jour. Cependant, ô merveille militaire! quinze cents Français, renfermés dans une place déjà toute demantelée, savent résister à vingt mille Italiens. Ce n'est pas tout, l'empereur d'Allemagne envoie de troupes auxiliaires, huit mille six cents Hongrois ou Croates. Ils campent au pied du mont Gardetto, lieu déjà célèbre par la mort de tant de braves. Les alentours d'Ancône présentaient un coup-d'œil piquant, par la diversité des étendards, flottans sur les hauteurs qui dominent Ancône.

Sur cette éminence, on voit l'étendard autrichien; à côté, ce sont les bannières de Rome et des insurgés; plus loin,

l'étendard turc, à côté, le russe. Monnier, environné d'un nombre d'ennemis qui devaient lui sembler redoutable, est enfin sommé de se rendre. Il y répond avec civilité; mais il refuse de capituler; et dans la même nuit, il médite une sortie, pour faire connaître aux nouvelles troupes du siége à quelle espèce de braves ils ont à faire. La sortie projetée s'exécute dans la même nuit, et dans le silence le plus absolu; elle est dirigée sur trois points. A quelques mètres des Autrichiens, on bat la charge. Trois assauts sont donnés, et la redoute est emportée; les Français enlèvent sept canons et deux mortiers; en un mot, la tranchée est nétoyée. De son côté, le général Pino fait des merveilles; déjà il a emporté une première et une seconde redoute; il franchit les flancs de la montagne, il est bientôt arrivé au sommet; mais deux hommes vigoureux tout-à-coup le saisissent, il les renverse; sans lâcher prise, ils roulent ensemble au fond d'un fossé, où il achève de s'en débarrasser à coups de sabre, et se hâte d'aller rejoindre les siens.

On commençait à apercevoir les premiers rayons du jour, l'aurore blanchissait les pitons les plus élevés des montagnes. Lahoz est aperçu à la tête des assaillans; Pino, en le voyant, conçoit le dessein de le combattre; mais le grenadier cisalpin Balbi lui épargne ce soin : ce brave allait être immolé par Lahoz, lorsque le grenadier ajuste le général à bout portant, le blesse à mort, et s'empare de son sabre et de son panache. Le soleil dorait déjà les monts, lorsque Monnier fit sonner la retraite; et Ancône vit rentrer dans ses murs les Français en bon ordre. Ils étaient chargés des trophées de leurs victoires, et pénetraient, de plus en plus, leurs ennemis, de la plus haute opinion sur leur valeur. Depuis deux mois, le siége était dans la plus grande activité de la part des assiégés, et de la part des assaillans; mais les provisions de toute espèce s'épuisaient Il était reservé au génie créateur du général Monnier de ravitailler la place.

On fabriqua du salpêtre; ainsi, l'on se procura de la poudre. Le feu presque continuel du siége avait endommagé ses mortiers, qui étaient crevés. Une fonderie de canons fut établie, et aussitôt il fut coulé deux mortiers en bronze, à la Gomer. Il n'existait plus de fonds pour payer les ouvriers et la troupe. Le général Monnier fit convertir l'argenterie de la ville en piastres, et le bronze inutile en baïoques. De leur côté, les Impériaux, par de nouvelles levées, répa-

raient leurs pertes, renouvelaient leurs magasins et leurs munitions. Sur ces entrefaites, les alliés tentèrent une troisième sommation; ils ne manquèrent point de faire connaître que les Français évacuaient presque tous les points de l'Italie qu'ils occupaient naguère, tels que Rome, le château Saint-Ange, Civita-Vecchia; on donnait connaissance de l'état déplorable des armées françaises. Les Français ne peuvent être long-temps malheureux, répond Monnier, au nom de la garnison; notre cœur nous l'a dit, la victoire viendra nous délivrer; il faut qu'elle nous trouve au poste de l'honneur. Cette réponse parut admirable aux Impériaux; ils furent flattés d'avoir de pareils ennemis à combattre. Cependant, les alliés ne ralentissaient point l'attaque; le 3 novembre, on vit le général Frœlich s'établir à deux cents quarante mètres de la citadelle, faire vomir sur les forts, bombes, obus et boulets, par quatre-vingt bouches à feu; en même temps, tous les avant-postes sont attaqués et vivement resserrés.

L'ennemi, toujours plus étonné de la résistance, crut devoir déployer toutes ses forces, pour venir enfin à bout de tant d'opiniâtreté de la part des Français. On vit encore la fière lutte de quinze cents Français contre dix mille alliés, et ce fut le jour le plus glorieux du siége. Les Français sortirent et soutinrent l'attaque; jamais combat ne fut plus chaud sur tous les points; on prit et l'on perdit plusieurs fois les postes les plus importans. La perte de l'ennemi se porta au-delà de huit cents hommes, et les Français firent cinquante prisonniers. L'artillerie des alliés fut démontée en partie; ils furent obligés de rentrer dans leurs lignes, et de demander une suspension d'armes de trois heures, pour enterrer les morts.

Les efforts de l'ennemi et la réunion de toutes leurs ressources n'avaient point encore lassé le courage des Français. La ville et les forts reçurent à-la-fois le feu de toutes les batteries ennemies; quatre de ces batteries dirigèrent leur feu sur le principal bastion de la citadelle, et ouvrirent des brèches dans une de ses courtines; les munitions étaient épuisées, la garnison répondit faiblement à ce feu terrible. Il parut qu'à deux heures après midi l'ennemi, dont on voyait toutes les colonnes en mouvement, se disposait à une attaque à quatre heures. Le général Monnier fut sommé par le major-général Skal, au nom du général Frœlich, de rendre la ville et les forts.

Un conseil de guerre fut convoqué par le général Monnier, pénétré de l'état de détresse d'Ancone, qui, depuis cent cinq jours, soutenait le siége le plus régulier et le plus vif. D'après la reconnaissance faite, on ne trouva des munitions de guerre que pour une demi-journée, et des vivres pour dix jours. Ce dénuement de toutes provisions dut commander de traiter de la capitulation. Elle fut honorable et digne de la défense de la place. Les honneurs de la guerre furent accordés aux braves troupes de cette garnison. Au sortir de la place, elles devaient se rendre en France, comme prisonnières, par la route qu'elles jugeraient la plus commode, aux frais de l'empereur. Le général Monnier obtint une garde d'honneur, composée de quinze cavaliers et de trente carabiniers. On laissa leur sabre aux sous-officiers. Par cette capitulation, les corsaires et tous les bâtimens français, qui se trouvaient dans le port, furent autorisés à se rendre en France sous la protection de l'empereur. Toutes les personnes qui se trouvaient dans Ancône devaient jouir du droit des gens, et avaient la liberté de suivre la division française sans être inquiétées.

Après la capitulation, le major-général d'artillerie autrichien, accompagné d'autres commissaires, pour constater l'état de la place, resta frappé d'étonnement et d'admiration, embarrassé de passer parmi les ruines de la place. De quelque côté qu'il tournât ses regards, il n'apercevait que brèches et décombres, de la poudre avariée, des pièces démontées ou crevées. Le major-général ne donna point de reçu en se retirant, et dit : « Vous avez conservé toute la gloire ; nos reçus ne sauraient y rien ajouter. » Le 16 novembre, le général Monnier adressa ce discours à la garnison, au moment où elle défilait avec tous les honneurs de la guerre. « Soldats ! la longue et opiniâtre résistance que vous avez faite, en défendant Ancône, vous couvre de gloire ; elle sera citée par la postérité. La nécessité a voulu que je traitasse avec l'ennemi, et je me suis attaché à ce que les conditions fussent communes au soldat, à l'officier et au général. Nous rentrons en France sur parole ; vous allez traverser l'Italie abandonnée, mais qu'un jour les armes françaises mieux dirigées, sauront reconquérir. Vous aurez à braver des marches pénibles, et la rigueur des saisons ; je veillerai à ce qu'il soit pourvu à tous vos besoins. Je vous recommande le plus grand ordre, afin que, rendus dans la

patrie, vous en soyez toujours les dignes enfans. » Il dit, et les tambours battent à l'instant la marche du depart. Cette garnison, par sa conduite noble et valeureuse, avait excité la générosité des braves avec lesquels elle avait combattu; c'étaient des guerriers comme eux, qui déposaient un moment le malheureux titre d'ennemis, pour honorer leur courage. Cette division du général Monnier fut retenue quatorze jours à Pavie contre les termes de sa capitulation. On alla même jusqu'à vouloir la forcer de franchir les montagnes du Tyrol, et de gravir ensuite les monts Helvétiques, pour rentrer en France par Bâle. Mais l'exécution des articles du traité d'Ancône fut réclamée avec beaucoup de fermeté par le brave Monnier, qui annonça en outre, que lui et sa troupe étaient résolus à mourir, plutôt que de voir violé cet article intéressant de la capitulation; et qu'on les massacrerait plutot sur la place, que de les forcer à dévier de la route prescrite. Le désespoir avait dicté cette résolution. Le général autrichien sentant l'injustice de ses procédés, les laissa diriger leur route par le mont Cénis. Ensuite, afin de ne pas leur faire connaitre les forces des alliés, qui venaient d'éprouver quelques revers, on les fit passer par Alexandrie, Acqui, Fossano et, Asti. A son arrivée en France, le général Monnier reçut du gouvernement français l'accueil le plus favorable, et en témoignage de reconnaissance, il fut nommé général de division. A quelque temps de là, il fut échangé contre le général Lusignan. Bientôt après, il suivit le premier consul Buonaparte en Italie, sous les auspices duquel il alla cueillir de nouveaux lauriers.

ANDAYE.

21 *juin* 1793. — Après avoir éprouvé quelques pertes, les Français furent forcés, par les manœuvres des Espagnols, d'évacuer la ville d'Andaye. Le général Servan, sentant bien que, pour obtenir des succès, il était nécessaire que les soldats eussent de la confiance en eux-mêmes, ne se découragea pas, et chercha, par des combats de détail, à les rassurer. Le 21 juin 1793, il se rendit au camp de Saint-Jean-de-Luz, et, dans la nuit suivante, il donna une attaque contre les Espagnols. A une heure du matin, il fit partir de Zelle trois mille hommes, divisés en trois colonnes. Quatre cents Espagnols, après une longue fusillade, furent débusqués par

la colonne de droite, d'un bois qu'ils occupaient au-dessus d'Andaye. Les colonnes de droite et du centre se rendirent, en peu de temps, vis-à-vis de la montagne de Louis XIV; il s'engagea une vive canonnade. Les Espagnols avaient construit cinq redoutes, répondant au feu des pièces françaises, au revers d'une chaîne de montagnes, que la Bidassoa sépare de la montagne de Louis XIV. Sur cette dernière étaient campés et retranchés dix-huit cents Espagnols; les Français, malgré le feu des redoutes, demandaient à grands cris à l'escalader. Les officiers français, considérant que le feu des redoutes environnantes empêcheraient qu'on ne pût garder longtemps ce poste, et ne voyant dans cette entreprise, aussi difficile que hasardeuse, qu'un acte de courage qui deviendrait bientôt inutile, hésitèrent. Pendant ce temps-là, l'adjudant-général Darnaudat place en batterie deux pièces de quatre qui prennent les retranchemens ennemis en flanc. Les canonniers tirèrent avec tant de justesse et de précision, qu'à chaque décharge une file de tentes était enlevée, et qu'enfin une partie des retranchemens croula. Les artilleurs furent applaudis par toute l'armée. Les Espagnols se débandent et prennent la fuite. On donna sur-le-champ l'ordre d'attaquer; et en un instant on enleva la montagne de Louis XIV. Ces braves, en s'emparant de cinq camps ennemis, délivrèrent, sur ce point, le territoire français de la présence des Espagnols.

ANDERLECHT.

13 *novembre* 1792. — Dumouriez venait de vaincre les Autrichiens à Jemmapes; ils fuyaient, et, n'osant se mesurer de nouveau en bataille rangée, ils s'efforçaient seulement de retarder la marche victorieuse de leurs ennemis. Mais que pouvait leur faible armée devant des forces supérieures? Dumouriez avançait toujours. Le 13 novembre 1792, l'arrière-garde autrichienne rencontra à Saint-Pétersleuwe, sur le chemin de Bruxelles, le colonel de Vaux, à la tête d'une faible colonne, qui aurait pu être repoussée sans peine. Mais Dumourier marcha rapidement vers ce lieu avec trois mille hommes et deux compagnies d'artillerie légère. Attaquer les Autrichiens, et les mettre en fuite, fut, pour cet impétueux général, l'affaire d'un moment; il les poursuivit jusqu'à Anderlecht. Le gros de l'armée ennemie s'était avantageuse-

ment établi dans cet endroit sur des hauteurs au-delà du village. Dumouriez, pour n'être pas enveloppé, étendit son front, et commença une canonnade très-vive. Elle dura depuis midi jusqu'à trois heures. Pendant ce temps, il fut rejoint par le reste de son avant-garde. Secondé par ce renfort, il emporta bientôt le village; les Autrichiens se replièrent sur Bruxelles, mais n'y furent pas plus heureux, et le lendemain même Dumouriez y fit son entrée.

ANDRÉ (SAINT).

28 *décembre* 1794. — Le fort de Saint-André, situé dans une petite île que forment, à l'est de Bommel, la Meuse et le Wahal, fut pris, une première fois, par les Français, qui le trouvèrent abandonné, et se contentèrent de le faire garder par une compagnie de grenadiers. On ne s'occupa pas de le mettre en état de défense, ni même de réparer ses fortifications. Ce fort fut attaqué, repris, et mis à l'abri d'un coup de main par les ennemis, qui sentirent toute son importance. On ne put parvenir à le reprendre, malgré tous les efforts qu'on fit, un mois après, pour s'en emparer, ainsi que de l'île de Bommel. Cependant, lorsque les glaces permirent d'aborder la Hollande, et qu'on s'en fut rendu maître, on reprit aussi le fort Saint-André, le 28 décembre 1794.

ANDRIA.

13 *avril* 1799. — La terre de Bari fut inondée par les insurgés napolitains, qui se retranchèrent dans la ville d'Andria, après que le général Championnet eut fait la conquête de Naples. Le 13 avril 1799, cette ville fut attaquée en même temps sur trois points par le général Broussier, chargé de la réduire. La porte de Trani fut enfoncée. Les Français entrèrent de toutes parts dans Andria, au pas de charge. Ils ne furent point arrêtés par le feu terrible qu'on faisait sur eux, des croisées et des terrasses des maisons. Il périt, dans cette journée, plus de six mille insurgés, qui laissèrent, au pouvoir des vainqueurs, leurs drapeaux et leurs canons.

ANGERS.

5 *et* 6 *décembre* 1793. — Granville avait été inutilement

menacé par les Vendéens ; ils avaient été vainqueurs à Antrain, et la Bretagne trembla de les voir soulever toute la population de cette vaste province. On craignit sur-tout de leur voir présenter, sur les côtes, un point d'appui aux Anglais, quand ces milices, sans discipline, marchant sous des chefs, mais les obligeant à obéir à leurs volontés, leur demandèrent à traverser la Loire, sous le prétexte de rentrer dans leurs foyers. Les postes d'Ancenis, de Saint-Florent, de Varades étaient gardés avec soin, et par-tout, sur les passages, on voyait les obstacles s'amonceler. Les ponts de Cé et de Saumur étaient coupés ; et les bateaux, propres à naviguer sur la Loire, avaient disparu à leur approche.

L'armée catholique et royale, espérant trouver des bateaux de passage à Angers, pour effectuer son passage, se dirige vers cette ville, formant aussi le dessein de s'en emparer. Dans l'alternative d'une victoire ou d'un revers, Angers paraissait aux royalistes un poste qui leur convenait également, pour établir des magasins après un succès et une retraite s'ils étaient battus. L'armée catholique et royale était animée du vif désir de s'emparer d'Angers, parce que cette ville renfermait des dépôts considérables d'équipement, de munitions de guerre et de chevaux. Le souvenir de l'accueil qu'elle en avait obtenu précédemment, sans qu'il lui en eût coûté le plus léger sacrifice, les intelligences qu'elle y avait, les fortifications tombant en ruines; toutes ces considérations la portaient à croire qu'elle s'emparerait facilement de cette place.

Les Angevins ne s'effrayèrent point à l'aspect des royalistes ; ils ne voyaient qu'une occasion favorable de laver l'opprobre dont les généraux les avaient précédemment couverts, en les obligeant, par une lâche défection, à livrer leur ville au même ennemi, qui, sous ces anciens auspices, se montrait aujourd'hui plein d'audace et d'espoir. La veille de l'attaque, quatre mille hommes des divisions Boucret et Danican, entrèrent, et firent tous les préparatifs militaires pour la défense de la place. La garde nationale se joignit aux républicains. On avait à défendre une ligne de murs de deux mille quatre cents mètres. Les habitans d'Angers paraissaient dans la plus grande sécurité en voyant faire tous les préparatifs de l'armée républicaine contre toute espèce de surprise. Les fortifications avaient été réparées à la hâte, et des batteries placées sur les points les plus faibles : par-tout l'ordre et la précision mar-

quaient un service régulier. Le 5 décembre 1793, la générale bat; c'est le signal de l'attaque : et déjà chacun occupe son poste. Les assaillans se répandent dans les faubourgs; ils commencent un feu assez vif. Vingt pièces de canon pointées depuis la porte Saint-Aubin, jusqu'à la haute chaîne, répondent à ce feu. L'infanterie bordait les remparts; le feu se soutient de part et d'autre avec la même vivacité.

Les postes les plus périlleux sont occupés par les Angevins, et leurs femmes même partagent les dangers, en portant aux soldats des munitions et des secours. Dans le feu de l'action, on ne s'était point aperçu que les murs démantelés laissaient la tête et la poitrine même à découvert aux assiégés, qui recevaient des coups mortels. Le jeune et brave Serrant, commandant un bataillon de volontaires, ainsi que le municipal Lebreton, furent frappés à mort par le feu des royalistes. Afin d'encourager le soldat, et de diriger la défense d'Angers, le brave général Beaupuy, blessé à la bataille de Laval, se fit porter sur les murs. Les royalistes occupaient les maisons qui environnaient la ville; ils tiraient sur ses habitans, sans courir aucun danger. On couvrit les remparts de sacs à terre que les Angevins façonnèrent en grande hâte.

Les Vendéens ne s'attendaient à aucune résistance, ce qui les déconcerta dans leur dessein. Les assiégés reçurent, pendant toute la journée, un feu très-vif, dirigé par leur artillerie et leur mousqueterie. Il parut qu'ils auraient souhaité une sortie de la part des troupes républicaines, pour en venir aux mains, et décider par le sort des armes la situation dans laquelle ils paraissaient se trouver. La cavalerie légère du général Marigny les inquiétait; ils avaient à craindre l'arrivée des forces républicaines concentrées à Châteaubriant; ils étaient fatigués, et ils manquaient de vivres. Mais il ne prit aucune envie aux troupes républicaines de sortir de la ville; elles en rétablirent les fortifications, et en firent de nouvelles en élevant des murs derrière les portes à l'abri du canon. Deux projets furent discutés dans un conseil de guerre tenu par les chefs des Vendéens, l'un pour donner un assaut général, l'autre pour le passage de la Loire, auprès d'Ingrande, en détournant l'attention des républicains par une fausse attaque au pont de Cé. L'avis général fut pour l'assaut. Quelques-uns voulaient, que, pour faciliter l'escalade, trois milles royalistes, chargés de fascines, comblassent le port Ayrault. Mais ils ne tentèrent point ce coup hardi. Ce point était

défendu par des pièces de canon placées en face du port, par cinq cents hommes du vingt-neuvième régiment, et par la garde nationale armée.

Les assaillans se logèrent dans des maisons situées sur deux rangs, et qui flanquaient les dehors de la porte Saint-Michel, dont les Angevins n'avaient point pensé à faire le sacrifice. Herbault et Piron, profitant de l'obscurité de la nuit, s'établirent avec un fort détachement dans ces maisons, et firent combler deux fossés qui défendaient l'approche de la porte qu'ils avaient résolu de miner. Ce projet ne pouvait être exécuté qu'à la faveur de la nuit. Le dessein des assiégeans fut pénétré : la porte menacée fut défendue par une troupe de braves; on y éleva même un contre-mur; mais l'artillerie, dirigée contre les royalistes, ne ralentissait point leurs travaux.

On s'avisa de jeter de dessus les remparts des matières inflammables pour incendier les maisons occupées par les Vendéens; les difficultés parurent les rebuter : l'armée royale abandonne ce projet; on la voit tout-à-coup lever le siége, laisser, sous les murs d'Angers, trois cents morts et trois canons démontés. Les chefs vendéens, dont les troupes se débandaient, cherchèrent à les rallier, mais en vain; elles étaient déjà répandues dans les campagnes, et Angers fut sauvé par le sang-froid du soldat, et par le courage des habitans; on accusa le général Danican d'avoir voulu livrer la ville. Une chute de cheval, simulée ou réelle, fut pour lui un prétexte, au moment du péril, de remettre le commandement. On avait vu filer sa voiture et ses équipages du côté de la porte Saint-Nicolas; sa cavalerie, éclairée par des torches, suivait la même route. Cette manière de quitter la place donna des soupçons sur son compte; on s'imagina qu'il indiquait ainsi à l'ennemi le point faible de la ville. On le destitua; il se cacha long-temps : il reparut enfin dans ces momens où tout concourait à l'anéantissement de la république.

ANGHIARI.

15 *janvier* 1797.—L'armée du maréchal Alvinzi venait d'être battue pour la seconde fois à Rivoli, par le général Buonaparte; mais le général Provera conservait encore, presque intacte, sa division, forte de six mille hommes; c'était le seul reste à redouter de cette masse entièrement dissipée.

Wurmser était dans Mantoue, et le général Provera voulut tenter d'aller le rejoindre, quoique coupé du côté du Tyrol. Un trop faible corps de troupes défendait le pont d'Anghiari sur l'Adige, et ne put empêcher le passage de ce général, qui l'effectua, le 15 janvier 1797. Pour s'opposer à ce passage, le général Guyeux accourut avec quatre cents hommes. Mais ce fut en vain, et toutes les manœuvres de ce général, pour faire repasser l'Adige aux Autrichiens, furent inutiles : il les arrêta seulement une partie de la journée, et leur fit trois cents prisonniers.

15 janvier 1797. — Harcelé vivement par les troupes françaises, qui visaient à le cerner, le général Provera se retira sur Castellara. Mais son arrière-garde fut rencontrée par le général Augereau, qui le cherchait aussi, et qui lui enleva deux mille hommes et seize pièces de canon. La valeur des officiers et des soldats français, dans cette journée, fut au-dessus de tout éloge. Ce qu'on jugea le plus digne de remarque, c'est la bravoure du commandant d'un escadron du neuvième de dragons. On est tout-à-coup étonné de voir un commandant de hussards autrichiens, se présenter, avec un front audacieux, devant cet escadron; par une de ces fanfaronnades familières à cette nation, ce chef de hussards autrichiens crie au régiment français de se rendre : aussitôt le chef d'escadron Duvivier fait faire halte à sa troupe. « Si tu es brave, dit-il à l'officier autrichien, viens me prendre ». Les deux corps s'arrêtent; les deux chefs s'avancent sur l'arène et semblent vouloir donner, en raccourci, la scène héroïque des Horaces et des Curiaces. Le combat singulier s'engage, ils s'escriment; enfin, le commandant des hullans est blessé de deux coups de sabre; il se retire confus, mais les deux corps s'avancent pour achever de vider la querelle, ils se chargent avec fureur; les Impériaux cèdent la victoire, et sont faits prisonniers, le 16 janvier 1797.

ANSO.

20 août 1810. — Le chef de bataillon, Renouvier, commandant à Jaca, surprit, le 20 août, à Anso, un fameux chef de bande avec trente de ses affidés, seul reste de sa petite troupe. Ce chef fut tué sur la place avec quatorze des siens, et quinze autres furent pris et fusillés. Juste punition de tous

les maux qu'ils avaient fait souffrir aux habitans sur la rive gauche de l'Ebre.

ANTRAIM.

20 novembre 1793. — Après un combat devant Grandville, où les républicains eurent l'avantage, les Vendéens regagnèrent les bords de la Loire, en s'appuyant sur la lisière de la Bretagne. Ils enlevèrent, sur leur route, pour premier exploit, à Pontorson, les canons, le bagage et les drapeaux du général Tribout. Cet échec provint plutôt de mauvaises dispositions et de négligence, que de manque de bravoure quand il était à combattre l'ennemi de l'état. Ce général fut destitué. Les Vendéens, animés par les succès qu'ils avaient obtenus à Pontorson, menaçaient déjà toute la Bretagne. A… approche, les habitans de Rennes tinrent conseil : on y résolut la … Cherbourg à celle de Rennes. Antrail l'armée des côtes de semblement des troupes.

Il semblait que des forces aussi considérables devaient contenir les royalistes, et les bloquer dans la presqu'île où ils s'étaient renfermés, et peut-être même les anéantir. Mais la réunion des deux corps d'armée, des côtes de Cherbourg et de celle de Rennes, excitant une rivalité entre eux, il dut en résulter de mauvaises opérations militaires; et le défaut d'unité dans le centre d'action s'opposa au succès d'un plan bien concerté. Le jour du rendez-vous, à Antraim, était indiqué au 15 novembre 1793. Les troupes ne s'y trouvèrent point ce jour-là. Antraim est une petite ville, sur le Coësnon, à dix lieues de Rennes. Il fut résolu, en attendant la bonne intelligence parmi les armées républicaines, d'envoyer quelques colonnes sur Fougères, pour arrêter les progrès de l'armée royale.

Les Vendéens avaient laissé, à Fougères, des femmes, des enfans, des malades, et quelques traîneurs. Des volontaires, en y arrivant, irrités de quelques coups de fusil qui leur avaient été tirés par les royalistes dans les rues, s'en vengent de la manière la plus atroce. Ils égorgent les malades, et outragent les femmes. La plume se refuse à tracer ces scènes d'horreur. Si parmi ces volontaires, hommes indisciplinés, féroces, barbares, il se trouvait des hommes indignes de ce titre, on en a vu aussi dont on ne saurait trop vanter la géné-

reuse pitié. Une jeune et intéressante Vendéenne, effrayée des outrages faits à son sexe, se précipite, les larmes aux yeux, vers un capitaine de canonniers; elle le supplie de lui donner la mort plutôt que de la laisser exposée à la féroce brutalité du soldat. Le militaire, sensible à sa situation, met le sabre à la main pour sauver sa vertu et sa vie; et la couvrant de son manteau, il écarte tous ceux qui auraient eu la pensée de l'insulter. Les divisions des généraux Marceau, Chambertin, Boucret, Müller et Kléber arrivaient successivement, mais en désordre. Ces corps prennent la direction de Dol; le général Marigny y enlève un fourgon à six chevaux, qui semblait renfermer un butin précieux; on crut y trouver le trésor de l'armée catholique; mais il n'y avait que des effets d'une modique valeur. Le général se consola, dans l'espérance de rencontrer mieux à l'avenir; toutefois cette expédition réveilla l'attention de l'armée royale.

Dans cette armée, on méd[illegible]aque prochaine, on [illegible] si sérieuse importance, qu'on en y attach[illegible] le sort de l'armée. Laroche-Jacquelein, en annonçant cette attaque, forme plusieurs divisions, afin d'être en état de faire face à l'ennemi de tous côtés. Les routes d'Antraim et de Pontorson forment un angle par leur réunion à Dol, qui est le sommet de l'angle. Ces routes étaient occupées par les républicains, et leur marche se dirigeait sur Dol par ces deux routes, qui sont assez rapprochées pour donner la faculté aux colonnes qui les occupent de se soutenir mutuellement. Déjà les avant-gardes s'escarmouchaient sur la route de Pontorson, tandis que les armées ennemies s'approchaient respectivement du même point, continuant à se diriger toutes les deux vers Dol.

Les républicains, toujours animés d'une ardeur guerrière, commandés par Westermann, commencent à combattre à minuit; la division Müller devait soutenir celle de Westermann; mais celui-ci, pressé d'en venir aux mains, commence l'action sans attendre même d'avoir formé sa ligne de bataille. Six mille Vendéens, contre lesquels Westermann dirigeait son feu, lui répondent par un feu des plus meurtriers, dont les républicains paraissent ébranlés. Ils étaient près de céder, quand Marceau, à la tête de sa colonne, rétablit l'égalité du combat. L'action, dans ce moment, devint générale entre les deux grandes routes; les armées étaient successivement grossies par les renforts qui arrivaient des deux parts. Il était

huit heures du matin. Tout d'un coup l'atmosphère se charge de vapeurs si épaisses, et si rapprochées de la terre, qu'elles dérobent entièrement la lumière. La nuit a succédé au jour; on ne se voit point à deux pas les uns des autres. Ce phénomène frappe d'étonnement les deux armées; les soldats restent immobiles; ensuite, dans la crainte d'être surpris sans doute, ils font entendre des cris effrayans. Celui qui ne répond pas juste au qui-vive est égorgé à l'instant. Pendant une demi-heure on s'entretue sans se voir, sans se reconnaître; le hasard seul guide les coups.

Ce ciel tout-à-coup obscurci, frappe de terreur l'arrière-garde des royalistes. C'est à Dol où elle entre, qu'elle va se rassurer et y attendre la lumière. Pendant l'obscurité, les deux armées, en présence, restaient immobiles, soit par crainte ou par l'effet du courage. Mais l'obscurité se dissipa; alors le combat reprit toute sa chaleur, et les républicains, sur la route d'Antraim, ayant l'avantage, repoussèrent Stofflet, retranché dans un bois avec deux pièces de canon. Dans sa déroute il se réfugia à Dol. Dès qu'on vit Stofflet quitter un instant le combat, on crut, et l'on annonça de toutes parts la perte de la bataille. La fuite rassemble à Dol dix mille femmes éplorées, des prêtres, des enfans qui y cherchaient un refuge. La confusion est telle, vers les portes, où l'on se précipite, que les hommes et les chevaux s'écrasent mutuellement au milieu des bagages.

C'était une fausse terreur. Madame Bonchamp, et l'adjudant-général Richard font leurs efforts pour rallier les fuyards. Ils sont sourds à la voix de l'honneur; deux pièces de canon dirigées contre eux, n'arrêtent point cette débandade. Alors, pour dernière ressource, les prêtres, armés des signes de la religion, afin de ramener les hommes à leur devoir, envoient vers eux les femmes auxquelles ils ont adressé des exhortations pour leur faire sentir toute l'importance du moment. Ce sexe faible et timide s'est enflammé au nom de la religion : inspirées par les prêtres, les femmes volent vers leurs époux; elles leur reprochent leur lâcheté, et les renvoient au feu après leur avoir distribué des cartouches. Confus de leur terreur, les Vendéens retournent au combat plus transportés que jamais. Tandis qu'à Dol, les affaires des royalistes passaient pour être désespérées, Laroche-Jacquelein venait de remporter des avantages sur deux colonnes républicaines qu'il avait battues séparément sur la route de Pontorson, et il se rendait à Antraim,

où au contraire les républicains avaient l'avantage. Cependant, malgré la retraite de Stofflet, et l'apparence d'une déroute générale, Talmont et Desessarts y tenaient encore ferme, n'ayant avec eux que huit cents hommes. Mais Laroche-Jacquelein se montre, et, tout-à-coup, une nouvelle ardeur emporte les royalistes; tout va changer de face, tous jurent de vaincre ou de mourir. Les cartouches manquaient; plusieurs officiers sont envoyés à Dol pour emmener des munitions avec eux; et les femmes vendéennes, dont on admira le courage et le caractère, se disposaient déjà à en fournir l'armée. On apporta de Dol tout ce qui s'y était trouvé de prêt. Pendant ce temps, un ordre précis avait été donné, celui de ne tirer qu'à bout portant; et, pour prendre une position plus avantageuse, Laroche-Jacquelein fit manœuvrer son aile droite.

Trompés par son silence, Marceau et Westermann le croyaient en pleine retraite, quand il fondit sur les républicains avec la rapidité d'un lion, et à leur tour les mit en fuite. Cette journée fut marquée par des prodiges de valeur, qui couvrirent Talmont de gloire. Les munitions manquaient en ce moment à la division Marceau. La nuit avançait; une quantité considérable d'officiers étaient hors de combat. La journée avait été sanglante, mais elle n'était point décisive. En avant d'Antraim, on vit les républicains prendre position. Pour les Vendéens, remerciant Dieu de leurs derniers avantages, on les vit rentrer processionnellement à Dol, précédés de leurs prêtres. Les deux armées passèrent la nuit sous les armes.

L'armée catholique et royale avait obtenu les premiers gages de la victoire, mais il lui était nécessaire d'en être entièrement couronnée. Les républicains avaient à leur tête des officiers d'un courage éprouvé; ils avaient de meilleures positions, et des moyens de réunir de prompts secours; les retranchemens élevés sur la droite et sur la gauche de la ville d'Antraim se liaient avantageusement aux routes de Dol et de Pontorson; il suffisait de deux bataillons pour les défendre et pour protéger la retraite au besoin. Enfin, deux pièces de canon, dont les feux croisés devaient foudroyer l'entrée du pont sur la route de Dol, achevaient de rendre cette position supérieure à celle des Vendéens, qui n'avaient pour eux que leur courage. Mais le jour paraît, et les armées sont encore dans le repos. C'est sans doute le sommeil du lion. Brûlant toujours, à l'avant-garde, de la même ardeur, Westermann s'indignait de ne pouvoir

attaquer; mais sa valeur, quelquefois imprudente, était enchaînée par des ordres supérieurs.

Il était midi: aucun mouvement apparent n'annonçait encore une bataille, lorsque le bruit d'une vive canonnade se fit entendre: c'était l'impatient Westermann qui était aux prises. En effet, Laroche-Jacquelein, ayant voulu s'assurer des sentimens de son armée, pour ne rien donner au hasard, avait craint quelque découragement; il avait aussi voulu attendre si de nouveaux secours ne viendraient point grossir l'armée des républicains. Il avait enfin donné le signal. L'avant-garde, déjà engagée, a besoin de soutien. Rossignol fait sortir de la ligne quelques troupes légères qui volent au secours de Westermann. Les généraux et les commissaires se portent en avant; ils voient l'armée royale, qui, ayant quitté les hauteurs qu'elle occupait, va fondre sur Westermann, et l'envelopper.

Saint-André est frappé de douze coups de sabre, dans une charge de cavalerie, et meurt. Le cheval de Laroche-Jacquelein est blessé. Une première attaque avait déjà tempéré les premiers feux de Westermann; il avait cédé à l'impétuosité du premier moment. Mais on voit l'adjudant-général Chambertin voler à son secours, et s'engager, sans canon, contre une artillerie formidable. Bientôt accablé, épuisé de fatigue, il se replie en désordre sur le gros de l'armée encore immobile, par l'inhabileté de Rossignol, qui envoyait successivement des corps détachés, toujours inférieurs aux ennemis, et toujours repoussés, au lieu d'user des grands moyens de déploiement des masses, dont il avait le commandement, et qui auraient pu écraser peut-être son ennemi. Les royalistes pouvaient être défiés par tout son corps de bataille, rallié sur une hauteur. Pendant l'immobilité de cette armée, une terreur panique s'empare de quelques bataillons de volontaires; cette frayeur est telle, qu'ils entraînent avec eux toute la masse de l'armée vers Antraim. Rossignol veut les ramener au combat, mais ses efforts sont inutiles. « Soldats! leur crie-t-il, vous allez dire que vos généraux vous trahissent, quand votre lâcheté est seule cause de vos revers; c'est vous qui refusez de vous battre, et qui nous arrachez la victoire ». La retraite des républicains fut encore accélérée par les coups de canon des royalistes.

Les républicains, au lieu de retourner au camp, se répandirent dans les maisons et dans les cabarets, pour assouvir la faim dont ils étaient dévorés, et pour prendre le repos dont

ils avaient grand besoin. L'armée catholique, victorieuse, imposait au point que la cavalerie républicaine, resserrée à la vérité dans des chemins creux et étroits, ne pouvait manœuvrer, et n'osait charger un ennemi triomphant. On vit un officier de hussards, Poncelet, à la tête de douze braves, tenir ferme dans un défilé, et la déroute de l'armée fut protégée un instant par sa valeur; mais une balle lui ayant fracassé le front, il voulut encore se défendre. Ce poste, une fois abandonné, la fuite des républicains pouvait être comparée à un torrent que rien ne peut arrêter.

Le désordre était à son comble, et la déroute telle, que les vaincus comme les vainqueurs entrèrent pêle-mêle dans Antraim, et égorgèrent encore dans les rues et dans les maisons ceux qu'ils purent atteindre. Le combat avait duré vingt-deux heures. Enfin les royalistes purent se livrer sans crainte à la joie. Le besoin les arrêta à Antraim; ils étaient pressés par la faim, et exténués de fatigue. On vit rentrer à Rennes les vaincus dans le désordre et dans la consternation; on vit revenir cette armée sur laquelle on avait fondé de brillantes espérances pour la fin d'une guerre sans cesse renaissante. Si les Vendéens avaient poursuivi leur victoire jusqu'à Rennes, il leur eût été facile de s'emparer de cette capitale de la Bretagne, et de soumettre la province entière. Mais l'armée catholique borna son ambition, elle se dirigea sur Laval, et rentra ensuite dans la Vendée, le 20 novembre. Par la suite, quelques révoltes partielles éclatèrent dans le Morbihan. La république envoya un simple renfort de quinze cents hommes, qui suffirent pour ramener les citoyens sous son obéissance, et pour garantir de la contagion la Bretagne entière, qui fut sauvée.

ANVERS.

1792.—Lors de l'invasion de Dumouriez, en 1792, le général Labourdonnaye marcha sur Anvers, et les magistrats vinrent lui apporter les clefs de la ville : les Autrichiens s'étaient déjà retirés dans la citadelle. On jugea, à leur contenance, qu'ils avaient résolu de se défendre; le premier feu des Français fut si vif qu'il incendia les casernes, et l'arsenal : après cinq jours de tranchée, le général Miranda se vit maître de la citadelle, et les assiégés se rendirent.

Le 30 mars, la place d'Anvers tomba de nouveau sous la

domination des Autrichiens : alors le général Marassé y commandait ; mais il ne rendit la place qu'après une capitulation honorable, qui sauva dix mille Français : à cette époque, on perdit la Belgique, et l'armée des impériaux avait coupé ces dix mille hommes de l'armée de Dumouriez.

13 *juillet* 1794. — A l'approche de l'armée française, dite l'armée du nord, les Anglais, sans attendre aucune hostilité, évacuèrent Anvers, et les Français s'en emparèrent le 13 juillet 1794. Cette ville fut réunie à la France, et son port, en forme d'arc, était destiné à devenir l'un des plus intéressans pour sa marine, et pour son commerce.

2 *février* 1814. — Le général prussien Bulow, ayant, de concert avec le général anglais sir Thomas Graham, forcé les troupes françaises à rentrer dans Anvers, prit position, près de cette place importante, pour l'attaquer régulièrement. Mais les Français avaient fait les dispositions convenables pour garantir et la ville et leur flotte. Les deux généraux avaient décidé l'attaque pour le 2 février 1814; et précisément le même jour, le général français Carnot, nommé gouverneur de la place, étant arrivé le matin, était entré aussitôt en fonctions. La garnison était d'ailleurs respectable, et les fortifications en bon état. Les armées coalisées attaquèrent vivement les ouvrages extérieurs, en réunissant toutes leurs forces. Mais la résistance ayant été encore plus vigoureuse, elles furent repoussées par-tout, en perdant beaucoup d'hommes tués ou blessés. De toute la flotte, le *César* fut le seul vaisseau un peu endommagé par le bombardement. Le général Bulow étant parti le même jour pour le midi, Anvers ne fut plus que bloqué par la division anglaise, renforcée de dix mille Saxons; et, de toute la Belgique, cette place seule resta au pouvoir des Français.

AOSTE.

11 *juin* 1794. — L'adjudant-général Almeyras eut la gloire, étant à la tête de deux cents Français seulement, de combattre, et de mettre en fuite quinze cents Piémontais, et de leur faire quarante prisonniers. Les champs d'Aoste furent témoins de cette action, le 11 juin 1794. C'est sur-tout à vaincre les difficultés locales que les Français se sont montrés habiles; la rapidité de leurs évolutions dans la guerre de montagne, où ils

tournaient l'ennemi avant qu'il eût songé à couvrir ses flancs, leur obtint ce succès étonnant, où l'agilité, la valeur, et l'audace surent triompher d'un ennemi plus nombreux.

16 *mai* 1800. — Les Autrichiens étaient maîtres de la petite ville d'Aoste, quand le général Lannes s'y présenta; dans le même temps, le premier consul Buonaparte guidait ses premières colonnes par-delà le mont Saint-Bernard, qu'il venait de franchir. Les impériaux, étonnés à l'aspect des troupes françaises, qui descendaient du haut des Alpes, ne conçurent nullement le dessein de résister sur un point où ils étaient loin d'attendre l'ennemi. Cependant, un bataillon hongrois se mit en devoir de défendre la ville; le combat ne fut pas long; les Hongrois furent culbutés et mis en fuite, et Aoste se rendit aux Français, le 16 mai 1800.

APPENWIRH.

27 *juin* 1796. — Les Français effectuèrent, à Kell, le passage du Rhin en 1796. Ils étaient conduits et commandés par le général Moreau; à peine les Autrichiens furent-ils instruits de ce passage, que leurs généraux crurent pouvoir, par la réunion de leurs forces, empêcher Moreau de pénétrer en Allemagne. On forma ausitôt le camp de Bihel : quinze mille Autrichiens l'occupèrent, la position en était formidable, étant appuyée sur les montagnes, et couverte par la Kintzig.

Un plan d'attaque fut subitement combiné; d'après la prompte connaissance de la situation de l'ennemi, on fit des dispositions pour l'attaquer de front, et en flanc, tout à-la-fois : et, dans l'ensemble de ce plan, on lui coupait aussi la retraite; l'expédition en était bien calculée, et tout semblait devoir présager un heureux succès. Cependant, un incident dérangea son exécution. Un corps considerable de cavalerie autrichienne fut rencontré, le 27 juin, sur la route d'Appenwirh, par l'adjudanr-général Decaen, qui s'avançait vers le camp de Bihel. Le général français l'attaque, le met presque aussitôt en déroute; non content de vaincre la cavalerie autrichienne, il se rend maître du village, et fait cent cinquante prisonniers.

L'adjudant-général Decaen mit dans cette action autant de célérité que d'ardeur. Mais ce combat imprévu, ce vil-

lage emporté, consommèrent trop de temps, pour se trouver, devant le camp de Bihel, à l'heure indiquée, qui avait sonné, et dont l'intant ne répondait plus au plan général; il manquait aussi de cavalerie, et les troupes de cette arme étaient nécessaires pour remplir une telle mission : son corps de cavalerie s'était emporté après l'ennemi, et le poursuivait avec la plus vive chaleur. Enfin, ce camp ne fut point enlevé par l'effet de ce retard fortuit. Moreau combinait déjà un moyen de retrouver l'ennemi dans une autre occasion, où il pourrait agir, et disposer de tous ses moyens pour atteindre le même but. Mais les Autrichiens, ayant eu un pressentiment des dispositions de ce général, se mirent à l'abri de cette expédition en décampant, dès la nuit même, à petit bruit, et en se garantissant, par-là, d'une attaque dont leurs moyens ne les eussent point sauvés.

AQUILA.

18 *décembre* 1798. — Au moment où Championnet venait d'obliger le roi de Naples à évacuer Rome, le général Lemoine eut ordre de se porter sur les Abruzzes; de simples milices défendaient ces provinces. Le roi de Naples, irrité contre un destin qui semblait lui annonçer la chute de son trône, exhale sa juste colère contre les systêmes ambitieux du gouvernement français. Il ordonne une levée en masse à toute sa nation; sa volonté est que tout ce qui porte le nom français soit exterminé en quarante-huit heures. Cet ordre cruel ne fut que trop fidèlement exécuté, et tout Français, marchant isolément, et sans défense, les femmes, les enfans, les malades, les blessés, les voyageurs tombèrent sous le fer vengeur des Napolitains.

Sur ces entrefaites, l'armée française s'avançait, et imposait au point qu'ils se contentèrent de la harceler des hauteurs qui se trouvent sur le chemin d'Aquila. Ils furent facilement débusqués par quelques éclaireurs. Bientôt cette ville fut saisie d'épouvante, par les fuyards qui allaient y chercher un asile. Le général Lemoine investit Aquila, et somme le gouverneur de se rendre : cette sommation resta sans réponse. Le mépris qu'annonçait ce silence fut payé cher. Les troupes françaises s'approchèrent des murs de la ville le 18 décembre 1798. Les portes furent enfoncées, et l'on entra dans la ville sans combattre. Dès le lendemain matin, le fort se rendit à

discrétion. C'est ainsi que se soumirent ces hommes, naguère si terribles, qui devaient anéantir jusqu'au dernier Français. Une immense quantité de munitions fut trouvée dans ce fort, et l'on y laissa une garnison considérable. Cette innombrable levée en masse n'opposa aucune espèce de résistance, tant les armes françaises l'effrayaient. A leur réveil, les habitans d'Aquila étaient tous ébahis : ils s'étaient couchés sous la domination du roi de Naples, ils se réveillèrent sous la puissance des Français, qui étaient entrés pendant la nuit, et qui n'avaient pas eu besoin de faire grand bruit pour s'emparer de la ville.

ARACENA (EN PORTUGAL).

26 *juin* 1810. — La division Ballestéros, forte de six mille hommes, occupait une position fort avantageuse en arrière d'Aracena. Le 26 juin 1810, elle y fut rencontrée par une colonne, sous les ordres du général Girard. Cette position fut enlevée à la baïonnette, par le vingt-huitième régiment d'infanterie légère, tandis que le trente-quatrième de ligne manœuvrait pour tourner l'ennemi qui se trouva bientôt en pleine déroute. Outre un grand nombre de morts, il laissa plus de trois cents blessés sur le champ de bataille, parmi lesquels se trouvait le colonel du régiment de Léon. En rapportant cette affaire glorieuse pour les armes françaises, le duc de Trévise fit une mention particulière de la bonne conduite du colonel Praefke, du vingt-huitième, qui y fut grièvement blessé, et de celle des chefs de bataillon Lecamus et Dédonal.

ARAN.

1793. — L'Espagne n'eut pas plutôt déclaré la guerre à la France, en 1793, que le général Servan, commandant l'armée des Pyrénées, entra dans la vallée d'Aran; les difficultés de tout genre étaient faites pour rebuter tout autre que des Français; des monts si escarpés, que les chemins sont par-tout bordés d'avalanches, de précipices qu'une profondeur énorme, remplie de neige, dérobe à l'œil, voilà les nouveaux champs de bataille où les Français allaient se mesurer avec les Espagnols. L'avant-garde était commandée par l'adjudant-général Fontenilles, et l'armée par le général

Sahuguet. L'avant-garde s'empara, sans difficulté, de Boussos, de Villèle, et de plusieurs petits villages où elle fit quatre-vingts prisonniers. Malgré les difficultés locales, la marche des Français était rapide; ils poussèrent leurs succès jusqu'à Bauzen et Cangean, ayant souvent de la neige jusqu'à la ceinture. Dans ces campagnes, on admira toujours la patience, le bon ordre dans la marche, indépendamment de la bravoure des soldats français.

ARCIS-SUR-AUBE.

20 *mars* 1814. — Arcis-sur-Aube forme la tête d'un défilé d'une demi-lieue, où des ponts servent seuls de passages à travers des marais et des bras de l'Aube; c'était la seule retraite qui restât à Napoléon en cas de revers : il lui importait donc beaucoup de conserver cette position. Etant sous les murs de cette ville, le 20 mars 1814, il voit sa garde poursuivie par la cavalerie des coalisés, qui lui avait déjà pris trois pièces de canon. Napoléon, pour rallier les fuyards, leur crie : « N'êtes-vous pas les vainqueurs de Champeaubert et de Montmirail? » Au même instant, il tire l'épée et marche à la tête des escadrons. Il courut des dangers dans la mêlée, et un coup de lance que lui portait un Cosaque, fut paré par le colonel Girardin, son aide-de-camp. Mais cette attaque imprévue de Napoléon déconcerta l'ennemi, et bientôt les Bavarois et les Cosaques furent en désordre. Cependant, l'armée austro-russe, recevant continuellement des renforts, fit un grand ravage dans les bataillons français. Napoléon resta constamment exposé au feu le plus vif, et son cheval ayant été atteint d'un boulet, on murmura de ce qu'il s'exposait ainsi : « Ne craignez rien, s'écria-t-il, le boulet qui me tuera, n'est point encore fondu. » Ce combat meurtrier ne finit qu'avec le jour, et les deux armées restèrent sur leur même terrain, jonché de morts et de blessés : parmi ces derniers se trouva le général autrichien Hardeg.

ARCOLE.

15, 16 et 17 *novembre* 1796. — L'empereur d'Allemagne avait déjà éprouvé, en Italie, la supériorité des armes du général Buonaparte, qui avait successivement battu et dissipé

trois armées autrichiennes. Le général Alvinzi commandait cinquante mille hommes dans le Frioul; il quitte ce pays, et marche vers les Français; mais ceux-ci, ne se sentant pas assez forts pour résister, vont se concentrer sur l'Adige, après avoir évacué Vicence, Bassano, Trente et Roveredo, sans obtenir de succès marqué; les impériaux sont arrêtés, pendant quelques instans, par les divisions Augereau et Masséna; et Vaubois rentre sur le terrain qu'il venait d'abandonner.

Buonaparte revole sur les rives de l'Adige, après avoir confié le siége de Mantoue au brave Kilmaine. Il veut reprendre l'offensive à Caldero; mais il fut trompé dans son attente. On fut informé, au même instant, que les divisions des impériaux, qui venaient d'évacuer la rive droite de l'Adige, occupaient déjà Rivoli. La position des Français était telle, en Italie, qu'ils paraissaient devoir renoncer, pour jamais, à cette conquête, la levée du siége de Mantoue étant regardée comme inévitable. Après la journée de Caldero, il fut fait un appel à Vérone, où les forces des Français se portaient à quinze mille hommes. Lorsque l'armée défila, à l'entrée de la nuit, chacun croyait à la continuation de la retraite. Cependant on se trompa, car les troupes furent aussitôt dirigées sur l'Adige, et on les vit, à Ronco, passer cette rivière le 5 novembre 1796, à deux heures du matin.

Cette marche dut paraître hardie; elle n'avait d'autre but que d'occuper Villa-Nova, dans la matinée même, d'attaquer l'ennemi par ses flancs et sur ses derrières, après s'être emparé de son parc d'artillerie et de ses bagages. C'est à Caldero qu'Alvinzi avait établi son quartier-général. Avant le jour, on vit deux intrépides divisions, celles d'Augereau et de Masséna, s'avancer au milieu d'un marais impratiquable, n'ayant, pour poser le pied, que deux digues qui longent ce marais pendant plusieurs milles. Masséna commandait la colonne de gauche; il rencontre le premier quelques avant-postes de l'ennemi, qu'il culbute : mais Augereau, commandant la colonne de droite, est arrêté à Arcole. Les impériaux occupaient ce village, dont la position est des plus formidables : on ne pouvait atteindre ce point, qu'en passant sur une digue étroite, battue, en flanc, par une artillerie très-nombreuse, et par conséquent redoutable. A l'extrémité de la digue, est un petit pont qu'il faut traverser; des maisons crènelées, qui sont autant de citadelles, défendaient ce passage, en vomissant un feu terrible. Cette digue,

du côté du village, est bordée par un canal, ce qui empêche absolument de le tourner : un marais fangeux, d'une profondeur et d'une étendue inconnue, couvre tous les environs.

Les grenadiers français, impatiens de franchir ce pont, se précipitent plusieurs fois au pas de charge, pour l'emporter. Leur audace est encore infructueuse ; ils sont repoussés! ils furent plus heureux au pont de Lodi, et ce souvenir déchire et ravit leur âme tout à-la-fois. Le général va montrer l'exemple de l'intrépidité! Augereau saisit un drapeau, et court, à la tête de la colonne, pour forcer Arcole; mais les grenadiers rétrogradent. On instruit Buonaparte des vains efforts d'Augereau devant ce pont, et aussitôt il ordonne au général Guyeux de prendre avec lui deux mille hommes, de suivre le cours de l'Adige, jusqu'à Ronco, et là, de passer le fleuve sous la protection de l'artillerie légère, en suite de tourner Arcole.

Ce mouvement était bien calculé ; il devait être couronné du succès ; mais il fallait un peu de temps pour l'exécuter : le jour s'avançait, il était bien essentiel de se trouver sur les derrières de l'ennemi avant qu'il pût s'apercevoir de la marche des Français ; il était donc très-avantageux de s'emparer promptement d'Arcole. Buonaparte était sur-tout vivement pénétré de l'importance de l'extrême rapidité qu'il fallait mettre à ce mouvement. Dans cette conviction, Buonaparte part avec son état-major, et se porte à la tête de la division Augereau. Il harangue les grenadiers; il leur parle des lauriers fraîchement cueillis à Lodi. A ces mots, ces braves sont transportés; le plus grand enthousiasme se répand parmi eux. Buonaparte, prompt comme l'éclair à profiter de ces instans, a déjà saisi un drapeau; il s'est élancé au premier rang des grenadiers, en criant : Suivez votre général. Soudain, la colonne s'est ébranlée; elle s'est avancée jusqu'à trente pas du pont. Elle faisait feu sur les Autrichiens, lorsque ceux-ci les foudroient avec une artillerie formidable : la colonne française s'indigne, se désespère du mouvement qu'elle va faire; mais elle recule. Dans le moment même, les généraux Lannes et Vignole sont blessés ; Muiron, aide-de-camp du général en chef, est tué à ses côtés ; Buonaparte est renversé, sous le feu de l'ennemi, dans un marais ; dont on le retire avec peine. Cependant, il est bientôt remonté à cheval, et la colonne s'est ralliée à sa voix,

tandis que l'ennemi tient toujours dans son retranchement, paraissant ne pas oser le quitter.

La position bien examinée, bien mûrement réfléchie, le général français renonça à forcer Arcole de front. Mais le général Guyeux, ayant ponctuellement exécuté les ordres qu'il avait reçus, sans aucun accident fâcheux, arrive près d'Arcole à la nuit, s'empare du village, prend quatre pièces de canon, et, avec peu d'efforts, fait plusieurs centaines de prisonniers. Pendant ce temps, Masséna battait Alvinzi sur sa gauche, et culbutait la division autrichienne. Mais on ne dut point profiter de ce premier succès pour l'occupation d'Arcole; on l'évacua, parce qu'on devait s'attendre que des forces supérieures viendraient, dans la nuit, disputer la prise de possession du village. Le lendemain, dès la première lueur du jour, on en vint aux mains avec une ardeur égale des deux cotés. Masséna eut la gloire de battre les Autrichiens, et de leur faire quinze cents prisonniers. Le centre du champ de bataille, commandé par le général Robert, fut couvert de morts et de blessés.

Augereau fut moins heureux dans son expédition; il fut sans cesse traversé par des difficultés toujours renaissantes : Buonaparte, pour le dégager, tente une diversion, en ordonnant une nouvelle manœuvre sous l'œil de l'ennemi, celle de passer l'Adige : le général Vial en reçoit l'ordre; ce brave officier se jette dans l'eau jusqu'au cou, et, malgré les fascines dont il se sert, il se trouve trop embarrassé par la nature du terrain marécageux; sa troupe, voulant le suivre, en est empêchée par la rapidité du courant : on renonce à passer le fleuve de cette manière, et l'on revient sur ses pas. Le général Elliot fut tué dans cette expédition. C'était un aide-de-camp de Buonaparte. La seconde journée de cette bataille finit ainsi. Ce terrain étant tout coupé de marais et de canaux, Buonaparte, dans la nuit du 16 ou 17 novembre, y fait jeter des ponts qui servirent les premiers à faire passer le général Augereau à la tête de sa division : et, vers les dix heures du matin, les armées étaient en présence, toujours dans le même ordre de bataille. Robert commande le centre, Augereau l'aile droite, et Masséna l'aile gauche. On voyait que les Autrichiens, pour déborder la droite des Français, et les tourner ensuite, avaient d'abord fait plier le centre. Mais Buonaparte, pénétrant ce dessein, par cette manœuvre, dont il observe les mouvemens, envoie en em-

buscade, dans un bois, la trente-deuxième de la gauche. L'ennemi s'avançait au moment même à la hauteur de cette position.

Le général Gardanne sort du bois, prend les impériaux en flanc, et en fait un grand carnage; ni la masse du corps d'armée ennemie ni sa gauche n'avaient été entamées. Le tout présentait un ensemble imposant et formidable. Buonaparte, plus faible par le nombre d'hommes, mais plus fort par les ruses de guerre, dont il sait user à propos, imagine un stratagême pour jeter le désordre dans cette armée, presque intacte. Il ordonne à Hercule, officier de ses guides, d'aller, avec vingt-cinq de ses soldats, précédés de plusieurs trompettes, tourner les marais. L'ordre est exécuté; Hercule fait sonner la charge avec grand bruit, et tombe, au galop, sur le dos de l'ennemi. Cette manœuvre eut un plein succès; surprise, épouvantée, peut-être, d'un corps qu'elle croyait considérable, d'une cavalerie, dont elle ne supposait pas l'existence, l'infanterie ennemie, croyant avoir, tout-à-l'heure, dans les reins une colonne de troupes à cheval, se met en mouvement pour faire bonne contenance.

Augereau, profitant de ce mouvement, charge les impériaux; ils résistent cependant; mais bientôt, inquiétés sur les derrières par un corps plus imposant, ils sont attaqués avec quatre pièces de canon, sorties de Porto-Legnago, et par huit cents hommes qui dirigent leur feu. Masséna, qui avait éprouvé le moins de difficultés de tous les généraux, et dont la colonne était peu endommagée par le feu de l'ennemi, attaque le centre, et, pour la troisième fois, emporte le village d'Arcole. Après cette action, il se réunit à Augereau. Le désordre se met dans l'armée ennemie; elle est si vivement pressée de toutes parts, qu'elle se débande; elle fuit, elle ne s'arrête qu'au-delà du village de San-Bonifacio : les Français la poursuivent jusque-là; la fatigue et la nuit arrêtèrent cette chasse. Le jour du lendemain éclaira un champ de bataille couvert de morts : d'Alvinzi était vaincu; il repassa la Brenta en désordre; il laissait dix-huit pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille prisonniers dans les mains des Français. Il parut abandonner le projet de faire une jonction avec ses divisions du Tyrol, et d'approcher du blocus de Mantoue pour le faire lever.

C'est là que le génie militaire, dans un capitaine habile, déploya des moyens qui retirèrent l'armée française d'une po-

sition critique. Buonaparte substitua, avec promptitude, des plans nouveaux à ceux qui avaient dû avorter, par les dispositions, toujours inattendues, de l'ennemi. Le champ de bataille fut disputé, pendant trois jours, avec une ardeur égale des deux parts : et l'ennemi vaincu eut le droit d'être estimé du vainqueur. Le dévouement et l'héroïsme se montrèrent au plus haut degré parmi les généraux français, et six d'entre eux furent dangereusement blessés ; c'étaient les généraux Vignole, Bon, Verdier, Gardanne, Verne et Robert.

Lannes est instruit des périls de l'armée : ce guerrier, gisant dans un lit qu'il garde pour soigner deux blessures récentes, s'indigne de ce repos forcé. Il apprend que Buonaparte se porte au pont d'Arcole à la tête d'une colonne. Son courage semble lui reprocher l'inaction, lorsque ses frères d'armes sont dans les dangers. Il ne peut marcher, et se faisant placer sur un cheval, il s'avance ainsi vers ce défilé terrible. A peine arrivé à la tête du pont, il est atteint d'un coup de feu, qui l'étend sans connaissance et presque sans vie. Tant de dévouement et de courage étonne, sans doute ; mais il n'en fallait pas moins pour vaincre un ennemi aussi formidable. Ce nouveau triomphe transporta la patrie de joie. Les drapeaux que Buonaparte et Augereau plantèrent sur le pont d'Arcole, leur furent décernés comme un trophée digne de leur rare valeur. Buonaparte, toujours infatigable, parcourait son camp, dans la nuit qui suivit ce terrible combat. Revêtu de l'uniforme d'un simple officier, il cherchait à s'assurer, par lui-même, si le soldat, qui avait éprouvé deux journées de fatigue prodigieuse, portait la même vigilance sur les mouvemens des ennemis. Il trouve, sur ses pas, une sentinelle endormie, lui prend son fusil des mains qui, cédant au sommeil, l'abandonnent aisément ; Buonaparte armé fait la faction en place du soldat. Celui-ci se réveille enfin ; il voit et reconnaît son général : dans son trouble, il jette un cri : Buonaparte ! Je suis perdu. — Rassure-toi, répond le général ; après tant de fatigues, il est bien permis à un brave comme toi de s'endormir ; mais une autrefois choisis mieux ton temps.

Dans le rapport, adressé au ministre de la guerre, Buonaparte détaille tous les services rendus par les généraux, ainsi que par tous les combattans sous ses ordres. Dans ce récit, il ne parle point de lui-même : mais il se fait un devoir de

rendre hommage à la mémoire de deux jeunes guerriers, ses aides-de-camp, tués à ses côtés. Il écrit au général Clarke, oncle de l'aide-de-camp Elliot. Voici de quelle manière il trace les sentimens, dont son ame paraît singulièrement affectée. Sous ce rapport, cette lettre appartient à l'histoire.

« Votre neveu Elliot, a été tué sur le champ de bataille d'Arcole. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes; il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes : il aurait été un jour un officier distingué. Il est mort, avec gloire, en face de l'ennemi, sans avoir souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de n'être pas ainsi soustrait aux effets de la calomnie, de l'envie et de toutes les passions humaines, qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes? » C'est ainsi qu'un héros honorait la mémoire d'un brave, et qu'il se livrait, avec effusion de cœur, à exprimer la situation de son âme, en montrant les traits sans cesse lancés contre lui par la médiocrité et l'envie. Couvert de lauriers, mais abreuvé de chagrins, ne fait-il pas admirer la douce sensibilité qui respire dans sa lettre à la veuve de son aide-de-camp, Muiron?

« Muiron est mort, à mes côtés, sur le champ de bataille. Vous avez perdu un mari, qui vous était cher; j'ai perdu un ami, auquel j'étais depuis long-temps attaché : mais la patrie perd plus que nous deux en perdant un officier distingué, autant par ses talens que par son rare courage. Si je puis vous être bon à quelque chose, à vous ou à son enfant, je vous prie de compter entièrement sur moi ».

On n'est plus étonné du dévouement, entier et général, d'une armée pour celui qui savait ainsi reconnaître l'amitié, et rendre hommage au mérite et à la valeur.

ARESQUIERS (ATTAQUE DU'N NAVIRE FRANÇAIS AUPRÈS DES).

3 *juillet* 1808. — Un bâtiment français, qui était parti d'Agde, le matin, faisait route à l'est. Arrivé vis-à-vis le poste des Aresquiers; à trois heures après midi, il est pourchassé par un chebeck ennemi, voguant sous pavillon français, et est forcé de s'échouer sur la côte : l'équipage, prenant la résolution d'abandonner le navire, sauta dans la chaloupe, et gagna la terre. L'ennemi monte aussitôt le navire aban-

donné, et s'apprête à le piller et à le brûler, lorsque le sieur Besselin, s'approchant seul, armé d'un fusil et d'une provision de cartouches, commence un feu qui harcelle tellement les Anglais, qu'il les force à quitter le navire, sans avoir eu le temps d'y mettre le feu. Ils s'élancent dans leur chaloupe, se rembarquent dans le chebeck, et tirent soudain sur cet homme intrépide deux coups de canon à mitraille, d'ont il n'est pas atteint; il continue toujours sa fusillade. Ainsi, le courage d'un seul homme força l'ennemi à abandonner sa prise, et donna le temps à d'autres secours d'arriver pour la sauver entièrement.

AREZZO.

17 *novembre* 1800. — Les Français éprouvaient, depuis deux ans, les effets d'une haine invétérée de la part des Toscans. On ne sait pourquoi une courtisane, qui ne doit s'occuper que du soin de plaire, excitait les habitans d'Arezzo à insulter les Français : à la vérité, cette courtisane, nommée Alexandrine Mary, était la maîtresse d'un ambassadeur anglais. Lors des désastres des Français, en Italie, ils avaient été, plus particulièrement, poursuivis, attaqués et massacrés par les peuples de la Toscane.

Ces outrages eurent un terme marqué, par la victoire de Marengo, et furent même punis. Cette glorieuse journée plaça sous l'obéissance du prêmier consul français, la plus grande partie de l'Italie, et Janus tint un moment la porte de son temple fermée. Les Toscans seuls demeurèrent sous les armes. Ils firent plus ; dans leur haine délirante, contre les Français ; ils s'insurgèrent, au nombre de vingt-cinq mille, parcourant, à main armée, les campagnes, vivant de brigandage ; ils assassinaient les voyageurs isolés, et s'attachaient sur tout à insulter tous ceux qui avaient quelques relations avec les Français. Buonaparte, voulant réprimer ces désordres, écrit au comte de Sommariva, commandant des troupes réglées, en Toscane. Le premier consul demande le désarmement des Toscans, motivé sur les insultes faites aux Français, ainsi que sur les dévastations commises sur le territoire Cisalpin.

Le comte de Sommariva ne répondit point au premier consul Buonaparte. Ce silence, sur un objet aussi important, fut regardé comme une approbation tacite des excès que com-

mettaient les insurgés de la Toscane. Lors du terme expiré, donné par Buonaparte, pour le désarmement du peuple toscan, le général Dupont entra en Toscane. Mais le comte de Sommariva, trop faible pour résister aux Français, malgré la réunion des milices toscanes à ce qu'il pouvait avoir de troupes régulières, ne pouvant compter, dans ce moment, sur aucun secours de l'Autriche, qui venait de conclure un armistice avec la France, déclara qu'il quittait la Toscane, au moment où le général Dupont approchait de Florence. Ce général entra dans cette capitale sans aucune résistance. Arezzo, premier foyer de l'insurrection, reçut dans son sein le gros des insurgés, qui se replièrent sur cette ville. Le général Monnier fut chargé du siége. Cette ville, défendue par des troupes régulières, étant bien située et bien fermée, aurait pu soutenir un long siége. Mais de quoi peuvent être capables des milices sans instruction et sans discipline ? Un bataillon de la levée en masse, placé vers le canal de la Chièsa, était chargé de défendre les approches de la ville. Le 17 novembre 1800, les Français attaquèrent ce bataillon, qui répondit d'abord par un feu vif et bien nourri, mais qu'un escadron de hussards culbuta et tailla en pièces. On fut bientôt au pied des retranchemens, élevés de six mètres de hauteur, et qui entourent la ville ; en peu d'instans Arezzo fut totalement investi, et l'on dirigea, contre ses murs, une artillerie formidable, bien servie, et qui incessamment va vomir la mort de toutes parts.

Le général Monnier, officier aussi distingué par ses talens que guerrier valeureux, abrégeant les siéges quand il les fait, sachant les prolonger quand il les soutient, fait garnir les portes de la ville de fascines, et ordonne d'y mettre le feu. Les grenadiers, avec leur audace ordinaire, exécutent ces ordres, quand les assiégés font pleuvoir une grêle de mitraille et de grenades, sur ces braves, à l'instant où ils enfoncent des torches enflammées sous les fascines ; mais les portes, doublées en fer, et terrassées, résistent à ce moyen audacieux. Les insurgés triomphent dans leur enceinte ; leur perte est reculée de quelques jours. Leur joie est si excessive, en voyant échouer le projet d'incendier leurs portes, qu'ils illuminent la ville ; elle retentit, de toutes parts, de leurs vociférations : afin d'exciter les habitans de la campagne à seconder leur défense, ils sonnent le tocsin.

Déjà les Français, brûlant d'impatience, avaient, pendant

la nuit, préparé des échelles; les soldats demandaient l'assaut; à neuf heures du matin, le signal en est donné. L'escalade est exécutée, le moment de la représaille est arrivé. Les portes sont forcées, les Aretins massacrés sur les remparts, dans les rues, sur les batteries; ceux qui peuvent se dérober au glaive vengeur des Français, prennent la fuite, ou, se coulant par les souterrains; s'échappent dans les campagnes; d'autres, retranchés dans des maisons crènelées, combattent jusqu'au dernier soupir. Les Aretins, qui défendaient la citadelle, voyant que ses murs ne les garantiront point du péril auquel ils sont exposés, demandent à capituler. Le général Monnier, chargé de corriger une ville, qui n'a cessé de recevoir dans son sein les assassins des Français, répond qu'il ne traite point avec des brigands. Ils se rendent à discrétion. Les Français punirent ainsi Arezzo de ses rebellions multipliées.

ARLON.

1792. — On vit, en 1792, le général Lafayette manœuvrer long-temps avant d'approcher l'ennemi; il résolut enfin de se mesurer avec les Autrichiens, sur les frontières du Luxembourg, dans la direction d'Arlon. La réserve de l'armée était commandée par Latour-Maubourg; elle était destinée à faire la principale attaque. Les autres colonnes étaient aux ordres des généraux Leveneur, Lallement, et le colonel Stengel. Cependant Lafayette fut informé que, dans la nuit, les impériaux avaient fait un changement de front qui contrariait son plan d'attaque; il eût souhaité pouvoir régulariser le mouvement de ses troupes; mais, dans l'incertitude où il était que ses ordres arrivassent à temps, il n'envoya aucun contre-ordre. Cette opération était manquée, et, après une forte reconnaissance de la frontière du Luxembourg, on changea de plan. Une terrible canonnade fut dirigée contre la colonne du général Leveneur; un officier d'un grand mérite, l'adjudant-général Desmottes, y fut tué.

1793. — Au mois de mai, 1793, Mayence était assiégé par une armée prussienne de soixante mille hommes. Afin de parvenir à dégager une armée presque entière, renfermée dans Mayence, le général Houchard, commandant l'armée de la Moselle, résolut de détourner l'attention de l'ennemi, de ce point, par

une diversion vers Luxembourg, en y attirant l'ennemi. Pour cet effet, on réunit, à Longwi, le 7 juin, un corps de dix mille hommes, dans le dessein de s'emparer d'Arlon. Ces troupes étaient tirées des camps de Sarre-Louis, Bouzonville et Thionville : elles étaient commandées par le général Delaage. Le général Tolozan fit replier les postes ennemis jusqu'au-delà de Rachecourt, terrain occupé par la cavalerie des impériaux. L'infanterie autrichienne, que les Français avaient atteinte, et poursuivie jusqu'au bois de Buvange, les ayant arrêtés, les obligea de se replier, sous la protection du corps de bataille, où le général Tolozan, par une marche hardie, étant à la tête de la cavalerie légère, arrêta, à son tour, la cavalerie ennemie. Le lendemain, rien ne fut changé au corps de bataille, demeuré sur les hauteurs d'Udanges, ayant l'avant-garde sur la droite. La ligne, à la hauteur de Sainte-Croix, fut occupée par deux mille hommes qui arrivèrent, le 9, de Sedan et de Montmédi : ils étaient commandés par le général Beauregard. Les Autrichiens occupaient, en avant d'Arlon, et sur des hauteurs, une position avantageuse. Leur gauche était appuyée à la chaussée de Luxembourg, et leur front était séparé, de celui des Français, par le ruisseau de Buvange. Leurs forces se composaient d'environ huit mille hommes, dont quinze cents de cavalerie : par l'avantage de leur position, le feu de leur artillerie, qui était formidable, plongeait dans la plaine.

A la tête du bois, il devait se faire un développement total : le général Delaage divisa son infanterie en deux colonnes. La colonne de droite, aux ordres du général Laubadère, devait tourner le bois ; le général Tolozan devant le soutenir, et ayant aussi, à la hauteur des colonnes et à sa gauche, le général Beauregard. La colonne de gauche, à la tête de laquelle était le colonel Desperrières, devait longer la tête du chemin jusqu'à la tête du bois. Lorsque tout ce développement fut exécuté, et que les troupes furent respectivement arrivées sur leur point désigné, la droite, ayant la cavalerie à sa gauche, se déploya, et les manœuvres de la gauche, qui s'appuyait sur Luxembourg, pouvaient menacer l'ennemi, en cas de retraite de sa part.

Mais les impériaux, pénétrant le but de toutes ces diverses manœuvres, qu'ils voyaient exécuter, y portèrent des forces. Une des colonnes françaises, se livrant à une trop grande ardeur, s'approcha de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'elle

eut à souffrir, pendant trois quarts d'heure, le feu de son artillerie, jusqu'au moment où la seconde colonne vint lui prêter son appui avec toute la cavalerie. Mais, sur ces entrefaites, le général Beauregard se rend maître d'Arlon, prend position sur les hauteurs qui le couronnent, et force l'aile droite des Autrichiens à se replier sur le centre. On fut témoin, dans cette occasion, de toute l'audace dont les Français sont susceptibles : un bataillon carré de quinze cents Autrichiens fut attaqué par quatre cents carabiniers Français. Certes, la lutte était inégale ; aussi les carabiniers furent-ils cruellement maltraités. Le lieutenant Boucret reçut vingt-six coups de sabre sur la tête et sur les bras. Sans doute, ils eussent été tous victimes de leur témérité si le brave commandant d'artillerie légère, Sorbier, ne fût venu à leur secours. Il amena, au grand galop, des obusiers, dont quatre décharges suffirent pour faire un effroyable ravage dans les rangs autrichiens, et pour joncher la terre de morts et de blessés.

Mais, à la suite de ces scènes de sang et de carnage, qu'il est doux de faire, un moment, reposer l'imagination du lecteur sur un trait de générosité et d'humanité. Un carabinier, atteint d'une blessure dangereuse, attendait du secours ; près de lui gisait sur la terre étendu, un Autrichien plus grièvement blessé encore. Le Français, à la vue du chirurgien, plus sensible aux maux de l'Autrichien qu'aux siens propres : Accourez, mon ami, lui dit-il, il y a bien long-temps que je vous attends. Le chirurgien se dispose à examiner sa plaie : « Ce n'est pas à moi que vos premiers soins sont dus ; en voici un autre encore blessé plus grièvement. C'est un Autrichien, mon ennemi, mais il est homme, il suffit ». Le chirurgien, admirant tant de grandeur d'âme, obéit à de si beaux sentimens.

Cependant, la colonne autrichienne, qui a si horriblement maltraité les Français, est forcée de reculer ; l'artillerie française la foudroie ; elle se débande, et fuit, à travers les bois, vers Luxembourg. Le champ de bataille est abandonné par les impériaux, qui laissent trois pièces de canon et leurs équipages. Cette victoire fut brillante à cette époque, où les soldats, encore peu aguerris, obtenaient rarement des succès ; elle coûta près de cinq cents hommes ; et le but qu'on s'était proposé ne fut point rempli, puisque Mayence ne fut point dégagé : Luxembourg conserva sa garnison, les mouvemens n'ayant pas été soutenus. A quelques jours de là, les Fran-

çais évacuèrent Arlon; on en enleva les magasins: ce faible avantage pouvait-il compenser le sang français qui y fut versé?

17 *avril* 1794. — Les Français et les Autrichiens combattirent de nouveau dans les champs d'Arlon, dont la possession était le but. L'armée de Rhin-et-Moselle, partie encore une fois de Longwi, le 17 avril 1794, pour en faire la conquête, arrive près de la chapelle de Sainte-Croix. Les avant-postes s'escarmouchèrent le premier jour. Mais le lendemain, dans la soirée, les hostilités commencèrent par une forte canonnade. Tout annonçait, du côté des impériaux, de rudes combats, une résistance opiniâtre; ils avaient une cavalerie bien montée et aguerrie: ils étaient favorisés, en outre, d'une artillerie nombreuse et bien placée. Cependant, les troupes françaises, sous les ordres des généraux Championnet, Morlot, Lefebvre et Hatry, non-seulement manœuvraient avec précision, mais même marchaient au pas de charge avec audace. L'ennemi, en les considérant, dut juger qu'ils ne céderaient pas plus facilement la victoire qu'il n'était parvenu à faire taire vingt-deux pièces de gros calibre, et six pièces d'artillerie légère, commandées par le général de Belle. Aussi pensa-t-il à la retraite.

Les réquisitionnaires, dans cette journée, se montrèrent dignes du titre de soldats; ils égalaient leurs vieux camarades en valeur, et dans l'observation de la discipline. Châsseloup-Laubat, chef de bataillon du génie, avait acquis, dans l'affaire de l'année précédente, la connaissance du terrain, ce qui lui facilita, au mois d'avril 1794, des opérations qui rendirent de grands services. Une foule de traits d'héroïsme, que l'on comparait aux brillantes actions dont fourmille l'histoire de la Grèce et de Rome, distinguèrent les vieux militaires français. Les sentimens républicains remplissaient et élevaient encore leur âme.

On raconte, parmi ces traits, que Claude Revien, charretier d'artillerie, ayant la cuisse emportée par un boulet, son frère, servant la même pièce, vint l'embrasser, lui faire son dernier adieu: « Retire-toi, lui dit-il, retourne à ton poste; tu y es nécessaire. Je suis trop heureux de mourir pour ma patrie: que chacun en fasse autant ». Le général Hatry s'était emparé d'Arlon. Après l'action, il prit une position avantageuse, car, de ce poste, il coupait aux Autrichiens leur communication entre le duché de Luxembourg et le pays de Na-

mur. Et, dans le même temps, le général Jourdan faisait des progrès rapides dans la Belgique.

ARROYOLO-MOLINOS.

28 *octobre* 1811. — « A mon départ de Cacérès, dit le général Girard, dans son rapport au maréchal duc de Dalmatie, quelques bruits vagues, mais sans fondement, annonçaient un mouvement d'Anglais. J'occupais Arroyolo-Molinos; je devais me rendre, le 28 octobre, à Merida, et l'arrière-garde était déjà en chemin, lorsque des cris et des coups de fusil annoncent que des troupes ennemies pénètrent dans la ville, qui n'était plus occupée que par les patrouilles de l'arrière-garde. J'accours alors. Le général Dambrowski forme les troupes de l'arrière-garde en colonne, et ordonne au deuxième bataillon du trente-quatrième d'arrêter les tirailleurs anglais qui commençaient à déboucher du village, et de dégager la cavalerie légère qui était en avant du village, et que je supposais aux prises. Malgré la force des Anglais, je fais un mouvement en avant pour ne point abandonner la cavalerie. Les colonnes anglaises s'ébranlent et marchent sur moi; tandis que d'un autre côté s'opère un grand mouvement sur ma gauche pour m'envelopper avec ma troupe, qui n'était que de treize cents hommes. Je résiste un instant, mais, voyant que notre cavalerie ne se montrait pas, j'ordonne la retraite. Les Anglais se jettent alors, par leur droite, derrière moi, et m'enveloppent. Le général ennemi me somme de me rendre; je me fais jour à la baïonnette, et nous faisons lentement notre mouvement rétrograde. Par une fatalité inouïe, l'artillerie ne me suivait pas, la pluie avait éteint les mèches, et l'artillerie ennemie frappait mes bataillons et me faisait perdre beaucoup de monde. Ne pouvant me soutenir dans la plaine, j'abandonne mes trois pièces d'artillerie, et, par un mouvement à droite, je me jette sur les hauteurs qui se prolongent vers Moutanches. L'ennemi me poursuivait vivement; je faisais, à chaque instant, repousser les attaques; mes flancs étaient également assaillis; et j'avais été prévenu par l'ennemi sur le col de Moutanches. Je fis enlever cette position; bientôt, abandonnant Moutanches, sur ma gauche, je me jetai dans la plaine par Sarza; je repoussai les Anglais, je rejetai avec mépris une seconde sommation, et je continuai ma retraite par la plaine, toujours aux prises jusque sur la hauteur de Nahernando; où je pris position. Là, l'ennemi cessa ses attaques ».

Tels sont les principaux détails du combat d'Arroyolo-Molinos, qui fut funeste aux Français par l'imprudence de leurs chefs. Mais leur gloire ne reçut aucune atteinte; quoique vaincus, ils montrèrent un courage et une intrépidité qui lassèrent tous les efforts de leurs ennemis.

ARYCH (El-).

1799. — Depuis la funeste bataille navale d'Aboukir, le général Buonaparte, maître de l'Egypte, ne recevait plus de nouvelles de France. D'après les rapports de l'Asie et de l'Archipel, on était porté à croire que, par l'insinuation de l'Angleterre, la Porte Ottomane s'était alliée avec la Russie contre la France. Ces deux ennemis irréconciliables, alliés ensemble, semblaient devoir annoncer à Buonaparte un indice assez clair pour se voir incessamment troublé dans la possession de l'Egypte. Buonaparte, prévoyant qu'il y sera attaqué au premier jour, concerte déjà un plan de défense, dont il établit une ligne par mer, vers les bouches du Nil, et par terre, vers la Syrie. Il n'y avait pas de temps à perdre afin de prévenir l'ennemi.

Buonaparte a besoin de tout son génie pour commencer à concerter le seul plan convenable à sa situation. En raison des vents réguliers qui règnent sur ces parages, ce pays ne peut être attaqué par mer avant le mois de juin; mais avant cette saison, Buonaparte peut aller en Syrie, pour s'assurer de la fidélité de Djezzar, et lui laisser son autorité s'il le trouve fidèle, ou le châtier au contraire et détruire ses préparatifs, s'il en existe contre l'Egypte. Il avait encore le temps de venir sur les lieux surveiller l'expédition maritime. Les pressentimens de Buonaparte étaient justes.

Ce général apprend que Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, s'était rendu maître du fort d'El-Arych, qui confine l'Egypte à la Syrie, à deux journées de Cathieh, et cinq myriamètres dans le désert. Buonaparte, bien convaincu qu'on viendra l'attaquer, prend le parti de déconcerter ses ennemis, de rendre leurs plans inutiles, et de les prévenir en les attaquant lui-même. Il réunit à la hâte l'armée destinée à cette expédition. Le commandement de l'infanterie est confié aux généraux Kléber, Regnier, Bon, et Lannes; le commandement de la cavalerie est donné à Murat; l'artillerie au général Dommartin, et le génie au général Caffarelli. Le général

Berthier l'accompagne. L'avant-garde a déjà atteint Massoudiac ; ses tirailleurs donnent la chasse à un parti de Mameloucks qui s'est montré. El-Arych est dominé par des hauteurs : le général Lagrange s'y porte, y prend position, et y place son artillerie. On bat la charge, par ordre du général Regnier, qui attaque le front du village, tandis que l'avant-garde se précipite à droite et à gauche sur El-Arych. Malgré la position favorable de ce village, situé en amphithéâtre, et dont les maisons sont autant de citadelles, étant bâties en pierre, crènelées, et soutenues par le feu du fort, les Turcs ne peuvent long-temps s'y défendre ; un feu d'artillerie et de mousqueterie est vivement nourri et dirigé contre les Français. La résistance des musulmans est opiniâtre ; mais qui pourrait tenir contre l'impétuosité française ? déjà le village est enlevé à la baïonnette.

Dans ce moment, où la chaleur du combat emporte les têtes, égare la raison, les Turcs, voyant leur village pris, se précipitent dans le fort avec tant de promptitude, qu'ils ne pensent pas qu'ils ont laissé au-dehors trois cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Dès le soir même on bloque le fort d'El-Arych. Un corps d'infanterie et de cavalerie turque avait été aperçu dans la journée ; on jugea qu'il était destiné à convoyer les approvisionnemens pour El-Arych. Jusqu'au 14 février 1799, on vit chaque jour grossir cette colonne, à tel point que les musulmans s'en montrèrent plus audacieux. Auprès d'El-Arych est un plateau couvert d'un ravin ; ils paraissaient regarder cette position comme inexpugnable. C'est sur ce plateau qu'on vit les Turcs établir un camp.

Les Français ont déjà projeté d'enlever ce camp. Kléber arrive à la tête de sa division. Le général Regnier profite de l'obscurité de la nuit pour tourner le ravin qui dominait et couvrait le camp des Mameloucks. Ses troupes s'y sont précipitées avec la rapidité de la foudre. Le camp est emporté, tout ce que la fuite ne peut ravir à la valeur française, est tué ou fait prisonnier ; les Français restent maîtres d'une multitude de chameaux, de chevaux, de bagages et de provisions de toute espèce. Parmi les morts on voit deux beys et quelques kiachefs.

Le général Buonaparte arrive, et fait prendre position à son armée entre la mer et les monticules : on attaque le château dont on couronne une des tours. Dès que la brèche est commencée, on somme la place de se rendre. La garnison,

composée de peuples barbares, ne sait faire aucune réponse; elle ne connaît de la guerre que la férocité, ce sont des Maugrabins et des Arnautes; les principes des nations civilisées leur sont étrangers, ils n'ont pas même de chefs reconnus. Une correspondance bizarre et curieuse s'établit entre les Français et ces peuples réunis et presque sauvages. Buonaparte, qui n'a plus besoin de déployer aucune des ressources du génie militaire pour combattre et vaincre cette espèce d'hommes, s'amuse en quelque sorte de la singularité de la rencontre; il se prête à les entendre, et ménage un peu et son temps et ses munitions. L'assaut est différé : on continue tour-à-tour à renouveler les sommations et à tirer sur le fort.

On est enfin parvenu, le 21 février, à se faire comprendre de la horde armée qui formait la garnison, forte de seize cents hommes. Elle se rend, met bas les armes, et se retire à Bagdad, en se dirigeant par le désert. Les Français admettent parmi eux une partie des Maugrabins. Les Mameloucks prisonniers, et les drapeaux enlevés aux ennemis, sont envoyés au Caire. La division de Regnier doit former l'arrière-garde; elle doit aussi mettre en état de défense cette clef de l'Egypte, et, pour remplir cet objet, elle demeure quelques jours.

Buonaparte est à peine de retour de son expédition de Syrie, dont l'exécution a été aussi prompte que satisfaisante, qu'il pense à augmenter ses fortifications, en élevant de nouveaux travaux; et pour mettre El-Arych à l'abri d'un coup de main, il y laisse une garnison nombreuse, et bien approvisionnée en munitions de guerre et de vivres.

1800. — Une année après, Buonaparte était rentré en France, ayant laissé au général Kléber le commandement de l'armée française en Egypte. Une armée turque, formant l'avant-garde de l'armée du grand-vizir, se montre tout-à-coup au pied des murs d'El-Arych. Les musulmans ne perdent point de temps, ils investissent la place, et ouvrent la tranchée, le 23 janvier 1800; mais le courage des Français s'était amolli. Un trop long repos leur avait fait perdre le souvenir de leur gloire. L'indiscipline, la lâcheté même de quelques soldats empêchèrent les officiers de conserver El-Arych au-delà de huit jours. Une aussi prompte reddition d'une place, dont la garnison était nombreuse et bien approvisionnée, fut un exemple unique dans les annales militaires françaises, pendant la révolution. Un mois après, il fut signé,

dans El-Arych, entre le grand-vizir et le général Kléber, un traité pour l'évacuation entière de l'Egypte.

Il parut alors que les Anglais, qui avaient eu quelque influence dans ce traité, contrarièrent, s'opposèrent même à son exécution. Alors du sein de la détresse et de l'infortune, naquit une nouvelle ardeur; les Français, dans un état désespéré, ressaisissent leurs armes, combattent et cueillent de nouveaux lauriers. Les champs d'Héliopolis les virent anéantir l'armée ottomane, et les Français restèrent encore maîtres de l'Egypte pendant deux années.

ARZOBISPO.

24 décembre 1808. — La division du général Sébastiani, ayant passé le Tage au pont de l'Arzobispo, attaqua les débris de l'armée d'Estramadure, le 24 décembre 1808. Une seule charge du vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne, les mit en déroute complète. Cependant le duc de Dantzick avait fait passer le même fleuve à la division du général Valence. Plusieurs pièces de canon, douze caissons, des magasins, beaucoup de tentes, et cinq cents prisonniers, tombèrent au pouvoir des Français.

ASCHAFFEMBOURG.

24 novembre 1800. — La reprise des hostilités fut dénoncée pour le 24 novembre 1800, par le général Augereau, commandant l'armée gallo-batave, au baron d'Albini, commandant des troupes maïençaises. Pour couvrir sa retraite, et dans la crainte d'être forcé dans Aschaffembourg, le baron d'Albini attaqua, à quatre heures précises, la tête du pont d'Aschaffembourg, défendue par le poste d'infanterie gallo-batave. Ce poste reçut le choc des Maïençais sans s'ébranler; non-seulement il fit bonne contenance, mais il chargea trois fois les troupes du baron d'Albini, qui furent repoussées dans la ville même. Dans ce combat, le colonel batave reçut une blessure grave. En même temps, le général Augereau, voulant profiter de son avantage, ordonna de poursuivre Albini, qui suivit son premier dessein, celui d'évacuer la ville, et le lendemain le général français en prit possession.

ASPE.

6 *septembre* 1794. — La vallée d'Aspe fut témoin d'un fait d'armes qui prouve qu'avec de l'intrépidité on peut tout oser à la guerre. Le 6 septembre 1794, on vit six mille Espagnols s'avancer fièrement dans la vallée d'Aspe, aller occuper le poste de la Marie. Instruit de cette attaque, le général Robert, à la tête de six cents hommes seulement, du deuxième bataillon des Basses-Pyrénées, s'élance vers le poste de la Marie, fond avec son détachement de six cents braves dans les rangs de cette masse de six mille, les bat, les culbute, et leur fait des prisonniers.

ASTORGA.

21 *avril* 1810. — Le duc d'Abrantès assiégeait Astorga. Après avoir fait des prodiges de valeur pour monter à la brèche, les grenadiers donnèrent de nouvelles preuves de courage, pour s'y maintenir; ils parvinrent, malgré les balles qui pleuvaient sur eux, de toutes parts, à se loger dans deux maisons voisines. Tandis que ce petit nombre d'hommes luttait contre tant de monde, il s'agissait d'ouvrir une communication, depuis la demi-place jusqu'à la brèche, pour soutenir les troupes qui y étaient. Mais cet espace, d'environ quarante toises, se trouvait extrêmement défendu, et il s'y croisait une si grande quantité de balles, qu'il paraissait absolument imposible d'y arriver. Néanmoins, mille travailleurs de la première division, sous les ordres du chef de bataillon Bragueras, ayant à leur tête une dixaine de sapeurs, parvinrent à établir cette importante communication. Le commandant du génie, Valazé, y fut grièvement blessé; mais l'ennemi perdit alors tout espoir de chasser les Français de la brèche, et de les empêcher de faire des progrès dans la ville. Vers les dix heures du matin, le commandant demanda à capituler; on lui dicta les conditions, et, une heure après, il vint remettre son épée. A trois heures du soir, trois mille cinq cents hommes de belles troupes mirent bas les armes, et furent dirigés vers la France, le 21 avril 1810.

On trouva, dans la place, vingt pièces de canon et deux mortiers. La prise de cette ville fit le plus grand honneur aux troupes du huitième corps : le bataillon d'élite et M. Delagrave, son commandant, y montrèrent une valeur digne des

plus grands éloges. Le général de division, Fouché, qui commandait l'artillerie, y obtint des résultats, tels qu'on ne pouvait les attendre du peu de moyens qui étaient à sa disposition.

22 *décembre* 1812. — Les Espagnols avaient, depuis longtemps, à Astorga, une compagnie de mineurs, qui travaillait à en détruire les fortifications. Le général Foy reçut ordre, du général en chef de l'armée de Portugal, de faire une reconnaissance sur ce point; il partit de Benavente, le 22 décembre 1812. Prévoyant bien que l'ennemi prendrait la fuite à son approche, il plaça sa cavalerie sur le chemin de la montagne, pour lui couper la retraite, et, par ce mouvement, il parvint à faire prisonniers quatre-vingt-dix hommes, et six officiers.

ATH.

11 *novembre* 1792. — Le général français, Berneron, s'empara de la ville d'Ath, située dans le Hainaut autrichien; mais cette conquête ne fut pas de longue durée : les impériaux la reprirent quelques mois après.

Juillet 1794. les généraux Jourdan et Pichegru ayant repris la Belgique, la ville d'Ath retomba au pouvoir des Français.

AUGSBOURG.

1796 à 1805. — La révolution porta, à trois reprises différentes, des troupes françaises dans la Souabe; elles se rendirent, à chaque fois, maîtresses d'Augsbourg. En 1796, le général Moreau, à la tête de son armée, entra dans ce cercle; il s'empara de la ville d'Augsbourg. L'occupation d'un pays ennemi, trois fois réitérée, ne donna lieu à aucun fait d'armes assez remarquables, pour tenir un rang dans nos annales militaires. On a simplement recueilli un acte d'humanité touchant, de la part d'un militaire français, qui annonce que le soldat peut être terrible les armes à la main, mais qu'il n'en est pas moins doux et sensible.

Une Française, émigrée, avait choisi Augsbourg pour asile, pensant bien que jamais les Français ne viendraient troubler cette retraite paisible. Cependant ils abordent encore cette terre ennemie. Cette mère effrayée se sauve à cette aproche imprévue; elle emporte avec elle son enfant dans ses bras : c'était son seul

trésor. Elle a l'esprit si préoccupé en quittant la ville, qu'elle prend une porte pour une autre ; elle se rend au milieu des avant-postes français, croyant être dans le camp des Autrichiens ; elle ne tarda point à reconnaître son erreur, ce qu'elle marqua par un évanouissement subit, dans lequel elle tomba. Les militaires, touchés de cette situation, lui prodiguèrent des soins ; mais elle ne revenait d'un premier évanouissement que pour retomber dans un second.

Le général Lecourbe, sensible à l'état douloureux dont cette femme n'était point la maîtresse, lui donna une sauve-garde pour la ville où elle désirait se rendre. On la conduit ; mais cette mère infortunée, et dont le trouble égare la raison, oublie son enfant. Elle est déjà bien loin, lorsqu'on s'aperçoit de cet oubli. Un grenadier recueille l'enfant ; il a l'attention de s'informer du lieu où l'on a conduit la mère. Mais il n'a pas la liberté de lui rapporter aussitôt ce précieux dépôt ; il le porte toujours sur sa poitrine, arrangé dans un sac de cuir qui lui sert de lit et de berceau; quand il allait au combat, il faisait un trou en terre, y déposait l'enfant : il le reprenait après l'action ; enfin un armistice fut conclu. Le grenadier, père adoptif de l'enfant, peut alors espérer d'aller porter l'enfant à sa mère ; il fait une collecte parmi les soldats de l'armée; elle produit 600 fr. : il met cette somme dans la poche de l'enfant, et part pour aller trouver la mère, sans doute inconsolable de la perte de son fils. Les sentimens étaient extrêmes dans cette femme, la frayeur faillit à lui coûter la vie, quand elle se vit au milieu des soldats français. La joie de retrouver son enfant lui causa le même effet. Elle reprit l'usage de ses sens, et combla de bénédictions ce militaire généreux et bienfaisant, qui avait sauvé son fils. Les Français évacuèrent Augsbourg à l'époque où Moreau rentra en France. On vit le même général s'en emparer, pour la deuxième fois, en 1800. Et enfin, lorsque le nœud de la quatrième coalition fut formé, par les puissances rivales de la France, et que Napoléon courut le dissoudre, par la force de ses armes, le maréchal Soult entra encore dans Augsbourg, le 10 octobre 1805.

AUSSOY.

22 *avril* 1794.—On vit, à Aussoy, village des Ardennes, près de Philippeville, les armées françaises et autrichiennes en venir

aux mains, après un long repos. Le général Charbonnier, commandant l'armée française des Ardennes, ouvrit la campagne en attaquant les impériaux. Les combattans ne quittèrent point le champ de bataille, depuis six heures du matin jusqu'à la nuit. Les Autrichiens ne perdirent qu'un demi-myriamètre de terrain, et seulement deux cents hommes. Après ce combat, où l'on s'observa plus qu'on ne se battit, le général français alla se placer, sur les hauteurs, entre Aussoy et Valcour.

AUSTERLITZ.

2 *décembre* 1805. — Les Russes, alliés de l'Autriche, ayant été battus à Crems, et à Hollabrunn, et forcés à la retraite, s'étaient dirigés vers Brünn, en Moravie, et, malgré la poursuite des Français, qui ne cessèrent de les harceler, ils étaient parvenus à joindre un nouveau corps d'armée qui venait à leur secours du fond de la Russie. Cette jonction, qui se fit le 18 novembre 1805, porta l'armée russe à soixante-douze mille hommes, sous les ordres du général Kutusow. L'armée française, qui n'était forte que de quarante-deux mille hommes, les attendait dans la position de Brünn, et Napoléon, qui était arrivé le 20, fit toutes ses dispositions pour les recevoir. Son plan était de resserrer ses lignes, il fit prendre position, dans Brünn et dans les environs, au corps de ses gardes, à sa réserve de grenadiers et aux troupes du maréchal Lannes ; il fit occuper la droite et la gauche de la grande route, entre Brünn et Posovitz, par la cavalerie du général Murat, plaça à Austerlitz le maréchal Soult, et fit camper, entre Butzahowitz, Stanitz, et sur la route de Hongrie, le corps d'armée composé de trois divisions. Le 21 novembre, l'armée des alliés fut renforcée par un corps de dix mille hommes de gardes impériales russes, qu'avait amené le grand-duc Constantin. Elle occupait des positions très-avantageuses ; mais se trouvant sans magasins et sans fourrages, et le pays ne pouvant pas en fournir pour plus de deux jours, elle allait être réduite à tenter encore le sort d'une bataille. Ces motifs déterminèrent les Russes à quitter leurs positions, et s'étant mis en marche sur cinq colonnes, ils se trouvèrent, le 27 novembre, à Pronitz, sans avoir rencontré le moindre obstacle. Ce fut dans cet endroit que les deux empereurs, de Russie et d'Allemagne, établirent leur quartier-général. Les Français, témoins de cette manœuvre,

la regardaient d'un œil indifférent, et, comme s'ils n'eussent point été l'objet de ces mouvemens, ils se contentèrent d'en être simple spectateurs, sans rien changer à leurs dispositions. C'est de ce moment que commença à se développer la tactique profonde et dissimulée de Napoléon, tactique à laquelle il tint constamment, jusqu'à ce qu'ayant rendu l'ennemi tout-à-fait dupe, il se fut assuré le succès le plus complet, et le gain de la bataille la plus fameuse, qui lui valut le titre de vainqueur d'Austerlitz.

Nous avions, à Wischau, une avant-garde de cavalerie, que le prince russe Bagration reçut ordre d'attaquer; il eût été aisé de prévenir ce mouvement, et d'augmenter les forces de ce poste, on n'en fit rien; en sorte que les Cosaques, soutenus de la cavalerie russe, n'eurent pas de mal à nous tourner. En un moment ils s'emparèrent de Wischau, firent prisonniers cinquante cavaliers français, se rendirent maîtres de Rausnitz, forcèrent l'avant-garde de Murat à se replier, et se portèrent en avant.

Napoléon, fidèle au systême qu'il avait adopté, de dérober à l'ennemi la connaissance de ses plans, et de le faire croire à son infériorité et à la faiblese de ses ressources, ordonna la retraite pendant la nuit, comme s'il eût été complètement battu, et fit prendre position à trois lieues en arrière entre Turras et Brünn. Pour couvrir le front de son armée, il s'empara des villages de Tellnitz, Sokolnitz, Kobelnitz, Schlapanitz, après avoir porté ses avant-gardes sur les hauteurs d'Aujest, de Pratzen, de Girskigowitz et de Kirg; et comme s'il ne se fût pas cru assez en sûreté dans cette position, il la fit retrancher avec ostentation et garnir de batteries. Pour ne rien négliger de ce qui pouvait faire penser à l'ennemi qu'il se défiait de ses forces, il envoya le général Savary pour complimenter l'empereur de Russie sur son arrivée à l'armée. Ce noble espionnage le mit à même de connaître le jugement qu'on portait de lui, et l'idée qu'on avait de ses ressources. Savary, à son retour, se félicita de l'accueil gracieux qu'il avait reçu de l'empereur et du grand-duc Constantin. Il ne parut pas aussi satisfait des jeunes seigneurs russes, dont l'ignorance égalait la présomption; sans respect pour les vieux généraux d'Autriche, qui savaient mieux apprécier le caractère de Napoléon, le talent de ses officiers et l'intrépidité de ses soldats, ils se permettaient de les tourner en ridicule, et attribuaient leurs défaites à la lâcheté des Allemands. Leur jeune empereur, disaient-ils, ne

pouvait manquer d'obtenir les plus brillans succès contre un ennemi si faible, que l'attaque de l'avant-garde russe l'avait fait battre en retraite pendant trois lieues. « Que fera-t-il donc, ajoutaient-ils, quand il verra quatre-vingt mille Russes à ses trousses » ? Cette présomption devait faire commettre aux Russes bien des sottises; c'est où Napoléon voulait les amener. L'ennemi devait s'imaginer qu'il avait étudié le terrain, et qu'il leur tendait quelques piéges; mais, aveuglé par l'orgueil, il donna tête baissée dans les embûches que lui avait dressées la tactique de Napoléon. Pour confirmer l'idée qu'il avait déjà donnée de son embarras, ce général fit demander une entrevue à l'empereur de Russie. Le jeune prince Dolgorouski fut chargé, par le monarque, de se rendre au camp des Français. Napoléon s'attendait bien à la visite d'un favori de sa majesté russe, et il avait tout disposé pour accréditer dans l'esprit de l'envoyé, quel qu'il fût, l'opinion que la présence des troupes de son maître inspirait aux Français la plus grande frayeur. Le prince Dolgorouski arrive aux avant-postes: tout y respirait la crainte et la défiance; on travaillait avec activité aux retranchemens; les grand'gardes étaient doublées, et le service se faisait avec une ponctualité minutieuse et une excessive sévérité. On pouvait facilement apercevoir, des avant-postes, tous ces mouvemens; mais Buonaparte, voulant avoir l'air d'en dérober la connaissance à l'ennemi, pour ne pas lui donner la mesure de sa faiblesse, alla, contre son usage, recevoir, aux avant-postes, l'envoyé d'Alexandre. Cet insolent favori proposa au général français de faire, pour ainsi dire, passer son armée sous le joug, de céder la couronne de fer à un ennemi de la France, et d'évacuer la Belgique. De pareilles propositions indignèrent Napoléon, qui, pour ne pas perdre le fruit de sa dissimulation, sut cependant se contenir, et laissa partir l'envoyé, plein de l'idée que les Français se croyaient perdus sans ressource. Dolgorouski, de retour, fit à Alexandre un rapport conforme à l'impression que le général français avait voulu faire sur lui pour le rendre dupe des apparences. L'empereur de Russie, agissant en conséquence, fit continuer les manœuvres commencées depuis deux jours, et dont le but était, non-seulement de battre l'armée française, mais de l'envelopper et de la prendre tout entière. Les Autrichiens n'étaient pas la dupe de notre retraite, et regardaient en pitié les vastes projets des Russes. Cependant Napoléon, placé sur les hauteurs de Pratzen, observait attentivement les

mouvemens de l'ennemi, et calculait les forces de chaque position. L'avant-veille du combat, en parcourant les villages de Tellnitz, Sokolnitz, et Menitz, on lui avait entendu dire : « Si je voulais empêcher l'ennemi de passer, c'est ici que je me placerais; mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire. Si au contraire je renforce ma droite, en la retirant vers Brünn, et que les Russes abandonnent les hauteurs, fussent-ils trois cent mille hommes, ils sont pris en flagrant délit et perdus sans ressources ». C'est ce qui arriva. Le 1er décembre, l'armée russe, dans l'intention de tourner la droite des Français, fit un mouvement de flanc, à deux portées de canon de sa ligne. Buonaparte, témoin de ce mouvement, que la présomption et l'ignorance des chefs russes avaient pu seules ordonner, dit, dans des transports de joie : « Avant demain au soir, cette armée est à moi ». Ce n'était pas là le calcul de l'ennemi; il se présenta hardiment devant les grand'gardes françaises à portée du pistolet, et défila fièrement pendant quatre lieues sur une marche de flanc devant les Français qui semblaient n'oser sortir de leurs lignes; c'était la seule crainte des Russes. Pour fortifier l'ennemi dans l'idée qu'il avait de la frayeur et de la faiblesse des Français, Murat fit une sortie dans la plaine, à la tête d'un détachement de cavalerie; puis, faisant volte-face, il rentra précipitamment au camp, comme si les nombreuses armées russes l'eussent épouvanté. Cependant celles-ci s'avançaient sur cinq colonnes. La première se porta, en deux lignes sur les hauteurs de Klein-Hostieradeck; le village d'Aujest, entre le pied de la montagne et les étangs de Menitz, fut occupé par un régiment détaché de cette colonne; la seconde et la troisième prirent position à gauche et à droite de Pratzen; la quatrième se dirigea vers Nieusehaas, coupa la grande route d'Austerlitz, et se plaça derrière la troisième colonne; la cinquième prit position sur les hauteurs derrière la troisième, et le corps de réserve, aux ordres du grand-duc Constantin, se plaça sur les montagnes en avant d'Austerlitz, sa gauche vers Kzernowitz, sa droite vers la grande route d'Austerlitz à Brünn. Le prince Bagration, pour faciliter le développement des troisième et quatrième colonnes, étendit l'avant-garde, par sa gauche, au-delà d'Holubitz et de Blasowitz. Le lieutenant-général autrichien, Kienmayer, se dirigea par Pratzen en avant d'Aujest, où il arriva à onze heures du soir. Les deux empereurs prirent leur quartier-général à Kzernowitz. Napoléon jouissait de voir son ennemi donner dans le piége qu'il lui avait

tendu, et, au lieu d'inquiéter les Russes dans leurs manœuvres, il retira ses avant-postes jusqu'à Tellnitz, Sokolnitz et Schlapanitz. La position des alliés, sur les hauteurs d'Aujest, Pratzen, et Holubitz, était formidable. Et Napoléon, en les examinant, la veille du combat, lorsqu'ils la quittèrent, ne put s'empêcher de dire : « Si les ennemis attendent que j'aille les débusquer de là, ils attendront long-temps ». En effet, s'ils en eussent connu l'avantage, il est probable que les Français se seraient retranchés en arrière de Brünn; mais aveuglés par la présomption, les généraux russes auraient cru faire une faute irréparable de ne pas attaquer un ennemi qu'ils croyaient déjà vaincu.

L'esprit des soldats français était bien autrement disposé. Napoléon fit publier, dans le camp, une éloquente proclamation, où il dévoilait l'imprudente démarche de l'ennemi; et, pour s'assurer de l'impression qu'elle avait produite sur l'armée, il parcourut les bivouacs incognito. C'était la veille de la bataille, et, en même temps l'anniversaire de son couronnement. Pour célébrer cette époque, le camp fut illuminé par des fanaux de paille, placés sur des perches. Un vieux grenadier, s'approchant de Napoléon, lui dit : « Général, tu n'auras pas besoin de t'exposer; je te promets, au nom des grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combatre que des yeux, et que, demain, nous t'amènerons les drapeaux et les canons de l'armée russe, pour fêter l'anniversaire de ton couronnement ». En passant devant le cinquante-septième régiment, Napoléon lui dit ces mots : « Souvenez-vous qu'il y a long-temps, que je vous ai nommé le terrible ». Le lendemain, ce régiment se montra digne de lui-même. Ces scènes firent, sur Buonaparte, l'impression la plus touchante; et il ne put s'empêcher de dire, avec attendrissement en rentrant dans une cabane de paille, où il devait bivouaquer : « Voilà la plus belle soirée de ma vie; mais je regrette de penser que je dois perdre bon nombre de ces braves gens. Je sens, au mal que cela me fait, qu'ils sont véritablement mes enfans; et, en vérité, je me reproche quelquefois ces sentimens, car je crains qu'ils ne finissent par me rendre inhabile à faire la guerre ». L'ennemi eût été épouvanté de ce spectacle; mais, aveuglé par sa présomption, il continua les mouvemens qui devaient précipiter sa perte. Cependant, le corps du maréchal Bernadotte et la moitié du corps du général Davoust, venaient d'arriver à l'armée. Le dernier reçut ordre

de partir, sur-le-champ, pour Reygern avec la double instruction, si la bataille avait lieu le lendemain, de se porter sur l'extrême gauche des Russes, et de continuer à les envelopper, lorsqu'il les aurait coupés, ou de prendre position sur Nicolsburg, d'y réunir la division Gudin et le corps du général Mortier, pour mettre l'ennemi entre deux feux. Le même jour, sur le soir, Napoléon fut informé que quelques corps d'infanterie russe s'étaient présentés devant les villages de Tellnitz et Sokolnitz; et, vers deux heures du matin, on apprit, au quartier-général, que les Russes, après s'être arrêtés quelques instans sur les hauteurs de Pratzen, les avaient abandonnées, comme peu importantes. Cette démarche ne laissant plus lieu de douter que l'ennemi ne donnât bientôt prise sur lui, Napoléon se disposa, en même temps, à la bataille et à la retraite, en cas d'évènement. L'armée fut donc ainsi disposée. Le maréchal Lannes fut chargé de l'aile gauche, le maréchal Soult de la droite, le maréchal Bernadotte du centre, et le général Murat de toute la cavalerie, qui fut réunie sur un seul point. La gauche du maréchal Lannes était appuyée au Santon; cette position avait été fortifiée avec le plus grand soin, parce qu'elle était très-importante à l'exécution du plan d'attaque ou de défense. Cette colline fut garnie de dix-huit pièces d'artillerie, et la défense en avait été confiée, dès la veille, au dix-septième régiment d'infanterie légère. La division de gauche du maréchal Lannes était formée de celle du général Suchet, et le général Caffarelli commandait la division de droite, appuyée au corps du général Murat; le front de celui-ci était défendu par le général Kellermann, qui commandait les hussards et les chasseurs, et par les généraux Walther et De-Beaumont à la tête des dragons. Les généraux Nansouty et d'Hautpoult commandaient les cuirassiers, et formaient une réserve avec vingt-huit pièces d'artillerie légère. Le centre, commandé par Bernadotte, avait à sa gauche la division du général Rivaud, et celle du général Drouet à sa droite. Le général Soult, qui commandait la droite de l'armée française, avait à sa gauche, la division Vandamme, à sa droite, la division Legrand, et à son centre, celle du général Saint-Hilaire. Enfin, la réserve, composée de dix bataillons de la garde impériale, commandés par le général Junot, et de dix bataillons de grenadiers, commandés par Oudinot, était sous le commandement direct de Buonaparte et de son fidèle com-

pagnon de guerre, le maréchal Bertier. Cette réserve était sur deux lignes en colonnes, par bataillons, à distance de déploiement, ayant dans ses intervalles quarante pièces de canon. Cette réserve qui seule valait une armée, devait se porter, sous la conduite de Napoléon, par-tout où les besoins de l'armée l'appelleraient.

Le 2 décembre, au point du jour, les Russes, abandonnant les hauteurs de Pratzen, se mirent en marche sur cinq colonnes, et fondirent bientôt dans la plaine, comme un torrent. Il semblait, d'après leurs mouvemens, qu'ils eussent ignoré les positions de l'armée française, dont ils n'étaient cependant pas éloignés, et dont les manœuvres pouvaient être aisément aperçues des hauteurs qu'occupait l'armée ennemie. Il paraît, d'après les rapports officiels, que les généraux russes avaient été trompés par l'arrivée de Bernadotte; ils s'étaient imaginé que sa division était un corps de troupes détaché du centre de Napoléon, pour fortifier sa gauche. D'un autre côté, ayant aperçu plusieurs lignes de fumée, entre Turas et les étangs, en arrière de Sokolnitz et de Kobelnitz, ils crurent que l'armée française, ayant sa droite appuyée à ces étangs, avait placé une réserve en arrière. Cependant, nous n'avions, à Kzernowitz, que quelques voitures d'équipage; Sokolnitz et Kobelnitz étaient occupés par la division Legrand, avec trois cents hommes de cavalerie; nous n'avions pas un seul homme à Turas, où les Russes se portaient en forces. Si les généraux russes, au lieu de croire à l'infaillibilité d'un plan conçu dans le cabinet, eussent simplement observé l'illumination singulière que les soldats avaient donnée la veille, à leur général, ils auraient pu aisément deviner la position de l'armée, et ils n'auraient pas préparé leur défaite, en adoptant des mesures diamètralement opposées au plan qu'ils auraient dû suivre; mais, sans se donner la peine de calculer, ils s'étaient imaginé qu'en débouchant rapidement les défilés de Sokolnitz et de Kobelnitz, ils auraient bientôt débordé la droite de l'armée française, et ils eurent la bonhomie de croire que le vainqueur d'Italie était homme à rester tranquille dans son camp, et à se laisser cerner, sans s'en apercevoir. D'après ces vues, la cavalerie du prince Jean de Lichtenstein, et l'avant-garde du prince de Bagration attaqueraient la gauche des Français, forceraient les défilés de Schlapanitz, Bellovitz et Krischstein, communiqueraient avec les colonnes d'infanterie de la gauche, et poursuivraient les Français, entre Brünn et Kzernowitz.

Cette manœuvre maladroite ne fut que trop fidèlement exécutée, et les Russes en furent tellement affaiblis, sur tous les points, qu'ils devinrent incapables de la moindre résistance. C'était d'ailleurs une grande imprudence que de s'engager dans des défilés, où le moindre obstacle pouvait les arrêter, et, comme ils ne pouvaient les déboucher qu'avec lenteur, ils s'exposaient à être vivement attaqués au moment où ils voudraient se déployer, et, en cas de revers, à se voir rejeter sur les étangs d'Aujest et de Tellnitz. Vers les sept heures du matin, l'armée russe prit la direction suivante : le lieutenant-général d'infanterie, comte de Buxhœvden, commandant l'aile gauche, et le général Kutusow, formant le centre avec la quatrième colonne. Leur première colonne marcha par le flanc gauche d'Augest, par Tellnitz, pour défiler vers les étangs qui se trouvent à la droite de ce village. Après son occupation, le feld-maréchal Kienmayer devait se porter en avant de Menitz, se placer dans la plaine entre les défilés et ces étangs, quand la première colonne aurait passé les défilés de Tellnitz. Cette manœuvre devait couvrir les derrières des quatre colonnes. La seconde colonne marcha, sous les ordres du comte Langeron, par le flanc gauche, pour forcer la vallée entre Sokolnitz et Tellnitz. La troisième colonne, aux ordres du lieutenant-général Przibyschesky, marcha par le flanc gauche, tout près du château de Sokolnitz, d'où les têtes des trois colonnes entre Sokolnitz et l'étang situé à gauche, avancèrent vers l'étang de Nobolnitz. La quatrième colonne, sous les ordres du général autrichien feld-maréchal Kollowrath, marchant sur les traces de la troisième colonne, devait se mettre en ligne et placer sa tête dans la même direction que les trois premières. De cette manière, les quatre colonnes formaient un grand front. La première avait ordre d'occuper la forêt de Turas, où les généraux russes croyaient la droite de l'armée française, qui cependant était éloignée de plus de deux lieues de cette position ; elle devait ensuite faire une attaque décisive sur cette même aile droite, tandis que l'avant-garde du général Bagration, soutenue par de la cavalerie, devait chercher à garnir d'artillerie les hauteurs situées entre Duwaraschau et l'auberge de Lescher. Ce mouvement devait couvrir la cavalerie, qui avait des positions à droite et à gauche de cette auberge. La cavalerie des alliés était tout entière sous les ordres du général autrichien, prince Jean de Lichtenstein. Le grand-duc Constantin devait prendre posi-

tion entre Blasowitz et Krug, et servir à soutenir la cavalerie et la gauche du prince Bagration.

Un aide-de-camp, qui avait été chargé d'observer les mouvemens des Russes, ayant rapporté à Napoléon que l'ennemi en masse descendait dans la plaine; que la fusillade avait commencé, et que son plan était de tourner l'armée française, le général Murat et les maréchaux Lannes et Soult reçurent des instructions particulières sur les mouvemens que chacun devait exécuter, et partirent au grand galop. Au moment où ils s'éloignaient, Napoléon rappelant le maréchal Soult : « Combien vous faut-il de temps pour couronner les hauteurs de Pratzen? Moins de vingt minutes, répond le maréchal; nos troupes occupant le fond de la vallée, le brouillard et la fumée des bivouacs les dérobent à la vue de l'ennemi. En ce cas, dit Buonaparte, attendons encore un quart d'heure ». Bernadotte, dont la division était restée en arrière, pour former l'arrière-garde en cas de retraite, reçut ordre de la mettre en mouvement et de la porter sur la ligne. Arrivée à la hauteur du village de Gorgowitz, cette division en passa le ruisseau. Napoléon la suivit à la tête de sa garde et de sa réserve. Le signal est donné, et Buonaparte adresse à ses troupes cette courte, mais éloquente harangue : « Soldats, il faut faire finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis ». A l'instant, les chapeaux au bout des baïonnettes, et les cris de vive l'empereur, sont le véritable signal du combat. Bientôt on entend la canonnade à l'extrémité de la droite qui se trouvait déjà dépassée par l'ennemi. Dans le même moment, un détachement de cavalerie et d'infanterie russe et autrichienne, attaqua le troisième régiment de ligne et un bataillon de tirailleurs du Pô, placés dans Tellnitz. La même manœuvre fut exécutée par des colonnes considérables qui se portèrent inutilement sur un retranchement naturel, formé par un fossé et muni d'artillerie. Cette attaque fut fatale au régiment d'infanterie de Szeckler, qui fut aux deux tiers détruit. Il y avait plus d'une heure que le combat durait sans que la tête de la première colonne russe se fît apercevoir. Buxhoevden, qui la commandait, en détacha un corps de troupes si considérable, qu'à son arrivée à Tellnitz, les Français sortirent du défilé et se rangèrent en bataille au-delà; mais le maréchal Davoust leur ayant envoyé sur les neuf heures un renfort de quatre mille hommes, ils reprirent Tellnitz, d'où ils

furent encore repoussés par une canonnade supérieure. La cavalerie autrichienne parvint enfin à traverser sans obstacle le défilé et le village de Tellnitz. Les Français, après avoir arrêté pendant trois heures près de quarante-cinq mille ennemis, quoiqu'ils ne fussent environ que cinq à six mille, battirent en retraite, et évacuèrent totalement la plaine entre Tellnitz et Turas. Quoiqu'ils se retirassent en bon ordre, les Russes auraient pu s'attacher à leur poursuite et en tirer quelque avantage; mais ils étaient défians; et craignant de tomber dans quelque embuscade, ils ne les inquiétèrent nullement.

Tandis qu'on se battait ainsi près de Tellnitz, les deuxième et troisième colonnes russes, ayant quitté les hauteurs de Pratzen, s'étaient portées vers Sokolnitz, pour attaquer deux bataillons de la division Legrand qui occupaient cette position. Une batterie française, sur une hauteur entre Sokolnitz et Kobelnitz, riposta vivement à la canonnade des Russes, et abîma le village de Sokolnitz, qui tomba enfin au pouvoir des Russes. Pendant que ces deux colonnes exécutaient les manœuvres qui leur avaient été prescrites, les autres essuyaient des revers qui commencèrent la perte de la bataille. L'occupation de Sokolnitz, qui était certainement un avantage pour les Russes, leur devint funeste par le désordre avec lequel leurs bataillons s'y accumulaient. Cependant la gauche de l'armée austro-russe s'éloignait sans cesse du centre, et s'avançait imprudemment pour tourner l'armée française dans une position qu'elle n'occupait pas. Napoléon, voyant cette fausse manœuvre, et s'apercevant que les mouvemens des Russes n'avaient pas d'ensemble, fit marcher contre leur centre les masses qu'il tenait réunies pour les couper dans cette aile. Cependant, le maréchal Soult, se joignant aux deux divisions Saint-Hilaire et Vandamme, qui se trouvaient dans le fond de la vallée de Kobelnitz, attaqua les hauteurs de Pratzen, pendant que le maréchal Bernadotte prenait position sur les hauteurs de Blasowitz. Le général Murat, ayant à sa gauche le maréchal Lannes, porta sa cavalerie sur plusieurs lignes à la gauche de Bernadotte. Ces diverses dispositions tendaient à attaquer sur tous les points la droite et le centre de l'armée ennemie; aussi le combat s'engagea-t-il. Les tirailleurs de la division Rivaud et la cavalerie légère, aux ordres de Kellermann, s'étant aperçus que le grand-duc Constantin venait de quitter les hauteurs d'Austerlitz pour se

porter sur celles de Blasoswitz et de Krug, l'attaquèrent aussitôt. Le grand-duc fit occuper ce village par le bataillon des chasseurs de la garde russe. Il avait à peine pris position que le prince de Lischtenstein arriva avec sa cavalerie. Cette colonne avait été croisée dans sa marche par des corps d'infanterie, qui descendaient de la hauteur pour se porter en avant. Pendant sa marche, le prince de Lischtenstein avait fait placer en hâte dix escadrons, sous les ordres du lieutenant-général Uwarow, pour assurer le flanc gauche du prince Bagration, qui avait une partie de la cavalerie du général Murat devant lui. Le prince de Lischtenstein, arrivé sur la gauche du grand-duc, trouva l'ennemi en présence des gardes russes. C'était le général Kellermann, commandant trois régimens de chasseurs et de hussards français, soutenus par l'infanterie de la gauche du maréchal Bernadotte et de la droite du maréchal Lannes. Aussitôt le prince Jean de Lischtenstein se décida à mettre sa cavalerie en bataille, et à charger les Français. Le régiment du grand-duc s'engage le premier. Au moment où les Russes le chargèrent, le général Kellermann, faisant faire volte-face à ses troupes légères, passa dans l'intervalle des bataillons; les Russes, essuyant leur double feu, furent à moitié détruits par une grêle de balles et arrivèrent en désordre sur la cavalerie française, qui était en seconde ligne. La cavalerie russe fut reçue avec fermeté par les divisions Caffarelli et Rivaud qui, s'ouvrant également, prirent les hulans entre deux feux. Les Russes furent ainsi victimes de leur courage et de leur inhabileté. Leur général fut grièvement blessé et mourut. Après sa déroute complète, ce corps alla se reformer derrière celui du prince Bagration, qui s'était enfin porté en avant du poste de Posowitz pour s'opposer à la gauche du maréchal Lannes, et avait fait occuper les villages de Krug et d'Holubitz.

Le centre des alliés était composé de trente-trois mille sept cents hommes, c'est-à-dire, des troisième et quatrième colonnes renforcées de plus de sept mille hommes. l'empereur de Russie, accompagné du général en chef Kutusow, arriva à la tête de la quatrième colonne; au moment où elle dut se porter en avant. On était aux prises à Tellnitz, et la gauche de l'armée russe était en marche, lorsque le centre se forma; il se rompit par pelotons sur sa gauche, ayant son infanterie à la tête de la colonne et son avant-garde à peu de distance d'elle. Il était neuf heures; la troisième colonne russe avait

quitté les hauteurs de Pratzen pour marcher sur Sokolnitz; et la quatrième venait occuper la position qu'avait prise pendant la nuit le général Przibyschesky, lorsqu'une grande masse d'infanterie française se fit apercevoir, tout d'un coup, dans un fond en avant de Pratzen. Ce corps, qui était formé des divisions Vandamme et Saint-Hilaire, se voyant découvert, s'ébranla au moment où l'avant-garde russe s'emparait du village. Cette circonstance lui fit presser l'occupation de Pratzen; et elle atteignit un petit pont au-delà, avant les tirailleurs français; elle passa ce pont, et plaça un de ses bataillons sur une hauteur à gauche en avant du village, où se trouvait encore la queue de la troisième colonne.

Le général Kutusow, se voyant attaqué dans le moment où il croyait attaquer lui-même, ne vit d'autre parti à prendre que celui de regagner les hauteurs de Pratzen avant que les Français s'en emparassent. C'était le seul moyen d'assurer les derrières de la troisième colonne russe qui, sans faire attention au mouvement de l'ennemi, et ne suivant que ses premières dispositions, s'avançait toujours sans précaution. D'après tous ces mouvemens, le plateau de Pratzen, qui avait été la clef de la position des alliés, allait décider de la journée; et l'occupation de ce poste, dans l'embarras des différentes colonnes, assurait la victoire à celui qui s'en rendrait maître. Le général Kutusow, intruit de la proximité des Français, se mit en mesure, pour leur faire face et occuper la hauteur, et envoya chercher au prince de Lischtenstein quatre régimens de cavalerie russe. Cependant, l'infanterie française s'avançait à pas lents, comme à l'exercice. On aperçut en même temps, sur la droite de Pratzen, la brigade du général Levasseur, qui tentait de passer entre la quatrième colonne, et la cavalerie du prince de Lischtenstein. Cette colonne, ayant pris sur la droite, envoya du renfort à son avant-garde qui, déjà maîtresse de la hauteur, fut obligée, après une courte résistance, de céder à des forces supérieures, et d'abandonner cette position. Les Russes avaient perdu du terrain; ils voulurent le regagner en faisant feu de leur artillerie; mais ils étaient à une trop grande distance, les coups ne portaient pas, et les Français, sans s'inquiéter de la canonnade, et sans y répondre, s'avancèrent tranquillement jusqu'à cent pas de l'ennemi, contre lequel alors, ils commencèrent une fusillade très-meurtrière. Pendant ce temps-là, les troupes de Napoléon se développaient peu-à-peu sur le plateau de Pratzen, où elles se mi-

rent en bataille sur plusieurs lignes, et marchèrent avec rapidité sur la hauteur, appuyant leur gauche à l'église du village, et leur droite au point le plus élevé de ces hauteurs, où elles se formèrent en potence, pour faire face à la queue de la troisième colonne.

Les Russes, secondés de deux brigades autrichiennes, tentèrent encore une fois de gagner les hauteurs, et d'en débusquer les Français, et pour cela les attaquèrent en flanc. Un régiment français, qui, le premier, s'était emparé du plateau, fut vivement assailli par des bataillons autrichiens; il était déjà presque cerné, et, malgré la plus vigoureuse résistance, il allait battre en retraite quand il reçut du renfort, et regagna le terrain qu'il avait perdu. Les Russes, de leur côté, envoyèrent deux régimens de la troisième colonne pour renforcer la brigade du général Kamenskoy, et le mettre en état de rétablir le combat sur le plateau. Mais les Français manœuvrèrent avec tant d'art, et surent si bien mettre à profit l'avantage du terrain qui les garantissait du feu, et dérobait leurs mouvemens à l'ennemi, qu'ils restèrent intacts. Les Russes, voyant leurs colonnes coupées, leurs positions tournées, et leurs différens corps sur le point d'être enveloppés, sentirent bien qu'ils étaient perdus sans ressource, et qu'il n'y avait qu'une attaque désespérée à la baïonnette, qui pût sinon leur donner la victoire, au moins empêcher leur totale destruction. Ils fondirent donc sur les Français, en poussant, à la manière des Tartares, des cris horribles, pendant que les Autrichiens s'avançaient avec le calme qui caractérise le vrai courage. Ces derniers efforts du désespoir n'intimidèrent pas les Français; ils attendirent leur choc avec intrépidité, et n'y répondirent qu'en présentant à l'ennemi un rempart de baïonnettes et un feu bien soutenu. Cependant, comme tout ce qui est violent ne peut durer, la fureur des Russes fut bientôt calmée, leur impétuosité se ralentit, leur course, d'abord précipitée et rapide, se changea en une marche lente et incertaine, leur feu fut mal dirigé, et leurs colonnes ébranlées et presque confondues, n'opposant plus qu'une faible résistance, ne laissèrent pas long-temps la victoire indécise. En effet, les Français, voyant le flottement des colonnes, l'hésitation des mouvemens, et, le découragement des ennemis, prirent une autre attitude, et après avoir essuyé l'attaque des ennemis, ils les assaillirent à leur tour. Les Russes et les Autrichiens furent bientôt chassés des hauteurs de Pratzen, et forcés de

fuir en abandonnant leur artillerie, dont le feu fut bientôt dirigé contre eux-mêmes, et acheva leur déroute. Deux heures de combat décidèrent du sort de cette journée, et ne laissèrent plus aux empereurs d'Allemagne et de Russie, au lieu des nombreuses armées qu'ils avaient amenées, que des corps épars, décousus, sans soutien, et sans espoir d'échapper à un ennemi maître de toutes les positions.

L'occupation des hauteurs de Pratzen était sans doute un grand point pour les Français; mais tout n'était pas fait, leur présence était nécessaire ailleurs; ils n'y restèrent donc qu'autant de temps qu'il leur en fallait pour réunir leurs divisions. Cette opération se fit promptement, et elles furent aussitôt dirigées sur le reste de la troisième colonne russe, et sur les derrières des deux premières colonnes, dont la tête était engagée dans les défilés de Tellnitz et de Sokolnitz. Tandis que les Russes nous disputaient les hauteurs de Pratzen, le grand-duc Constantin avait avec Bernadotte une affaire très-chaude: ce dernier s'était emparé de Blasowitz, le grand-duc quitta les hauteurs sur lesquelles il se trouvait placé, et marcha contre le corps d'armée du maréchal. Les tirailleurs commencèrent le combat par une fusillade très-vive, et, après avoir disputé pied-à-pied le terrain à l'ennemi, ils ne se replièrent que lorsque le grand-duc ordonna la charge à la baïonnette. Alors on commença de part et d'autre une canonnade terrible, et la mitraille fit un horrible ravage. Le grand-duc, croyant décider la victoire, s'approcha des Français; mais le maréchal Bessière, qui se trouvait placé dans les intervalles de l'infanterie française, fit avancer la cavalerie de la garde de Napoléon qu'il commandait, et fondit sur les Russes avec une telle impétuosité que toute résistance devint inutile. La réserve du grand-duc, toute composée de la garde impériale russe, et du double plus nombreuse que les Français, fut extrêmement maltraitée, et les chevaliers-gardes qui en faisaient partie, perdirent tant de monde que leur corps se trouva absolument désorganisé et hors d'état de paraître en ligne. Si le succès des batailles dépendait seulement de la valeur des soldats, les Russes, dans cette affaire, auraient, non remporté la victoire, mais au moins ils l'auraient balancée, car ils déployèrent beaucoup de courage; mais le peu d'instruction dans les manœuvres de détail, comme dans les manœuvres générales, le rendit inutile. Tout le monde connaît l'intrépidité des Turcs, et cependant ils obtiennent

rarement des succès soutenus. Les soldats en particulier sont braves, mais les armées sont faibles, et cela faute de tactique, faute d'instruction dans les officiers, et faute d'ensemble dans les manœuvres. Il ne suffit pas pour qu'une armée soit invincible, qu'elle soit très-nombreuse, et que les soldats soient intrépides, il lui faut encore un chef qui sache concevoir un bon plan, en diriger l'exécution, en calculer les effets, et profiter des fautes de son ennemi pour le rectifier suivant les circonstances. Pendant que les Russes étaient précipités des hauteurs de Pratzen, et que le grand-duc se laissait battre par Bernadotte, le prince Bagration et le lieutenant-général Uwarow se trouvaient aux prises vers Posoritz avec le maréchal Lannes. Ce général apprenant que le prince Bagration s'était emparé des hauteurs de Posoritz, et que le lieutenant-général Uwarow, manœuvrant avec trente escadrons sur sa gauche, près de Holubitz, s'était emparé de ce village ainsi de celui de Krug, voulut arrêter les progrès de cette division. Il marcha en colonne sur la gauche du prince Bagration, et sur la droite de la cavalerie du général Uwarow et arrêta ainsi la droite des alliés. Pour couvrir la gauche des Français et favoriser sa retraite en cas de revers, le maréchal avait pris position sur le Santon à la gauche de la chaussée de Brünn, vers lequel devait se diriger l'attaque du prince Bagration. Cette position avait été tellement fortifiée par les ordres de Napoléon qu'elle était inexpugnable, non-seulement pour toute l'avant-garde russe; mais pour l'armée entière. Le prince Bagration, qui croyait que cette position n'était gardée que par un régiment d'infanterie légère, s'avança sans défiance, comme s'il eût été sûr de son fait. Mais dès qu'il vit la première décharge vomir la mort sur plus de deux mille Russes, il sentit bien qu'il n'échapperait pas un de ses soldats, s'il s'obstinait davantage; il battit en retraite et regagna promptement Austerlitz. Il fit bien; un moment plus tard, il eût été enlevé par les généraux Suchet et Caffarelli, qui menaçaient fortement son flanc gauche.

Jusque là l'infanterie russe et autrichienne avait fait tous les frais de la journée, et la cavalerie, qui avait à peine pris part à l'action, était demeurée intacte. Elle était nombreuse et occupait des positions excellentes. Malgré ces avantages, le général Murat la fit attaquer, les généraux Nansouty et d'Hautpoult à la tête des cuirassiers, et les généraux Walther et Beaumont, commandant les dragons, la chargèrent successi-

vement avec tant de vivacité, que, renversée et rompue de toute part, elle fit sa retraite en désordre, et abandonna la route de Wischau, laissant la plus grande partie des équipages au pouvoir des Français.

Pendant ces différentes actions, vingt-cinq mille Russes des deux premières colonnes qui avaient débouché sur Tellnitz et sur Sokolnitz, furent arrêtés dans leur marche par un corps de huit mille cinq cents Français. L'avantage du nombre devait rendre nul pour les Russes un si faible obstacle; mais l'audace des Français, la rapidité de leurs manœuvres, et le feu de l'artillerie légère qui était supérieurement servie, les rendirent invincibles, et ils ne purent être entamés. Forts de leur courage, les Français l'étaient encore plus de l'inhabileté des Russes. Au lieu d'exécuter un mouvement hardi, par la hauteur sur la chapelle d'Aujest, dont le prolongement s'étend jusqu'à Pratzen, ceux-ci essayèrent de poursuivre leur premier plan, sans s'inquiéter de la situation de leurs autres colonnes, ni des mouvemens de leurs ennemis, ni des accidens du terrain. S'ils eussent fait ces calculs, ils auraient modifié leurs manœuvres, donné à leur entreprise une nouvelle direction, et balancé le succès du combat. Mais l'attaque des Français ayant dérangé leur plan, ils se virent déroutés de leurs combinaisons; leurs mouvemens se faisaient sans but, comme sans égard à la situation générale de l'armée; les combats manquèrent d'ensemble, et chaque corps combattant isolément, leurs défaites particulières amenèrent nécessairement la destruction entière de l'armée. Cependant Napoléon mettait à profit toutes ces sottises, et sa présence d'esprit ne laissait échapper aucun des avantages qui résultaient sans cesse des fausses manœuvres de l'ennemi. En voici un exemple, pendant le brouillard du matin, les deuxième et troisième colonnes russes s'étaient croisées et étaient entrées en désordre dans le village de Sokolnitz; la tête de la troisième colonne était parvenue seule à le déboucher. Cet embarras n'échappa point aux Français qui étaient sur les hauteurs de Pratzen. Aussitôt les généraux Saint-Hilaire et Legrand se portent sur le plateau de Tellnitz, et cernent le village de Sokolnitz. Le colonel Franceschi, avec quatre-vingts hussards, charge la tête de la colonne russe avec tant d'audace et d'intrépidité, qu'elle mit bas les armes. Tous les Russes qui étaient dans le village et au-delà furent faits prisonniers. Le lieutenant-général Przibyschescky qui était dans la vallée, à la tête de six mille

hommes, tomba aussi au pouvoir des Français avec l'artillerie.

Des soldats russes, échappés à la défaite de la seconde colonne, se retiraient en désordre vers Aujest, et le corps de Buxhoevden, qui n'avait pas souffert, se repliait sur la première colonne. Celle-ci, informée trop tard de l'attaque des Français sur le centre, avait pris une fausse direction pour venir à son secours. La cavalerie autrichienne évacua le village de Tellnitz, et se porta avec la cavalerie russe sur les hauteurs pour couvrir la marche de Buxhoevden, tandis que quelques bataillons soutenus de la cavalerie, se tiendraient sur l'autre flanc pour le protéger. Les Français s'étendaient alors depuis Pratzen jusqu'à la chapelle d'Aujest; et dès qu'on vit les Russes entrer dans le village, la division Vandamme fondit sur eux avec impétuosité. Il s'engagea d'abord une fusillade très-vive, mais elle fut de courte durée, le général Buxhoevden traversa, en fuyant, le village avec quelques bataillons, et alla rejoindre son armée près d'Austerlitz. Quatre mille Russes et Autrichiens et une grande quantité de canons furent le fruit de cette victoire. Buonaparte, jaloux de partager les travaux et la gloire de ses compagnons d'armes, aurait voulu se multiplier pour se trouver par-tout; et s'il paraissait un moment dans l'inaction, il était en quelque sorte aux aguets pour écouter où l'on se battait, et pour y courir. La journée d'Auterlitz fut de nature à favoriser cette activité; il ne se passa presque pas d'affaire importante à laquelle il n'eût une part active; il s'était successivement porté d'une attaque à une autre; il arriva sur le plateau de la chapelle d'Aujest au moment où la colonne Buxhoevden venait d'être défaite, il y fut témoin d'une affreuse catastrophe. Quatre bataillons russes, et les débris de la colonne du général Buxhoevden accompagnaient une batterie de cinquante pièces de canon, qui n'avait pu être emmenée par Aujest, où la division du général Vandamme avait pris position. Ceux qui la conduisaient ayant suivi une ancienne digue qui conduisait d'Aujest à Statschau, crurent que la glace serait assez forte pour les porter; mais lorsqu'ils furent au milieu, elle manqua: hommes, chevaux, voitures, canons, tout fut englouti; on ne saurait calculer le nombre d'hommes qui périt dans ce désastre; pareil évènement avait eu lieu à Aboukir, où dix-huit mille Turcs se jetèrent dans les flots. La même scène fut répétée une heure après sur l'étang de Menitz. L'infanterie russe, poursuivie par les Fran-

çais, voulut se sauver sur l'étang; mais la glace se rompit et engloutit la plupart des soldats. Après l'occupation d'Aujest, les Français, ayant reçu leur artillerie, se mirent à la poursuite des fuyards de la première colonne russe sur la plaine, entre Tellnitz et le lac. Cette infanterie, quoique réunie, marchait en désordre. Le général Dochtorow, qui la commandait, rétablit l'ordre et songea à la retraite. Il n'était point aisé de l'effectuer; on ne pouvait passer que par des digues où deux hommes seulement pouvaient marcher de front. Il était encore à craindre que les Français, en passant Aujest et Statschau, ne fissent le tour du lac et ne coupassent la digue et la retraite des Russes. Dans cette hypothèse, c'en était fait des restes de l'armée.

Les mouvemens de dispositions, d'attaque et de défense, qui s'éxécutèrent dans cette journée sur le champ de bataille, furent si variés et si multipliés que sur la fin il eût été impossible au meilleur observateur de se rappéler les évolutions, les marches, contre-marches et même les premières positions des armées. En effet, on voyait les troupes françaises de la droite tourner le dos à Austerlitz, pour marcher contre les restes de la gauche des alliés, et descendre des mêmes hauteurs d'où les Russes avaient le matin marché contre elles. Quand la première colonne russe se porta en avant, les Français avaient appuyé leur droite au lac; actuellement ils y avaient leur gauche, et les Russes, *vice versâ*, y appuyaient leur droite. A deux heures après-midi, le combat sur le reste de la ligne était fini et décidé, lorsque le général Vandamme vint l'achever sur ce point. La cavalerie autrichienne voulant couvrir la retraite de l'infanterie russe, entre les villages de Tellnitz et de Menitz, fut écrasée par la mitraille et l'artillerie légère de la garde de Napoléon, qui prit la tête de l'attaque, détruisit un régiment d'infanterie russe, réfugié dans des fossés autour du village de Tellnitz. Deux escadrons des chasseurs de la garde, et une division de dragons commandés par le général Gardanne, soutinrent l'artillerie légère avec l'infanterie de la garde et du corps du maréchal Soult. Le feu de cette artillerie fut si vif et si bien entretenu que les Russes firent une perte immense en hommes et en chevaux, et même en caissons dont la plupart sautèrent. De quatre-vingt-douze bataillons, huit mille hommes seulement se sauvèrent par la route de Statschau, et de cent cinquante pièces de canon, ils ne purent en sauver une seule. Tel fut le coup de tonnerre

qui termina cette bataille. Les armées combinées d'Alexandre et de l'empereur d'Autriche essuyèrent une perte de plus de quarante mille hommes, dont dix-neuf mille Russes et six cents Autrichiens furent faits prisonniers, dix mille furent tués et le reste, blessé ou dispersé, périt, dans les bois, de faim et de misère. Les Français prirent quinze généraux russes et cinq cents officiers; et, avec soixante mille hommes, dont quinze mille ne brûlèrent pas une amorce, ils restèrent vainqueurs de quatre-vingt-deux mille Russes qui tous combattirent. La perte des Français fut de sept cents soixante-seize hommes tués et six mille blessés, dont trois mille reprirent leur service au bout de huit jours. De ce nombre était le général Saint-Hilaire, qui, bien que blessé dès le commencement de l'action, continua de se battre toute la journée et fit des merveilles. Les généraux de division Walther et Kellermann, les généraux de brigade Valhubert, Thiébaut, Sébastiani, Compans, et Rapp, aide-de-camp de Napoléon, furent également blessés. Ce dernier, en chargeant à la tête des grenadiers de la garde, fit prisonnier le prince Repnin, commandant les chevaliers-gardes de l'empereur de Russie. Le général Friant eut quatre chevaux tués sous lui. Tous les Français officiers, et soldats, se comportèrent dans cette affaire avec tant d'intrépidité, ils se couvrirent tellement de gloire, que lorsque Napoléon, après avoir entendu le détail des actions héroïques qui signalèrent les Français dans cette mémorable journée, s'écria : « Il faut toute ma puissance pour récompenser dignement tous ces braves gens, » il savait bien que c'était à lui d'acquitter la dette de la patrie, et il le fit magnifiquement. Des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats morts à la journée d'Austerlitz. Napoléon adopta leurs enfans, se chargea de leur éducation, de la dot de leurs filles et de l'avancement de leurs enfans mâles : tout blessé reçut une gratification de trois mois de solde; les militaires qui s'étaient le plus distingués reçurent des aigles d'honneur, et une gratification fut promise à tous les soldats, à leur retour en France. Napoléon adressa à l'armée une proclamation où il peignait toute sa satisfaction : « Soldats, leur disait-il, je suis content de vous; vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une gloire immortelle..... Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été en moins de quatre heures ou coupée, ou dis-

persée; ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs... La paix ne peut pas être éloignée.... Lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de la patrie sera accompli, je vous ramenerai en France; là, vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes : mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on réponde : Voilà un brave ! »

Le soin que Buonaparte prit des blessés ne lui gagna pas moins l'affection des soldats que son exactitude à se faire rendre compte des traits de bravoure et à les récompenser. Il employa le reste de la journée et une partie de la nuit à parcourir le champ de bataille, faisant enlever les blessés pour être transportés à l'ambulance. On s'imagine communément que des soldats blessés et restés sur le champ de bataille, se livrent aux blasphêmes, aux imprécations, qu'ils maudissent leur existence, et qu'ils vomissent toutes les malédictions imaginables contre le souverain pour la cause duquel ils sont réduits à cet état. Si l'on parle des soldats automates d'un despote, ou de soldats esclaves, qu'on ne conduit qu'avec le bâton, nous croyons bien qu'ils justifient cette opinion; mais qu'on visite les soldats français sur le champ de bataille, sur-tout après une victoire. Rien d'aussi touchant que de les voir oublier leurs souffrances pour s'informer tranquillement du résultat de la bataille. L'un demandait si la victoire était bien assurée; un autre disait avec orgueil : » Je souffre depuis le commencement de la bataille, je suis abandonné; mais j'ai bien fait mon devoir. « Général, disait un troisième, vous devez être content de vos soldats..... « La garde à pied était au désespoir de n'avoir pu donner, et demandait absolument à faire quelque chose : « Réjouissez-vous, de ne rien faire, lui dit Napoléon, vous devez donner en réserve; tant mieux si aujourd'hui on n'a pas besoin de vous. « Le colonel Morland fut tué en chargeant l'artillerie de la garde impériale russe; mais ce ne fut qu'après s'être couvert de gloire lui et la garde à cheval qu'il commandait. Le commandant russe, après avoir perdu toutes ses pièces, était emmené prisonnier; il rencontre Napoléon : « Sire, lui dit-il, faites-moi fusiller, je viens de perdre toutes mes pièces. » Jeune homme, lui répondit Napoléon, j'apprécie vos larmes; mais on peut être battu par mon armée, et avoir encore des titres à la gloire. »

Comme le nombre des Français était inférieur à celui des alliés,

Napoléon avait défendu de dégarnir les rangs sous prétexte d'emmener les blessés. Cet ordre du jour donna lieu à un mot sublime qui caractérise bien le soldat français. Dès le commencement de la bataille, le général Valhubert avait été grièvement blessé, ses frères d'armes lui offrirent de le porter hors des rangs; mais il refusa leurs secours. « Souvenez-vous de l'ordre du jour, dit-il, si vous revenez vainqueurs, on me relèvera après la bataille; si vous êtes vaincus, je n'attache plus de prix à la vie. » « Il mourut sans regret, il envisagea la victoire, et sa main mourante traça ces mots à Napoléon : « Sire, j'aurais voulu plus faire pour vous; je meurs dans une heure. Je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, pensez à ma mémoire; il me suffit de vous dire que j'ai une famille; je n'ai pas besoin de vous la recommander. » Les colonels Lacuée et Mas, qui succombèrent dans cette glorieuse journée, avaient les mêmes sentimens; et à dire vrai, c'était ceux de tous les soldats français. Rien n'échappe à l'œil de l'observateur, et quand on compare les forces des Russes, leur tactique, leurs mouvemens, et leurs pertes, avec les forces, la tactique, les mouvemens, et la perte des Français, on voit toujours du côté de ceux-ci une immense supériorité. Les Russes, par exemple, perdirent dans cette bataille quarante-cinq drapeaux, et tous les étendards de leur garde impériale; du côté des Français, une seule aigle fut enlevée, encore ne fut-ce que par accident, comme on va le voir. Cette aigle était celle du quatrième de ligne. Quelques jours après la bataille, Napoléon passait la revue de ce régiment; arrivé au premier bataillon : « Soldats! qu'avez-vous fait de l'aigle que je vous avais donnée? Vous aviez juré qu'elle vous servirait de point de ralliement, et que vous la défendriez au péril de votre vie; comment avez-vous tenu votre promesse? « Le major répondit : que le porte-drapeau ayant été tué dans une charge au milieu de la plus forte mêlée, la fumée avait empêché qu'on s'en aperçût; que cependant la division ayant fait un mouvement à droite, le bataillon avait appuyé ce mouvement; que ce n'était que long-temps après que l'on s'était aperçu de la perte de son aigle; que la preuve qu'il avait été réuni, c'est qu'un moment après il avait culbuté deux bataillons russes et pris deux drapeaux, dont il lui faisait hommage, espérant que cela lui vaudrait qu'il lui rendît une autre aigle. Napoléon

parut un peu incertain, puis il dit : » Officiers et soldats! jurez-vous qu'aucun de vous ne s'est aperçu de la perte de son aigle, et que si vous vous en étiez aperçus, vous vous seriez précipités pour le reprendre, ou que vous auriez péri sur le champ de bataille? Car un soldat qui a perdu son aigle a tout perdu. » Au même moment, mille bras s'élèvent : « Nous le jurons; nous jurons aussi de défendre l'aigle que vous nous donnerez, avec la même intrépidité que nous avons mise à prendre les deux drapeaux que nous vous présentons. » En ce cas, dit en souriant Napoléon, je vous rendrai donc votre aigle. » Pendant que des cris d'allégresse retentissaient dans tout le camp, que les soldats se racontaient les uns aux autres ce qu'ils avaient fait, et en quoi ils avaient contribué au succès de la bataille, que Napoléon distribuait les éloges et les récompenses, et faisait prodiguer aux blessés les plus tendres soins, le général Dallemagne, à la tête de quelques détachemens de cavalerie, parcourait les campagnes et ramassait ceux qui avaient échappé à la bataille. Le fruit de cette excursion fut quinze canons et quinze cents prisonniers. L'armée des alliés présentait un spectacle bien différent du camp des français. Tout y était dans le désordre et la consternation; tous les corps étaient désorganisés. Les soldats manquaient d'officiers et les officiers de soldats : les débris de l'armée erraient pêle-mêle, fuyaient sans but fixe et retombaient sans s'en apercevoir entre les mains des Français. Tant de désastres avaient atteré l'empereur d'Allemagne : dans la détresse où il se trouvait réduit, il fit demander une entrevue à Napoléon. Le prince Jean de Lichtenstein fut chargé de cette mission; la conférence fut fixée pour le 4 décembre au bivouac de Buonaparte. On assure qu'en approchant du feu, Napoléon dit à l'empereur d'Allemagne : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois. » Le monarque allemand répondit en souriant : « Vous tirez si bon parti de votre habitation, qu'elle doit vous plaire. » Les souverains convinrent d'un armistice, et bientôt on arrêta les premières conditions de paix. L'empereur d'Allemagne demanda aussi une trève pour les restes de l'armée russe. Napoléon lui fit observer que cette armée était cernée, mais, ajouta-t-il : « Je désire faire une chose agréable à l'empereur Alexandre; je laisserai passer l'armée, j'arrêterai la marche de mes colonnes; mais votre majesté me promet-elle que l'armée russe retournera en Russie, et

évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne et prussienne? — C'est l'intention de l'empereur Alexandre ; je puis vous en assurer ; d'ailleurs, vous pourrez vous en convaincre par vos propres officiers. » En conséquence le général Savary fut chargé d'accompagner l'empereur d'Allemagne pour recevoir la parole de l'empereur Alexandre. Après le départ de l'empereur d'Allemagne, Napoléon dit à ses officiers : « Cet homme me fait faire une faute, car j'aurais pu suivre ma victoire et prendre l'armée russe et autrichienne ; mais enfin quelques larmes de moins seront versées. » Le général Savary se présenta au quartier-général de l'armée russe pour savoir si l'empereur de Russie accédait à la capitulation. Il arriva vers minuit à l'armée russe qu'il trouva sans bagages, sans artillerie, dans un désordre épouvantable, et cernée par le général Davoust. Ayant été introduit par le prince Czarotinski près de l'empereur de Russie : « Dites à votre maître, lui cria ce prince, qu'il a fait des miracles ; que la journée d'hier a accru mon admiration pour lui ; que c'est un prédestiné du ciel, qu'il faut à mon armée cent ans pour égaler la sienne. » Mais puis-je me retirer en sûreté ? — Oui, sire, lui dit le général Savary, si votre majesté ratifie ce que les deux empereurs de France et d'Allemagne ont arrêté dans leur entrevue. Et qu'est-ce ? Que votre majesté fera retirer son armée par les journées d'étapes qui seront marquées par l'empereur, et qu'elle évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne. A cette condition, j'ai ordre de me porter à nos avant-postes, et d'y donner des ordres pour protéger votre retraite, l'empereur voulant respecter l'ami du premier consul. — Quelle garantie vous faut-il pour cela ? — Sire, votre parole. — Je vous la donne. Cet aide-de-camp partit aussitôt, et les hostilités cessèrent à deux heures du matin. L'empereur de Russie demanda au général Savary quelques détails sur la bataille. Vous étiez inférieurs à moi, et cependant vous étiez supérieurs sur tous les points d'attaque. — Sire, lui répondit le général Savary, c'est l'art de la guerre, et le fruit de quinze ans de gloire ; c'est la quarantième bataille que l'empereur donne. — Cela est vrai ; c'est un grand homme de guerre. Pour moi, c'est la première fois que je vois le feu ; je n'ai jamais eu la prétention de me mesurer avec lui. — Sire, quand vous aurez de l'expérience, vous le surpasserez peut-être. — Je m'en vais donc dans ma capitale ; il m'a fait dire qu'il est content, je le suis aussi. » Dès le lendemain parut une note de l'em-

pereur Alexandre, qui ordonnait à son armée de rentrer en Russie. Le 6, un armistice fut signé entre la France et l'Autriche; l'empereur de Russie retourna en poste à Saint-Pétersbourg dont son armée prit aussi la route. Napoléon renvoya à ce monarque sa garde-noble, et ses chevaliers-gardes sans rançon. Environ trois semaines après, la paix fut signée à Presbourg, le 26 décembre 1805. Par ce traité, la souveraineté de la Bavière et de Wurtemberg fut reconnue. Venise fut réunie au royaume d'Italie, et l'antique constitution germanique fut abolie. Par suite de cette dernière stipulation, le chef de la maison d'Autriche renonça à son titre d'empereur d'Allemagne, huit mois après.

La victoire d'Austerlitz était trop glorieuse pour les Français et pour Napoléon; le triomphe de nos armées dans cette célèbre journée furent trop éclatans pour qu'on ne cherchât pas à en perpétuer le souvenir. Aussi tous les talens du génie et de l'architecture furent-ils mis à contribution, et l'érection d'une colonne triomphale, la construction d'un pont magnifique, et d'autres monumens, attesteront pendant des siècles la gloire et le courage des Français.

AVERSTAEDT. *Voyez* JÉNA.

AXEL.

1794. — Pendant l'hiver rigoureux de 1794, le général Pichegru prit la ville d'Axel, située dans les Pays-Bas, au milieu des marais, dont les glaces lui facilitèrent l'accès; il s'empara ensuite de la Hollande.

AYERBE, (BOURG D'ARAGON EN ESPAGNE).

3 *juin* 1810. — Quarante-quatre gendarmes à pied du neuvième escadron, sous les ordres du lieutenant Monillon, tenaient le poste d'Ayerbe. Ils furent attaqués par une bande de huit cents insurgés, qui brûlèrent presque entièrement leur caserne établie dans un couvent. Une seule pièce restait intacte : ces braves s'y retirèrent pour se défendre. Le lieutenant Monillon fut tué dans la première décharge. Alors le maréchal-de-logis-chef Desmaret prit le commandement, et, sans se laisser effrayer par le désavantage de sa position, ni par les sommations et les menaces des insurgés, lui et sa

petite troupe jurèrent de mourir les armes à la main. Ils firent un feu si vif que plus de quarante de leurs assaillans restèrent morts sur la place, et le reste s'éloigna, emportant un nombre considérable de blessés.

AYVAILLE.

19 *septembre* 1794. — Jourdan, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, méditait, le long de la Roër, une attaque générale sur les Autrichiens, et dans le même temps l'armée du Nord s'occupait des moyens d'envahir la Hollande. A cette même époque, on vit passer la Meuse près Namur et Huy aux généraux Schérer, Marceau et Bonnet, à la tête de quarante-deux bataillons, formant quatre colonnes. Lorsque les troupes françaises eurent opéré ce mouvement, elles se trouvèrent portées sur le flanc gauche des Autrichiens ; ceux-ci occupaient leurs retranchements placés par-delà les rives escarpées de la rivière d'Ayvaille.

Les bords de cette rivière sont tellement coupés de roches bizarrement taillées par la nature, qu'à peine des fantassins y trouveraient-ils quelques endroits pour y placer le pied. Cependant, à peu de distance de ces obstacles, deux camps autrichiens, formés de dix-huit mille hommes, s'étaient établis, l'un à Sprimont et l'autre à Emeux ; des redoutes placées sur toutes les hauteurs environnantes, menaçaient toutes les avenues ; et pour arriver sur la crête des montagnes, la seule route à prendre était, pendant plus d'une heure, sous le feu d'une artillerie rasante. Défendue par l'art et par la nature, car tous les obstacles s'y rencontraient, on ne vit jamais de position plus menaçante. Mais des grenadiers français savent surmonter toutes les difficultés ; leur courage, leur intrépidité leur fait tout vaincre.

Le 19 septembre 1794, quatre colonnes ont ordre de partir au point du jour ; toutes les quatre, au même instant, elles fondent sur toute la ligne autrichienne, depuis Ayvaille jusqu'à Emeux ; c'est la bäïonnette en avant qu'on s'ouvre, qu'on force tous les passages. Les Autrichiens, saisis, interdits, semblent voir dans les grenadiers français un torrent dévastateur, une flamme qui court et dévore tout : tels sont nos grenadiers emportant les camps au pas de charge. Les trophées de cette victoire se composent de vingt-six canons et trois drapeaux ; parmi les morts, on compte douze cents autrichiens couchés

sur le champ de bataille. On trouve un butin immense, et les Français vont cueillir d'autres lauriers encore sous les murs de Juliers.

AZMOOZ.

Mars 1799. — Si les armées françaises eussent toujours été commandées par des généraux expérimentés et bien dévoués à la cause sacrée de la patrie qu'ils servaient ; si le ministère de la guerre, d'où sortaient les plans de campagne et les ordres de direction du mouvement des armées, eût toujours été entre des mains habiles, ou du moins s'il n'eût été confié qu'à des hommes sincèrement amis de la gloire de la France, nous n'aurions jamais éprouvé d'autres revers que ceux qu'amène la chance des batailles ; mais malheureusement le sort de nos armées a souvent dépendu de généraux traîtres ou inhabiles, et de ministres insoucians ou mal-intentionnés. C'est au défaut de talens dans Schérer, et peut-être à la perfidie de son administration, qu'il faut attribuer la situation désastreuse où se trouva l'armée française au commencement de la campagne de 1799. Au lieu de profiter de la suspension des hostilités contre l'Autriche, pour que toutes les opérations militaires fussent entamées simultanément sur toute la ligne, depuis le golfe de Venise jusqu'au Mein ; au lieu de distribuer des forces nombreuses sur tous les points d'attaque et de défense, de compléter les corps, de pourvoir à l'équipement et à l'habillement des soldats, de remplir nos magasins de vivres et de munitions, et de fournir enfin à nos généraux de sûrs moyens de vaincre, ce ministre fit tout le contraire. On eût dit qu'il avait pris à tâche de tout désorganiser. Depuis le midi de l'Italie jusqu'au Texel, nos forces étaient disséminées ; des soldats mal équipés, des officiers mal payés, des généraux découragés par l'arrogance des commissaires du directoire, qui entravaient les opérations militaires, et faisaient détester le nom français, par des exactions sur des peuples vaincus dont, par des procédés contraires, nous aurions pu faire de bons alliés ; tels furent les effets de la mauvaise administration de Schérer. Heureux les Français, si c'eût été le seul mal qu'elle eût produit ! mais elle devait avoir des suites plus funestes encore. Au moment où il fallut reprendre les armes contre l'Autriche, on créa de nouvelles armées ; les contrôles, remis aux généraux, présentaient des

états pompeux, mais bien supérieurs à l'effectif, qui n'offrait pas de forces suffisantes pour résister aux masses combinées des Russes et des Autrichiens. Aussi, qu'arriva-t-il? Le général Jourdan, commandant l'armée du Danube, fut obligé de plier devant les forces supérieures de l'archiduc Charles, qui le battit à Stockak. Masséna, à qui l'on avait confié la défense de l'Helvétie, fut attaqué dans ses montagnes par toutes les forces d'Allemagne et de Russie. Il devait céder à la supériorité de l'ennemi, (c'était peut-être le plan du ministère); mais son habileté, secondée par l'art de ses généraux et le courage de ses soldats, doubla ses forces; il résista d'abord avec avantage, et finit par vaincre les Autrichiens et les Russes. La situation de l'Italie ne promettait pas des chances plus favorables. Les places fortes étaient sans munitions, les corps de troupes étaient postés à de longues distances les uns des autres; depuis Naples jusqu'à Milan, les soldats étaient découragés et les peuples mécontens; Championnet venait d'être destitué, Joubert avait été rappelé, et il était difficile de donner à l'armée des chefs en qui elle eût autant de confiance. Il fallait être bien téméraire ou bien présomptueux, pour oser prendre le commandement dans des circonstances aussi critiques. Schérer le prit; aussi, en deux batailles, il perdit l'Italie, et laissa ainsi à découvert la seconde aile de l'armée d'Helvétie. Ce fut dans cette fâcheuse circonstance que Masséna reçut ordre d'attaquer dans les premiers jours de mars. Il eut beau représenter au gouvernement la situation fâcheuse de l'armée, et la défectuosité du plan de campagne qu'on adoptait, il ne fut pas écouté, et se vit obligé de suivre ponctuellement l'ordre d'attaquer. Le 6, il fit faire à son armée un mouvement général sur le pays des Grisons, qu'occupaient les généraux Landon, Hotze, Bellegarde, et Jellachich. Il n'y avait d'autres moyens d'y pénétrer, que de traverser le Rhin ou de franchir plusieurs chaînes de montagnes, qui tiennent au mont Saint-Gothard et couvrent l'Italie. On était peu avancé dans la saison, et la fonte des neiges, qui ne faisait que de commencer, rendait ces deux moyens, sinon impraticables, au moins de la plus grande difficulté; car elle était assez forte pour faire grossir les eaux du Rhin, et pas assez considérable pour découvrir les montagnes. Masséna se décida à passer par le Rhin. En conséquence, il dirigea le général Lecourbe sur les Engadines et la vallée des trois Rhins, le général Ménard sur la rive droite du Rhin, depuis Reichnau

jusqu'au Steig ; tandis que le général Xaintrailles commandant la gauche, se porterait sur ce même fleuve, et lierait ses opérations à celles de l'armée de Mayence. Pour lui, il entama la campagne, et profitant du moment où le général Hotze avait quitté l'Helvétie, avec dix mille hommes, pour secourir l'archiduc Charles qui attaquait le général Jourdan, il entra dans ce pays. Cependant, Lecourbe à la tête d'une des colonnes de droite, se dirigea par Splugen sur Silva-Plana, pour gagner les deux Engadines. Les passages, encombrés de neige, ne le rebutèrent pas, et chemin faisant, il eut plusieurs fois occasion de battre les Autrichiens, et leur fit deux cents prisonniers. Pendant ce temps-là le général Loison, à la tête d'une seconde colonne, était aux prises, dans la vallée de Dissentis, avec les paysans armés, tous partisans des Salis et de la maison d'Autriche, qui, soutenus par huit cents Autrichiens, avaient pris des positions inaccessibles pour entraver sa marche. Loison, malgré l'intrépidité de ses troupes, eût échoué, si le général Demont ne se fût porté sur Reichnau, par le mont Kongels, et n'eût tourné les positions ennemies dans la vallée de Dissentis et à Coire. Il les battit, leur enleva deux pièces et deux drapeaux. La division Ménard, qui avait été chargée de prendre le Steig, éprouva de grands obstacles à l'exécution de la mission dont elle était chargée. Cette place, forte par sa situation, l'est encore par les travaux du génie. Elle est fermée par un pont-levis qui se lie à droite et à gauche à des hauteurs escarpées, par des murs de maçonnerie flanqués de redoutes aussi en maçonnerie. Il était impossible de tourner la place, à cause des montagnes qui s'élevaient des deux côtés. L'attaque des ouvrages en maçonnerie n'offrait pas moins de difficultés ; on n'avait ni échelles, ni artillerie ; les fusils et les baïonnettes étaient les seules armes offensives des Français. Cependant l'occupation du Steig était de la plus grande importance, elle couvrait les Français dans le Voralberg, et coupait l'ennemi dans la vallée supérieure du Rhin, et il en résultait une communication certaine avec la rive gauche de ce fleuve, et la réunion de la gauche de l'armée à son centre et à sa droite. Masséna, sentant tous les avantages de l'enlèvement du Steig, ne s'inquiéta pas des difficultés, et voulut diriger l'attaque en personne. Un bataillon reçut ordre de traverser le Rhin sur un pont construit à Azmooz, pour attaquer de front sur le pont du Steig, tandis que les généraux Lorge, Ménard et Chabran, l'attaqueraient par

derrière, après avoir traversé le Rhin, vis-à-vis de Flasch et de Mayenfeld. Le bataillon qui devait passer dès le point du jour à Azmooz, s'y était rendu pendant la nuit; mais le pont n'étant pas terminé pour l'heure à laquelle l'ordre de passer avait été donné, le chef de la cent-neuvième demi-brigade ordonna à ses tirailleurs de se jeter dans le Rhin, à un gué qu'on avait reconnu la veille. Ce premier passage s'exécuta avec ardeur et sans accidens; mais il restait un second bras à traverser, et les eaux, grossies pendant la nuit, rendaient le passage impossible. Quelques braves le tentèrent, et furent emportés par le courant. Il ne restait d'autre moyen pour le passage, que d'attendre que le pont fût achevé. Alors tout se mit à l'ouvrage, soldats, grenadiers, officiers, entrèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture, malgré la rigueur du froid, et aidèrent à la construction du pont. Pendant que les troupes étaient ainsi occupées, Massena se porta vers Flasch où le général Lorge n'avait pu passer. Il fit faire aux généraux Ménard et Chabran, une fausse attaque sur Mayenfeld, pendant que Lorge passerait à Azmooz, pour attaquer de front la position de Luciensteig. A deux heures le pont d'Azmooz était fini, et à trois la colonne française se trouva au pied du fort. Le chef de bataillon Anouil se porta sur sa gauche, à la tête des grenadiers; les éclaireurs devaient marcher sur sa droite, tandis qu'un bataillon s'avancerait vers le centre en se pressant un peu vers la gauche. Une seconde ligne soutenant toutes ces troupes, elles gravirent la montagne avec une peine infinie, parce que la neige fondue rendait la pente glissante et impraticable; en sorte qu'on faisait trois pas pour en reculer deux, et qu'on ne parvint à gravir qu'en se cramponnant avec les ongles, ou en s'accrochant à la crosse du fusil de ceux qui étaient en avant. Malgré ces difficultés, malgré les balles et la mitraille qui tombaient comme la grêle, on parvînt aux ouvrages ennemis, et l'on attaqua avec intrépidité, sur trois points. Les Autrichiens, au nombre de huit cents, avec cinq bouches à feu, se défendirent opiniâtrement; les Français n'en montèrent pas moins à l'assaut. Quatre fois les grenadiers attaquèrent la redoute en maçonnerie, quatre fois il furent repoussés. La nuit allait suspendre le combat; mais Massena, outré d'une résistance qu'il n'avait pas prévue, fit avancer quatre compagnies fraîches. Au moment où elles se présentèrent, la redoute supérieure était déjà en notre pouvoir; et ceux qui avaient pénétré, enfonçaient les portes pour en

faciliter l'entrée aux autres. Alors on se battit à la baïonnette ; les Autrichiens, pour la plupart, se firent tuer plutôt que de se rendre, néanmoins on leur fit huit cents prisonniers. Pendant que cela se passait au Steig, une des colonnes de gauche, qui avait ordre de marcher vers Feldkirck avec une partie de ses troupes, tandis que le reste seconderait l'attaque de cette position, passa le Rhin au gué du Hag, sous la conduite du général Oudinot. L'eau était rapide et profonde, les soldats en avaient jusqu'à la gorge ; mais à l'aide des dragons, qui en passèrent une grande partie en croupe, le passage s'effectua à la barbe de l'ennemi. Le lendemain Massena quitta le Steig, et se porta, avec la brigade de Lorge, sur Mayenfeld, et de là sur la rivière de la Lanquart, pendant que Chabran et Ménard passaient le Rhin aux gués de Mayenfeld et de Zollbruck. Les Autrichiens, apprenant l'arrivée des Français, se replièrent d'abord sur la Lanquart, puis sur Coire, et en avant de Zizers ; mais, chassés de toutes ces positions, ils s'arrêtèrent enfin sur les hauteurs en avant de Coire, bien décidés à s'y défendre. Massena, ennuyé de ces changemens de position, qui ne menaient à rien, voulut en finir : en conséquence, il fit serrer en masse les bataillons de la trente-septième et de la trente-troisième, et leur donna ordre de marcher au pas de charge, dans cet ordre redoutable. Ce corps de troupes, guidé par le général Chabran, et secondé par une charge du septième régiment de hussards, enfonça les rangs ennemis, qui, dans leur déroute, furent coupés et cernés par les grenadiers et éclaireurs que Massena avait dirigés rapidement sur le chemin du Tyrol. Le chef de brigade Lacroix, plus que sexagénaire, fit prisonnier le général Auffemberg, qui commandait l'armée autrichienne, et un major hongrois. Nous fîmes, dans cette journée, trois mille prisonniers, et nous nous emparâmes de seize pièces de canon, d'un attirail immense d'artillerie, et de beaucoup de magasins remplis de fourrages et de farines. Pendant cette action, l'ennemi avait attaqué le général Oudinot avec des forces infiniment supérieures ; mais l'habileté du général et l'intrépidité du soldat suppléèrent au nombre. Après quelques heures de combat, les Français ayant épuisé leurs munitions, Oudinot fait battre la charge, et, à la tête de ses dragons, enfonce, à l'arme blanche, les ennemis qu'il poursuit jusque dans leurs retranchemens. Pendant qu'on était aux prises, un capitaine d'artillerie autrichienne, ayant vu enlever d'assaut une de ses pièces,

eut la présence d'esprit d'en retirer la mèche, de peur qu'on ne la tournât contre lui. Mais les Français, qui s'en étaient emparés, battent aussitôt le briquet, allument de l'amadou, mettent le feu à la pièce, qui renverse le capitaine fuyant avec vingt de ses canonniers. On rapporte qu'un conscrit de petite taille, ayant fait prisonnier un hongrois d'un énorme stature, l'amena par le collet, et le présentant à son commandant : « Pour le coup, dit-il, je ne suis plus un conscrit, mais un soldat ». Cette journée, dans laquelle le sang-froid et le talent du général, secondés de la vaillance du soldat, commandèrent la victoire, valut aux Français mille prisonniers, cinq pièces de canon, et l'occupation momentanée du Voralberg et du pays des Grisons ; et il ne fallut rien moins que toutes les forces du prince Charles, réunies aux Russes, pour forcer Massena à les évacuer.

BAALON.

31 *août* 1792. — Il y eut, aux environs de Baalon, une affaire peu importante par elle-même, mais intéressante à l'ouverture d'une campagne où il fallait étonner l'ennemi, et rassurer les Français, en montrant aux uns et aux autres des soldats prêts à verser tout leur sang, avant de souffrir une invasion étrangère. Au moment où les Autrichiens, les Hessois et les Prussiens pénétrèrent dans la Champagne, le général Arthur-Dillon commandait l'avant-garde des troupes de Dumouriez. Averti que les Autrichiens occupaient le village de Baalon, en avant de Stenay, il voulut leur imposer, en prenant position à la Neuville, non loin de cette cité. Les Français furent bientôt inquiétés dans ce poste par les tirailleurs autrichiens, auxquels Dillon opposa deux régimens de chasseurs. Mais, craignant d'être écrasé par une armée entière, commandée par Clairfayt, il se retira dans la prairie de Neuville, en-deçà de Stenay. De là, Dillon vit prendre sans inquiétude Stenay, qui, dans une position dominée de toutes parts, ne laissait possible aucune défense. Après avoir essuyé une canonnade inutile quoique assez vive, il aperçut une colonne de cavalerie autrichienne, et plusieurs escadrons qui sortaient de Stenay, avec l'intention de le tourner. La partie était inégale, et Dillon fit un mouvement rétrograde; mais le douzième régiment de dragons culbuta un escadron autrichien, et deux régimens les repoussèrent fort loin. Cette escarmouche coûta une cinquantaine d'hommes à l'ennemi.

BADAJOZ.

10 *mars* 1811. — L'armée française, sous les ordres du maréchal duc de Trévise, et du duc de Dalmatie, faisait, depuis quelque temps, des préparatifs pour le siége de Badajoz. Tous les corps espagnols, qui étaient réunis à l'armée anglaise à Lisbonne, Villa-Franca et Abrantès, avaient été mis sous les ordres de la Carrera, successeur de la Romana, et envoyés à marches forcées au secours de cette forteresse. Les pluies, qui durèrent plusieurs jours, ne permirent pas aux Français de continuer leurs travaux, et de prendre leurs positions. Le 5 février 1811, l'armée se mit en mouvement, et remporta quelques succès sur les troupes de la Carrera. Le général Latour-Maubourg avait déjà passé la Guadiana; il s'était porté de l'autre côté, avec la majeure partie de sa cavalerie, et avait forcé les ennemis à rentrer dans la place par les forts de San-Christoval et de la tête de pont. La tranchée avait été ouverte dans les derniers jours de janvier, et se continuait avec ardeur. Plusieurs sorties avaient été faites, et presque toutes avaient enlevé quelques hommes aux assiégeans. Deux de ces sorties avaient cependant été fatales aux Espagnols, et avaient couvert de gloire les troupes qui les avaient repoussés. Dans ces sorties, le général Girard, et sa division, se signalèrent principalement. Cependant la garnison ne cessait de tirer sur les travailleurs et sur les batteries qui s'élevaient. La batterie française Cazin tira avec beaucoup d'avantage contre une sortie faite le 2 février. Enfin, vers le 6 février, les batteries françaises furent presque entièrement établies, et commencèrent à faire feu sur les fortifications des Espagnols. Le 7 février, ils sortirent en grand nombre de la place, protégés par un feu épouvantable de canon et de mitraille, et ils se dirigèrent sur la droite, où ils trouvèrent les troupes françaises prêtes à les bien recevoir. Bientôt s'engagea un combat sanglant, où ils furent vaincus et repoussés, après avoir donné des preuves d'une grande résolution et de beaucoup de courage. Leur perte fut très-considérable; ils furent rejetés dans leurs forts, et reconduits l'épée dans les reins. La parallèle de l'attaque du centre était arrivée, le 10, à quatre-vingts toises du saillant du fort de Pardaleras; deux batteries à ricochets étaient établies, et firent un feu terrible sur les feux du bastion du milieu du fort,

tandis que les autres batteries firent un feu général sur toute la place. Le maréchal duc de Trévise voulut emporter d'assaut le fort de Pardaleras par un de ces coups hardis qui réussissent presque toujours. Il ordonna au brave chef de bataillon Gérain de se mettre à la tête de quatre cents hommes, fournis par plusieurs régimens, et de soixante sapeurs commandés par le capitaine Coste, de se porter à la gorge du fort, de rompre les palissades, et d'entrer dans l'ouvrage. Cette attaque fut exécutée avec le plus grand courage et une valeur admirable; cette poignée de braves fit retentir le nom de celui qui les avait menés si souvent à la victoire, se jeta dans le fort avec impétuosité, et s'en empara en moins d'un quart-d'heure. La garnison qui s'y trouva fut faite prisonnière de guerre; on y prit aussi six pièces de canon. Ce beau fait d'armes fait le plus grand honneur aux braves officiers Gérain et Coste, et aux soldats qui combattirent sous leurs ordres. Dès-lors les sorties furent moins fréquentes, et les travaux furent poursuivis et avancèrent avec rapidité. On s'occupa bientôt à établir la batterie de brèche d'après le désir du général en chef. Malgré le feu continuel et terrible de toutes les bouches à feu de la place, que les batteries françaises commençaient à inquiéter, les attaques du centre, de la droite et de la gauche n'étaient point ralenties. Le mineur pétarda la contrescarpe, ce qui produisit un grand ébranlement: d'autres pétards pratiquèrent une ouverture de huit pieds, qui permit aux Français de déboucher dans le fossé de la demi-lune, et le lendemain ils parvinrent à se loger dans l'intérieur de l'ouvrage. Cependant la batterie de brèche, qui avait fait un feu soutenu depuis quelques jours, commençait à pratiquer une ouverture, qui ne tarda pas à être jugée assez grande pour donner l'assaut, et en conséquence toutes les dispositions furent faites. Alors, le maréchal duc de Trévise fit sommer le gouverneur de rendre la place; et, après quelques contestations, la capitulation fut adoptée et signée. En vertu de cette capitulation, la garnison sortit de la place avec les honneurs militaires, et déposa les armes sur le glacis, pour être conduite prisonnière en France: son nombre s'éleva à près de neuf mille hommes. La place fut remise aux mains des Français, qui y trouvèrent cent soixante-dix pièces de canon, mortiers ou obusiers de divers calibres, quatre-vingt mille livres de poudre, trois cent mille cartouches d'infanterie, beaucoup de projectiles, et deux équipages de pont. Tels

furent les détails principaux et le résultat du siége de Badajoz. Il est aussi difficile de louer la vigueur et la hardiesse de l'attaque, que le courage et la fermeté de la défense. Dans ce siége mémorable, les assiégeans et les assiégés se couvrirent de gloire; mais les Français surpassèrent leurs ennemis dans les combats qui précédèrent la reddition de la place; et leur activité contribua autant que leur valeur à en chasser les Espagnols, qui auraient pu prolonger encore leur défense.

Plus de deux mois après, le 29 mai, les armées coalisées vinrent, à leur tour, mettre le siége devant cette même place. Mais, ayant été repoussées avec perte, à diverses reprises, elles le levèrent le 10 juin suivant.

BADEN.

4 juillet 1796. — Après le passage du Rhin, effectué par le général Moreau, les Autrichiens furent toujours battus dans toutes les rencontres; mais sans doute pour arrêter la marche des Français, ils couvraient de troupes les positions les plus fortes de la Souabe. Entre Gersbach et Radstatt est un poste qui leur parut excellent pour recevoir des forces nombreuses. Ils avaient placé leur avant-garde derrière la rivière de la Olbach; elle avait pris position sur les hauteurs qui couronnent le village d'Oss, elle occupait encore tout le terrain tout du long du chemin de Baden à Gersbach. Dès que le général Desaix eut reconnu ces dispositions, il s'empressa d'ordonner que les positions fussent emportées à la baïonnette. Le général Sainte-Suzanne fut chargé de cette expédition. Ce général s'approche de Baden pour considérer les forces autrichiennes; par le front elles lui paraissent inexpugnables : alors il les fait tourner par la gauche de la montagne qui se trouve auprès, et au même instant où le village d'Oss était emporté à la baïonnette. Cette manœuvre eut un plein succès, la Olbach ne pouvait plus couvrir l'ennemi qui se dérobe en hâte et bat en retraite; il laissa dans le village d'Oss un capitaine et quatre-vingts hommes. Mais le combat et la fatigue avaient tellement épuisé le soldat qu'on fut obligé de remettre au lendemain une attaque plus décisive auprès de Radstatt.

BAGNASCO.

15 *avril* 1796. — Tandis que le général Buonaparte remportait une victoire le 15 avril 1796, à Dego, le général de division Serrurier n'eut qu'à se présenter pour s'emparer des hauteurs de Batisolo, de Bagnasco et de Pontenuecto, où il fit cinq mille prisonniers.

BAGNOLS.

23 *octobre* 1793. — En 1792 la France était en guerre contre l'Espagne. Au commencement de la première campagne, les Espagnols, en plus grand nombre que les Français, obtinrent facilement des succès. Mais quand les hommes mis en réquisition commencèrent à se former à l'état militaire, et qu'on les eut envoyés à la défense des frontières, les Espagnols, contre lesquels on fit marcher de ces réquisitionnaires, furent obligés de céder le terrain et de rentrer par-delà leurs monts. La guerre des montagnes, où l'on emploie plus de ruse que de force, forma quelques chefs dans ce genre de manœuvre bien différent de la plaine. Alors les Français, plus accoutumés à gravir les terrains escarpés, ayant jusque-là été obligés de battre presque toujours en retraite, résolurent enfin de se mesurer avec l'ennemi; leur dessein était de l'attaquer à Espola et au col de Bagnols-sur-Mer: l'entreprise faite sur Espola le 23 octobre 1793 ne réussit point.

Mais l'attaque commandée par le général Delatre sur Bagnols, le même jour, tourna plus heureusement. Quinze cents Espagnols défendaient ces hauteurs avec des batteries qu'ils y avaient établies. Le général Delatre ne pouvait se promettre que des succès chèrement achetés, en attaquant l'ennemi de front, parce qu'il se trouvait sous le feu du canon. Il s'avança lui-même de front par des pentes rapides, tandis qu'il faisait tourner les Espagnols à droite et à gauche par des colonnes; dans ces lieux hérissés de difficultés, il donnait aussi l'exemple du courage, en aidant à traîner lui-même avec les soldats, du canon sur ces lieux escarpés. Les Castillans se rangèrent sur les hauteurs aux premiers instans où ils aperçurent les Français. Les Espagnols étaient près d'être enveloppés sur ces montagnes, et, sans attendre que le sort des armes le décidât, ils abandonnèrent

Bagnols, et laissèrent dans leur fuite, au pouvoir du vainqueur, leurs tentes, leur artillerie et leurs munitions. Dans cette journée, le général Delatre, qui avait fait de si bonnes dispositions pour aborder l'ennemi n'eut qu'à se louer du zèle infatigable de tous ses soldats.

6 *et* 12 *décembre* 1793.—Le 6 décembre on vit encore à Bagnols les Espagnols se montrer devant le camp des Français, mais ceux-ci les chargèrent si vivement qu'ils furent repoussés avec perte. Cependant ce poste paraissait si important dans les gorges des Pyrénées, comme étant une des clefs de l'Espagne, que le général espagnol Courten résolut de le forcer : il réunit un corps plus considérable de troupes, et parvint le 12 décembre à débusquer les Français du col de Bagnols dont il se rendit maître.

BAGNOULS-LA-MAIZO.

1793.—Quand les Espagnols entrèrent sur le territoire français, on dut admirer le courage et le patriotisme qui honorèrent les habitans de Bagnouls-la-Maizo, village voisin de Collioure : les habitans de ce village, attaqués par des troupes espagnoles supérieures en nombre, et livrés à leurs propres forces pour se défendre, combattirent avec cette bravoure, cette opiniâtreté dont on ne trouve d'exemple que dans l'ancienne Grèce. Les habitans de Bagnouls défendaient ce passage précieux, qui est une des clefs pour entrer en France.

Ces valeureux citoyens, ayant à leur tête un maire, non moins courageux et patriote, furent sommés de se rendre. Les Espagnols firent des propositions avantageuses au maire, s'il voulait livrer le passage ; il leur répondit : Les Français savent mourir, mais ne se rendent jamais ! Ce digne maire aussitôt ramène ses concitoyens au combat. Les femmes apportaient à ces cultivateurs, que l'amour de la patrie avait transformés en guerriers, des provisions et des cartouches au travers des rochers qui leur servaient de retranchemens, et jusque sous le feu de l'ennemi. On vit les vieillards mêmes partager leur gloire et leur danger, et telle fut leur résistance et leur acharnement à ne point livrer le col de Bagnouls, que presque tous ces héros agricoles perdirent la vie au champ d'honneur.

Cette rare intrépidité ne sauva point la partie française de

l'invasion des Espagnols : ce qui resta des habitans du village de Bagnouls se refugia dans l'intérieur. Ils servirent bientôt après d'éclaireurs à l'armée des Pyrénées. Cependant les prisons de Barcelonne et de Figuières recélaient une centaine de vieillards. Au moment ou Dugommier entra dans Collioure, après y avoir forcé sept mille hommes, et leur avoir fait déposer les armes sur la place de Bagnouls, il exigea la délivrance des habitans de cette commune, et demanda pour eux des indemnités et des secours qui furent accordés. Le gouvernement ordonna l'érection d'une pyramide de granit sur la place de Bagnouls-la-Maizo, et l'on y grava ces mots : Ici sept mille Espagnols posèrent les armes devant les Français, et rendirent à la valeur ce qu'ils tenaient de la trahison.

BAMBERG.

4 août 1796. — Le général Kleber, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse en 1796, s'approcha des murs de Bamberg, ville considérable de la Franconie. Cependant les impériaux, ayant des postes en avant de cette ville, en défendaient les approches, mais manquant de liaison dans des corps qui, par leur isolement ne pouvaient se prêter d'appui, bien que leurs forces fussent doubles de celles des Français, ils n'en furent pas moins repoussés successivement au-delà du Mein, par les généraux Championnet, Grenier, Bernadotte et Ney. Ces affaires de poste ayant peu-à-peu éloigné les Autrichiens de Bamberg,. cette ville se trouva tout-à-fait à découvert.

Le 4 août, le général Grenier s'y présenta à la tête de son avant-garde; quelques bataillons de l'ennemi y étaient encore, mais, en voyant approcher les Français, les Autrichiens se retirent de Bamberg : ce n'était qu'une feinte, car s'étant repliés quelques instans, ils s'y portèrent de nouveau, y furent chargés par les Français avec leur impétuosité ordinaire, et l'on vit s'engager dans les rues de Bamberg l'action la plus sérieuse. Le général Klein entra sur ces entrefaites à la tête de cinquante dragons seulement; s'étant vu précédé par des troupes françaises qu'il pensait y être bien établies, sa sécurité était grande, lorsqu'il se vit entouré par les impériaux infiniment supérieurs en nombre, mais il sut se faire jour le sabre à la main, et l'ennemi battit enfin en retraite

après une heure de combat ; on ne lui prit que deux pièces de canon. Les Français s'emparèrent de Bamberg, où ils trouvèrent des magasins immenses de grains, de farine et d'avoine, abandonnés par les impériaux.

BANOLAS.

23 *juin* 1813. — Le baron d'Eroles, avec cinq mille Espagnols, était descendu des montagnes de Mieras et de Saint-Pau, et s'était porté sur Banolas, qu'il occupa malgré la résistance de la garnison française, qui se retira aussitôt dans le fort. Le général Lamarque, instruit du mouvement de l'ennemi, partit de Gironne, fit trois grandes lieues en deux heures, et arriva au moment où les Espagnols dans la ville cernaient le fort, occupant aussi trois mamelons détachés couverts de vigne, d'oliviers, et coupés en petits ressauts de dix pieds de hauteur, qui en rendaient l'abord difficile. Le général Lamarque fit attaquer sur-le-champ l'ennemi, tandis que le fort faisait feu de tous ses canons ; il parvint, après un combat assez opiniâtre, à chasser les Espagnols de la ville. Mais, ranimés par la présence du baron d'Eroles, ils retournèrent à la charge avec leur cavalerie, qui s'y maintint quelque temps, et mit en désordre les compagnies de miquelets. Les réserves françaises s'avancèrent aussitôt; le vingt-troisième de ligne s'élança de nouveau sur les Espagnols, enfonça leurs masses, tandis que le colonel Lenud, avec le premier bataillon du soixantième, enlevait au pas de charge le second mamelon, qu'il couvrit de morts et de blessés. En même temps, le deuxième bataillon du soixantième, sous les ordres du chef de bataillon Shepern, tournait la ville, où venait de se jeter une compagnie de chasseurs du vingt-neuvième. Ils firent plusieurs charges contre les hussards espagnols de Saint-Narcisse, qui furent enfoncés, sabrés sur les places et dans les rues, où ils laissèrent plusieurs morts et quelques prisonniers, tandis que les autres troupes espagnoles étaient chassées de leurs fortes positions. Mais elles voulurent arrêter les Français avec leur réserve, au village de Mianagas, qu'elles cherchèrent à défendre. Les Français firent alors avancer trois pièces d'artillerie, que les difficultés du terrain avaient retardées, foudroyèrent l'ennemi à demi-portée, et, après deux cents coups de canon qui lui firent beaucoup de mal, ils le forcèrent de regagner en désordre

les montagnes escarpées d'où il était descendu. Les Espagnols perdirent dans cette affaire plus de six cents hommes et quelques prisonniers. Les Français combattirent avec une valeur digne des plus grands éloges. On vit des compagnies de voltigeurs, où il n'y avait pas un schako qui ne fût percé de balles. Les officiers secondèrent parfaitement l'intrépidité des soldats, et méritèrent d'être honorablement mentionnés par le général Lamarque.

BAR-SUR-AUBE.

24 janvier 1814. — Le maréchal duc de Trévise (Mortier) n'avait pu défendre Langres ni Chaumont, faute de renfort. L'ennemi, bien supérieur en nombre, l'avait débordé sur ses deux flancs, et il s'était replié à Bar-sur-Aube, en battant, dans sa marche, deux bataillons wurtembergeois. Il occupa cette ville avec une partie de la vieille garde, et la division italienne, sous les ordres du général Christiani. Ces troupes redoutables avaient cinquante pièces de canon, mais peu de munitions. L'avant-garde prit poste au pont de l'Aube près de Fontaines. Le 24 janvier 1814, le prince royal de Wurtemberg et le général comte Giulay se réunirent pour attaquer le duc de Trévise; ils avaient plus de trente mille hommes contre moins de treize. L'attaque commença à midi. L'avant-garde française fut d'abord repoussée jusqu'au pont de Fontaines. Mais huit mille hommes de la vieille garde et de la division italienne, assaillirent les Autrichiens avec tant d'inpétuosité, qu'ils les enfoncèrent de toutes parts : le major Keck tomba dans la mêlée, percé de coups de baïonnettes. L'ennemi toutefois se rallia, sous la protection de la brigade de Trenek et d'une artillerie formidable. Cependant, Bar-sur-Aube avait déjà été tourné dans l'intervalle, par le corps wurtembergeois et le prince royal voulait l'attaquer de nouveau dès le lendemain. Mais le maréchal de Trévise, ayant acquis la certitude qu'il n'avait point de renfort à attendre, et dans l'intention d'épargner la ville, et le sang des braves qu'il commandait, évacua les positions dans la nuit même, après avoir perdu près de deux mille hommes, tant tués que blessés et prisonniers. Il est à remarquer que dans cette affaire les drapeaux français furent désertés par des soldats qui n'étaient pas nés sur notre territoire et qui passèrent à l'ennemi.

Telle fut l'issue du combat le plus important qui eût en-

core été livré depuis le passage du Rhin par les armées coalisées, et qui fit beaucoup d'honneur aux troupes françaises, en raison de leur petit nombre.

27 *février* 1814. — Le général bavarois comte de Wrède était rentré à Bar-sur-Aube, le 26 février 1814. Le même jour, les Français reprirent la ville; mais les Bavarois restèrent maîtres des faubourgs. Le lendemain, les maréchaux Victor et Oudinot s'emparèrent des hauteurs d'Orsonval, et fondirent avec tant d'intrépidité sur les Bavarois et les Russes réunis, qu'ils les forcèrent à se replier, et restèrent maîtres des bois de Lévigni. Cependant sur le midi, les Russes, renforcés par l'arrivée de la totalité de leur corps, reprennent l'offensive avec une artillerie formidable. Les conscrits ayant lâché le pied, bien qu'ils fussent soutenus par la cavalerie du général Michaud, et par l'ardeur belliqueuse des bataillons venus d'Espagne, les colonnes françaises se mirent en retraite, abandonnant beaucoup de morts et de blessés, et huit cents prisonniers, parmi lesquels était le colonel Moncey, fils du maréchal. Ce triomphe des armées coalisées, ne fut dû néanmoins qu'à leur supériorté en nombre : le prince Schwartzenberg et le général comte Wittgenstein furent blessés dans l'action.

BARBASTRO.

25 *décembre* 1812. — Le colonel Colbert, détaché sur la rive gauche de l'Ebre, pour combattre Mina et pour couvrir les communications, rencontra près de Barbastro, le 25 décembre 1812, deux mille Espagnols en position sur les hauteurs, près Nuestra Sennora de Lugeo. Il les attaqua avec un bataillon du dixième de ligne, un autre du premier italien, deux compagnies de Napolitains et une partie du neuvième de hussards. Trois positions furent enlevées rapidement; et la cavalerie ennemie, qui avait fait un mouvement à la faveur d'un brouillard, fut poursuivie, atteinte, chargée et repoussée avec perte. Les Espagnols s'étaient ralliés sur une montagne en avant de Pozau-de-Vero, et d'une rivière dont les bords étaient très-escarpés. Le colonel Colbert forma les troupes françaises en trois colonnes, et marcha à l'ennemi. Les soldats passèrent la rivière, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et sous le feu le plus vif : ils attaquèrent avec tant

vers le Piémont. Quinze cents hommes sont commandés pour y frayer un passage. Dans les parties de roc escarpé, on taille des escaliers; là, où un sentier étroit est bordé à droite et à gauche de précipices, on élève des garde-fous. Les excavations profondes sont remplies par des ponts, et réunissent ainsi des rochers séparés. Enfin, sur une montagne regardée comme inaccessible, même à des fantassins, on voit avec étonnement la cavalerie effectuer son passage. On vit le premier consul accompagné de Berthier, aller visiter les travailleurs, qui établissaient la route du mont Albaredo. Il monta à pied sur la cime du rocher : de là on découvre parfaitement le château. Abattu par une chaleur excessive et par la fatigue d'une route aussi escarpée, aussi raboteuse, le premier consul s'endormit à l'ombre. Le soldat français, qui aimait autant son général qu'il le respectait, défilait en silence, pour ne point déranger le sommeil de celui qui, partageant ses travaux et ses dangers, le conduisait si souvent à la gloire. Toute merveilleuse qu'était cette route taillée dans le roc, elle était mille fois moins pratiquable que celle du mont Saint-Bernard, et ne pouvait suffire pour le passage de l'armée, et sur-tout pour le train d'artillerie : une seule pièce de canon avait été placée sur le clocher de Bard; et, tandis qu'on la fait jouer sur le fort, l'ennemi peut voir, dans le plus grand étonnement et avec admiration, l'effet d'un courage prodigieux : des soldats français ont chargé sur leur dos deux pièces de quatre, ils les transportent ainsi à travers le col de la Coul. Quelle constance! Quel amour de la gloire! Il fallut trente heures pour gravir avec cette charge des rochers affreux, et arriver sur les hauteurs qui dominent le château, afin de les mettre en batterie.

L'avant-garde était déjà à la vue de l'ennemi; ses canons lui étaient d'une utilité sans doute indispensable, et il était facile de sentir les graves inconvéniens qui résultaient de la longueur du passage, par le mont Albaredo. Bien que les Français fussent maîtres de la ville de Bard, toute communication était interceptée sur la route située au-dessous du fort, parce que l'ennemi y vomissait un feu continuel d'artillerie et de mousqueterie. Afin d'obvier à tant d'inconvéniens, le plan le plus audacieux fut formé et exécuté; on commanda des braves pour traîner, pendant la nuit, sous le feu du château, des pièces d'artillerie à travers la ville. L'homme est tellement amateur de tout ce qui est merveilleux, que cet ordre fut exécuté avec enthousiasme.

Les roues furent enveloppées avec du foin, et le pavé fut couvert de fumier. On tâchait de saisir le moment le plus favorable, pour faire passer le plus doucement possible trente hommes attachés à la prolonge d'une pièce ou d'un caisson. L'ennemi était trop près; il s'en apercevait, et faisait jouer son artillerie vers ce bruit confus, qui frappait ses oreilles au sein de la nuit, et l'on emportait alors quelques morts ou quelques blessés. Le zèle du général Marmont contribua beaucoup au succès de l'entreprise. Son activité est au-dessus de tout éloge : il commandait l'artillerie et il était par-tout. La garnison, ne cessant de voir des prodiges de valeur de la part des Français, s'alarma sur sa propre situation. Elle tint encore jusqu'au 1er juin; mais elle craignit d'être emportée d'assaut : elle se rendit, redoutant trop des hommes qu'elle avait vu franchir d'une manière si leste le roc d'Albaredo, et porter leur artillerie sur le dos, sans s'inquiéter du feu qui était lancé sur eux de toutes parts.

BARDIS.

5 *avril* 1798. — Le 5 avril 1798, une colonne française approchait du village de Bardis, dans la Haute-Egypte : aussitôt les Arabes d'Yambo, réunis à des Mameloucks et à des paysans, voyant arriver ces guerriers d'outre-mer, se répandirent hors du village, en poussant des cris affreux. Ces cris ayant été pris pour des démonstrations hostiles, le chef de brigade Morand leur répondit par une simple décharge de mousqueterie, dont le feu fut si vif qu'ils en furent effrayés, et prirent la fuite. Ces Arabes ont cela de commun avec toutes les nations demi-sauvages, qu'ils se battent sans cesse entre eux, et n'ont point ce courage belliqueux que les peuples civilisés appellent bravoure : au moindre péril ils fuient, mais ils reviennent bientôt à la charge.

Le nombre de ces peuplades d'Egyptiens était considérable, et Morand occupait une forte position : il avait besoin de suppléer au peu de soldats qu'il avait, par une bonne contenance et par des manœuvres justes. Il conserva sa position, dans laquelle il fut relancé une demi-heure après. La réception de l'ennemi fut au moins égale à la première; la mousqueterie joua sur ces hordes, qui laissèrent une grande quantité de morts sur le champ de bataille. La nuit approchait déjà; à la faveur de son ombre ils se dérobèrent encore, ou plutôt ils

s'enfuirent. Le lendemain, Girgé fut témoin d'un nouveau combat.

Morand ayant fait ses établissemens à Girgé, y revint pour les couvrir : les Arabes, qui préféraient le butin, ou mieux le pillage, à l'honneur de combattre, avaient pénétré à Girgé, où ils avaient cherché à piller le bazar (marché d'orient). Pour chasser au loin cette multitude importune, ou s'en délivrer enfin d'une manière quelconque, le chef de brigade Morand forma deux colonnes d'attaque. Ces deux colonnes étaient destinées à agir au même moment. L'une devait combattre les Egyptiens dans l'intérieur de la ville, et l'autre devait agir contre les pelotons d'Arabes du dehors. Cette combinaison répondit parfaitement à l'intention du chef de brigade, qui eut la gloire d'un succès complet. Tout ce qui était entré de ces peuplades d'Arabes, dans la ville, fut tué ; le reste prit la fuite, se dirigeant vers les déserts, suivant leur coutume.

BARRICADES.

14 *septembre* 1794. — On vit les Français, le 14 septembre 1794, ayant à leur tête le général Vaubois, marcher avec leur intrépidité accoutumée, sur le passage des Barricades, et l'enlever. Mais pour faire céder aux Piémontais ces postes redoutables, il ne fallut rien moins que foncer sur eux avec la baïonnette.

BARROSA.

Mars 1811. — Le général Graham se rendait à Bermesa, au commencement de mars 1811, lorsqu'il apprit que les Français s'avançaient vers les hauteurs de Barrosa. Le général anglais fit sur-le-champ une contre-marche pour soutenir les troupes qui gardaient Barrosa. Mais déjà le général français Ruffin, ayant culbuté les Espagnols, s'était emparé des hauteurs. Graham ordonna l'attaque, et après un feu terrible, ses troupes chargèrent à la baïonnette, et s'emparèrent de Barrosa. La bataille, qui ne dura que deux heures, n'en fut pas moins sanglante, et la perte fut considérable de part et d'autre. Les Français eurent à regretter le général Rousseau et le colonel Autier, deux officiers pleins de bravoure, et le général Ruffin qui fut fait prisonnier, après avoir reçu une blessure mortelle.

BARTHOLOMEO.

8 *mai* 1800. — Des colonnes françaises pénétraient de toutes parts dans la haute Italie, et l'armée de réserve, ayant à sa tête le premier consul Buonaparte, venait de franchir le mont Saint-Bernard : dans le même temps, le général Mélas avait conçu le dessein de faire la conquête de la Provence, et d'y entrer par le pont du Var. La France avait opposé sur ce point, aux Autrichiens, le général Suchet ; et quoique l'armée ennemie fût bien supérieure en nombre, le lieutenant-général français défendait ces positions formidables avec une valeur qui lui promettait des succès : il avait, en outre, une espérance ; c'est que l'ennemi composait son armée de soldats inhabiles aux fatigues et aux manœuvres de la guerre de montagne.

C'est le 8 mai 1800, que le général des impériaux choisit pour s'avancer dans les Alpes maritimes : il y pénètre, il attaque les postes de San-Bartholomeo et de Rezzo. Les principales forces des Français y avaient été réunies par le général Suchet. Le général français Cravey eut la gloire de repousser l'ennemi à trois reprises différentes. Un combat à outrance ayant duré cinq heures, le poste de Cézio était resté aux Français ; mais le brave général Cravey y trouva, dans la mêlée, une mort glorieuse. La brigade Jablonouwski avait montré un courage héroïque pendant ce long combat : elle avait enfin été obligée de se replier. L'acharnement avec lequel on se battit rendit cette journée mémorable.

Les intrépides soldats de la trente-quatrième demi-brigade de ligne, couraient sur les pièces des impériaux et s'en emparaient ; mais ne pouvant les emmener, ils les précipitaient dans les abîmes qu'on trouve à chaque pas sur ces montagnes. Obligés de céder à la force supérieure en nombre, les Français allèrent chercher une retraite à Vintimille, où ils se replièrent. C'est avec douleur, sans doute, qu'ils firent ce pas rétrograde ; mais ils se consolaient, en voyant au loin l'armée de réserve qui tournait les Autrichiens, et prête à les venger de leur disgrâce momentanée. Leur position alors diminuait un peu l'amertume qu'éprouvent des guerriers toujours accoutumés à vaincre, et qui, dans ce moment, avaient été contraints de renoncer à la victoire.

BASSANO.

8 *septembre* 1796. — Le comte de Wurmser, général autrichien, était poursuivi sans relâche par Buonaparte, particulièrement depuis la bataille de Roveredo. Le comte de Wurmser, voyant le général français s'avancer vers Trente, s'imagina que son dessein était de marcher sur Inspruck. D'après cette pensée, et afin de donner des inquiétudes aux Français pour l'arrière-garde de leur armée, dans le but de contrarier leurs projets, une forte colonne d'impériaux eut ordre de se porter sur Vérone. Wurmser tomba dans une grande erreur en pensant qu'il coupait l'armée française. Une marche rapide et inattendue de dix myriamètres, en deux jours, le séparait lui-même de toute autre communication.

Le 8 septembre 1796, l'armée française, s'étant mise en mouvement, arriva près du village de Solagna, dans les défilés des gorges. Ces passages étaient gardés par les impériaux. On vit le général Augereau, à la tête de sa division, se porter sur la gauche. La droite était occupée par le général Masséna, avec sa division, et la quatrième de ligne; enfin, les armées étaient en présence, et brûlaient d'impatience d'en venir aux mains. Dès le commencement du combat, les Autrichiens firent bonne contenance; mais ils avaient toujours à lutter contre la bravoure et l'impétuosité des Français qui, dans ces momens, ne voyant plus de périls, affrontaient la mort avec une telle audace, que l'ennemi rebuté se débandait, et souvent prenait la fuite. Tels furent les impériaux dans ce moment; la déroute se mit parmi eux, et la cavalerie du général Murat fut lancée à leur poursuite.

Wurmser et son état-major étaient encore à Bassano lorsque Buonaparte marcha sur cette ville. Les Français s'y introduisirent par tous les côtés à-la-fois. Augereau, à la tête d'une colonne, entrait au pas de charge, tandis que Masséna, au même instant, y pénétrait par la droite : et pour enlever cette ville de vive force, dans la même minute, la quatrième demi-brigade, marchant partie serrée, partie à la course, se jeta sur les pièces qui défendaient le pont de la Brenta, et se trouva dans la ville en un clin-d'œil. De quelle alarme furent frappés les grenadiers d'élite des impériaux, chargés de protéger la retraite de leur quartier-général! A peine le général Wurmser eut-il le temps de s'échapper avec le trésor de l'ar-

mée, on vit le moment où ils allaient être pris. Dans cette journée, les officiers-généraux se couvrirent tous de gloire; c'étaient particulièrement les généraux Verdier et Saint-Hilaire, et le chef de bataillon Frère. On vit sur-tout un carabinier de la cinquième demi-brigade faire des prodiges de valeur, tuer de sa main treize Autrichiens, se faire jour à travers trois pelotons ennemis et arrêter l'officier-général qui les commandait. Le premier qui entra dans Bassano, ce fut le chef de brigade Lannes, qui obtint le grade de général. Ce jour même, il avait enlevé de sa main deux drapeaux aux Autrichiens; il avait été le premier au passage du Pô, à Dego et au Pont de Lodi.

Cette victoire compléta six jours de batailles, de combats et de succès, à la suite desquels les Français étaient chargés des trophées suivans: trente-cinq pièces de canon, deux équipages de pont et seize mille prisonniers. Il ne resta au général comte de Wurmser, de toute son armée, que neuf mille cinq cents hommes; le reste fut éparpillé, tué ou blessé. C'est avec ce débris de neuf mille hommes, que le général des impériaux, après avoir encore couru des dangers et livré des combats, parvint enfin à prendre quelque repos dans Mantoue, où il alla se renfermer.

11 *janvier* 1801. — Le général en chef Brune, commandant en chef l'armée d'Italie, ordonna au général Moncey, commandant l'aile gauche, de se porter sur Bassano. Ce général venait de vaincre les Autrichiens à Alla. Après un trajet de cent-trente milles d'Italie, que son corps d'armée avait franchis en huit jours, il entra dans Bassano le 11 janvier 1801. Pendant sa route, il avait eu à lutter contre les localités d'un pays de montagnes, des chemins hérissés de difficultés, et dont le passage avait été disputé par des rencontres et des combats; deux mille prisonniers qu'il avait faits à l'ennemi, avaient été le fruit des avantages qu'il avait obtenus dans ces routes difficiles.

5 *novembre* 1805. — La valeur française eut encore l'occasion de se montrer une fois sur les bords de la Brenta. Les Autrichiens, se retirant par le chemin de Bassano, furent aperçus par le maréchal Masséna qui venait de s'emparer de Vicence: leur arrière-garde fut continuellement harcelée par l'armée française; les troupes autrichiennes furent rencontrées près du village de Saint-Pierre *in Gu*; on en vint aux

mains, et l'ennemi perdit une pièce de canon et six cents hommes. A peine les impériaux venaient de couper le pont sur la Brenta, que l'avant-garde française s'y présenta pour passer. Il s'établit aussitôt une forte canonnade, d'un bord de la rivière à l'autre; la nuit seule, qui arriva, put faire cesser ce feu d'artillerie. Dès le lendemain matin, tandis qu'on réparait le pont, on vit plusieurs régimens de cavalerie passer la Brenta, par ordre de Masséna. Bientôt après, l'armée française défila; elle fit dix-huit cents prisonniers depuis Montebello, elle s'empara aussi successivement de Citadella, Castel-Franco, Salratrunda, Albaredo et Bassano.

31 *octobre* 1813. — Le général autrichien Hiller, ayant été informé de la présence des Français sur la Piave, les fit attaquer par son arrière-garde, le 31 octobre 1813. Le prince Eugène chargea le général Grenier de le repousser dans les montagnes, et il lui envoya sa garde pour renfort. L'ennemi se replia sans résistance sur Bassano. Mais à peine arrivé dans cette ville, il attaqua à son tour, avec la plus grande vigueur. Les Français furent étonnés de cette audace. Cependant, enthousiasmés par l'arrivée du vice-roi et de la garde, ils reprirent l'offensive au pas de charge, et enlevèrent tous les postes à la baïonnette. Leur entrée dans Bassano fut un triomphe, et ils furent reçus à bras ouverts par les habitans. Les Autrichiens, ayant été poursuivis fort avant sur la route de Trente, perdirent plus d'un millier d'hommes.

BASSIGNANA.

19 *mai* 1799. — Depuis la déroute de Schérer, l'armée d'Italie voyait chaque jour décliner le bonheur de ses armes. Le général Moreau, opposé à Suwarow, présentait une lutte de talens et de bravoure digne du plus grand intérêt. Placé entre le Tanaro et le Pô, la droite sur Alexandrie et la gauche à Valence, Moreau sut juger que Suwarow ne faisait mine d'attaquer sa droite entre les Apennins et le Tanaro que pour mieux surprendre sa gauche dans une affaire que tout semblait devoir rendre décisive. Les attaques des insurgés piémontais sur les derrières de l'armée française annonçaient les desseins du général russe. Casal et Verrue étaient encore occupés par des détachemens français.

D'après la position respective des deux armées, si la ba-

taille eût été présentée à Moreau et perdue, sa retraite au-delà des Apennins devenait impossible. Le général Rosemberg, à la tête de l'avant-garde russe, passa le Pô le 11 mai 1799 : une partie de la division Grenier le repoussa et lui fit éprouver une perte considérable. Il n'échappa aucun Russe passé sur la rive droite, tous furent ou tués ou prisonniers. Cinq cents Autrichiens mirent bas les armes devant un seul bataillon de la cent sixième. On vit le lendemain le général Schubarf passer le Pô à Bassignana à la tête de sept mille Russses : leur principale attaque fut dirigée sur Peccetto.

Dans ses combinaisons militaires, le général Moreau avait pénétré l'intention des Russes qui se réalisa. Cela ayant été prévu, Moreau dans ses vues avait disposé la division du général Grenier pour recevoir l'ennemi sur la rive du fleuve. Cette division, malgré sa valeur, avait bien de la peine à se soutenir contre un ennemi qui l'écrasait par la supériorité du nombre. Mais le chef de brigade Gardanne, à la tête de quelques troupes fraîches, vint rétablir la balance entre les deux corps combattans. Les Russes même alors commencèrent à plier, et l'on vit arriver sur les hauteurs de Peccetto la division Victor; ainsi les Russes eurent à soutenir le combat sur leur front et sur leur flanc gauche.

Le combat fut aussi long qu'opiniâtre. On prit et l'on reprit plusieurs fois une cassine qui était placée au milieu du champ de bataille. Enfin, les Russes ployant de toutes parts, on emporta le village : ils furent culbutés avec tant d'impétuosité qu'ils semblaient ne pas apercevoir le fleuve dans lequel ils furent jetés, et où plus de deux mille se noyèrent. Parmi les morts on trouva le général Schubarf, leur commandant. La valeur des Français, dans cette action, fut attestée par huit cents prisonniers, cinq canons et un drapeau. Le général Quesnel mérite des éloges par la manière avec laquelle il dirigea l'artillerie qui fut parfaitement servie. Les chefs de brigade Gardanne et Garreau reçurent le grade de général sur le champ de bataille. Suwarow alla se consoler d'avoir été battu, en passant avec la plus grande partie de ses forces sur la rive droite du Pô vers Turin. Sans doute il avait l'intention de forcer Moreau à sortir de son camp, dont la position gênait toutes ses opérations.

BASSUSSARY.

10 *et* 11 *décembre* 1813.—L'armée française, sous les ordres du maréchal duc de Dalmatie, était campée devant Bayonne. Une partie de l'armée anglaise s'était portée de ce côté, et avait été repoussée sur les hauteurs de Barrouillet et de Bidart. Les Anglais avaient placé dans le bois de Barrouillet leurs première et cinquième divisions; le comte Reille marcha pour les attaquer à la tête des septième et neuvième divisions, renforcées ensuite par la première division, qui était soutenue par la division de réserve sous les ordres du général Villatte. En même temps le plateau de Bassussary était attaqué et emporté l'arme au bras. Cependant le général comte Reille était parvenu à chasser les Anglais du bois de Barrouillet, lorsque des renforts lui furent demandés par le général Clausel, qui était avec ses troupes devant les retranchemens de l'ennemi à Arcangues. Ce général avait vu la partie de l'armée anglaise qui avait passé la Nive revenir en toute hâte et se former sur les hauteurs d'Urdaines. Il contint l'ennemi sur ce point avec les renforts qui lui furent envoyés. La nuit ne tarda pas à arriver, et les Français restèrent maîtres des plateaux de Bassussary et Barrouillet, et résistèrent devant Arcangues à leurs ennemis, qui avaient montré sur ces trois points quatre divisions anglaises et une division portugaise. La tentative du maréchal duc de Dalmatie eut un plein succès, et força le corps d'armée ennemi, qui avait passé la rive droite de la Nive, de se reporter sur la rive gauche. Le lendemain les Anglais voulurent enlever la position de Barrouillet, et y envoyèrent quatre régimens, qui furent reçus vigoureusement par les avant-postes qu'appuyait la division du général Darricau. Les régimens renversés et culbutés se replièrent sur une ligne, qui avait été formée en arrière, et qui fut bientôt attaquée en flanc par le général Boyer, tandis que le général Darricau marchait pour l'attaquer de front. La brigade du général Mène aborda les Anglais avec franchise, les fit reculer et les mit bientôt en déroute. Ces brillans avantages, remportés par les Français, ne leur firent éprouver qu'une perte très-légère, au lieu que celle des Anglais s'éleva à près de 12,000 hommes. Par ces combats journaliers, les soldats Français qui venaient d'entrer dans les rangs sentaient s'animer leur courage, les espérances

des anciens se relevaient, et l'armée ennemie s'affaiblissait chaque jour par des pertes nouvelles.

BASTAN.

24 juillet 1794. — La vallée de Bastan, ayant été ouverte aux Français, par suite des avantages remportés aux Aldudes, au mois de juillet 1794, le général Muller établit son plan sur ce point pour pénétrer en Espagne, et fit en conséquence toutes les dispositions nécessaires à cet égard. Dans les pays de montagnes, on donne le nom de cols à des passages resserrés entre deux monts. Les cols situés entre Saint-Jean-de-Luz et Saint-Jean-de-Pied-de-Port, offrent l'entrée du territoire espagnol sur un développement de dix myriamètres. La vallée de Bastan est environnée de hautes montagnes : elle a trois myriamètres d'étendue. C'est en passant par cette vallée que les Français devaient faire leur invasion dans le royaume d'Espagne.

Cette contrée présente un aspect riant par le coup-d'œil de ses champs cultivés avec soin, et par la richesse du commerce agricole qui s'y fait. Mais sa position, regardée militairement, est un fléau pour ce pays lorsque la France et l'Espagne sont en guerre. Sa figure est celle d'un angle saillant sur le territoire français. On avait conçu le même plan d'attaque que celui qui fut exécuté autrefois par l'amiral Bonivet et par le marquis de Berwick, avec cette différence qu'on se flattait de donner à ce plan des vues plus vastes et mieux combinés. Les Français s'étaient emparés de Berdaritz, d'Ispegny, des cols de Maya et d'Harriet, en s'appuyant sur la gauche de leur armée. Les Espagnols, pour disputer ce passage, avaient réuni des troupes sur la rive gauche de la Bidassoa, et les divisions françaises qui s'y établirent dépassèrent de beaucoup la ligne espagnole. Il parut sage de s'assurer du dernier poste ennemi à Arquinzû, avant de chercher à le forcer. Ce poste est situé sur la gauche de Berdaritz, et il domine les derrières de la vallée de Bastan. Cependant deux colonnes françaises s'avancent : c'est le valeureux Latour-d'Auvergne qui les dirige avec le général Digonet, elles ont déjà gravi les montagnes pendant soixante heures, rien n'a pu s'opposer à leur passage ; et les postes, et les ennemis, elles ont tout renversé, tout remporté. Elles ont passé dans cette contrée comme un torrent. L'ennemi, fort de vingt-cinq mille hommes, remontait la Bidassoa jusqu'à Saint-Estevan, en ap-

puyant vers sa gauche sur Fontarabie. La rivière de Bidassoa, en serpentant vers sa source, forme un angle saillant sur le territoire espagnol, et ses diverses branches arrosent les cols d'Ispegny, de Berdaritz et de Maya. Les Espagnols avaient multiplié les moyens de défense devant Fontarabie; mais cette résistance devenait nulle, tous ces passages étant forcés d'avance, l'ordre d'attaque, pour la vallée de Bastan, avait été retardé en raison de la localité du poste qui était regardé comme le plus difficile, jusqu'à ce qu'on eût pu prendre cette armée à revers; mais les autres attaques avaient été ordonnées. Trois d'entre elles furent successivement disposées, de manière que le succès de la première attaque donnait la probabilité de la réussite des autres qui devaient suivre.

Enfin, la vallée de Bastan devait être attaquée dans son centre, par le général Delaborde, qui avait cinq mille hommes sous ses ordres : il devait commencer par enlever le passage de Bera et la montagne du Commissari; c'est sur ce point que les Espagnols avait cumulé leurs moyens de défense, et dans le même moment, le général Moncey devait pénétrer sur la gauche de la vallée, à la tête de huit mille hommes : et ces deux corps avaient leur rendez-vous sur la rive gauche de la rivière de Bidassoa, sur cet angle saillant, formé en avant du territoire espagnol, et, dans cette position, les Français prenaient les Espagnols à revers, et dépassaient les retranchemens qui couvraient Fontarabie et défendaient la Bidassoa.

Le général Frégeville, commandant la division de droite, était chargé d'attaquer ce point. Six myriamètres d'étendue par monts et par vaux, formaient la ligne de ce front d'attaques combinés : toute cette ligne était hérissée de montagnes élevées, escarpées et coupées par des défilés profonds. La pensée de ce plan, qui prouvait les progrès de la grande tactique, était partie de Paris : mais l'exécution en fut confiée aux généraux qui s'en rendirent dignes par la précison des mouvemens et l'accord parfait des manœuvres. La division du général Moncey fut répartie en quatre colonnes. Dès qu'on eut distribué les troupes dans leurs postes, le 24 juillet 1794, ces quatre colonnes s'ébranlèrent et débouchèrent par Berdaritz, d'Ispegny, Harriet et Maya. L'attaque commença par la colonne dirigée sur Ispegny, les Français avaient bien prouvé dans ces affaires qu'il n'est aucun obstacle qu'ils ne sachent surmonter. Ils étaient parvenus à transporter de l'artillerie sur ces monts chenus : aussi au troisième feu que cette artillerie

vomit sur les Espagnols, ils abandonnèrent le poste : de retraite en retraite et de poste en poste, ils furent successivement repoussés. Ils se rallièrent cependant à Errazu, et sur une éminence d'où l'on découvre l'entrée de la gorge d'Arriscum, ainsi que l'entrée de la vallée.

Mais ici les Français eurent besoin de réunir toutes leurs forces et toute leur valeur; ils furent d'abord repoussés dans cette troisième attaque, et à la fin ils prirent leur revanche, et repoussèrent, à leur tour, l'ennemi jusqu'à Elizondo. Les Espagnols combattaient toujours; cependant leur dernier combat était toujours plus faible que le précédent, ainsi leur résistance alla toujours en s'affaiblissant sur tous les autres points. Les colonnes qui descendirent par Berdaritz et Maya vainquirent sans obstacles. Les Espagnols évacuant Elizondo se replièrent sur Saint-Estevan, qui, le lendemain fut abandonné.

L'aile droite entière de l'armée espagnole fut toute enlevée, cette expédition faite, les colonnes du centre se portèrent sur Bera, point unique qui présentait encore des difficultés : mais quels sont les faits d'armes qui n'ont pas toujours et dans toutes les circonstances tournés en faveur des Français? ils furent donc vainqueurs sur tous les points. Les trophées de leur entrée en Espagne furent quatre canons de fer, deux mille fusils et deux cents prisonniers. Les cols furent franchis et reconnus, et cette route d'Espagne, qui présentait tant d'obstacles, fut entièrement ouverte et applanie par les Français, qui pouvaient désormais aller sur le territoire de ce royaume avec une entière sécurité. Tous les postes espagnols, sur tous les cols, avaient été remplacés par des postes français, qui étaient déjà familiarisés avec les rochers des montagnes et leurs neiges éternelles.

BASTILLE (Prise de la).

14 *juillet* 1789. — *Voyez* Paris.

BATEA.

6 *décembre* 1809. — L'ennemi faisait quelques mouvemens sur la rive gauche de l'Ebre pour insulter les avant-postes français, en avant d'Alcantz. Le 6 décembre 1809, le général Suchet donna ordre au général Musnier de se porter

avec le cent quinzième de ligne et le premier de la Vistule ; sur Maëlla et Batea. Le premier poste fut enlevé aussitôt. A une lieue de Batea, les insurgés, au nombre de deux mille cinq cents, avaient voulu s'emparer d'une position avantageuse; ils furent prévenus et en même temps chassés d'un autre poste qu'ils occupaient. Dès-lors ils ne songèrent plus à se défendre à Batea, et se retirèrent après avoir perdu cent vingt hommes tués ou blessés, quatre cent mille cartouches, et leurs magasins.

BAUTZEN.

19 *et* 20 *mai* 1813. — Malgré la victoire de Lutzen, remportée par les Français, et les pertes qui affaiblirent les armées alliées, les deux souverains avaient encore des forces très-imposantes et supérieures à celles de Napoléon. Si les Russes et les Prussiens furent expulsés du champ de bataille et forcés à la retraite, ils purent cependant se diriger de manière à se réunir et à se concentrer sur un point, qu'ils avaient choisi et disposé d'avance, où ils pouvaient tenter de nouveau la chance des combats, réparer un premier échec et ressaisir la victoire. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse attribuaient la perte de la bataille de Lutzen à des fautes que leurs généraux avaient commises dans la direction des forces combinées, et sur-tout aux difficultés attachées à un mouvement offensif de cent cinquante à cent quatre-vingt mille hommes. Ils résolurent de prendre la position de Bautzen et de Hochkirch, déjà célèbre dans l'histoire de la guerre de sept ans, d'y réunir tous les renforts qu'ils attendaient de la Vistule et d'autres points en arrière, d'ajouter à cette position tout ce que l'art pourrait fournir de moyens, et là, de courir les chances d'une nouvelle bataille, dont toutes les probalités semblaient être en leur faveur. Le duc de Tarente, commandant le onzième corps, était parti de Biochosswerda le 15 mai, et se trouvait le soir du même jour à une portée de canon de Bautzen, où il reconnut toute l'armée ennemie ; il prit position. Dès ce moment les corps de l'armée française furent dirigés sur le camp de Bautzen. Napoléon partit de Dresde le 18, et il arriva le 19, à dix heures du matin, devant Bautzen. Il employa toute la journée à reconnaître les positions de l'ennemi. On apprit que les corps russes de Barclay de Tolly, de Langeron, de Sass, et le corps prussien de Kleist, avaient rejoint

l'armée combinée, dont la force pouvait être de cent cinquante à cent soixante mille hommes. Le 19 au soir, la position des Russes était la suivante : leur gauche était appuyée à des montagnes couvertes de bois et perpendiculaires au cours de la Sprée, à-peu-près à une lieue de Bautzen, où leur centre était établi. Cette ville avait éte crènelée, retranchée, et couverte par des redoutes. La droite s'appuyait sur des mamelons fortifiés, qui défendaient les débouchés de la Sprée, du côté du village de Nimschütz. Tout le front de l'armée était couvert sur la Sprée. Cette position très-forte n'était qu'une première position. On apercevait distinctement, à trois mille toises en arrière, de la terre fraîchement remuée, et des travaux qui masquaient leur seconde position. La gauche était encore appuyée aux mêmes montagnes, à deux mille toises en arrière de celles de la première position, et fort en avant du village de Hochkirch. Le centre était appuyé à trois villages retranchés, où l'on avait fait tant de travaux, qu'on pouvait les considérer comme des places fortes. Un terrain marécageux et difficile couvrait les trois quarts du centre. Enfin la droite s'appuyait en arrière de la première position, à des villages et à des mamelons également retranchés. Le front de l'armée russe, soit dans la première, soit dans la seconde position, pouvait avoir une lieue et demie. Le quartier-général des deux souverains était au village de Natchen. L'armée française occupait les positions suivantes le même jour : sur la droite était le duc de Reggio, s'appuyant aux montagnes sur la rive gauche de la Sprée, et séparé de la gauche de l'ennemi par cette rivière. Le duc de Tarente était devant Bautzen, à cheval sur la route de Dresde. Le duc de Raguse se tenait sur la gauche de Bautzen, vis-à-vis le village de Niémen-Schütz. Le général Bertrand était sur la gauche du duc de Raguse, et s'appuyait à un moulin à vent et à un bois, faisant mine de déboucher de Jaselitz sur la droite de l'ennemi. Le maréchal Ney, le général Lauriston et le général Reignier étaient à Hogerswerda, sur la route de Berlin, hors de la ligne, et en arrière de la gauche, L'ennemi ayant appris qu'un corps considérable arrivait par Hogerswerda, se douta que le projet de Napoléon était de tourner les positions par la droite, de changer le champ de bataille, de faire tomber tous ses retranchémens élevés avec tant de peine, et l'objet de tant d'espérances. N'étant encore instruit que de l'arrivée du général Lauriston, il ne supposait pas que cette colonne fût de plus de dix-huit à vingt mille hommes;

il détacha donc contre elle, le 19 à quatre heures du matin, le général Yorck avec douze mille Prussiens, et le général Barclay de Tolly avec dix-huit mille Russes. Ceux-ci se placèrent au village de Klia, et les Prussiens au village de Weissig. Cependant le comte Bertrand avait envoyé le général Pery, avec la division italienne, à Kœnigswartha, pour maintenir la communication avec les corps français détachés. Arrivé à midi, le général Pery fit de mauvaises dipositions. Il n'eut pas le soin de faire fouiller la forêt voisine, il plaça mal ses postes, et à quatre heures il fut assailli par les Cosaques, qui fondirent sur lui en criant *houra*, mirent le désordre dans quelques bataillons, et lui firent perdre six cents hommes, deux canons et trois caissons. Mais la division, ayant pris les armes, s'appuya au bois et fit feu sur l'ennemi. Le comte de Valmy, étant arrivé avec de la cavalerie, se mit à la tête de la division italienne, et reprit le village de Kœnigswartha. Dans le même moment, le corps du comte Lauriston, qui marchait en tête du prince de la Moskowa, pour tourner la position de l'armée, partit de Hogerswerda, arriva sur Weissig. Le combat fut aussitôt engagé. Le corps d'Yorck aurait été écrasé si les troupes françaises n'avaient été obligées de passer un défilé, et d'arriver ainsi successivement. Après trois heures d'un combat opiniâtre, le village de Weissig fut emporté, et les Prussiens furent rejetés de l'autre côté de la Sprée. Le comte Lauriston coucha le soir du même jour sur la position de Weissig, le maréchal Ney à Maukersdurf, et le comte Reignier à une lieue en arrière. La droite de la position russe se trouvait évidemment débordée. Le lendemain 20, Napoléon se porta à huit heures du matin sur la hauteur en arrière de Bautzen. Il donna ordre au duc de Reggio de passer la Sprée, et d'attaquer les montagnes qui appuyaient la gauche de l'armée alliée; au duc de Tarente de jeter un pont sur chevalets sur la Sprée, entre Bautzen et les montagnes; il donna le même ordre au duc de Raguse, qui s'établit sur la gauche, dans un enfoncement que forme la Sprée à une demi-lieue de Bautzen: il chargea le duc de Dalmatie, qui avait le commandement supérieur du centre, de passer la Sprée, pour inquiéter la droite des Russes; enfin, il ordonna au prince de la Moskowa, qui avait sous ses ordres le troisième corps et les troupes des généraux Lauriston et Regnier, de se rapprocher sur Klia, de passer la Sprée, de tourner la droite de l'ennemi, de se porter sur son quartier-général de Wurtchen, et de là sur Weissenberg. A midi

la canonnade s'engagea : le duc de Tarente n'eut pas besoin de jeter son pont sur chevalets ; il trouva devant lui un pont de pierre, dont il força le passage. Bientôt le corps du duc de Raguse eut passé, au moyen du pont sur chevalets, sur l'autre rive de la Sprée. Après six heures d'une vive canonnade, et plusieurs charges que firent sans succès les Russes et les Prussiens, le général Compans fit occuper Bautzen, tandis que presque dans le même temps le village de Niedkayn était enlevé par les troupes du général Bonnet, qui enleva aussi au pas de charge un plateau, par lequel il fut maître de tout le centre de la position ennemie. Le duc de Reggio s'empara des hauteurs, et à sept heures du soir, l'ennemi fut rejeté sur sa seconde position. Le général Bertrand passa un des bras de la Sprée ; mais l'armée alliée conserva les hauteurs qui appuyaient sa droite, et par ce moyen se maintint entre le corps du prince de la Moskowa et l'armée française. La perte des Russes, dans cette journée, fut immense : celle des Français fut très-légère. Cette bataille, qui n'était que le prélude d'une seconde plus terrible et plus importante, porta le découragement parmi les soldats de l'armée alliée, qui redoutaient d'en venir à une seconde lutte, tandis qu'elle anima les Français, leur fit concevoir l'espérance de plus grands succès, et leur paraissait le présage d'une nouvelle victoire.

BAVAI.

17 *mai* 1792. — La petite ville de Bavai, en Flandre, excitait en Autriche le désir de la placer sous l'obéissance de l'empereur. Pour l'exécution de ce projet, deux mille cinq cents Autrichiens se portèrent sous ses murs, le 17 mai 1792. Ce poste, pour sa défense, était confié à quatre-vingts Français : un détachement qui venait renforcer la garnison de Bavai, était près d'arriver, lorsqu'apercevant trois colonnes ennemies, le détachement français, à l'aspect de forces supérieures, se replia devant cet ennemi redoutable. Cependant les impériaux braquent quatre pièces de canon devant cette bicoque; et ce qui prouve que la bravoure est innée chez les Français, quatre-vingts d'entre eux ont l'audace d'entreprendre de résister à deux mille impériaux.

Certes la partie était bien disproportionnée; aussi, après avoir fait une résistance honorable, les Français cédèrent-ils à la force, et l'ennemi entra dans Bavai. Le maréchal Luckner

ne fut pas plutôt averti de son occupation par les Autrichiens, qu'il conçoit le projet de les en débusquer; il marche en conséquence sur Bavai, avec des forces supérieures. Mais les Autrichiens se retirent à leur tour, et font marcher devant eux deux chariots de blessés.

Cette affaire avait prouvé assez que les Français avaient fait leur devoir, et même qu'ils avaient montré de l'audace et de la bravoure en résistant quelque temps à une masse d'Autrichiens, qui s'étaient repliés eux-mêmes à l'aspect de forces supérieures. Cependant cette action inquiéta quelque temps Paris, qui était embarrassé d'établir un systême d'opinion dans les généraux, quant à leurs sentimens politiques, et dans les soldats, quant à l'instruction et à la discipline qu'on voulait établir, et au courage sans doute si nécessaire pour consolider et faire respecter un gouvernement naissant. Cette première campagne avait inspiré beaucoup de défiance: au moindre petit revers qu'on éprouvait, la république était très-ombrageuse, par conséquent méfiante, et souvent, par suite de ce sentiment, injuste et cruel, les généraux étaient dégoûtés, et les soldats encore irrésolus du parti qu'ils devaient embrasser.

BAYLEN.

19 *juillet* 1808. — Vingt-cinq mille Espagnols de troupes régulières, sous les ordres du général Reding, menaçaient de couper les communications des Français avec Madrid. Le général Dupont, pour éviter ce danger, évacua Cordoue, prit poste à Andujar, et détacha le général Vedel à Baylen. Du 1er au 18 juillet 1808, on livra plusieurs combats, dont les succès se compensèrent. Mais Baylen fut occupé par deux colonnes espagnoles, à la suite d'une bataille, commencée le 19, à trois heures du matin, et continuée avec acharnement jusqu'à deux heures de l'après-midi, où les Français perdirent environ deux mille hommes tués ou prisonniers. Le général Dupont ayant quitté Andujar, pour rejoindre Vedel à la Sierra-Morena, rencontra vingt-cinq mille Espagnols sur la route de Cordoue à Madrid. Voulant s'ouvrir un passage, il les attaqua sept fois à la baïonnette, et fut constamment repoussé. Enfin, ne pouvant obtenir la victoire, à cause de la supériorité numérique des Espagnols, il capitula, d'après l'avis du général ingénieur Marescot, pour éviter la destruction totale de son armée, et quatorze mille hommes mirent bas les armes.

BAYONNAISE (COMBAT DE LA CORVETTE LA).

1796. — Edmond Richer commandait la corvette *la Bayonnaise* en 1796. Voguant sur une mer extrêmement houleuse et couverte d'ennemis, il avait su braver ces deux dangers; un vent d'ouest le jetait sur les cotes de France, mais avec violence, lorsqu'il aperçoit sur un point éloigné une frégate ennemie. Une mer orageuse reprend par dégré un calme qui faillit être fatal à la corvette, et qui, par évènement, la couvrit de gloire. La frégate anglaise avait une marche supérieure, et dès qu'elle eut vu la corvette française, elle courut sus, la regardant comme une proie assurée. Le vaisseau ennemi eut bientôt atteint le petit bâtiment français.

Les bâtimens se joignent, et le combat commence. Une canonnade la plus vigoureuse, fut servie pendant trois heures, de part et d'autre, et personne encore n'a le droit de chanter la victoire. Déjà *la Bayonnaise* avait perdu ses meilleurs marins : elle s'indigne, se désespère de la faiblesse que cette perte lui occasionne; cependant elle repousse l'idée de se livrer à l'ennemi. Les Français, que leur audace accompagne sur les mers comme sur la terre, demandent, à grands cris, l'abordage. Le capitaine Edmond partage cette ardeur, et l'augmente, s'il est possible, par une harangue qu'il adresse à son équipage, leur montrant toute la gloire qu'il y aurait à une faible corvette de l'emporter sur une frégate.

Tout l'équipage français est transporté de plaisir à cette pensée, qu'il pourrait se rendre maître de la frégate : il brûle d'impatience de s'élancer sur le vaisseau ennemi. Les Français sautent à l'abordage : au même instant, le capitaine français et tous ses officiers sont blessés par une décharge de la frégate anglaise, les mâts coupés s'embarrassent dans les grémens de la frégate. « A bord, mes amis! s'écrie Richer, c'est un pont que le sort nous présente ». La terrible hache d'abordage d'une main, un pistolet de l'autre, matelots et soldats se coulent sur leurs mâts renversés; ils sont bientôt sur le pont de la frégate, et renversent leurs ennemis avec une telle intrépidité, que les Anglais, surpris de tant d'audace, amènent leur pavillon, et la corvette française démâtée, eut la gloire de s'emparer d'une frégate anglaise. Dans ce combat glorieux, un mousse, âgé de douze ans, montra une bravoure et une intrépidité dont on s'honorerait à trente. Il vit tomber mort,

à ses pieds, son officier; il s'arme de l'un de ses pistolets, saute à bord de la frégate, poursuit le soldat qui avait tué l'officier français, l'atteint, le vise, et le renverse mort : il s'écrie aussitôt : « Il est vengé ; tu n'en tueras plus d'autre. »

BAZA.

9 *août* 1811. — Le général Blake, qui s'était embarqué avec ses troupes à l'embouchure de la Guadiana, arriva à Cadix le 12 juillet 1811. Il en partit aussitôt avec un corps d'élite, et, ayant débarqué à Alméria, il fit sa jonction avec l'armée de Murcie, près de Baza. C'est là que le maréchal Soult l'attaqua avec vigueur. Le 9 août, les Espagnols, chassés de toutes leurs positions, furent mis en pleine déroute, et se réfugièrent sur les montagnes de Caravaca. Leur cavalerie protégea les fuyards dans cette journée ; mais le lendemain 10, ayant été attaquée par la cavalerie française, elle perdit beaucoup de monde, et se retira en toute hâte sur Murcie. Enfin, on put à peine rallier à Lebrilla, six mille hommes, de vingt mille qui formaient cette armée.

BEAULIEU.

20 *septembre* 1793. — Santerre avait été battu à Coron par le comte d'Elbée, général de l'armée royale dans la Vendée. Malgré cet avantage, le comte avait quelque inquiétude, relativement à une seconde colonne républicaine qui venait de quitter Angers, et se dirigeait aussi sur Chollet. Elle était commandée par le général Duhoux ; elle avait établi son poste à Beaulieu, petite bourgade de l'Anjou, à très-peu de distance du Pont-de-Cé. Le comte d'Elbée fit marcher précipitamment sept mille Vendéens pour combattre les républicains, avant de leur donner le temps de se reconnaître.

Le général Duhoux, à l'approche des royalistes, disposa sa troupe en tirailleurs ; il la forma sur trois colonnes qu'il dirigea, l'une sous le pont Barré, l'autre sous Beaulieu, et il envoya la troisième dans un enfoncement formé par des chemins vicinaux. Les Vendéens et les républicains en vinrent aux mains : au premier feu, les royalistes, soit par feinte ou en réalité, eurent l'air de plier. Une chose particulière et digne de remarque, c'est que le lieutenant du comte d'Elbée était le chevalier Duhoux, neveu du général de la république. Ce

chevalier, commandant le centre de l'armée royale, courut sur les républicains qui, ayant été joints à demi-portée du mousquet, s'éparpillèrent sans se défendre.

Cependant il y eut un engagement vif entre les royalistes et quelques bataillons de Jemmapes et d'Angers, qui tinrent ferme; mais qui furent hachés. Les Vendéens, qui gagnèrent deux batailles en deux jours, étant restés maîtres du champ sur lequel ils avaient combattu, s'emparèrent de l'artillerie des républicains et de leurs bagages délaissés dans des chemins fangeux; la levée en masse, pour se dispenser de combattre, abandonna ses armes. Les Angevins, au nombre de cinq cents pères de famille, furent enveloppés au pont de Barré, et y perdirent presque tous la vie. On évalua la perte des républicains à quatre mille tués, blessés, ou faits prisonniers. C'est dans le bulletin des royalistes qu'on trouva ce résultat. Le général Duhoux fut accusé à-la-fois d'impéritie et de trahison: on lui avait supposé des intelligences avec son neveu, le chevalier Duhoux. Le général républicain avait fui le champ de bataille, et pour mieux criminaliser ses actions dans ces deux journées, on assura que son neveu, le chevalier Duhoux, lieutenant du comte d'Elbée, avait dit aux royalistes, à Chalonnes: « Prenez patience; mon oncle ne nous laissera pas manquer de munitions ». Ces divers griefs furent suffisans pour faire tomber la tête du général Duhoux.

BEAUMONT.

26 *avril* 1794. — Le général Pichegru commandait l'armée du Nord au mois d'avril 1794, et le général Charbonnier l'armée des Ardennes. Ces deux généraux, pour opérer leur jonction dans le Hainaut autrichien, vers Beaumont, firent faire un mouvement général sur toute la ligne autrichienne, depuis la Flandre maritime jusqu'à Givet. Les hauteurs de Bossut étaient occupées par quatre mille autrichiens: sur ces mêmes hauteurs, les Français avaient été battus, à pareille époque, le siècle précédent. Les impériaux, ravis de leur position, y attendaient les tirailleurs français qui, en effet, allèrent les y attaquer, tandis que l'infanterie française recevait le choc de la cavalerie ennemie au milieu de la plaine.

Trois fois la cavalerie autrichienne chargea l'infanterie française, et trois fois les bataillons français fondirent, baïonnette en avant, sur la cavalerie ennemie. Cette nouvelle tactique

étonna et déconcerta l'ennemi, qui prit la fuite, et abandonna un champ de bataille couvert de ses morts. Dans la même journée, Beaumont fut vigoureusement canonné par le général Desjardins. Mais les impériaux évacuèrent cette ville pendant la nuit. Aucun obstacle ne s'opposant plus à la jonction des armées des Ardennes et du Nord, leur réunion se fit immédiatement après.

BEAUPRÉAU.

29 *mars* 1793. — Le commandement des forces républicaines, destinées à combattre dans la Vendée, fut donné au général Berruyer le 29 mars 1793. Les premières troupes venues de Paris, étaient composées des vainqueurs de la Bastille et de la trente-cinquième division de la gendarmerie à pied. Ces citoyens montrèrent beaucoup de bravoure dans cette guerre, mais un penchant invincible pour le pillage. Une multitude de volontaires s'était jointe à ces hommes de cœur. Tout ce mélange d'individus était sans expérience de la guerre, sans discipline ou subordination, et quelquefois sans courage. Après des peines infinies, Berruyer parvint à organiser son armée et à lui donner une certaine consistauce. Alors il s'occupa d'un plan d'attaque.

Ancenis, Varades et Ingrandes, furent occupés par deux mille quatre cents hommes, dirigés par Gauvilliers, commandant de la garde nationale d'Angers. Le principal but des républicains, était d'empêcher les royalistes de passer la Loire pour se reunir aux Bretons. Une division fut envoyée aux Herbiers, commandée par Quetineau; on envoya aussi Ligonier à Vihier; Boulard, aux Sables; et à Challans, Esprit Baudri. Une garnison, quoique faible, réunie à la garde nationale de Nantes, parut suffisante pour conserver cette ville.

Le quartier-général de Berruyer fut porté à Saint-Lambert, avec quatre mille hommes. On pouvait évaluer à vingt mille hommes, les forces actives de la république ainsi disséminées. Le général républicain fit ses dispositions pour attaquer les Vendéens sur tous les points à-la-fois, et au même instant. Le comte d'Elbée fut instruit de ce projet : il se porta d'abord sur Chollet, puis sur Chemillé. A peine Gauvilliers venait de passer la Loire, qu'il força Bonchamp à évacuer le poste de Saint-Florent. Au même moment où Berruyer s'emparait de Chemillé, Ligonier se rendait maître de Vesin, bien que d'Elbée

leur eût opposé une vive résistance. Cependant quatre divisions vendéennes, quoique vigoureusement poursuivies, firent leur jonction à Beaupréau. Les royalistes avait intérêt à éviter un choc des républicains : ils manquaient de poudre ; ils n'avaient que des levées incomplètes, et ils tenaient très-resserrés, sur un terrain de deux lieues carrées au plus, trente mille insurgés non encore organisés. Berruyer ayant déjà obtenu quelques avantages, n'en tira point parti, et n'ayant pas su fixer la fortune, il en fut bientôt abandonné. L'intention du comte d'Elbée était de laisser arriver Berruyer à Beaupréau. Mais Bonchamp, homme doué de prudence, et sachant faire des combinaisons justes, conseilla une trouée sur Tiffauges, après avoir montré leurs dangers aux Vendéens, s'ils cherchaient trop vite l'occasion d'en venir aux mains avec les républicains.

La trouée sur Tiffauges fut exécutée le 13 avril. L'armée catholique et royale se dirigea vers cette ville, et les républicains s'empressèrent d'occuper Beaupréau, que les royalistes venaient d'évacuer. La division de Ligonier formait l'aile gauche des républicains. D'Elbée se porta en force, trois jours après, sur cette division, et la repoussa jusqu'à Vihiers. On vit Cathelineau fondre sur les bataillons de la république avec une rapidité extraordinaire. Ces volontaires, cernés de toutes parts, pris, attaqués en tous sens et sur tous les points, furent obligés de céder ; on les poursuivit et l'on en tua un grand nombre.

Les républicains, dans leur fuite, abandonnèrent leur artillerie et leurs munitions, qui tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Le château de Boisgrouleau servit de retraite et d'asile à cent soixante-sept grenadiers de Saumur et de Montreuil. Dans ce refuge, l'armée entière de d'Elbée employa deux jours et deux nuits pour les réduire, et la dernière cartouche de ces grenadiers épuisée put seule les porter à se rendre. L'aile droite des républicains ne fut pas plus heureuse. D'Elbée leur avait laissé gagner du pays ; mais enfin il arrêta leurs progrès : leurs détachemens occupaient déjà Chemillé, Saint-Florent et Montrevault. Bonchamp et d'Elbée rassemblèrent toutes leurs divisions, se réunirent et formèrent leur ligne de bataille à Gauvilliers. Les républicains répondirent à merveille à ce signal. Le combat s'engagea et les royalistes furent d'abord repoussés ; mais il fut impossible aux républicains de résister aux enthousiastes, aux fanatiques de toutes les espèces, auxquels leurs prêtres avaient fait accroire

qu'ils ressusciteraient trois jours après leur mort. Cette opinion était si profondément imprimée dans l'esprit de tous les Vendéens, qu'ils se jetaient avec une intrépidité qu'on ne peut décrire, ou plutôt en désespérés, sur les canons et sur les baïonnettes. L'infanterie abandonna lâchement les braves canonniers d'Eure-et-Loire, qui ne voulurent point quitter leurs pièces, sur lesquelles ils furent glorieusement hachés. Pendant que l'armée fuyait, une compagnie de Luynes, formant sa garde nationale, se laissa également massacrer. Tous les postes de la rive gauche de la Loire, furent évacués par les débris de ce corps. Ils abandonnèrent aux vainqueurs, six pièces de canon et plusieurs caissons. La petite armée de Berruyer fut retirée du Pont-de-Cé pour couvrir Angers.

Cette victoire des Vendéens les transporta d'une joie inexprimable ; ils demeurèrent convaincus qu'ils étaient invincibles : les républicains, au contraire, furent tellement consternés de leur défaite, qu'ils n'osèrent se remontrer de trois mois dans les pays insurgés, qui jouissaient dans ce moment d'une liberté entière. Les orateurs de la Vendée ne manquèrent pas de faire remarquer le doigt de Dieu, imprimé dans cette journée, qui avait accordé une si grande victoire à ses élus. Ces courtes paroles ne firent qu'ajouter à l'ardeur de ces hommes qui s'étaient si intrépidement dévoués à la cause de la religion et du roi, et pour laquelle ils avaient obtenu un succès si complet et si mérité.

BEAUSÉJOUR.

1793. — La république avait beau éteindre le feu contre-révolutionnaire de la Vendée, il renaissait toujours de ses cendres, et cette contrée produisait sans cesse de nouveaux soldats prêts à opposer aux républicains. En 1793, une armée catholique et royale venait de s'emparer encore une fois de Machecoult. Le général républicain Carpentier reçut ordre de repousser Charette, qui avait surpris et immolé la moitié de la garnison de Machecoult. Carpentier court à marches forcées pour venger les républicains ; bientôt il est en présence du général vendéen : son armée était rangée en bataille et était couverte par la forêt, ses rangs serrés pouvaient être d'environ cinq mille hommes.

Le général républicain parcourt la ligne de l'armée royale à la tête de sa cavalerie, pour reconnaître les forces de son

ennemi : en même-temps il fait placer sur la première hauteur une pièce de canon et un obusier qui commencent l'attaque ; ensuite la première brigade est déployée parallèlement au front de la bataille, et il donne l'ordre à la seconde ligne de se former sur la gauche pour s'emparer de Mortagne: cette disposition donnait à son armée la figure d'une équerre. Etonnée de la hardiesse des républicains, attaquée de front et en flanc, l'armée catholique plia; elle ne put soutenir leur choc : le feu de leur artillerie sur-tout la gênait beaucoup. On s'étonnait particulièrement de voir les républicains franchir avec intrépidité les haies, les mares et les fossés.

Charette, ayant à protéger sa retraite, sur le ruisseau de Beauséjour, faillit à être pris par les grenadiers d'Armagnac qui le serraient de fort près ; il avait dans les mains un fusil à deux coups qui fut coupé par une balle. Les grenadiers qui eussent été glorieux d'avoir un semblable prisonnier, le poursuivirent avec un rare acharnement, mais ils ne purent l'atteindre ; la nuit les avait surpris dans leur recherche : on fut obligé de battre le rappel pour les ramener aux drapeaux ; ils abandonnèrent la poursuite de leur fier ennemi, et rentrèrent dans leur ligne. Il resta sur le champ de bataille une centaine de royalistes : la perte des républicains ne fut pas considérable.

BELBEYS.

31 *mars* 1800.—Après avoir triomphé à Héliopolis, l'armée française d'Orient entreprit de chasser les Turcs de l'Egypte, et le 29 mars 1800, Belbeys fut investi, sous les ordres du général Kléber. L'infanterie turque, qui occupait la ville et les forts, ayant vu le mouvement des Français, pour cerner la place, se replia dans l'un des forts, d'où elle combattit jusqu'à la nuit. Le lendemain les Turcs demandèrent à capituler, sous la réserve de rejoindre l'armée ottomane avec leurs armes. Sur le refus de cette condition, ils continuèrent de se battre ; mais ayant perdu beaucoup de monde, et manquant tout-à-fait d'eau, il se rendirent à discrétion. Pendant qu'on les désarmait, l'un deux, en s'écriant qu'il préférait la mort, tira au chef de brigade Latour un coup de fusil qui ne fit que l'effleurer. Aussitôt tous les autres jetèrent leurs armes, en se déclarant indignes de les conserver. On punit de mort l'assassin.

BELCHITE.

18 *juin* 1809. — Le général Blake, après la bataille de Sarragosse, ville qu'il fut forcé d'abandonner à l'armée française, malgré la résistance qu'il avait opposée pour la défendre, délivra l'Aragon de sa présence, qui y était d'autant plus à charge, qu'il épuisait cette province par des vexations inouies : il se décida à faire sa retraite.

Le 16 juin 1809, fatigué d'être poursuivi par les Français, il résolut de s'arrêter à Boterim avec les débris de sa troupe ; il en fut encore chassé, et dans la crise alarmante où il se trouvait réduit, il continua sa retraite, qu'il n'effectuait qu'avec beaucoup de difficulté, étant inquiété de tous côtés, et ayant peine à maintenir l'ordre parmi ses soldats, qui n'observaient aucune discipline.

Le 17 juin, le général en chef comte Suchet se mit à sa poursuite, et, dans sa marche, il fit cinq cents prisonniers des tirailleurs de Murcie, parmi lesquels se trouvèrent quarante-cinq officiers ; on tua quelques centaines d'hommes.

Le général Suchet s'arrêta à Puebla-d'Alberton, où il coucha, et le 18, à la pointe du jour, il se présenta avec les cent seizième et cent dix-septième régimens qui l'avaient rejoint devant Belchite, où l'ennemi s'était fortement retranché avec quatre mille hommes de renfort qu'il avait reçus pendant la nuit.

Blake fit prendre position à ces troupes sur les hauteurs de la place, avec ordre de se battre jusqu'à la dernière extrémité. Le centre de sa position était défendu par un large fossé, et protégé par la ville, entourée de murs et de portes ; des palissades et de forts retranchemens défendaient la droite et la gauche de la place, et son front était couvert par des oliviers et des vignes entrecoupées de ravins qui en rendaient l'abord inaccessible. Toute autre armée qu'une armée française aurait regardé ce poste comme imprenable ; mais, sans s'arrêter aux difficultés d'une entreprise aussi importante, le général comte Suchet fit déployer ses colonnes dans la plaine, et donna sur-le-champ l'ordre de faire avancer un bataillon d'infanterie légère vers le centre pour y attirer les tirailleurs ennemis. Le général Habert se porta au même instant sur la gauche en colonnes vers les hauteurs, entre Belchite et Cada. Le général Musnier marcha

également en colonnes par bataillon, sur la gauche des Espagnols, et, après les avoir débordés, il les chargea aussitôt, et les ébranla par vingt coups de canon. De son côté, le général Habert faisait canonner les hauteurs où l'ennemi s'était retranché, bientôt il s'en rendit maître : tous ces mouvemens furent exécutés avec une grande précision et une rare intrépidité. Le premier bataillon du cent quatorzième et le premier bataillon de la Vistule chargèrent vigoureusement au milieu de la mitraille sans s'en épouvanter. Blake fit d'inutiles efforts pour arrêter les progrès des Français par une charge de cavalerie; deux escadrons de hussards le repoussèrent avec acharnement : au même instant un boulet mit le feu à un des caissons d'obus des assiégés ; il éclata avec fracas dans leurs rangs, et y porta la mort et l'épouvante. Toute l'armée ennemie s'ébranla, et traversa la ville dans le plus affreux désordre; hommes, chevaux, caissons, canons, tout fuyait pêle-mêle. Ce torrent entraîna le camp du Calvaire et tout le reste de la ligne.

L'armée française, profitant de ce désordre, poursuivit les fuyards dans la plaine, et la terre se trouva en un instant jonchée de cadavres. Un seul régiment de Blake, celui de Valence, chercha à se rallier à plus de deux lieues du champ de bataille, et voulut encore tenter de se défendre. Les hussards du quatrième l'atteignirent, l'enfoncèrent et s'abrèrent tout ce qui leur fit résistence.

Dans cette bataille, mémorable par la vigoureuse défense des deux partis, et où l'armée de Blake fut entièrement défaite, les Français prirent à l'ennemi neuf drapeaux, vingt canons, vingt-trois caissons, un millier de cartouches anglaises, plus de quatre mille fusils, des troupeaux immenses. Ils s'emparèrent de nombreux magasins de riz et de biscuit, et brûlèrent vingt-cinq chariots de munitions.

Le général comte Suchet, voulant profiter de sa victoire, fit marcher son armée sur plusieurs colonnes, en continuant à poursuivre les fuyards, et à leur faire des prisonniers. Tel fut le résultat d'une bataille où l'armée de Blake fut enfoncée dans toutes ses positions et complètement détruite. Dans le combat, les Français n'eurent que deux cent cinquante blessés et ne laissèrent que soixante-dix hommes sur le champ de bataille.

BELLE - ALLIANCE. *Voyez* WATERLOO.

BELLEGARDE.

24 juin 1793. — Une des entrées de France en Espagne est par le Roussillon, frontière de la Catalogne, auprès des Pyrénées-Orientales; c'est le grand chemin qui passe sous Bellegarde, au-dessus du col de Pertuis. La situation de cette forteresse est telle qu'elle est dominée par des hauteurs adjacentes, et domine à son tour la plaine. Sa figure est celle d'un pentagone irrégulier, ayant un fort avancé. Les montagnes qui l'environnent sont tellement escarpées, tellement couvertes de rochers bizarrement taillés, qu'ils rendent cette forteresse inaccessible et en font un boulevard presque inexpugnable. On ne peut attaquer ce fort du côté de l'Espagne, ce qui rend sa position avantageuse pour la France quand elle le possède.

Le général don Ricardos pressa le siége de Bellegarde, dès qu'il eut pris Céret, au mois d'avril 1793; alors l'armée d'Espagne venait d'entrer en Roussillon. Pour enlever cette place, il établit en avant de la Junquière, une batterie de mortiers et une batterie de canons au col de Porteil: avec ces batteries il espérait foudroyer la place. L'armée espagnole couvrait l'attaque de Bellegarde, de Collioure, de Port-Vendre, avec le camp qu'elle établit à Boulon; elle avait déjà pillé plusieurs camps français. Après une vive canonnade de deux heures seulement le fort de Bains se rendit. Le fort la Garde suivit cet exemple deux jours après. Alors on somma le gouverneur de Bellegarde de se rendre; il répondit qu'il n'entendrait à aucune espèce de capitulation tant que les murs dela citadelle seraient instacts, l'honneur lui faisant un devoir de se conduire ainsi.

Les Français faisaient tous leurs efforts pour ravitailler la forteresse. Le feu le mieux nourri du canon, était toujours lancé de part et d'autre, mais telle était la position des Espagnols, qu'ils ne pouvaient pénétrer au-delà de la place avant de s'en être rendus maîtres, car tandis qu'ils en battaient la partie occidentale les Français faisaient arriver des secours de tout genre par la porte de l'est, malgré les troupes espagnoles qui cernaient la place plus ou moins au large, selon les difficultés locales des montagnes. Pendant quelque temps Bellegarde reçut de légers secours par des détachemens qui sortaient la nuit : mais les Espagnols s'en

étant aperçus les interceptèrent. Les Français tentèrent d'introduire des vivres par une colonne marchant par le Conflant. Les Espagnols attaquèrent et dispersèrent ce nouveau convoi dès qu'ils furent instruits de son approche. Les ennemis, jugeant quelle pouvait être la disette de la place, mirent plus de chaleur dans l'attaque, et en pressèrent le siége. On ouvrit la tranchée; chaque jour les murs furent foudroyés de plus près, et déjà de larges brèches se montraient de toutes parts. Alors la sommation fut renouvelée au gouverneur qui, manquant de vivres et d'objets essentiels de rechange, et voyant tous ses bâtimens tombés en ruine par l'effet de la bombe, capitula après un bombardement de quarante jours : la capitulation fut accordée avec tous les honneurs de la guerre, le 24 juin 1794.

18 *septembre* 1794. — Des victoires furent obtenues à l'armée des Pyrénées-Orientales, par le général Dugommier, qui venait de Toulon, où il avait été vainqueur des Anglais. Son arrivée fut marquée par des avantages remportés aux Albères, au cap Béarn. Les Espagnols étaient rentrés sur leur territoire par la force des armes de Dugommier, il ne leur restait plus qu'à couvrir leurs frontières menacées. Arles, Saint-Laurent-de-Cerda, Pratz-de-Mollo furent bientôt repris par le général Augereau. La seule fonderie qui existât en Catalogne tomba en son pouvoir, après un léger combat près de Saint-Laurent-de-la-Mouga.

On y avait trouvé les objets les plus précieux pour seconder les projets de Dugommier, qui étaient d'assiéger, à-la-fois, Collioure, le fort Saint-Elme et Bellegarde; en outre des boulets et des bombes préparés, on y avait tous les moyens d'en fabriquer chaque jour. Le fort Saint-Elme et Collioure tinrent peu. L'intention de Dugommier était sans doute de s'emparer de Bellegarde, mais les Espagnols ayant réparé cette place avec soin, il voulait en faire la conquête et la conserver intacte à la France. Son dessein était donc, en faisant un blocus exact d'obtenir, par la famine, ce qui aurait pu lui être donné par le feu des bombes. Dix mille hommes étaient en observation, commandés par le général Charlet, et vingt-cinq mille hommes sous les ordres des généraux Pérignon, Augereau et Sauret, formaient le blocus le plus exact. En avant de la Jonquière, à Agullana, était le quartier-général de Dugommier. L'armée espagnole était

divisée en deux corps ; le plus considérable, fort de cinquante mille hommes, occupait les environs de Figuières, et le second, de quinze mille hommes, était près de Puicerda. Le général Espagnol La Union, voulut tenter de faire lever le blocus, s'impatientant d'être à observer les Français : dans cette résolution, il attaqua Augereau sur Saint-Laurent-de-la-Mouga. Dans cette attaque les Espagnols furent défaits et perdirent l'espérance de secourir Bellegarde ; cependant ils ne cédèrent qu'à la dernière extrémité puisque sa brave garnison tint jusqu'au 17 septembre 1794. Ce jour-là, le général Dugommier reçut la proposition de la reddition de la place par le marquis de Valsantaro, gouverneur Espagnol. Dugommier lui répondit :

« Je ne puis accepter aucune de tes propositions, la garnison se rendra à discrétion ; elle attendra son sort de la générosité française. » Le commandant espagnol répondit aussi laconiquement : « Je réponds d'être d'accord avec ce que tu proposes et ce que tu offres. » Le lendemain Dugommier entra dans Bellegarde, il trouva quarante milliers de poudre, et soixante bouches à feu dans cette ville importante, l'une des clefs de l'Espagne.

BELLE-ISLE.

24 juin 1795. — On avait aperçu, au mois de juin 1795, une division anglaise, qui louvoyait dans les parages de Belle-Isle. Aussitôt, l'amiral Villaret-Joyeuse rallie quatorze vaisseaux et quelques frégates mouillés sous Belle-Isle, et marche à la rencontre des Anglais : la flotte française eut bientôt trouvé son ennemi qui était plus faible, et qui prit chasse à l'instant, paraissant éviter un engagement désavantageux. Villaret n'hésita point à le suivre, ne se doutant point qu'une flotte anglaise considérable fût au large, et eût peut-être envoyé une simple division pour attirer l'ennemi. L'amiral français, se voyant tout-à-coup dans les eaux de la flotte anglaise ; voulut à son tour virer de bord, et courir sur Brest ; mais un coup de vent força les deux flottes de rentrer dans les parages de Belle-Isle.

Alors la flotte britannique, devenue plus hardie par sa supériorité, favorisée par le vent, se hâte de manœuvrer pour combattre. L'amiral français fait en vain rallier la terre, pour éviter un combat trop inégal : lord Bridport l'atteint le 24 juin ;

la mer était calme. Bientôt les deux ennemis en présence vomissent les boulets et la mitraille. Les Bretons couvraient la côte : témoins du combat, ils en attendaient l'issue, avec autant d'anxiété que d'impatience. L'amiral anglais s'introduit, par une manœuvre savante, au milieu de la ligne française, dont une partie de la flotte demeura immobile : les signaux ne furent ni reçus ni répétés.

Enfin, le combat le plus meurtrier, par un acharnement égal des deux partis, dura quatre heures. Mais tout le courage, toute la bravoure des Français n'empêchèrent point les vaisseaux de cette nation, *le Formidable, l'Alexandre* et *le Tigre* de tomber au pouvoir des Anglais. Tandis que la flotte française dans sa douleur cinglait en désordre vers Lorient, sous la protection du fort Louis, la côte de Quiberon allait recevoir une grande quantité d'émigrés français, que les Anglais se disposaient à faire débarquer.

26 *juin* 1795. — Le général Boucret fut sommé par l'amiral anglais Ellison, de rendre la place de Belle-Isle, en assurant Boucret, commandant, qu'il était autorisé, de la part de Louis XVIII, à lui promettre protection et récompense, s'il voulait livrer la place. Le général Boucret répondit, le 26 juin 1795, qu'étant muni de vivres et d'artillerie, il était disposé à recevoir la flotte anglaise quand il lui plairait de venir l'attaquer.

BELLEVILLE.

30 *mars* 1814. — L'empereur Alexandre, inquiet des lenteurs qu'éprouvait l'attaque générale des environs de Paris, chargea le général Barclay de Tolly de faire enlever, par les grenadiers de la réserve, le bois de Romainville et les hauteurs de Belleville. Les Français se replièrent alors, et l'ennemi occupa Pantin, le 30 mars 1814. Mais Belleville et la butte Saint-Chaumont étaient encore en notre pouvoir, et le général russe était impatient de s'en rendre maître pour y établir une batterie, qui aurait merveilleusement appuyé la sommation d'Alexandre aux Parisiens. Cependant, l'infanterie française, à l'approche des Russes, qui venaient attaquer Belleville, les arrêta d'abord par un feu de bataillon à demi-portée ; puis, ayant foncé sur eux avec impétuosité, elle les força de se replier précipitamment sur leur réserve.

BELLURN.

13 *mars* 1797. —Le général Davidowich venait d'obtenir quelques avantages sur les Français, à Rivoli : il fut ordonné au général Masséna, si souvent vainqueur dans les guerres d'Italie, de repasser l'Adige, pour arrêter les progrès du général autrichien, qui avait battu l'aile gauche de l'armée française. Le général Masséna arrive à Saint-Michel, où il livre des combats ainsi qu'à Rivoli et à Roverbella, et par-tout il justifie par des succès, sa brillante réputation. L'ennemi fut battu et poursuivi avec la plus grande vigueur. Les marches étaient exécutées avec tant de célérité, que les légions romaines faisaient dix ou vingt milles par jour; et les colonnes françaises, dont l'activité dans les occasions périlleuses était sans exemple, en firent jusqu'à trente ; encore les intervalles de ces longues journées de marche étaient-ils souvent remplis par des combats.

Les Autrichiens ne pouvaient trouver aucun instant de repos, aucun moment de relâche, par l'exacte précision et la célérité des mouvemens de leur ennemi. Les Français étaient en haleine de combattre et de marcher ; aussi chaque jour, ils en venaient aux mains, et chaque jour, marqué par des combats, était couronné par la victoire. Masséna se présente enfin devant la position de Bellurn : il y arriva le 13 mars 1797. A son approche, l'ennemi, présumant ne pouvoir tenir, s'échappa ; mais l'arrière-garde autrichienne, ne pouvant suivre assez vite son corps d'armée, fut forcée d'essuyer un combat : les Français l'atteignirent à Cadore, l'enveloppèrent ; et les impériaux, ne pouvant résister aux Français, se rendirent au nombre de sept cents. Le général Luzignan et un colonel se trouvèrent au rang des prisonniers.

BELONE.

5 *juillet* 1796. —Les Autrichiens, dans l'intention de défendre aux Français les issues du Tyrol, s'étaient retirés, après le combat de Borghetto, sur les plus hautes montagnes des Alpes carniques. Ils choisirent une position entre le lac Garda et l'Adige. Là, ils tirèrent des lignes, et on les vit se fortifier avec beaucoup de soin. Soudain, le poste de la Bocchetta di Campion, fut désigné au général Joubert par Masséna,

pour attaquer les impériaux, et ils furent tournés par la droite, par le chef de bataillon Marchand. L'arme sur le bras, on voit les Français gravir gaiement les rochers les plus escarpés; ils sautent dans les retranchemens sans faire feu, et fondent sur les Autrichiens.

Déjà le plus intrépide des braves, Claude Roche, carabinier, était entré le premier dans les lignes de l'ennemi, tenant un officier autrichien d'une main, perçant de son épée un autre Autrichien, et faisant trois prisonniers; dédaignant en outre leur dépouille, qu'il laissa, il préféra la gloire d'emmener ces cinq individus, après les avoir vaincus. C'était le moment d'actions héroïques; Jean Guerrin, sur la même ligne, tombait au même instant sur douze impériaux, qu'il vise; le fusil manque. Par un mouvement aussi prompt que le clin-d'œil, il a déjà mis le sabre à la main, et coupé le bras au premier qui s'est avancé : cette audace confond les autres, et les intimide; ils se rendent.

Tous les grenadiers de cette colonne étaient animés d'une même ardeur. Ils exterminent tout ce qui se présente; tout fuit à leur aspect. Les Français s'emparent de tous les bagages; deux cents prisonniers restent dans leurs mains, et cent impériaux sont étendus morts sur le champ de bataille. Tandis que quelques troupes françaises emportaient ces fameux retranchemens, que les Autrichiens avaient pris pendant un mois tant de peine à établir, et qu'il regardaient comme inexpugnables, dans le même instant, le 5 juillet 1796, une colonne française s'emparait de Belone, dont l'heureuse position fut disputée, mais qui fut à la fin cédée à la valeur des Français. L'ennemi y perdit trois cents hommes, et on lui fit soixante-dix prisonniers. Cette affaire dut préparer le comte de Wurmser, qui venait de prendre le commandement de l'armée autrichienne, à connaître ses ennemis.

BÉLORADO.

22 *novembre* 1810. — Les débris des guérillas et des bandes d'insurgés chassés de la Biscaye et de la Navarre, avaient cru trouver un refuge et un point de ralliement dans les montagnes de Soria. Ils inquiétaient déjà le voisinage de Logrono, quand des ordres furent donnés au général Roguet de marcher contre eux avec quinze cents hommes d'infanterie et cinq cents chevaux. Après vingt jours de recherches et de marches et contre-

marches extrêmement pénibles, le général Roguet découvrit enfin l'ennemi, fort de deux mille hommes, prenant position à Bélorado, le 22 novembre 1810. Aussitôt les troupes françaises passèrent la rivière à gué, et à peine quelques compagnies d'infanterie furent-elles formées, que deux cents chevau-légers Polonais et lanciers de Berg, commandés par le colonel comte de Golsteim, s'élancèrent vers le centre de la position des bandes et les abordèrent à toute bride malgré la fusillade. Les enfoncer et les disperser, ce fut l'affaire d'un instant. L'infanterie suivait en courant, et faisait un carnage affreux de ce qui échappait à la cavalerie. Les fuyards furent chargés pendant trois lieues. La ville, les hauteurs, les routes furent couvertes de cadavres. Le nombre des morts s'éleva à plus de mille. Il n'échappa guère que trois cents hommes de toutes ces bandes réunies.

Le comte de Golsteim, les chefs de bataillon Rogery et Poret, ainsi que le capitaine Steptyski se distinguèrent particulièrement dans cette affaire, où six cents tirailleurs et conscrits de la garde donnèrent seuls avec deux cents hommes de cavalerie.

BELVÉDÈRE.

1793. — Le poste du Belvédère fut le premier attaqué à l'ouverture de la campagne d'Italie par les Français, en 1793. Les troupes légères piémontaises, occupant la droite et la gauche de la Vésubia, furent mises en fuite par le général Dagobert. Belvédère était occupé par cinq mille Piémontais, avec deux pièces de canon pour toute artillerie, lorsque le général Brunet se dirigea vers cette ville. Une canonnade et un feu de mousqueterie s'engagèrent avec tant de vivacité, que les Piémontais, aussi vigoureusement attaqués, furent obligés d'abandonner une position où ils ne pouvaient plus résister.

1794. — Dès les premiers jours de 1794, une colonne de dix mille Français s'empara d'abord de Lentosca et de Belvédère sur la Vésubia, et bientôt après menaça le camp de Rauss; différens postes sur les frontières de l'état de Gênes étaient occupés d'un autre côté par les Français. Le 29 avril, les forts de Saorgio, Rocabilière et Saint-Martin tombèrent en leur pouvoir. On avait aussi vu marcher le général Serrurier vers les sources de la Rouine et de la Salèze; alors les Piémontais

abandonnèrent leur camp de la Fource. Ils étaient par-tout poursuivis et sans cesse battus. Ils firent des pertes considérables sans obtenir jamais aucun succès : plus de soixante pièces de canon de tout calibre et plus de deux mille prisonniers tombèrent dans les mains des Français.

Les Français eurent à regretter un général de brigade et un adjudant-général qui furent tués. La perte totale des Français ne s'éleva pas à un grand nombre ; mais un ennemi acharné et nombreux, qui combattait avec beaucoup d'ardeur sans obtenir cependant aucun succès, animait davantage les Français au combat, et le prix qu'on put attacher à cette victoire n'était qu'en raison d'une résistance et d'une valeur même opiniâtre, rendues inutiles par la bravoure et l'intrépidité françaises.

BELVER.

26 *juin* 1794. — Les Français campés à Bezala furent attaqués par six mille Espagnols le 26 juin 1794 ; au même instant la vallée de Puicerda était inondée d'une quantité innombrable de soldats de cette nation ; les généraux français Charlet et d'Oppen dirigent vivement leurs troupes sur les points d'attaque, et combattent avec la valeur ordinaire des Français. Il venait d'être fait une expédition sur Campredon, dans laquelle on avait fait marcher des volontaires ; la plupart manquaient de souliers. Ils apprennent que l'ennemi approche de Belver : tel est la ressource de l'esprit militaire français, ces volontaires, d'un mouvement spontané, forment des semelles de souliers avec la peau de leurs sacs qu'ils coupent, et qu'ils attachent sous leurs pieds, et volent, avec cette chaussure, partager les périls de leurs frères d'armes. Cette journée fut digne, par plusieurs circonstances, d'être rangée parmi les jours glorieux des Français, ils battirent complètement l'ennemi, qui laissa, sur le champ de bataille, morts ou prisonniers, mille soldats espagnols.

BENAVENTE.

24 *décembre* 1808. — L'armée anglaise, débarquée en Espagne au mois d'octobre 1808, n'avait pu secourir, en novembre et en décembre, l'armée espagnole de Galice, battue à Espinosa, celle d'Estramadure à Burgos, celle d'Aragon et de Valence à Tudela, celle de réserve à Somo-Sierra ; enfin

elle n'avait pu empêcher la prise de Madrid; mais, le 16 décembre, elle partit de Salamanque pour entrer en campagne. Dès le 15, sa cavalerie légère s'était montrée à Valladolid; toutes ses colonnes passèrent le Duero, et arrivèrent, le 23, devant le duc de Dalmatie, à Saldagua. Aussitôt que Napoléon eut appris à Madrid la résolution des Anglais, il se mit en marche pour leur couper la retraite; mais quelque diligence que fissent les troupes françaises, le passage de la montagne de Guadarama, qui était couverte de neige, les pluies continuelles, le débordement des torrens, leur firent éprouver un retard de deux jours.

Cependant, le 24, l'ennemi s'était avancé pour déborder la gauche du duc de Dalmatie; mais, instruit dans la matinée du mouvement qui s'operait de la capitale, il se mit soudain en retraite, abandonnant les restes de l'armée de Galice, ses bagages, ses hôpitaux, et un grand nombre de traîneurs. Au jugement des vrais guerriers, l'armée anglaise se trouvait dans le plus grand péril; quelques heures plus tard, elle était perdue pour l'Angleterre.

La cavalerie légère des Français poursuivit les fuyards avec rapidité pendant cinq lieues. Quatre cents chevau-légers de la garde impériale, sous les ordres du général Durosnel, tombèrent dans la soirée, sur une colonne d'infanterie anglaise, et sabrèrent un grand nombre d'hommes.

Le général Lefebvre Desnouettes, colonel des chasseurs de la même garde, détaché du quartier-général avec trois escadrons de son régiment, ayant pris beaucoup de bagages, de femmes et de prisonniers, et trouvant le pont de l'Ezla coupé par l'ennemi, crut qu'il avait évacué la ville de Benavente: n'écoutant que cette ardeur si souvent reprochée au soldat français, il passa la rivière à la nage, et se porta sur cette ville, où il trouva toute la cavalerie de l'arrière-garde anglaise. Alors quatre cents hommes combattirent long-temps contre deux mille; mais il fallut céder au nombre: ces braves repassèrent l'Ezla; Lefebvre Desnouettes eut son cheval tué sous lui, fut grièvement blessé d'un coup de pistolet, et resta prisonnier avec dix de ses chasseurs. Ce général, dit le conquérant, a sans doute fait une faute, mais cette faute est d'un Français: il mérite à-la-fois et le blâme et la récompense.

BÈNE.

23 *avril* 1796. — Les Piémontais passèrent la Stura, en 1796, à la suite de la perte de la bataille de Mondovi ; ils vinrent à quatre myriamètres de Turin prendre position entre Coni et Cherasco. Cette ville, située au confluent de la Stura et du Tanaro, était défendue par une enceinte bastionnée et fraisée ; elle était forte aussi par sa situation au confluent de deux rivières, et l'on pouvait en attendre une longue résistance. Cependant, si le roi de Sardaigne n'apportait tous ses soins à conserver cette place, c'était une clef de Turin, son trône s'écroulait sans ressource, et l'activité de Buonaparte devait lui inspirer de justes alarmes ; car ce général ne laissait aucun instant de relâche aux Piémontais. On le voit passer l'Elero ; le 23 avril, et arriver sur le soir à Carro, après avoir fait jeter de nouveaux ponts sur le Pezio. Dès le lendemain, le général Serrurier s'empare de la ville de Bène. A peine deux jours sont écoulés qu'il est déjà sous les murs de Fossano, quartier du général piémontais Colli ; et, sur ces entrefaites, le général Masséna se présente devant Cherasco, que les Piémontais évacuent à son approche.

Les Piémontais n'y firent aucune résistance ; les Français en prirent possession, et y trouvèrent vingt-huit pièces de canon, ainsi que des magasins approvisionnés en tout genre. Les généraux français n'avaient qu'à se présenter devant les places, elles se rendaient aussitôt. Le même jour, le général Serrurier se rendit maître de Fossano, et Augereau prit possession d'Alba. C'est là que les Français jetèrent des ponts sur le Tanaro. Encore quatre myriamètres à parcourir, et les Français se trouvaient sous les murs de Turin.

Le roi de Sardaigne voyait sur sa tête se former un orage dont il crut avoir à redouter les suites : il s'empressa de le conjurer, en demandant la paix. Buonaparte lui accorda une amnistie ; il vit dans cette paix un ennemi de moins à combattre, et des forces disponibles dont il pourrait user contre l'Autriche qu'il voulait domter. Mais, pour gage de la foi de sa majesté sarde, Buonaparte demanda les places de Ceva, Coni et Tortone : d'immenses provisions de guerre en tout genre, et cent pièces de canon de bronze furent trouvées à Tortone ; on trouva aussi de grands approvisionnemens à Coni et à Ceva. Ainsi des succès étaient les élémens de nouvelles victoires, et la guerre alimentait la guerre.

BÉNÉADI.

18 *avril* 1798. — Les Arabes d'Yambo avaient infesté pendant quelque temps la haute Egypte ; mais le général Davoust pensait les avoir dispersés, anéantis même, au point de n'avoir plus à craindre de les voir reparaître : cependant il apprit, avec étonnement sans doute, que le grand et superbe village de Bénéadi, dont les habitans passaient pour les plus belliqueux de l'Egypte, devenait le centre commun de ralliement d'un nouveau rassemblement de Mameloucks, d'Arabes et de Darfouriens caravanistes, qui arrivaient des régions lointaines et intérieures de l'Afrique. On annonçait en même temps, pour être à la tête de cette troupe de guerriers mélangés de toutes les nations africaines, Mourad bey, qui venait exprès du pays des Oasis.

Dès que Davoust eut acquis la certitude de cette nouvelle réunion, il marche en toute hâte sur Bénéadi ; il y arrive le 18 avril 1798. Une grande quantité de cavalerie égyptienne couvrait le flanc du village, du côté du désert. Aussitôt le général Davoust fait former son infanterie en deux colonnes ; elles sont commandées, l'une pour enlever le village, l'autre pour le tourner en même temps Un militaire, distingué par ses talens, le chef de brigade Pinon, passant près d'une maison, reçoit un coup de fusil, et tombe mort. Les Mameloucks occupent les déserts, et sont aperçus par la cavalerie française, qui fond sur eux avec une colonne d'infanterie.

En même temps, l'avant-garde de Mourad bey, qui ne l'avait suivi que pour sortir de la misère, lui donne le conseil d'y rentrer promptement. Les Arabes et les paysans à cheval lâchent pied. Cependant la cavalerie et l'infanterie laissent les fuyards retourner dans le désert, et reviennent à la charge investir le village ; l'infanterie française y entre et sait résister au feu qui sort de chaque maison. L'action est vive, on combat à outrance, mais les Français restent vainqueurs et maîtres de Bénéadi. Ce qui dut prouver tout l'acharnement, toute la chaleur du combat, ce furent deux mille morts restés sur le champ de bataille ; ils se composaient d'Arabes, de Mameloucks, de Maugrabins, et d'habitans de Bénéadi ; le butin fut immense, on y trouva des caisses remplies d'or. En un instant Bénéadi fut réduit en cendres.

BENICARLO.

14 *août* 1810. — Informé que plusieurs milliers de Valenciens marchaient sur Uldecona pour y attaquer son avant-garde, le général Suchet envoya, le 14 août 1810, sous le commandement du capitaine Galbois, un parti de cent hussards pour reconnaître l'ennemi. Cet officier rencontra deux cents chevaux, qu'il chargea et poursuivit jusqu'à Benicarlo, où, ayant reçu un renfort, ils voulurent se maintenir. Il y eut, dans cet endroit, un choc très-vif, dans lequel le capitaine Galbois tua vingt-cinq hommes, et fit quarante-deux prisonniers. Il apprit alors qu'en effet un corps assez considérable, parti de Valence, marchait par cette route. Aussitôt le général Suchet se porta à sa rencontre avec quelques bataillons et huit cents chevaux; mais l'ennemi ne l'attendit pas; il se retira à la hâte par cinq à six chemins, abandonnant plus de cent cinquante mille rations de biscuit, beaucoup de bagages et un drapeau.

12 *avril* 1811. — Les Espagnols avaient réuni plus de cinq cents chevaux, et s'étaient portés sur Benicarlo, qui était occupé par le général français Musnier, dont le corps faisait partie de l'armée d'Aragon. Le 12 avril 1811, les avant-postes de ce général furent attaqués par un escadron de dragons, qui furent chargés à leur tour par soixante hussards du quatrième, commandés par le lieutenaut Desmart; ils furent culbutés et poursuivis avec vigueur au-delà d'une lieue, après une perte de vingt hommes tués, de seize prisonniers, et d'un grand nombre de chevaux, que les hussards amenèrent. Après quelques instans, on vit paraître cinq cents chevaux espagnols qui s'étaient réunis et accouraient pour prendre leur revanche. Le chef d'escadron Rubichon fut envoyé pour les reconnaître avec quatre-vingts cuirassiers; il repoussa les tirailleurs et les rejeta sur le gros de la troupe, composée de cinq escadrons. Sans être effrayé par le nombre, le brave Rubichon serre sa troupe, se jette avec un courage héroïque au milieu des Espagnols; les cuirassaiers les enfoncent, les dispersent à coups de sabre, et leur font prendre la fuite, laissant sur le champ de bataille plus de quatre-vingts tués et de 50 prisonniers. Telle fut la valeur des cuirassiers, qui avaient affaire à des troupes presque sextuples, qu'il ne perdirent que quatre

hommes, et n'eurent que dix blessés. Cette charge brillante, dans laquelle chaque cuirassier tua son adversaire, fit beaucoup d'honneur au brave chef d'escadron Rubichon, qui mérita les éloges de ses supérieurs.

BÉRA.

1793. — Les Français défendaient leurs positions d'Urugne et de Saint-Jean-de-Luz, lorsqu'ils furent attaqués dans celle de Béra, par deux mille Espagnols, confians en la supériorité de leur nombre. Les avant-postes se replièrent jusqu'à ce qu'ils fussent à portée du général Duprat, qui pouvait les secourir. Une trentaine de maisons isolées croulèrent sous les atteintes redoublées de la nombreuse artillerie des Espagnols; mais ceux-ci se virent à peine tournés par les braves chasseurs basques, qu'ils prirent la fuite, craignant la baïonnette dans les mains de ceux même qui l'avaient inventée.

24 *juillet* 1794. — Les Espagnols, chassés de la vallée de Bastan, disputèrent encore vivement l'entrée de leur territoire. Comme la haute montagne de Commissari domine le chemin de Saint-Jean-de-Luz à Béra, les Français, pour se rendre maîtres de ce dernier endroit, furent d'abord obligés de la réduire en leur pouvoir. Ils y trouvèrent de grands obstacles. Le chemin de Béra et les gorges qui y aboutissent étaient couronnés de deux étages de tetranchemens: ces postes pouvaient être tournés; les Espagnols avaient élevé deux batteries dont le feu éclairait la gorge d'Olette et le chemin de Sarre. Le 24 juillet 1794, à neuf heures du soir, le général Dessein fit opérer un mouvement aux troupes du centre de l'armée française. La première redoute du Commissari fut attaquée par leur colonne de droite. Les bataillons, se présentant d'abord à la hâte devant le parapet qui unissait les deux redoutes, furent obligés de chercher un abri sous ce parapet; mais, se trouvant amoncelés sur ce point, les troupes se décidèrent bientôt à se porter de nouveau en avant. La première ligne espagnole ayant été franchie, elles s'aperçurent que de simples traverses fermaient la redoute de droite; elles s'y précipitèrent et s'y établirent. En même temps assaillie par la colonne qui s'avançait du côté d'Olette, l'autre redoute capitula. Celles de Sainte-Barbe et de Marie-Louise, abandonnées par l'ennemi, tombèrent au pouvoir de la colonne de

gauche. La prise de ces redoutes fut bientôt suivie de l'occupation de Béra et de Lézaca, au-delà de la Bidassoa. Trois cents prisonniers, sept pièces de canon furent le résultat de ces conquêtes, qui donnaient, en outre, la facilité de tourner les positions de Saint-Martial et d'Irun, et d'attaquer la montagne d'Aya.

BERCHEM.

2 et 4 décembre 1793. — Landau était au pouvoir des Autrichiens, en 1793, et le général Wurmser en occupait les environs. Vers la fin de l'automne, Pichegru, ayant pris le commandement de l'armée du Rhin, voulut débuter par délivrer Landau. Vis-à-vis de son armée était le corps d'émigrés commandé par le prince de Condé. Ce corps occupait le village de Berchem, dans la basse Alsace; Pichegru fit attaquer ce point, mais obliquement. Son intention était de tâter simplement la ligne ennemie, car il refusa de présenter le reste de sa propre ligne. Cette attaque ne donna aucun résultat; des troupes éparses, qui prirent alors la dénomination de tirailleurs, renouvelèrent le lendemain l'attaque, et, s'étant réunies à un signal, elles forcèrent le village de Berchem.

Le prince de Condé, à la tête de son infanterie, qu'on appelait *bataillons nobles*, rentra dans le village, l'ayant repris l'épée à la main. Les escadrons républicains rencontrèrent la cavalerie de Condé. Le choc fut très-vif; mais les soldats de Condé restèrent maîtres du champ de bataille. Le duc de Bourbon fut blessé dans cette action, et tous ses aides-de-camp furent tués ou blessés, sept pièces de canon restèrent en son pouvoir. Pour défendre Berchem, il en coûta aux princes de la maison de Bourbon trois cents cavaliers, et plus de mille soldats nobles. Les républicains revinrent à la charge quelques jours après, et renouvelèrent leurs efforts sur le poste commandé par le général Klénau, qui était appuyé par la noble garnison de Berchem; mais, malgré les renforts de cavalerie et d'infanterie, envoyés par Condé, ce corps fut forcé de se replier d'abord derrière Haguenau.

Le flanc de l'armée de Condé était découvert, et ce prince, digne de son nom, couvert de la vénération de l'Europe entière, dut faire sa retraite; mais ce fut en bon ordre.

BÉRÉSINA.

28 *novembre* 1812. — Cette belle armée française qui, naguère sur les ruines de Moscou, menaçait l'empire de Russie, vaincue par l'intempérie des saisons et la rigueur d'un hiver subit, se retirait devant les Russes, à moitié détruite, mais conservant une grandeur et un courage imposant au milieu de si grands revers. Cette armée avait passé la Bérésina, le 28 novembre 1812, au matin, et le duc de Bellune avait été chargé de garder la tête du pont sur la rive gauche. Le duc de Reggio était sur la rive droite, et derrière lui toute l'armée. Dans cette position, il fut attaqué par l'armée russe, et en fit prévenir Napoléon sur-le-champ; quelque temps après le duc de Bellune le fut également sur la rive gauche. L'armée française se mit aussitôt sous les armes; le duc d'Elchingen se porta sur les derrières du duc de Reggio, et le duc de Trévise marcha pour le seconder. Le combat devint vif, il était soutenu de part et d'autre avec un acharnement qui dura pendant plusieurs heures. Mais les Français, voyant que l'ennemi voulait déborder leur droite, firent une manœuvre qui fut couronnée par le plus grand succès. Le général Doumerc, commandant la cinquième division de cuirassiers, ordonna une charge de cavalerie aux quatrième et cinquième régimens de cuirassiers, tandis que la légion de la Vistule pénétrait dans des bois pour percer le centre de l'ennemi. Ces deux attaques combinées avec la plus grande habileté, furent exécutées avec autant de bravoure. Les cuirassiers enfoncèrent successivement six carrés d'infanterie, mirent en déroute la cavalerie russe, qui accourait pour soutenir son infanterie. En même temps le régiment de la Vistule culbutait le centre de l'ennemi, et le repoussait avec la plus grande vigueur. Victorieuse sur la rive droite, l'armée française ne combattait pas avec moins d'avantage sur la rive gauche. Le duc de Bellune repoussa avec le plus heureux succès la première attaque des Russes; bientôt il les chargea lui-même, les ramena avec vivacité hors la portée du canon, au moyen d'une charge de cavalerie très-belle, et qui fit honneur aux talens du général Fournier. Il sut les contenir dans cette position, après leur avoir fait éprouver une perte assez considérable. Dans cette journée, dont toute la gloire resta à l'armée française, les ennemis laissèrent sur

le champ de bataille plus de sept mille hommes tués ou prisonniers, deux drapeaux et six pièces de canon. C'est ainsi qu'au milieu des plus grands désastres, le courage français n'était pas abattu; la valeur des troupes semblait prendre de nouvelles forces dans ces revers terribles, qui auraient dû l'affaiblir ou l'éteindre.

BERGARA.

28 *novembre* 1794. — Un corps de quatre mille Espagnols était campé sur les hauteurs de Bergara, au-dessous de Mondragon. Le général Moncey, à qui ce corps faisait ombrage, résolut de l'enlever; pour exécuter ce dessein, il ordonna au général Frégeville de quitter le Cumberi, avec six bataillons : il donna le même ordre aux troupes qui étaient à Tolosa et à Guétaria, ce qui faisait un total de douze bataillons, qu'il jugea suffisant pour attaquer l'ennemi sur son front, et à-la-fois sur ses ailes.

Le chef de bataillon Gravier commandait une colonne de grenadiers : c'est avec elle que le 28 novembre 1794, on attaqua le camp de Bergara; l'assaut ne fut ni long ni meurtrier. Les Espagnols, à l'approche de troupes si imposantes, reçurent le premier choc, y répondirent cependant; mais, jugeant que la résistance serait inutile, et apervant la déroute parmi leurs soldats, ils cédèrent le terrain qui était déjà abandonné par leurs soldats fuyant dans le plus grand désordre. Les Français restèrent maîtres du champ de bataille. L'ennemi laissa cent cinquante morts, deux cents prisonniers, un canon, cinq mille fusils, la caisse militaire, trente-huit caissons.

Le corps d'Espagnols eût été enlevé en totalité, si les guides que le général Frégeville avait avec lui ne l'eussent pas égaré. Des escadrons de gardes-du-corps du roi d'Espagne furent témoins de cette défaite, ils assistèrent au combat sans y prendre part, et quand ils virent que la chaleur de l'action tournait contre leurs concitoyens, ils montèrent sur leurs superbes chevaux andalous; mais ce fut pour s'éloigner à toute bride du champ de bataille. Le général espagnol Rubi donna lui-même l'exemple de la fuite; il remit son habit brodé à un tambour de grenadiers, et se sauva à la nage : le tambour de grenadiers endossa ce bel habit et en fit sa casaque. Bientôt après les Français, qui n'avaient plus qu'à se présenter

pour soumettre tous les pays sous leur obéissance, firent la conquête des deux jolies villes d'Ascuatia et d'Aspetia.

BERGFRIED.

3 *février* 1807. — Napoléon, au mois de janvier 1807, marcha à la rencontre des Russes, tout couvert des lauriers qu'il venait de cueillir en combattant les Prussiens. L'armée russe avait rétrogradé en toute hâte : le 3 février, au point du jour, elle avait pivoté sur son flanc gauche, et s'était rejetée sur la Vistule, qu'elle avait tant montré la prétention de vouloir passer. Cette armée présenta la bataille, ayant sa gauche appuyée sur le village de Mouckten, le centre à Joukowo, couvrant la grande route de Liesbtadt. Napoléon se portant d'abord au village de Gecktendorff, y laissa sa garde en réserve, et forma sa ligne de bataille, en établissant le corps du maréchal Augereau au centre, le corps du maréchal Ney sur la gauche, et celui du maréchal Soult à droite.

Afin de déboucher les derrières de l'armée ennemie, Buonaparte ordonna au maréchal Soult de s'emparer du pont de Bergfried, après s'être rendu maître du chemin de Gustadt. Si les Russes étaient vaincus, ils étaient perdus sans ressource, par le caractère décisif que cette manœuvre donnait à cette affaire. Le général Guyot reçut l'ordre du maréchal Soult de marcher vers Gustadt avec sa cavalerie légère. Les Russes éprouvèrent un échec de la part de ce corps seul, qui s'empara d'une grande partie des bagages de leur armée, et leur fit seize cents prisonniers. A peine le général russe eut-il aperçu le mouvement du maréchal Soult, qu'il se hâta d'envoyer douze bataillons pour défendre le passage du pont de Bergfried, qui, au besoin, était le seul point de retraite de son flanc gauche.

A trois heures après-midi, les deux partis étaient en présence : ils débutèrent par un feu d'artillerie très-vif; mais le combat n'étant point animé au gré des Français, on vit le quatrième régiment de ligne, et le vingt-quatrième d'infanterie légère, attaquer les premiers l'ennemi dans ses positions, et l'en débusquer. Il suffit de ces deux seuls régimens et d'un bataillon de la vingt-huitième en réserve pour vaincre ces terribles soldats du nord. Les intrépides corps français passèrent le pont de Bergfried au pas de charge : les douze bataillons russes entamés par eux furent enfoncés, et on

leur prit quatre pièces de canon : le champ de bataille, qui resta aux Français, fut couverts de morts et de blessés. L'ennemi, ayant abandonné toutes ses belles positions se repliait, mais dans un désordre complet et donnait du regret, par sa retraite, à deux régimens français de ne pas s'être mesurés avec lui : depuis quelques instans ces régimens le suivaient impatiens de combattre. Les deux armées se battaient encore, lorsque la nuit vint les surprendre et les engagea au repos. Mais à peine le jour éclaira les guerriers des deux nations qu'ils reprirent les armes. L'attitude des Russes n'était plus la même ; ils se retiraient en toute hâte et harcelés sans cesse par les Français : ils éprouvèrent encore quelques pertes, mais peu considérables. Les Français poursuivirent pendant trois myriamètres les arrières-gardes de cavalerie fermant la marche de cette armée qui battait en retraite.

BERG-OP-ZOOM.

8 *mars* 1814. — La ville de Berg-op-Zoom, bâtie en 1287, par Gérard de Wesmael, et imprenable jusqu'en l'année 1747, qu'elle céda pour la première fois à un vainqueur, le comte de Lowendal, après 63 jours de tranchée ouverte, se trouvait, en 1814, au pouvoir des Français, commandés par le général Bizanet. Les Anglais, sous la conduite du général Cooke, avaient formé le projet de la prendre d'assaut, le 8 mars. Pour y parvenir, ils partagèrent leurs troupes en quatre colonnes. Celle de gauche attaqua entre les portes d'Anvers et du port ; la seconde fit son attaque sur la droite de la nouvelle porte ; la troisième, pour détourner l'attention des assiégés, devait faire une fausse attaque près de la porte de Steenbergen, et la colonne de droite a[illegible] la l'entrée du port. Cette dernière pénétra d'abord dans le[illegible]s de la place. Ainsi que celle de gauche, elle avait reçu ordre de longer les remparts de manière à former une jonction, aussitôt qu'il serait possible, et à aller ensuite balayer le rempart et assister la colonne du centre, ou forcer la porte d'Anvers. Une difficulté inattendue au passage du fossé, sur la glace, ayant obligé celui qui commandait la colonne de gauche de changer le point d'attaque, il s'ensuivit un délai considérable qui l'empêcha de gagner le rempart avant onze heures. Dans l'intervalle, la mort d'un général et d'un colonel anglais, ainsi que la blessure d'un autre général, ayant privé la colonne de droite de ceux qui la di-

rigeaient, elle se mit en désordre et essuya une grande perte en tués, blessés et prisonniers. Celle du centre ayant été forcée de rétrograder, avec une perte énorme, par le feu violent de la place, le reste des assiégeans fut également repoussé et mis en déroute. Ils voulurent opérer leur retraite, mais inutilement. Ils furent faits prisonniers en grande partie, et, d'assiégeans devenus assiégés, ils furent forcés de capituler.

BERGZABERN.

3 *octobre* 1793. — Les lignes de Wissembourg, qui avaient été, depuis peu, extraordinairement fortifiées, furent occupées par l'armée du Rhin depuis le mois de juin 1793. Les alliés en avaient simultanément attaqué le front et tourné les deux extrémités : mais ils échouèrent dans leurs entreprises, ils furent repoussés. Les Autrichiens faisaient la principale attaque sur le centre, tandis que l'armée prussienne, commandée par le duc de Brunswick, marchait par les gorges des Vosges, sur la gauche des Français, pour contenir cette ligne. Le prince de Waldeck devait passer le Rhin avec dix mille hommes, à Seltz, d'après les dispositions et les ordres du général Wurmser; il était ordonné, en outre, au prince de Waldeck, de prendre cette ville, et de choisir une position entre Lauterbach et le camp des Français.

Cette manœuvre coupait la retraite des Français, par rapport à leur aile droite, qui se trouvait tournée : dans cette situation, il lui devenait impossible de garder les lignes et de tenir dans les retranchemens. Le 3 octobre, le prince de Waldeck passa le Rhin à Blietersdorff, secrètement et sans bruit. Seltz fut surpris par les Autrichiens, et cette malheureuse ville éprouva toutes les horreurs, tous les désastres d'une place prise d'assaut. Dès-lors le centre des lignes fut attaqué, sur trois colonnes, par le général Wurmser. Ces lignes furent attaquées dans l'ordre suivant. La première colonne ennemie marcha sur le camp et les batteries de Steinfelds, la seconde se porta par la forêt de Bienwald, et la troisième sur un point où le prince de Condé et les émigrés, qui s'y trouvaient, devaient attaquer par Bergzabern.

Les émigrés eurent la gloire de l'action, c'est à leur valeur qu'on dut les succès qui furent obtenus dans cette journée. Plusieurs redoutes furent successivement emportées par eux, ils s'emparèrent de dix-sept canons, et se trouvèrent maîtres de

Wissembourg. Ainsi que les dispositions en avaient été calculées, les ailes des Français se trouvant déjà tournées, le centre ne fit presque pas de résistance aux Autrichiens. Les républicains se virent obligés à se replier sur Geisberg, et en désordre. En un instant ils évacuèrent Lauterbourg: on emporta Ulstat d'assaut. Le duc de Brunswick, sur la gauche, s'était porté sur Nothweiller et Lembach, après avoir masqué Bitche. Dans cette défaite des républicains français, on put remarquer le bon ordre avec lequel les généraux Ferrières et Desaix se retirèrent. Ils gardèrent leurs positions jusqu'à la dernière extrémité, et firent leur retraite sur Notweiller et Lembach. L'armée française alla occuper Reichoffen et Utenhoffen, situées derrière les anciennes lignes de la Motter : dans cette position, elle conservait une libre communication avec Bitche. Comme il n'était pas permis aux républicains français de se laisser vaincre, tous les officiers-généraux d'alors furent destitués; et comme il fallait que la valeur et la fidélité seule à la république suppléassent au talent militaire et au génie que doit avoir un général, deux députés de la convention ordonnèrent, dans une proclamation, à tout soldat qui se sentait destiné par la nature, à commander, de se présenter pour maîtriser la victoire.

Ces députés, pleins de perspicacité, menaçaient de tout le courroux du peuple l'homme présomptueux qui oserait se charger d'un fardeau trop au-dessus de ses forces. La France possédait un million de soldats. Onze officiers seulement se présentèrent, comme candidats, aux emplois de généraux. C'est à cette époque qu'on vit arriver à ces premiers grades de l'armée, trois officiers qui se distinguèrent dans la suite par des talens militaires. C'étaient Hoche, Jourdan et Pichegru. Au moment où ce dernier accepta le commandement de l'armée du Rhin, il ne trouva que des officiers ignorans, dont tout le mérite consistait dans un patriotisme sauvage, aussi inhabiles à faire observer la discipline militaire qu'à se faire respecter eux-mêmes. Pichegru les cassa tous, réorganisa tous les corps sous son commandement, rétablit la subordination et l'obéissance, et ne se montra devant l'ennemi que quand il fut convaincu que ses ordres seraient ponctuellement exécutés.

Hoche, deveuu général en chef de l'armée de la Moselle, trouva, comme Pichegru, les mêmes vices, la même ignorance, et la même licence. Il réorganisa son armée, lui rendit la discipline, qui, seule, fait la force des troupes, stimula les of-

ficiers de tout grade, et se trouva bientôt à la tête d'une armée respectable qui força l'ennemi à se retirer de l'Alsace et à rentrer sur son propre territoire.

BERLIN.

28 *octobre* 1806. — A peine Napoléon venait de vaincre le roi de Prusse à Jena, qu'il se prépare à marcher vers Berlin et Postdam. En vain le monarque prussien fait des efforts pour arrêter la marche triomphante de Buonaparte; déja les troupes françaises sont dirigées vers la capitale des états de Brandebourg. La Silésie servait en ce moment de point de réunion pour les troupes russes et prussiennes. Le roi de Prusse s'y rendait aussi de sa personne. Les Français ne trouvèrent aucun obstacle à leur marche, et, le 24 octobre 1806, Postdam fut obligé de recevoir dans ses murs le maréchal Lannes, à la tête d'une armée française; le lendemain on y vit paraître Napoléon : il avait mis pied à terre chez le grand-veneur de Saxe, ayant été assailli par un orage.

Quel fut son étonnement en entrant dans le château, de voir une femme jeune et jolie l'appeler par son nom! C'était une Egyptienne, veuve d'un officier français; elle avait été honorablement accueillie par le grand-veneur de Saxe, depuis un mois qu'elle habitait ce pays. Napoléon saisit cette occasion pour récompenser les services de son époux, en lui accordant une pension de douze cents francs; il se chargea, en outre, de placer son enfant. Buonaparte dit aux personnes de sa suite, en sortant du château : « C'est la première fois que je mets pied à terre pour un orage; j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'attendait là. » Le premier soin de Napoléon, en arrivant à Potsdam, fut de rendre hommage au héros qui l'avait habité; il parcourut la chambre où Frédéric-le-Grand avait rendu le dernier soupir : elle avait les mêmes meubles qui la décoraient le jour de sa mort. Bonaparte resta pensif quelques instans sur les vicissitudes de la monarchie prussienne, élevée par le grand Frédéric à un degré de puissance et de gloire surprenant, et maintenant au pouvoir d'un soldat heureux.

Napoléon visita le monument consacré à la mémoire de Frédéric; ses restes précieux étaient renfermés dans un cercueil de chêne. Auprès du tombeau étaient son épée, sa ceinture de général, son cordon de l'aigle noir et les drapeaux de sa garde dans la guerre de sept ans. Buonaparte ordonna que ces dé-

pouilles opimes fussent transportées à l'Hôtel-des-Invalides à Paris, pour y être ajoutées à tous les trophées que la victoire y avaient rassemblés. Il pensa qu'ils seraient vus avec satisfaction par les soldats qui avaient combattu les Prussiens dans l'Hanovre. Le lendemain on fit une grande manœuvre sur la place de Postdam : Buonaparte passa en revue dix bataillons de sa garde, deux régimens de chasseurs, et soixante pièces de canon. Ce qui fut digne de remarque, c'était le trente-unième jour de l'invasion de la Prusse, et l'on vit le même jour les magistrats de Berlin présenter à Napoléon les clefs de cette capitale. Ces premiers personnages de Berlin voulurent bien dire, à cette occasion, qu'ils n'avaient point approuvé la guerre avec la France, que de jeunes officiers et quelques femmes étaient les seules causes des malheurs actuels de la Prusse.

L'arsenal de Berlin renfermait cinq cents pièces de canon, plusieurs centaines de milliers de poudre, des magasins approvisionnés en tout genre. C'est le 27 octobre que Buonaparte entra dans la capitale des états de Brandebourg. Le maréchal Lefebvre, commandant sa garde à pied, précédait sa marche; le prince de Neufchâtel, les maréchaux Augereau et Davoust l'accompagnaient. Il donna l'ordre d'établir sur-le-champ le corps municipal, qui fut formé de soixante membres pris sur deux mille des plus riches bourgeois de Berlin, dont il avait ordonné l'assemblée à l'Hôtel-de-Ville, et en même temps il confia la police à douze cents notables.

Ainsi Berlin, en changeant de maître, venait d'acquérir une liberté plus entière, et n'en conservait pas moins le droit de nommer des magistrats confirmés par le souverain. Aussi une bienveillance universelle fut-elle accordée au vainqueur qui apportait un régime aussi doux. Le comte de Néale s'étant présenté devant Napoléon, au moment où l'on venait d'intercepter des lettres de sa fille : « Eh bien, monsieur, lui dit-il, « vos femmes ont voulu la guerre, en voici le résultat; vous auriez dû mieux contenir votre famille; « Napoléon, disaient ces lettres, veut faire la guerre, il faut la lui faire. » Non, dit Buonaparte, je ne veux pas faire la guerre; non pas que je me méfie de ma puissance, comme vous le pensez, mais parce que le sang des Français m'est précieux, et que mon premier devoir est de ne le répandre que pour leur sûreté et leur honneur; mais ce bon peuple de Berlin est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. Je rendrai la noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée

de mendier son pain. » Cette leçon était aussi grande qu'elle était sévère. Cependant les seigneurs prussiens n'étaient point rebutés par cet évènement, ils n'en servaient pas moins leur ancien maître. Parmi ces hommes que la politique des circonstances n'avait pu contraindre à dissimuler leur zèle et leur fidélité pour leur roi, se trouva le prince de Hatzfeld; des lettres interceptées aux avant-postes, apprenaient que quoiqu'il se dît chargé du gouvernement civil de la ville, il instruisait le roi des mouvemens des Français. Ce prince fut arrêté au moment où il sortait de l'audience de Napoléon.

Madame la princesse de Hatzfeld pensait que la haine que son père, le ministre Schulembourg, portait à la France, et qui était connue, pouvait en être la cause; elle vint se jeter aux pieds de Buonaparte, qui la dissuada facilement sur le motif de haine qu'elle avait soupçonnée devoir être la cause de l'arrestation de son mari; il lui dit ensuite que des lettres interceptées prouvaient que le prince de Hatzfeld faisait un double rôle, et que, d'après un pareil délit, les lois de la guerre étaient impitoyables. La princesse alors attribua cette imputation à une calomnie de ses ennemis. Vous connaissez l'écriture de votre mari, lui repartit Napoléon, je vais vous faire juge. Il fit aussitôt apporter la lettre interceptée, et la lui remit. Cette épouse, enceinte de huit mois, reconnaissant l'écriture de son mari, s'évanouissait à chaque mot; elle sentait combien le prince de Hatzfeld, son époux, etait compromis par sa propre écriture. Buonaparte, à-la-fois témoin et touché de ses angoisses et de sa confusion, lui dit :

« Eh bien, madame! vous tenez cette lettre, jetez-là au feu; cette pièce anéantie, je ne pourrai faire condamner votre mari. » Madame de Hatzfeld ne se le fit pas répéter, et le prince de Neufchâtel reçut ordre de lui rendre son mari : deux heures plus tard il était fusillé, la commission militaire étant déjà rassemblée pour cette affaire. La ville de Berlin fut imposée à une contribution de guerre, et le roi de Prusse y rentra à l'époque de la paix de Tilsitt, à la seule condition qu'alors il aurait achevé de remplir ses engagemens envers la France.

BERNARD. (Mont Saint-)

18 *et* 21 *mai* 1800. — La dernière place de l'Italie venait de rentrer sous son ancienne domination; tous les postes français se repliaient sur le sommet des Alpes, à l'époque où Buonaparte

fut nommé premier consul, et toute l'Allemagne était évacuée. Les Français occupaient les places de la rive gauche du Rhin, et d'ailleurs se tenaient sur la défensive. La Vendée était en pleine insurrection et en armes. La France était environnée d'ennemis qui par-tout présentaient un front formidable. Avant de songer à reconquérir l'Italie, Buonaparte voulut s'assurer la conquête de la Belgique et des départemens réunis. Il prévoyait que l'empereur d'Allemagne pouvait adopter deux plans de campagne, et, pour parer à ces choses possibles, il lui parut prudent de prendre des mesures contre ces deux entreprises. Le bas Rhin et la Souabe pouvaient voir réunir les principales forces de l'empire.

Il était aisé à l'empereur d'Allemagne de se montrer sur le Rhin avec cent soixante mille hommes, et, après les premiers succès obtenus, de se combiner avec une armée anglaise débarquée en Hollande ou en Belgique. Toutes ces probabilités, toutes ces combinaisons politiques occupaient alors la pensée de Buonaparte. D'un autre côté, en Italie, sur les rives du Pô, il était facile à une armée autrichienne, après s'y être renforcée, d'attendre en paix les évènemens; elle serait toujours prête à recevoir dans la plaine l'armée française, qui n'aurait pu y arriver qu'avec peu d'infanterie et une cavalerie mal montée.

Dans le second plan de campagne de l'Autriche, on supposait que l'empereur pouvait rester sur la défensive et faire occuper le pays de Gênes par une forte armée. Il pouvait aussi suivre le plan déjà concerté de se porter sur le Var, d'entrer en Provence, et de se combiner avec les quinze mille Anglais qu'on savait campés depuis quelque temps au port Mahon. Mais des deux plans que Buonaparte supposait au cabinet de Vienne, il songea à parer à celui dont les conséquences pouvaient devenir les plus funestes pour la France; dès-lors il ordonna le rassemblement d'une armée de cent quarante mille hommes, qui prit ses positions sur le Rhin, où il organisait en silence une armée de réserve qu'il réunissait en secret sur les derrières de l'armée du Rhin, et en même temps les hauteurs de Gênes recueillaient les débris de l'armée d'Italie, qui pouvaient encore former trente mille hommes. Ainsi la France répondait à tout par ces nouvelles dispositions. Dans le cas où l'Autriche adopterait le premier plan de campagne, en réunissant l'armée de réserve à celle du Rhin, Buonaparte avait cent soixante-dix mille hommes à opposer à l'Autriche, si elle venait guerroyer sur ces parages. Si au contraire le second

plan de campagne était adopté vers l'Italie, l'armée ennemie sur le Rhin étant inférieure à l'armée française, Buonaparte faisait dès-lors franchir les Alpes à l'armée de réserve, qu'il détachait de dessus le Rhin; et tandis que les Autrichiens feraient avancer leurs principales forces sur Gênes, l'armée de réserve française, qui aurait déjà pris ses positions sur le Pô, pourrait ensuite prendre l'ennemi à revers, lui enlever ses magasins, et sur-tout lui couper la retraite.

Le second plan de campagne fut adopté par l'Autriche, et ses principales forces furent portées en Italie; les hostilités furent commencées par Mélas, qui marcha sur Gênes et sur Savonne. On vit en même temps sur le Rhin l'armée française profiter de sa supériorité pour reprendre les avantages que la France avait eus en Allemagne; la valeur et les talens militaires se firent remarquer parmi les généraux et les officiers; aussi elle obtint en Souabe les succès les plus brillans.

Cependant Mélas était près de réaliser son projet d'invasion en Provence, et déjà l'état de Gênes était conquis; c'est dans ce même temps que l'armée de réserve s'approche à grands pas du mont Saint-Bernard pour le franchir, dans le grand dessein de prendre à revers toute l'Italie. Le plus grand secret était observé dans l'exécution de toutes ces combinaisons vastes et profondes, conçues de longue main. On avait prévu tout ce qui devait tromper le général Mélas sur les projets des Français. Ce qui devait étonner l'ennemi, c'était de n'apercevoir aucune troupe, ni sur la Tarentaise, ni sur la Maurienne. On ne voit aucun préparatif sur les frontières du Dauphiné; il n'y a à Dijon que quatre mille hommes, au lieu d'une armée de réserve considérable. Mais pendant ce temps, les régimens se hâtaient de filer à marches forcées du côté de Genève; les conscrits destinés à compléter les corps les joignaient en route, et les divisions se formaient de la même manière. C'était aussi dans leur marche hâtive et comme furtive, que l'artillerie et les autres services étaient organisés. On attend l'instant où l'avant-garde entre à Genève, pour y établir les magasins et y transporter les biscuits. M. de Mélas ayant investi Gênes, fit attaquer le mont Cénis, afin d'avoir de nouvelles sûretés: ensuite il se porta sur Nice, d'après le rapport qu'il n'y existait ni troupes, ni magasins. Cependant on eut lieu de croire qu'il avait reçu l'avis que des troupes françaises avaient paru sur le mont Saint-Bernard.

Mais le général Mélas pensa que ce pouvaient être les

les quatre mille hommes passés en revue à Dijon, envoyés là pour lui donner le change ou lui faire des démonstrations d'attaque dénuées de moyens réels de succès, et l'engager à lever le siége de Gênes, ou le distraire enfin d'autres opérations importantes. Il n'y avait qu'une ruse de guerre qui en effet eût pu engager Buonaparte à préférer le grand Saint-Bernard au Mont-Cénis. Non-seulement il y avait des vallées difficiles et sans ressources à franchir, mais il fallait passer le fort de Bard, qui pouvait seul arrêter une armée pendant plusieurs jours.

Buonaparte, enchanté des bords du lac de Genève qu'il visita à son départ de Dijon, parut vouloir s'y arrêter quelque temps; mais on annonça subitement une insurrection à Paris; ce fut en Suisse que ce bruit s'accrédita le mieux. Buonaparte part et se rend d'abord à Lausanne. Le général Lannes y était, à la tête de l'avant-garde de l'armée. Il passe la revue et donne la direction de la marche qu'elle doit suivre pour se rendre au bourg de Saint-Pierre, à six mille du couvent des ermites qui habitent le sommet du Saint-Bernard. Son armée est à un ou deux myriamètres du pied de la montagne, à Martinach, où elle est en station. Pour être prêtes à supporter de nouvelles fatigues, les troupes prennent trois jours de repos. C'était le spectacle le plus curieux et le plus singulier que celui d'une armée qui se présentait dans ces lieux sauvages couverts d'une neige éternelle qui cache souvent la vraie route, et dérobe à l'œil des abîmes où le moindre faux pas peut faire précipiter le voyageur incertain. Cependant une armée arrive tout-à-la-fois pour franchir un pas aussi difficile, elle est au pied d'une des plus hautes montagnes de l'Europe; elle va la gravir par un chemin de dix-huit pouces de large sur plusieurs myriamètres de long; ce chemin est dominé par des rocs taillés à pic qui supportent des masses de neige menaçantes. C'est par là qu'une armée, avec ses équipages, va passer. Des chevaux, de l'artillerie, des munitions forment une réunion d'objets les plus embarrassans, et qui cependant vont gravir ce mont effrayant. Les soldats se réjouissent de ces difficultés, et mettent toute leur gloire à les vaincre. Ils sont déjà préparés à y monter, comme on se dispose aux jeux d'une fête publique, et ils veulent, en démontant tous les objets d'artillerie, les traîner ou les porter eux-mêmes.

On place dans des troncs d'arbres creusés en forme d'auges

les canons et les caissons. On attelle cent hommes à un câble, et ils traînent ainsi les pièces à la prolonge. On a fabriqué à Auxonne des traîneaux avec lesquels on conduit les caissons vides et les essieux. Des mulets transportent des caisses de sapin dans lesquelles sont enfermées les munitions. Buonaparte, jugeant que, pour un transport aussi difficile, le soldat a besoin d'une récompense, promet pour un canon et son caisson transportés au-delà du mont, la somme de mille francs. Mais, sans la récompense, le militaire français eût fait ce service, quoique très-pénible, avec le même zèle; car officiers et soldats, voulant tous concourir à ces fatigues, se disputent l'honneur de traîner ces fardeaux.

Il fallut deux jours de travaux et de peines inouies pour effectuer ces transports. Buonaparte s'empresse d'envoyer la somme promise aux soldats, mais elle est refusée; ils ne veulent d'autre monnaie pour récompense que la gloire. Ceux qui n'ont pas été employés à ces transports si pénibles, gravissent la montagne, portant leurs armes, des munitions et des vivres pour cinq jours. Leur fardeau est devenu double, parce qu'ils sont chargés des armes, de la nourriture et des munitions de leurs camarades employés aux transports. On évaluait ce poids à trente-cinq kilogrammes. L'avant-garde française part de Saint-Pierre, le 17 mai 1800. Alors la montagne, devenant rapide, n'offre plus de chemin où l'on puisse faire usage de voiture, et n'a plus de route battue. L'armée, qui se trouvait réunie à Saint-Pierre, avait suivie la première division commandée par le général Watrin. Un sentier étroit, capable de recevoir un seul homme de file, est la seule voie que l'on trouve de ce point au sommet du Saint-Bernard : et l'on ne fait les transports qu'à dos de mulet. L'œil n'aperçoit de toutes parts que des rochers entassés, entre lesquels il faut passer par mille détours. Ces lieux déserts ne sont habités que par le chamois et l'alouette. Plus le voyageur s'élève, plus il s'éloigne de tout ce qui respire. Sous ses pieds il voit se former les nuages. Des masses énormes de neige, se perdant dans les airs, sont les seuls objets qu'il voit autour de lui.

Son oreille n'est frappée que du bruit des avalanches se précipitant dans des abîmes, avec un fracas épouvantable. La Doria et la Durance se font entendre au loin, par leurs flots, qui roulent avec fracas dans les sinuosités de ces montagnes. On n'aperçoit presque aucune trace de végétation.

Les derniers arbres, qui sont des sapins, sont distans de Saint-Pierre d'un demi-myriamètre ; plus loin, on voit, çà et là, des arbres avortés, et quelques buissons. Ce terrain, perpétuellement glacé, y conserve une neige constamment entassée et gelée, au point que les animaux n'impriment aucune trace sur sa surface durcie. Dans cette région, il règne un hiver continuel ; la nature est sans vie, et l'homme y est engourdi par le froid.

Cependant l'Annibal français, portant encore son artillerie, ses munitions et ses vivres, s'avance sur ces monts au milieu des précipices. Le pas de charge se fait entendre dans les lieux les plus difficiles ; et, pour mieux vaincre les obstacles, les bataillons entonnent des champs guerriers. On ne marche qu'au milieu des périls : si quelque soldat manque la route étroite, tracée par la seule empreinte du pied de celui qui le précède, il disparaît à jamais sous les neiges, où il est infailliblement englouti. Il trempait son biscuit dans la neige pour se désaltérer, et se délassait de ses fatigues en chantant. Enfin, le 18 mai, on parvint à la cime du mont Saint-Bernard ; après cinq heures de marche, on arriva à la maison des ermites (1). C'est là que l'armée trouva des tables dressées sur la neige, d'après les soins et les ordres du premier consul. Le repas inattendu que les soldats y prirent leur parut délicieux. Il fut offert bien à propos pour réparer leurs forces épuisées. Ce repas, qui consistait en un morceau de pain, du fromage et une ration de vin, lui parut égal à des mets exquis. On remarquait la patience et

(1) Un habitant de la Savoie fonda, au dixième siècle, un monastère sur cette montagne. Cette maison passe pour le point le plus élevé du globe, où l'homme ait fixé sa demeure ; ces cénobites, séquestrés du reste des hommes, ne sont en commerce qu'avec les voyageurs amenés dans cette solitude par la curiosité ou par le besoin. Ils accueillent avec le même empressement tous les hommes, quels que soient leur rang, leur pays, leur croyance, et ils leur donnent également à tous l'hospitalité. Mais ils ne bornent point là leurs soins généreux pour leurs semblables ; le but de leur institution est de guider les voyageurs égarés, de chercher ceux que le froid aurait saisis au milieu des neiges, ou que des avalanches auraient précipités dans des fondrières. Matin et soir, une troupe de chiens, qu'ils entretiennent, sortent du couvent, et vont à la découverte. Si, au milieu de leurs courses, l'écho leur porte les cris de quelque infortuné près de périr, ils accourent vers lui, le caressent, et semblent lui dire de prendre courage. Ils reviennent en effet au couvent : leur air triste et inquiet indiquent sensiblement la rencontre

la gaieté des respectables cénobites de l'hospice, qui présidaient à cette distribution. C'était sans doute le tableau le plus singulier, que ce plateau glacé, d'où l'on dominait l'ancienne Gaule et l'Italie, couvert dans ce moment de canons, d'affûts, de caissons, de traîneaux, de brancards, de mulets, de chevaux, de munitions et de bagages de toute espèce. Les plus grands obstacles à surmonter n'étaient point dans le trajet, qui avait été fait jusque sur ce sommet. Il fallait, du haut du mont, descendre jusqu'à Vercey, premier village dn Piémont : c'était bien moins fatigant, mais aussi le danger était plus grand. Il fallait encore parcourir trois myriamètres, qui se montraient terribles, par l'extrême rapidité de la descente. Le cavalier ne se hasardait point à rester sur son cheval; il fallait le précéder ou le suivre, car il ne pouvait marcher à côté sans courir le plus grand risque de tomber dans les abîmes. La fonte des neiges occasionnait des crevasses, qui rendaient les pas mal assurés; et l'on voyait souvent faire aux chevaux des glissades périlleuses. Malgré toutes leurs précautions, les hommes tombaient fréquemment, et, s'ils n'étaient point lestes à se relever, leurs chevaux étaient exposés à être entraînés hors du sentier, et à périr avec eux. Quelquefois, des hommes, malgré toutes leurs précautions, glissaient et disparaissaient aussitôt, ensevelis dans des précipices d'une profondeur effroyable. Voulant rejoindre son armée, Buonaparte, qui s'était reposé une heure au monatère, suivit un sentier tracé par quelques fantassins. Mais, après avoir parcouru la moitié de la descente, ce qui en restait était si rapide, qu'il fut obligé de s'asseoir, et de glisser une hauteur d'environ deux cents pieds. Dans cette marche extraordinaire et pénible, ses aides-de-camp précédaient les colonnes. On était

---

qu'ils ont faite. Alors on pend à leur cou un panier rempli d'alimens échauffans; on les suit, et souvent on parvient à arracher les malheureux à la mort. Lorsque l'atmosphère est chargée de nuages épais, ou que la neige tombe à gros flocons, ces hommes intrépides parcourent les glaciers. Armés de longues perches, ils sondent le terrain; des chiens, accoutumés à cette chasse, les précèdent et les ramènent sur la route couverte de neige quand ils en sont écartés. Doués du talent de sentir un corps humain à quelque profondeur qu'il soit enseveli, ces chiens en font connaître la présence par leur aboiemens. Alors, avec de longues perches, on sonde le terrain, ce corps est bientôt dégagé, et on le porte à l'hospice, où tous les secours lui sont prodigués pour le rappeler à la vie.

parti à une heure du matin, et l'on ne fut rendu, au pied de la montagne, qu'à neuf heures du soir. Pour défiler, et pour se rendre à Etroubles, près d'Aoste, et des avant-postes autrichiens, l'armée employa trois jours.

Quel doux spectacle la nature leur présenta au pied de la montagne! Ils venaient de quitter les plus durs frimas : ils trouvent le printemps, ils revoient la verdure, et des gazons émaillés de fleurs. Ils avancent encore, et trouvent la chaleur de l'été. Ainsi, dans la même journée, les soldats français éprouvèrent le froid du plus rigoureux hiver, la douce température du printemps, et les chaleurs brûlantes de l'été. Dans le siècle de Louis XIV, le passage du Rhin fut célébré comme un des faits militaires les plus hardis. Dans la dernière guerre, on a vu plusieurs fois les Français franchir ce fleuve, comme une route ordinaire. Il y a deux mille ans qu'Annibal exécuta le passage des Alpes, ce qui parut alors une chose difficile à concevoir. Le chef des Carthaginois avait des chevaux, des éléphans à conduire; mais il n'avait rien d'embarrassant à transporter, comme de l'artillerie et des munitions; et ce général perdit la moitié de son armée. Dans ce passage, franchi par Buonaparte, il n'a eu que très-peu de monde à regretter. Tant de peines, tant de fatigues découragèrent les soldats africains; tandis que nos Français ont gravi ce mont chenu en chantant.

On ne vit pénétrer Annibal que sur un seul point des Alpes. Tous les passages, comme tous les défilés praticables dans cette chaîne de montagnes, ont été attaqués en même temps. Au même moment, le général Moncey traversait le Saint-Gothard, avec vingt mille hommes, et marchait sur Milan et Bellinzona; le général Bethancourt gravissait, avec trois mille soldats, le Simplon, et se disposait ainsi à marcher vers les plaines du Tésin, tandis que le général Chabran entrait, par le Petit-Saint-Bernard, dans la vallée d'Aoste, conduisant quatre mille hommes; et l'on voyait le général Turreau, dans le dessein d'attaquer Turin, descendre du mont Cénis et du mont Genèvre.

C'est à la postérité de choisir au quel des deux héros elle doit la palme. Mais on est sans doute frappé, au premier aperçu, du vaste génie de Buonaparte, qui sut enfanter un plan aussi étendu; qui sut conduire une opération aussi compliquée, sur un terrain immense, et au milieu des difficultés locales de ces montagnes hérissées d'écueils, et sous une at-

mosphère aussi âpre. Buonaparte eut la gloire de harceler son ennemi sur tous les points, de le forcer d'abandonner ses projets; de lui montrer un front de troupes assez imposantes, pour lui couper la retraite vers l'Allemagne, et pour le conduire insensiblement vers ces plaines, vers ces champs, à jamais illustrés par la défaite des impériaux, et par le triomphe des Français, à Marengo.

BERNARD. (Petit-Saint-)

28 *avril* 1794. — Les passages étroits du Petit-Saint-Bernard furent hérissés de redoutes en 1794, par les Piémontais étonnés et furieux de se voir chaque jour enlever les meilleurs postes par les troupes françaises, dont ils voulaient rendre l'audace nulle. C'est dans des lieux âpres et couverts d'une neige éternelle, habités seulement par des chamois, qui y font leur retraite, que les soldats du roi de Sardaigne vont placer des canons. On vit des hommes, qui peut-être pensaient qu'il n'existait pas d'autres hommes égaux en courage, bivouaquer au-dessus des nuages, afin d'arrêter des guerriers, qui ne se sont jamais effrayés des plus grandes fatigues, que les travaux les plus rudes n'étaient point capables de rebuter.

Le général Bagdelone s'avança, à la tête d'une division française, dans la nuit du 24 avril 1794, et marcha ainsi au milieu des ténèbres pendant dix heures. Ces braves étaient incertains de savoir où placer leurs pieds, sur une route resserée et bordée de précipices affreux. A peine les Français étaint-ils parvenus au pied du mont Valaisan, que l'ennemi leur envoie une grèle de boulets et d'obus, lancés de ses retranchemens. Ce feu d'artillerie, loin de les ralentir, les excite à hâter le pas de charge, avec lequel ils gravissent la montagne. Ce feu est inutile : c'est avec la baïonnette en avant qu'on y répond, et qu'on enlève de vive force toutes ces fortifications.

Les Français, maîtres de ce poste, tournent ses canons sur la redoute du mont Saint-Bernard ; le sang des Piémontais rougit la neige; la glace est jonchée de leurs cadavres. On les voit bientôt renoncer à se maintenir dans leur poste; ils fuient, ils abandonnent aux intrépides Français deux cents prisonniers et vingt pièces de canon. Ils pensaient que les Français étaient toujours attachés à leurs pas. Pénétrés de la

crainte d'être toujours poursuivis par ces ennemis redoutables, ils portaient eux-mêmes la dévastation dans leur propre pays, pour priver leur ennemi de toute ressource; les Piémontais incendient leurs villages, afin d'en interdire, s'il est possible, l'entrée, et sur-tout pour anéantir les moyens de subsistance, que les Français auraient pu y trouver.

BERNE.

5 *mars* 1798.—Le sénat de Berne reçut une déclaration de guerre, de la part du directoire de France, quoiqu'il n'eût aucun tort à redresser envers la république française. Mais le directoire protégeait les habitans du pays de Vaud, qui, s'étant déclarés libres, avaient réclamé l'appui de la France. On envoya le général Ménard, que le gouvernement français chargea de soutenir par les armes sa déclaration aux états de Fribourg et de Berne : elle portait en substance, que les sénats de ces deux cantons répondraient de la sûreté individuelle, et des propriétés des habitans du pays de Vaud, qui réclameraient la protection du directoire; il était stipulé qu'en exécution des anciens traités, les habitans du pays de Vaud seraient maintenus ou réintégrés dans l'exercice de leurs droits politiques.

Dès que ces habitans virent approcher les Français en armes, ils se déclarèrent indépendans; ils arborèrent la cocarde verte, jadis adoptée et portée par Guillaume Tell, et l'on proclama une république du Léman. En même temps, le sénat de Berne envoya une armée sur le territoire de Vaud, le regardant comme dépendant de ses états, et voulant traiter ses habitans comme ses sujets. Le quartier-général des Bernois était à Yverdun; le général Ménard envoya une déclaration à leur général. Deux hussards et deux soldats vaudois escortaient la voiture de l'aide-de-camp, qui portait la dépêche. Le poste des troupes bernoises assaillit l'escorte de cet aide-de-camp à un myriamètre d'Yverdun : trois soldats de ceux qui accompagnaient la voiture furent criblés de balles. Alors on vit les troupes de Bâle et de Fribourg se retirer avec précipitation.

Le général français, prévoyant que cette étincelle pouvait allumer une guerre déplorable, et occasionner un grand incendie, eut la sagesse de ne pas vouloir poursuivre ses avantages au-delà du pays de Vaud. Le sénat de Berne somma les treize cantons, pour venir au secours de l'état le plus

puissant de leur ligue. Ils délibérèrent long-temps, parce-qu'ils étaient divisés de sentimens; mais enfin ils résolurent tous, excepté le canton de Bâle, de repousser l'invasion des Français. En conséquence, le pays de Vaud fut envahi par l'armée bernoise. L'armée française s'était grossie des troupes, qui venaient de terminer la campagne d'Italie : elle s'étonne sans doute de voir ses nouveaux ennemis, mais elle sait trop bien qu'elle a sa gloire à conserver. Le général Schawembourg, commandant une division de l'armée du Rhin, va opérer sa jonction, par le nouveau département du Mont-Terrible, avec l'armée du général Brune, qui n'attend cette réunion que pour précipiter l'attaque. Un jour à suffi pour voir Soleure forcé de se rendre : les Français prennent Fribourg d'assaut. On était au 5 mars 1798, lorsque le général Schawembourg, à la tête de sa division, marche sur Berne, où nulle mesure défensive n'avait été prise encore. Cependant, sa population lui permettait de ranger soixante mille soldats sous ses drapeaux.

Les citoyens se désespèrent, la rage même est peinte sur leurs visages. Leur gouvernement a étendu des racines si profondes, qu'ils veulent tous mourir, ou le conserver. Ce système imprime un sentiment si prononcé parmi les Bernois, que les vieillards et les enfans prennent les armes; les femmes même, oubliant la délicatesse de leur sexe, veulent se faire admettre parmi les défenseurs de Berne. Tous jurent de se faire ensevelir sous les ruines de leur patrie, ou bien de mourir pour elle. Un combat assez vif s'engage, près d'un bois en arrière de Schahinen; et l'avantage est du côté de l'armée bernoise, qui avait du canon : alors, Schawembourg fait avancer quelques pièces d'artillerie, un obusier et deux canons.

Les Français, s'étant battus à armes égales, reprennent leur avantage accoutumé, et sont victorieux. Les Bernois, ne pouvant soutenir le choc des Français, se retirent, et vont se placer en avant de Frawembrum, sur des hauteurs, où ils tiennent ferme. Ils se méfiaient peu de la tactique française, et croyaient pouvoir continuer leur bonne contenance, quand ils furent tournés, et débusqués de leurs positions. Les Bernois battirent en retraite, et se formèrent derrière Viten, toujours soutenus par l'espérance de se défendre contre les Français. C'est là que le combat le plus sanglant fut livré, mais la baïonnette en avant donna la victoire aux Français. Cependant, les Bernois vaincus continuaient de se défendre; repoussés de ce poste, ils allèrent se placer sur les hauteurs d'Altmerchingen, entre

des rochers et un bois de sapins, qui les couronnent. Ces hauteurs sont bordées par un défilé formé de la grande route de Soleure; les Bernois étaient défendus dans cette position par la nature, qui leur donnait des rochers à leur droite, des bois et des marais à leur gauche. Mais ils ne purent encore tenir contre la précision et l'harmonie des manœuvres des Français, qui, franchissant tous les obstacles, surent les attaquer au même instant sur leur front, sur leur droite et sur leur gauche. Le chef de brigade Ruby, commandant l'avant-garde, fit au même instant gravir les rochers par une partie de ses troupes, tandis qu'une autre partie de ses soldats traversait les marais, et tournait les positions des Suisses : l'artillerie légère vomissait en même temps sa mitraille de front, au travers de la grande route. L'ensemble de ce mouvement, où les Bernois furent attaqués en tous sens, et où ils furent assaillis en un moment, rendit leur déroute complète.

Enfin, les Suisses, ne se rebutant point, abandonnent leur artillerie, et cependant vont se rallier encore sur les hauteurs de Berne. C'est sur ces éminences en avant de la ville, qu'il s'engage un cinquième combat. Mais Berne demandait déjà à capituler; la lutte contre les Français était trop inégale de talent et d'audace. En attendant que la reddition soit annoncée, deux régimens de hussards chargent sur les canons des Suisses avec une telle impétuosité, qu'ils étaient enlevés, si, dans le moment, le bruit, qui courait déjà, sur la capitulation de Berne ne se fût tourné en réalité.

Il était probable que les troupes entières suisses eussent été prisonnières de guerre. L'avant-garde française, par sa position, leur coupait la retraite; elle serait entrée dans Berne avant les troupes suisses, et la ville n'aurait pas eu le temps de fermer ses portes. Cette journée fut aussi brillante pour les Français qu'elle fut sanglante. Ils eurent d'ailleurs à se réjouir de leur victoire, et n'eurent pas à regretter autant de leurs braves que les Suisses, auxquels seize drapeaux furent enlevés. On vit les patriciens bernois prendre la fuite. Les troupes suisses, animées de l'esprit de patriotisme le plus prononcé, marchaient au pas accéléré au secours de Berne, lorsqu'elles apprennent la reddition. A cette nouvelle, leur fureur fut sans égale; elles accusent ceux qu'elles viennent défendre, leur rage est au comble; on ne peut la décrire; elles massacrent leurs propres officiers, et cette rage effrénée les entraîne même jusque sur leur général, d'Erlach; elles portent sur ce vénérable

personnage une main homicide et sacrilège. Déjà la résolution de ne pas survivre à la honte et à la ruine de sa patrie avait été prise par ce chef, aussi vaillant que fidèle, et c'est dans son sein que ses soldats égarés plongent leur poignard ! Il voulait se faire tuer dans le premier combat. « Mes amis, avait-il dit, je ne verrai point la fin du jour. » Et ce fut ce jour-là même que les siens, après l'avoir chargé d'imprécations, et l'avoir accusé de trahison, lui arrachèrent la vie !

BÉRY-AU-BAC.

5 *mars* 1814. — Le 5 mars 1814, le général Nansouty passa de vive force le pont de Béry, mit en déroute une division de cavalerie, qui le couvrait, s'empara de ses canons, et prit trois cents cavaliers, parmi lesquels se trouvait le général prince Gagarin, qui commandait une brigade.

BESSAI.

30 *juillet* 1793. — Le Pont-Charron fut tourné par Saint-Philibert, le 25 juillet 1793, par le général Tuncq, ayant quinze cents hommes avec lui. Cet endroit est entouré de retranchemens ; il est peu éloigné de la rivière du grand Lay, à l'entrée méridionale du Bocage : c'est encore un lieu célèbre dans la guerre de la Vendée. Les sentinelles y furent égorgées, et le poste emporté. Un transfuge, ayant servi dans l'armée de la république, avait livré le mot d'ordre au général Tuncq, qui envahit et ravagea Chantonnay. Les habitations, et même les moissons des infortunés Vendéens, furent incendiées par ce général. Alors, les royalistes firent sonner le tocsin sur tout leur territoire.

Le centre de la Vendée était attaqué, aussitôt le généralissime des royalistes, le comte d'Elbée, qui était à Argenton-le-Château, rassembla douze mille hommes, courut défendre la cause du trône et des habitans ravagés. Ce général était un officier doué de mérite, âgé de cinquante ans, à qui des cheveux blancs et une taille élevée donnaient l'air d'un vieillard vénérable ; il avait sur les esprits faibles cet ascendant que donne la fermeté d'âme. Le comte d'Elbée réunit ses forces, et marcha sur le général Tuncq. Celui-ci craignit d'être enveloppé, et après avoir mis le feu à Chantonnay, il l'évacua. Les royalistes

réunis s'avancèrent, le 30, sur Luçon, après avoir poursuivi Tuncq jusqu'à Sainte-Hermine.

Les républicains, rangés en ordre de bataille, attendaient les royalistes au-delà de Bessai. Déjà les armées sont en présence : elles s'attaquent, leur choc est terrible, la valeur et l'acharnement sont égaux des deux parts ; mais l'artillerie des royalistes est bien servie, chaque boulet emporte un rang des républicains ; ceux-ci ploient vers leur centre qui fut enfoncé ; ils étaient inférieurs en forces, et Tuncq ordonna la retraite. Ce mouvement est pris à contre-sens par les Vendéens ; ils croient qu'ils vont être tournés, et quoique dans ce moment tout dût leur faire présager la victoire, cependant des lâches, qui se traînaient à l'arrière-garde, prennent la fuite après avoir répandu l'alarme. Cette terreur panique entraîne une armée entière qui avait l'avantage ; Tuncq ne tarde pas à s'en apercevoir, alors il ordonne de poursuivre les royalistes, après avoir changé ses dispositions. On vit plusieurs fois le prince de Talmont s'élancer au milieu des hussards ennemis, protéger cependant la retraite en s'exposant aux plus grands dangers. Par son sang-froid, d'Elbée sauva son armée qui se retira en bon ordre, Lescure eut son cheval blessé : mais le champ de bataille resta aux armes de la république, et Tuncq rentra victorieux à Luçon, après avoir compté deux mille royalistes morts, et s'être emparé de deux pièces de canon.

BETERZILL.

12 *mars* 1794. — Les seules provinces de la Hollande où les Français n'eussent point de garnison étaient Groningue et la Frise. L'armée anglaise occupait une partie de ces provinces dans les premiers jours de février 1794. Les Français, en s'emparant de ces contrées éloignées, avaient adopté le système de diviser leurs corps, afin que chacun d'eux pût tenir en son pouvoir une ville ou place de la Hollande. Des raisons politiques le voulaient ainsi : il fallait que la totalité des Provinces-Unies fût occupée par l'armée française. Cependant on était exposé à des revers si les alliés réunis avaient la pensée de se porter en forces sur les troupes avancées et séparées de l'armée.

Les états de Westphalie étant limitrophes avec les Pays-Bas, ce devait être un motif puissant pour négocier la paix

avec la Prusse. Les ports de la Hollande étaient fermés aux flottes anglaises. Malgré les inondations, les chemins difficiles, et les rigueurs de l'hiver, les Français se décidèrent à avancer sur un terrain fangeux. La division Magdonald fut détachée vers l'extrême frontière du nord, jusque sur l'Ems. L'armée de Sambre-et-Meuse fournit encore une division qui se joignit à celle du général Moreau, et qui devait occuper la rive droite du Rhin, tenant leur droite l'une et l'autre appuyée à Emerich, et devant aussi se prolonger dans le pays au nord du Zuyderzée jusqu'à l'Ems.

Les forts qui couvrent cette province du côté de l'Allemagne étaient occupés par l'armée anglaise. Le général Regnier, conduisant une division de Sambre et Meuse, trouva à son arrivée les troupes dans cette même position; plusieurs combats leur furent livrés dans les environs des écluses de Béterzill. En avant de cette écluse, cette digue était coupée en plusieurs endroits, des retranchemens y étaient déjà élevés par les Anglais : non-seulement on les enleva, mais ils y laissèrent leur artillerie, et ils perdirent si vîte l'espérance de s'y soutenir, que le lendemain les postes de Niewschantz et d'Oldeschantz furent évacués. On attaqua le fort de Bourtanges le 12 mars 1794; malgré le dégel et les marais dont il est environné, et qu'il fallait traverser, les grenadiers de la division Regnier l'emportèrent de vive force. Les ennemis furent poursuivis jusqu'à l'Ems, et laissèrent trois cents prisonniers entre les mains des Français. Malgré le vif désir qu'on avait de s'avancer en Westphalie, le dégel complet dut en empêcher. Ainsi la Hollande fut entièrement évacuée par les Anglais. Ce qui les priva d'un pied-à-terre sur le continent, et le roi de Prusse, alors plus isolé, ayant à craindre une guerre dont il était menacé, se détacha plus facilement de la première coalisation, et resta encore pendant quelque temps ami de la France.

BEZALA.

20 *juillet* 1794. — Les Pyrénées voyaient livrer chaque jour des combats, en 1794; les occasions d'affaires de poste renaissaient sans cesse sur ces montagnes; elles aguerrissaient le soldat, et elles instruisaient l'officier dans la guerre de montagnes. Le 20 juillet, la brigade du général Charlet enleva aux Espagnols le poste de Bezala, et, le lendemain, s'empara de

cette petite ville ; les Français y trouvèrent des munitions, des objets de campement et un magasin rempli d'effets militaires ; mais on ne jugea point cette position utile pour le moment, et les troupes employées dans cette attaque eurent ordre de rentrer au camp. Le général Lomet se mit à la tête d'une colonne, et marcha à leur rencontre pour protéger leur retraite. Dans cette expédition, il trouva sur ses pas un corps d'émigrés français, avec lesquels il en vint aux mains ; il eut l'avantage sur eux, les défit, en tua quelques-uns, et fit aussi plusieurs prisonniers. On le vit rentrer au camp, chargé des trophées de sa victoire, consistant en quatre drapeaux espagnols.

24 *juillet* 1794. — Ces postes ayant été abandonnés par les Français, les Espagnols avaient cru pouvoir les reprendre et les occuper ; mais ils en furent de nouveau débusqués. Le général Augereau entra au pas de charge, le 24 juillet, dans le camp ennemi, et s'en empara.

20 *février* 1810. — Tandis que, dans la plaine de Vich, le général espagnol Odamel, avec ses trois divisions, était aux prises avec celles du général Souham : un corps de deux mille hommes de troupes de ligne, quinze cents miquelets et deux cents chevaux, commandés par un colonel suisse, attaquait un poste de soixante hommes, du régiment de Berg, qui occupait Bezala. Ces braves, commandés par le colonel brigadier Guettre, opposèrent la plus vive résistance. Informé de ce qui se passait, le maréchal Augereau envoya, pour les secourir, deux cents hommes, sous les ordres du général Guillot, qui, de concert avec le colonel Guettre, fit échouer l'entreprise de l'ennemi, et le chassa par-delà Olot, après lui avoir tué ou blessé plus de trois cents hommes.

Les troupes italiennes qui formaient le blocus d'Ostalric furent attaquées le même jour par des nuées d'insurgés qui débouchaient des montagnes, au nombre de plus de cinq mille ; mais ils furent dispersés avec grande perte par le général Mazuchelli, dont les dispositions rendirent leurs efforts inutiles, tandis que le général de division Verdier, avec quinze cents hommes, chassait de la partie paisible de la côte d'autres bandes éparses qui la désolaient, et faisait disparaître la junte insurrectionnelle qui soufflait la discorde dans les environs d'Arenys-de-Mer.

BIBERACH.

2 octobre 1796. — Afin de ne pas être cernée par toutes les forces autrichiennes, l'armée de Rhin-et-Moselle rentra en France au mois d'octobre 1796. Il ne lui était plus possible de continuer sa retraite, ni de forcer le passage des Montagnes Noires qu'après s'être débarrassée, au moins pour quelques jours, du général Latour, qu'il fallait rejeter à une certaine distance. Les Français avaient pour uniqne avantage de posséder des forces concentrées. Ils ne pouvaient point se dissimuler cependant qu'ils étaient environnés de dangers. Ils avaient la faculté, dans cette position, de porter, à leur gré, leur masse réunie contre les divers corps qui les pressaient isolément de tous côtés ; ils pouvaient ainsi battre l'ennemi successivement et en détail. Le général Moreau garantit son armée d'une perte certaine, en profitant habilement de cette situation.

Le corps de Naüendorf marchait dans les vallées de la Kingzig et de la Renchen pour couper le passage des Français ; il avait déjà passé Tubingen, avait trop d'avance, et, se trouvant trop éloigné du général Latour, celui-ci ne put en recevoir des secours. Dans cet isolement, Moreau résolut d'attaquer ce dernier. Sa seule ressource était dans une bataille : ce parti était audacieux peut-être, mais la constance admirable des troupes semblait l'y convier. Il fit donc tous ses préparatifs en conséquence : l'aile droite était commandée par le général Férino, qui devait laisser un corps de troupes destiné à être opposé au général autrichien Frœlich sur l'Argen. Dans le même moment, le surplus se porterait sur le village d'Essendorff, en poursuivant l'ennemi, après avoir passé par Waldsée.

Le général Saint-Cyr, commandant le centre et la réserve, était chargé d'attaquer les impériaux vers Steinhausen, et ses instructions furent de faire ses efforts pour pousser l'ennemi jusqu'à Biberach, ville considérable de la Souabe sur la Reuss, en avant de Buchau ; et dans le même temps, Desaix, à la tête de l'aile gauche, devait attaquer de l'autre côté du lac, par la route de Rieldingen à Biberach. Il lui était expressément ordonné de tâcher de précéder le général Latour sur les hauteurs près de Steinhausen. La principale attaque fut commencée par le centre, le 2 octobre 1796, vers sept heures du

matin, sur la route qui conduit de Reichenbach à Biberach. Une seconde colonne fut commandée pour marcher à l'ennemi par la droite de Schussenried; une autre attaque enfin était disposée, et fut exécutée sur Oggelthausen. Les Français, après un combat très-animé de part et d'autre, eurent la gloire de culbuter les Autrichiens, qui furent aussitôt vivement poursuivis. Tous les divers mouvemens avaient été calculés, et tout fut exécuté avec une précision qui coopéra beaucoup au succès que nous obtînmes. L'aile gauche, s'étant mise en mouvement plus matin, devait arriver au centre à l'instant désigné pour l'attaque entre Seekirk et Ala. Alors, l'aile droite des impériaux, pour soutenir leur centre, fut obligée de plier ainsi que son corps de bataille, qui supportait tout le choc des Français, dont la victoire fut complète. Les trophées de cette brillante journée qui tombèrent en notre pouvoir, et qui attestèrent nos succès, furent cinq mille prisonniers autrichiens, dix-huit pièces de canon et deux drapeaux.

9 *mai* 1800. — Le cabinet de Vienne avait profité de l'absence de Buonaparte, qui était en Egypte, pour reprendre son ancienne domination en Italie et en Allemagne; mais Buonaparte, à son retour d'Egypte, placé à la tête du gouvernement, en qualité de premier consul de la nation française, réorganise ses armées, qui s'étaient ressenties de son éloignement. Son imagination le reporte encore vers l'Italie; il se repaît des souvenirs glorieux dont il pense à ramener les instans; il en médite de nouveau la conquête d'un côté, tandis que d'un autre ses généraux entraient en Allemagne.

Déjà les impériaux avaient été vaincus à Engen et à Moëskirk par l'armée du Rhin. Ces deux batailles sanglantes avaient donné l'idée que le général Kray se retirerait derrière l'Iller. Cependant, on le vit se porter, par des marches forcées, sur les hauteurs en avant de la Riss. Le lieutenant-géneral Lecourbe marcha sur l'Atrachi le 9 mai 1800. Il dirigea la droite à la hauteur de Lenkirk, le centre à Welishoffen et Arnach, et la gauche était portée à Wurtzach; la réserve se dirigeait sur Biberach, par la route de Pfullendorff, tandis que le lieutenant-général Saint-Cyr s'y rendait également en suivant la route de Buchau, avec les deux divisions Baraguay-d'Hilliers et Thurreau. La première division fut rencontrée par l'ennemi, on en vint aux mains; mais ces combats légers ne retardèrent presque point sa marche. Les impé-

riaux, forts de dix bataillons, virent arriver à eux, devant les hauteurs qu'ils occupaient, les deux divisions françaises. L'ennemi avait, sur cette position, quinze pièces d'artillerie, et un corps nombreux de cavalerie. Le général Kray avait placé le reste de son armée en arrière de Biberach; le grand ravin, formé par la rivière de la Riss, couvrait le front de ses troupes.

A peine arrivés en présence, les bataillons du général Saint-Cyr se précipitent avec une telle impétuosité sur les Autrichiens qui occupaient les hauteurs, que du premier choc ceux-ci furent culbutés dans le ravin, et que, bien loin de chercher à se remettre dans leurs lignes pour résister, ils jetèrent en partie leurs armes. Le général Kray se hâta d'envoyer des secours assez puissans pour protéger la retraite ou plutôt la déroute des siens. Il fit aussi diriger son peu d'artillerie dans la même intention; on aurait sans cela fait un grand nombre de prisonniers sur ce point. L'ennemi avait aussi été rencontré par le général Richepanse, dans la direction de Pleinhaiss, à un myriamètre de Biberach; il s'était avancé en combattant toujours depuis Indelfingen, et à peine il arrivait sur les hauteurs en-deçà de Biberach, que le général Saint-Cyr, à la tête de ses troupes, pénétrait dans la ville. Bien que les impériaux occupassent un plateau en arrière de la ville, et eussent une artillerie considérable et un corps nombreux, le général Richepanse résolut de les attaquer. La situation des rives de la Riss est peu favorable aux marches: elle est encaissée dans un terrain bourbeux, et bordée par des marécages; et c'est sur ce point que l'artillerie ennemie vomissait ses boulets et sa mitraille. Cette grêle n'effraya point les troupes françaises, et la Riss fut traversée par l'infanterie, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; les hussards du cinquième régiment la suivirent: ils eurent de la peine; mais le terrain était devenu trop mou, et il fut ordonné à deux régimens de cavalerie d'aller au galop traverser la Riss à Biberach, et, comme il se portait directement sur Memmingen, Richepanse leur prescrivit de prendre ensuite le chemin de cette ville. D'après ces dispositions, dont l'exécution ne laissa rien à désirer, les hauteurs furent gravies la baïonnette en avant par les généraux Digonet et Durut. Au moment de leur arrivée, la cavalerie débouchait sur la route de Memmingen; alors les Autrichiens furent chargés par la division entière qui les accabla, qui les battit avec cette impétuosité que les Français

portent dans toutes les attaques. On vit les impériaux, loin de pouvoir résister, abandonner précipitamment le champ de bataille, couvert de morts et de blessés.

Cependant un débris de l'armée était encore sur le prolongement du plateau qui se dirige vers Mitembach, et, tandis que Digonet et Durut venaient de battre les Autrichiens auprès de Biberach, le général Saint-Cyr ordonna d'attaquer ce reste sur le plateau, qui n'a qu'un seul débouché pour y arriver, ce qui rendait, au premier coup-d'œil, cette position inexpugnable; mais l'intelligence du général Saint-Cyr, égale à sa valeur, vainquit bientôt ces difficultés locales. Les dispositions furent si bien prises, et l'attaque fut exécutée avec tant de vigueur, que les impériaux à peine se défendirent, et que la déroute fut bientôt dans leurs rangs; ils finirent par laisser le champ de bataille aux Français.

On vit, dans cette brillante journée, toutes les armes se distinguer. Elle coûta quatre mille hommes aux Autrichiens, dont deux mille prisonniers. On trouva aussi dans Biberach des magasins immenses. Ce jour fut marqué par une quantité d'actions d'éclat : l'ennemi fut repoussé avec une grande valeur par le général de Billi, qui eut un cheval tué sous lui; il ne cessa point pour cela de combattre. On remarqua particulièrement le lieutenant de hussards Elbéniski, qui fut toujours dans le fort de la mêlée, reçut dix blessures, et eut trois chevaux tués sous lui.

BIDASSOA.

7 octobre 1813. — Lord Wellington avait la prudence de n'attaquer les Français en Espagne, que lorsqu'ils lui fournissaient l'occasion de le faire avec succès. Il dut penser qu'ayant perdu notre artillerie dans la dernière affaire de Vittoria, nous ne pourrions pas empêcher le passage de la Bidassoa, et le général Graham l'effectua le 7 octobre 1813; mais il éprouva une vigoureuse résistance, principalement à l'ermitage de la Rhune, sur un rocher escarpé, où les Français se maintinrent toute la nuit. Le lendemain 8, l'ennemi étant revenu à la charge, en nombre bien supérieur, ils se retirèrent avec une perte de trois mille hommes, moins forte toutefois que celle des coalisés.

BIENVENIDA.

11 *août* 1810. — L'ennemi, fort de dix à douze mille hommes d'infanterie et neuf cents chevaux, avait conçu le projet de s'approcher de Séville. Le général de division Girard se trouvait alors en Estramadure. Instruit de la marche des Espagnols sur Bienvenida, il se porta rapidement sur ce point par Villa-Garcia, le 11 août 1810. Ce mouvement inattendu étonna les ennemis; ils suspendirent le leur, et ne songèrent plus qu'à se défendre. Leur général forma ses lignes dans des positions entourées de retranchemens naturels, et attendit l'attaque. Le général Girard fit des démonstrations sur le centre, tandis que le général Chauvel marchait pour les déborder sur la gauche, et que le général Brayer observait la droite. Deux escadrons ennemis chargérent la brigade Chauvel, qui les reçut à bout portant, et les détruisit aussitôt. La position de gauche fut enlevée sur-le-champ l'arme au bras, et au même moment, la brigade Brayer s'avança et s'empara, à la baïonnette, d'un plateau défendu par cinq mille hommes. Les deux brigades couronnèrent alors les hauteurs, et la victoire fut décidée. En vain la cavalerie ennemie voulut protéger la fuite de l'infanterie, les voltigeurs se réunirent, la chargèrent à la course, et la déroute devint complète. On poursuivit les débris l'épée dans les reins jusqu'à Monte-Molino, d'où ils se jetèrent dans les montagnes de Calera. La perte de l'ennemi, dans cette affaire, fut de deux mille cinq cents hommes tués ou blessés, et sept cents prisonniers; il perdit aussi quatre pièces de canon, et d'immenses magasins de vivres.

Après les généraux Chauvel et Brayer, les braves qui se distinguèrent dans ce combat furent désignés dans l'ordre qui suit: Les colonels Raymond, Chaneraux et Vigent; les chefs de bataillon Monnot et Marquet; le major Gaidou; le chef d'escadron Hudry; les capitaines Gritte, Lévêque et Martin; l'adjudant-major Lefebvre; l'officier du génie Audouard, et l'aide-de-camp Duroc-Mesclop.

BIESME.

Septembre 1793. — Il fut aisé aux Prussiens et aux Autrichiens d'envahir la Champagne; leurs armées étaient im-

menses, et Dumouriez ne pouvait leur opposer qu'un petit nombre de troupes. Mais toute la France courait alors aux armes pour défendre son territoire, et c'était encore bien mériter de la patrie que d'arrêter quelque temps ses agresseurs. Il s'agissait pour cela de choisir des positions fortes et menaçantes. Dumouriez se plaça dans les gorges du Clermontois : son plan eut tout le succès possible. Ces lieux devinrent de modernes Thermophyles, et les Français, plus heureux que les Spartiates, y repoussèrent, sans perte de leur côté, des milliers de Prussiens, d'Autrichiens et de Hessois. Du moment que le général Dillon eut connaissance du plan de Dumouriez, il en sentit tout l'avantage. Craignant seulement d'être prévenu par l'ennemi à la côte de Biesme, à la Chalade, ou aux Ilettes, il voulut le gagner de vitesse, et arriver aux gorges du Clermontois, en traversant les bois de Châtel et de Montblainville, route sûre à la vérité, mais impraticable pour des troupes. L'audace répara le peu de succès de cette première tentative. Il passe à la vue des vedettes prussiennes du camp d'Avoncourt, traverse Varennes, se jette dans les bois pour gagner par la Pierre-Croisée le chemin de la Chalade, fait marcher devant lui une colonne de pionniers pour applanir les chemins, une autre sur ses derrières pour les rompre, et parvient de cette manière, sans être vu, au village de la Chalade, dans les gorges du Clermontois, avec dix pièces de canon, des munitions, et les attirails de guerre nécessaires. Cette position n'avait pas encore été occupée par l'ennemi, et elle venait d'être abandonnée par le général Galbaut qui, se sentant soutenu, y revint sur-le-champ. Mais Dillon s'y posta lui-même, le 5 septembre 1793, et la mit en état de défense. Une batterie de dix-sept pièces de canon empêchait l'accès de la côte, et treize escadrons de cavalerie légère, envoyés au village de Passavant, à la pointe de l'Argonne, protégeaient soixante villages d'où les Français tiraient leurs vivres, et coupaient aux Autrichiens les ressources qu'ils auraient pu y trouver. Ceux-ci se virent même enlever, par le colonel Lamarche, les vivres et les fourrages qu'ils avaient commandés à Clermont. Le courage emporta quelquefois les Français trop loin. Un détachement s'avança imprudemment, et l'obscurité le jeta au milieu d'une forte reconnaissance ennemie; les hussards se sauvèrent, mais une compagnie de grenadiers tomba entre les mains des Impériaux. Avec cette colonne

marchaient le roi de Prusse et le duc de Brunswick. Ils montèrent, au voisinage de Clermont, sur une hauteur qui découvrit à leurs yeux les retranchemens des Français sur la côte de Biesme. Après un mûr examen, ils jugèrent cette position assez forte pour que cinq mille cinq cents Français pussent y braver cent mille Allemands. Ils n'osèrent donc pas l'attaquer, et eurent regret d'avoir été prévenus. Vingt mille Hessois furent chargés de tenir le poste de Biesme en respect; le reste de l'armée ennemie fit un circuit de douze lieues pour gagner Sainte-Menehould, en marchant sur Grandpré. Le 17 septembre, Dillon fut attaqué par les Hessois aux Ilettes; un corps d'infanterie se rangea hors de la portée du canon, et se mit à lancer une grande quantité d'obus. Une grêle d'artifice tombait sur le camp; les Français en rirent d'abord, et finirent par s'ennuyer de cette attaque lointaine, qui les rendait oisifs dans un combat. Après avoir provoqué les Hessois par des paroles, ils s'élancèrent avec impétuosité de leurs retranchemens. Leur espoir fut trompé; ils ne trouvèrent pas à combattre, car l'ennemi avait à peine entendu battre la charge, qu'il s'était enfui. Les Hessois jouèrent encore à-peu-près la même scène, dans le temps qu'on se disputait la victoire à Valmy. Comme la première fois, ils lancèrent des obus, jetèrent quelques boulets et firent paraître plusieurs têtes de colonnes; mais ils ne tentèrent rien de plus contre une faible redoute construite seulement depuis deux jours, et défendue par deux pièces de quatre. Voyant les craintes et les tâtonnemens de l'ennemi, Dillon donna ordre à des tirailleurs de se glisser le long d'un bois pour prendre en flanc les Hessois et les engager ainsi dans une action. Vain stratagême! Ils se mirent à reculer et lâchèrent pied tout-à-fait, dès qu'ils sentirent deux pièces de huit que l'on avait traînées dans la redoute, et dont les boulets allaient jusqu'à eux. Dans d'autres circonstances, ces petites affaires ne mériteraient aucune attention particulière, tant elles sont légères en elles-mêmes; mais alors les évènemens donnaient de l'importance aux moindres choses. L'ennemi n'était qu'à une quarantaine de lieues de la capitale, et il était urgent qu'il rencontrât dans les Français cette valeur indomtable, que la nécessité donne quelquefois à une autre nation, et qui leur est naturelle. D'ailleurs, ces faibles avantages remplissaient d'émulation les cohortes que la patrie en danger appelait de toutes parts sur ses frontières.

BILBAO.

Du 12 *au* 18 *juillet* 1794.— Le général Moncey ayant remporté la victoire d'Iruzum sur les Espagnols, leur armée, commandée par le général Crespo, avait été coupée en deux; mais les Salines, position qui forme la clef de la Biscaye, étaient encore occupées par sa gauche : quatorze mille hommes commandés par le général Crespo, défendaient l'entrée de cette province. Pour s'assurer que la Biscaye et l'Alava ne s'armeraient plus contre la France, il était instant de dégager ce point, et il fallait, par ce mouvement, que le général Crespo repassât l'Ebre. Si sa marche était précipitée, si les Français étaient hors d'état de l'atteindre, alors cette manœuvre devait procurer au moins à l'armée française des subsistances assurées, ainsi que les magasins des ennemis.

On vit, dans la nuit du 11 au 12 juillet 1794, se mettre en marche quatre mille hommes rassemblés à Élygobar, sous les ordres du général de division Dessein. Les Biscayens furent attaqués dans leur camp retranché d'Elygobar. Ce camp était garni de douze pièces de canon, et protégé par le général Crespo. Après une vive canonnade, les Français emportèrent les retranchemens à la baïonnette, et les douze canons leur demeurèrent. C'est au milieu de l'armée ennemie que Dessein continuait sa marche audacieuse; la nuit suivante il se porte sur Durango : là il trouve les munitions de Crespo, il s'empare de onze canons; mais surchargé de butin militaire, il fait jeter à la rivière ce qu'il ne peut emporter.

C'est de ce village qu'il distribue aux Biscayens une proclamation du général Moncey, où ils étaient invités à rentrer dans leurs foyers. Les Biscayens posèrent les armes, tant l'effet en fut prompt, ce qui réduisit l'armée de Crespo assez subitement à neuf mille hommes. Le général Dessein prit quelques heures de repos, ensuite on le vit diriger sa marche sur la gauche des Salines. C'est là qu'une attaque combinée contre l'armée de Crespo devait avoir lieu, de concert avec une colonne dirigée par le général Willot. Les marches et contre-marches des Français désorientaient Crespo, toujours incertain du parti qu'il devait prendre : forcé à la retraite, il ne se déterminait sur aucun point. On vit enfin le général Dessein prendre position dans la plaine d'Alava, au bas des

Salines, et Crespo se mettre en mouvement dans la nuit du 14 au 15 juillet : ayant été prévenu de la marche de la colonne du général Willot, il était résolu à faire sa retraite par Vittoria. Ce général espagnol, embarassé entre deux colonnes françaises, craignait l'issue d'un combat; il cherchait à les éviter toutes les deux, et revint occuper de nouveau la position des Salines. Son avant-garde ayant donné dans celle des Français, et ayant éprouvé un échec, Crespo n'avait eu d'autre ressource que de se jeter dans ce poste où il allait se trouver entre deux feux.

Tandis que les Français opéraient leur mouvement de droite, le général Willot partait d'Iruzum à la tête de quatre mille cinq cents hommes et de cent cinquante chevaux, et se dirigeait sur la route de Vittoria, à la droite des Salines. C'est là que, réuni au général Dessein, ils allaient de concert attaquer l'armée espagnole, aux ordres du général Crespo. On marcha le premier jour sans obstacle, mais arrivée à Oysogueta, l'avant-garde française fut assaillie par de l'infanterie espagnole embusquée dans une gorge étroite, couverte vers sa droite d'un bois épais, et bordée de rochers escarpés. L'avant-garde de Willot demeure ferme, et combat avec valeur, tandis que le général a détaché un corps de troupes pour enlever ce bois.

L'avant-garde française avançait sur le front d'une redoute que six cents hommes défendaient, elle était établie sur le mamelon qui domine la gorge; mais tout-à-coup le corps détaché par Willot arrive sur la hauteur, et douze cents Espagnols postés là, ne peuvent l'empêcher de balayer ce bois. Toutes les dispositions de Willot ont été si bien faites que déjà l'ennemi harcelé de toutes parts se débande. Willot ayant réuni ses forces poursuit l'ennemi en désordre; mais la plaine s'ouvre au sortir du défilé, et les Espagnols font mine de vouloir prendre leur revanche. Ils se sont ralliés et se présentent en bataille : deux escadrons de gardes-du-corps les soutiennent, et montrent de la fierté en paraissant défier les Français au combat. Les Français sont prompts à accepter le défi, ils ont bientôt divisé leur petite armée en trois colonnes et marchent à leur rencontre. La colonne du centre forte de sa cavalerie attaque les escadrons espagnols. Quelques coups de fusil sont tirés, mais la véritable envie de se battre est passée, ces braves Castillans ont déjà cédé le terrain. Les hussards français poursuivent les gardes-du-corps; ceux-ci

s'échappent à leurs coups par la fuite, et l'on finit par faire quelques prisonniers espagnols.

Sur ces entrefaites, la jonction du général Dessein s'opère avec le général Willot. Leurs colonnes étant harassées de fatigue, on leur fait prendre quelque repos. Mais tandis que les Français ont fait halte en attendant l'ordre d'aller débusquer don Crespo de la position des Salines, ceux-ci en délogent à bas bruit; cette colonne d'Espagnols exécute sa retraite sur Mondragon; et l'on charge le chef de brigade Mauras, d'éclairer leur marche, afin de les couper s'il est possible. Mauras se met à leur poursuite pendant deux myriamètres; il avait fait à cette armée cinquante prisonniers, et rend compte que don Crespo dirige son armée vers les montagnes de la Biscaye, pour se retirer vraisemblablement à Bilbao.

Les troupes françaises sont déjà en mouvement; elles marchent, et sur leur route elles s'emparent de Vittoria. De là on se porte sur Bilbao, les deux colonnes réunies de Willot, et de Dessein marchent avec assurance, il n'est plus d'obstacles pour elles. Le 18 juillet, le général Crespo passait l'Ebre, et se retirait à Pamordo, tandis que les Français entrent à Bilbao. Ces combats réitérés, toujours suivis de succès, ayant diminué de moitié les forces des Espagnols, avaient intimidé les habitans de la Biscaye, qui mirent bas les armes, et accueillirent les Français avec estime, sans doute, et avec bienveillance. Ce pays, ou le soldat français trouva enfin quelque repos, procura aussi des subsistances assurées aux troupes qui y devaient séjourner.

Ces combats en Biscaye furent les derniers entre les Français et les peuples de cette province. Le 22 juillet, il fut signé à Bâle un traité de paix qui termina alors les querelles des deux nations. L'Espagne abandonna la partie de Saint-Domingue qui lui appartenait, et la France restitua ses conquêtes au-delà des Pyrénées. La France gagna dans cette guerre l'avantage de former deux armées, et de les disposer, en les faisant passer des Pyrénées aux Alpes, à préparer les grands évènemens qui eurent lieu en Allemagne et en Italie, et qui, ayant provoqué des guerres successives sous la direction de Buonaparte, ont donné l'occasion d'y voir illustrer les armes françaises.

6 *janvier* 1813. — Tandis que le général Caffarelli, avec

les troupes faisant partie de l'armée française du nord de l'Espagne, marchait au secours de Santona, menacé d'un siége par les Anglais et les Espagnols, et faisait avorter leurs projets par sa seule présence, ceux-ci reparaissaient sur ses derrières, et cherchaient à surprendre les postes qui assuraient les communications du général français. Le 6 janvier 1813, un corps d'environ quatre mille hommes, commandé par Mendizabal, se présenta devant la ville de Bilbao. Une partie des troupes qui composaient la garnison, se trouvait, en ce moment, détachée. Un assez grand nombre de malades était dans les hôpitaux: les Espagnols ne pouvaient choisir un moment plus favorable : bientôt ils formèrent une colonne de treize cents hommes, et commencèrent l'attaque par la route d'Ordunna. A leur approche, les avant-postes français furent forcés de se replier, et l'ennemi occupa l'emplacement de l'ancien fort; mais les premiers renforts, sortis de la ville, l'en chassèrent avec impétuosité, et le rejetèrent de l'autre côté du pont avec une perte considérable. Les Espagnols prirent position sur les hauteurs d'Ollargan, s'étendant sur tout le rideau de la montagne, d'où ils faisaient un feu très-vif. En même temps deux autres colonnes arrivaient, l'une par le chemin de l'hôpital, l'autre par les hauteurs qui font face à l'Hôtel-de-Ville. Le général Rouget, qui commandait à Bilbao, se trouvant trop faible pour garnir un front aussi étendu et faire face sur tous les points, se décida à enlever d'abord la montagne d'Ollargan, pour revenir ensuite défendre la ville. Profitant de l'ardeur de ses troupes, qu'un premier succès avait animées, il forme une petite colonne de deux cents cinquante conscrits, et met à leur tête le capitaine Brand, commandant les grenadiers du cent dix-huitième, vieux militaire plein de bravoure et d'intelligence. Ces jeunes soldats s'élancent avec intrépidité, traversent le pont au pas de course, sous le feu le plus violent, gravissent la montagne, et en précipitent l'ennemi, qui fuit en désordre jusqu'à Arriogoriaga. Mais avec quelque impétuosité que s'exécutât ce mouvement, sur la gauche, il ne put être assez rapide, pour que la droite, contre laquelle l'ennemi réunit tous ses efforts, fût secourue à temps. Du côté de l'Hôtel-de-Ville, le capitaine Marininia, avec un seul peloton, se défendit long-temps contre six cents espagnols. Cependant, réduit à vingt hommes par le nombre de ses blessés, il fut contraint de céder. A l'hôpital, le lieutenant Combassire n'avait avec lui que quelques

malades sans forces. Il les anime de son courage, et résiste quelque temps; mais, ayant reçu une contusion à l'épaule, il fut forcé à la retraite, qu'il fit en bon ordre. Les Espagnols restèrent maîtres de la ville, mais ils ne la gardèrent pas plus d'une demi-heure. Bientôt cette vaillante colonne, qui avait emporté les hauteurs d'Ollargan, reparut. Les Espagnols ne jugèrent pas à propos de l'attendre, et évacuèrent la ville en toute hâte. Ce combat, soutenu avec succès contre des forces aussi supérieures, fit le plus grand honneur aux armes françaises. Le général Rouget cita avec éloge tous les corps qui combattirent, et les braves officiers qui les commandaient. Les lieutenans Marnas et Laviate, et le lieutenant de gendarmerie Izard, reçurent d'honorables blessures à la première action.

BINASCO.

25 *avril* 1795. — Les Lombards montrèrent une sorte de satisfaction, en voyant entrer une armée française en Lombardie. Ils semblaient regarder les généraux français comme leurs libérateurs. Soudain les esprits furent bien changés. Il fallut réprimer les excès d'un peuple à qui l'on eut bientôt insinué une autre opinion que celle qui devait flatter son amour-propre et servir ses intérêts. Le 25 avril 1795, depuis les faubourgs de Milan jusqu'à Pavie, on vit se manifester des soulèvemens dont les motifs eurent le droit d'étonner les Français. On sonna le tocsin dans les campagnes, et les Lombards furent excités par les nobles et les prêtres à s'armer, pour assassiner les Français. On désarma la garnison de Pavie. Buonaparte rentra dans Milan, dès qu'il fut instruit de cette sédition; il prit aussitôt des mesures, dont la sévérité et la vivacité déconcertèrent les rebelles. Il marcha sur Pavie, après avoir pacifié Milan. L'avant-garde était commandée par le général de brigade Lannes : il se porte sur le village de Binasco. A peine il a aperçu dans ce bourg, sept à huit cents hommes armés, qu'il fond sur ces rebelles avec la rapidité de l'éclair; cent restent sur le carreau : le reste fuit, et le village est incendié.

BINCHE.

20 *et* 21 *avril* 1794. — Le général Desjardins, commandant l'armée des Ardennes, reçut l'ordre du général Pichegru

de déborder la gauche des ennemis, ensuite de s'emparer du bois de Bonne-Espérance et de la ville de Binche. Cette manœuvre tendait à favoriser les mouvemens de l'armée du Nord, avec laquelle Pichegru était au moment de pénétrer dans la Flandre maritime. Les Autrichiens furent débusqués de toutes leurs positions avancées, par l'attaque des tirailleurs français qui commença le 20 avril 1794, à quatre heures du soir. Le bois de Bonne-Espérance fut emporté à la baïonnette, en une demi-heure, par les divisions aux ordres de Fromentin, Despeaux et Mayer.

Il ne fut pas possible d'aller plus loin ce jour-là, la nuit et la pluie surprirent les troupes, qui furent obligées de bivouaquer sur le champ de bataille. Le lendemain, dès l'aube du jour, on vit les impériaux tenter de débusquer de leurs postes les Français qui, la veille, les avaient forcés de les abandonner. L'ennemi déploya une artillerie formidable et une cavalerie imposante par le nombre ; mais il fut tout le jour tenu en respect, par une artillerie mieux servie, et dont les batteries étaient mieux placées. Le général d'Hautpoult, à la tête des escadrons français, chargea plusieurs fois l'ennemi d'une manière brillante. Les généraux français surent retenir à propos cette fougue imprudente, cette ardeur qui aurait pu les entraîner dans la plaine, où l'immense supériorité de la cavalerie autrichienne les aurait, sans doute, accablés, si l'on eût réussi à les attirer dans ce piége qui leur était tendu.

Les impériaux eurent l'air de vouloir s'emparer du village d'Erqueline, afin de faire sortir les Français de leurs lignes et de pouvoir tourner leur flanc gauche. Il ne fallut que trois bataillons pour les en débusquer. Leur audace put être comparée à celle d'une demi-brigade, commandée par Kléber, qui emporta, sous une grêle de mitraille, une batterie autrichienne dont la position gênait beaucoup, et qu'elle enleva en la prenant en flanc. Marceau se présenta dans toute occasion, avec une telle bravoure, qu'il mit toujours les ennemis en fuite. Les généraux Kléber et Fromentin furent singulièrement remarqués par l'habileté de leurs manœuvres. Ils présentaient de toutes parts, à l'œil de l'ennemi, des têtes de colonnes soutenues par de l'artillerie et de la cavalerie. Ces mouvemens déconcertaient les impériaux, qui, préjugeant les Français en forces considérables, évitaient leur choc. Ces troupes françaises, naguère réquisitionnaires, eurent la glorieuse satisfaction de vaincre tout-à-la-fois, par leur courage et les talens

de leurs chefs, d'anciens soldats allemands, qu'on devait croire expérimentés dans l'art de la guerre : tandis que les Français sortaient récemment des chaumières ou des cités, où ils cultivaient paisiblement les arts et le commerce.

Ces généraux qui montraient tant d'adresse, quels étaient-ils ? ils sortaient à peine des rangs : à la vérité ils étaient doués de génie, il leur manquait l'expérience qui mûrit les talens ; l'habitude du commandement qui, supérieure à la théorie, apprécie mieux l'effet d'une manœuvre et en calcule plus juste les succès. Tout portait à croire qu'une telle armée devait maintenir l'essor des idées libérales d'un peuple éclairé et spirituel. Chaque jour était marqué par des traits d'héroïsme rare. On remplirait des in-folio à les rapporter tous. On vit, entre autres, dans cette journée, un chasseur dont un bras fut emporté par un boulet autrichien ; de l'autre main, à l'instant, il le ramasse, et se tournant vers une batterie : « Canonniers, s'écria-t-il, mettez ce bras dans la bouche d'un canon ; envoyez-le aux Autrichiens, pour qu'il les frappe encore une fois. »

BINGEN.

17 *mars* 1793. — Repoussé par les Prussiens jusqu'au-delà de Mayence, le général Custine conservait encore ses positions sur la rive gauche du Rhin. Les avant-postes des deux armées n'étaient séparés que par la petite rivière de Nahe qui se jette dans ce fleuve à Bingen. Les Prussiens occupaient au-delà les deux rives du fleuve et communiquaient par des ponts construits à Baccarach, entre Bingen et Coblentz ; Houchard était à la tête de l'avant-garde, qui fermait l'aile gauche de l'armée française. Le 17 mars 1793, les Prussiens attaquèrent et firent fléchir ses avant-postes ; mais heureusement Custine, qui arriva avec un renfort de dix bataillons et de huit escadrons, rétablit ses affaires. Il fit rattaquer l'ennemi, le déposta des hauteurs de Stromberg, et dut ces avantages à la bravoure des bataillons nationaux, et à la justesse du tir de l'artillerie française.

27 *mars* 1793. — On donna quelques jours de part et d'autre aux préparatifs d'attaque et de défense. Custine avait environ vingt mille hommes : son armée occupait une position en avant et sur la rivière de Nahe, dont elle était

trop voisine, sa droite s'appuyait sur Bingen, sa gauche s'étendait en remontant la Nahe, et son centre, divisé en plusieurs corps, occupait les hauteurs en avant de Creutznach. Le 27 mars, Custine fut de nouveau assailli par les Prussiens : une élevation dominait, au-delà de Stromberg; un bataillon de la Corrèze la gardait seul, il fut attaqué à droite et à gauche par deux colonnes ennemies qu'il repoussa d'abord, et qui finirent par le repousser. Maîtres de cette position, les Prussiens y élevèrent des batteries d'où ils abimaient Bingen et toute l'aile droite des Français. La retraite des troupes sur Bingen fut si précipitée que le général Neuwinger fut fait prisonnier. Custine fit repasser la Nahe au centre et à la gauche de son armée. Cette retraite fut couverte par la cavalerie : quoique le général Clarke n'eût qu'un seul escadron, il profita si bien des dispositions du terrain, qu'il ralentit la poursuite des nombreuses troupes légères à cheval, qui pressaient trop vivement l'infanterie française. Alzei fut le lieu de réunion de cette partie de l'armée : Custine y conduisit le reste le jour suivant; la droite s'était portée sur Mayence, après avoir abandonné Bingen. Quoique cette affaire n'eut pas fait couler beaucoup de sang, elle fut cependant décisive, et força Custine à céder petit-à-petit ses conquêtes de l'année précédente. Il se retira sous Landau.

BITCHE.

17 *novembre* 1793. — Dans le mois de novembre 1793, il n'y avait plus d'obstache à l'envahissement de l'Alsace et de la Lorraine; le fort de Bitche pouvait seul opposer quelque résistance. Peu s'en fallut qu'une surprise ne le livrât à l'ennemi. Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1793, un ingénieur émigré guida les Prussiens jusqu'au pied des murailles. Déjà leur avant-garde s'était approché du fort, les glacis étaient escaladés; déjà elle s'était emparée de l'ouvrage avancé qui se trouve sous la queue de l'hirondelle, lorsque l'alarme sonna. Aussitôt les Français courent aux armes : on se fusille de toutes parts. Mais est-ce l'ennemi que l'on frappe? Ce doute ralentissait les Français, et leur courage, dans cette obscurité profonde, craignait de se tromper. Le dévouement d'un citoyen sauva la ville; une maison en bois s'avançait du côté où les Prussiens devaient être descendus; le propriétaire propose d'y mettre le feu : *Elle servira de flambeau pour nous eclairer,*

s'écrie-t-il. Cette généreuse proposition est acceptée, et la maison est livrée aux flammes; la lueur qu'elles jettent trahit les Prussiens : on aperçoit leur élite se précipiter des montagnes et se porter vers Bitche. Une troupe d'ennemis remplissait déjà l'escalier qui communique à la caponnière sous le pont de la petite tête. On l'arrête aussitôt par la plus vive fusillade, et on lui ravit tout espoir de retour en interceptant le passage avec des décombres qui le rendent impraticable. Bientôt on fait pleuvoir sur eux une grêle de pierres et de grenades : ils crient merci! ils sont écoutés, on se contente de les tenir en respect, tandis qu'on repousse les desseins de leurs compatriotes. Quelques bombes furent jetées dans la ville pour en écarter les Prussiens qui, profitant des circonstances, mettaient les riches à contribution, et se munissaient d'otages. Cet essaim d'ennemis disparut avant le jour. Sept cents hommes du bataillon de la Corrèze et une compagnie de canonniers sauvèrent Bitche. A peine fut-on débarrassé de l'armée prussienne qu'on songea à son avant-garde renfermée dans les fortifications. Deux cents cinquante hommes défilèrent après avoir mis bas les armes, et l'on trouva parmi eux l'officier émigré qui les avait conduits.

BLAMONT.

Décembre 1813. — Les premières conquêtes des armées coalisées contre Napoléon, en décembre 1813, furent la prise du château de Blamont, dans le département du Doubs, et celle du château de Landskron, situé sur une montagne dans le département du Haut-Rhin.

BLANC-PIGNON.

26 *avril* 1794. — Les positions françaises auprès de Saint-Jean-Pied-de-Port furent reconnues par les Espagnols, le 26 avril 1794. Pour y parvenir, ils attaquèrent, sur toute l'étendue de sa ligne, la division chargée de les défendre; ils débutèrent par le poste d'Arneguy, que deux compagnies basques défendaient. Obligées de céder au nombre qui les accablait, elles se retirèrent en bon ordre. Au même instant on vit sur la crête de Roqueluche une colonne de quatre mille hommes d'infanterie et un escadron de cavalerie, qui, après s'être portés devant la descente de Blanc-Pignon, attaquèrent

le poste français : on combattit avec chaleur de part et d'autre. Des réquisitionnaires se trouvèrent au milieu d'une grêle de bombes et de boulets; pour la première fois qu'ils voyaient le feu; ils montrèrent un grand courage dans cette occasion.

Leurs aînés dans la carrière de la gloire étonnaient déjà le monde! comment ceux-ci n'auraient-ils point été valeureux? A peine huit tirailleurs basques aperçoivent une colonne ennemie, qu'ils fondent sur elle, sans se mettre en peine s'ils sont soutenus. La colonne est attaquée de front par les basques; mais en même temps des troupes plus considérables s'avancent sur les flancs : elle recule, croyant que cette attaque va prendre un caractère redoutable. Plus loin, on fut témoin d'un trait de courage plus hardi : un sapeur espagnol s'avançait sur un vieillard basque; celui-ci lance une pierre sur le sapeur, et le terrasse, fond sur son ennemi, le désarme et lui coupe la tête.

Mais la ligne française, fatiguée d'une fusillade qui n'avait rien de décisif, s'avance au pas de charge, la baïonnette en avant : à cet aspect les Espagnols non-seulement cessent de combattre, mais ils prennent la fuite jusqu'à Blanc-Pignon. En même temps, le rocher d'Arola fut témoin d'une troisième affaire : c'est là que les Français, battus et repoussés du poste d'Irmenaca, tinrent ferme contre une quatrième attaque furieuse que leur portèrent les Espagnols, qui ne purent parvenir à les débusquer; ils furent eux-mêmes forcés de battre précipitamment en retraite, ayant été tournés par un corps de quatre cents hommes, sous les ordres du brave adjudant-général Harispe.

BLASCHEIDT.

20 *novembre* 1794. — Le général Debrun marcha à la tête de sa colonne vers la forteresse de Luxembourg, dans l'intention d'en faire le blocus, immédiatement après la prise de Rhinsfeld : ce fut Moreau, général divisionnaire de l'armée de la Moselle, qui lui en donna l'ordre. Debrun fut rencontré dans ce mouvement par quinze cents Autrichiens, le 20 novembre 1794, sur la route de Luxembourg à Liège : deux escadrons français, formant toute la cavalerie de sa colonne, furent chargés aussitôt par trois cents hommes de cavalerie autrichienne; mais elle reçut leur choc avec d'autant plus d'intrépidité, qu'elle les chargea à son tour et les obligea à céder le

terrain. Les impériaux furent mis en fuite, et voulant s'en tenir à cette escarmouche, ils se retirèrent dans la forêt de Grunnewald, où un combat plus sérieux fut donné le lendemain.

BLISECASTEL.

11 *juin* 1794. — Le gouvernement français confia le commandement de l'armée de la Moselle, en 1794, à un jeune officier de vingt-deux ans, Hoche ; ce général joignait à l'activité de la jeunesse tout le calme et la raison de l'âge mûr. Parlant peu, déjà il était habile dans l'art de connaître les hommes. Il eut bientôt jugé quelle avait pu être la cause des revers des Français sur le Rhin. Il trouva de mauvaises dispositions, parce qu'il rencontra des officiers sans mérite, sans génie, sans talent ; des corps nombreux, disposés sans ordre, étaient errans, les chefs avilis par leurs subalternes, et l'indiscipline était portée à son comble. *Point de discipline! Point de discipline!* s'écria Hoche, *c'est le moyen d'être toujours battus.*

Il a dit, et son armée reçoit bientôt une nouvelle organisation. Le général Hoche va chercher le mérite dans les grades inférieurs ; c'est à des hommes ignorés, cachés souvent sous le voile de la modestie, qu'il confie les premiers emplois. Sa main seule choisit ce que son œil a su juger, et chacun se trouve à sa place ; mais chacun sait bien aussi qu'il est soumis à l'exacte observation de ses devoirs. Des vêtemens et des subsistances même manquaient à son armée. Bien qu'il soit sur une terre étrangère, il obtient des habitans de ces provinces, séduits par sa sagesse, qu'ils forment à l'instant d'immenses dépôts, tant on se prévient en sa faveur. On est sur-tout persuadé que les Prussiens ne pourront résister à sa valeur et à son audace belliqueuse.

Sur ces entrefaites, le 11 juin 1794, on vit marcher vers Blisecastel une forte division, partie de Sarguemines. A peine elle arrive près du camp prussien, que le combat s'engage par une vive canonnade. Vingt-cinq pièces en batterie formaient l'artillerie prussienne, et les Français répondaient par un feu au moins aussi actif que celui de l'ennemi. Le combat dura douze heures : les Prussiens laissèrent sept cents hommes sur le terrain, et la nuit seule put mettre fin à une action où les Français avaient prouvé par leur courage qu'ils comptaient pour peu seize heures de combat ou de marche.

BOIS-LE-DUC.

Du 23 septembre au 5 octobre 1794. — L'armée du Nord avait besoin d'une place forte pour poursuivre les Anglais au-delà de la Meuse. Les Français jetèrent leur dévolu sur Bois-le-Duc ; sa position leur parut la plus convenable pour servir d'entrepôt de vivres ; mais l'entreprise était périlleuse : des forts bien entretenus et bien armés entouraient cette place ; ce qui ajoutait à sa force et à sa défense, c'étaient des inondations qui en faisaient comme une île, ayant jusqu'au pied de ses remparts des fossés d'eau de six cents mètres de largeur, en tous sens. Ainsi, de quelques larges brèches que leurs murs eussent été atteints, combien aurait-il fallu de fascines pour arriver sur la brèche ? Ces obstacles ne rebutèrent point les Français, quelqu'énormes qu'ils fussent.

Les Français n'avaient point d'artillerie de siége ; mais la garnison était faible, et l'on se fia à la fortune. Les forts de Crève-Cœur, d'Orten et la ville furent attaqués en même temps. En s'emparant de ces trois points, la place était privée de toute communication avec la Meuse ; et, le 23 septembre 1794, on investit la ville. Dès le lendemain, les Hollandais évacuèrent le fort d'Orten, et les Français y entrèrent ; ils y établirent des batteries d'obusiers et de canons, à cent soixante mètres des ouvrages extérieurs. La tranchée fut ouverte devant le fort de Crève-Cœur, et il fut bombardé avec une telle vigueur, que, le 29 septembre, il se rendit au général Delmas.

L'occupation de ce fort devenait un point d'appui bien essentiel pour affaiblir les moyens de défense de Bois-le-Duc ; et, en ouvrant le passage de l'île de Bommel, il offrait une position dont l'occupation décidait de l'invasion de la Hollande. Les Français se rendirent maîtres en outre du fort Saint-André ; mais on négligea de mettre en état de défense les fortifications toutes démantelées ; et les Hollandais, profitant d'un côté de cet oubli, et d'un autre connaissant toute l'importance dont ce fort était pour la sûreté de la Hollande, l'attaquèrent, s'en rendirent maîtres, et le mirent à l'abri d'un coup de main. On ne pressait point le siége de Bois-le-Duc, et déjà cette entreprise faisait naître des inquiétudes. Les inondations avaient une plus grande étendue par l'effet des pluies. Les tranchées auprès des ouvrages extérieurs n'étaient plus prati-

cables : l'artillerie de siége venait d'arriver ; il fallait l'établir, et le sol inondé ne permettait point pour cela ce genre de travaux, aussi longs que difficiles ; d'ailleurs, on ne pouvait en approcher par rapport à la proximité des forts isolés qui environnaient la ville, dont une partie était déjà incendiée par l'effet des pièces de campagne ou par les obus. Déjà l'opinion, plus forte que les armes, y parlait en faveur des Français ; mais le gouverneur, au moment où l'on y pensait le moins, demanda à capituler. Ce militaire hollandais craignait si singulièrement les bombes, qu'il s'était casematé ; il avait fait blinder sa demeure avec des madriers de bois et du fumier. On se hâta d'accepter sa capitulation, en lui accordant les honneurs de la guerre ; il rentra en Hollande avec sa garnison, prisonnière de guerre sur parole. On trouva sur les remparts cent quarante-six bouches à feu, et cent trente milliers de poudre dans les magasins. Les Français s'étonnèrent qu'avec de telles munitions de guerre on eût cédé aussi vîte, ce qui n'annonçait point une nation belliqueuse.

BOLOGNE.

19 *juin* 1796. — Lorsque Buonaparte entra en Italie, le pape Pie VI fut bien loin de se montrer favorable aux systèmes des Français. On le vit au contraire apporter tous ses soins pour contrarier les opérations du gouvernement français, dont les commissaires reçurent des insultes graves qui furent tolérées par la cour de Rome. Le pape leva des troupes, s'allia avec l'Autriche, et crut avoir à repousser, les armes à la main, des injures qui lui semblaient avoir été faites au saint-siége.

Pour terminer ces différens, Buonaparte, se croyant lui-même provoqué, se détermina à attaquer les états du pape. On vit en conséquence le général Augereau marcher avec sa division sur Bologne, le 19 juin 1796. Les approches de cette ville étaient défendues par quatre cents soldats du pape. Ils furent enveloppés, avec leur état-major et le cardinal légat, et faits prisonniers. On dit plaisamment alors que c'étaient les objets les moins précieux de cette conquête ; car Buonaparte, qui ne manquait pas une occasion d'enrichir la France, avait auprès de lui une commission de savans et d'artistes qui choisissaient, dans les villes conquises, les objets d'arts et d'histoire naturelle, pour ajouter aux trophées des victoires des Français, comme statues, tableaux et minéraux rares.

On choisit, dans les galeries et cabinets de Bologne, cinquante tableaux qui décoraient cette ville, parmi lesquels il se trouva une sainte Cécile, chef-d'œuvre de Raphaël. Le muséum d'histoire naturelle de Paris fut encore enrichi de l'herbier d'Aldrovande, apporté par les commissaires Thouin, Monge, et Bertholet, avec une précieuse collection de minéraux. La bibliothèque reçut aussi des livres rares, et des manuscrits de la plus haute antiquité. C'est ainsi que la victoire, en couronnant Buonaparte, faisait jouir de ses faveurs toutes les classes de citoyens. Semblable aux anciens héros de Rome, le vainqueur ornait les palais, les galeries, les musées et les jardins de la première capitale du monde, de tous les monumens trouvés dans les grandes cités qu'il avait soumises.

BOMMEL.

1794. — L'armée française venait de s'emparer de Nimègue; elle était dans le dénuement le plus absolu. Les soldats avaient enduré pendant sept mois l'humidité constante qu'ils trouvaient dans les marécages et dans la boue où ils marchaient depuis cette époque, n'ayant ni bas, ni chaussure, ni linge, et étant pour la plupart, dévorés par la gale. Ils étaient, à la vérité, maîtres du sol glacé qu'ils avaient conquis, et on les voyait couverts de lambeaux en place d'habits. Au même instant où ces troupes s'emparaient d'une place, le linge, les draps, toutes les étoffes, étaient frappés d'une cruelle réquisition par les fonrnisseurs.

Dans ce climat humide et froid, le militaire était privé de tout ce qui aurait pu le garantir des rigueurs de l'automne; et tel était souvent ce dénuement absolu, qu'on voyait quelquefois les soldats manquer de pain. Mais l'enthousiasme de la gloire écartait de leur cœur toute espèce de plainte. Les généraux, cependant, qui voyaient leurs maux, y étaient sensibles. Ils demandaient quelque repos pour eux; mais des espèces de proconsuls suivaient les armées, et, sans connaître l'art de la guerre, ils décidaient des opérations militaires. La vie et l'honneur des citoyens étaient dans leurs mains, ils en disposaient à leur gré.

Ces commissaires de la république, qu'on frémissait d'aborder, du fond des palais qu'ils habitaient, du sein de l'opulence dans laquelle ils vivaient, méditaient tranquillement une expédition sur l'île de Bommel, utile sans doute, mais impossible à

exécuter, par le défaut de barques nécessaires pour traverser le Wahal et pour transporter de l'artillerie; difficulté que toute la puissance des proconsuls ne pouvait vaincre. Il pouvait encore arriver que le détachement commandé pour l'attaque fût séparé du corps d'armée, soit par le débordement, soit par les glaçons qui sont charriés par les rivières, dans cette saison déjà avancée. Le général hollandais Daëndels avait promis des succès, tandis que Moreau avait présagé des malheurs. Mais les proconsuls commandèrent, il fallut obéir; ils voulurent qu'on tentât cette entreprise. Quelques barques avaient été réunies par Daëndels à Crève-Cœur et vers Nimègue. Quatre compagnies passèrent le Wahal le 12 décembre 1794; elles firent prisonnier un major hanovrien, elles enclouèrent quelques canons; mais des forces si supérieures se montrèrent, qu'elles se virent obligées de se rembarquer promptement. De là, on se porta sur le fort Saint-André, d'où les Français furent encore plus vigoureusement repoussés. La république eut à regretter un grand nombre de braves qui lui furent enlevés par une grêle de mitraille. Daëndels s'aperçut enfin de son erreur, mais il était un peu tard; la faute était commise. Il convint que cette entreprise était alors impossible. La retraite fut ordonnée par Moreau; l'armée entra enfin en quartier d'hiver, et put prendre quelques jours de repos, grâce au débordement des eaux.

1795. — Un froid excessif vint engourdir la nature peu de jours après; la Meuse fut gelée assez fortement en plusieurs endroits pour en risquer le passage. Un thermomètre à la main, les degrés du froid étaient observés par le général du génie Sauviac. Le sentiment de ce général était tel, que d'après ses observations il jugeait facile la conquête de la Hollande, si le froid se soutenait au même degré: cette province se trouvait alors privée de sa défense naturelle, de ses rivières, de ses canaux, de ses marais. L'occasion étant si belle, Pichegru la saisit. Aussitôt il donna des ordres pour passer le Wahal.

Il fut ordonné aux généraux Osten et Daëndels, le 28 décembre 1794, de passer la Meuse sur la glace, et de marcher sur l'île de Bommel. La nature était absolument engourdie par le froid extraordinaire. Les Français paraissaient les seuls êtres animés: ils attaquèrent, à la baïonnette, des batteries, manquant même de canons. La terreur et la consternation

frappèrent tellement les Hollandais, quand ils se virent ainsi assaillis, qu'ils n'opposèrent que peu de résistance. La garnison même du fort Saint-André s'attendait si peu à une semblable attaque, qu'elle ne fit aucune défense. Un seul jour suffit aux Français, favorisés par les élémens, pour se voir en possession de l'île de Bommel, du fort Saint-André, de seize cents prisonniers, d'une grande quantité de canons et de bouches à feu. Cette conquête, dans un temps ordinaire, aurait coûté beaucoup de peine, de travaux, d'argent et d'hommes.

BONIFACE. *Voyez* AJACCIO.

BONN.

18 *octobre* 1794. — Bonn est une ville située sur la rive gauche du Rhin, dans l'électorat de Cologne. Dans des temps antérieurs, elle avait soutenu plusieurs siéges, qui montrent ce qu'elle aurait pu faire, si on lui eût laissé le temps de se préparer; mais, le 18 octobre 1794, le général Moreau s'en rendit maître, pour ainsi dire, à l'improviste, par une de ces marches audacieuses, qui ouvraient sans défense les places aux Français.

BONSAECK.

16 *janvier* 1813. — Les Russes se portaient toujours vivement sur le territoire de Dantzick. Le chef de bataillon Furlet, faisant partie du dixième corps, sous les ordres du général comte Rapp, occupait le village de Bonsaeck, avec le quatrième bataillon du dix-septième d'infanterie légère. Le 16 janvier 1813, à dix heures du matin, il aperçut une colonne russe, forte de six cents hussards, de quatre cents hommes d'infanterie, et de quatre pièces de canon, qui se portait sur lui, tandis que deux cents hommes à cheval filaient par les dunes, et cotoyaient la mer. Ne pouvant résister à des forces si supérieures, il opéra sa retraite en bon ordre, poursuivi par l'ennemi. Cependant, le bataillon arriva bientôt à la position de Neufehr, occupé par le général Gault, avec quatre pièces d'artillerie. Aussitot ce général fit ses dispositions, pour repousser les Russes : il plaça ses quatre pièces en batterie sur la route de Bonsaeck, fit former en colonnes serrées le bataillon

du dix-septième, ordonna à deux autres bataillons de ce régiment, de gravir les dunes, sous les ordres du major Schneider; et lui-même, avec un dernier bataillon du trente-neuvième, se porta à la hauteur de celui du dix-septième, et attaqua de front le village de Bonsaeck avec son artillerie. Pendant ce temps, le major Schneider, continuant son mouvement hardi, débordait les Russes, qui se retirèrent alors avec précipitation. Le général Gault s'élança aussitôt sur eux, et les poursuivit l'épée dans les reins jusqu'au village de Wordelu. Après cette expédition glorieuse, qui ne coûta presque rien, tant les mesures avaient été sages, et les manœuvres bien combinées, le général français vint reprendre sa position de Neufehr, sans que les Russes osassent le suivre.

BORDEAUX.

1er *avril* 1815. — Le général Clausel, commandant les troupes de Buonaparte, arriva le 1er avril 1815, à midi, à la Bastide, dans l'intention de s'emparer de Bordeaux, où résidait, depuis quelque temps, son altesse royale la duchesse d'Angoulême. Dès le matin, les volontaires, qui gardaient la Bastide, avaient passé la Garonne, et pris position sur le quai. Pendant ce temps son altesse royale se portait sur tous les points, excitant, par ses discours et par sa présence, les troupes de ligne et les volontaires à opposer une vive résistance, et à conserver la ville à son roi légitime. On fit une décharge sur les troupes du général Clausel, et tout semblait présager le succès désiré, lorsque la mésintelligence, ayant éclaté entre les volontaires royaux et la garde nationale, rangés en bataille devant la Bastide, ils tirèrent les uns sur les autres, et firent perdre tout espoir de réussite. Voyant ses efforts impuissans, son altesse royale quitta la ville, et s'embarqua à Pouillac. Le lendemain, à onze heures du matin, le général Clausel prit possession de Bordeaux, au nom de Buonaparte.

BORGHETTO.

30 *mai* 1796. — Buonaparte venait de battre le général Beaulieu au pont de Lodi; le général autrichien passa le Mincio immédiatement après, et se prépara à la défense; il fit prendre position à sa droite, sur le lac de Garda, sa gauche fut appuyée sur Mantoue : il établit ensuite des batteries sur

tous les points de cette ligne. Le 28 mai 1796, on vit arriver le quartier-général français à Brescia. Aussitôt le général Kilmaine reçut l'ordre, du général Buonaparte, de marcher sur Dezinzanno, à la tête de quinze cents hommes et de six bataillons de grenadiers. Et, dans le même moment, on vit le général Rusca, avec une demi-brigade d'infanterie légère, se porter sur Salo.

Ces divers mouvemens avaient pour objet, de persuader le général Beaulieu que l'intention de Buonaparte était de tourner les troupes autrichiennes par le haut du lac Garda, afin de lui couper le chemin du Tyrol, en passant par Riva; et ce dessein présupposé pouvait éloigner toute idée d'attaque sur le Mincio. On plaça, à un jour et demi de marche de l'ennemi, toutes les divisions françaises de la droite. Ces divisions avaient l'air d'être sur la défensive, étant placées sur la Chiusa. Chaque jour, le général Kilmaine allait aux portes de Peschiera, et il combattait chaque jour. Le général autrichien Liptay fut tué dans l'une de ces escarmouches.

Par ces dispositions, toute la ligne autrichienne était menacée, ce qui affaiblissait la défense du général Beaulieu, son armée ayant à garder une multitude de postes. Le général Kilmaine avec sa division fut remplacé, le 30 mai, à Dezinzanno, par la division Augereau. Kilmaine, après avoir rétrogadé à Lonado, se dirigea vers Castiglione, où il arriva dans la nuit. Les généraux Serrurier et Masséna étaient pour-lors, l'un à Montze, et ce dernier, à Monte-Chiaro. Dès deux heures du matin, toutes les divisions s'ébranlèrent, et dirigèrent leur marche sur Borghetto C'est sur ce point que Buonaparte avait résolu de passer le Mincio. L'approche de Borghetto était défendue par l'avant-garde autrichienne, forte de quatre mille hommes et de dix-huit cents chevaux. Les carabiniers et les grenadiers flanquaient la cavalerie française, qui suivait l'avant-garde ennemie au petit trot. La cavalerie ennemie fut enfin chargée et mise en déroute par les Français, qui lui enlevèrent une pièce de canon. A la suite de ce combat, on vit les Autrichiens se hâter de couper le pont : mais les Français montrèrent leur audace, en le racommodant sous le feu de l'ennemi, tandis que l'artillerie légère engageait une vive canonnade. On vit spontanément une cinquantaine de grenadiers, brûlant de combattre, se jeter dans le Mincio, tenant leurs fusils sur leur tête, et ayant de l'eau jusqu'au menton : grenadier par la taille, comme par le cou-

rage, le général Gardanne était à leur tête. Déjà les Autrichiens s'effraient, par le souvenir de la terrible colonne de Lodi; les plus avancés se débandent. Les travaux du pont vont mieux et plus vite. Déjà Vallegio est au pouvoir des Français. Les grenadiers français s'en sont emparés au moment où le quartier-général des impériaux venait d'en partir.

Les Autrichiens, ayant quitté leurs positions dans le plus grand désordre, se rallient sur le bord d'un canal, entre Vallegio et Villa-Franca. Ce large canal communique du Mincio au Tanaro. C'est là que les Autrichiens ralliés, se rangent en bataille. Buonaparte ne les y suivit point. L'ennemi parut prendre confiance dans sa nouvelle position; il s'empressa de garnir son front de canons, en s'approchant des Français. Ce lieu avait été précisément choisi, par le général Augereau, pour l'exécution d'une manœuvre, dont il faisait les dispositions au même instant. Il avait ordre de couper aux ennemis les gorges du Tyrol, après s'être porté sur Peschiera, en suivant le Mincio, et d'envelopper cette place. Par ce mouvement Beaulieu et son armée n'avaient plus de retraite.

Buonaparte avait de la peine à contenir l'ardeur des grenadiers français : il faisait vivement canonner le village de Vallegio, dans l'intention d'empêcher les Autrichiens de comprendre et de pénétrer le vrai dessein que cachait cette manœuvre. Mais le mouvement d'Augereau fut aperçu par les patrouilles des impériaux. Et le général Beaulieu, qui ne parut avoir d'autre intention que celle de sauver son armée, dès ce moment évita le combat, en effectuant sa retraite. Il envoya son artillerie et ses munitions de guerre dans Mantoue; son armée se retira sur Castelnovo, et sur les derrières de l'Adige, et il plaça à l'arrière-garde un corps considérable de cavalerie, qui venait de lui arriver. Mais la cavalerie française, commandée par le général Murat, vint le relancer dans cette position. Le combat s'engagea entre les escadrons des deux partis. Ce jour fut marqué par des prodiges de courage et d'audace, du général de brigade Leclerc, et du général Murat : et la nuit vint terminer un combat à outrance, où la victoire n'avait cessé de planer sur les escadrons français.

Augereau s'emparait de Peschiera dans le même jour où les Autrichiens fuyards repassaient l'Adige. Le général Beaulieu en même temps jetait une partie de son armée dans Mantoue. L'ennemi s'était hâté de couper les ponts sur l'Adige, ce qui arrêta les Français, qui, le lendemain, se portèrent sur Rivoli.

Cette journée coûta aux Autrichiens quinze cents hommes, cinq cents chevaux et cinq canons. Les défaites avaient été telles parmi les impériaux, dans le cours de deux mois, que, des rivages de la Méditérranée, ils avaient été forcés de se retirer sur les bords de l'Adige. Les Français avaient eu la gloire de leur faire évacuer l'Italie, bien qu'il fussent commandés par un général qui comptait à peine vingt-sept ans, et qui venait de placer les avant-postes français sur les montagnes de l'Allemagne.

« Je ne vous citerai point, disait Buonaparte dans son rapport, les hommes qui se sont distingués par des traits de bravoure; il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde. Ils jouent et rient avec la mort; ils sont aujourd'hui parfaitement accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec laquelle ils font les marches les plus forcées. Ils chantent tour-à-tour la patrie et l'amour! Vous croiriez qu'arrivés à leur bivouac, ils doivent au moins dormir : point du tout, chacun fait son conte ou son plan de l'opération du lendemain, et souvent on en rencontre qui voient très-juste. Je voyais défiler une demi-brigade; un chasseur s'approcha de mon cheval : Général, me dit-il, il faut faire cela. Malheureux, lui dis-je, veux-tu bien te taire! il disparut à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher : c'était justement ce que j'avais ordonné. »

10 *février* 1814. — L'ennemi qui, après l'affaire de Roverbella, avait conservé son port de Borghetto, et réuni son armée sur les hauteurs de Valeggio, fit déboucher dans la nuit du 9 au 10 février 1814, environ dix mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, dans l'espérance de s'établir sur la rive droite du Mincio; mais le matin les éclaireurs du général Grenier, partis de Volta, et ceux du général Verdier, partis de Monzacubano, rencontrèrent l'armée autrichienne sur les mêmes hauteurs. Le prince vice-roi fit avancer diverses colonnes pour soutenir le feu des voltigeurs qui étaient fortement aux prises depuis huit heures du matin. Le général Grenier s'avança par les hauteurs de droite, avec la division Maresquet, pendant qu'avec la division Fressinet le général Verdier marchait sur celles de gauche. L'ennemi ne put soutenir ce choc des troupes françaises. Tous les lieux sur lesquels il voulait tenir, furent successivement emportés, et il fut contraint à repasser le Mincio, après avoir laissé un grand nombre de morts sur le champ de bataille.

BORISLOW.

9 *juillet* 1812. — L'armée française marchait de succès en succès dans les plaines de la Pologne. Le prince d'Eckmühl attaqua la place forte de Borislow sur la Bérésina, et s'en rendit maître le 9 juillet 1812. Soixante milliers de poudre, et seize pièces de canon de siége, tombèrent en son pouvoir.

BORMIO.

26 *mars* 1799. — La Valteline avait offert une position qui avait paru favorable aux impériaux pour camper : sept mille Autrichiens s'y étaient établis, et ils avaient placé derrière des retranchemens formidables dix-huit pièces de canon. Le général Dessoles commandait, vis-à-vis de cette position, un corps de quatre mille cinq cents Français, ayant pour toute artillerie deux pièces de trois. Il occupait, près de Sainte-Marie, un terrain où il était gêné de toutes parts; s'il y essuyait un revers, il n'avait point de retraite, les communications entre Sainte-Marie et Bormio étant impraticables : il existait quelques défilés si étroits, qu'un seul homme de front pouvait à peine passer.

Le général français ne pouvait se tirer de ce pas dangereux que par un coup d'audace. La ligne des Autrichiens s'étendait, vers leur gauche, sur un torrent dont elle suivait la direction. Le général Dessoles resserra l'ennemi autant qu'il put, s'étant convaincu, d'après une reconnaissance exacte qu'il avait faite de la position des impériaux, que c'était le seul moyen de les vaincre. Il commença d'abord par occuper le village de Munster, ensuite il manœuvra de manière que sa droite pénétrât la ligne de l'ennemi, qui serait pris en flanc dans l'attaque principale, et sur la direction du torrent, et la gauche refusée en avant du village de Munster.

Le 26 mars 1799, les tirailleurs sont envoyés sur la droite des impériaux ; ils commencèrent l'attaque avant le jour. On vit avec étonnement, au premier coup de fusil, la première demi-brigade une fois lancée, se jeter dans le torrent, culbuter les premiers postes autrichiens et pénétrer à l'abri des terribles dix-huit bouches à feu, jusqu'à la hauteur des retranchemens : après avoir débouché, elle enlève la première redoute qu'elle a tournée. La deuxième demi-brigade, ayant pris la route

de Glurents, vient se placer sur les derrières de l'ennemi. A peine la redoute est enlevée, que les Français, par un mouvement de gauche à droite, se trouvent en présence de la droite de l'ennemi. C'était la gauche des Français, que le général Dessoles avait ainsi fait avancer. Les Français, d'après cette manœuvre, étaient disposés sur plusieurs lignes en échelons, et un bataillon de réserve les soutenait par une ligne pleine. On vit marcher ainsi cette aile dans un ordre parfait, jusque sous les retranchemèns. Cette demi-brigade, qui s'était exposée au feu le plus vif, impatiente de voir terminer cette action, se jeta dans les retranchemens. Il était impossible de voir exécuter avec plus de precision, des manœuvres avec lesquelles on parvint à culbuter l'ennemi par-tout, et jamais on ne vit aussi des troupes montrer plus de courage. Le conscrit égala le vétéran en valeur. Une redoute, vomissant la mort de toutes parts, n'arrêta point les grenadiers qui, bravant les périls, marchèrent pour s'en emparer.

Un conscrit se trouvant dans le rang des grenadiers, se précipitait sur la redoute... Jeune homme! que fais-tu là? lui dit un grenadier, dont il gênait le passage, ce n'est pas ta place... Le conscrit, piqué de ce propos, s'élance dans la redoute avant les grenadiers, et, se tournant vers eux, se mit à crier : A moi les grenadiers et les conscrits! Les Autrichiens abandonnèrent le champ de bataille, sur lequel on compta douze cents morts des leurs, et dix-huit pièces de canon, dont on se rendit maître. Les Français firent aussi, dans cette affaire, quatre mille cinq cents prisonniers, et dès le lendemain ils prirent Glurentz, qui fut totalement incendié dans une affaire d'avant-poste. C'était un petit bourg entièrement construit en bois; en un instant il fut dévoré par le feu. Ce qui conttribua le plus à cet incendie, fut l'explosion d'un petit magasin à poudre, qui ôta tous les moyens de remédier à ce désastre.

BORNOS.

5 *novembre* 1811.— Les troupes de l'armée du Midi avaient repoussé celles de Balleysteros jusque sous le canon de Gibraltar, et pris leurs cantonnemens à la fin d'octobre. Le général Semelé occupait Bornos, avec le seizième d'infanterie légère. Balleysteros, voulant surprendre le régiment, partit de Saint-Roch, et arriva le 5 novembre 1811, à la pointe du jour,

avec cinq ou six mille hommes, à Bornos, dont il occupa toutes les avenues. Mais il fut découvert par le seizième, qui prenait déjà les armes au moment où l'on battait la diane. Le général Semelé fit sortir aussitôt le régiment, pour prendre hors de la ville une position avantageuse : le débouché était occupé par l'ennemi, qui y avait établi une colonne de deux mille hommes. Le seizième s'avance au pas de charge, et, la baïonnette en avant, se fait jour, passe sur le corps des Espagnols, en fait un grand carnage, prend sa position, et force Balleysteros, effrayé par tant d'impétuosité et d'audace, à se replier sur Ubrique, où il se retira avec précipitation.

1er *juin* 1812. — Le général Conroux, qui commandait quelques troupes de l'armée du Midi, occupait Bornos, lorsque le général espagnol Balleysteros vint, le 1er juin 1812, l'attaquer avec des forces supérieures pour le déloger de sa position. Les Français laissèrent deux bataillons et trois cents chevaux en réserve dans une espèce de camp retranché, et s'avancèrent, au nombre de trois mille hommes d'infanterie, et cent cinquante chevaux, à la rencontre du général Balleysteros, qui avait attaqué avec vigueur, et ébranlé quelques troupes formant l'avant-garde. Il s'engagea aussitôt, entre les forces espagnoles et françaises, un combat qui dura près d'une heure, et fut soutenu de part et d'autre avec beaucoup d'opiniâtreté. Enfin, les Espagnols, après avoir laissé sur le champ de bataille plus de quinze cents hommes, dont un grand nombre d'officiers, furent obligés de céder le terrain et d'exécuter leur retraite. Cette affaire, qui fut très-sanglante, et qui coûta un grand nombre de soldats des deux cotés, fit un grand honneur aux troupes françaises, combattant contre des forces doubles ; mais cette victoire ne leur fut d'aucun avantage, parce que l'infériorité du nombre ne leur permit pas de poursuivre leurs succès.

BORODINO. *Voyez* MOSKWA.

BOSCO.

24 *octobre* 1799. — Malgré des revers multipliés, l'armée d'Italie continuait de se battre avec courage. Le 24 octobre 1799, le général Saint-Cyr, qui était chargé de défendre Gênes, marcha sur Bosco, Bezzaluzzo et Pasturama ; il y

rencontra les impériaux et les combattit. Il n'avait ni artillerie ni cavalerie; quatre mille fantassins composaient sa petite armée. La position de l'ennemi était bonne. Il possédait sept pièces de canon, et son corps d'armée était composé de douze cents hommes de cavalerie, et environ quatre mille d'infanterie : tous ces avantages ne lui donnent point l'intrépidité nécessaire pour se présenter et combattre avec audace un ennemi bien inférieur en nombre.

Les Français ne voient d'autres ressources pour vaincre que d'user de leur arme familière, quand ils sont inférieurs en forces : en conséquence ils se précipitent dans les rangs autrichiens, la baïonnette en avant. L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie attaquées dans le même instant furent, toutes également enfoncées. Les impériaux furent mis en déroute et les Français leur firent mille prisonniers. Tous les corps de notre armée se firent admirer dans cette affaire par un courage héroïque. Le gouvernement voulant marquer cette action d'éclat, ou chaque soldat, par sa valeur, compta pour un brave, en récompense de tant d'intrépidité, donna à leur chef pour honorer la valeur des soldats un sabre magnifique. Le général Saint-Cyr fut invité à le porter aux jours de bataille, en commémoration d'un jour aussi glorieux.

BOSSUT.

2 *novembre* 1792. — Une action s'engagea près Saint-Guilain-en-Hainaut, entre huit mille Autrichiens, et un corps de l'armée française, commandée par Dumouriez, au moment où il pénétrait dans la Belgique. On combattit avec chaleur de part et d'autre; mais la victoire fit pencher la balance du côté des Français, par la précision du tir de l'artillerie, par la célérité avec laquelle les manœuvres furent exécutés, et par l'intrépide valeur que les dragons mirent dans leur charge. Ce combat précéda de quelques jours la bataille de Jemmappes, et coûta aux impériaux cinq cents prisonniers : deux cents morts dès leurs restèrent sur le champ de bataille. Après de grands revers que les Français avaient éprouvés, cet avantage leur rendit la confiance, qui était bien précieuse dans ce moment.

BOUILLON.

20 *avril* 1794.—Afin d'arrêter les succès des armes françaises, ou du moins pour y apporter, une diversion. le général Beaulieu, au printemps de 1794, fit rassembler dans la Flandre maritime des forces considérables, avec lesquelles il marcha sur le château de Bouillon : il n'était défendu que par soixante Français. Ce fut le 20 avril 1794, que les impériaux entrèrent dans la ville, et l'attaque du château fut bientôt commencée. Les Français firent jouer sur eux leur artillerie avec une telle vivacité, et tant de précision, que l'ennemi se vit forcé de lâcher prise. Les Autrichiens s'étaient livrés dans Bouillon à toutes sortes d'excès, ce qui les obligea encore plus vite d'abandonner la ville.

BOULAC (EN ÉGYPTE).

15 *avril* 1800.—Le 20 mars 1800, une révolte éclata dans la ville de Boulac, au moment même où les Français combattaient contre les Ottomans à Héliopolis. Boulac est une ville riche, dont la population est considérable : sa situation la rend importante pour le commerce, étant placée entre Alexandrie et le Caire ; elle est aussi intéressante par ses bazards. Les habitans élevèrent des drapeaux blancs, ayant été instigués par un petit nombre d'Osmanlis : ils sortirent spontanément de leurs murs, couverts d'armes qu'ils avaient cachées et attaquèrent avec fureur le fort Camin, dont la garnison française n'était que de dix hommes. Le commandant de cette poignée de braves fit canonner les assaillans qui, malgré leur nombre, furent bientôt dissipés.

La mitraille qu'on avait vomi contre les Osmanlis n'avait pas tout-à-fait rebuté les plus furieux qui, s'obstinèrent à continuer l'attaque. Mais le général Verdier, ayant envoyé des tirailleurs, et le quartier-général ayant aussi ordonné une sortie pour seconder le feu du fort, les Egyptiens furent obligés de céder : ils se retirèrent en laissant trois cents des leurs sur le champ de bataille. De quelque côté que les Français se présentassent pour entrer dans la ville, les habitans de Boulac les recevaient à coups de fusil. Des beys et presque tous les chefs de l'ancien gouvernement entraient en même temps au Caire, et venaient persuader le peuple

de l'entière destruction des Français. Avec de semblables raisons, il fut aisé d'exciter une sédition parmi les habitans du Caire contre les Français. Par-tout victorieux, le général Kléber, qu'on instruisit de ces mouvemens séditieux, voulant arrêter à leur principe ces troubles naissans, envoya successivement les généraux Lagrange et Friant pour reconnaître et contenir les rebelles.

Il fallait des munitions abondantes et un corps de troupes nombreux pour vaincre l'immense population de Boulac et du Caire. La politique voulait aussi qu'on achevât la conquête de l'Egypte. Lorsque ce pays serait en entier sous l'obéissance des Français, il serait aisé de déterminer les habitans du Caire et de Boulac à se rendre plutôt par la persuasion que par la force des armes : les Egyptiens prirent pour faiblesse ce qui n'était que lenteur. Les Français avaient besoin de temporiser et de conduire leurs opérations avec beaucoup de sagesse, tout en montrant toujours une attitude militaire, qui continuât d'imposer à des êtres à demi civilisés. Cependant ils se persuadèrent trop qu'ils pouvaient impunément braver les armes françaises. Enfin, pour fixer l'opinion des Egyptiens sur la volonté et le pouvoir des Français, ils sommèrent Boulac de se rendre le 14 avril : pour prix de leur soumission, le pardon le plus absolu était promis à ses habitans d'une part, et s'ils faisaient la moindre résistance, de l'autre part, ils étaient menacés de la plus terrible vengeance. Leur réponse fut qu'ils se défendraient jusqu'à la mort : mais qu'ils suivraient l'exemple du Caire.

Et pour que l'effet suivît de près la menace, le lendemain à la pointe du jour, Boulac fut cerné par le général Friant. Avant d'être dans le cas de livrer la ville au désordre d'une place prise d'assaut, on la bombarde à outrance pour essayer immédiatement après d'une seconde sommation. Les habitans de Boulac répondirent par un feu très-vif, lancé des maisons et des créneaux des barricades, qui fermaient toutes les issues. Pour répondre à cette obstination, le canon battit en brèche, et le pas favori des Français, c'est-à-dire le pas de charge, se fit entendre. Tous les retranchemens furent emportés à-la-fois, et la plupart sont enlevés d'assaut : quelques-uns résistent encore, et l'ennemi s'y défend avec la plus grande opiniâtreté. On combat de maison en maison : l'incendie peut seul les réduire, cependant la rage ne fait que s'irriter et s'accroître, les soldats français embrasent toutes celles qu'ils ne peuvent soumettre.

Les cris de fureur et de désespoir se font entendre de toutes parts. Le général français profite de cet état de désolation pour offrir encore un pardon qui est repoussé; le sang coule encore plus que jamais, le sac a recommencé, une partie de cette cité populeuse est livrée aux flammes. Tout est à feu et à sang, et c'est lorsque cette malheureuse ville n'offre presque plus qu'un monceau de cendres que les vaincus viennent implorer les vainqueurs; les chefs sont admis en présence du général Friant, et lui offrent leur soumission. Au même instant les désordres sont arrêtés, les hostilités cessent, le pardon est proclamé, et la seule punition imposée à leur révolte est une contribution de douze millions à prendre dans les coffres des riches négocians du Caire et de Boulac.

BOULOGNE.

9 *septembre* 1801. — Buonaparte, à peine parvenu au consulat, examina avec soin la situation de la France; il rechercha les causes de ses malheurs : il crut, en tournant ses regards sur la fière Albion, que c'était là le centre commun où aboutissaient tous les fils d'une intrigue qui avait pour but de soulever toutes les puissances, dont elle soudoyait les soldats, afin d'étouffer dans sa rivale tous les arts industriels, et sur-tout le commerce dans le Nouveau-Monde, pour l'avoir à elle seule.

Dès ce moment le premier consul arma son bras, croyant devoir venger la patrie outragée; il conçut le grand dessein de rendre le commerce libre, en affranchissant les mers du despotisme de l'Angleterre. Sans doute la marine britannique était redoutable; mais les baïonnettes françaises pouvaient faire raison aux Anglais sur terre. Une descente dans leur île faisait toute l'ambition de Buonaparte. Les moyens lui furent ravis par toutes les mesures que prirent les Anglais pour éluder ce grand évènement. La marine française n'était plus redoutable quand le premier consul prit les rênes du gouvernement. Le cabinet de Londres, coupable ou non, fut accusé d'avoir envoyé périr à Quiberon les officiers les plus expérimentés de la marine française : alors ses flottes ne furent plus commandées que par des hommes de mer, dont tout le mérite ne consistait que dans beaucoup de courage, n'ayant d'ailleurs aucune instruction dans la tactique navale.

Les flottes françaises étant dépourvues d'officiers instruits dans la manœuvre, des vaisseaux de haut-bord n'ayant pas de matelots exercés, il n'était pas étonnant qu'elles éprouvassent des revers dans des combats où les Anglais avaient lutté toujours en forces supérieures. Que de temps il fallait consommer pour recréer une marine presque anéantie! Dans une telle position, il fallait que le génie de Buonaparte y suppléât. Avec une armée formidable, on entrait sur le territoire des îles de l'Angleterre : on y trouvait des navires; on ravissait le trident des mers aux Anglais. Les victoires remportées à Quiberon, dans la Belgique, au Zuyderzée, par les bataillons Français, ne leur promettaient-elles pas les mêmes succès sur les bords de la Tamise? Toutes les pensées se réunirent donc pour faire construire des embarcations faibles d'échantillon, afin d'ôter prise à l'artillerie des gros vaisseaux. Ces embarcations s'élevaient peu au-dessus des eaux; leur nombre les défendait de l'attaque des vaisseaux, et leur forme les rendait capables de servir pour le transport des troupes. Avec un vent favorable, et pendant les grandes marées, trois heures pouvaient suffire pour conduire une flotte de Boulogne à Douvres.

Mille chaloupes canonnières sortirent, à la voix du premier consul, des chantiers et de toutes les rivières affluentes des côtes septentrionnales de la France, de la Belgique et de la Hollande. Leur réunion se fit dans la rade de Boulogne. Une grande partie des nombreuses phalanges qui à peine revenaient victorieuses de l'Allemagne et de l'Italie, occupaient un camp retranché, à la vue des rivages de l'Angleterre, et sur les côtes non loin de Boulogne. Les chaloupes canonnières, chaque jour, étaient exercées à la manœuvre par les soldats français, et chaque jour ces braves s'exerçaient à s'y embarquer avec vitesse, à en sortir avec célérité, et se façonnaient à y combattre.

Mais, sur la plage opposée, on voyait ces fiers insulaires s'agiter en tous sens pour prévenir le désastre de leur patrie menacée; effrayés de tant de préparatifs, ils réunissaient sur leur rivage et leurs troupes et leurs milices. Des vaisseaux de tout rang, également destinés à ruiner les dispositions hostiles de leur ennemi, et à les défendre, couvraient leurs côtes; et ils y établissaient aussi des batteries et des retranchemens. Pendant trois ans, les Anglais ne cessèrent de fixer toute leur attention sur la rade de Boulogne, et elle fut le but de con-

tinuelles expéditions, et le théâtre de plusieurs combats. On vit l'amiral Nelson se présenter, le 9 septembre 1801, devant Boulogne, avec trente vaisseaux de toutes grandeurs. Une division de la flottille légère française était mouillée à un kilomètre de l'entrée du port. Les Anglais, au point du jour, commencèrent un feu de bombardes à quatre kilomètres de distance; la flotte anglaise faisant mine d'avancer, les soldats français à bord de la flottille criaient à l'abordage. Vers le midi, l'amiral Nelson, ayant renoncé à forcer cette avant-garde de rentrer dans le port de Boulogne, prit le large, après avoir jeté inutilement huit à neuf cents bombes qui tombèrent toutes à l'eau, sans atteindre personne. La marine française s'honora de ce combat, livré à la vue des deux côtes. Avec des bâtimens si légers, les Français surent se défendre contre des vaisseaux de haut-bord; et la marine française montra qu'elle ne pouvait être vaincue que lorsque ses efforts recevaient une mauvaise direction.

14 *septembre* 1801. — La flotte de l'amiral Nelson reparut le 14 septembre; elle était allée chercher des renforts et des munitions : en effet, on la revit bien plus nombreuse, car elle était accompagnée d'une quantité de frégates, de péniches, de bricks et de chaloupes canonnières. Elle mouilla à six kilomètres de l'avant-garde de la flotille française, dont la position était toujours à un kilomètre de l'entrée du port. Les vaisseaux ennemis étaient environnés de péniches et de chaloupes de toutes grandeurs, ce qui démontra au contre-amiral Latouche que les Anglais méditaient quelque entreprise. L'attaque fut annoncée à minuit trois quarts, par une chaloupe française d'observation. Le combat commença par un feu bien nourri des deux parts; ce feu, d'artillerie et de mousqueterie, présentait, au milieu des flots et de la nuit, le spectacle le plus imposant.

Les batteries françaises de terre ne jouèrent point, dans la crainte de frapper leurs chaloupes, qui se trouvaient dans la direction de leur volée. *L'Etna*, chaloupe canonnière française, fut attaquée par six péniches anglaises : le capitaine Pevrieux la commandait; il tua de sa main deux matelots ennemis. Presque au même instant les péniches anglaises abordèrent les chaloupes françaises. Un combat à outrance s'engagea; mais par-tout les Anglais trouvèrent une résistance digne du courage des Français, car ils furent repoussés par-

tout ; et ceux des Anglais qui tentèrent l'abordage furent tués, blessés ou prisonniers. Une division anglaise, voulant profiter du moment où le front de cette ligne était dans le feu du combat, pour la tourner en rasant la terre, chercha à exécuter cette manœuvre ; mais, comme à Algésiras, elle fut trompée dans son entreprise, elle fut foudroyée par l'artillerie de terre et le feu des chaloupes. Quatre péniches anglaises furent coulées bas par la chaloupe française *la Surprise;* et les Anglais prirent le parti de se retirer, après une perte considérable. Durant cette nuit, les actions de courage se multiplièrent : des Anglais furent percés des piques dont ils étaient armés, et que les soldats français leur arrachaient pour les plonger dans leur sein, tandis que d'autres leur renvoyaient les grenades lancées sur leurs bords. On remarqua la bravoure et le bonheur d'un soldat qui, se trouvant toujours aux endroits les plus périlleux, brûla plus de quatre cents cartouches, et fut respecté des boulets, des balles et des éclats de bois. Un aide-canonnier eut le visage et les yeux brûlés par l'éclat d'une grenade dont il fut frappé ; on le pansa ; il remonta ensuite sur le pont, et dit à ses camarades : « Portez-moi dans les manœuvres, afin que je puisse encore être utile à ma patrie. » Vingt soldats ou matelots reçurent des armes d'honneur que le gouvernement leur décerna.

15 *août* 1804. — Le premier consul s'occupa sans interruption du camp de Boulogne ; à l'époque de la rupture de la paix d'Amiens, on le vit faire de fréquens voyages vers ce camp : il quittait la capitale pour aller porter ses regards sur les travaux de cette immense entreprise ; sa présence vivifiait tout ; il passait les troupes et les flottilles en revue, et examinait les progrès dans la manœuvre. Dans une de ses revues, un sergent sorti des rangs lui dit : « Mon général, j'ai partagé avec vous un pain de munition dans les gorges de Bassano, et cela vous a été fort utile, car vous aviez bien faim ; vous devez encore vous en souvenir. Je vous demande donc d'en faire autant pour mon père, qui est vieux et infirme. J'ai reçu cinq blessures dans les armées ; j'ai été fait caporal et sergent sur le champ de bataille, et j'espère être sous-lieutenant à la première affaire. »

Le premier consul, se souvenant des gorges de Bassano, considère les services du sergent ; il est sensible à la demande d'un brave qui sollicite du pain pour son vieux père, et lui

accorde un brevet de sous-lieutenant. Une frégate anglaise faisait un feu vif et soutenu, dirigé à-la-fois sur la cote et sur les chaloupes. Dans ce moment Buonaparte monte à bord d'une péniche et va parcourir la rade; il s'aperçoit que les bombes d'une batterie voisine n'atteignent point la frégate; il revient à terre, et se rappelant que l'artillerie a été sa première arme, il s'approche pour donner le moyen d'atteindre la frégate; après avoir calculé la distance, il fait augmenter la charge : le bombardier semble hésiter de mettre le feu au mortier, dans la crainte, par cette charge forcée, de le voir voler en éclats. Mais le premier consul a déjà vu son inquiétude; il pointe la pièce, approche la mèche de la lumière, le coup est parti, et le mât de la frégate anglaise est brisé par la bombe.

Les Anglais, pendant six mois témoins des mouvemens des chaloupes françaises, furent obligés d'en être spectateurs tranquilles, n'ayant jamais pu empêcher d'arriver à leur destination les embarcations qui venaient des côtes de la Belgique, de la Hollande, de Dieppe et du Hâvre. L'amiral hollandais Verhuel commandait une division venant d'Ostende; il rencontra une escadre anglaise composée de vaisseaux de ligne, de frégates, de corvettes : un engagement eu lieu entre la division hollandaise et l'escadre anglaise, qui fit un feu terrible, mais qui n'arrêta point la marche des chaloupes; elles évitèrent le feu des vaisseaux de haut-bord, en louvoyant le long des côtes; elles firent plus, chose étonnante, elles endommagèrent la flotte, car l'avantage du combat resta du côté des chaloupes.

Au printemps suivant, Buonaparte créa la légion-d'honneur, et tous les services éminens rendus à la patrie devaient être récompensés par le don d'une aigle, signe adopté pour cette nouvelle chevalerie. C'est en présence des cendres de Turenne, au sein des invalides, dans le temple de la valeur guerrière, que cette honorable décoration fut distribuée pour la première fois; et ce fut pour la seconde fois que Napoléon, au milieu des braves, et sur les côtes de Boulogne, décerna le prix de la vertu militaire, le 15 août 1804. On avait choisi, pour barraquer les troupes, l'emplacement d'un ancien camp romain, et les militaires aimaient à croire que c'était le même lieu où César avait campé lorsqu'il se hasarda sur de frêles radeaux, pour aller faire la conquête de l'Angleterre. Ce souvenir élevait leur âme et échauffait ce cou-

rage nécessaire dans les grandes expéditions. Du siége où la victoire l'avait placé, Buonaparte jetait toujours les yeux sur les côtes d'Angleterre; ce siége, décoré d'un trophée d'armes, était formé des drapeaux pris à Montenotte, à Arcole, à Rivoli, à Castiglione, aux Pyramides, à Aboukir, à Marengo. Les soldats, en contemplant leur général entouré de tous ces étendards, se rapelaient que Buonaparte devait toute sa renommée, tout son pouvoir à sa valeur et à ses talens militaires. Les décorations de la légion-d'honneur étaient portées dans les casques de Duguesclin et de Bayard. On vit des officiers et des soldats, saisis d'une émotion religieuse, baiser le bouclier du chevalier sans peur et sans reproche. « Nous allons donc, disaient-ils, recevoir le prix de la valeur dans l'armure du plus loyal des guerriers; et, dans les siècles à venir, celle de Buonaparte ornera une pareille fête. »

Napoléon arrive; les soldats agitent leurs armes, et l'on donne une étoile à la vaillance, à l'intrépidité, au courage; et tous ayant droit à la même décoration, conçoivent l'espérance de l'obtenir un jour. C'est ainsi que Buonaparte encourageait ses soldats et entretenait leur bravoure pour la faire briller dans de nouveaux combats. Alors les Anglais méditaient de lancer les fusées à la congrève pour incendier Boulogne et ses flotilles, et pour se délivrer d'un ennemi dont ils redoutaient la valeur et le génie.

5 *octobre* 1804. — Cinquante-deux vaisseaux dont vingt-cinq bricks, commandés par l'amiral Keith, se montrèrent en vue de Boulogne, le 3 octobre. L'amiral Brueix jugea, au faible échantillon des bricks, que ce devaient être des brûlots. Les Anglais avaient bien choisi leur temps, car toutes les circonstances tendaient à les favoriser. Il leur était facile de diriger ces incendiaires sur la côte, la marée et les vents y portaient en même temps. En conséquence, l'amiral français se prépara à l'attaque qu'il lui fut facile de préjuger. En avant de la ligne des bâtimens français, sur la droite et sur le centre, on établit des barrages, et l'on envoya en hâte des canots bien armés avec des péniches à gros obusiers, afin de détourner les brûlots. Il était dix heures du soir lorsque l'attaque commença. Plusieurs brûlots furent détachés de la ligne anglaise, et dirigés sur tout le front de la ligne française, avec des embarcations qui les orientèrent jusqu'à une certaine distance des chaloupes françaises; arrivés là, ils furent aban-

donnés au vent et à la marée, qui achevaient de les jeter sur les chaloupes françaises. Dès qu'on voyait s'approcher un de ces brûlots, on lui ouvrait un passage : on sut les éviter par cette manœuvre, et presque tous allèrent aborder la terre, auprès de laquelle ils éclatèrent, mais absolument dans l'intérieur de la ligne des Français ; on en compta onze qui sautèrent depuis dix heures et demie du soir jusqu'à quatre heures du matin. Trois espèces différentes formaient la composition de ces brûlots : ceux de première classe étaient des sloops, des cutters et autres bâtimens ; les seconds, des espèces de coffres, longs de vingt-quatre pieds et larges de trois, sans mâts : à peine les apercevait-on dans l'obscurité, par rapport à leur peu d'elévation au-dessus de l'eau ; et les troisièmes enfin étaient des espèces de barils remplis d'artifices posés verticalement à l'aide d'une mécanique, et s'enflammant par le choc d'un corps qui leur faisait quelque résistance.

Ces brûlots, remplis d'une grande variété d'artifices, lançaient beaucoup de morceaux de bois creux et remplis dans la partie creusée de matières inflammables s'allumant à l'aide d'une mèche posée à l'instar des mèches de bombes. C'est vis-à-vis d'une batterie de grenadiers que le premier brûlot éclata, il était dix heures et demie ; personne ne fut atteint de ses débris qui se portèrent jusque sur la côte, et qui produisirent une gerbe de feu immense, entre le fort Lacroix et celui de la Crêche ; et non loin de la batterie des bombardiers, trois autres éclatèrent successivement sans produire plus d'effet. Le feu se ralentit pendant une demi-heure ; après ces premières explosions, quelques bâtimens ayant filé leurs cables, le contre-amiral Lacrosse profita de cet intervalle où les artifices avaient diminué leurs feux pour visiter la ligne et faire prendre leur rang à quelques bâtimens qui en étaient sortis. Environné des officiers de l'état-major de l'amiral Brueix ; il parcourait à la hauteur des dunes lorsqu'il aperçut une voilure qui lui parut suspecte, c'était encore un brick : il fit tirer dessus, il sembla que les boulets qu'on lui envoya avaient déterminé l'éruption de ses artifices ; il sauta à demi-portée de pistolet du vaisseau amiral dont quelques hommes furent blessés. L'attaque fut ensuite dirigée vers la droite, et l'on vit trois brûlots sauter à la hauteur du port de Vimereux, deux firent leur explosion à la gauche de la Crêche, deux autres éclatèrent entre Chatillon et le fort de l'Heurt, et le dernier enfin sauta beaucoup plus près

de la batterie royale : celui-ci fut remarquable par une commotion dont l'effet se fit sentir à Boulogne et à plus d'une demi-lieue dans les terres. A trois heures et demie ces feux furent éteints, chaque bâtiment rentra dans sa ligne et à son poste.

Les Anglais, en parcourant de l'œil la ligne française, purent s'apercevoir qu'ils n'y avaient fait aucun vide, malgré ces épouvantables explosions qui semblaient avoir ébranlé le ciel et la terre. Cependant les Français perdirent une péniche à gros obusier, commandée par le capitaine Gronet; son audace ou plutôt sa témérité occasionna cet accident : il aperçoit un sloop anglais à la voile qui courait sur le port, il fait faire branle-bas général à l'équipage et aux soldats pour saisir le sloop à l'abordage; à l'instant tout est en armes. On aborde le sloop, six matelots y montent, éteignent le feu, ne trouvent point le gouvernail, qui avait été retiré à dessein sans doute; mais, en examinant ce bâtiment avec plus d'attention, ils aperçoivent, nageant à fleur d'eau, un corps très-long ne présentant presque pas de surface. Près de couper le câble qui l'amarrait au sloop, le mouvement, le choc ont déterminé l'explosion, le brûlot saute et entraîne dans le goufre qu'il ouvre sous les eaux la péniche française et tout ce qui l'environne : vingt-un hommes périrent par cet évènement.

L'effet du canon et de la mitraille firent perdre beaucoup de monde aux Anglais; un seul de ces brûlots échoua sur la côte sans produire aucun effet, la mèche s'éteignit dans le trajet. Un autre encore arriva à terre intact. Le commandant de l'artillerie, entendant des cris plaintifs vers les quatre heures et demie du matin, commande trois grenadiers et un tambour du trente-quatrième régiment pour porter des secours réclamés sans doute à des marins naufragés. En effet ils sauvèrent un chasseur du dixième régiment. Dans le même lieu où leur camarade venait de recevoir leurs secours, une machine plate s'offre à leurs yeux, elle ressemble à un canot qui serait massif. Ils ne doutent point que ce ne soit un brûlot échoué, ils s'empressent d'arracher la mèche pour en prévenir l'explosion. En examinant cette construction de brûlot, ils y trouvent une machine renfermant une mécanique qui, arrachée plus tard, aurait communiqué l'incendie. Elle fut démontée, et l'on trouva dans son intérieur un mouvement de pendule monté pour plusieurs heures, et dont les ressorts

tenaient à une forte batterie de fusil qu'une détente aurait fait partir lorsque le mouvement de la pendule aurait fini son période, le bassinet de la batterie était garni de poudre et plusieurs mèches y aboutissaient, on entend bien que ces mèches communiquaient à l'incendiaire. Il fut aisé de juger que les ressorts de ce brûlot avaient été montés de manière qu'il eût échoué sur la côte, afin qu'étant aperçu, il fût peut-être conduit dans le port où son explosion aurait pu occasionner des maux incalculables.

Les braves qui se sont jetés sur cette machine de destruction, et qui connaissaient parfaitement le danger qu'ils couraient lorsqu'ils en ont arraché les mèches, méritent au moins d'être connus et nommés, afin que la postérité puisse honorer un si beau dévouement. Ainsi l'on admirera le courage de Labarrière, tambour, et des grenadiers Duru, Aude, et Letendre; comme aussi, dans cette nuit, qui pouvait être si désastreuse, on verra avec intérêt le chasseur Pierre, se jeter trois fois à la mer pour sauver un marin qui se noyait. Tels furent les évènemens de cette nuit infernale, du 4 au 5 octobre 1804, depuis si longtemps méditée par les Anglais.

« Je nomme cette opération des Anglais horrible et lâche, dit le maréchal Soult dans son rapport, parce que c'est un attentat horrible contre les lois de la guerre, que de chercher à faire périr une armée par des moyens qui n'exposent à aucun danger; parce qu'on ne peut voir qu'une insigne lâcheté dans une attaque pareille, de la part d'une croisière, ayant trois fois plus de canons que la partie de la flotille française qui était en rade. Pourquoi Keith n'a-t-il pas imité la conduite de Nelson, et n'a-t-il pas voulu combattre, corps à corps, la flotille française? Cette entreprise, quel qu'en eût été le succès, aurait mérité notre estime. S'attaquer canons contre canons, baïonnettes contre baïonnettes, tel est le droit de la guerre. Mais une nation qui n'emploie pour se défendre que des poignards, des complots, des brûlots, est déjà déchue du rang qu'elle prétend occuper. L'histoire nous apprend que lorsque les nations sont capables et dignes d'obtenir la victoire, elles méprisent, comme Fabricius, les offres des médecins de Pyrrhus; tandis qu'au moment de leur décadence, les moyens les plus perfides leur sont bons. »

9 *octobre* 1806. — Les Anglais, qui sans doute avaient juré la ruine de Boulogne, vinrent faire sur cette ville une seconde

expérience, ou tentative d'incendie, au moyen de fusées remplies de matières combustibles; quelques maisons furent atteintes et embrâsées. L'ambassadeur anglais, Lauderdale, était alors dans cette ville, chose qui fut particulièrement remarquée. Lorsqu'on fit l'essai de ces nouvelles fusées, le 9 octobre 1806, ce lord fut à portée non-seulement d'apprécier le dommage que ce nouvel artifice avait causé à la ville, mais même il avait pu juger l'espèce d'impression que faisaient sur le peuple de Boulogne ces genres d'entreprises dont les efforts, assez souvent répétés, étaient jusqu'alors restés sans succès.

BOULON.

13 *août* 1794.—Le général Dugommier avait mis le siége devant Bellegarde depuis trois mois, et tenait cette place exactement bloquée; elle avait grand besoin d'être ravitaillée; les signaux de détresse indiquaient assez chaque jour l'extrême dénuement dans lequel elle était pour continuer à résister. Depuis cette époque, le général espagnol La Union rassemblait en silence des troupes capables de faire lever le siége au général français. C'est le 13 août 1794, à deux heures du matin, que l'armée espagnole, renforcée par quelques garnisons prises dans l'intérieur, et par un ramassis de paysans et d'étrangers, se montra devant les avant-postes français.

Cette armée enveloppe en un instant et à l'improviste les troupes françaises, et tous les points d'occupation sont attaqués à-la-fois, ainsi que la partie littorale du col de Baniuls, la droite et la gauche. Mais c'est sur-tout vers le poste de Saint-Laurent-de-la-Mouga, que se dirigent les principaux efforts de l'armée espagnole. Le général Lemoine, malade, affaibli par la fièvre, mais conservant tout son courage au milieu de sa maladie, vit tout-à-coup au milieu de la nuit vingt mille Espagnols se jeter sur son camp à Terrade. Il eut besoin de toute l'énergie de son âme pour parer à la surprise et à la confusion, suites inséparables d'une attaque imprévue, exécutée au milieu des ténèbres. Quelques positions françaises furent enlevées; mais cet avantage était dû à la supériorité du nombre.

Les chasseurs, débusqués des hauteurs qu'ils occupaient, se forment de nouveau, reviennent sur leurs pas; commandés par l'adjudant-général Bon, ils gravissent les montagnes au pas de charge, et en chassent à leur tour les Espagnols qui

s'y étaient établis; ils les rejettent du côté de l'Espagne, sur le revers des Pyrénées, et les contiennent dans ces limites placées par leur courage. De nombreux ennemis accablent la brigade du général Lemoine, qui se replie pendant quelques instans sous leurs efforts. Déjà les Espagnols avaient tourné contre les Français quelques canons, mais on les leur eut bientôt repris. Il était midi, les Espagnols tenaient encore, ils étaient enorgueillis de quelques avantages; on combattait à outrance, on se battait corps à corps; toutes les armes étaient employées, la baïonnette, le sabre, les quartiers de roches même, qu'on leur lançait du haut des sommets, faisaient justice des violateurs de la capitulation de Collioure; et les outrages faits à la foi des traités étaient lavés dans leur sang. Au milieu des plus pressans dangers, le général Augereau, présent par-tout, donne ses ordres avec calme et sang-froid, deux balles l'atteignent, et lui font deux blessures, mais elles n'ont rien de dangereux. La brigade du général Mirabel avait devant elle une troisième colonne ennemie en observation. Augereau ordonne de tourner les troupes qui combattaient contre la brigade de Lemoine, après avoir enfoncé cette troisième colonne espagnole.

Mirabel part avec impétuosité: tout ce qui lui résiste est renversé. Il exécute les ordres du général en chef; mais au moment où la victoire couronnait son entreprise, il est frappé d'un coup mortel: il tombe devant les braves qu'il commande. Sa mort va être vengée dans le sang espagnol. Déjà sa brigade est réunie à trois bataillons du général Lemoine; ces troupes occupent la gorge qui sépare la Mouga du village de la Terrade; c'est vers ce village qu'ils se dirigent afin de couper toute retraite à l'ennemi. Les troupes du brave Mirabel, furieuses d'avoir perdu leur chef, ne font plus de quartier; la division est en mouvement, les Castillans fuient; ils sont arrêtés dans leur retraite; en vain ils veulent éviter le combat, ils sont pris en flanc par les chasseurs, et la réserve de la Mouga les attaque sur leur front.

Le soldat français pense toujours que le militaire vêtu de rouge est anglais; cette couleur, qu'il voit sur le dos de l'espagnol, redouble son ardeur et sa haine, il combat avec rage, il bat l'ennemi sur tous les points, il le poursuit; la nuit seule peut mettre mettre fin à cette action, dont les avantages restèrent aux Français. La déroute la plus complète, et sans doute la honte furent le fruit des efforts de l'ennemi.

Les Français comptèrent sur le champ de bataille deux mille cinq cents Espagnols. La perte des Français fut évaluée à cent quatre-vingt-sept morts et six cents blessés, selon le rapport du général Dugommier. On ne doit point passer sous silence un acte de magnanimité du général Sauret. Un décret de la convention ordonnait de massacrer deux cents prisonniers, le général osa leur sauver la vie. Fidèle aux lois de l'honneur, comme à celles de l'humanité et de la clémence, il feignit qu'ils avaient déserté la cause des Espagnols. C'est de cette manière qu'il put conserver leurs jours, sans manquer à son devoir.

BOURG-EN-BRESSE.

Janvier 1814. — Dans les premiers jours de janvier 1814, Bourg-en-Bresse opposa une résistance courageuse aux armées coalisées contre Napoléon, au moment où elles envahissaient la France. Les habitans, ayant pris les armes, livrèrent un combat de tirailleurs dans le faubourg, et tinrent en échec quinze cents Autrichiens. Mais ceux-ci ayant reçu des renforts, la ville fut obligée de céder au nombre, et les généraux ennemis en permirent le pillage.

BOUSBECQ.

24 *mai* 1793. — Dans les premiers jours de mai 1793, les Hollandais s'étant emparés de Bousbecq, de Prouq et de Turcoing, le général Lamarlière résolut de les en débusquer. Les ayant donc attaqués sur ces trois points, le 24 mai, ils plièrent par-tout, après une vigoureuse résistance, et battirent en retraite, laissant cinq cents morts, un plus grand nombre de blessés, trois cents prisonniers et trois pièces de canon.

BOUXWEILLER.

Du 18 *au* 20 *novembre* 1793. — Les Autrichiens se décidèrent à faire un mouvement rétrograde au mois de novembre 1793. D'après les succès du général Hoche, Pichegru, qui commandait l'armée du Rhin, repliée sous Strasbourg, se vit obligé de reprendre l'offensive. Le 18 novembre, l'ennemi fut attaqué sur tous les points par cette armée. Il fut ordonné au général Desaix de se porter sur la

Wantzenau, et au général Férino, sur Hochenfelden. Il était essentiel d'occuper l'ennemi, et de le contenir pour favoriser les opérations de la gauche : ces deux attaques n'avaient pas d'autre but. Dès le matin, deux colonnes étaient parties, l'une de Saverne, l'autre de la Petite-Pierre, sous les ordres du général Burci. Les impériaux avaient un camp à Bouxweiller, qu'ils venaient de fortifier par la construction de deux redoutes. La première colonne française s'était dirigée sur ce camp. Un corps de cavalerie avait été battu et repoussé d'Ingweiller, par la seconde colonne française; c'est encore sur Bouxweiller que la cavalerie ennemie avait fait sa retraite. Mais, dès le 20, ce camp fut abandonné par les impériaux; ils dirigèrent leur armée vers Haguenau, où ils établirent une position intermédiaire entre cette ville et la place du camp abandonné.

BOXTEL.

14 *et* 15 *septembre* 1794. — L'armée anglaise, sous les ordres du duc d'Yorck, fut poursuivie au mois de septembre 1794 par Pichegru, commandant en chef l'armée du Nord. Le général français voulait obliger les Anglais à repasser la Meuse, et les empêcher de couvrir la Hollande. L'avant-garde du duc d'Yorck, forte de sept mille hommes, se trouva, vers Boxtel, en présence de l'armée française, qui fut au comble de ses désirs d'une semblable rencontre. La Dommel rendait le point de cette rencontre fort retranché par sa position et par un ruisseau très-encaissé, dont tous les ponts étaient rompus. L'audace des Français n'est que plus irritée par ces obstacles; ils traversaient la rivière partie à la nage, partie sur des madriers, tant ils brûlaient d'ardeur et d'impatience de combattre avec les Anglais. Ceux-ci, glacés au contraire et saisis à cette forte démonstration du désir de combattre, rendirent les armes, comme inutiles dans leurs mains, puisqu'à peine ils s'en servirent.

Trente hussards du huitième, dans ce combat, firent mettre bas les armes à deux bataillons anglais. Un tambour, âgé de dix-huit ans, amena, seul, dix prisonniers. Ces faits sont incroyables, mais des milliers d'hommes en furent témoins. Une armée entière victorieuse peut attester le courage des uns, la pusillanimité des autres. Neuf régimens et une forte colonne de cavalerie furent envoyés le lendemain

par le duc d'Yorck pour simuler une attaque; mais en réalité, pour couvrir sa retraite derrière la Meuse.

L'avant-garde française, qui n'était pas accoutumée à se laisser défier impunément, les rencontre, les combat, les défait, et n'en instruit pas même le corps de bataille. Les trophées que la victoire mit dans les mains des Français, dans ces deux jours, furent deux mille prisonniers, sept canons et une grande quantité de chevaux. Mais le plus grand avantage dont ils jouirent, dans cette action, fut d'empêcher les Anglais de se maintenir sur la rive gauche de la Meuse, et de les forcer à abandonner Berg-op-Zoom, Breda et Bois-le-Duc. Ce jour même, le duc d'Yorck fut poursuivi sur la rivière d'Aa; il fut repoussé, après un choc très-vif, au-delà de cette rivière. Des Hessois, et une grande partie des troupes anglaises, tombèrent au pouvoir des Français, par l'effet du pont qui avait été rompu. Beaucoup d'entre eux, ayant mieux aimé passer la rivière à la nage plutôt que de se rendre, furent noyés. Si l'on eût acculé cette armée jusqu'à la Meuse, elle aurait été entièrement détruite; son artillerie et ses bagages eussent été entièrement enlevés.

Le défaut de connaissance de ces pays, où l'on craignait de s'enfoncer dans des marécages, des cartes qui ne donnaient point les détails instructifs et suffisans, furent autant de raisons qui portèrent les Français à s'arrêter pendant deux jours, dont le prince anglais profita pour passer bien tranquillement la Meuse. Cette position est si avantageuse, quand on la connaît, qu'on est désespéré de n'avoir pas pu en profiter. C'est là même que, dans des temps postérieurs, on accusa Pichegru de n'avoir pas voulu user des avantages de cette localité. Le général Daëndels lui avait dit, le jour de la bataille : « Si je ne connaissais votre zèle pour votre pays, je croirais que vous vous entendez avec les ennemis; car si vous aviez fait marcher une colonne sur la place de Grave, vous leur auriez coupé la retraite, puisqu'il n'y avait que ce seul point où ils pussent se retirer. »

« Taisez-vous, répondit Pichegru, vous êtes un enfant, et vous mériteriez que je vous envoyasse au cachot, pour vous apprendre à parler. » Cette conversation singulière, et la conduite subséquente de Pichegru, expliqueraient peut-être d'une manière plus vraie l'inaction d'une armée victorieuse, et avec laquelle on aurait obtenu des prodiges, par l'esprit

dont elle était animée après la bataille de Boxtel. Pichegru, dans son rapport, s'excusa de n'avoir pas poursuivi ses avantages, sur les défauts de détails dans la carte de cette contrée de la Hollande. Ce motif fut donné tel dans le temps; mais les officiers de mérite en voyaient assez au premier abord, pour juger que Pichegru avait montré une prudence qui ne reçut point l'approbation de l'armée.

BRAUNAU.

29 *octobre* 1805 — Par le traité de Lunéville, Braunau rentra sous son ancienne dépendance. Cette place n'avait été cédée à la France que comme garantie de l'armistice conclu en 1801, après la bataille d'Hohenlinden. En 1805, Napoléon ayant été de nouveau provoqué par l'Autriche, Ulm vit anéantir la premiére armée autrichienne. Le maréchal Lannes se présenta, le 29 octobre, devant le pont de Braunau; le pont étant coupé, deux barques suffirent à soixante chasseurs pour traverser l'Inn. La ville était déjà évacuée par les impériaux, que Murat poursuivait avec son arrière-garde. On dut s'étonner de voir Braunau se rendre presque au moment où l'on s'y présenta, puisque cette place est environnée d'une enceinte bastionnée, avec pont-levis et demi-lune.

Braunau, qui par cette espèce d'abandon resta au pouvoir des Français, était approvisionné, en munitions et en vivres, pour bien long-temps. Ils y trouvèrent quarante-cinq pièces de canon, quarante mille boulets, et cent milliers de poudre. L'arrière-garde ennemie fut rencontrée le lendemain par Murat, vers les hauteurs de Ried, sur la route de Mérodach. A peine fut-elle aperçue, qu'elle fut chargée par la cavalerie française. L'infanterie ennemie fit sa retraite protégée par sa cavalerie, dès qu'elle se fut ralliée au sortir du choc qu'elle venait de subir de la part des escadrons français.

L'infanterie autrichienne se trouva dans le même défilé, avec la division de dragons du général Beaumont, et le premier régiment de chasseurs, qui s'étaient précipités sur les impériaux : le choc fut violent; et la fusillade, qui était très-vive, ne fut arrêtée que par l'osbcurité de la nuit, à la faveur de laquelle les Autrichiens se sauvèrent. Cinq cents prisonniers restèrent au pouvoir des Français. C'est à Haag que Murat prit position Les chasseurs du premier régiment

se couvrirent de gloire, et le huitième régiment de dragons soutint sa vieille réputation. Un maréchal-des-logis eut le poignet coupé. Il dit, en passant devant Murat : « Je regrette ma main, parce qu'elle ne pourra plus servir ma patrie. » En apprenant ce trait de dévouement, Napoléon dit : « Je reconnais bien là les sentimens du huitième. Qu'on donne une place avantageuse à ce maréchal-des-logis, dans le palais de Versailles, et conforme à son état. »

BRAUNSBERG.

26 *février* 1807. — Une division de dix mille Russes, après la fameuse bataille de Preussich-Eylau, s'étant portée à Braunsberg, à la tête des cantonnemens de l'armée française, Napoléon ordonna aussitôt de l'attaquer. Le général Dupont, officier du plus grand mérite, fut chargé de cette expédition par le prince de Ponte-Corvo. C'était le 26 février 1807 que ce général forma sa division sur deux colonnes, et marcha ainsi sur l'ennemi, qui fut rencontré à Raygern, par le général Bruyère, commandant la colonne de droite, et fut poussé près de ce village sur la rivière en avant. Les Russes furent atteints à Villemberg, par la colonne de gauche.

Toute la division déboucha bientôt hors du bois. Les Russes furent d'abord chassés de cette première position ; ce qui les obligea de se replier sur le bois qui couvre la petite ville de Braunsberg, située dans la Prusse royale, sur le Passerg, non loin de la Baltique. Ils y firent même bonne contenance pendant quelques momens ; mais le général Dupont, se précipitant sur eux au pas de charge, leur fit abandonner Braunsberg, où ils étaient entrés avec les Français. Les rues furent jonchées de morts et de blessés ; seize pièces de canon restèrent au pouvoir des Français, et l'on évalua à deux mille hommes la perte des Russes.

BREDA.

24 *février* 1793. — On vit devant Breda, le 24 février 1793, une colonne française de l'armée de Dumouriez, commandée par le général Darçon. La garnison de cette place était de trois mille hommes. Il s'établit, entre les Français et les Hollandais, un feu d'artillerie des plus vifs, et qui dura trois jours consé-

cutifs : la place capitula le quatrième. On y trouva une artillerie considérable, composée de deux cent-cinquante bouches à feu, et de beaucoup de munitions de guerre. L'esprit de gaieté, naturel en tout temps aux Français, était porté alors à un si haut degré, qu'ils allaient sur les glacis de la place danser au bruit de l'artillerie, la carmagnole, sorte de chanson militaire dont le refrain était : « Vive le son du canon ! »

30 *mars* 1794. — Les victoires de Dumouriez, en Hollande, ne maintinrent pas long-temps ses conquêtes au pouvoir du gouvernement français. Le prince de Cobourg saisit ces momens de décadence, dans les troupes françaises, et notamment dans l'armée sur la Meuse, dont la position était hasardée. Ce prince, ayant battu les Français à Aix-la-Chapelle, s'avançait rapidement pour reprendre la Belgique. Dumouriez fut rappelé par la convention effrayée ; ce général eut ordre de quitter son expédition de Hollande, et le commandement fut donné au général Deflers. Mais les Prussiens, marchant par Bois-le-Duc, rencontrèrent celui-ci en rase campagne, et le battirent. Deflers se jeta, avec six bataillons et deux cents chevaux, dans Breda. Après la bataille de Nerwinde, il se vit obligé d'abandonner la place ; et, afin de conserver les moyens de ramener ses troupes en France, il capitula.

28 *décembre* 1794. — Vers la fin de décembre 1794, le général Bonneau fut chargé d'enlever les lignes de Breda au moment où les troupes françaises, commandées par Pichegru, entraient en Hollande ; le général Bonneau mit tant d'intelligence et d'activité dans cette manœuvre, qu'il fut comblé du succès le plus entier. Il fit deux cents prisonniers, et se rendit maître de dix-huit pièces de canon ; et le 28 décembre 1794, il commença à investir Breda. Les glaces consolidées, ouvrirent bientôt aux Français la route d'Amsterdam, moyen qu'ils employèrent pour emporter la place qu'ils auraient eue de vive force, d'après les dispositions déjà faites. A cette époque, les états de Hollande ordonnèrent au gouverneur de recevoir garnison française. Breda se rendit aux Français, qui, dès ce moment, contractèrent une alliance avec la Hollande.

A la fin de 1813. — Des mouvemens insurrectionnels se manifestèrent dans la Belgique, à l'approche des armées coalisées qui se réunissaient contre Napoléon, à la fin de 1813. Le général français Decaen, redoutant un soulèvement général, fit évacuer Willemstadt et Breda, pour augmenter les moyens de défense d'Anvers. Napoléon, mécontent de cette reddition, remplaça le général en chef Decaen par le duc de Plaisance, et le général Roguet fut chargé de reprendre Breda. Il s'y porte, en effet, avec cinq à six mille hommes, cerne la ville, et y jette des obus. Mais bientôt repoussé par un corps anglais, débarqué à Tholen, il est obligé de se replier sur Hoogstraten.

BRÉGENTZ.

11 *août* 1796. — Brégentz, ville du Tyrol, baignée par le lac de Constance, tomba au pouvoir des Français, le 11 août 1796. Ce fut le général Ferino, commandant l'aile droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui s'en empara. Cette ville possédait trente-une pièces de canons ou mortiers, et un magasin considérable de vivres. Mais ayant été surprise, et attaquée à l'improviste, elle se rendit au général français.

11 *mai* 1800. — Brégentz fut encore occupée par les troupes françaises, qui s'en emparèrent momentanément, le 11 mai 1800. Les Autrichiens y possédaient une flotille de dix-sept chaloupes canonnières, qui avaient été armées sur le lac de Constance par l'Anglais Williams. Les Français s'en rendirent maîtres. Cette place était abondamment pourvue de fourrages, dont les magasins étaient remplis. Les Français évacuèrent bientôt cette ville, comme ne présentant aucun moyen de défense.

BRENTA (LA).

7 *septembre* 1796. — Au mois de septembre 1796, l'armée française qui menaçait d'envahir le Tyrol, fit évacuer Trente au maréchal Wurmser. Ce général autrichien pensa que, pour sauver cette province de l'ennemi qui la menaçait, le moyen le plus efficace était celui de reporter la guerre dans les environs de Mantoue ; il avait détaché de son armée une colonne de dix mille hommes, qui marchait sur Vérone. Cette diminu-

tion de forces avait conséquemment beaucoup affaibli son armée : il croyait, en outre que, pour joindre la division Ferino vers les sources de l'Inn, les Français continueraient de s'avancer par les montagnes.

Le général Augereau attaquait les troupes autrichiennes, retranchées au village de Primolan, tandis que le maréchal Wurmser faisait les calculs méthodiques des projets supposés de Buonaparte. Sous la protection de son artillerie légère, Augereau avait marché droit aux Autrichiens, après avoir rangé ses troupes en colonnes serrées et par bataillons. C'est ainsi qu'il avait emporté le village de Primolan, le petit fort de Covelo, barré le chemin au milieu duquel il fallait passer. Les Autrichiens s'y rallièrent, après avoir battu en retraite. Ce fut sur la gauche de ce fort, que la cinquième demi-brigade d'infanterie légère se porta. Il s'établit une vive fusillade, et pendant ce temps trois cents hommes passant la Brenta, et gagnant les hauteurs de droite, menacent de tomber sur les derrières de la colonne.

Après la plus forte résistance, les Autrichiens finissent par abandonner ce fort, dans la juste crainte d'être entièrement enveloppés; mais ils tombèrent dans un plus grand danger, pour avoir voulu échapper à celui-ci : il n'eurent pas plutôt quitté leur position, qu'un régiment de dragons français, s'étant mis à leur poursuite, dépasse la tête de leur colonne, qui, se trouvant par-là entièrement cernée, reste prisonnière. Cette brillante journée, remarquable par la finesse des manœuvres, fit tomber dans les mains des Français quatre mille Autrichiens, dix pièces de canon, quinze caissons, et huit drapeaux. Les troupes françaises prirent quelque repos à Cismone; l'excessive fatigue dont elles étaient accablées, et la nuit, les y obligèrent. Le maréchal Wurmser dut être déconcerté, en voyant les troupes françaises exécuter des marches de dix myriamètres en deux jours, le vaincre en passant, et se diriger encore vers Bassano, afin d'y préparer, pour le lendemain, des succès plus décisifs et plus éclatans.

Du 2 au 3 novembre 1796. — Après la déroute du général Wurmser, le cabinet de Vienne, sentant toute l'imminence du danger qui menaçait la maison d'Autriche, du côté de l'Italie, se hâta de former une nouvelle armée de cinquante mille hommes pour couvrir le Frioul; le commandement en fut confié au général d'Alvinzi, et dans le même temps le Tyrol était défendu par vingt mille hommes, sous les ordres de son lieute-

nant. Buonaparte évacua Trente, jugeant l'impossibilité dans laquelle il était de résister à des forces aussi considérables, et sur un terrain si étendu. Il évacua aussi Roveredo, Bassano, et Vicence; il se reporta sur l'Adige, où il se concentra. Le général Vaubois fut repoussé dans le Trentin par le général Davidowich, qui remporta quelques avantages sur lui, et l'obligea à prendre position à Rivoli et à la Corona.

On avait vu le 2 novembre, au poste Saint-Michel, le général Guyeux qui s'y était porté. Malgré la plus vive résistance de l'ennemi, il s'en empara, et brûla les ponts que les impériaux avaient jetés sur l'Adige: il leur fit trois cents cinquante prisonniers. Tandis que ce mouvement s'exécutait, les Autrichiens cherchaient à couper la retraite du général Guyeux, en se dirigeant sur les postes de Segonzano et Cembrea, sur le Lavis. Le général Fiorella fut envoyé à leur rencontre, et repoussa les Français jusqu'à Segonzano. Le lendemain l'attaque fut renouvelée sur cette place, par ordre de Buonaparte, qui partit sur-le-champ, pour aller au-delà de la Piave s'opposer aux progrès des Autrichiens. Les divisions de Masséna et d'Augereau furent réunies à Vicence. Les impériaux avaient déjà passé la Brenta: pour lors il marcha sur eux. Le sentiment de Buonaparte était d'étonner l'ennemi, et de le frapper comme la foudre. Aussi la journée fut-elle sanglante, jamais action plus vive et plus chaude. Les Autrichiens repassèrent la Brenta, et le champ de bataille resta aux Français. Les troupes se couvrirent de gloire dans cette journée, où le général Lannes reçut une blessure. Mais l'ennemi ayant ensuite attaqué le général Vaubois, sur tous les points, fut bien près de le tourner: alors la retraite fut dirigée par Buonaparte, sur la Piétra; la droite, adossée à des montagnes, et la gauche, à Mori. Un combat des plus acharnés fut livré, et les impériaux, pour cette fois, eurent l'avantage. Mais c'est aux journées d'Arcole, que les Français les attendaient pour reprendre leur supériorité.

BRESCIA.

1796. — La ville de Brescia, qui forme un point limitrophe entre l'Allemagne et l'Italie, offrait, par cette situation, une position bien importante pour les armées autrichiennes et françaises, dans la multiplicité de combats qu'elles se livrèrent, en 1796, auprès du lac de Garda. La république de Venise

était trop faible pour avoir la prétention de conserver sa neutralité, ne pouvant point la faire respecter. Les nobles Vénitions étaient tout dévoués à la maison d'Autriche, ce qui expliquait la raison de leur partialité à son égard. Buonaparte occupa provisoirement le territoire de cette république, dans l'intention de poursuivre les débris de l'armée des impériaux, battue sur le Mincio. Mais, dans les derniers jours de mai, ce général protesta au sénat vénitien de toute son amitié, et pour lui en donner des preuves, lorsque son armée traversa le Bressan, il lui fit observer la plus exacte discipline.

Dès ce moment Brescia changea souvent de maître; elle fut continuellement prise et reprise, jusqu'à l'époque où les impériaux eurent entièrement évacué le Tyrol et Mantoue. Brescia fut enlevée aux Français, le 29 juin, par le comte de Wurmser, qui vint réparer les désastres que l'armée autrichienne avait éprouvés sous le commandement de Baulieu: la garnison, formée de quatre compagnies, fut faite prisonnière, avec plusieurs généraux qui y étaient restés malades. Le général Augerau reprit cette ville dès le 1er juillet; les impériaux n'ayant pas eu le temps d'enlever les objets qui leur eussent été utiles, on y retrouva les magasins, et les malades rentrèrent sous l'administration des Français.

20 *avril* 1799. — A l'époque où le maréchal Suwarow envahit l'Italie, et força l'armée de Scherer à évacuer ce pays, le général russe ordonna de prendre Brescia; le chef de brigade Bourret y était renfermé avec douze cents Français. Suwarow le somma de se rendre; Bourret refusa de capituler, et prit dans la ville douze otages pour s'assurer de la fidélité de ses habitans. Le 20 avril 1799, l'attaque de Brescia fut commencée par une division autrichienne, accompagnée de deux mille Russes, et l'on força d'abord, l'épée à la main, la porte de la Peschiera; la citadelle servit aussitôt de refuge aux Français. Les habitans saisirent ce moment pour abaisser tous les ponts-levis, et les Russes et leurs alliés entrèrent dans Brescia tambour battant. Dès le jour même, on attaqua la citadelle. Etant menacée d'un assaut, après quelques coups de canon, la garnison se rendit. Des munitions abondantes, dix-huit mortiers et quarante canons furent trouvés dans cette place.

6 *juin* 1800. — Les Français avaient perdu l'Italie, en 1799,

par la défaite du Magnan ; mais le génie de Buonaparte sut ramener, dans ces riantes contrées, la victoire qui ne cessa de le couronner depuis la bataille de Marengo : elle fut le germe d'une série des plus brillans succès ; et ces contrées furent à jamais illustrées par une multitude de combats qui le couvrirent de lauriers. Le 6 juin 1800, le général Loison, à la tête d'une division française, s'approcha de Brescia. La courageuse escorte du général autrichien Landon fut exterminée, et c'est à sa bravoure que Landon dut son salut. Des magasins considérables et bien approvisionnés en tout genre, furent trouvés dans la ville. Il y avait encore trente milliers de poudre.

BRESLAW.

Du 7 décembre 1806 *au* 3 *janvier* 1807. — La possession de Breslaw fut disputée, dans le dernier siècle, entre les Prussiens, les Autrichiens et les Russes. Située à l'extrémité orientale de l'Europe, cette ville semblait ne devoir craindre aucun autre ennemi. Cependant Jérome Buonaparte parut devant ses murs le 7 décembre 1806. Les trois faubourgs de Breslaw furent aussitôt incendiés par ordre du gouverneur de la place. Six mille Prussiens formaient sa garnison. C'est tout ce qu'on avait, dans cette vaste enceinte, à opposer au neuvième corps de la grande armée ; mais cette place avait pour se défendre un arsenal immense et une grande quantité de munitions. Le lendemain l'investissement fut complété.

La tranchée fut ouverte le 10, et une ville qui comptait dans son sein plus de soixante mille habitans, servit de but au feu le plus violent. Le roi de Prusse, ne se reposant pas entièrement sur ses moyens de défense intérieurs, chargea le prince de Pless de lever une armée de volontaires capables de sauver la capitale de ce duché. Cet officier, du caractère le plus vif et le plus entreprenant, ne pouvait que répondre, par ses talens militaires, aux désirs du Roi. Chaque jour on resserrait de plus en plus la place ; le général bavarois Minucci marcha à la rencontre de cette armée annoncée, la combattit le 24 décembre, et la vainquit ; ses canons et huit cents hommes restèrent au pouvoir des Français. Pendant l'absence de Jérome Buonaparte, le général Vandamme commandait le siége ; il fit part au gouverneur de Breslaw de la défaite de l'armée de Silésie, venue au secours de la place ; en même

temps il le somma de se rendre, lui représentant que le feu continuel de ses bombes allait réduire cette superbe ville en cendres, s'il s'obstinait à s'y défendre. Le gouverneur ne fit aucune réponse.

Le corps du prince de Pless s'était augmenté, quatre jours après, d'environ quatorze mille hommes; mais ce prince et son secours ayant été atteints près de Schweidnitz, dix-huit cents prisonniers tombèrent entre les mains des Français, qui prirent en outre sept canons, et quatre mille hommes lui désertèrent. L'ennemi fut contenu, dans cette journée, par les seules gardes des tranchées, qui, fermes à leur poste, suffirent même pour repousser des tentatives de sorties que les assiégés ne purent effectuer : ils craignirent peut-être aussi de tomber dans quelques piéges tendus par le général Vandamme. A la même époque, Glogau capitula; et le gouverneur de Breslaw, ayant appris cette reddition, consentit à se rendre, le 3 janvier 1807. Il appréhendait aussi de ne pas être à l'abri d'un coup de main, si le froid augmentait. Cette ville avait reçu plus de dix mille bombes, boulets ou obus : les travaux du siége en avaient reçu cinq ou six fois autant. Jérôme Buonaparte accorda les honneurs de la guerre à cinq mille cinq cents hommes qui défilèrent devant lui.

BRESSUIRE.

24 *août* 1792. — A l'instigation des prêtres et des nobles, les bons habitans de la Vendée sacrifiaient leur repos, leur fortune, leur vie pour venger le trône, et pour relever les autels. Les prêtres insermentés furent l'objet d'un arrêté sévère de l'administration départementale : une révolte armée en fut le fruit et les suites; huit mille habitans du district de Châtillon, furieux de ce qu'on voulait leur enlever leurs prêtres, se soulevèrent à-la-fois. Il leur fallait un chef, et l'on choisit un gentilhomme, ancien militaire, Gabriel Baudri d'Asson; à un caractère vif et bouillant, une grande haine pour la révolution se réunissait en lui.

Les armes des insurgés consistaient en bâtons, en faux, en fourches et en fusils de chasse. C'est ainsi qu'ils marchaient au combat, formés sur plusieurs colonnes, en récitant des prières. Ces bonnes gens étaient amplement munis de chapelets et couverts de croix : Châtillon et Bressuire sont bientôt cernés par ces défenseurs de l'autel et du trône.

Leur ardent amour des principes qu'on entretient dans leur cœur se change en frénésie ; ils dévastent Châtillon, et brûlent les papiers de son district : ils se portent ensuite sur Bressuire.

Mais déjà le toscin des républicains avait répondu à celui de l'insurrection. Déjà toutes les colonnes des gardes nationales sont ébranlées, les détachemens de Chollet, Parthenay, Angers, Nantes, Tours, Larochelle et Rochefort marchaient pour arrêter les fureurs des Vendéens, et pour les combattre. La capitale même et les provinces voisines, le corps législatif et les chefs militaires dirigent des troupes vers Bressuire. Chaque jour attaquée, cette ville était vaillamment défendue par quelques compagnies de grenadiers de Thouars et d'Airvaux. Elle succombait cependant quand les étendards tricolores parurent au loin portés par les gardes nationales combinées. Enfin, les deux partis sont en présence sous les murs de Bressuire : ils en viennent aux mains, et combattent avec acharnement le 24 août 1792; mais ce combat trop inégal, soit pour les armes, soit pour les talens militaires, ne pouvait durer. Mal armés et pressés de toutes parts, les royalistes insurgés formèrent en vain une colonne serrée; ils furent bientôt entamés, ils furent mis en déroute, et ils prirent la fuite dans le plus grand désordre. Leurs chefs divisés d'intérêt, n'ayant établi aucun plan autre que celui d'un coup de main, ne songèrent même dès le commencement de l'action qu'à éviter la fureur des républicains, auxquels resta le champ de bataille; six cents royalistes y demeurèrent étendus : les bois servant de retraite aux blessés qui s'y traînèrent, furent bientôt jonchés de morts. Les républicains mieux armés, et mieux dirigés, perdirent moins de monde.

On eut à reprocher aux détachemens de garde nationale d'avoir souillé leur victoire par des cruautés : mais on en rejeta l'atrocité sur des scélérats étrangers à la saine majorité de l'armée. Il aurait suffi alors de frapper quelques chefs pour voir terminer la guerre civile au combat de Bressuire, en couvrant le reste d'une prudente amnistie, et en plaçant dans chaque canton une force imposante pour contenir les mécontens; mais que pouvait-on attendre de ces temps d'anarchie? La prudence et la modération n'étaient pas leurs vertus.

BRIEG.

Du 8 *au* 13 *janvier* 1807 — S'étant rendus maîtres de la Prusse en 1806, les Français entrèrent en Silésie, dès les premiers jours de janvier suivant. C'est là qu'ils trouvèrent ces remparts de la monarchie prussienne contre la Russie, et ils attaquèrent ces places du nord de la Silésie. Depuis long-temps alliés de la Prusse, dans cette guerre singulière, ils étaient devenus ses ennemis par les provocations de son roi, et les Prussiens ennemis naturels des Russes, se trouvaient réunis aujourd'hui à ce même peuple, dont ils pouvaient par leur position interdire l'entrée en Europe.

Le 8 janvier 1807, Jérôme Buonaparte fit investir Brieg; on ouvrit aussitôt la tranchée : le 12 le bombardement commença, et le lendemain la place capitula. Les honneurs de la guerre furent accordés à la garnison, qui défila devant l'armée bavaroise employée à ce siége. Un trait d'une singulière audace se fit remarquer dans un soldat de Bavière. Un obus venait de tomber près d'un groupe d'officiers bavarois : on vit le caporal Nichtern s'élancer la pelle à la main, enlever l'obus, le lancer par-dessus le parapet, en disant : « J'aime mieux braver mille morts que de voir mon roi privé de si braves officiers.

BRIENNE.

29 *janvier* 1814. — Napoléon, ayant quitté Paris pour aller se mettre à la tête de son armée, arriva le 26 janvier 1814, à Vitry, au moment où le général Blücher, avec l'armée de Silésie avait passé la Marne, et marchait sur Troyes. Le 27 le duc de Bellune se présenta devant Saint-Dizier, culbuta l'arrière-garde ennemie qui s'y trouvait encore, et fit quelques centaines de prisonniers : le même jour Napoléon fit son entrée dans la ville. Le 28 il se porta sur Montérieuder; le 29 à huit heures du matin, les Français furent avertis qu'entre Mézières et Brienne, le général Marchant, avec le cinquième corps, était en présence de l'armée ennemie sous les ordres du général Blücher, et qu'on évaluait à quarante mille les Russes et les Prussiens, les premiers commandés par le général Saken. A quatre heures la petite ville de Brienne fut attaquée. Le général Lefebvre-Desnouettes, commandant

une division de cavalerie de la garde, et les généraux Grouchy et Michaud exécutèrent plusieurs belles charges sur la droite de la route, et s'emparèrent de la hauteur de Perthe. Le prince de la Moskowa, à la tête de six bataillons en colonne serrée, se porta sur la ville par le chemin de Mézières, et le général Château, à la tête de deux bataillons, tourna par la droite, et s'introduisit par le parc dans le château de Brienne. Au même instant Napoléon dirigea une colonne sur la route de Bar-sur-Aube, qui paraissait devoir servir de retraite à l'ennemi. L'attaque fut vive et la résistance opiniâtre; la nuit qui survint ne mit pas fin au combat. La division Découz de la jeune garde et une brigade de la division Meusnier furent engagées. Tout l'avantage semblait se trouver du côté de l'ennemi, tant à cause de ses forces considérables que de la belle situation de Brienne; mais la prise du château le lui fit perdre. Vers huit heures, voyant qu'il ne pouvait se maintenir dans la ville, il y mit le feu, et, profitant de cet évènement, il chercha à reprendre le château qui fut défendu avec intrépidité par le chef de bataillon Heuders, du cinquante-sixième régiment. Toutes les approches furent jonchées de morts, et spécialement les escaliers du côté du parc. Ce dernier échec décida la retraite de l'ennemi, que favorisait l'incendie de la ville. Au combat de Brienne, les Français eurent à regretter la perte du général Baste, et celle de deux à trois mille hommes tués ou blessés. On vit Napoléon s'exposer au feu de la mousqueterie pour encourager les jeunes soldats exténués de fatigues et de besoin. Un coup de lance abattit le chapeau du prince de Wagram (Berthier). Le général Lefebvre-Desnouettes fut renversé, couvert de blessures, en chargeant à la tête de la garde. *Voyez* LA ROTHIÈRE.

BRIGA.

24 avril 1794. — Les Piémontais allèrent se poster sur les hauteurs qui couronnent l'embranchement du chemin de la Briga au col de Tende, immédiatement après la prise de Saorgio au printemps de 1794. Masséna et Macquart ayant formé trois colonnes de leurs divisions les attaquèrent sur ces hauteurs le 26 avril. Les Français, comme à leur ordinaire, gravirent gaiement ces monts hérissés d'obstacles, et dont les sommités sont couvertes de neiges éternelles. Aucune de ces difficultés locales ne fut capable d'arrêter leur impétuosité.

Huit mille Piémontais étaient retranchés sur ces hauteurs; les Français se précipitent sur eux au pas de charge, et les foudroient avec l'artillerie qu'ils ont amenée par les sentiers les plus difficiles. Ils les combattent et les poursuivent jusqu'au village de Tende, en même temps qu'ils transportent leurs magasins dans les plaines du Piémont. Les Français s'emparèrent de beaucoup de munitions et firent des prisonniers.

BRIXEN.

1797. Le général Joubert, ayant battu les Autrichiens près de Clausen, lors de son expédition dans le Tyrol, s'approcha de la ville de Brixen, intéressante par sa population et par ses richesses. On vit toujours marcher à la tête de sa cavalerie le général Dumas, qui tua de sa propre main plusieurs cavaliers ennemis, et reçut plusieurs coups de sabre dont il fut légèrement blessé.

Ce général eut la gloire, par son intrépidité, d'arrêter seul sur un pont pendant quelques momens un escadron ennemi qui était près de le passer : il donna par là aux Français le temps de le rejoindre. C'est ainsi que Brixen tomba en leur pouvoir en 1797 : ils trouvèrent dans cette ville d'immenses magasins.

BROUIS.

8 *juin* 1793. — Les Piémontais avaient vu une flotte espagnole entrer dans les eaux de Villefranche et de Monaco : cette apparition les avaient pénétrés d'une espérance de secours sur lesquels ils comptaient, pour obliger les Français d'évacuer le comté de Nice. Le général Brunet fut instruit de la combinaison établie par les Piémontais, à l'apparition de la flotte espagnole; et, pour prévenir leurs desseins, il choisit ce moment pour s'emparer des sommités des Alpes, que les soldats du Piémont occupaient encore. En conséquence, on les attaqua sur cinq points différens, et tout à-la-fois. Le col de Pérus fut gardé par le général Dumerbion, commandant la colonne de droite de l'armée; le col de Liniers, par le général Mieksouski; le poste de Molinetto, par le chef de brigade Gardanne; et le mont Fougasse, par le général Dietmann; le camp de Bruni fut aussi occupé.

Si le général Serrurier, à la tête de sa colonne, eût pu se

rendre maître du col de Raus, il aurait repoussé les ennemis dans le Piémont. On combattit par-tout en même temps; et le résultat de la journée consista en beaucoup d'effets de campement enlevés à l'ennemi, et quelques pièces de canon; on fit aussi deux cents prisonniers; on évalua le nombre des morts à six cents, tant d'un parti que de l'autre.

1799. — Les Français ayant eu de grands revers en Italie, et l'ayant entièrement évacuée en 1799, non-seulement les Autrichiens s'emparèrent de ce pays, mais même ils se rendirent maîtres de Gênes; et ils se dirigeaient vers le Var, croyant pouvoir profiter de l'état de détresse dans lequel ils supposaient la France, pour y pénétrer par la Provence. Au même moment, une armée de réserve inattendue entre dans le Milanais, suspend tous les projets de la maison d'Autriche, et arrête là tous les succès de ses armées. Le général Mélas, dès ce moment, pour sauver ses derrières, se vit obligé de retirer d'abord une partie des forces qui suffisaient pour écraser le général Suchet dans les Alpes; et bientôt les Français recouvrèrent leur supériorite, lorsqu'ils combattirent à nombre égal. La sixième division de cette armée se porta à Saorgio et à Fo-ton, après avoir enlevé aux impériaux quatre redoutes formidables au camp des Fourches, et fait plus de quatre cents prisonniers : ainsi, les troupes qui défendaient Brouis eurent toutes leurs communications interceptées. On vit arriver sur ce poste, par Berolet, le général Solignac, tandis que les Autrichiens étaient chassés sur la grande route par le général Brunet, et que le général Maucune repoussait vers Pina les troupes, qui cherchaient à se sauver par Vintimille. Toute l'arrière-garde autrichienne, qui cherchait à s'échapper, fut enveloppée, ce qui était dû à la précision des manœuvres : elles furent si exactes, que ces trois colonnes arrivèrent à trois minutes de distance. Les Français, toujours victorieux, continuèrent leur marche, dans le cours de laquelle sept canons et trois obusiers tombèrent, le même jour, en leur pouvoir à Breglio.

BROUZIL.

1793. — La Vendée venait d'être mise à feu et à sang par l'armée républicaine, dont les colonnes continuaient à parcourir ces pays désolés, où elles portaient, de tous côtés,

le désespoir et le carnage. Une armée de trente mille républicains poursuivait, avec acharnement, une poignée de royalistes déterminés, commandés par Charette, qui, connaissant parfaitement le pays, sut échapper aux républicains, pendant cinq mois de l'hiver de 1794. Défait et mis en déroute à Machecoult, Charette alla se venger au centre de la Vendée sur Saint-Fulgent, qu'il surprit : mais une colonne républicaine l'y surprit à son tour ; et il eut la douleur de voir son armée entièrement dispersée : accompagné de six hommes, il erra lui-même toute la nuit. Le lendemain seulement, il put réunir une partie de ses forces dans la forêt de Grala.

Charette voyait diminuer son armée à mesure qu'il s'éloignait du bas Poitou, elle était réduite à douze cents hommes; à la vérité, son ancien territoire n'était plus tenable. Les républicains marchaient pour le cerner, tandis qu'il était au Val-de-Morrière : il l'apprend, indécis sur le parti qu'il doit prendre, cependant la forêt de Grala lui offre une retraite assuré ; il en est près; mais, ne pouvant contenir son audace, il court attaquer une colonne républicaine, qui traversait le village de Brouzil : on lui en avait exagéré la faiblesse; et ils étaient en présence, il n'y avait plus à reculer. Cette colonne, forte de douze cents hommes, était commandée par le général Dufour. Les deux partis en vinrent aux mains, et combattirent courageusement.

Un feu terrible sortit d'un taillis; il était fourni par un bataillon qui y était embusqué : Charette reçut une balle près de l'épaule, en courant au secours du poste le plus périlleux. Il ne fit aucune plainte de sa blessure; les officiers qui l'entouraient s'en aperçurent à peine : cet accident n'interrompit nullement le service du roi; il continua à donner ses ordres, et s'opposa vivement à l'entrée des républicains dans la forêt. Un autre chef des royalistes, Joly, brûla la cervelle à un soldat qui ne voulait point lui obéir; il se jeta au-devant des fuyards; mais il fallut céder au torrent : la déroute survint. Charette vaincu se jeta dans la forêt de Grammont, et la cavalerie républicaine sabra tout ce qui résistait encore.

BRUGES.

18 *novembre* 1792. — Dans le même temps où Dumouriez, victorieux à Jemmapes, poursuivait les impériaux vers la

Meuse, le général Labourdonnaye s'emparait de Bruges, en y envoyant un faible détachement. Ainsi les villes riches et commerçantes tombèrent sous la domination des Français, par le prodigieux effet du gain d'une bataille, qui inspirait et répandait la confiance en leur favenr. Dans ces pays, le joug de la maison de Lorrainne était devenu insupportable, et les habitans s'empressaient à saisir l'occasion de le secouer. Les marches rapides des Français soumettaient, sans coup férir, les peuples qu'ils trouvaient sur leur passage, et évitaient par-là l'effusion du sang.

29 *juin* 1794. — Le général Moreau, à la tête de sa division, n'eut qu'à se montrer devant Bruges; cette ville lui ouvrit ses portes le 29 juin 1794. Ce fut une conquête bien facile. Tout cédait dans ce temps aux armes victorieuses des Français : les souverains limitrophes du nord de la France avaient depuis bien long-temps laissé leurs places frontières dégarnies. Il suffisait donc que les troupes françaises s'y présentassent pour les voir céder à leurs forces déjà imposantes, quoiqu'à peine le système de guerre fût organisé par le gouvernement français.

BRUNETTE (LA).

22 *avril* 1800. — Le fort de la Brunette était tombé au pouvoir des Russes en 1799. C'était le général prince de Bagration qui s'en était rendu maître. Le Dauphiné, justement alarmé, dès que la nouvelle en fut répandue, s'imagina que Suwarow allait faire l'invasion de cette province. Mais le premier consul Buonaparte, à la tête de son armée de réserve, rentra en Italie, en 1800, pour la reconquérir. Chemin faisant, le général Thureau prend avec lui un bataillon de la vingt-sixième; c'était le 22 avril 1800; il tourne le fort Saint-François, le dépasse; et, par cette manœuvre, les Russes se virent obligés d'évacuer le village de Gravière, et déjà les troupes se sont élancées au pas de charge. Toutes les positions ayant été forcées, la Brunette capitula. Quinze cents hommes prisonniers couronnèrent le succès de cette attaque. Une grande quantité de munitions furent trouvées dans la place.

BRUNN.

17 et 18 novembre 1805. — Dans la campagne de 1805, Napoléon fut par-tout couronné par la victoire. A peine il s'était rendu maître de Vienne qu'il marcha sur la Moravie : il poursuivait son ennemi sans vouloir lui donner de relâche. Brünn, capitale de la Moravie, parut une retraite assurée pour l'empereur d'Allemagne, qui s'y était retiré. On vit Napoléon, le 17 novembre 1805, camper à Znaïm; là, il apprit la défaite des Russes à Juntersdorff, d'où ils s'étaient retirés à Brünn. Cependant Buonaparte ne précipitait point sa marche contre les soldats du Nord, qui environnaient dans ce moment un souverain malheureux, sorti de sa capitale, et cherchant un asile hors de ses états envahis. Il fit donner des ordres à son avant-garde pour qu'elle s'abstînt d'entrer dans la ville de toute cette journée.

Le lendemain, les Russes furent atteints, à la hauteur de Porlitz, par le général Sébastiani; plusieurs de leurs corps furent coupés dans leur retraite, et on leur fit deux mille prisonniers. Enfin Murat entra dans la capitale de la Moravie; non-seulement il trouva la ville évacuée, mais même la citadelle : il était néanmoins facile de défendre cette place pendant long-temps, puisqu'il y avait soixante pièces de canon et trois cents milliers de poudre; elle possédait en outre des magasins considérables en blé, en farine et en habillemens. En ce moment, les vastes plaines de la Moravie étaient foulées par une grande quantité de peuples de diverses nations; et les Moraves paraissaient surpris de voir cette réunion des peuples de l'Ukraine, du Kamtschaska et de la grande Tartarie, en venir aux mains avec les Normands, les Bourguignons et les Bretons, et s'entr'égorger pour des querelles où leur intérêt politique immédiat n'avait rien de commun; car des souverains vendaient le sang de leurs sujets, non-seulement pour venger les querelles de l'Angleterre, mais même pour maintenir la suprématie qu'elle exerce sur les mers du globe.

BRUSCHALL.

Du 4 au 15 septembre 1796. — Un petit corps de trois mille hommes fut chargé de contenir les garnisons de Manheim et Philisbourg; c'est en 1796 que ce corps avait été laissé devant

ces places par le général Moreau : cette faible colonne, sous les ordres du général de brigade Scherb, suffit pour les tenir en respect pendant tout le temps où la rive gauche du Rhin fut occupée par l'armée de Sambre-et-Meuse. Dans les temps où le prince Charles était favorisé par la victoire, ces garnisons se montrèrent hors de leurs murs, elles servirent à protéger des rassemblemens de paysans armés qui attaquaient les convois des Français, et interceptaient leurs communications avec Kehl.

D'après les avis donnés au général Scherb, par ses espions, la garnison de Philisbourg, renforcée d'un détachement de celle de Manheim, devait l'attaquer le 5 septembre, dans sa position de Bruschall, et quatre mille paysans devaient se joindre à ces garnisons. Il résolut, malgré son infériorité en nombre, de prévenir l'ennemi : en conséquence, il l'attaqua dès le 4 septembre, ayant formé son petit corps d'armée sur trois colonnes. Après un feu de mousqueterie assez vif, mais qui ne donnait aucun résultat, les Français, impatiens de voir décider le sort du combat, chargent les Allemands à la baïonnette, et ils eurent l'honneur et l'avantage de reconduire ainsi, jusque sous ses murs, la garnison de Philisbourg. Le détachement de la garnison de Manheim prit la fuite au galop, et le champ de bataille, qui resta aux Français, était jonché de paysans, morts ou blessés; les Autrichiens revinrent à la charge, deux jours après, et furent encore battus.

De petits corps avaient été détachés par l'ennemi, sur les flancs des Français, qui en avaient été harcelés le 13, d'une manière si vive, qu'ils avaient été forcés de se retirer sur le corps principal. Dès-lors le général Scherb résolut de faire sa retraite sur Kehl : il avait jugé sa position hasardée, et sans avantage pour l'armée de Rhin-et-Moselle, dans l'éloignement où elle se trouvait de la France. Les impériaux l'avaient précédé sur la route de Dourlach, au village de Grunbach : le général français, l'épée à la main, s'ouvrit un passage. L'ennemi, cessant de le harceler, se replia lui-même sur Weingarten, où il parut attendre de nouveau les Français. C'est-là, qu'en effet, un combat d'environ une heure eut lieu, après lequel les Français s'ouvrirent leur retraite. Ils furent encore harcelés en flanc et en queue; mais ils forcèrent souvent le passage, la baïonnette en avant : enfin, le 15 septembre, on vit arriver à Kehl, à onze heures du soir, cette petite division, qui marcha jour et nuit, et sut se retirer des mains d'un ennemi trop su-

périeur en nombre, pour espérer de se maintenir dans les premières positions qu'elle occupait. L'habileté et le courage des officiers qui commandaient ce corps, contribuèrent puissamment à le sauver, par des manœuvres habiles qui trompèrent l'ennemi, et par des dispositions qui surmontèrent tous les obstacles.

BRUXELLES.

15 *novembre* 1792. — Un des résultats de la victoire de Jemmapes, fut de paralyser tout projet de résistance dans le sein des villes de la Belgique. Elles avaient d'ailleurs un vif penchant pour les Français, et il n'eût tenu qu'à ceux-ci de fortifier d'aussi bonnes dispositions. Bruxelles ne fut pas la dernière de ces villes à appeler nos armées, et elle les accueillit avec d'autant plus d'enthousiasme que, si elle avait été préservée des horreurs d'un pillage, elle le devait à la rapidité de leur marche libératrice. La nouvelle municipalité vint présenter à Dumouriez les clefs de la ville, le 15 novembre 1792, en lui protestant que tous les cœurs étaient gagnés à la France. « Gardez vos clefs, leur dit le général; joignez vos citoyens aux nôtres pour chasser les Allemands de la Belgique; nous sommes vos amis et vos frères. » S'il n'avait pas oublié ces paroles, pourquoi mit-il bientôt une contribution de guerre sur Bruxelles? pourquoi des commissaires furent-ils chargés d'enlever l'argenterie des églises? Il est toujours impolitique d'offenser le culte d'un peuple qu'on veut se concilier, sur-tout quand ce peuple est superstitieux. C'est-là, sans doute, une des causes de la tiédeur que mirent les Belges à faire cause commune avec la France.

15 *avril* 1793.—Dumouriez ayant éprouvé de grands revers dans la Belgique, les Autrichiens n'eurent pas de peine à reprendre les villes de cette contrée; elles étaient peu disposées à résister, à cause des exactions commises par les agens civils des armées françaises. Le prince de Cobourg fut, en moins de quinze jours, aux portes de Bruxelles, et le 15 avril 1793 il y fit son entrée. Dampierre et Westermann seuls montrèrent une grande fermeté de caractère dans cette déroute. Le premier, qui l'avait prévue, la retarda par de savantes manœuvres; Westermann, avec une seule légion, se battit courageusement sous les murs de Bruxelles, con re dix mille hommes.

Les Autrichiens le pressèrent d'émigrer, offrant trois cer mille francs, et le grade de lieutenant-général pour achet une pareille action. Plein d'une noble indignation, il répon que ses canons, chargés à mitraille, répondraient seuls dés- mais à toute proposition injurieuse à un soldat français, qu'il ferait tirer, quand bien même il serait au milieu de tou les forces de l'Autriche.

10 *juillet* 1795. — Les Autrichiens furent encore contrai de céder Bruxelles aux Français le 10 juillet 1795 : Pichegr dans la Flandre maritime, et Jourdan, à la tête de l'armée Sambre-et-Meuse, avaient fait prendre la tournure la pl avantageuse aux affaires de la France.

BURG-EBERACH.

3 *et* 4 *novembre* 1800. — Dans le même temps où l'inve tissement de Wurtsbourg était formé par le général Augerea commandant en chef l'armée batave, il fut instruit que les Au trichiens avaient rallié un corps de douze à treize mille homme en avant de Bamberg, dans la position de Burg-Eberach. A gereau marche aussitôt à l'ennemi, à la tête de deux division le 3 novembre 1800, et le pousse au-delà de la Rednitz. U parti considérable de hussards de Blanckestein est rencont par l'adjudant-commandant Deverine, vers Closter-Eberac

Les colonnes françaises étaient en présence le lendemai L'ennemi, occupant le village de Burg-Eberach, ainsi que l deux hauteurs qui le dominent, couvrait la route de Bamber Le front de la deuxième position était garni de six bouches feu : aucune troupe n'occupait la crête principale. Les Alle mands avaient été chassés, quoiqu'avec difficulté, du villa et de leur première position, par le lieutenant-général D hesme. Mais ils faisaient bonne contenance dans la second Cependant, Augereau résolut de les en débusquer ; et, pour parvenir, il ordonna de tourner leur gauche, manœuvre q serait favorisée par le bois où ils étaient appuyés, et de cou ronner la hauteur principale : en même temps l'adjudant De verine devait attaquer le front, et le général Treillard de vait se porter sur la route de Bamberg, à la tête de la ré serve de cavalerie.

Les impériaux résistaient avec opiniâtreté, malgré ces mou vemens. Mais cette position fut forcée par les carabiniers d

la vingt-unième légère, dirigée par le jeune et brave Deverine; entraîné par une valeur bouillante qui commande les succès, il chargea avec une telle vigueur, l'ennemi soutenu par une cavalerie nombreuse, que celui-ci se replia, mais en bon ordre. L'impétueux Deverine fut atteint, dans cette charge, de plusieurs coups de feu; l'un d'eux fut mortel: cette mort, qu'il avait affrontée si souvent aux champs de l'Italie, il l'entrevit en brave. Les carabiniers se pressant autour de lui, et lui prodiguant les témoignages du plus vif intérêt, fruit d'une bonne renommée: « Mes amis, leur disait-il, il est bien glorieux de mourir au champ d'honneur. » L'ennemi avait perdu plus d'une lieue de terrain, et déjà battait en retraite. Spectacle plein de satisfaction pour ce guerrier, qui en fut le témoin, avant de rendre le dernier soupir. La nuit survenue, et un pays coupé de bois et de ravins, favorisèrent encore la fuite des Autrichiens.

BURGOS.

19 *septembre* 1812. — Lord Wellington dirigea son armée sur la place de Burgos, et fit toutes ses dispositions pour s'en emparer. Le 19 septembre 1812, il fit attaquer la ville par le mont Saint-Michel, position que les Français défendaient par quelques ouvrages en terre, qui n'étaient qu'un commencement de fortifications. Après une résistance longue et opiniâtre, opposée par un faible détachement, qui gardait cette position, les Anglais s'en rendirent maîtres, en laissant près de quatre cents morts sur le champ de bataille. L'armée française de Portugal, qui n'était pas assez en force pour faire lever le siége, ne laissa cependant pas d'inquiéter l'ennemi, et de lui faire éprouver chaque jour des pertes plus ou moins considérables. Lord Wellington dirigea bientôt ses efforts sur le fort même de la place. Tous les jours une nouvelle attaque était repoussée avec avantage: chaque assaut coûtait à l'ennemi un grand nombre de soldats. Dans l'attaque du 23, il perdit plus de deux mille hommes, et dans celle du 11 octobre, les Ecossais du quarante-deuxième régiment furent très-maltraités. La résistance vigoureuse et longue que la garnison opposait aux Anglais, donna le temps aux renforts attendus par l'armée du Portugal, de venir la rejoindre. Le général comte Souham, voulant faire connaître aux troupes de Burgos qu'on était en état de les secourir, fit attaquer, par le général Maucune, l'avant-garde anglaise et or-

donna en même temps, au général de division Foy, d'emporter de vive force Poza, qui était occupé par les troupes de Castanos. Ces deux attaques eurent un succès heureux, et firent éprouver à l'ennemi une perte assez considérable. Enfin, le 20 octobre, les deux armées du Fortugal et du Nord étant réunies, tous les avant-postes ennemis furent repliés avec vigueur, tandis que le fort de Burgos continuait toujours sa belle résistance, et démontait une batterie de quatre pièces de canon de 24, dirigée contre ses murailles. Le 23 octobre, les armées de Portugal et du Nord entrèrent dans Burgos, et, après l'échange de quelques coups de canon, l'ennemi passa le ravin de Buniel à deux heures du soir, et se mit en pleine retraite, sur les routes de Valladolid, Aranda et Palencia. La défense de Burgos, conduite par le brave général Dubreton, mérite une des premières places dans les fastes militaires. Avec une faible garnison, ce général opposa toujours une résistance insurmontable à une armée entière. Plusieurs des ouvrages de cette place, qui sont tous construits en terre, avaient été emportés ou détruits, les mineurs étaient attachés à plusieurs endroits, et les progrès de l'ennemi, qui auraient été pour tout autre général et pour d'autres soldats un motif de se rendre, fut pour eux l'occasion de redoubler d'efforts et de courage.

BURGUET.

16 *octobre* 1794. — Le général Moncey ayant envahi la province de Guipascoa, en 1794, la prise de la vallée de Roncevaux en devait être la suite naturelle et nécessaire; mais les Espagnols, par des retranchemens nombreux, avaient cru pouvoir la garantir. C'est là que sont établies les belles fonderies d'Eugui et d'Orbaycette, et les Espagnols avaient un grand intérêt à les conserver. L'armée française, si imposante par son organisation, ne pouvait se refuser à profiter de ses avantages : elle était composée de soixante-six bataillons et de quatre régimens de cavalerie; elle était sur-tout pourvue d'une nombreuse artillerie.

L'étendue de la ligne espagnole se portait depuis la Deva jusqu'à la vallée de Salazar. La vallée de Roncevaux était défendue par douze mille Espagnols bien retranchés : quatre mille occupaient Lecumberry; deux mille étaient à Lanz, et quatre mille autres enfin avaient pris position auprès de la Deva. Le plan fut formé d'enlever successivement tous ces

corps. Il devait partir de Saint-Estevan et d'Elizondo quatorze mille hommes qui passeraient par Lanz, pour marcher sur Burguet, au-dessus de Roncevaux, et pour se lier ensuite avec un corps de six mille hommes, rassemblés à Tardets, dans la vallée de Soule : et ceux-ci devaient s'avancer par Villanova, après avoir franchi les montagnes.

D'après ces divers mouvemens, les Français arrêtaient les troupes espagnoles postées dans la vallée de Roncevaux, d'où elles ne pourraient effectuer de retraite, étant pressées de front par la division de Saint-Jean-Pied-de-Port. Il était même possible de leur faire mettre bas les armes; il semblait aussi qu'une attaque sur Pampelune devait réussir. Les troupes d'Elizondo s'ébranlèrent le 16 octobre 1794 ; elles furent jointes par la colonne de Saint-Estevan, à Lanz, où elles descendirent. Sur leur route elles avaient chassé un corps de deux mille Espagnols. Le lendemain matin elles se portèrent sur le village de Cilucti, ayant trouvé Eugui évacué : à peine elles étaient parvenues à ce point, que l'avant-garde poursuivit vigoureusement quatre mille Espagnols qui, d'Eugui, se dirigeaient vers le camp de Lindons. Pendant cette marche, on surprit, on dispersa un corps d'infanterie et de cavalerie, qui paraissait se rendre à Viscaret. Dans cette affaire, les Espagnols perdirent deux cents hommes, et sept cent quatre-vingts furent faits prisonniers. Le reste de l'armée espagnole alla rejoindre le duc d'Ossuna au Burguet. Il avait été ordonné aux Français de se porter au Burguet : au lieu d'y aller directement, ils bivouaquèrent en chemin. Le lendemain 16, Otchagavia fut occupé par les deux tiers des troupes réunies à Tardets; enfin, les vainqueurs poussèrent leurs avant-postes jusqu'auprès de Burguet, après s'être emparés de Villanova : en même temps la fonderie d'Orbaycette fut investie par la troupe qui s'était portée sur la montagne d'Abodi, et qui descendit dans la vallée d'Abescoa.

Ainsi, l'espace compris entre Burguet et Viscaret demeura vide, par la faute du corps qui s'était arrêté en-deçà d'Orbaycette. Ce pays, se trouvant dégarni, donna le moyen à l'ennemi d'effectuer sa retraite. On vit le duc d'Ossuna profiter de cette inadvertance : il se hâta de réunir neuf mille hommes, et il se retira par la vallée d'Arzé, au-dessous de Villanova. On avait fondé les plus belles espérances sur cette expédition; mais elles furent déçues. Les Espagnols perdirent, dans les divers combats, quinze cents hommes tués ou pri-

sonniers; les Français en perdirent cinq cents, mais ils s'étaient emparés de cinquante pièces de canon. Et s'il y a de la gloire à détruire à nos ennemis, soit des monumens, soit des établissemens très-précieux, les Français en ruinèrent deux, estimés à trente-deux millons : c'était les fonderies d'Orbaycette et d'Eugui.

BURICK.

9 *novembre* 1794. — S'il y avait une expédition délicate et difficile, à l'époque de l'invasion de la Hollande, par Pichegru, c'était le général de brigade Vandamme qui en était chargé : il s'en tira toujours à sa gloire et à son honneur, et jamais ses talens et son courage ne laissèrent échouer aucune entreprise, de quelques difficultés qu'elle fût environnée. Dans le duché de Clèves est la petite ville de Burick : les Anglais se hâtaient d'y terminer une tête de pont; cette entreprise fit ombrage à l'armée du Nord, à qui elle pouvait devenir nuisible. Vandamme est chargé d'emporter cet ouvrage. Le 9 novembre 1794, il arrive devant la place de Burick : en un instant il enlève les retranchemens; il combat les Anglais, les défait, les dissipe : cinquante demeurent sur le carreau, les autres sont faits prisonniers. Il restait des bateaux et des ponts-volants qu'on avait placés dans le Wesel : il établit des batteries pour les détruire.

BUSSINGEN.

7 *octobre* 1799. — Tandis que les Russes, descendus en Italie en 1799, étaient assez souvent aux prises avec Masséna, on avait vu Korskakow réunir les débris de son armée auprès du pont de Bussingen, avec le corps de Condé et le contingent bavarois. Au moment où les divisions françaises étaient en observation en avant de la Thur, le général Korskakow tenta un dernier effort contre ces divisions, pour faire une diversion en faveur de Suwarow. Les divisions Lorges et Ménard eurent ordre de Masséna, le 7 octobre 1799, de se porter, par Stein et Diessenhoffen, sur Paradis et la tête de pont de Bussingen. Korskakow rencontra la seconde colonne française; il marchait précisément à la tête de douze mille Russes ou Bavarois pour l'attaquer : ce choc fut terrible; Korskakow chargea les Français avec une impétuosité extraordinaire,

irrité de sa première défaite. Il avait de plus à regagner la confiance de Suwarow, qui lui avait écrit qu'il répondait sur sa tête d'un pas de plus en arrière.

La division Ménard fut d'abord maltraitée ; elle soutint seule ce premier choc ; mais le combat fut bientôt rétabli par la réserve des grenadiers, postée à Andelfingen. Les postes avancés des Russes se replièrent à l'approche de la division Lorges, qui arrivait à Diessenhoffen. L'ennemi dirigea contre elle plusieurs charges de cavalerie et d'infanterie, au moment où elle se déploya. L'intrépidité et le courage de ces troupes étaient incontestables, et leur acharnement fut grand ; mais par-tout elles furent culbutées, et elles se retirèrent en désordre : dans leur défaite, les troupes russes se divisèrent en deux parts ; l'une se replia dans la tête du pont de Bussingen, et l'autre alla occuper la rive droite du Rhin, par le pont de Diessenhoffen, qu'elle brûla : et les Français entrèrent dans Constance dès le soir même.

2 *mai* 1800. — A l'époque où l'armée du Rhin s'avançait en Allemagne pour forcer l'empereur à la paix, le général Lecourbe passait le Rhin entre Schaffouse et Stein ; il avait aussi à soutenir l'armée de réserve qui occupait les bords du Rhin. Dans une heure et demie on eut jeté un pont sur ce fleuve, et trois heures suffirent pour porter l'armée de Lecourbe sur sa rive droite. On vit seulement au village de Bussingen les Autrichiens opposer de la résistance. Dans le même temps, et après un combat très-vif, le général Saint-Cyr se porta sur Siecklingen, et s'en empara. Les succès de cette journée, 2 mai 1800, se bornèrent à huit cents prisonniers et trois pièces de canon, qui demeurèrent au pouvoir du vainqueur. Les Français firent encore capituler dans ce jour le château d'Hohentwil : on y trouva quatre-vingts canons.

BUTZBACH.

9 *et* 10 *juillet* 1796. — On vit le général Jourdan s'avancer dans le comté de Darmstadt, vers la petite ville de Butzbach, et déjà le général Kléber, commandant l'aile gauche de son armée, avait passé la Lahn, le 9 juillet 1796. Les généraux Lefebvre et Bonnard ne trouvèrent point d'ennemis snr leur pas. Mais le corps du général autrichien Kray, campé entre

Ober-Merl, Manheim et la Wester, avec toute sa cavalerie en avant de Nider-Merl, se trouva en présence de l'avant-garde de la division Colaud, commandée par l'adjudant-général Ney : celui-ci, plus faible en cavalerie, chercha à gravir le sommet d'une première hauteur, où il se porta en avant avec une demi-brigade d'infanterie légère.

L'occupation d'une hauteur, par Ney, fut regardée comme un premier succès ; aussi Kléber lui ordonna de maintenir ses postes. L'ennemi, dans ce moment, parut vouloir présenter le combat. Le général Colaud eut ordre de marcher sur Ober-Merl, en soutenant son avant-garde. Dans le même temps que ce mouvement s'exécutait, plusieurs charges brillantes distinguèrent le sixième de chasseurs et le onzième régiment de dragons. La cavalerie ennemie fut attirée dans une embuscade d'infanterie, par le premier de ces régimens ; les impériaux en essuyèrent le feu ainsi que plusieurs décharges à mitraille.

Les ennemis cernèrent plusieurs fois le village d'Ober-Merl, dont les troupes françaises s'étaient emparées. Aussi les Autrichiens furent chargés, par l'adjudant-général Ney, avec la plus grande impétuosité ; après avoir été quatre fois repoussés, les Allemands, étant toujours revenus à la charge, reprirent enfin ce poste. Mais Ney ne se tient point pour battu ; inconsolable de s'être vu arracher le poste, toutes ses troupes sont encore une fois rassemblées ; et non-seulement il emporte le village, mais, après s'être battu jusqu'à neuf heures du soir, il reste enfin maître du champ de bataille. Les impériaux avaient, à Camberg, couvert la plaine d'une nombreuse cavalerie, et leur infanterie était embusquée dans les bois de Wirgés. Malgré leurs dispositions, Championnet se préparait à les vaincre, et, pour y parvenir, il commença par s'emparer des hauteurs qui bordent cette plaine sur la droite et sur la gauche de Camberg. Tandis qu'il manœuvrait ainsi, la cavalerie ennemie était chargée avec tant d'impétuosité, par le général Klein, qu'elle ne put y résister. Le combat fut aussi terrible qu'il fut long : trente-cinq voitures suffirent à peine pour enlever l s blessés, et le champ de bataille fut jonché d'Autrichiens morts. Cependant, l'ennemi semblait vouloir recommencer le combat, avec des troupes fraîches, qui étaient venues réparer leur déroute.

Les impériaux s'aperçurent que les Français avaient à leur opposer de nouvelle cavalerie, et de l'artillerie légère : leur

incertitude à cet aspect fut fixée, il choisirent la retraite. Mais ils étaient restés en position à Friedberg, et le général Kléber en est instruit. Aussitôt le général Lefebvre reçoit l'ordre de les attaquer par leur flanc droit, et sur leurs derrières, tandis que le général Colaud, en observation, attendait l'effet de ce mouvement. Cette manœuvre fut pénétrée par les Autrichiens, qui laissèrent Friedberg avec précipitation, et allèrent se former en bataille entre Attenfouerbach et Rosbach; et s'efforcèrent, par tous les moyens possibles, d'empêcher Lefebvre de déboucher entre Affenheim et Farherbach : cependant, les Français grimpèrent sur ces hauteurs, et s'y maintinrent malgré toute leur résistance.

On vit l'adjudant-général Ney s'avancer jusque sur Ockstadt, et, dans ce même moment, le général Jacopin enfoncer les portes de Friedberg, recevant et bravant le feu le plus vif, de mousqueterie et d'artillerie. L'ennemi se trouva entre deux feux, par la jonction des divisions Bonnard et Colaud; alors ils battirent en retraite. Les généraux Klein et Ney, toujours placés aux avant-gardes, le poursuivirent vigoureusement. Ces officiers se faisaient remarquer par beaucoup de calme dans le péril, de l'impétuosité dans le combat et à la tête de leurs escadrons : les premiers dans une attaque importante, les derniers dans la retraite, ils donnaient à tous l'exemple, et inspiraient la sécurité par leur sang-froid. Ils saisissaient avec habileté les occasions d'arracher la victoire à leurs adversaires, par l'impulsion de leur valeur, et par ce coup-d'œil sûr, qui sait juger en un instant les avantages du site opposé dont les ennemis peuvent tirer parti. Les Français avaient constamment la gloire de vaincre lorsqu'ils combattaient à forces égales, contre les impériaux; ceux-ci battirent continuellement en retraite pendant ces deux journées, et perdirent deux mille hommes.

Parmi les actions d'éclat, voici un trait d'héroïsme que nous ne pouvons passer sous silence. Dans la journée du 10 juillet, le colonel du septième régiment de hussards ayant fait sonner la charge, Jean-Baptiste-Nicolas Maupetit, de Paris, simple hussard, s'élança seul, au travers de deux escadrons des hussards de Blankenstein, dont plusieurs tombèrent sous ses coups. Mais bientôt enveloppé et assailli de toutes parts, il fut atteint de 17 coups de sabre. Cependant, ses camarades, électrisés par ce beau mouvement d'intrépidité, étant accourus sur ses traces,

avec toute l'impétuosité française, mirent l'ennemi en plein déroute, et ce triomphe fut dû à la bravoure de Maupetit.

BUZACO.

27 *août* 1810. — Buzaco était occupé par l'armée des coalisés, sous les ordres de Wellington, lorsque Masséna ordonna, le 27 août 1810, au général Reynier, d'attaquer la droite de cette armée, et au général Ney d'attaquer la gauche. Junot resta en réserve avec la cavalerie. Mais les tentatives des Français furent inutiles. Le général Picton fit charger, à la baïonnette, une colonne qui était parvenue sur le plateau, et la força de battre en retraite. Le général Crawfurd eut les mêmes avantages contre le corps de Ney, et le général Simon fut fait prisonnier, avec trois cents hommes de la colonne qu'il avait conduite audacieusement jusque sur la Sierra. Dans cette affaire les Français eurent quatre à cinq mille hommes, tués ou blessés.

BYR-EL-BARR (en Égypte.)

2 *avril* 1798. — Le général Desaix traversait les déserts pour se rendre à Kéné; il rencontra les Mameloucks, le 2 avril 1798, près de Byr-el-Barr. Dans ce moment, les Français poursuivaient, avec ardeur, leurs succès sur les beys, dans la haute Egypte. Les éclaireurs de l'avant-garde de l'armée française étaient déjà chargés par l'ennemi. L'adjudant-général Rabasse s'avance pour les soutenir; mais il fut obligé de se retirer sur le corps de bataille, étant accablé par le nombre, et ayant même été culbuté de son cheval.

Aussitôt le général Desaix ordonne à l'infanterie d'avancer sur les Musulmans, et à la cavalerie, d'aller attendre et recevoir la charge sur un monticule escarpé, où elle a l'ordre de prendre position : mais le chef de brigade Duplessis n'obéit point ponctuellement; son ardeur bouillante l'emporte. Depuis long-temps il cherchait une occasion de se signaler : il s'indigne de voir arriver de sang-froid l'ennemi. Il oublie l'exécution de ses ordres; il n'y tient plus ! Déjà il se porte en avant, à quinze pas de son régiment. Il fait sonner la charge; il s'élance au milieu des ennemis, et fait des prodiges de valeur; mais il tombe victime de son courage impatient. Son cheval est tué sous lui. Atteint lui-même d'un coup de tromblon, il est frappé de la mort des héros. Cet événement jette du désordre

Pour décider la victoire, qui semblait tenir les deux partis en suspens, le général Davoust fait avancer la ligne de dragons; les Mameloucks sont enfin si impétueusement chargés, qu'ils se débandent et abandonnent le champ de bataille; ils étaient déjà vaincus, et en fuite, lorsqu'on vit arriver l'infanterie française et son artillerie, retardées par une marche lente et pénible, sur les sables.

CADIBONA.

5 *avril* 1800. — Lorsque les Français perdirent toutes les conquêtes qu'ils avaient faites en Italie, Gênes seule leur resta; et tous les postes qui environnaient cette ville furent défendus par les généraux Masséna et Soult, avec une rare intrépidité. On vit briller dans tout leur éclat les grands talens militaires qu'ils déployèrent dans cette guerre de montagnes, où ils n'avaient qu'une poignée d'hommes, nus et sans pain, à opposer à des armées d'Autrichiens vivant dans l'abondance.

Le général Mélas s'avança à la tête de vingt mille impériaux contre trois mille Français, qui, sous le commandement du général Gardanne, occupaient les environs de Savone, dans la province d'Acqui. Dès le point du jour jusqu'à dix heures du matin, cette petite division fit des prodiges de valeur, puisqu'elle sut arrêter l'armée ennemie pendant cinq heures. Mais enfin le nombre l'accabla, et Cadibona lui servit de retraite, le général Gardanne ayant abandonné tous ses ouvrages de Torré pour occuper ce poste. Elle fut poursuivie sans relâche par les Autrichiens, qui comptaient la faire débusquer de ce lieu, où en effet elle ne pouvait tenir plus long-temps, si le général Soult ne fût venu de Cornégliano pour la secourir.

Un coup-d'œil lui suffit pour juger toute l'imminence du danger, et s'apercevoir du désordre qui règne au milieu de cette petite division française. Il fallait ranimer cette valeur défaillante : Soult saisit un drapeau et le lance vers le point où l'ennemi paraissait s'avancer avec le plus d'audace. Cette idée si ingénieuse frappe l'esprit des soldats; ils sont trop braves pour ne point aller reprendre leur étendard. Leur intrépidité renaît : ils sont déjà ralliés, et l'ennemi vient de sentir encore la vigueur de leurs coups. Un nouveau choc arrête d'abord les impériaux; bientôt ils sont repoussés au loin, et le général Soult reprend la position de Montemoro. Les Autrichiens s'é-

loignent, mais c'est pour déborder les ouvrages des Français vers Savone, et pour leur couper en même temps la retraite sur Albissola. La position du général Soult était déjà très-épineuse : le plus ardent courage s'épuise devant des forces aussi supérieures. Afin de s'assurer la position de Gênes, il fallait conserver Savone, qu'il était venu secourir ; il manquait une garnison suffisante et des vivres. L'ennemi était si près qu'on ne pouvait hasarder d'introduire des vivres pendant le jour, et pour arriver à la nuit il fallait encore amuser les Autrichiens. Le général Soult se décida à manœuvrer pendant quelques heures; l'ennemi observait et était loin de comprendre le but de ces mouvemens : cependant Montemoro le vit s'approcher de ses murs. Les impériaux tournent Soult et l'attaquent de front : le général français se replie sur Savone.

Les Autrichiens s'attachent à ses pas, ils entrent dans Savone avec les Français, ils en sont chassés; le général Bujet est envoyé dans la citadelle avec une garnison de six cents hommes et un approvisionnement seulement pour cette garnison, ce sont les vivres qui devaient être distribués pour deux jours à toute la division. Le général Soult ne prend plus de repos qu'il n'ait eloigné de Savone un ennemi aussi formidable. A deux heures du matin il est sur pied ; il sort de Savone pour se porter sur les hauteurs d'Albissola Il a la gloire d'en chasser les Autrichiens, et termine ainsi trois affaires sanglantes, en combattant de la manière la plus singulière, à coups de baïonnettes, de pierres et de crosses de fusils. Nos bataillons firent perdre aux Autrichiens un nombre considérable d'hommes, parce que notre feu enlevait des lignes entières, tandis que les Français, étant épars, étaient plus rarement frappés des coups de l'ennemi. Les Français durent à une audace soutenue l'honneur et la gloire de résister à un ennemi six fois plus fort en nombre. Le général Soult obtint l'avantage de la journée; il battit les impériaux, sut les repousser, et Savone fut ravitaillé.

CADIX.

5 *octobre* 1804. — Quatre frégates espagnoles, revenant des indes occidentales, de Monte-Video, sur la rivière de la Plata, furent rencontrées, à l'entrée de la baie de Cadix, par un vaisseau de guerre anglais et trois frégates. L'Angleterre n'ayant fait aucune déclaration de guerre à l'Espagne, et celle-ci ne

lui ayant donné lieu à aucun mécontentement, les Espagnols continuaient d'entretenir leurs relations dans le Nouveau-Monde, avec la sécurité qui appartient aux peuples qui sont en paix avec leurs voisins.

Les Espagnols, à leur retour de Monte-Video, étaient armés en guerre et en marchandises. Ils portaient à bord de leurs frégates vingt millions en or et en argent monnayé; ils avaient en même temps une riche cargaison des productions du Pérou. Si l'intention du cabinet de Saint-James était de déclarer la guerre, c'était un instant favorable pour rompre ses liaisons de commerce et d'amitié, puisqu'il se présentait une proie assez belle. Les êtres avides ne sont pas délicats; car on attaquait un ennemi surpris, qui, embarrassé de sa richesse, ne pouvait se défendre.

Les Anglais, à l'aspect de cette division espagnole, prirent le dessus du vent, et chaque frégate espagnole fut acostée par un vaisseau anglais; bientôt le commandant anglais lâche une bordée aux Espagnols en leur ordonnant d'amener leur pavillon. Le commandant espagnol refuse de se rendre; les Anglais continuent leur feu sur les bâtimens espagnols, qui leur répondent avec toute la vivacité que leur indignation leur suggère, et que leur armement leur permet. Le commandant anglais a ordonné de se battre en ordre serré: *la Mercedes*, frégate espagnole, en moins de dix minutes, a sa sainte-barbe incendiée; la frégate saute avec fracas, et à peine quarante hommes furent-ils sauvés, sur deux cent trente qui formaient l'équipage. Une demi-heure après, le vaisseau amiral espagnol amène son pavillon, on l'avait placé entre deux feux; une troisième frégate amène aussi son pavillon. Il n'en restait plus qu'une, qui était encore au large; mais deux vaisseaux anglais, d'une marche supérieure, coururent sur elle et la contraignirent de se rendre. Telle fut la déclaration de guerre de l'Angleterre contre l'Espagne, en 1804.

Du 4 février au 1er novembre 1810. — Le premier corps d'armée française se présenta devant Cadix, le 4 février 1810, pour en faire le siége. Après les reconnaissances usitées en pareil cas, il prit position, et dès le lendemain les travaux furent commencés sous la direction du capitaine du génie Bompart, tant pour la réparation des ponts que pour l'établissement des batteries. Dès le 23 les attaques commencèrent au centre; le 25 et le 26 elles eurent lieu à la droite et à la gauche, et

le même jour fut signalé par le commencement du blocus. I
puis ce moment jusqu'au 27 mars, les attaques se renou
lèrent de part et d'autre presque tous les jours, avec plus
moins d'acharnement, les assiégeans s'efforçant de poursui
leurs travaux, et les assiégés de les détruire ou de les
rêter.

Parmi ces attaques multipliées de la part des assiég
une des plus importantes fut celle qui eut lieu le 16 mars
cinq heures du matin une canonnade assez vive se fit enten
sur le front de la ligne, depuis le fort San-Pedri jusqu'à
Barquilla. L'artillerie du fort, celles des batteries de la B
ca de San-Pedri, de la Galinera et de la Barquilla, faisai
feu, ainsi que des canonnières répandues le long du car
Peu après on vit les troupes du camp ennemi, de la poi
de San-Pedri, se former en bataille, et une vingtaine
barques, chargées d'infanterie, nageant pour arriver de l'au
côté du canal. Cette infanterie débarqua, et engagea aussi
la fusillade avec les avant-postes français du camp del Co
placés à une petite distance du canal. Les avant-postes se
plièrent lentement pour gagner la lisière du bois qui couvi
le camp ; ils y furent soutenus par une compagnie de vol
geurs. L'infanterie ennemie s'avança, protégée par le feu
l'artillerie du fort San-Pedri, d'une batterie de neuf piè
de la Barca, et des chaloupes canonnières qui naviguaien
l'embouchure du canal d'Ormassa. Lorsque l'ennemi fut p
de l'entrée du bois, il reçut la décharge de la compagnie
voltigeurs, qui, étant embusquée, l'avait attendu à cent p
Il s'arrêta et se maintint dans cette position, en fusillant, j
qu'à l'arrivée d'un des bataillons du camp, qui fut détaché
moment de l'engagement. Alors l'ennemi commença de se
plier, et il le fit dans le plus grand désordre. Quoiqu'il
protégé par vingt bouches à feu, on le poursuivit vivem
jusqu'à cent toises du canal. Malgré la mitraille qui les en
loppait de toutes parts, les troupes françaises se maintinrent da
cette position jusqu'à ce que l'ennemi se fût entièrement ret
sur l'autre rive du canal. Cette action fit le plus grand honne
aux deuxième et troisième bataillons du quatre-vingt-quinzièr
régiment, qui, pendant deux heures que dura cet engagemen
furent constamment sous le feu d'une artillerie formidable.
neuf heures du matin tous les postes et toutes les troupes étaie
rétablies dans leurs positions, et le canon cessa de se faire e
tendre.

Le 13 avril, à quatre heures du matin, un nombre considérable de chaloupes, chargées de soldats, se présenta vers l'île Saint-Louis, à la pointe du Trocadero, et jusqu'à Rio-San-Pedro. A quatre heures et demie deux d'entre elles approchèrent de la plage, sous la protection d'une quarantaine de canonnières, de trois corvettes, de plusieurs vaisseaux de ligne et de six bombardes. Elles débarquèrent leurs troupes, et l'ennemi se dirigea vers le Trocadero afin d'y pénétrer et de détruire les ouvrages des Français. Le général Laval avait disposé la deuxième brigade de sa division, composée des huitième et cinquante-quatrième régimens, pour repousser cette attaque. Sans perdre un instant, il marcha à la tête de la deuxième brigade, et suivi de quelques canons, contre les troupes débarquées. Le combat s'engagea et fut d'abord très-vif. L'ennemi, soutenu par le feu de cent cinquante pièces de canon de gros calibre, et de 8 mortiers, ne put cependant résister à la vigoureuse attaque des troupes françaises. Il fut chassé, poursuivi la baïonnette aux reins, et obligé de se rembarquer précipitamment, laissant sur le rivage un nombre considérable de tués et de blessés. Deux canonnières, atteintes par le feu des batteries françaises, furent coulées à fond. Ce combat dura deux heures, pendant lesquelles l'ennemi tira dix mille boulets et deux cents bombes.

On eut occasion de remarquer dans cette affaire la bravoure et l'intrépidité du général Laplace, et des colonels Firipon et Gautier.

Le 21 mai, eut lieu la prise du fort de Matogordo, occupé par l'ennemi, qui l'évacua après l'explosion du magasin à poudre. Cette prise donna aux Français l'avantage d'attaquer la marine ennemie dans son mouillage, et de pouvoir lancer des bombes jusque dans Cadix.

Dans la journée du 16 mai, un évènement particulier avait interrompu l'uniformité du siége. C'était la délivrance de six cents officiers et neuf cents soldats du corps du général Dupont, qui étaient depuis un an prisonniers à bord des pontons, devant Cadix, et qui, par une entreprise audacieuse, parvinrent à rejoindre l'armée française, ayant profité d'un vent favorable pour faire main basse sur leurs gardiens, couper les câbles du ponton *la Castille*, et se laisser échouer à la côte, malgré le feu de toutes les batteries ennemies et les bordées d'une vingtaine de canonnières et autant de bombardes détachées à sa poursuite. Le débarquement s'était effectué sous la direction

des généraux Laval, Ruffin et d'Aboville, et l'opération avait duré sept heures, sous les coups de cent cinquante bouches à feu. Le chef de bataillon du génie Clouet, le capitaine Bompart, les sergens Faillot et de Guilhem, ainsi que plusieurs caporaux, déployèrent en cette occasion un courage et une habileté extraordinaires. Le chef de bataillon Marmont et le capitaine d'artillerie Harion furent tués sur le ponton.

Le 18 juillet, le général commandant en chef les troupes du siége, annonça que les travaux en étaient terminés.

Les vivres devenant de plus en plus rares dans Cadix, les assiégés, afin de ravitailler la place, voulurent opérer une diversion vers le Rio-Tinto. Le 24 août, le général Lascy débarqua un corps de cinq mille hommes entre Moguer et la tour de Olo, et marcha aussitôt contre le duc d'Aremberg, qui occupait Moguer avec deux cents cavaliers de son régiment. Pendant ce mouvement, Copons, avec quinze cents hommes, débouchait des frontières de Portugal, et portait avec rapidité sur le Rio-Tinto, dans l'intention de couper la retraite au duc d'Aremberg. Attaqué par des forces supérieures, ce général soutint néanmoins le combat avec succès pendant toute la journée, et vint prendre position le soir à Villa-Rasa, sans se laisser entamer. Le 25, il continua sa retraite sur San-Lucas-Mayor, sans que l'ennemi osât s'y opposer. Des détachemens du cinquième corps se réunirent à la petite troupe du duc d'Aremberg: alors le général Lascy arrêta son mouvement. Le 28 au matin il fut attaqué par le général Périn, qui avait pris le commandement des troupes de San-Lucas, et poursuivi jusqu'à Villalba. Un corps de trois cents cavaliers espagnols ayant voulu faire résistance, le duc d'Aremberg, à la tête du deuxième régiment de hussards, le chargea aussitôt. Tout ce qui ne fut pas tué fut pris, et le 29 les troupes françaises rentrèrent à Moguer. L'ennemi s'était embarqué en désordre pendant la nuit, abandonnant beaucoup d'effets sur la plage, et regagnant Cadix plein de honte et de confusion.

Les chefs de bataillon Regeau et Bruyère, les lieutenans Girard et Calmeau, ainsi que les sergens Martin et Langlade, méritèrent une mention honorable dans une affaire qui eut lieu la nuit du 28 au 29 septembre, pendant laquelle les assiégés tentèrent une attaque contre le centre de l'armée de siége, occupant les lignes de l'Arreciffe.

Cinq mille hommes, soutenus par des chaloupes canonnières qui remontaient les canaux de Zuraque et de la Cruz,

avaient débouché par le pont de Suazo et la Carraca. Les Français sortirent de leurs retranchemens et marchèrent droit à l'ennemi, qui fut bientôt culbuté et forcé de rentrer dans ses lignes, en laissant le champ de bataille couvert de morts et d'armes abandonnées.

On continuait dans le même temps les immenses travaux de l'investissement de la rade et de l'île de Léon. Le génie et l'artillerie rivalisaient d'efforts, et les ouvrages avaient acquis une telle force qu'on devait espérer les plus grands succès. Le Trocadero était devenu un port important et une place susceptible d'un siége.

Dans la nuit du 31 octobre au 1[er] novembre, la division de la flottille construite à San-Lucar de Barrameda, parvint à se réunir à la division du port de Santa-Maria, malgré les efforts réitérés de l'ennemi pour empêcher cette opération, qui fit le plus grand honneur au deuxième régiment de marine, commandé par le capitaine Sairieux, et au détachement des marins de la garde, sous les ordres du capitaine Grivel. A cette époque les opérations du siége se poussaient avec vigueur, et l'armée concevait l'espérance de voir sous peu Cadix en son pouvoir.

10 *mars* 1810. — L'armée française assiégeait Cadix, et les troupes anglaises croisaient le long de la côte et devant le port. Tout-à-coup le ciel s'obscurcit, et bientôt il s'éleva un horrible ouragan. Pendant trois jours, la mer furieuse jeta à la côte et brisa un grand nombre de bâtimens. Quatre vaisseaux de haut bord de soixante-quatorze à quatre-vingts canons furent poussés avec tant de violence qu'ils vinrent échouer à portée de fusil de Lestrua, entre le port royal et le port Sainte-Marie. On ne voyait sur la côte, jusqu'à l'embouchure du Guadalquivir, que débris de bâtimens et monceaux de cadavres. Dans cette circonstance les Français firent connaître que s'ils sont terribles à leurs ennemis sur le champ de bataille, ils savent leur tendre une main secourable toutes les fois que le malheur les livre à eux faibles et désarmés. En effet, les marins de la garde ne craignirent pas de s'exposer aux plus grands dangers pour sauver deux ou trois cents naufragés, tant espagnols qu'anglais, les mêmes hommes qui peu de jours auparavant faisaient éprouver à leurs futurs libérateurs les maux les plus cruels, et leur refusaient même une grossière nourriture.

CAGLIARI.

Du 1er janvier au 21 fevrier 1793. — Tandis que l'hiver tenait oisive l'armée du Nord, dans les premiers jours de 1793, le conseil exécutif, qui gouvernait la France, ordonna à l'amiral Truguet de tenter de s'emparer de Cagliari, capitale de la Sardaigne. On ne lui donna que quatre mille hommes pour achever cette entreprise. Le 23, Cagliari pût voir devant ses murs vingt-deux vaisseaux de guerre français, frégates ou galiotes à bombes, et eut à choisir entre se rendre ou être foudroyé. L'amiral Truguet envoya un parlementaire français, à qui l'on ordonna de se retirer; sur son refus, un Sarde le renversa mort, et la chaloupe qui le portait reçut un coup de canon à mitraille, qui lui tua quatorze hommes. Irrités d'une pareille conduite, les Français se mirent, dès le 27, à bombarder la ville avec beaucoup de violence. Les Sardes, bien préparés, ripostèrent aussi vivement; leur feu réitéré incendia un vaisseau français; un autre se jeta sur la côte, d'autres furent endommagés : tandis que Cagliari eut peu à souffrir de la part de ses assaillans. Une descente, que l'on voulut tenter, échoua par l'insubordination des troupes, composées pour la plupart de jeunes levées. Ce triste début ne dégoûta point Truguet; il revint à Toulon pour y prendre de nouveaux vaisseaux et une nouvelle armée, et reparut pour la seconde fois, le 3 février, devant Cagliari: il avait sept mille hommes de plus sur sa flotte. La première tentative fut une descente; mais les Sardes, s'étant portés en foule sur le point du débarquement, repoussèrent les Français qui perdirent plus de quatre cents hommes. Cependant quatre mille Français débarquèrent, le 14 à midi, sur la plage de Saint-André, à quatre lieues de Quarto. Une partie de ce corps s'occupa à élever des retranchemens sur le lieu même du débarquement, tandis que l'autre marcha vers le fort Saint-Elie, dans le dessein, sans doute, de s'emparer de la citadelle de Cagliari. Cette dernière colonne fut attaquée à la chute du jour par de nombreux détachemens sardes, et ne parvint à rentrer dans les retranchemens qu'après avoir fait une perte considérable. Pour comble de malheur, la flotte française fut assaillie, trois jours après, par une tempête affreuse : un vaisseau de quatre-vingts canons coula bas sous voile; deux frégates, craignant le

même sort, abattirent leurs mâts; plusieurs bâtimens de transport, ayant échoué sur la côte, tombèrent dans les mains des Sardes. Les Français, après tant de calamités, résolurent d'abandonner cette entreprise hasardeuse : ils avaient éprouvé de la part des élémens et des Sardes, des obstacles également inattendus. L'amiral Truguet ramena à Toulon une flotte diminuée, endommagée et découragée, tandis que ceux qui avaient conçu le plan de cette expédition, se repentaient sans doute de leur légèreté et de leur mauvais calcul sur les dispositions des Sardes.

CAIFFA.

17 *mars* 1798. — A cinq lieues d'Acre, au pied du mont Carmel, est situé le bourg de Caiffa. De fortes murailles l'entourent et le ferment; ses murs sont flanqués de bonnes tours. La rade et le port sont défendus par un château fort, la ville est dominée par une tour avec embrasures et créneaux, et le mont Carmel commande à tout. L'armée française d'Orient n'eut qu'à se présenter devant cette place : elle se soumit, et ouvrit ses portes. Cependant une escadre anglaise était alors dans sa rade. On trouva dans ses magasins vingt mille rations de biscuit et autant de riz. On fut maître de ce port, mais ce fut sans utilité, puisque les ennemis avaient eu le temps d'emmener avec eux les munitions et l'artillerie.

23 *mars* 1798. — Le chef d'escadron Lambert commandait Caiffa, lorsque les Anglais cinq jours après vinrent attaquer cette place. Croyant qu'il n'y avait à terre aucun moyen de défense pour les repousser, ils arment plusieurs chaloupes de canons de trente-deux et approchent de la terre avec sécurité. Ils descendent, mais le commandant avait embusqué les soixante hommes qui seuls composaient sa garnison, il avait sur-tout masqué un obusier. Au moment où les Anglais touchent le rivage de Caiffa, le commandant français se jette sur eux à la tête de ses soixante braves, s'empare d'une des chaloupes canonnières; dix-sept Anglais tombent en son pouvoir : il enlève une pièce de trente-deux et tourne contre eux cette même arme qui devait protéger leur descente. L'obusier alors démasqué fait un feu actif sur les autres chaloupes. Tout réussit au point que les

Anglais n'ont pas le temps de remarquer la faiblesse en nombre de la garnison de Caiffa. Les Français servent leur obusier avec tant de célérité que l'ennemi se détermine à regagner son bord en grande hâte, laissant sur le champ de bataille plus de cent hommes tués ou blessés.

CAIRE.

Du 8 au 24 juillet 1798. — A peine le général Buonaparte se vit-il maître d'Alexandrie, qu'il jugea que sa position en Egypte ne pouvait être assurée qu'en occupant la capitale : pour parvenir à ce but, il fallait vaincre les Mameloucks et forcer les beys d'abandonner le siége de leur domination. Il ne s'arrêta point à Alexandrie ; dès le lendemain de son entrée dans cette ville, il réunit son artillerie de campagne et un petit corps de trois cents hommes de cavalerie, qu'une traversée de deux mois avait épuisé ; mais le général Buonaparte ne savait trouver d'obstacles nulle part, sans les franchir aussitôt. C'est le 8 juillet 1798 qu'on vit arriver à Demenchoud des troupes françaises. Les Arabes, pour fatiguer ce nouvel ennemi, non-seulement le harcelaient sur la route, mais ils avaient comblé les puits de Bircket et de Beda, de manière que les soldats, brûlés par les ardeurs du soleil, en proie à une soif dévorante, ne pouvaient se désaltérer.

On fouille dans des puits d'eau soumâtre; mais à peine peut-on en avoir quelques gouttes d'eau bourbeuse. On paie l'eau au poids de l'or. Dans une semblable situation, les soldats d'Alexandre avaient poussé des cris séditieux contre ce fameux conquérant, tandis que le soldat français souffre, mais ne sait point retarder sa marche d'un instant pour se rendre aux combats. Le lendemain de leur séjour à Bircket, les Français voient de plus en plus le nombre des Arabes s'augmenter. Ils escarmouchent, ils harcèlent les grandes gardes; et, dans ces combats partiels, le général de brigade Muireur reçoit un coup mortel. L'armée s'ébranle le 10, au lever du soleil, et se dirige vers Rhamanié.

Les divisions ne peuvent marcher en corps d'armée qu'à des intervalles de deux heures, en raison du petit nombre de puits qui se rencontrent sur ce sol brûlant. Déjà les généraux Regnier, Menou et Bon, à la tête de leurs divisions, s'étaient établis dans leurs positions. Il était neuf heures et demie du matin. Mais le Nil se montre aux yeux du soldat mourant de

soif : il s'y précipite avec ses vêtemens, et se désaltère. Au même moment il est rappelé par les tambours ; il va se ranger sous ses drapeaux. Les Mameloucks, au nombre de huit cents, s'avancent en corps de bataille : à cet aspect, les Français courent aux armes ; les ennemis font mine de vouloir s'éloigner, et marchent vers Demenhour, où ils rencontrent la division Desaix, qu'ils attaquent. Le bruit du canon avertit Buonaparte du combat ; il y court ; mais déjà les Arabes étaient en fuite : ils laissèrent dans ce combat quarante hommes tués où blessés. Les Français y perdirent le chef de brigade Parmentier. Les marches et les privations avaient tellement épuisé les soldats, que quelques jours de repos leur devenaient indispensables. On ne pouvait presque plus rien attendre, particulièrement des chevaux, tant ils étaient faibles et harrassés des fatigues de la mer. En attendant la flotille qui portait en Egypte Menou et sa division, Buonaparte prend deux jours de repos à Rhamanié ; il s'empare de Rosette ; il annonce en même temps que la flotillle était entrée dans le Nil, qu'elle remontait lentement, en raison des eaux basses de ce fleuve ; enfin, elle arrive le 12 juillet.

On ne perd point de temps : dans la nuit même l'armée se met en mouvement ; c'est vers Miniet-Salamé qu'elle s'est dirigée : elle s'y repose une nuit seulement, et, se disposant à livrer bataille le lendemain même à l'ennemi, sur le point où elle le rencontrera, elle laisse Miniet-Salamé derrière elle, dès les premiers rayons du jour. La bataille et la victoire de Chebreisse ont rendu ce jour remarquable. L'armée française bivouaque sur le champ de bataille ; elle se dirige le 13 vers Chabour ; le 14 vers Quom-el-Cheriq : les Arabes ne cessent de la harceler. Les embuscades fréquentes qu'on rencontrait, d'une portée de canon à une autre, génaient sans cesse la marche des Français. Ces barbares employaient tous les plus vils procédés de la guerre, l'assassinat et le pillage, quand leur nombre était supérieur ; en nombre égal ils ne présentaient jamais le combat ; ils fuyaient en lâches.

Au milieu de ces marches pénibles, sur un sol qu'on ne connaissait qu'à l'aide de cartes et de plans peu exacts, il fallait tout le courage français pour supporter tant d'obstacles et les vaincre. C'est dans ces momens qu'on perdit l'adjoint Gallois, et que l'adjudant-général Denano fut massacré. L'armée, dans cette situation, fut coupée, toute communication ayant été interceptée à six cents mètres derrière elle. On ne

pouvait plus recevoir de nouvelles d'Alexandrie, on ne pouvait non plus en donner. Mais, à l'approche des Français, les Arabes délogeaient; ils abandonnaient leurs villages. L'armée française se trouve dans une circonstance singulière : elle manque de pain et couche sur des tas de blé; elle est aussi privée de viande; quelques lentilles et de mauvaises galettes sont sa seule subsistance. Le soldat, ordinairement industrieux quand le besoin le presse fortement, pile du blé avec des pierres; c'est ainsi qu'il fait ses galettes. Dans cet état, l'armée continue sa marche sur Ommel-Dinar, et y arrive le 19 juillet. Mourad bey, à la tête d'une armée composée de six mille Mameloucks, d'une horde d'Arabes, d'une peuplade de Fellahs, a pris position derrière un retranchement, auprès du village d'Embabé, à la hauteur du Caire : Buonaparte en est instruit, et vole vers le musulman pour lui livrer bataille; il est vainqueur aux Pyramides. Dès le lendemain le bruit de sa victoire vient réveiller les grands du Caire, du profond repos où leur vie ordinaire est consacrée; ils arrivent sur les bords du Nil : là ils abordent le vainqueur, et lui présentent les clefs du Caire.

Ceux qui offraient de remettre la ville aux Français étaient accompagnés du kiaya du pacha. Ibrahim bey, s'étant dérobé aux approches des troupes françaises, pendant la nuit, avait emmené avec lui le pacha. Buonaparte les rassure, en leur affirmant que son dessein est d'abord de respecter les lois du pays, les mœurs, les usages, la religion; que son désir le plus vif est de demeurer l'ami de la Porte-Ottomane et du peuple égyptien. Ces personnages du Caire y retournèrent accompagnés d'un détachement commandé par un officier français. La populace, qui dans toutes les régions de l'univers est par-tout la même, profitant de la déroute des Mameloucks, se porta à quelques excès : elle pilla la maison de Mourad bey; mais des proclamations et la force armée eurent bientôt fait renaître le calme et l'ordre.

Le 24 juillet, le quartier-général de Buonaparte fut établi au Caire; les généraux Regnier et Menou dirigèrent leurs divisions vers le vieux Caire, où ils prirent position; et, à Boulac, les divisions Bon et Kléber; sur la route de la Syrie on plaça un corps d'observation; et, pour terminer la ligne d'occupation, le général Desaix, à la tête de sa division, alla occuper Embabé, dans la haute Egypte. C'est dans cette ville, dont on évalue la population à trois cent mille habitans,

que les Français établirent le centre de leur administration. Le souvenir de l'ancienne Memphis vint frapper et reveiller le génie de Buonaparte. Transplanté par une série d'évènemens militaires sur ce sol étranger, aujourd'hui plongé dans la barbarie, et jadis l'ornement et la gloire des beaux arts, Buonaparte y cherchait avec un soin particulier la trace des monumens qui avaient illustré cette antique monarchie : sous sa direction, des savans y formèrent un institut ; des artistes, diverses manufactures : et ces nouveaux établissemens faisaient sortir de leurs tombeaux les arts et l'agriculture.

Du 29 au 31 octobre 1798. — Les Français, tranquilles dans la ville du Caire, y avaient oublié toutes les vicissitudes qu'entraine un voyage d'outre-mer et toutes les fatigues de la guerre. Uue sédition vint tout-à-coup troubler ce doux repos, dans lequel étaient plongés nos guerriers. La bonne intelligence régnait à un tel point au Caire, que les notables de toutes les provinces venaient y délibérer avec calme sur l'administration, les lois et les impôts convenables à l'Egypte. Le 29 octobre, à la pointe du jour, on vit avec étonnement un rassemblement de personnes qui semblaient méditer un dessein extraordinaire; elles étaient réunies en divers lieux, mais particulièrement vers la grande mosquée.

Le général Dupuy, commandant de la place, aborde ce rassemblement ; il est escorté d'un faible détachement ; il s'approche pour dissiper les mutins : mais, arrêté lui-même avec quelques officiers et plusieurs dragons, ils sont égorgés. La sédition s'accroît et devient générale. Les révoltés assassinent les Français par-tout où ils les rencontrent ; et, au même instant, les Arabes se montrent aux portes de la ville. Le danger s'accroît, la générale bat, et déjà tous les Français en armes se forment en colonnes mobiles, et marchent contre les insurgés avec quelques pièces de canon. Les mosquées servent de retraite aux rebelles, qui s'y retranchent. Les Français assiégent les mosquées et engagent un combat terrible. L'artillerie bat les mosquées et le quartier de la ville où sont les révoltés. La vengeance et l'indignation doublent le courage des Français ; mais déjà le feu de l'artillerie a porté l'incendie et sur les mosquées et dans le quartier des mutins, lorsque les chérifs et les principaux du Caire viennent demander grâce et implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Buonaparte, qui se laisse fléchir ; et enfin l'ordre ayant été rétabli le 31 octobre, un pardon général est accordé à la ville.

On mit aussitôt la place dans un tel état de défense, qu'un seul bataillon pût suffire dorénavent pour arrêter, à l'instant de leur explosion, des mouvemens populaires dont les suites sont toujours funestes chez un peuple barbare, sur-tout dans une ville populeuse et sujette aux entreprises hardies des Arabes.

Du 19 mars au 27 avril 1800. — Le séjour de Buonaparte en Egypte fut marqué par la tranquillité parfaite dont jouit le Caire, sa ville capitale. Lorsqu'il fut rentré en France, le général Kleber fut chargé de l'administration de ce pays. Ce général senti bien vite la difficulté de conserver cette conquête. Les Anglais commençaient à l'attaquer sur les côtes de la Méditerranée, et les Turcs, sur les frontières de la Syrie. Sa crainte de ne pouvoir préserver l'Egypte était d'autant plus fondée que les soldats français étaient affaiblis de plusieurs manières : ils étaient tout-à-la-fois couverts de blessures et souvent affectés de maladies toujours graves et dangereuses pour celui qui n'est, qui ne peut être acclimaté au bout de six mois de séjour. Les croisières anglaises, sur la Méditerranée, étant un obstacle insurmontable pour recevoir des nouvelles et des secours de la France, le général Kleber, considérant l'état de dénuement qui menaçait son armée, dans un pays où la persuasion n'avait encore fait aucun progrès, jugea devoir céder à la nécessité en convenant, avec la Porte Ottomane et les Anglais, de la reddition de l'Egypte, mais à des conditions honorables. A la vérité, cette ouverture envers ces deux puissances annonçait une crainte visible de ne pouvoir se maintenir dans un pays d'outre-mer, et où, après avoir fait la loi, il fallait, à son tour, la recevoir. L'amiral anglais, voulant pour première condition que l'armée française se rendit prisonnière, refusa de ratifier le traité.

Quelque critique et embarrassante que fût la situation, comme un général français ne sait ce que c'est que de dévier des voies de l'honneur, il ressaisit ses armes; et sa situation même lui donnant une nouvelle force, il marcha vers le grand-vizir, et remporta sur lui une victoire éclatante aux champs d'Héliopolis. Il chassa les Turcs de l'Egypte, ainsi que les Anglais qui, croyant l'armée française anéantie, commençaient à s'y montrer. Les beys, les Turcs et les Arabes réunis jugeant les Français plus affaiblis qu'ils ne l'é-

taient réellement, cherchaient à secouer le joug des chrétiens, au même moment où l'armée française tenait encore l'Egypte sous sa domination, par la force de ses armes.

Du haut de ses murs, le peuple du Caire était témoin d'un combat entre lès Français et les habitans de Boulac, qui marchaient contre eux, sous l'étendard de la révolte. Pendant ce combat, on vit paraître, à la porte des Victoires de la ville du Caire, tous les chefs du gouvernement turc, ayant à leur tête Nassif pacha, accompagné d'Osman bey, et d'Ibrahim bey; c'était au nom du sultan Sélim qu'ils venaient prendre possession de la ville. Ils ne manquèrent point, en entrant, d'annoncer pompeusement le triomphe des armes ottomanes, et la défaite des restes de l'armée française. Afin d'en imposer d'une manière plus efficace, et de persuader le peuple, une armée composée de dix mille cavaliers turcs, deux mille Mameloucks, et huit à dix mille paysans armés, se jeta à l'improviste dans le Caire, après s'être dérobée aux yeux des Français, en traversant les déserts. Cette armée, ainsi composée, se présenta devant le Caire le 19 mars 1800. Le peuple, qui par-tout se réjouit des grands évènemens, parce qu'il croit que sa condition va devenir meilleure, manifesta sa joie par les acclamations les plus vives. Peut-être aussi le zèle pour la religion, le respect pour le grand-seigneur, et la longue habitude de leurs anciennes mœurs et usages, que la présence des chrétiens pouvait gêner, entraient-ils, pour quelque chose, dans la manifestation de cette joie éclatante, et pouvaient-ils même leur faire oublier leurs liaisons avec les Français.

On vit Nassif pacha saisir avec empressement ce moment qu'il jugea favorable aux cruels desseins de sa vengeance. Il se porta d'abord au quartier des Européens, où tout ce que les négocians possédaient fut pillé en moins d'une heure; et, sans distinction d'âge ni de sexe, on égorgea tous les habitans de cette contrée. Ensuite, sur l'invitation de Nassif pacha, le peuple le suivit sur la place d'Ezbékieh, afin d'y égorger le dernier Français. La maison de Mohamed bey-el-Elfi renfermait encore deux cents hommes : le quartier-général occupait cette maison. La multitude fut repoussée par les grenadiers et les guides; mais tous les habitans du Caire se soulevèrent armés de toutes pièces, fusils, piques et bâtons. Cette multitude était au nombre, au moins, de cinquante mille hommes. Des drapeaux blancs, arborés sur les mosquées, étaient un signe de réjouissance.

Les musulmans, se croyant vainqueurs, faisaient entendre des cris de joie, à travers lesquels on distinguait des imprécations contre les infidèles, dont ils pensaient avoir exterminé le dernier. Dans leur fureur, ils attaquèrent tout ce qui n'était point de leur secte; ainsi, les maisons des cophtes, des chrétiens de Syrie et des Grecs furent assaillies, et la plupart de leurs habitans immolés à leur rage. Mustapha aga fut saisi et empalé; il était chef de la police sous le gouvernement français. Le sergent Klane, qui avait avec lui huit hommes, était de garde auprès du malheureux Mustapha aga; il entreprit de se faire jour avec ses huit hommes au travers des Turcs, et ils durent leur salut à leur intrépidité. Les séditieux, voyant ces hommes déterminés à vendre cher leur vie, voyant sur-tout plusieurs des leurs tomber sous leurs coups, s'en éloignèrent. Ces braves battirent ainsi en retraite pendant l'espace d'une lieue. Mais trois d'entre eux étant blessés, leurs camarades les défendirent et les portèrent dans la citadelle. Ils furent contraints, pour secourir leurs blessés, d'abandonner une pièce de canon qu'ils emmenaient avec eux. Les révoltés, les poursuivant jusqu'à la porte du fort, ne purent s'empêcher d'admirer cette action de bravoure et d'humanité.

Nassif pacha, à la tête de ces nations diverses, employa deux jours pour forcer deux cents Français retirés dans leur quartier-général; et il eut la honte de n'en pouvoir venir à bout. Il se retirait de cette attaque le désespoir dans l'âme, lorsqu'un général français arrive d'El-Hancka avec quatre bataillons. Aussitôt quatre mille cavaliers mameloucks osmanlis marchent vers lui pour le combattre. C'était le général Lagrange : il forme sa troupe en bataillon carré. Un feu de mousqueterie bien nourri, et quelques coups de canon, repoussent ces nations plus barbares que guerrières, et bientôt Lagrange, ayant dissipé cette armée, arrive au quartier-général français à la tête de ses quatre bataillons, secours inattendu qui ne pouvait arriver plus à propos. Il confirme l'heureuse nouvelle de la brillante victoire d'Héliopolis. En peu de jours les Egyptiens furent témoins de ce que peuvent le génie réuni à la bravoure française : le poste du quartier-général devint inexpugnable, ce qui déconcerta les projets des Egyptiens, et la ville continua d'être bombardée par la citadelle et le fort Dupuis.

Cependant, à la faveur des maisons du quartier cophte,

les insurgés, que les défaites ne rebutaient point, s'avançaient vers la gauche des Français. Par cette manœuvre ils gênaient un peu nos communications intérieures; mais nous conservions toutes celles que nous avions au dehors. Sur ces entrefaites, un nouveau renfort arriva encore aux Français; c'était le général Friant, amenant avec lui cinq bataillons. Dès ce moment les Français reprirent leur ancienne prépondérance, et les Egyptiens et toutes leurs sectes alliées furent repoussés sur tous les points. Ils s'étaient extrêmement fortifiés; il était impossible de communiquer d'une rue à une autre, tant ils avaient multiplié leurs barricades. Ils avaient élevé en maçonnerie des murs crènelés de douze pieds de haut. Les maisons voisines de ces barricades servaient de plates-formes d'où les Osmanlis pouvaient de toutes parts écraser les Français. Dans l'attaque de ces retranchemens, les chefs de brigades Maugras et Conroux furent grièvement blessés, et le dernier mourut des suites de sa blessure.

Tous les moyens étaient employés pour tromper le peuple et soutenir son courage. Aussi la multitude du Caire, qui croyait bonnement que les Français avaient été vaincus à Héliopolis, combattait comme des lions, et les Egyptiens massacraient ceux qui avaient l'air de douter des succès de leurs armes à Héliopolis. On était étonné de voir ce peuple déployer pour sa défense une énergie que le fanatisme de la religion peut seul produire sur des êtres d'ailleurs barbares. Depuis plus de vingt ans ils avaient des pièces de canon enfouies dans le sein de la terre; ils les retirèrent et les rétablirent, ils fabriquèrent de la poudre, et recevant des artisans même leurs outils de fer, ils en fabriquèrent des boulets. Leur activité était inconcevable pour secouer le joug des Français, qu'ils avaient toujours cru vaincre, mais qui demeuraient toujours vainqueurs. Leur arsenal rétabli, il fallait des provisions de bouche. Les habitans ont pour coutume de faire dans leurs maisons des provisions considérables : ils puisèrent donc chez ces particuliers de leurs provisions pour établir des magasins de subsistances. Ceux qui travaillaient aux retranchemens ou qui portaient les armes avaient seuls droit aux distributions journalières. On ne donnait rien au reste des hommes attroupés.

Cependant le peuple, qui paraissait dans l'oisiveté, s'occupait encore à ramasser les boulets et les bombes pour les renvoyer aux Français; mais le calibre étant différent,

ils ne purent s'en servir, aussi ils s'avisèrent de fondre des mortiers et y réussirent. Cette industrie parut d'autant plus surprenante qu'il fallait joindre à beaucoup d'activité, un génie qu'on ne leur supposait pas : telle était la position du Caire au 26 mars, lorsque le général Kléber y arriva. Pour s'ouvrir des passages et arrêter les progrès des insurgés, le général Friant avait fait brûler les maisons qui obstruaient en partie l'entrée de la place de l'Ezbékieh; on avait pareillement incendié une partie du quartier des Cophtes. Les munitions de guerre commençant à manquer à Kléber, il se détermina à attendre son artillerie pour exécuter une entreprise sérieuse. Ce général employa utilement le délai pendant lequel ses troupes prenaient aussi quelque repos; afin de décourager et de diviser les insurgés entre eux, il les instruisit par des correspondances particulières de la défaite du grand-vizir. On y parvint facilement, en raison de l'opposition d'intérêts qui existent naturellement entre les Mamelouks, les Osmanlis et le peuple du Caire.

Déjà les principaux chefs étaient disposés à capituler à des conditions qui leur fussent avantageuses, mais auxquelles ils n'eurent pas la bonne-foi de tenir : ces chefs, qui sans doute voulaient prendre aussi un peu de repos, pour rompre ensuite, et mieux se mesurer, étaient Nassif pacha, Osman kiaya et Ibrahim bey. On vit tout-à-coup les Egyptiens, qui avaient ameuté le peuple contre les Français, distribuer de l'argent et des subsistances à la populace pour grossir l'armée des séditieux, et pour prévenir la vengeance qu'ils redoutaient de la part des Français. Les femmes éplorées et les enfans se jetaient à la rencontre des Mamelouks et des Janissaires, les suppliant de ne point les abandonner. Mais les hostilités reprirent à l'époque fixée par la capitulation, et le siége continua, sur le refus que firent les Janissaires de livrer les portes.

La conservation de son armée et celle d'une ville nécessaire à son établissement en Egypte touchaient de trop près aux grandes vues du général Kléber, pour ne pas faire à ces deux intérêts le sacrifice de l'éclat futile d'un succès. Le général français publia alors ses intelligences avec Mourad bey. Après le refus d'exécuter la capitulation du Caire, les négociations commencées avec ce bey reprirent leur cours : « Vous déclarerez, dit-il à son envoyé, que je m'unis à eux aujourd'hui, parce qu'ils m'ont mis dans l'impossibilité de

continuer la guerre. Je demande à m'établir dans une partie de l'Egypte, afin que s'ils la quittent, je m'empare, avec les secours qu'ils me fourniront, d'un pays qui m'appartient, et qu'eux seuls peuvent m'enlever. Je jure d'unir mon sort au leur jusqu'à cette époque, et je serai fidèle à mes conventions. »

Cette déclaration fut suivie d'un traité d'alliance, et ratifié par les parties contractantes. Bientôt après, Mourad bey donna aux Français des preuves de son amitié et de sa bonne intelligence. Il livra les Osmanlis qui étaient dans son camp, envoya des subsistances aux Français, et ne cessa de préparer la capitulation définitive du Caire, en y entretenant des correspondances suivies. Il avait cru que cette ville céderait plus promptement à ses désirs. Il se trompa dans son attente, et, irrité de cette obstination, il proposa de l'incendier. Pour effectuer ce projet, il envoya peu après des barques chargées de roseaux : toutes ces dispositions étaient faites, lorsque le général Regnier arriva ; et c'est par ses moyens que le blocus de la ville fut encore plus resserré.

Le 20 avril, ce général attaqua le Santon d'Abousieh, crènelé et retranché par les Turcs. Tous les environs étaient dominés par cette position. La maison de la direction du génie, située sur la place d'Ezbékieh, fut attaquée dans la même nuit par un détachement du régiment des dromadaires. Une brèche faite par le canon donna la facilité d'y pénétrer. L'ennemi en fut chassé de telle sorte qu'il ne put y rentrer. On fut obligé de tempérer l'action du feu des forts et de la citadelle, par la grande diminution des approvisionnemens de guerre ; les Osmanlis s'aperçurent de ce ralentissement.

Le grand-vizir leur avait fait des promesses de secours d'une part, ils croyaient d'une autre que les Français avaient épuisé toutes leurs munitions. Ils tâchèrent de ranimer le courage abattu des habitans du Caire ; ils célébrèrent des réjouissances dans lesquelles ils chantaient la situation désespérée des Français. Les minarets furent illuminés, et l'on n'oublia point jusqu'aux muezims (crieurs publics), pour faire proclamer, par des chants d'alégresse, la prétendue défaite des Français. Dans ces momens fêtés par les Osmanlis, la ville fut sommée, pour la troisième fois, de se rendre. Les Français, dans leur sommation, menaçaient de la plus terrible vengeance, s'ils pénétraient dans la ville les armes à

la main. Ils promettaient, au contraire, un pardon absolu si l'on voulait se soumettre et épargner par-là la destruction entière de la ville. Les Egyptiens regardèrent cette proposition comme une ruse de guerre. Ils restèrent encore plus convaincus de l'état de détresse dans lequel ils croyaient les Français. Toute proposition fut donc encore rejetée. Mais ils se trompaient, au moment même de cette dernière proposition, le général Béliard venait ravitailler l'armée : il arrivait avec une demi-brigade et un convoi de munitions. On tenta d'abord de réduire Boulac, qui ne put résister à la force et à la valeur des Français ; mais le Caire tenait toujours. Il fut décidé que, le 28 avril, une attaque générale aurait lieu, et que l'instant en serait signalé par l'explosion d'une mine, creusée depuis quelques jours sous la maison de Swiltié Fatdié : l'entrée de la nuit fut choisie pour l'instant de l'attaque, et le succès en fut complet. Les ruines de la maison minée ensevelirent beaucoup de Mameloucks et d'Osmanlis, qui précisément défendaient ce poste.

Au même instant l'attaque éclata sur tous les points ; le général Béliard dirigeait le centre ; le général Friant commandait la droite, et le général Régnier la gauche. Ce dernier pénétra fort avant dans la ville, par la porte nommée Babel-Charich. Le quartier fut embrasé, et un grand nombre d'ennemis tombèrent sous ses coups. Le général, commandant le siége, donna l'ordre à la troisième compagnie de carabiniers de la vingt-deuxième demi-brigade légère de s'emparer d'une pièce de canon, située sur une tour d'où elle battait le Santon. Cette compagnie de carabiniers part pour exécuter l'ordre ; elle franchit les maisons de terrasse en terrasse, et rencontre, au débouché d'une rue, Nassif pacha et Assan bey Gedaogi avec un grand nombre de Mameloucks : une compagnie de la neuvième demi-brigade les chassait vivement. Ces musulmans fuyaient devant eux. Aussitôt les carabiniers se forment pour recevoir la charge, et leur tuent un monde considérable.

La rue était encombrée de morts, les maisons voisines servent de retraite à quelques chefs qui abandonnent leurs chevaux et le combat. Ces braves carabiniers ayant dissipé l'ennemi qu'ils avaient rencontré, et voulant obéir à l'ordre qu'ils ont reçu, arrivent sur la tour pour enlever la pièce de canon, ce qu'ils ne purent exécuter ; mais ils l'enclouèrent. Cette journée fut marquée par la mort de huit cents Mame-

loucks, et par l'incendie de quatre cents maisons. La perte des Français fut bien inférieure : le général Béliard fut blessé. A la suite de cette action, Mourad bey et les scheicks des Turcs, jugèrent le moment favorable pour proposer aux assiégés de capituler : Nassif pacha et Ibrahim bey refusèrent constamment d'écouter aucune proposition : ils n'étaient pas plus fatigués du siége que de leur fanatisme. Cependant leur ville offrait de toute part l'image de la destruction, et la quantité de leurs morts attestait combien leur résistance était insensée. Ils firent des propositions, mais telles que Mourad bey ne voulant pas les transmettre lui-même au général Kléber, deux députés pris dans les beys portèrent à une audience publique les offres des Egyptiens en présence des généraux : elles furent rejetés avec dédain.

Pour terminer enfin ces conférences, le général français fit passer les parlementaires dans un appartement d'où l'on découvrait les débris encore fumans de Boulac. Il leur fit comprendre, sans interprète, mais par des signes énergiques, le sort qu'il réservait à la capitale s'ils ne se rendaient à la raison. Il saisit aussitôt cette circonstance pour communiquer au bey d'Ibrahim le traité conclu entre les Français et Mourad bey. Ce traité était jusqu'à ce moment resté dans une sorte de secret. On remarqua sur les traits des parlementaires la vive impression que faisait sur eux la lecture de cette alliance; on en augura qu'elle contribuerait à rendre plus modérées les prétentions des Turcs.

Les envoyés rentrèrent sur-le-champ dans le Caire. Le lendemain on les vit revenir avec des conditions bien plus raisonnables. Le général Kléber vit à son tour des moyens de rapprochement, cependant il n'y souscrivit point encore; il fit des modifications, mais il refusa la suspension d'armes, et, pour leur prouver que la basse Egypte était au pouvoir des Français, il disposa une entrevue entre les officiers turcs qu'il avait faits prisonniers à Damiette et les parlementaires du Caire, et, sans perdre de temps, le général français, d'après toutes les modifications apportées de part et d'autre, envoya aux généraux musulmans les dernières et uniques conditions de la capitulation qu'il accordait. Cependant il fallut une dernière attaque pour déterminer la reddition du Caire; elle eut lieu, et plusieurs postes furent enlevés presque sans résistance.

Enfin, le 20 avril, Nassif pacha envoya au général Kléber

la capitulation signée de sa main. Le 22 avril l'échang otages fut fait sur la place d'Ezbékieh. Depuis la prise de l'acqueduc, jusqu'à la porte voisine du fort Sulkouski, toute l'étendue du canal, furent établis des postes occupé les Français. La rage de la populace n'était point e passée, et les otages français coururent des risques. A été assaillis par cette populace, ils eussent peut-être assassinés sans la fermeté que montra Mohamed bey l'Et les renferma dans une mosquée dont il défendit l'entrée ses Mamelouks, l'épée à la main. On s'occupa imméd ment après de l'évacuation de la ville, qui fut complète exécutée le 4 mai.

Sans doute, pour les garantir de toute réminiscence, les T emmenèrent avec eux les principaux chefs de l'insurre du Caire : ils furent suivis d'environ quatre mille Egyp qui sentaient trop bien qu'ils avaient mérité le ressenti des Français, dont ils redoutaient la vengeance. Le gé Kléber avait solennellement promis de n'en exercer au sous la réserve que les habitans riches donneraient un tisfaction pécuniaire profitable à l'armée. Les Turcs fu escortés jusqu'à Salêhié par le général Régnier à la têt sa division.

Les Osmanlis, au sortir du Caire, se voyant escortés l'infanterie française, avaient de la peine à dissimuler frayeur, tant ils craignaient l'animadversion des Fran mais ils ne furent pas long-temps à juger le véritable ractère français, terrible, sans quartier dans le combat, généreux après la victoire. Les chefs des Osmanlis, fra de cette générosité, en témoignèrent bientôt leur recon sance au général français. Ces troupes admiraient sur- avec un étonnement difficile à décrire, la subordinatio soldat français : elles ignoraient que c'est ce qui fait la des armées en préparant leur gloire, chose étrangère troupes ottomanes. Le 27 avril, le général Kléber v voir toute son armée; il la réunit dans la plaine de la Co Il s'y rendit accompagné des beys Osman-Bardissi et Os Ascar. L'armée française manœuvra dans la plaine; exécuta différentes évolutions avec toute la précision poss Les beys, pénétrés d'admiration devant de pareilles trou après la revue, parcoururent les rangs et distribuèrent plus grands éloges à chaque corps. Ensuite l'armée fran se disposa à faire son entrée triomphante dans le Caire :

y entra en effet au bruit de l'artillerie de l'armée et de celle des forts. Les habitans des villes de Boulac et du Caire attendaient dans la consternation le châtiment du vainqueur : le général Kléber imposa sur les riches et sur le commerce douze millions, dont une moitié en nature et l'autre en argent.

L'armée française par sa valeur avait entièrement changé la situation politique et militaire de l'Egypte ; un de ses ennemis avait été entièrement détruit. Mourad bey, ami qui se montrait toujours sincère envers les Français, possédait assez de forces pour soutenir dans toute l'Egypte ses nouveaux alliés. Il n'avait pu depuis deux ans jouir du moindre repos ; ce bey était inséressé à resserrer les nœuds de cette alliance, qui pouvait seule lui assurer la possession tranquille de tout le pays. Le peuple de l'Egypte était forcé de changer d'opinion à l'égard des Français : il regardait naguère la perte des Français comme assurée ; mais maintenant ils étaient traités comme les maîtres absolus d'un pays dont aucune puissance ne pourrait les faire retirer.

Du 12 *mai au* 28 *juillet* 1801. — L'armée d'Egypte, depuis la brillante victoire d'Héliopolis, perdait chaque jour de son ancien lustre. Les Anglais avaient contrecarré l'arrivée en Egypte de cinq mille hommes de troupes fraîches, conduites par l'amiral Gantheaume. Ce renfort eût prolongé encore dans tout son éclat l'existence d'une armée qui, depuis trois ans, luttait contre des privations de tout genre, en proie aux maladies du sol, comme la peste et l'ophtalmie, et affaiblie encore par la perte des braves restés sur le champ d'honneur. Les Anglais débarquèrent des troupes formidables à Aboukir, avec lesquelles profitant de la situation désespérante des Français, ils venaient tenter de les accabler. Les Français n'étaient point en force ; ils ne purent s'opposer à cette descente. Le général Menou, ayant succédé au général Kléber, donna le commandement du Caire au général Belliard ; la position de ce général n'avait rien de plus rassurant ; il n'avait pour défendre la haute Egypte contre le grand-vizir, dont l'armée s'avançait vers Belbeys, que deux mille cinq cent cinquante-trois hommes, et déjà les Anglais faisaient marcher un corps considérable de troupes vers le Caire ; elles étaient commandées par le général Abercrombie. Les Anglais avaient eu l'attention de conduire en Egypte des troupes acclimatées dans des pays chauds, tels que les

Indes-Orientales, d'où sortaient celles qui étaient ar
tout récemment à Cosséir.

Les Français en Egypte venaient de perdre Roset
Damiette; le général Belliard n'en fut pas plutôt in
qu'il se hâta de rappeler à lui le général Donzelot, e
ordonnant d'évacuer promptement la haute Egypte. A
époque, l'une des branches du Nil était ouverte, l'autre bra
était sur le point de l'être, et le pays du Charckié
envahi. La fidélité des Mamelouks devenait douteuse,
tout depuis la mort de Mourad bey, qui était leur cau
Nos pertes s'accroissaient chaque jour, et le bruit qui
répandait donnait déjà des espérances à un peuple qui
dait en frémissant le joug de l'étranger qui avait su
servir, tout en ayant l'air de caresser ses goûts, de lui l
ses mœurs, ses usages et sa religion. Toutes ces div
pensées n'avaient point échappé au général Belliard, q
vit de salut dans cette situation que de concentrer tou
siens dans le Caire, d'en fortifier l'enceinte, et de conti
par cette attitude fière d'imposer à un ennemi qui dev
rappeler la valeur française, et se souvenir qu'il fallai
forces bien puissantes pour parvenir à la vaincre.

Le général Belliard conçut une dernière espéranc
apprenant que le général Lagrange couvrait Rhamanié
une division de trois mille neuf cents hommes : mais les
glais et le corps du capitan pacha l'ayant forcé de q
cette position après avoir soutenu un combat contre eu
se replia vers le Caire le 12 mai 1801. L'embarras du
néral Belliard augmentait chaque jour; il se voyait p
par trois armées formidables. Il avait incessamment à crai
la défection des habitans de l'Egypte, des Arabes et
Mamelouks; il avait sur-tout à se défendre contre la p
lation du Caire, qui pouvait mettre trente mille hommes
les armes, et dont le souvenir de leur humiliation po
servir d'étincelle à un grand incendie. La ligne ennemi
dehors du camp français offrait une ligne de circonvalla
de trois myriamètres.

Le général Belliard, sans argent, avec peu de muni
et de vivres, fut obligé d'exciter le zèle des officiers-gé
raux et particuliers, qui disposèrent de leur patrimoine
faveur de l'armée : c'est en eux qu'on trouva quelques
sources pour se procurer de la poudre et des magasins; q
ques contributions extraordinaires et la monnaie qu'on f

pait ajoutèrent à ces ressources. Les généraux français eurent la pensée de faire leur retraite dans la haute Egypte : mais on ne pouvait trouver dans aucune ville le moyen de créer un arsenal. On n'y voyait aucune position militaire assez forte; et, outre que cette contrée, dans le moment, était ravagée par la peste, c'est qu'encore on n'avait aucun transport assuré jusque-là. Si l'on tournait ses regards vers Damiette, on la voyait au pouvoir des Anglais et de l'armée ottomane.

On aurait livré bataille; mais on n'avait point assez de munitions. Belliard résolut alors de faire dans le Caire ce qu'autrefois Chevert fit à Prague, avec cette grande différence, que Chevert n'était point, au milieu de l'Afrique, pressé entre deux armées turques, il n'était point environné d'une multitude barbare, mais il avait devant lui une armée européenne, et, comme Chevert, Belliard n'avait qu'un faible corps de troupes en état de combattre, et un développement immense à défendre. Pour s'assurer de l'intérieur, le général français fit conduire à la citadelle les chefs de la religion mahométane, quelques membres du divan et les hommes les plus marquans, et qui avaient la plus grande influence dans les affaires publiques. Des batteries furent dirigées sur la ville; on effraya les perturbateurs par des menaces. L'armée tout entière, sans distinction de rang, se mit à creuser des retranchemens; des canons furent placés dessus. L'œil au dehors semblait voir une quantité immense de troupes sur ces retranchemens, par le mouvement perpétuel qui y était exécuté. Par-tout l'attitude qu'on présentait paraissait imposante, partout l'apparence présentait ses illusions à l'ennemi trompé, et déjà intimidé par des victoires sanglantes.

« Nos exploits, dit Belliard dans son rapport, étaient récens; l'inpression qu'ils avaient faite était grande, et l'on devait tout craindre d'hommes habitués depuis long-temps à toutes les chances de la guerre. »

« L'ennemi jugea facilement que les Français étaient résolus à mourir jusqu'au dernier, ou bien à dicter les conditions de sa retraite. Aussi mit-il beaucoup de lenteur dans ses mouvemens; il marcha avec beaucoup de circonspection, et ne voulut arriver devant nous qu'avec de grands moyens. » Le 18 juin, le général Belliard fut entièrement investi par les armées combinées, et l'on coupa les communications avec Alexandrie. L'immense développement des lignes françaises de circonvallation ne pouvait tenir; et l'on avait au plus cent cinquante

coups à tirer par pièce. Dès que le Caire aurait cessé d'a
des vivres, assurément la population, indisposée depuis lo
temps contre une nation étrangère, qui était venue lui di
des lois, n'aurait pas manqué de se tourner contre les Fr
çais. Ce peuple une fois réuni aux ennemis, les lignes frança
seraient bientôt forcées, et la retraite sur la citadelle n'é
point assurée. Si même on parvenait dans ce fort, on ne p
vait y tenir long-temps, par défaut d'approvisionnemens
vivres. Enfin, qu'y avait-il à espérer de deux armées turqu

Une suspension d'armes fut ménagée, et eut lieu le 22 j
let; trois officiers français et trois officiers des armées combi
eurent une conférence le lendemain; le 24, ainsi que les Fr
çais l'avaient résolu, ils dictèrent eux-mêmes, dans les t
mes les plus honorables, les articles de leur retraite, qui
rent acceptés le 27, et ratifiés le 28. Les conditions de c
évacuation furent conformes à l'honneur et à la bravoure d'
nation généreuse, jetée au-delà des mers, par une politi
connue seulement du gouvernement français d'alors. Le C
et Boulac virent enfin évacuer les Français au bout de do
jours, terme pris dans les conditions de leur retraite.
puissances alliées firent transporter, à leurs frais, des ports
l'Egypte dans ceux de la Méditerranée appartenant à la Fran
les munitions, artillerie, caissons et bagages des Franç
il était convenu qu'on ne pouvait relâcher ailleurs que d
les ports français de la Méditerranée, ni être arrêté dan
traversée. Les savans qui avaient suivi l'armée d'Egypte fur
assimilés aux officiers; on leur laissa la faculté d'empo
tous leurs papiers: les prisonniers furent réciproquement ren
sans rançon; on stipula sur toutes choses qu'aucun habitant
l'Egypte ne serait recherché ni inquiété relativement à
opinions et à l'accueil que les circonstances l'aurait mis d
le cas de faire aux Français; que sa personne et ses biens
raient tenus saufs. Il était dit aussi que, pour mieux gara
les habitans qui s'étaient montrés amis des Français pend
l'occupation de l'Egypte, il leur serait permis de suivre l'arm
française dans sa retraite. Tel fut le résultat de cette conquê
de la rendre à ses maîtres légitimes. L'Egypte fut évacu
après avoir fourni sans cesse l'occasion de montrer le gé
et la valeur des Français.

CAIRO.

20 *septembre* 1794. — Dix à douze mille impériaux étaient postés entre Final et Acqui ; le général Dumerbion marcha contre eux le 20 septembre 1794, pour les débusquer. Les ennemis menaçaient encore Savone, au moyen d'une grande route, qu'ils venaient d'ouvrir. Ils avaient aussi poussé leurs avant-postes sur le territoire de Gênes ; ils avaient établi leur camp sur Dego et Cairo, où ils se replièrent pendant la nuit, après avoir été chassés, par le général Dumerbion, des villages de Mollare, de Pallare, et de la plaine de Carcare. Les Autrichiens étaient occupés de leur retraite ; et déjà ils faisaient filer leurs équipages, lorsque le général français les atteignit au Cairo, tant il les avait suivis avec promptitude.

Déjà le soleil était au milieu de sa course ; et le général Dumerbion, voulant profiter de l'ardeur de ses troupes, attaqua l'ennemi sur tous les points à-la-fois. Une heure et demie suffirent pour le débusquer de toutes les positions avantageuses qu'il avait prises, afin de couvrir sa retraite. Ce combat coûta près de mille hommes tués, blessés ou prisonniers, du côté des impériaux, et le terrain de la victoire nous demeura L'action ayant commencé tard, la nuit en donna seule la fin ; et c'est à la faveur de son voile que les Autrichiens se derobèrent entièrement aux Français.

Leur déroute fut complète : ils craignirent d'être poursuivis et toujours harcelés, puisqu'ils abandonnèrent une partie de leurs blessés, ainsi que leurs magasins remplis de vivres et de fourrages. Le champ de bataille, comme à l'ordinaire, resta aux Français, et ils y bivouaquèrent. Le général Dumerbion aurait dû profiter de sa victoire ; mais il lui manqua l'audace nécessaire pour compléter son avantage, en s'emparant d'Acqui sur la Bormida, comme il en avait l'occasion. Deux ou trois marches suffisaient pour opérer ce mouvement, et les Français alors auraient porté leur quartier d'hiver dans le Mont-Ferrat : cette faute retarda leur entrée en Italie de plus d'une année. Une chose digne de remarque : les républicains, au nombre de quatre-vingts, furent tous blessés à la poitrine. On vit dans cette affaire un sergent de chasseurs, nommé Brimont, se battre à-la-fois contre quatre impériaux, qu'il tua : il avait à parer les coups des quatre hommes qui l'entouraient, et il était en même temps blessé à une cuisse, de deux coups

de baïonnette et de deux balles. Cet acte d'adresse et courage lui valut le grade d'officier.

12 *avril* 1796. — Après la victoire de Montenotte, le génér Buonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie, arriva da ce pays avec d'autres systêmes, et un génie militaire bien d férent de ses prédécesseurs ; il s'empara en grande hâte Carcare et de Cairo, le 12 avril 1796. D'après les locali géographiques, ce pays, occupé par des troupes, coupait communication entre les Piémontais et les Autrichiens. En e pêchant la réunion de ces deux corps d'armées ennemies, on le ôtait leur supériorité. La rapidité avec laquelle le général L harpe marcha sur Cairo, ne donnant point le temps aux troup qui l'occupaient de se reconnaître, lui procura un succès co plet.

CALABRE.

Mai et juin 1799. — La cour de Palerme conçut les p grandes espérances quand elle fut informée de l'arrestat du général Championnet ; elle cessa d'avoir de l'estime po le gouvernement français, qui n'inspira plus de confiance aucune des cours de l'Europe. Palerme dédaigna d'employ des troupes de ligne pour marcher sur les Français ; mais e forma des bandes de brigands qu'elle trouva dans toutes prisons. Dans une semblable occasion, le directoire de la r publique française s'était servi des mêmes moyens.

Championnet avait nommé à Naples un gouvernement pr visoire, qui fut remplacé par un corps législatif et un dire toire ; le général français avait établi des taxes régulière auxquelles on substitua des contributions en nature. Les h bitans de la campagne étaient dans la désolation, tant étaient opprimés et dépouillés par les commissaires françai et, par suite des systèmes révolutionnaires, la terreur ferm la bouche des opprimés ; mais, au loin, le bruit de ces vex tions se répandait ; on ne manquait point d'en dénaturer cause, en attribuant à la nation le crime de quelques pa ticuliers.

Afin de rendre la nation plus odieuse, on eut grand s d'exagérer la conduite brutale et atroce de quelques ind vidus, tenue envers les femmes, les filles et les prêtres. C était assez pour soulever un peuple superstitieux, ignora

et crédule. Depuis long-temps notre nation était en haine parmi les habitans de la Calabre citérieure; ils avaient déclaré que jamais ils ne souffriraient que les troupes françaises missent un pied sacrilége sur leur territoire. Le roi Ferdinand, voulant profiter des dispositions du peuple contre les Français, envoya dans la province de Lecce cinq personnages qui lui étaient dévoués, afin d'exciter le peuple à la compassion pour la cour de Palerme, en lui peignant tout son dénuement, et en opposant la conduite du roi aux exactions des agens français.

Bientôt on forma une armée qui fut composée de tous les criminels réunis des prisons et des galères : cinq cents malfaiteurs tirés des prisons de Palerme et de Messine, auxquels on promit leur grâce et des récompenses, leur furent adjoints. Un moine apostat, nommé Fra-Diavolo, fut désigné pour les commander. Les partisans de la maison de Bourbon, à Naples, entretenaient une correspondance suivie avec les Anglais, placés dans la petite île de Procida, à douze milles de Naples : ils faisaient des proclamations aux peuples voisins des côtes, pour les exciter à se soulever contre les Français, leurs seuls oppresseurs. Lorsque l'insurrection projetée eut jeté quelques racines dans l'esprit du peuple, et qu'on fut parvenu à les étendre, le cardinal Ruffo quitte la barette et endosse la cuirasse; se jugeant propre à diriger ces nouvelles phalanges, il offre ses services à la cour de Palerme. Cette éminence fut d'abord pourvue de la charge de trésorier apostolique. Il vexa tellement dans l'administration de sa charge, que Pie VI, qui l'observait, voulut l'en retirer, en le nommant cardinal.

Le nouveau cardinal prit du chagrin, qu'il cherchait à dévorer dans Naples, où la cour lui donna l'intendance de Caserte. Le saint-père trouvant indigne qu'un cardinal remplit une place subalterne, le rappela à Rome. Ruffo n'obéit point au pape; il resta près du roi Ferdinand, auquel il s'attacha : il passa en Sicile avec la cour de Naples, d'où il fut envoyé pour prendre le commandement des troupes royales. Il se déclara le vengeur du trône et de l'autel, dans la ville de Scylla, où il fut accueilli d'une manière analogue au caractère qu'il déployait. Il mit en œuvre toutes les ressources de la religion pour exciter le zèle des Calabrois contre les Français. Il promit les biens célestes pour l'autre vie, et les dépouilles des partisans français pour celle-ci. Enfin, un par-

don général fut proclamé en faveur des criminels qui pre
draient les armes pour aller combattre les ennemis du roi
de la religion.

Cette nouvelle milice était distinguée et reconnaissable
une croix blanche qu'elle portait sur le chapeau. Toute
Calabre, croyant apercevoir de grands avantages dans ce
sainte expédition, se leva spontanément au nom sacré de
religion. Les habitans des campagnes, ceux des cité
prennent la croix. La jeunesse armée est amenée de tou
parts au cardinal Ruffo : ce sont les curés qui la conduise
Bientôt les hommes extraits des prisons, les assassins et
voleurs, sont réunis à ces troupes. Fra-Diavolo se préser
à son éminence, en première ligne; un être convainc
dit-on, de quatorze assassinats, vint après lui : son nom
Pausanera; ensuite Sciarpa, sbire au tribunal de Falern
arrêtant les criminels, et, par une réunion de pouvo
atroces, les condamnant et les exécutant lui-même dans
prisons. On assure que le cardinal, pour s'attacher ses no
veaux soldats et ajouter toujours au nombre, leur promit
pillage de Crotone, ville riche, peut-être coupable da
ses opinions envers son roi et son Dieu. Quoi qu'il en fût
la promesse faite ou non par le cardinal, Crotone ouvrit
portes, implora la pitié du cardinal, et n'en fut pas mo
abandonnée, pendant un jour entier, à la barbarie et
pillage des nouveaux croisés. Après l'évènement de Croton
dont le bruit fut bientôt répandu dans toute la Calabr
Contazarro, sa capitale, ferma ses portes et plaça du can
sur ses murailles; mais elle accepta une capitulation hon
rable, qui fut offerte par le cardinal, et l'observation en
religieusement gardée des deux parts.

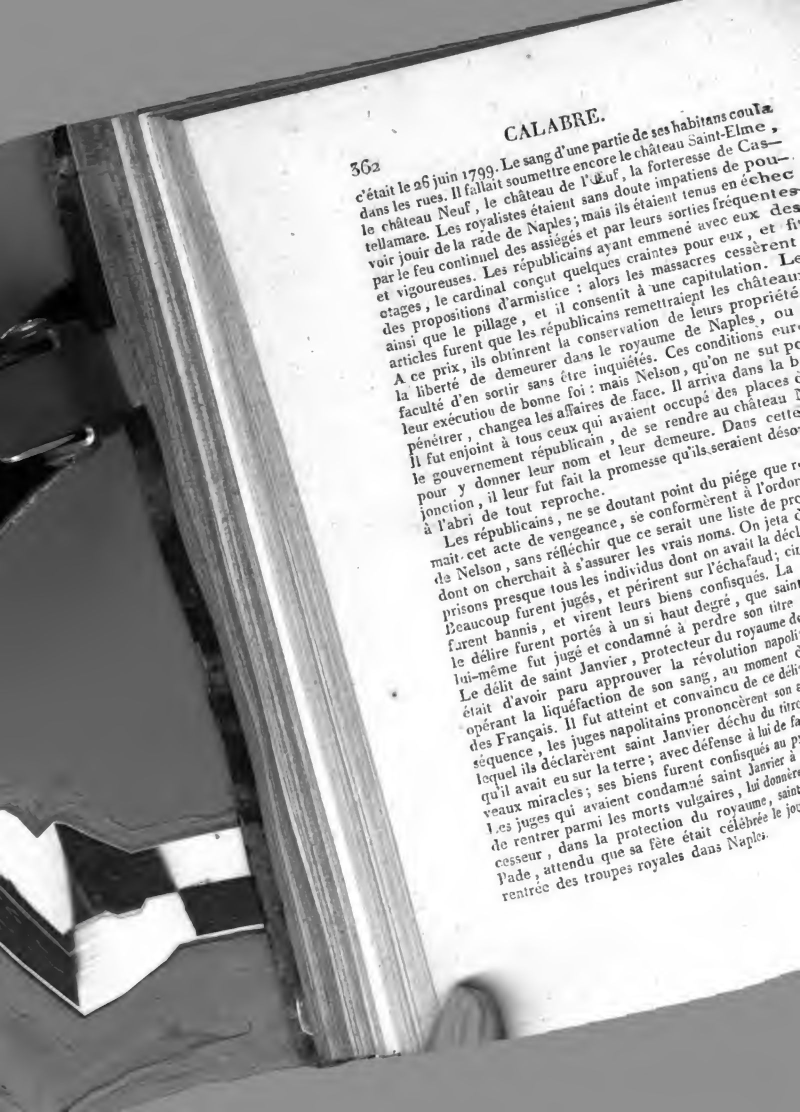
La ville se soumit au roi de Naples, paya une contribut
convenue; elle y ajouta même des secours en hommes,
se joignirent aux croisés pour marcher sur Cosenza. La co
de Palerme fut si satisfaite des succès du cardinal, que le
créa la place de vicaire-général de la couronne, pour la
donner, et chargea le chevalier Micheroux, de concert av
le prince de Leporano, de se réunir au vicaire-général
la couronne, et de le seconder dans toutes les opératio
militaires. Un régiment et un corps de volontaires furent e
core joints aux croisés, sous le commandement du prince
Leporano et du chevalier Micheroux. Pendant l'incertitu
dans laquelle les évènemens avaient jeté tout le monde,

le meilleur parti à prendre, le cardinal entra dans la ville de Cosenza; et, tandis que les habitans délibéraient, les troupes du cardinal saccagèrent la plupart des maisons des nobles.

La nouvelle armée royale s'augmentait chaque jour : la Sicile lui envoie des renforts. Ruffo soutient le courage de son armée par des promesses séduisantes; il annonce aux Calabrois la remise d'une exemption d'impôts pour dix années; cette promesse est faite au nom du roi, et sera réalisée si, par tous leurs efforts, ils parviennent à replacer Ferdinand VI sur le trône. En un instant l'Apulie et les Abruzzes se jettent dans ce parti. On s'empare aussi de la ville de Muro et du pont de Campistron. Cette armée royale, forte de soixante mille hommes, n'est point encore régulièrement organisée : le prince de Leporano va s'en occuper, et y établir la discipline militaire qui convient à une armée. La république parthénopéenne prit le parti de se circonscrire dans les murs de Naples. Le ministre de la guerre, Manthone, leva une armée pour l'opposer à celle des Bourbons; ce fut en vain : il marcha contre l'armée royale; mais, environné d'un ennemi six fois plus fort en nombre, il fut obligé de fuir et de rentrer dans Naples, après avoir abandonné son artillerie. Bientôt le vicaire-général de la couronne de Ferdinand va mettre le siége devant cette capitale, aidé des Turcs infidèles, d'Anglais hérétiques et de Russes schismatiques. Chaque jour é ait marqué par des combats entre les avant-postes napolitains et les troupes du cardinal Ruffo.

L'acharnement dans ces combats était remarquable; on n'en peut expliquer la raison que par la diversité de sentimens qui est ordinairement produite entre des frères ennemis. Le petit château de Velliena avait été fortifié par les républicains de Naples. Les royalistes accablent leur ennemi par une brèche qui leur permettait d'y donner l'assaut. Le commandant de ce poste, Antoine Torcano, tout couvert de blessures, parvient au magasin à poudre, y met le feu, et ensevelit sous les décombres du château et les vaincus et les vainqueurs. Dans ce même moment la ville de Naples était attaquée sur trois côtés à-la-fois. Les assiégés manquaient de vivres : le 25 juin, après midi, ils exécutent une sortie générale; mais le nombre des royalistes les effraie : les républicains, se sentant trop faibles pour résister, se retirent dans les forts qui défendent la rade.

Dès le lendemain le cardinal Ruffo entra dans Naples;



c'était le 26 juin 1799. Le sang d'une partie de ses habitans coula
dans les rues. Il fallait soumettre encore le château Saint-Elme,
le château Neuf, le château de l'Œuf, la forteresse de Cas-
tellamare. Les royalistes étaient sans doute impatiens de pou-
voir jouir de la rade de Naples; mais ils étaient tenus en échec
par le feu continuel des assiégés et par leurs sorties fréquentes
et vigoureuses. Les républicains ayant emmené avec eux des
otages, le cardinal conçut quelques craintes pour eux, et fi
des propositions d'armistice : alors les massacres cessèrent
ainsi que le pillage, et il consentit à une capitulation. Le
articles furent que les républicains remettraient les château
A ce prix, ils obtinrent la conservation de leurs propriété
la liberté de demeurer dans le royaume de Naples, ou
faculté d'en sortir sans être inquiétés. Ces conditions eur
leur exécutiou de bonne foi : mais Nelson, qu'on ne sut po
pénétrer, changea les affaires de face. Il arriva dans la b
Il fut enjoint à tous ceux qui avaient occupé des places d
le gouvernement républicain, de se rendre au château N
pour y donner leur nom et leur demeure. Dans cette
jonction, il leur fut fait la promesse qu'ils seraient déso
à l'abri de tout reproche.

Les républicains, ne se doutant point du piége que r
mait cet acte de vengeance, se conformèrent à l'ordon
de Nelson, sans réfléchir que ce serait une liste de pro
dont on cherchait à s'assurer les vrais noms. On jeta d
prisons presque tous les individus dont on avait la décl
Beaucoup furent jugés, et périrent sur l'échafaud; cin
furent bannis, et virent leurs biens confisqués. La
le délire furent portés à un si haut degré, que saint
lui-même fut jugé et condamné à perdre son titre
Le délit de saint Janvier, protecteur du royaume de
était d'avoir paru approuver la révolution napoli
opérant la liquéfaction de son sang, au moment d
des Français. Il fut atteint et convaincu de ce déli
séquence, les juges napolitains prononcèrent son a
lequel ils déclarèrent saint Janvier déchu du titre
qu'il avait eu sur la terre; avec défense à lui de fa
veaux miracles; ses biens furent confisqués au p
Les juges qui avaient condamné saint Janvier à
de rentrer parmi les morts vulgaires, lui donnère
cesseur, dans la protection du royaume, saint
l'ade, attendu que sa fête était célébrée le jou
rentrée des troupes royales dans Naples.

CALAIS.

17 *décembre* 1811. — Le corsaire français *le Lion*, capitaine Fourny, était en réparation dans le port de Calais, lorsqu'à la vue de plusieurs bâtimens anglais, le capitaine fit suspendre les travaux, et sortit, malgré le mauvais état du corsaire, et la force du vent. Tandis qu'il se portait sur l'ennemi, il rencontra à la mer le corsaire français *le Renard*, et tous deux manœuvrèrent de concert. *Le Lion* engagea un brick qu'il fit amener, tandis que *le Renard* se portait sur un bâtiment à trois mâts, qui n'en était pas éloigné, et qu'il aborda bientôt ; mais ne pouvant se maintenir le long du bord, il s'en éloignait, lorsque *le Lion* exécuta son abordage. Le capitaine Souville, du *Renard*, y revint une seconde fois, et avec succès; il s'élança jusque sur les filières des filets d'abordage, il y fut suivi par une grande partie de son équipage : et les Anglais, attaqués à-la-fois de deux côtés différens, ne pouvant se défendre plus long-temps, le bâtiment fut capturé. Mais le corsaire *le Lion*, qui avait accroché l'ennemi par l'avant, se trouvait sous son ancre de bossoir, et, pendant la mêlée, il fut tellement brisé par les mouvemens de tantage du bâtiment attaqué, que le capitaine Fourny fut obligé de se sauver sur la prise, avec son équipage ; le corsaire coula un instant après. La prise fut conduite dans le port d'Ostende, et les deux corsaires acquirent beaucoup de gloire dans cette affaire, où ils avaient manœuvré avec beaucoup d'habileté, et montré un grand courage.

CALDERO.

12 *décembre* 1796. — Mantoue résistait toujours, et les impériaux profitèrent de cette circonstance, pour tâcher de débloquer cette clef de l'Italie, en formant successivement des armées, destinées en même-temps à dégager le maréchal Wurmser qui s'y était renfermé. Les Autrichiens montrèrent combien ils attachaient d'importance au recrutement de leur armée, pour suivre leur système de campagne, par les efforts qu'on leur vit faire. Bientôt le général d'Alvinzi se trouva à la tête de cinquante mille hommes, tandis que son lieutenant en commandait vingt mille dans le Tyrol.

Ce fut par divers corps d'observation, que Buonaparte chercha d'abord à arrêter les mouvemens de l'ennemi sur la Brenta :

car il sentit que, pour se mesurer avec les impériaux, il lui fallait d'autres forces que celles dont il pouvait disposer dans le moment; aussi se renferma-t-il alors dans le seul dessein d'observer l'ennemi. Le pays entre la Brenta et l'Adige est évacué par Buonaparte, au même instant où d'Alvinzi passe la Piave. Enfin, les armées française et autrichienne, impatientes d'en venir aux mains, se trouvent en présence le 12 décembre 1796. Il était d'un intérêt bien majeur pour les Français, d'employer dans cette circonstance toute l'impétuosité dont ils donnaient souvent des preuves, pour battre sur-le-champ les ennemis; aussi déployèrent-ils avec rapidité autant d'intelligence que de bravoure.

Augereau combattait à la droite, et avait déja fait deux cents prisonniers. Masséna, occupant la gauche, tourne l'ennemi, et lui enlève cinq pièces de canon; mais le temps vient le contrarier, une pluie froide et abondante tombait; elle se change subitement en une petite grêle, qu'un vent des plus tourmentans portait au visage des soldats français. Les impériaux, n'éprouvant cette bourasque de temps que sur leur dos, étaient singulièrement favorisés. Un corps de réserve, qui ne s'était pas encore battu, se montre en même temps, et vient achever de rétablir le combat en faveur de l'ennemi : ce qui laisse l'affaire indécise. Les deux armées restaient encore sur le champ de bataille. Mais Buonaparte, méditant déjà les moyens de vaincre à Arcole, se retira.

CALDIERO.

Du 30 octobre au 2 novembre 1805. — Dans le même temps que le maréchal Masséna combattait le prince Charles, sur les bords de l'Adige, Napoléon pénétrait avec précipitation en Allemagne. L'armée française, qui présenta le combat aux Autrichiens, le 30 octobre 1805, à deux heures après midi, avait stationné à Vago, à deux milles au-dessus de Caldiero; là, elle prit position. L'action fut commencée par la division Molitor. La division Duhesme occupait la droite. La division Gardanne, le centre, et le général Molitor, la gauche. Le village de Caldiero emporté de vive force, et les Autrichiens repoussés jusque sur les hauteurs voisines, furent le fruit de ces trois attaques, dont on avait admiré les bonnes dispositions.

Mais, à quatre heures et demie, vingt-quatre bataillons de grenadiers, et quelques régimens formant la réserve du prince

Charles, eurent ordre d'avancer. Alors le combat s'anima davantage, les Français ayant déployé leur intrépidité ordinaire. On vit la cavalerie revenir plusieurs fois à la charge; elle eut la gloire de remporter toujours l'avantage. Le feu de l'artillerie et de la mousqueterie ne répondait point assez vite à l'impatience des combattans; des bataillons de réserve donnèrent en même temps, et la baïonnette seule décida d'une journée que les Français comptèrent au rang des jours glorieux que la victoire leur avait accordés.

Les impériaux, malgré toute leur opiniâtreté, furent par-tout culbutés, et poursuivis jusqu'au pied des redoutes, au-delà de Caldiero : cependant, plus de trente pièces de canon vomissaient la mort sur les Français qui avaient attaqué les retranchemens autrichiens. Trois mille cinq cents prisonniers tombèrent au pouvoir des Français, et les impériaux demandèrent une trève pour enterrer leurs morts, qui égalaient au moins, en nombre, les prisonniers restés dans les mains des Français. Tandis que l'on combattait près de Caldiero, cinq mille Autrichiens se trouvaient séparés de leur corps d'armée, par suite des mouvemens que la division Seras avait opérés. Cette colonne ennemie était coupée de manière à ne pouvoir ni rejoindre son corps d'armée, ni remonter dans les vallées. Le maréchal Masséna, informé que cette colonne était en station le 1er novembre, sur les hauteurs de Saint-Léonard, lui envoya un de ses aides-de-camp, pour la sommer de rendre les armes. Le maréchal-de-camp allemand, Hillinger, commandait ce corps : il fit mine de ne pas comprendre l'aide-de-camp français. Il croyait pouvoir se dégager, n'apercevant point d'obstacles autour de lui qui pût l'en empêcher. Le vingt-deuxième régiment d'infanterie se porta au-delà de Véronette, pour seconder le dessein de Masséna, de réunir aux prisonniers qu'on venait de faire, les cinq mille hommes qu'on voyait isolés. Il avait suffi de faire un mouvement en avant, pour forcer le général autrichien de s'appuyer sur le château de San-Felice, et d'y prendre position.

Alors le maréchal Masséna y arriva lui-même, avec quatre bataillons, pour achever d'envelopper totalement l'ennemi. Cette colonne d'impériaux se vit entièrement cernée par les dispositions du maréchal Masséna, qui furent exécutées avec une précision parfaite. Cet instant fut saisi pour lui renouveler la sommation déjà faite de mettre bas les armes. Le maréchal-de-camp Hillinger, se voyant alors serré de près, sur tous les points environnans, céda à l'empire de la circons-

tance, et cinq mille impériaux déposèrent leurs armes sur l
glacis de Vérone.

Parmi les faits héroïques qui signalèrent les Français à
prise de Caldiero, nous citerons un trait de bravoure de Pierr
Clair Mondan, voltigeur du quatrième léger. Il attaque, av
ses camarades, une redoute défendue par deux pièces de c
non, et deux fois ils sont repoussés. Ayant reçu, dans l'actio
deux blessures à la tête, il tombe sur ses genoux, et char
encore son arme. Le capitaine du vingtième de ligne le relèv
en lui disant: « Voltigeur, vous êtes blessé. — C'est égal, c
pitaine, répond Mondan, entrons dans la redoute. » Il s'y élan
aussitôt, l'officier le suit; et à eux seuls ils s'en rendent maître
après avoir mis en fuite les Autrichiens qui la défendaient. I
général Duhesme, témoin de cet acte de dévouement, en de
signa l'auteur, dans son ordre du jour, comme le plus brave
la journée, et lui fit décerner la décoration de la légion d'ho
neur, le 21 mars 1806.

15 *novembre* 1813. — Le vice-roi d'Italie avait appris q
les troupes des souverains alliés devaient se porter sur Caldier
il résolut de les attaquer, et fit déboucher de Vérone u
partie de ses forces, sur trois colonnes. Le général Quess
commandait la gauche, le général Marcognet le centre, et
général Mermet la droite, avec la cavalerie et une briga
d'infanterie: une autre brigade était en réserve. L'ennem
fort de dix mille hommes, occupait les hauteurs de Caldier
ainsi que les villages d'Ilasi et Colognola. Malgré l'avantage
cette position, le prince Eugène fit attaquer l'ennemi. Le com
bat s'engagea, avec vigueur, aux deux villages, et sur les ma
melons de Caldiero. Les Français redoublaient à chaque in
tant d'efforts et de courage; mais ils trouvaient par-tout u
vive résistance. Ils s'élançaient chaque fois, au nom de l'homn
qui gouvernait alors les destinées de la France. Enfin, par u
valeur indomtable, ils emportèrent les mamelons de Caldie
et les deux villages, chassèrent l'ennemi des hauteurs, le pou
suivirent dans la plaine, et le rejetèrent au-delà de l'Alpo
L'artillerie le foudroya au moment où il se retirait par le d
filé, et lui fit beaucoup de mal. Il fut encore poursuivi pen
dant quelque temps, et ne sortit de cette affaire, qu'apr
avoir laissé sur le champ de bataille quinze cents tués ou bles
sés, et au pouvoir des Français neuf cents prisonniers. Da
cette journée, qui aurait été très-heureuse pour les Françai

si parmi cinq cents blessés il ne se fût trouvé trente officiers, et plus de six officiers supérieurs, les soldats et les généraux firent bien leur devoir, sur-tout le général de brigade Jannin, le colonel Grosbon, le lieutenant Charbonnière, qui méritèrent les éloges du vice-roi.

CALVI (EN CORSE).

1er *août* 1794. — Les Français, en 1793, prodiguaient leur sang pour repousser le joug que voulaient imposer les puissances étrangères. Les Corses, de leur côté, se rappelant leur ancienne origine, se sentaient animés de cet esprit d'idées libérales qui ennoblit l'homme; ils montraient, lorsque leurs places étaient attaquées, la constance, le dévouement et l'énergie nécessaires pour défendre leur pays de la domination de l'Angleterre. Les Anglais assiégèrent Calvi au commencement de juin 1794, et la garnison fut puissamment secondée par les citoyens pour sa défense. Au moment même où le feu est le plus vif, les femmes, oubliant la délicatesse de leurs organes, portent à leurs époux, à leurs concitoyens, des armes, des munitions, pour repousser l'ennemi qui menace d'envahir leur territoire. Pendant un bombardement de quinze jours, elles apportent de la terre sur les bastions, en bravant la mort qui les menace.

Trois mille bombes ont presque totalement réduit la ville en poudre. Cette effroyable exécution militaire ne laisse plus subsister aucune maison. La viande de cheval, d'âne, de mulet, est la seule nourriture de l'habitant comme du soldat. On paie un œuf jusqu'à trente sous. On se nourrit aussi de pain et de légumes sans aucun assaisonnement. Les propriétés sont dévastées : toutes les passions se taisent devant l'amour de la liberté, personne ne murmure du désordre épouvantable que la guerre occasionne.

Un jeune homme de quinze ans était prêt d'expirer; un éclat de bombe l'avait atteint. Sa mère verse des larmes sur son sort; elle semble l'accuser de moissonner cette jeune plante à peine arrivée aux premiers jours de sa vie. *Ma mère, ne pleure pas*, lui dit-il, *je meurs pour la patrie.* Au bout de deux mois la ville était dans l'état le plus déplorable; ce n'était plus qu'un amas de décombres. Cette ville avait été battue sans interruption par trente-sept pièces de canon de gros calibre : aussi était-elle rasée ou incendiée, la place démantelée

du côté de terre, les pièces démontées, les canonniers t
blessés ou malades; tout ce qui restait de défenseurs, aba
par des maladies auxquelles on ne pouvait porter de secou
parce qu'on manquait de remèdes, tombaient morts de la
blesse occasionnée par la dyssenterie ou par la fièvre. En
deux magasins ayant sauté, trois brèches ouvertes sans p
voir être défendues, la ville n'offrant plus qu'un monceau
cendres, la garnison réduite à deux cents soixante homm
insuffisans pour empêcher les assaillans de s'emparer de
ruines, on fut forcé de capituler. Les habitans, s'étant ba
comme les soldats, et ayant voulu faire cause commu
abandonnent aux Anglais les restes méconnaissables de
cité, et le sol qui fut leur patrie. Ils s'embarquent pour T
lon.

1795. — Lorsque les conquêtes de Buonaparte s'étendi
en Italie, les Corses trouvèrent un appui qui les seconda p
samment pour secouer le joug de l'Angleterre, ce qui s'ef
tua en 1795. Calvi redevint libre, et les Corses rentrè
dans leur patrie.

CALVI (EN LABOUR).

9 *décembre* 1798. — Ayant été battue à Otricoli, une
lonne napolitaine se retira, le 6 décembre 1798, sur les h
teurs de Calvi, petite ville de la terre de Labour, à trois lie
de Capoue; le général Mack avait pris position à Cantalu
il voulait aller renforcer un de ses corps de Calvi, et te
de couper les communications des divisions françaises. Ch
pionnet, instruit des desseins du général autrichien, ordo
au général Magdonald de faire marcher la brigede du gén
Mathieu sur Calvi, par Otricoli; celle du général polo
Kniazewitz par Magliano; et dans le même temps le gén
Lemoine ayant ordre de déboucher de Rieti sur Calvi,
Contiliano, s'emparerait de Civita-Ducale, et menace
Aquila.

D'après toutes les combinaisons du mouvement auquel
apporta la plus grande exactitude pour l'exécution, on
par une pluie horrible, dans la nuit du 8 au 9 du même m
toutes les colonnes se mettre en marche, et s'avancer par
chemins fangeux. Les troupes de Magdonald furent rend
devant les hauteurs de Calvi, à la pointe du jour. L'enn

fut obligé de se jeter dans la ville après un combat très-vif, et une chasse que lui donna la onzième demi-brigade de bataille. Les impériaux furent suivis et cernés, et le général français les somma de se rendre ; mais ils répondirent par des propositions les plus ridicules.

Macdonald, pour mettre fin à tout, survint et trancha ainsi la difficulté, en transmettant son ultimatum que voici : *La colonne prisonnière à discretion, ou passée au fil de l'epée.* Elle se rendit aussitôt, et les Français eurent la gloire de faire mettre bas les armes à cinq mille hommes qui abandonnèrent huit pièces de canon ; leurs fusils, leurs drapeaux et leurs étendards, tout resta dans les mains du vainqueur.

CAMBRAI.

Du 6 au 10 août 1793. — Lorsque les Autrichiens s'emparèrent de Valenciennes, en 1793, ils réunirent les troupes qui étaient déjà dans le camp de Famars, à leurs troupes de siége ; elles s'avancèrent successivement vers Herin, Cisoing, Saint-Aubert et Manières ; l'armée française à opposer aux alliés était composée de vingt-huit bataillons et deux mille hommes de cavalerie : elle occupait les camps de César et de Paillancourt et Cambrai ; mais l'ennemi avait des forces trop considérables pour laisser espérer le moindre succès en cas d'attaque. Dans cette position, il était sage de se retirer de Cambrai et des deux camps ; car les impériaux possédaient une nombreuse cavalerie avec laquelle ils pouvaient facilement tourner et envelopper ces postes.

Quand on vit l'ennemi pousser des partis entre Péronne et Saint-Quentin, comme on ne pouvait couvrir Cambrai, on s'applaudit de l'idée d'en faire refluer les habitans vers l'intérieur. L'inondation de l'Escaut nous avait procuré quelques avantages que nous perdîmes lorsque, le 6 août 1793, les digues de Bouchain crevèrent. Ce fut pour les Français, déjà peu à leur aise, un surcroît de malheur. On vit le lendemain, sur l'Escaut et sur la Censée, les Autrichiens se présenter ; en même temps et tout à-la-fois, vingt-deux mille hommes de leurs troupes s'avançaient vers Crève-Cœur pour envelopper les Français. Le général Kilmaine, commandant l'armée, ayant assuré la défense de Cambrai, dans ce moment difficile, sortit de cette place.

Le lendemain, dès la pointe du jour, il se porta, avec
troupes de l'avant-garde, vers le camp de Biache, après av
fait replier tous les petits corps stationnés sur les rives de l'E
caut et sur la Censée. C'est ainsi que commença la retraite d
Français : l'infanterie marchait en tête, l'artillerie et les équ
pages suivaient, ils étaient flanqués d'un régiment de chasseur
le général Kilmaine fermait la marche de l'armée, avec l'a
rière-garde, qui se composait de l'artillerie légère et de de
mille hommes de cavalerie. Déjà le corps d'armée avait fait
demi-myriamètre, quand l'arrière-garde commença et exécu
son mouvement rétrograde, malgré un ennemi quatre fois pl
nombreux, qui la harcelait de tous les côtés ; mais l'arm
française fit toujours si bonne contenance, qu'on ne put réu
sir à l'entamer. A peine avait-on passé le village de Marquio
qu'on fut averti que la cavalerie autrichienne venait d'env
lopper deux bataillons restés sur les derrières. Au lieu
prendre la route du bac d'Aubancheuil, ces deux bataillo
avaient suivi celle de Marquion, où les impériaux leur fa
saient mettre bas les armes si le général Kilmaine ne fût ve
les retirer des mains des escadrons autrichiens.

Le général français range aussitôt en bataille une partie
sa cavalerie avec l'artillerie légère, et charge l'ennemi av
cette impétuosité si familière aux armes françaises. La cava
lerie ennemie est bientôt renversée, et les bataillons franç
immédiatement délivrés. Il resta dans ce choc, sur le cham
de bataille, cent hommes pris ou tués. Parmi les braves qui
distinguaient dans les combats, on en trouvait aussi qu'un se
timent d'humanité guidait à faire, pour leurs camarades,
choses les plus périlleuses. Entre ces divers traits, il en est
sont dignes d'être cités. Le caporal-fourrier Termonier fais
partie d'un corps qui battait en retraite par l'Escaut, dont
pont d'Hordain avait été coupé ; trois chasseurs de son bataill
se présentent pour le passer : Termonier voit ses camarad
perdus nécessairement, puisqu'ils ne peuvent se dérober a
coups de l'ennemi ; oubliant lui-même son propre dange
il se jette à la nage, aide ces trois défenseurs de la patrie
passer la rivière, et les sauve par cet acte de dévou
ment.

L'infanterie, le parc d'artillerie et les bagages, durant ce
affaire, s'avançaient paisiblement vers Arras. Cette retraite s'e
fectuait dans le plus grand ordre, conservant toujours l'a

titude la plus ferme, et prête à faire face au premier agresseur. Les Français avaient lieu de se croire désormais à l'abri de toute insulte, lorsque des voix font entendre avec l'accent de la frayeur : *Sauve qui peut!* Des bataillons d'avant-garde, à ces cris, furent frappés d'épouvante. Le désordre s'y mit, et les soldats, dispersés, s'enfuirent débandés jusqu'à Arras, sans avoir vu aucun objet extraordinaire. Tandis qu'une terreur panique avait emporté quelques soldats, le reste de l'armée montrait dans sa marche ce calme et ce courage qui la faisait respecter des ennemis, s'ils eussent osé la troubler. Elle arrive en bon ordre dans les champs de Douai et de Biache, ou de Montauban, en avant d'Arras; mais c'est dans les camps d'Arleux qu'elle se réunit. Cette position était la dernière à prendre en avant d'Arras; au-delà il n'existait plus aucune place à défendre jusqu'à Paris. La place de Cambrai restait à découvert par la retraite de Kilmaine. Dès le même jour le général autrichien Boré l'investit, il commandait les avant-postes de l'armée combinée de l'empereur et des alliés; il envoya au général de Claye la sommation suivante : « Vous avez été témoin de ce que l'armée combinée vient d'entreprendre, et vous voyez sa position actuelle; Bouchain est investi, nous sommes maîtres de tous vos camps et de tous les postes occupés par vos troupes; une colonne nombreuse est derrière nous. Je viens vous offrir la capitulation la plus honorable; c'est à vous, monsieur, à calculer si vous voulez exposer certainement à toutes les horreurs d'un siége et à une destruction inévitable, dont la ville de Valenciennes vous offre un triste exemple, la ville où vous commandez, ou bien si vous ne voulez pas accéder à une proposition qui ne se renouvellera plus, et qui sauverait l'existence et les propriétés d'un si grand nombre de personnes ».

A cette sommation le général de Claye répondit : « J'ai reçu, général, votre sommation de ce jour, et je n'ai qu'une réponse à vous faire : que je ne sais pas me rendre, mais que je sais me battre ». Le général de Claye, manquant de vivres, et voulant donner à sa réponse un plus grand poids, fit dès le jour même une sortie dans laquelle il prouva à l'ennemi qu'en effet il savait se battre; sa garnison remporta quelques avantages. Le général autrichien fit commencer les travaux du siége dès le lendemain : cependant les impériaux ne parurent pas mettre beaucoup d'ardeur dans ce siége, puisqu'il suffit de

quelques coups de canon pour les éloigner; et enfi
vèrent le dix du même mois.

9 *septembre* 1793. — Tandis que les Français cue
lauriers dans la Flandre maritime, par la victoir
coote, qu'ils venaient de remporter, et qui parai
changer la face des affaires, la garnison de Cambra
une sortie le 9 septembre de la même année 179
repoussée de Haspres et de Seulzoir sous Valencie
retira sous les murs de Bouchain, après avoir perdu
hommes, tués, blessés ou prisonniers.

CAMPEN.

3 *février* 1794. — Les Anglais se retirèrent derri
et établirent leur camp entre Doesbourg et Ca
même époque où Pichegru, par son invasion de
de Hollande, ne laissait aucune espérance au
Cette position aurait été regardée comme excell
eût été occupée par une armée qui aurait eu le de
mesurer avec son ennemi, et qui s'y fût portée
intention; mais les Français ambitionnaient trop
d'en venir aux mains avec les habitans d'Albion,
vœu ne put être exaucé.

Les Français n'eussent pas regardé l'Yssel com
rière insurmontable, puisqu'ils avaient déjà fran
l'Escaut, la Meuse, le Vahal et le Lech pour pour
mée anglaise. De quel sentiment furent donc
Anglais pour avoir évacué Campen et Zwol, dès
aperçu l'avant-garde de l'armée française, qui
vers ces lieux? Cette apparence de timidité de l
fit qu'augmenter la confiance des troupes ré
aussi la conquête des provinces de Groningue
Yssel et de Frise furent-elles entreprises avec
deur.

CAMPREDON.

4 *octobre* 1793. — On vit souvent les succès
dans les Pyrénées aux premières époques de la g
la France et l'Espagne. Les Français n'étant p
assez exercés aux manœuvres de la guerre des

manquaient, dans leurs mouvemens, de l'exactitude nécessaire qui seule peut assurer une réussite constante en ce genre. Le 4 octobre 1793, le général Dagobert, officier de mérite, dans un temps où l'on trouvait plus de zèle que de talens, entre en Catalogne, et se présente devant la ville de Campredon; à son approche, les avant-postes se replient. Le général français somme la ville de se rendre; l'alcade demande un armistice de vingt-quatre heures : on ne répond que par la continuation du feu.

Le lendemain, le général Dagobert, qui avait pour système de ne jamais donner le temps à l'ennemi de se reconnaître, forme sa troupe en quatre colonnes d'attaque; elles ont bientôt pénétré de toutes parts dans Campredon. Les Français se répandent dans la ville pour la piller, parce qu'ils croient devoir la traiter comme une ville prise d'assaut. Toutes les personnes riches, ayant pressenti l'évènement, avaient fui; il ne fut pas possible de lever des contributions dans une ville où il n'était resté que des pauvres. Ce contre-temps fut pénible sans doute au général français, mais il le devint encore davantage par le retard d'une colonne qu'il attendait du Mont-Louis, et qui lui manqua, ayant mal opéré son mouvement. Dagobert fut obligé, momentanément, d'évacuer Campredon et la Catalogne; alors les Espagnols y envoyèrent d'autres troupes pour mettre les passages à l'abri de nouvelles incursions.

7 et 21 juin 1794. — Le général Dugommier, ayant sous ses ordres le général Doppet, envoya ce dernier en Catalogne. Le 7 juin 1794, après avoir combattu devant Campredon, Doppet s'en rendit maître, et se porta, le 21, à la manufacture d'armes de Ripoll, où il eut la satisfaction de trouver une grande quantité de fusils tout prêts à armer les bras de nos nombreuses levées.

CANÁ (EN EGYPTE).

10 *juin* 1798. — Toutes les nations de l'Egypte se rassemblèrent sur les bords du Jourdain pour tomber sur les Français, au moment même où Buonaparte pressait le siége d'Acre. On n'en pouvait calculer le nombre, qui paraissait si immense, qu'on s'exprimait toujours par le terme de nuée. C'étaient des Arabes, des Mameloucks, des Janissaires de Da-

mas, et des Alepins. Le général Junot fut envoyé, par de Buonaparte, pour observer cet ennemi, dont on ne naissait pas la force. Nazareth fut témoin du premier co qui eut lieu entre les Français et ces hordes innombr. Il fallait pourtant résister, et ne pas se laisser accable le nombre; en conséquence, Kléber part d'Acre pour soutenir Junot.

On fut informé que l'ennemi n'avait point quitté la pos de Loubi; Kléber se résout de marcher à lui; il pren 10 juin 1798 pour l'attaquer. L'ennemi descendait d hauteur, et se portait vers la plaine, où il déployait ses lotons, lorsque le général français arrivait à la hauteur Ledjarra, à un quart de lieue de Loubi, à une lieue demie de Cana. Kléber forme deux carrés de sa petite mée; il est bientôt enveloppé par quatre mille hommes cavalerie, et six cents d'infanterie, qui le chargent. M les deux carrés vomi ent de toutes parts les balles, mitraille et la mort. Le général français attaqua à-la-fois camp de Ledjarra, qui fut emporté, et la cavalerie, malg sa supériorité en nombre, fut repoussée. Les musulmans, q ne connaissaient nullement cette manière de combattre, frappe d'étonnement et de crainte, parurent redouter les França dès ce moment. Ils abandonnèrent le champ de bataille et retournèrent, en désordre, vers les rives du Jourdain où on les vit diriger leur marche. Le manque de cartouches empêcha les Français d'aller à leur poursuite.

CANARIES (LES).

Mai 1799. — La rupture entre l'Espagne et l'Angleterre affligea les habitans fortunés des îles Canaries, qui font un trafic continuel avec les Anglais. Les gens en places, les personnes opulentes, sans opinion, sans système politique, vivant dans cette insouciance parfaite, dans laquelle place la haute fortune ou le pouvoir, recevaient tranquillement les insultes de ces fiers insulaires. Un riche galion, venant des *Philippines*, fut enlevé, au mois de mai 1799, par les Anglais, sous les murs de leurs châteaux, et sous le feu des batteries des forts des Canaries. Environ un mois après, la corvette française, *la Mutine*, qui se croyait en sureté sous la protection des cinq châteaux, fut également enlevée sous leurs batteries, par leurs navires de guerre.

Les succès avaient enhardi les maîtres de l'Océan, dont les navires cinglent en toute sécurité aux deux bouts de l'univers, et qui ne veulent partager, avec aucune nation, les faveurs d'Amphitrite. Les Anglais ne crurent pas devoir borner leurs exploits à ces prises. Sainte-Croix fut témoin d'une entreprise qu'ils firent au milieu de la nuit. Ils y exécutèrent une descente, favorisés par les ténèbres et le sommeil auquel se livrent ses habitans. Ils les surprennent dans le sein du repos : quel réveil ! On menace la place de la piller et de la livrer aux flammes. Cependant, quelques Français se trouvent là ; ils se joignent à trois cents hommes du bataillon des Canaries; ils attaquent les Anglais, et leur coupent la retraite, après les avoir battus.

Mais on dut remarquer, dans l'Espagnol, son humeur bénigne qui ne se dément point dans cette occasion : car il fut permis, aux Anglais, d'emporter leurs armes; et on leur accorda une capitulation honorable, après des circonstances où leur conduite leur aurait si bien mérité quelques humiliations.

CANDEL.

24 *août* 1793. — Les Autrichiens s'emparèrent du gros bourg de Candel, entre Lauterbourg et Weissembourg, le 24 août 1793. Les habitans n'eurent pas plutôt aperçu leur ennemi irréconciliable, que, frappés de terreur à son approche, ils prirent la fuite, et s'enfoncèrent dans les bois. Ces malheureux habitans furent poursuivis et facilement atteints par leurs ennemis, qui massacrèrent ces villageois d'une manière si impitoyable, que la plume se refuse à le tracer ! Les femmes, les enfans, qui inspirent ordinairement un intérêt si touchant, ne furent point respectés; on eut la barbarie de les immoler ! Ils souillèrent enfin les cheveux blancs des vieillards de leur propre sang !

Les paysans des environs, animés par un spectacle aussi horrible, se levèrent au nombre de six mille, et, tandis que les barbares égorgeaient ainsi leurs victimes, ils se portèrent contre les Autrichiens avec un acharnement tel, qu'il resta trois mille paysans sur le terrain ; mais le reste des villageois parvint à chasser les Autrichiens de Candel : et l'on trouva sur ce champ de bataille une grande quantité d'impériaux morts ou blessés.

CANDSTAT.

21 *juillet* 1796. — Le général Taponnier eut ordr
général Moreau de marcher sur la petite ville de Canc
située au duché de Wirtemberg, sur le Necker, et de
emparer. Le plan était parfaitement conçu, et l'attaque r
qui en fut faite eut le succès le plus complet, le 21 j
1796. Il resta dans les mains des Français trois cents i
riaux prisonniers de guerre : l'ennemi, dans sa déroute
songea point à couper le pont sur le Necker, et les Fra
entrèrent dans Candstat avec la liberté la plus entière.

CANNES.

1[er] *mars* 1815. — Napoléon sorti de Porto-Ferrajo,
l'île d'Elbe, le 26 février 1815, à neuf heures du soir, p
temps extrêmement calme, montait un brick, et était su
quatre autres bâtimens, portant onze cents hommes environ
bâtimens vinrent mouiller dans la rade du golfe de Juan
de Cannes, le 1[er] mars. Ses soldats mirent pied à terr
se portèrent le même jour à Cannes, de là vers Antibes
à Grasse, d'où ils suivirent la route de Digne. Ils y bi
quèrent le 4 et le 5, Napoléon était à Poet, à deux lieu
Sisteron. Quelques troupes de ligne, envoyées de Gren
se joignirent à son escorte. Parvenu à quelque distanc
Grenoble, il rencontra le colonel du septième de ligne, I
doyère, qui, s'étant détaché de la division, venait au-d
de lui. A dix heures du soir, Napoléon entra dans la
dont les portes furent enfoncées. De-là, il marcha ra
ment sur Lyon, où il entra le 10 mars. Il y séjourna
jours, plein de confiance dans les intelligences qu'il s
ménagées d'avance avec les chefs des corps, qui auraie
s'opposer à son passage. A Mâcon, à Tournus et à Ch
des attroupemens séditieux se soulevèrent en sa faveur
défection du maréchal Ney, qui se joignit à lui, entrain
partie des militaires destinés à le combattre. Dès le
était à Autun, et le 20 mars, à huit heures du soir, il fi
entrée à Paris.

CANTALUPO.

11 *décembre* 1798. — Le général Macdonald reçut, le 11 décembre 1798, l'ordre de se porter en avant de Cantalupo, parce que le général Mack, dans l'intention de couper l'armée française, s'était avancé sur les bords du Tévérone. Les généraux Rey et Dufresse prirent la route de Rome pour se rendre vers le même point ; et le général Lemoine y arriva par Montébello et Aquila. Le général Mack, qui se trouvait enveloppé, se retira sur Frescati et Albano. Une colonne, composée de Napolitains, ayant paru vouloir attaquer les Français, qui s'étaient rendus maîtres de Rome, il s'engagea, dans la plaine de Storta, un combat où les Napolitains furent défaits par la onzième demi-brigade de bataille, et deux régimens de chasseurs à cheval. Douze cents ennemis livrèrent leurs canons et leurs drapeaux, et se rendirent prisonniers. Un simple chasseur, nommé Durich, qui avait enlevé trois drapeaux, fut fait sous-lieutenant sur le champ de bataille.

CAP - FRANÇAIS.

21 *juin* 1792.— La paix la plus profonde régnait dans la colonie française de Saint-Domingue, depuis sa fondation ; les puissances étrangères n'avaient jamais tenté d'y porter la guerre. Ses richesses et sa prospérité augmentaient chaque année. Sous un gouvernement militaire, qui ne se servait de son autorité que pour faire le bien, vivaient tranquilles des blancs, des affranchis et des esclaves, qui formaient ensemble une immense population. La paix et le bonheur abandonnèrent cette colonie, quand, en 1792, commença l'affaiblissement de la royauté en France. La division se mit parmi les blancs, la jouissance entière des droits politiques fut réclamée par les affranchis, et la liberté devint l'objet vers lequel soupirèrent les nègres. Toutes les factions voulaient avoir ces derniers dans leur parti, et chacune d'elles, pour réussir à les y attirer, leur promettait de faire droit à leurs demandes. Alors on dévasta les habitations, on incendia les manufactures et les campagnes; plus de tranquillité, plus de commerce dans les villes, qui tombèrent dans un véritable état de langueur; Saint-Domingue ne fut plus qu'un vaste champ de bataille. En 1792, on y envoya des commissaires pacificateurs, chargés de remédier à tant de maux.



On les investit d'une autorité sans bornes; et l'on porta les choses jusqu'au point de ne plus faire du commandant de Saint-Domingue, que l'instrument passif de la volonté de ces commissaires. Dans cette île, l'autorité militaire, d'après les antiques bases fondamentales, était supérieure à l'autorité civile. Le général Galbaud commandait à Saint-Domingue, quand Santonax et Polvérel vinrent y exercer des pouvoirs entièrement opposés. La méfiance d'abord, et ensuite la mésintelligence, entre les magistrats et les militaires, furent le résultat de cette innovation. Galbaud fut sur-le-champ destitué et destiné à être envoyé en France, par les commissaires qui avaient le pouvoir en main, et qui se crurent insultés. Une réaction devait nécessairement suivre un tel acte d'autorité, sur-tout dans un climat brûlant, où toutes les têtes étaient montées, et toutes les passions exaltées. Plusieurs chefs, partisans des séditieux, peut-être même chargés de les exciter, avaient été embarqués sur la flotte avec Galbaud. Ces turbulens saisirent cette occasion pour travailler les marins, et finirent par leur persuader que Galbaud n'était qu'un brave chef militaire, que des magistrats sacrifiaient à leur jalousie. Galbaud ne se fut pas plutôt assuré de la flotte, qu'impatient de se venger des commissaires, il fit faire une descente. Ainsi les établissemens de la république furent attaqués par ses propres soldats, et les Français se traitèrent mutuellement avec une fureur qu'eussent à peine égalée les Anglais ou les Espagnols. On fit des dispositions comme dans une guerre ouverte; le gouvernement et l'arsenal furent attaqués par les marins, rengés sur trois colonnes, avec des chefs à leur tête. Les commissaires civils furent surpris. Cependant, réunissant une partie des troupes de ligne et des hommes de couleurs, ils repoussèrent cette première attaque. Les prisonniers, qui s'échappèrent des lieux où ils étaient détenus, vinrent aussi offrir leurs bras; mais on eut la prudence de les refuser. Le lendemain, 21 juin 1792, la ville fut attaquée de nouveau par les hommes de mer, renforcés du reste des équipages. On livra la porte de l'arsenal à Galbaud, qui s'y présenta en personne. Cette position, de laquelle il dominait la ville et le gouvernement, lui donna la facilité de s'emparer de tous les autres forts voisins. L'artillerie foudroyant de toutes parts la maison du gouverneur, les commissaires furent forcés de l'abandonner, et de se retirer à une lieue de la ville, dans un endroit qu'on nomme le *Haut du Cap*. On y avait établi un camp, pour contenir les Nègres de la cam-

pagne. Les habitans, dès le commencement de l'attaque, avaient en partie pris la fuite avec leurs effets; d'autres étaient restés, espérant qu'on les laisserait tranquilles, et qu'on ne les forcerait pas à se déclarer pour l'un des deux partis. Les commissaires civils n'eurent pas plutôt quitté le cap, que les maisons et les magasins furent forcés, et qu'en un instant tout fut mis au pillage par les soldats de Galbaud. On eût dit que ce cap était une ville prise d'assaut. Les assaillans furent joints par vingt mille esclaves, qui brisèrent leurs fers. Alors, habitans, matelots, esclaves, ne se connaissant pas les uns les autres, se frappent et se massacrent indistinctement : on ne vit jamais un semblable désordre. L'incendie vint éclairer et faciliter cette scène d'horreur. Les Nègres se révoltent par-tout, et abandonnent leurs montagnes. Tout ce que peuvent suggérer la fureur et la vengeance, tous les excès auxquels peuvent porter l'avidité et l'insolence se réunissent pour la destruction de cette malheureuse cité. On force l'asile destiné à l'éducation des jeunes filles, et on les massacre impitoyablement, après avoir exercé sur elles la violence et la brutalité. A travers l'incendie général, et sous le feu des combattans, les femmes, les enfans, les vieillards, parcourent les rues, et se traînent à peine; ils vont chercher un asile, les uns sur la flotte, les autres dans le camp des commissaires. Galbaud, qui n'avait pas prévu tous les excès qui se commirent, et qui ne pouvait plus réprimer des fureurs, qu'il avait excitées, s'était retiré sur la flotte. On mit les vaisseaux hors la portée de l'artillerie de terre; mais du reste, les canons furent encloués, les poudres mouillées; et la première ville de la colonie fut absolument mise dans l'impossibilité d'offrir la moindre résistance, à une époque où venait d'éclater la guerre avec l'Espagne. Enfin, on éloigna la flotte, ce qui finit par enlever aux habitans toute ressource et toute espérance. Les malheureux colons, qui avaient échappé au fer et au feu, s'embarquèrent sur la flotte, qui partit dès le lendemain pour la France, et qui devait les déposer dans les Etats-Unis d'Amérique, où ils allaient solliciter un asile. Les commissaires s'attachèrent aux décombres encore fumans qu'ils entouraient, et ne voulurent pas se retirer dans les autres parties de l'île. Ils avaient conservé, dans leur camp du *Haut du Cap*, quelques forces disponibles, et leur position était avantageuse. Il se tint un conseil de guerre à bord des vaisseaux; et là, on délibéra qu'avant de s'éloigner des côtes, on supplierait les commissaires d'avoir pitié des femmes et des enfans,



et d'employer les restes de leur autorité pour les sauver. tonax et Polvérel revinrent dans la ville, aussitôt que les mes se furent arrêtées, faute d'alimens, et que le carnag cessé. Ils organisèrent en corps civils et militaires, to qui restait d'hommes. On ramassa les esclaves, qui se r rent, et qui étaient las de la liberté. Les restes des fa furent placés dans les édifices publics que les flammes a épargnés; on destina aux besoins communs, les vivres tira des décombres; des navires furent expédiés, pour chercher des provisions dans les îles voisines, et sur le tinent; car la famine était ce qu'on craignait d'avantage. C dit que ces tristes restes d'une population, peu de jours au vant si nombreuse, étaient des êtres échappés à un nau et jetés sur une terre étrangère et déserte. La précipi inconsidérée, avec laquelle les commissaires avaient établir leurs droits et les exercer, dut nécessairement pa coupable, quand la justice publique recherchales cau si grands malheurs. Le général Galbaud fut déclaré innc quant à ses intentions; mais on ne pouvait pas excus mesures imprudentes qu'il avait prises pour se venger calamités que son entreprise occasionna, l'effrayèrent lui-n et les émissaires des différens partis furent, sans doute les instigateurs des excès qui se commirent. On peut au attribuer aux esclaves, qui, voyant que les blancs s'égorg mutuellement, crurent se faciliter le pillage, en mettant dans plusieurs quartiers de la ville. C'est de cette époqu date le commencement de l'abolition de l'esclavage de gres. L'exécution de la loi, qui fut portée à cet égard, des malheurs incalculables à l'île, et fut cause de sa

2 *et* 3 *fevrier* 1802. — Buonaparte, profitant, après l d'Amiens, de la tranquillité que le retour de l'ordre pro à la France, tenta d'arracher Saint-Domingue à la domi anglaise, et à ramener cette île sous l'autorité de la mèr trie. L'amiral Villaret fut chargé du commandement de la qui devait transporter le général Leclerc, envoyé comr cificateur dans cette colonie. Arrivé, le 30 janvier après quarante-six jours de traversée, à la hauteur d Samana, on détacha une escadre, pour aller prendre p sion de Saint-Domingue, et la flotte continua sa march qu'à la hauteur de La Grange. Là, on partagea l'armée e divisions; l'une devait se rendre au Port-au-Prince, la se

au Fort-Dauphin, et la troisième au Cap-Français. Etait-ce un Français fidèle, ou un Africain révolté qui gouvernait Saint-Domingue ? Toussaint Louverture voulait-il rendre la colonie à la France ou la livrer à ses ennemis ? Son but était-il de servir son ambition, en allumant la guerre civile ? Pouvait-on espérer qu'il seconderait les vues de Buonaparte ? Toutes ces questions, bien douteuses, allaient être décidées par la manière dont on serait accueilli ; mais, dans l'incertitude, on devait également se préparer à la guerre, comme à la paix. Le 2 février, le général Rochambeau débarqua dans la baie de Macenillo, près le fort Dauphin ; et, pendant ce temps-là, le général Leclerc se présenta devant la rade du cap, dans laquelle on ne peut entrer que depuis onze heures du matin jusqu'au soir. On en avait enlevé les balises pendant la nuit. Dans la passe, étaient une frégate et un cutter. Une décharge à boulets rouges accueillit les Français, aussitôt qu'ils furent arrivés devant le fort Picolet : un certain Sango, homme de couleur, faisant les fonctions de capitaine de port, se rendit peu de temps après à bord du vaisseau amiral ; là, il déclara au général Leclerc que s'il faisait la moindre disposition, pour opérer une descente, la ville serait brûlée et les blancs massacrés ; que telle était l'invariable résolution du général noir Christophe, commandant au cap, pour Toussaint Louverture. Les premiers habitans du cap vinrent le lendemain annoncer que les chefs des noirs persistaient dans une si barbare résolution. Il était peut-être possible de forcer la passe, et de parvenir à faire cesser le feu des batteries, mais il fallait s'exposer à mille dangers. D'ailleurs, en se rendant maître du cap, d'une manière ouverte, on ne devait plus y trouver que des cadavres et des monceaux de cendres : le général Leclerc pensa, d'après cela, qu'il serait plus avantageux de se diriger vers l'Embarcadaire et de débarquer sans que les noirs s'en aperçussent. D'après ses calculs, il était encore possible que les noirs n'eussent pas le temps d'exécuter leur projet, si l'on avançait rapidement de ce point vers les mornes. Les Français se rendirent tous au Limbé, et y débarquèrent le 3 février, après que les grenadiers eurent enlevé une batterie, qui faisait un feu continuel. On avait dit aux habitans du pays, que les soldats débarqués étaient des Anglais et des Espagnols, qui venaient pour conquérir l'île, et qu'ils devaient commencer par massacrer tous les noirs ; dans la crainte d'un semblable sort, tout le monde avait abandonné les habitations voisines,



et les Nègres cultivateurs avaient pris la fuite. Il n
général Leclerc que deux heures, pour se rendre à
Salée, au fond de l'Accul. Sur le morne aux Angla
contra et battit Christophe. Lorsque l'amiral Villare
la descente était faite, il chercha à détourner l'att
noirs, en faisant avancer vers la rade les vaisseaux
et *le Patriote*. Le *Scipion* tira plusieurs coups de
le fort Picolet, aussitot qu'il s'en fut approché; l
bombes et les boulets commencèrent à pleuvoir su
seau; tous les forts tirèrent sur lui, il riposta vigou
avec toute son artillerie. Cette entreprise fut interrom
brise de terre, qui vint avec la nuit. A l'instant où
s'éloignait, elle fut convaincue que le cap était inc
voyant une lumière rougeâtre réfléchie par le mor
bien fut cruelle la position des Français, en se voy
d'être spectateurs d'une semblable scène d'horreur!
du large ne souffla pas plutôt, que l'amiral Villare
sur l'Océan, donna dans la passe, et se fit suivre pa
vaisseaux. On avait abandonné la batterie de l'arsen
forts Picolet et Saint-Joseph, mais on tirait encore
Bélair et Saint-Michel. L'escadre n'y tira pas un
en gagnant le mouillage. Des misérables incendiaien
anse; ils furent balayés par les vaisseaux *le Patr*
J.-J. Rousseau, qui tiraient en même temps sur le.
On débarqua toutes les troupes qui étaient sur les
le général Humbert se mit à leur tête, et, pour fac
rivée du général en chef, il s'empara du fort de Bél
avoir pris la petite anse, on s'occupa d'éteindre le
ville. Une vive fusillade s'était engagée entre les
français et l'arrière-garde de Christophe; le généra
la fit cesser aussitôt qu'il fut arrivé au haut du cap.
blissement des cultures devint après cela l'objet de
citude; mais il ne put y réussir comme il l'avait
cause des révoltes continuelles des Nègres, qui tro
moyen de se procurer des armes.

CAPOUE.

10 *janvier* 1799. — Soixante mille soldats napol
naient d'être chassés du territoire romain par une armé
mille Français, que commandait le général Championn
peut-être été prudent de s'en tenir là : la faiblesse de se

et des réflexions bien simples devaient l'engager à se persuader qu'on n'obtient pas toujours des succès aussi faciles que ceux qu'il venait d'avoir aux portes de Rome. Il est vrai qu'un ennemi vaincu et fuyant en désordre ne permet guère qu'on s'arrête, après avoir eu si bon marché de lui. Comment se résoudre à ne pas lui ôter tout moyen de renouveler la guerre, en lui enlevant ses armes et ses immenses magasins? Championnet, conformément aux ordres du gouvernement, résolut donc d'envahir les états du roi de Naples, persuadé que c'était l'unique manière de mettre fin à ses agressions. Il donna ordre au général Duhesme de chercher l'ennemi sur les bords de la mer Adriatique, de le combattre et de se rendre à Pescara. Le général Lemoine devait le rejoindre à Popoli, en suivant la route d'Aquila et de Novelli. En même temps l'aile droite de l'armée de Naples marchait sur Capoue; le général Mathieu alla passer le Garigliano, à Caprano, et prit position sur la Melfa. Macdonald suivit la grande route d'Arco, après s'être emparé d'Aquino et de Sora. Le désordre se met dans les troupes napolitaines, qui, sans combattre, laissent quatre-vingts pièces de canon à Castellucio, et prennent la fuite. Les Français portèrent leur quartier général à Santo-Germano. Le prince Pignatelli, aide-de-camp du général Mack, vint proposer un armistice à Championnet, à l'instant où il s'établissait dans cette nouvelle position. Le général français ne voulut pas l'accorder, et ordonna à Macdonald de partir de Cajellano et de se rendre sur Calvi, dont il s'empara; puis, continuant son chemin, il fit une reconnaissance jusque sous Capoue. Les Français y furent très-maltraités, car les généraux y perdirent leurs chevaux, Mathieu y eut un bras cassé, et beaucoup de soldats y furent tués. Le quartier général français revint à Tora : ce fut là qu'on apprit que Gaëte était soumise, que l'armée avait passé le Garigliano, et que le général Rey marchait sur Capoue. Des magasins immenses, des équipages de pont, des munitions abondantes et de toute espèce, enfin une artillerie formidable furent trouvés à Gaëte. Toutes ces ressources étaient inappréciables pour l'armée française, dont la position n'était pas avantageuse. Avec la possession de cette place, les Français avaient un port sur la Méditerranée, et pouvaient y appuyer leur droite; et cela seul rendait la prise de Gaëte extrêmement intéressante. L'aile gauche se trouvait en sûreté depuis que le général Duhesme s'était emparé de Pescara. Le général



Championnet était instruit que le général Lemo
Sulmona, et qu'il se rendrait sans tarder à V
donald s'avança avec sa division à Ajazzo, et
droite à la grande route de Capoue, il resserr
qui n'est qu'à six lieues de Naples. Le Voltu
longé par la division du général Rey, et on av
réserve à Calvi. Les dispositions étant ainsi f
pionnet, sans retirer son quartier-général de Te
tendre, à l'embranchement des routes de Capo
et Santo-Germano, les divisions Lemoine et Du
de Duhesme, sur-tout, était désirée avec impatie
instant les choses changèrent bien de face. Les
politaines fuyaient comme des moutons devant
mais leur roi insurgeait les paysans, qu'il armait
et de stylets, et s'efforçait d'effectuer une lev
afin d'écraser les Français par le nombre. « Egor
les républicains si redoutables par leur activité
rage. » Les Napolitains, dociles à la voix de F
lèvent, se réunissent en grand nombre à Sessa
parent à couper les ponts sur le Garigliano; le qu
des Français était même menacé. On rassemble
des détachemens pour rétablir les communicatio
interceptées; mais ils furent repoussés par la lev
quand ils se présentèrent sous Sessa pour se r
bords du Garigliano. Après ce premier échec
reviennent en plus grand nombre, et en éprouv
veaux. Les paysans napolitains, enhardis par
succès, se rendent en masse au pont de Gari
coupent; bientôt toutes les positions d'alentour s
par eux; le parc de réserve de l'armée français
les caissons incendiés. En même temps on voit t
teurs de Teano couvertes d'un nombre immen
qui se disposent à l'attaquer. La ville est éva
troupes françaises, et l'on court à la réserve.
général est couvert par deux bataillons de la qua
septième demi-brigade, et les insurgés sont
Cependant des officiers expérimentés guident le
toutes les communes napolitaines qui ont pris l
général Lemoine, assailli dans son quartier, se
une position que chaque moment rendait plus
une nuée de paysans armés cernait le génér
L'étendard de la révolte avait été arboré à Santo-

aux environs. Les insurgés avaient pillé les équipages de Championnet ; et, par un excès de barbarie, avaient brûlé vif un de ses aides-de-camp, qu'ils avaient fait prisonnier. A Fondi, on avait impitoyablement massacré les femmes, les enfans, les voyageurs, et même les malades ; plusieurs détachemens et une grande quantité d'hommes isolés ayant été égorgés, le nombre des Français s'était beaucoup diminué ; et, pour comble de malheur, ils manquaient de vivres ; chaque soldat n'avait plus qu'un seul paquet de cartouches, tout le reste avait été brûlé avec le parc de réserve. On ne pouvait plus communiquer avec Rome ; il était impossible d'opérer une jonction avec le général Duhesme. Une attaque générale se préparait de toutes parts : les dangers pouvaient s'accroître et se multiplier, si l'on cherchait à reculer ; on prit donc le seul parti qui restait dans une circonstance si critique, et l'on se prépara à résister de tous cotés. La position du général Lemoine fut fortifiée sur toute la ligne ; on augmenta la réserve ; enfin l'armée était décidée à vaincre ou à mourir. Dans ce moment de nouveaux députés napolitains sont annoncés par un parlementaire qui se présente aux avant-postes. On fut fort incertain sur l'objet de leur mission : les uns crurent qu'ils étaient chargés d'annoncer aux Français que, s'ils avançaient, on ne ferait pas quartier à un seul d'entre eux ; les autres pensaient que l'intention des Napolitains était de les engager à fuir, et d'éviter par-là leur perte totale. Enfin, on les introduisit devant Championnet. Quelle dut être sa surprise en les entendant demander un armistice, et déclarer qu'ils sont autorisés à tout accorder aux Français, à la seule condition que Naples resterait à Ferdinand ? L'armée française étant, par ces conditions, tirée du plus grand et du plus imminent danger, on s'imagine bien qu'elles furent accordées sans difficulté. On se demande encore aujourd'hui comment la cour de Naples put faire une semblable démarche, et s'il était possible qu'elle ignorât les succès que sa levée en masse avait eus à six lieues de la capitale ? Quoi qu'il en soit, Championnet sut profiter de l'occasion, et dicta sur-le-champ les articles de la capitulation. La victoire la plus brillante n'aurait pas procuré des avantages aussi grands que ceux de cette capitulation. Il fut convenu que Capoue serait remise aux Français avec ses munitions et ses magasins ; qu'il serait tiré une ligne de démarcation depuis la Méditerranée jusqu'à la mer Adriatique ; que le roi de Naples verserait dix millions dans la

caisse de l'armée française, et qu'il chassera
toutes les nations avec lesquelles la France é
Aussitôt que l'armistice fut signé, le général E
Capoue et y prit possession de l'artillerie, des m
arsenaux : cette opération eut lieu la nuit mên
main une portion de l'armée fut mise en gar
ville, et le reste campa autour. Les rebelles fur
par la légion polonaise. L'aile gauche des Fran
des insurgés qui l'avaient enveloppée pendant p
alla jusqu'à Venafro, et la division Duhesme se
à Caserte. Le directoire français désapprouva ce
manière publique un armistice qui, en sauvant
çaise, procura des avantages incalculables. Si
conduite paraît incroyable, on ne doit pas être
de celle du général Mack. La situation critique
et les progrès rapides des insurgés ne pouvaien
inconnus. Comment, d'après cela, put-il se d
des propositions si étranges?

6 *février* 1806. — Joseph Buonaparte, comma
française, vint se présenter devant Capoue, le 6
il fit au gouverneur sommation de rendre la p
verneur lui répondit à coups de canon; mais
les Français y entrèrent, sur l'ordre que le gou
Naples donna de livrer la place.

CAPRÉE.

18 *octobre* 1808. — Depuis près de trois
Anglais occupaient l'île de Caprée, aujourd'
n'avaient rien épargné pour en faire un boulevar
fortifications, artillerie, batterie de terre et d
avait été construit ou porté à grands frais. Il
poste tellement inexpugnable, qu'ils l'appela
Gibraltar. Cependant le courage des troupes
litaines vainquit tous les obstacles. A peine arr
Murat sentit de quelle importance il était de s
lieu où tous les malfaiteurs et brigands du royaum
dit-on, un sûr asile. L'intérêt du commerce
mandait également que l'on chassât un ennem
observation, et qui pouvait compter toutes le
entraient ou sortaient du port de Naples.

« Sire, écrivait le général Lamarque à Joachim Murat, le 18 octobre 1808, conformément aux ordres de votre majesté et aux instructions qu'elle m'avait données, nous sommes partis de la darse de Naples, dans la nuit du 3 au 4 octobre, pour attaquer l'île de Capri. Les petits bateaux qui portaient la majeure partie des seize cents hommes de débarquement destinés à cette expédition, ne marchant pas aussi bien que les gros bâtimens qui avaient le vent en poupe, notre convoi a été très-retardé, et nous nous sommes trouvés, à la pointe du jour, à peine au milieu du golfe, à quinze ou seize milles de Capri (autrefois Caprée).

« Les embarcations se sont alors divisées pour faire les trois attaques ordonnées par votre majesté. Le général Montserras, qui devait se réunir à la division des chaloupes venues de Salerne, a longé la pointe de Campanella, pour attaquer, au sud de Capri, le port de Tragar; l'adjudant-commandant Chavardès s'est dirigé vers la grande marine, pour y débarquer sous la protection des canonnières; j'ai côtoyé avec les troupes de l'attaque de droite, commandées par le général Destrées, et dont l'avant-garde était sous les ordres de l'adjudant-commandant Thomas, la partie ouest de l'île : elle nous aurait paru inabordable, si nous n'avions eu l'ordre de votre majesté de surmonter tous les obstacles et la ferme résolution de ne pas en connaître. Les petites barques se sont approchées, on a dressé une échelle contre les rocs, on en a dressé une seconde au-dessus de la première, et puis une troisième; mais les rochers ayant plus de quatre-vingts pieds de hauteur, on a gravi le reste en s'accrochant aux pierres.

« A peine quarante hommes étaient montés, que l'ennemi a réuni ses réserves; il est accouru sur ce point. Nos embarcations se pressaient aussi d'arriver, sous une grêle de balles et sous le feu à mitraille de deux pièces de canon; mais il fallait monter un à un, et notre perte était assez considérable. A cinq heures, nous étions à-peu-près six cents cinquante hommes au-dessus de la première bande de rochers; l'ennemi en occupait une seconde, élevée de plus de cent cinquante pieds, et l'on ne pouvait y parvenir que par un glacis découvert et très-rapide. Par trois fois on a cherché à le gravir; mais le feu était trop meurtrier, et près du quart de notre monde était hors de combat.

« Je me décidai alors à attendre la nuit : j'envoyai l'ordre



au général Montserras et à l'adjudant-commandant Chavardè de venir sur ce point s'ils n'avaient pas réussi à débarque et, pour ôter toute idée de retraite, je fis éloigner tout les barques.

« Cependant le feu de l'ennemi continuait toujours, tout ses troupes étaient réunies, et il avait alors contre nou à demi-portée de fusil, deux pièces de canon, tout le r giment Royal-Malte, environ trois cents hommes de Roya Corse, et deux cents hommes de troupes irrégulières.

« Dès que la nuit nous l'a permis, nos troupes se so réunies; la brave garde de votre majesté a pris la droite avec une compagnie de grenadiers du cinquante-deuxième quatre cents hommes du dixième régiment marchaient à gauche avec les voltigeurs d'Isembourg. J'ordonnai au ca pitaine Pompei, commandant les carabiniers corses, de mont droit à la redoute avec quelques carabiniers, et de fai un grand feu : tout le reste de la troupe s'avançait l'arm bas et avec défense de tirer. L'ennemi a fait plusieurs de charges à bout portant, et on lui a répondu par nos baïonnette coupé dans son centre, il s'est divisé dans tous les sens, nous avons marché vers le village d'Anna-Capri, pou nous emparer du fameux escalier, qui a près de six cen marches, et qui est la seule communication de ce villag avec le reste de l'île. Nous y sommes arrivés à temps pou couper la retraite au régiment Royal-Malte, dont une part a été faite prisonnière, et dont le reste s'est réfugié dan le fort Sainte-Marie, situé sur le mont Solaro, point le pl élevé de l'île. Le lendemain ils se sont rendus : la pert de ce corps en tués et blessés est considérable; parmi ce premiers se trouve le major anglais Hamelt, et plusieur autres officiers.

« Le reste des troupes de l'expédition ayant débarqué da la nuit sur le même point que nous, j'ai fait descendre général Montserras pour occuper la grande marine de Capr qui était battue par les trois forts de Capri d'en bas, par des batteries de côtes qui balayaient le rivage. C troupes se sont courageusement maintenues, et nous avo poussé des postes très-près de la ville. Les officiers du génie Nempde, Side et Dubourquet, dont je ne puis assez lou le courage et le zèle infatigable, ont découvert une petit anse dans les thermes de Tibère, où nous pouvions avo un port à l'abri du feu de la place : on y a mis des tra

vailleurs, on en a fait écrouler des masses de maçonnerie, et on est parvenu à le rendre praticable.

« Le 6, au matin, nous avons vu la mer couverte de bateaux, et par les soins vigilans de votre majesté, les vivres, l'artillerie, les munitions et les renforts arrivaient de tous côtés dans l'île. Nous apercevions en même temps à l'ouest, cinq ou six gros bâtimens ennemis, mais contrariés par le vent et ne pouvant avancer : on n'a pensé alors qu'à tout débarquer. Les postes établis pour contenir la garnison des forts et de la ville, généraux, officiers, soldats sont descendus le long des rochers pour recevoir le biscuit, les farines, les poudres, les boulets. On a monté sans chèvre ni cabestan, deux pièces de douze, deux de neuf, deux de vingt-quatre et un obusier à Anna-Capri, où les Anglais n'avaient jamais porté que des pièces de quatre : le lendemain, cette artillerie était sur le mont Solaro, à plus de six milles de l'endroit où elle était débarquée, et à une élévation de plus de sept cents toises au-dessus du niveau de la mer : elle avait été traînée par des chemins que les officiers les plus expérimentés jugeaient impraticables.

« Le 7 octobre, voulant intimider l'ennemi par la crainte d'un assaut et rejeter tous ses postes dans la place, la majeure partie des troupes a descendu le grand escalier : l'ennemi à fait un feu très-vif, mais sans effet. A l'entrée de la nuit, nous nous sommes avancés sur trois colonnes par les mauvais sentiers qui mènent à la ville : arrivés à la Maison-Blanche, a cent pas de la porte, nous nous sommes trouvés séparés par cinq ou six ressauts de terrain de quinze à vingt pieds de hauteur, qu'il fallait successivement escalader. Les murailles de la ville étaient à l'abri de toute insulte, et croisaient le feu sur tous les points; les batteries du plateau flanquaient cette partie, et celle de la marine la battait à revers : malgré un feu très-vif de mousqueterie, l'ennemi a été repoussé, et nous avons placé nos postes à demi-portée de pistolet de ses murailles.

« Les 8 et 9, six frégates, quatre corvettes et seize chaloupes canonnières sont venues se placer entre Capri et Naples; elles se sont approchées et n'ont cessé, pendant plus de trente heures, de tirer à mitraille sur nos troupes et sur notre petit port, que nous avions armé de quelques pièces de douze, que nous avait envoyées la corvette de votre majesté : la place et les forts tiraient en même temps.



« Tout ce feu n'a produit aucun effet ; nous avons c
nos positions, repoussé les embarcations ennemies, et c
à travailler au port et à nos batteries, où nous avo
des grils à boulets rouges.

« Nous avions des vivres au moins pour deux moi
coup de munitions et de l'artillerie ; mais nous nou
bloqués, et nous étions à-la-fois assiégeans et assié
ne nous attendions pas à l'évènement dont votre
qui s'était portée à Massa, nous a rendus les témoi
une trentaine de chaloupes canonnières se sont
de Capri, ont fait fuir les escadres ennemies,
un convoi nombreux de pénétrer dans notre p
thousiasme de nos troupes égalait celui des bra
et c'est au cri de la *victoire*, que, sous le feu
et en moins d'une heure, s'est opéré le déba
tout ce qui était sur le convoi. *Où sont les m*
sont les munitions? s'écriaient les soldats,
pitaient dans la mer jusqu'au cou, en courant
barques. Cet évènement inattendu a redoubl
de nos troupes, et jeté la terreur dans les rang

« Après des travaux où nos troupes ont dé
tance inexprimable et un courage au-dessus d
en traînant à découvert, sous la mitraille,
canon qu'il fallait trente hommes pour fair
avons commencé à tirer sur la place. Nos M
Solaro étant trop élevées, ne produisaie
effet ; mais celles de brèche, où il y ava
douze, commençaient à faire écrouler la
la ville au château, seul point d'attaq
choisi par le colonel d'Hautpoult, où cepen
parvenir que par une pente fort escarpé
près par quatre pièces de canon que l'e
plateau.

« Le 17 octobre, instruit que quat
renfort, venant de Messine, étaient
grosse mer, dans la nuit du 14 au 15
Tragar ; averti par nos vigies que huit
de débarquement étaient sur les fréga
reconnaissant l'impossibilité absolue d
l'ennemi, qui pouvait toujours s'em
de Tragar, que nous ne pouvions n
assuré qu'il avait déjà dans la ville

de monde que je ne pouvais en employer à l'attaque, le feu de la place n'étant éteint dans aucune de ses parties, et désirant conserver intacts les forts et les batteries qui avaient coûté aux Anglais plusieurs millions à construire, j'ai consenti à ce que monsieur le colonel Lew évacuât la place, en nous abandonnant tous les magasins, qui sont très-considérables, toute l'artillerie, toutes les munitions et tous les effets appartenant au gouvernement.

« Les troupes de sa majesté l'empereur et celles de votre majesté ont en conséquence occupé hier au matin, 17 octobre, la porte de Capri, le château, les forts Saint-Michel, Sant-Angelo, Sainte-Marie-del-Soccorso et toutes les batteries de la côte : tous les magasins de vivres et de munitions ont été remis aux commissaires nommés pour dresser les inventaires.

« Si je voulais faire connaître à votre majesté ceux qui se sont distingués, je devrais lui envoyer le contrôle de tous ceux qui ont combattu, sur-tout de six à sept cents braves qui ont escaladé, le 4 octobre, les rochers d'Anna-Capri : je dois cependant citer l'adjudant-commandant Thomas, qui n'a cessé de donner des preuves de courage et d'activité, et qui est monté à la tête de l'avant-garde qu'il commandait; le général Destrés et ses aides-de-camp, Reignier et Ramorel, officiers distingués; mon aide-de-camp Peyrio, dont j'ai été très-satisfait; l'adjudant-commandant Chavardès. Dans l'état-major, M. Livron (il est monté des premiers et il a été blessé); M. Heulet (il a été blessé); MM. Grange, Sevelinge, Delord, Ca afa, Sourdat et Dumesmey. Dans la garde royale, le capitaine Morel, le lieutenant Legnaux (blessé), le sous-lieutenant des voltigeurs, Lafond, les sergens Dalui et Grénot, le sergent Vincent, de la marine, qui débarqua un des premiers, et fut blessé, Patin, caporal, Peymann, grenadier, et Marquis, caporal des voltigeurs. Dans le génie, M. le colonel d'Hautpoult, dont votre majesté connaît depuis long-temps les talens et le courage, le capitaine Nempde, qui avait une permission pour aller en France, et qui n'a pas voulu en profiter, pour faire partie de l'expédition, les capitaines Dubourquet, Sebe et Morlaincourt, MM. Colleta, Sandray, Ceruty, Lanzetti et Brochetti, officiers napolitains très-distingués : les sapeurs napolitains ont imité les sapeurs français; le lieutenant Bigot et le sergent Dommanga se sont particulièrement fait remarquer. Dans l'artillerie, le capitaine Pilon, qui a rendu de grands



services dans le débarquement, MM. Pron et Saint-
qui se sont bien conduits dans la batterie de brèche, M.
officier d'artillerie suisse, qui a aussi très-bien servi,
sergent, Chauret, caporal, Billemann, artificier.
dixième, M. le chef de bataillon Cochet, officier
et très-actif, le capitaine des voltigeurs, Bale,
cinq coups de feu en portant un drapeau, Valet
des grenadiers, Jacob, lieutenant (blessé), Mi
dant-major, distingué par un zèle infatigable.

« Le détachement du vingtième régiment s'est
bien conduit sous les murs de la ville. Dans le
deuxième, le capitaine Joubineau, qui a été grièvem
le sous-lieutenant Grelois (blessé d'un biscaye
lieutenant Poupart, les sergens Brandon. Dans le c
le capitaine Hemmer, les lieutenans Bourgeois
Bitz, sergent-major des grenadiers, Noël, serg
voltigeurs. Dans Royal-Corse, M. le chef de ba
qui s'est maintenu trois jours à la Maison-Rou
le plus avancé, et sous le feu croisé de trois ba
le capitaine des grenadiers Pompei, qui mér
ment, les lieutenans Rozzi, Galvain et Bo
dant Ettore (blessé), Napoléon Mastratti
et Massoni, sergens de carabiniers, Solv
caporaux, qui ont pris deux pièces d'arti
Grasiani, carabiniers. En général ce corp
s'est couvert de gloire, et a fait beaucoup
Dans Isembourg, le sous-lieutenant Leca
et son lieutenant, MM. Angot et Saint-Vin
il mérite de l'avancement; Cardaillac cad
sergent-major. Les grenadiers suisses et nap
d'infanterie légère, qui a eu plusieurs
défendu la marine, qu'attaquaient les fré
avec une rare intrépidité. Le détachem
giment napolitain, commandé par M
très-bien conduit; MM. Alberti, Paln
fait remarquer, ainsi que les serger
Je n'ai que des éloges à donner au dé
régiment italien, qui sert avec un c
qui ne les fait plus distinguer de l'a
plusieurs hommes blessés.

« Toutes les troupes ont fait leu
gnatelli et le colonel Arcovito ont

et de dévouement; et quand il a fallu combattre, j'ai cru ne commander que des Français. Le sous-intendant militaire Guillaume à montré beaucoup d'activité, et aucun poste ne lui a puru dangereux. Le lieutenant de vaisseau Barbara s'est rendu très-utile; M. Rivière à aussi montré beaucoup de zèle. MM. Tessier, Blanc, adjudans de place, et André, secrétaire de place, ont également montré beaucoup de zèle et de dévouement.

« C'est à votre majesté, sire, qu'appartient tout entière une entreprise qu'elle a conçue, qu'elle a dirigée, et où nous n'avons fait qu'exécuter les ordres qu'elle nous donna.

Signé Lamarque. »

Cette brillante expédition fut préparée et faite avec tant de promptitude et de secret, que le public n'en eut connaissance qu'en apprenant le débarquement des troupes à Caprée. La garnison de l'île, circonstance très-honorable, était égale en force aux braves qui en triomphèrent. Plusieurs traits de valeur distinguèrent également les troupes françaises et napolitaines. Dans le fort de l'action, elles gravirent des rochers si escarpés qu'on a peine à les franchir, même lorsqu'on n'a aucune difficulté à vaincre. Trois cents hommes de renfort mirent plus de temps à atteindre le lieu du débarquement que les dix-huit cents qui l'avaient franchi au moment du feu, avec leurs armes et leur équipement sur le dos. Dresser des échelles, escalader le Solaro, s'emparer des canons, tout cela fut l'affaire d'un instant.

Au moment où le feu des batteries anglaises était le plus terrible, le chef-d'escadron Livron, qui commandait cent hommes, aborde avec sa canonnière un rocher extrêmement rapide, et y ayant appuyé une échelle, il s'écrie : *Soldats, nous ne nous connaissons point encore; mais si vous me suivez, je crois que nous nous connaîtrons bientôt*. A l'instant il s'élance comme un éclair, gravit le roc, fait un feu très-vif sur la batterie anglaise qui défendait la calle, et force l'ennemi à la quitter, après une résistance opiniâtre. Ce brave militaire fut blessé à la main, et perdit un doigt. Après la prise de cette batterie, toutes les troupes débarquèrent, et repoussèrent les Anglais de poste en poste.

CARBONERA.

28 *novembre* 1811. — Balleysteros, chassé deux fois de

Saint-Roch, et obligé de se retirer sous le canon de
tar, fit avancer par la plage une colonne forte de quin
hommes d'élite pour reprendre la tour de Carbonera.
néral Rey reçut l'ordre d'y marcher avec le quarante-tr
qui, avec une rare intrépidité, culbuta et mit l'enn
déroute sur tous les points. Une seconde colonne s'ava
le-champ au secours de la première; le quarante-tr
régiment signala encore sa bravoure par la défaite
nouvelle colonne, qui, renversée sur la première, augm
désordre, et laissa sur le champ de bataille un nombre t
sidérable de morts et de blessés. Les troupes ennemie
chargées avec tant de vivacité et de bonheur, qu'elles
à peine le temps de prendre l'offensive; car, du côté de
çais, on n'eut à regretter que deux voltigeurs tués, et s
sés, tant fut grand le désordre des troupes de Balleyste

CARCAXENTE.

13 *juin* 1813. — Le général espagnol, duc del
avec une armée de 18,000 hommes, avait quitté la C
et remplacé l'armée anglo-sicilienne dans le camp de C
près Tarragone. Il se porta le 13 juin 1813, en avant
caxente, avec les divisions du prince d'Anglona et de
Roche, pour attaquer les Français sous les ordres du
Habert. Malgré la supériorité du nombre des Espag
général n'hésita pas à marcher à leur rencontre, n'aya
escadron du quatrième hussards, et le gros des quator
seizième de ligne. Avec une impétuosité étonnante, il
et renverse l'ennemi; l'enfonce dans les jardins et les
Carcaxente : on combattit de part et d'autre avec b
d'opiniâtreté; mais les Français, redoublant d'ardeur,
les Espagnols, les mettent en pleine déroute, et enlè
drapeau au régiment de Carmona. Ils poursuivent
temps l'ennemi, qui eut plus de quatre cents homm
ou blessés; ils lui font sept cents prisonniers, dont trente
et le consternent tellement, que pendant plusieurs jour
rien entreprendre. Cette affaire, où le nombre succom
le courage, fit beaucoup d'honneur au général Hab
avait attaqué les Espagnols avec une résolution et une
dité vraiment admirables.

CARDEDON.

16 *décembre* 1808. — Après la capitulation de Roses, qui eut lieu le 5 décembre 1808, le septième corps de l'armée française, en Espagne, se porta, dès le 8, sur les bords de la Fluvia. Il occupa, le 9, la rive gauche du Ter, mit l'ennemi en fuite, passa cette rivière, et arriva, le 11 au soir, sur la Bisballe. Le 12, il prit position à Christina et à Castel d'Aro. Des miquelets tentèrent vainement de disputer à Coullonja les défilés de la Bisballe : malgré les abattis d'arbres qu'ils avaient faits, et le soin qu'ils avaient pris de faire sauter deux ponts, ils perdirent deux cents hommes, et furent chassés de toutes leurs positions. Le 13, ce septième corps occupa Mallanet, et les hauteurs de Videredas : les colonnes escarmouchèrent, chemin faisant, avec les miquelets. La division italienne prit position, le 14, en avant de Saint-Céleny ; la division Souham s'avança par Sils et la Malorquina, sur la route de Géronne à Ostalric ; pour appuyer ce mouvement, elle prit position, ainsi que le quartier-général, sur les hauteurs de droite d'Ostalric. Le 15, la division italienne marcha vers Cardedon ; mais à l'entrée des défilés de Trentopases, son avant-garde fut attaquée par quatre bataillons espagnols. Le général en chef Gouvion-Saint-Cyr fit forcer le passage, malgré la plus vive résistance, et le septième corps fut établi, à 10 heures du soir, en avant de Trentopases.

Le 16, l'avant-garde trouva les ennemis postés avantageusement, avec des forces nombreuses et leurs meilleures troupes, sur le plateau de Cardedon : le marquis de Vives les commandait, avec le général Reding. Cette rencontre décida un engagement général. Après une vive résistance, et un grand feu d'artillerie, les ennemis furent délogés de toutes leurs positions, mis dans une déroute complète, et dispersés au loin par la cavalerie. Ils perdirent trois mille cinq cents hommes, toute leur artillerie, leurs attelages, leurs caissons, plusieurs drapeaux, et plus de deux cents mille cartouches. On leur aurait fait un plus grand nombre de prisonniers, si le général Gouvion-Saint-Cyr n'avait pas, à dessein, sacrifié cet avantage, pour celui de communiquer promptement avec Barcelonne ; ce qui eut lieu le lendemain, avant midi. Le général Duhesme, qui commandait dans cette place, seconda ces opérations par des sorties sagement combinées.

CAROLINE (LA).

31 *mai* 1809, — Le lieutenant de vaiss
mandant la frégate française *la Caroline*
de France, le 9 février 1809, pour aller
mai, étant par neuf degrés quinze minutes
quatre-vingt-sept degrés vingt minutes de lo
point du jour, il aperçut au nord nord-es
lieues, trois bâtimens à trois mâts, sous
on laissa arriver, en dépendant, pour le
négliger de faire toutes les dispositions
portant sur eux sous toutes voiles. Bient
rent reconnus pour des vaisseaux de la co
ayant une batterie et des caronnades
« L'affaire que j'allais avoir, dit le lieutena
rut un peu disproportionnée; mais l'enthou
page m'en promit le succès. » En effet, à
petite portée de mousquet du vaisseau de
çais arborèrent leur pavillon aux acclamati
en pareille circonstance, l'amour des peup
rain, et aussitôt l'engagement commença.
tion, ce serait vouloir répéter ici ce qui
du courage et de l'intrépidité ordinaire au
lorsqu'ils ont à se mesurer avec l'éternel
tion. En vain les Anglais opposèrent la p
après deux heures d'un combat vif et m
commandant, *l'Europa*, fut forcé d'amene
dant qu'on l'amarinait, le second, qui se
le vent, après avoir envoyé quelques vo
conservant sa couleur. Il fut bientôt joint
C'était *le Straestham*, dont l'artillerie se
pièces de canon de dix-huit. Pendant qu
cupaient des moyens d'assurer leur prise,
à s'échapper. Une partie de l'artillerie d
jetée à la mer. Le nombre des prisonnie
cents européens, répartis sur les deux va
affaire, où le lieutenant Feretier fit preu
habileté, il eut à regretter la perte de M
cier d'un mérite distingué, qui eut la tê
boulet, au commencement de l'action. M
commandant en second, fut nommé pour le

lité d'officier de manœuvre, et se comporta de manière à mériter les éloges de son chef, ainsi que M. Leroux, lieutenant en pied, et les enseignes Bazin, Desplanches et Frochard. La frégate *la Caroline* entra le 22 juillet, avec ses deux prises, dans la rade de Saint-Paul.

CARPENEDOLO.

26 *janvier* 1796. — Après les journées d'Arcole et de la Favorite, Buonaparte, et ses infatigables lieutenans, ne laissaient pas un moment de relâche aux Autrichiens. Quoiqu'ils eussent repoussé les impériaux du Trentin, il leur importait beaucoup de chasser des bords de la Brenta, tout ce qui y restait de leurs troupes. L'ennemi s'était retiré de la rive gauche de cette rivière. Tandis qu'Augereau s'avance avec sa division, par Padoue, pour tourner Citadella, la division de Masséna s'était dirigée par Vicence, sur Bassano, où les Autrichiens avaient l'air de vouloir se défendre. Masséna ayant appris le 26, dès la pointe du jour, que Bassano avait été abandonné par les Autrichiens qui, pendant la nuit, s'étaient portés par les deux rives de la Brenta, à Carpénédolo et à Crespo, donna ordre au général Ménard de se rendre au pont de Carpénédolo, en suivant, avec une demi-brigade d'infanterie, la rive droite de la Brenta, afin d'arriver par Vastagna. Masséna lui-même, suivant la rive gauche, se portait aussi sur Carpénédolo, avec un bataillon de la trente-deuxième demi-brigade, cinquante dragons et deux canons; il rencontra les Autrichiens tout près de ce village. Il s'engagea sur le pont un combat très-vif, dans lequel les impériaux furent battus et forcés, par les baïonnettes françaises, à se retirer. On leur tua deux cents hommes, et l'on fit neuf cents prisonniers.

CASASOLA.

19 *mars* 1797. — Les Autrichiens cherchèrent à disputer le passage du pont de Casasola à la division du général Masséna, qui venait de s'emparer du fort de la Chiusa, dans le Frioul. Le 19 mars 1797, l'ennemi, malgré les retranchemens et ses chevaux de frise, fut culbuté avec perte de six cents prisonniers, et le pont fut forcé par les grenadiers de la trente-deuxième demi-brigade, qui s'avancèrent en colonnes serrées. On prit tous les magasins des Autrichiens.

CASSANDRIA.

28 *juillet* 1794. — On résolut le siége de l'Ecluse que l'armée du Nord se fut emparé de Nieuport. La de l'île de Cassandria était un des plus grands obstacl présentait cette opération. Quatorze pièces de canon daient une digue étroite et inondée de tous côtés, se droit par où l'on pût y aborder. L'audace des soldats çais suppléa aux pontons qui manquaient. Les uns se pitent dans un courant extrêmement rapide, pendant c autres, sous le feu des batteries, se jettent dans des b qu'ils attachent avec leurs mouchoirs et leurs cravates lourds Hollandais prirent la fuite, tant une telle intr les étonna. Des batteries, trouvées au-delà de l'eau tournées par les Français contre les Bataves en dérout s'empara de leurs tentes, de leurs munitions, et de soi dix pièces de canons, presque tous en bronze, qu'ils donnèrent. Par la prise de cette île, la retraite de la nison de l'Ecluse se trouvait coupée, la navigation de caut interceptée, et la Zélande menacée d'une pro invasion. Le général Moreau, pendant ce passage auda apercevant un petit bateau qui, emporté par le co était déjà presque submergé, se jette à la nage, et a à la mort un habile capitaine de canonniers. Le c Bonnal, qui le premier se jeta dans le canal, le pass nage, et, par cette démarche audacieuse, électrisa s marades, mérite sans doute de voir son nom inscrit h blement dans l'histoire.

CASSANO.

25 *et* 26 *avril* 1799. — Les Autrichiens et les Russe tant continuellement Schérer, l'armée n'avait plus d fiance en lui, et il fut forcé d'abandonner le command au général Moreau. Ce général proposa, dans un con guerre, d'évacuer, sans délai, le Milanais, et de se dans le Piémont avec les trente mille hommes qui c saient toute l'armée, et c'était l'unique moyen de la s Mais, d'un autre côté, la retraite des troupes qui c daient Naples, Rome et la Toscane, devenait par-là difficile, et il se séparait de la division du général De

qui avait été détachée de l'armée de Suisse, et envoyée dans le pays des Grisons. D'après ces considérations, Moreau se détermina à se retrancher sur l'Adda; il eut bien la précaution d'en faire rompre tous les ponts; mais malgré cela les Français ne pouvaient arrêter une armée toute fraîche, bien supérieure en nombre, et commandée par Suwarow, que ses victoires sur les Turcs et les Polonais avaient rendu célèbre. Peu de généraux ont possédé, comme lui, le talent bien rare d'électriser les soldats dans une bataille: les siens avaient, en sa fortune et en sa personne, une confiance aveugle. Quand son ennemi était en retard, il le poursuivait sans relâche, et savait profiter de ses avantages. Il avait déjà gagné soixante-trois batailles; de succès si grands devaient le faire regarder comme invincible. Sa valeur lui rendait tout possible: une difficulté, quelque grande qu'elle fût, ne le fit jamais reculer; il avait voué aux républicains français une haine immortelle, de manière que ses sentimens personnels se trouvaient toujours d'accord avec les ordres de sa cour, quels qu'ils fussent, quand il s'agissait d'agir contre la France. Voilà à-peu-près le portrait du général chargé par Paul Ier de subjuguer les Français: c'était l'adversaire que Moreau devait combattre. Les Français avaient trois points de défense. Suwarow, arrivé le 25 avril 1799 sur l'Adda, distribua son armée de manière à les faire attaquer tous les trois ensemble. Le général Rosemberg se porta, avec la colonne de droite, sur la pointe du lac de Côme, et sur Lecco; le général Mélas, qui commandait la gauche, vint camper à la vue de Cassano; et le centre, formé des divisions de Zoph et de Ott, bivouaqua sur les bords de l'Adda. Les Français avaient construit plusieurs batteries élevées sur la droite d'une tête de pont retranchée qu'ils avaient construit à Cassano même. Le quartier-général de Moreau était à Naviglio-Martesana. Ce passage était défendu par deux divisions: la gauche occupait Trezzo et Imberzano, sur l'Adda supérieure; elle présentait, de ce côté, un front imposant. Elle était composée de deux divisions commandées par Serrurier. Le centre avait été porté derrière Lecco, et avait fortement retranché, sur la rive gauche, la tête d'un pont qu'il y avait jeté. On avait rompu tous les autres entre Lecco et Cassano. La droite de l'armée française était composée d'une division couverte par la forteresse de Pizzighitone, et d'un gros détachement de la division Delmas, qui se trouvait à Lodi, vers l'Adda infé-

rieure. Ces positions se trouvaient protégées par les eaux profondes de l'Adda, qui formaient devant elles une barrière naturelle. Le poste de Lecco, qui est en-deçà du lac de Côme, fut attaqué le 26 par Suwarow; le même jour les Russes prirent Crême, et s'avancèrent jusqu'au pont de Lodi. Pendant ce temps-là, le général Hohenllozern faisait marcher, sur Pizzighitone, des piquets de cavalerie. Le général Suwarow avait donné l'ordre de traverser secrètement l'Adda, et de surprendre Moreau; malgré les difficultés que présentait une semblable entreprise, le général Wuskassowich établit, sans être aperçu, un pont volant sur l'Adda supérieure, vers Brivio, et plaça quatre bataillons, deux escadrons et quatre pièces de canon sur la rive opposée. D'un autre côté, les généraux Ott et Zoph arrivèrent à neuf heures du soir en face de Trezzo. Le village de Gervasio, qui les masquait, leur donna la facilité de s'y tenir cachés. Le château de Trezzo est situé dans un endroit où les rives escarpées et le courant rapide de l'Adda semblent s'opposer à ce qu'on puisse y jeter un pont; cependant, le marquis de Chateler le tenta, et réussit. La hardiesse même de cette entreprise devait en assurer le succès. A mesure que les soldats passaient la rivière, ils couraient se cacher sous les rochers qui servent de base au château de Trezzo. Le passage fut terminé à six heures du matin; alors, les Français surpris, et attaqués par quelques bataillons russes et un régiment de Cosaques, furent chassés de Trezzo, et poursuivis jusqu'à Pozzo. Tandis que les Français portaient leur attention sur le passage qui s'était effectué à Trezzo, Moreau, pour arrêter les progrès du général Rosemberg, envoyait des forces vers sa gauche. En marchant sur Brivio, le général Grenier, à la tête de sa division, rencontra et soutint une partie de la division Serrurier, qui avait été forcée d'abandonner Trezzo. Se trouvant en face avec la division du général Ott, qui avait défilé tout entière sur le pont, près de Trezzo, les Français engagèrent un combat furieux; de part et d'autre, on disputa long-temps l'avantage; mais le général Victor étant arrivé avec une partie de sa division, les impériaux, pressés de toutes parts, sont bientôt obligés de plier. Le général Chateler, après avoir passé le pont de Trezzo avec la division du général Zoph, arriva au moment où l'aile droite des Autrichiens allait être enveloppée, culbutée dans l'Adda. Il reprit l'avantage, en chargeant à la

baïonnette avec les bataillons de grenadiers qui formaient la tête de cette colonne. Après avoir été repoussés du village de Pozzo, les Français furent encore forcés à Vaprio. Séparé des divisions qui avaient inutilement tenté de le joindre, le général Serrurier désespéra de recevoir du secours. Il fut entièrement enveloppé par les troupes impériales, par le général Wuskassowich, et par le reste de la division Rosemberg. Ces trois corps avaient passé l'Adda: le premier, à Lecco; le second et le troisième, à Brivio. Dans une situation si désespérée, il ne restait plus à Serrurier que de s'ouvrir un passage l'épée à la main; il le tenta inutilement, et fut forcé de mettre bas les armes. Avant de les poser, il demanda et obtint que tous les officiers pussent retourner en France sur parole, et que les soldats fussent échangés les premiers tête pour tête contre autant de ceux des alliés faits prisonniers dans cette journée sanglante, où plus de dix mille hommes perdirent la vie. Le 27, l'armée française acheva sa retraite sur Milan. Alors, les Russes et les Allemands investirent Ferrare et Mantoue, s'emparèrent de tous les postes, d'où les Français avaient été repoussés sur le Pô, et coupèrent les routes de la haute Toscane, et du duché de Parme. Ainsi, de nouveaux périls, de nouvelles difficultés venaient, chaque jour, s'opposer à la retraite de l'armée que commandait, à Naples, le général Macdonald. Le général Serrurier conserva toute la fierté d'un militaire français, pendant le court espace où il fut prisonnier des Russes. Dans un dîner que lui donna le général Suwarow, on s'entretint des évènemens militaires des campagnes précédentes. Sur la fin du repas, Suwarow lui ayant demandé où il avait l'intention de se retirer, Serrurier répondit : à Paris. Tant mieux, répliqua Suwarow, j'espère vous y voir bientôt. Je l'ai toujours espéré moi-même, repartit le général Serrurier. Cette réponse prouvait qu'il ne désespérait pas de voir la victoire revenir sous les drapeaux des Français.

CASTEL-FRANCO.

23 *novembre* 1805. — Une colonne de l'armée autrichienne, commandée par le général Mack, avait été coupée par Napoléon, dont rien n'arrêtait la marche rapide, en 1805. Le maréchal Masséna, ayant su que l'intention du général ennemi était de se joindre au prince Charles dans le Tyrol, présuma

que cette colonne chercherait à se réunir aux troupes autrichiennes qui défendaient Venise, et que, pour y parvenir, elle traverserait les lignes de l'armée; ou bien qu'elle se dirigerait vers Leybach, où étaient les débris de l'armée du prince Charles, après avoir opéré par Feltre et Belluno. Dans le premier cas, le passage devait être disputé vigoureusement par le général Gouvion-Saint-Cyr, que Masséna avait chargé d'observer Venise; dans le second, les généraux Lacour et Lenchantin, qui avec plusieurs régimens occupaient les deux Ponteba et la Chiusa, ne le souffriraient pas impunément. L'armée française était postée sur l'Isonzo, de manière à pouvoir faire couper la division autrichienne par les troupes qu'il lui était facile de détacher à temps, pendant que l'avant-garde se porterait sur Leybach. Le 23 novembre, cette colonne, que l'on suivait en quelque sorte pas à pas, vint se jeter sur Bassano; elle enleva sans peine ce poste, qui n'était gardé que par cent cinquante hommes, tandis qu'elle était forte de sept mille hommes d'infanterie et de douze cents cavaliers, sous le commandement du prince de Rohan; elle se porta ensuite sur Castel-Franco. Le général Gouvion-Saint-Cyr sentit bien que l'ennemi ne connaissait pas la force de l'armée française, puisque le prince de Rohan avait l'intention de forcer ses lignes; il se prépara alors à le bien recevoir. N'ayant nulle inquiétude de ce côté, Masséna avait donné ordre qu'on fit venir, à marches forcées, le général Partonneaux avec les deux divisions de grenadiers qu'il commandait, deux brigades des divisions Duhesme et Seras, une division de grenadiers et une brigade de dragons. La position de Bassano devait être tournée par les grenadiers, qui avaient ordre de remonter la Piave par il Bosco del Mantello, dans le cas où l'ennemi chercherait à rejoindre le prince Charles, et de gagner Leybac en suivant le chemin de Bellune et de la Piave di Cadore. Tout moyen de retraite lui était enlevé par le général Gardanne, venu avec sa divison par Venzone, pour renforcer les détachemens qui étaient aux deux Ponteba. Masséna donna au général Duhesme le commandement du corps de l'armée, et se porta sur la Piave. Le lieutenant-général Saint-Cyr se rendit avec un régiment polonais à Campo-Pietro; Regnier, qui commandait trois divisions, reçut ordre de commencer l'attaque le lendemain, à la pointe du jour. Les Autrichiens s'avancèrent contre lui d'une manière vigoureuse; mais ils furent obligés de se replier, et leurs chocs

multipliés ne purent ébranler la masse des Français. Un régiment polonais, qui se trouvait à Campo-Pietro, fut chargé, par le général Saint-Cyr, de faire un mouvement et de tourner l'ennemi. Les impériaux, mis alors en pleine déroute, se retirèrent sur Castel-Franco, où ils arrivèrent en même temps que les Français : là; tout ce qui restait de leur armée capitula. Les Français firent prisonniers six mille hommes d'infanterie et mille chevaux. Les Français étaient bien moins nombreux que les Autrichiens ; mais ils avaient fait des dispositions si heureuses et si bien entendues, que, par-là, ils s'étaient en quelque sorte multipliés, et avaient ainsi assuré la perte des ennemis Le prince de Rohan tomba avec un grand nombre d'officiers au pouvoir des Français : cette journée leur valut de plus douze canons, douze drapeaux et un étendard, sans compter la reprise des prisonniers qui leur avaient été faits à Bassano, deux jours auparavant.

CASTEL - GENEST.

24 *novembre* 1793. — Masséna défendait les montagnes des Alpes, et déjouait les entreprises des Autrichiens et des Piémontais, pendant que le général Dugommier attaquait Toulon. Masséna, ayant appris que les Sardes avaient évacué le poste de la Torre, crut devoir profiter de cette circonstance pour attaquer Castel-Genest, parce que, de ce poste, l'ennemi pouvait encore se jeter sur Utelle. Aussitôt, environ cinq cents grenadiers et chasseurs sont rassemblés, et ayant le général à leur tête, partent, le 24 novembre 1793, longtemps avant le jour. Castel-Genest ne pouvait être attaqué que sur un seul point. Pour pouvoir tourner ce fort, la petite troupe avait pris le chemin de la Torre. Le soldat, ne considérant pas le danger, gravit la montagne en s'accrochant à des degrés formés par la nature dans le roc, et suspendu sur des précipices affreux, dans lesquels il pouvait à chaque moment être englouti. L'ennemi fut tellement étonné de l'audace de cette entreprise, qu'il prit la fuite. Le corps de bataille des Piémontais était campé sur les hauteurs de Castel-Genest : Masséna l'atteignit après une marche pénible et difficile, qui avait duré quatre heures. Une vive fusillade commença l'action ; mais on ne tarda pas à être à portée de pistolet des retranchemens. Les Piémontais, qui étaient au nombre de huit cents, et par conséquent supérieurs en nombre, forts

d'ailleurs de leur position, firent rouler des rochers sur les assaillans, et firent en même temps pleuvoir sur eux une grêle de balles. Les Français purent être étonnés quelques instans d'une manière de se battre aussi terrible et aussi inusitée; mais ils n'en obtinrent pas moins la victoire. Les Piémontais furent forcés dans leurs retranchemens, après une rude mêlée de deux heures, et laissant sur la place des morts et des blessés en grand nombre, ils se retirèrent sur la montagne du Brec. Ils étaient frappés d'une terreur si grande, que le plus grand désordre régna pendant leur retraite, et que Masséna résolut d'en profiter pour tenter une entreprise, dans laquelle la force devenait inutile, et qui ne pouvait réussir que par la ruse. Un sentier étroit et sinueux, bordé de rochers et de précipices, conduit seul sur le Brec, montagne la plus difficile et la plus élevée de cette chaîne des Alpes. Depuis le commencement de la guerre, personne n'avait pensé, sans doute, à faire porter du canon par un semblable sentier. Cependant Masséna fit ce qui paraissait impossible à tout le monde : il fit descendre du haut de la madone d'Utelle une pièce de quatre, qu'on porta à bras pendant deux milles; tout, sans excepter le général, prêta la main dans cette opération, qui se termina heureusement : après sept heures de travaux, elle était en batterie devant la porte avancée de Castel-Genest, et tonnait sur les Sardes. Le bruit de cette artillerie, dont l'écho des montagnes répétait et multipliait les coups, épouvanta les Piémontais, qui s'ébranlèrent. Chasseurs, grenadiers, éclaireurs, tous montaient au sommet de cette montagne, au pas de charge. Le Brec est au pouvoir des Français, et les Sardes sont poursuivis de poste en poste, de rocher en rocher. Le général Despindy tomba avec sa colonne sur Figaretto, et les Piémontais, après une courte fusillade, prennent la fuite, laissant au pouvoir des Français trois camps, des armes et des bagages.

CASTELLAMARE.

27 *avril* 1799. — Les Anglais et le cardinal Ruffo soulevèrent les paysans, qui furent si dangereux pour les Français, quand, en 1798, ils entrèrent pour la première fois dans le royaume de Naples. Le 27 avril 1799, Castellamare, ville de la principauté citérieure, située à six lieues de la capitale, fut investie par une foule innombrable d'insurgés. Trois officiers de

la marine française auraient défendu le fort, mais les canonniers napolitains refusèrent de tirer : l'un de ces officiers, nommé Garfano, s'avance le sabre en main sur eux, et les force à faire feu : les canonniers tirent en l'air. La patrie est trahie! s'écria l'officier, et aussitôt il se jette dans une petite barque qu'il cherche à manœuvrer lui-même; mais bientôt il fut tué par une grêle de balles qu'on dirigea sur lui. Non contens d'avoir mis en pièces son cadavre, les insurgés brûlèrent ses restes. Les Anglais ne tardèrent pas à paraitre, et débarquèrent avec un corps du régiment des étrangers, un ramassis d'insurgés de Citara et une vingtaine de leurs soldats. Les habitans reprennent de l'énergie. Le général Sarrasin sort de Naples avec de la cavalerie et de l'infanterie : Macdonald, le lendemain, se dispose à une attaque, et se transporte à la tour de l'Annonciade, pour en ordonner les dispositions. Deux barques canonnières et deux galiotes à bombes reçurent aussi l'ordre de s'y rendre. La grande route de Castellamare avait été couverte de canons par les Anglais, qui étaient à la tête des insurgés et de la troupe de ligne; mais les Français, que rien n'arrête, escaladent les murs des jardins, tournent les batteries, les prennent en flanc, et font une boucherie de tout ce qu'ils rencontrent. Les barques françaises firent un feu si bien dirigé, qu'elles forcèrent un vaisseau anglais, qui s'était approché de la tour de l'Annonciade, à s'en écarter. Après avoir excité les malheureux habitans de Castellamare à la révolte, les Anglais s'éloignèrent, et les abandonnèrent à la colère des Français. Le général Macdonald rapporta à Naples les drapeaux des vaincus.

CASTELLARO.

12 *septembre* 1796. — Le comte de Wurmser cherchait à se jeter dans Mantoue : Masséna continua à le poursuivre, le 12 septembre 1796, espérant le rencontrer auprès du Tartaro et du Tayone; mais, ayant marché toute la journée et s'étant avancé jusqu'à Mogara, sans avoir rencontré son arrière garde, il pensa bien qu'il était parvenu à passer le Tartaro. Le comte de Wurmser avait en effet été tiré d'embarras par une nouvelle méprise de quelques généraux français. On s'était bien emparé du pont de Castellaro, qu'on avait coupé, mais on n'avait pas songé à celui de Villa-Impenta : cependant, se le rappelant tout-à-coup, le général Charton était parti, pour

le détruire, avec quelques centaines de chasseurs, qui y arrivèrent au même moment que Wurmser. Charton fut tué dans le combat qu'il livra malgré la grande disproportion de ses forces : ses troupes furent obligées de se replier sur Castellaro, après avoir été très-maltraitées. Le maréchal Wurmser, poursuivi de près, était loin de penser à combattre, et se trouva trop heureux de pouvoir rentrer à Mantoue avec sa cavalerie et quatre mille hommes d'infanterie. Buonaparte mit tout en œuvre pour prendre Wurmser, pensant bien que c'était le moyen de terminer la guerre ; mais ses mesures, bien concertées, avortèrent par la lenteur qu'on mit à l'exécution de ses ordres, et les succès furent ainsi retardés.

CASTEL-NOVO (EN DALMATIE).

30 *septembre* 1806. — L'Autriche ayant promis à la France de lui remettre les bouches du Cattaro, et tardant trop à accomplir sa promesse, le général Marmont, qui, en 1806, commandait l'armée française en Dalmatie, reçut ordre de se porter sur le vieux Raguse et de commencer les hostilités, afin de forcer l'empereur d'Autriche à exécuter fidèlement ses traités. Un corps de six mille Russes, réuni à huit ou dix mille Monténégrins, était campé dans la vallée de Satorina et sur le col de Debilibrich. De-là ils menaçaient la communication du colonel-général Marmont avec Raguse. Dans la nuit du 29 au 30 septembre, six mille Français partent de cette ville ; et les éclaireurs n'ont besoin que de paraître pour dissiper les avant-postes des Russes et forcer le col de Debilibrich. Les Russes et les Monténégrins abandonnèrent leurs positions sans coup férir. Le lendemain le colonel-général Marmont continua sa marche sur les hauteurs en avant de Castel-Novo, qui se trouvaient gardées par trois bataillons russes : les Français, la baïonnette en avant, les culbutent, et dispersent une armée de Monténégrins qui soutenaient leurs efforts ; ceux-ci laissèrent quatre cents des leurs sur le champ de bataille. Cette position enlevée, une colonne française, agissant par la vallée, débouche et arrive sur quatre mille Russes rangés en bataille. Le général Delzons se met à la tête du soixante-dix-neuvième régiment de ligne, forme une colonne d'attaque et se porte en avant : l'ennemi ne peut résister à cette charge : son centre est coupé, sa droite débordée ; il se retire en désordre sous le canon de la place

et de la flotte russe, qui envoie des chaloupes pour protéger sa fuite. Marmont, pour punir les Monténégrins de leurs hostilités, fit brûler leurs villages et le faubourg de Castel-Novo. Poussés au désespoir par cet acte de rigueur, les Monténégrins se rallient, fondent en furieux sur les Français; mais ils sont repoussés de nouveau, et le champ de bataille reste jonché de leurs morts.

CASTEL-NOVO (EN PIÉMONT).

21 *novembre* 1796. — La division du général Vaubois, continuellement battue dans le Tyrol par l'aile droite de l'armée d'Alvinzi, avait été repoussée de position en position jusqu'à Castel-Novo, par le général autrichien Davidovich, qui, à l'aide de manœuvres habiles, avait obtenu sur les Français des avantages marqués. La victoire d'Arcole fit prendre une toute autre face aux affaires. Le général Buonaparte, à la tête de la division Vaubois, réunie à celle du général Masséna, qui avait passé l'Adige, attaque, le 21 novembre 1796, Davidovich, et le bat. Ce général ignorait la position d'Alvinzi, qui fuyait vers la Brenta avec les débris de son armée. Les divisions Vaubois et Masséna, qui s'étaient réunies à Villa-Franca, marchèrent ensemble sur Castel-Novo. Joubert, commandant l'avant-garde de ces deux divisions, atteignit les troupes impériales sur les hauteurs de Campana : un léger combat s'y engagea; un corps de l'arrière-garde autrichienne fut entamé. Les Français firent douze cents prisonniers, et trois à quatre cents impériaux se noyèrent dans l'Adige. On poursuivit l'ennemi jusqu'à Preabocco, et la reprise des positions de Rivoli et de la Corona fut les fruits de cette journée. Cependant, Augereau s'était dirigé vers les hauteurs de Sainte-Anne, pour couper la vallée de l'Adige à Dolce, et lui fermer toute retraite; il réussit : les troupes autrichiennes furent encore battues et dispersées sur ce point. On fit trois cents prisonniers; le général autrichien Dales fut pris lui-même, et quatre pièces de canon et six caissons restèrent au pouvoir des Français.

CASTIGLIONE.

Du 29 *juin au* 5 *juillet* 1796.—Le comte de Beaulieu n'avait plus le commandement de l'armée autrichienne en Italie, et

venait d'être remplacé par le général Wurmser; outre les nombreuses recrues qui arrivaient de l'intérieur des états autrichiens, vingt mille soldats venaient encore d'être amenés en poste de l'armée impériale du Rhin, pour renforcer celle d'Italie, et Wurmser avait ses positions sur les hautes montagnes du Tyrol. L'armée française, au contraire, sans positions avantageuses, affaiblie par les détachemens nombreux dont elle était forcée de se priver pour la garde de ses conquêtes, diminuée par les pertes qu'elle avait éprouvées dans les combats, et par le nombre des troupes qui étaient occupées au siége de Mantoue, donnait au comte de Wurmser l'espérance de remporter bientôt une victoire aisée, et qu'il regardait déjà comme certaine. Il pensait qu'il n'aurait qu'à se présenter pour opérer la défaite entière de cette faible armée, débloquer Mantoue, et reporter le théâtre de la guerre dans le Milanais. En effet, le 29 juin 1796, il fond, avec son armée, sur toute la ligne occupée par Buonaparte, vers le lac de Garda. Une colonne française, qui avait ordre de défendre Brescia, est surprise à Salo, et se retire à Dezenzanno, malgré les instructions contraires qu'elle avait reçues, et abandonna Brescia au pouvoir des Autrichiens, avec ses magasins et ses hôpitaux. Masséna, après un combat opiniâtre, est contraint d'abandonner le poste de la Corona. Le général Guyeux, enfermé dans Salo, se défend dans un vieux château, contre une colonne autrichienne, et, cerné de toutes parts, manquant de vivres, il fait, pendant deux jours, une belle et vigoureuse résistance.

Buonaparte vit avec calme une attaque qui paraissait si bien combinée. Il rassemble toutes ses troupes, et conçoit aussitôt la pensée de livrer à Roverbella une bataille générale et décisive, qui puisse fixer encore une fois le sort de Mantoue. Les Autrichiens poursuivaient rapidement leurs succès. De Brescia, ils s'étaient portés le 30 juin sur Lonado, et de nouvelles colonnes, descendant toutes à-la-fois du Tyrol, par Brescia et l'Adige, menaçaient d'envelopper Buonaparte, qui se trouvaient au milieu d'elles. Trop faible pour faire face aux deux divisions réunies des Autrichiens, il forme le plan hardi de faire battre chacune d'elles isolément, par l'armée française; puis, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division qui était venue de Brescia, de la battre ou de la faire prisonnière, et de revenir ensuite attaquer Wurmser sur le Mincio, et l'obliger à regagner le Tyrol. Il fallait, pour l'exécution de cette entreprise audacieuse, abandonner le siége de Mantoue, sur le point d'être

pris, et repasser à l'instant même le Mincio. Le 30 juin, tandis que les Autrichiens occupaient Lonado, Buonaparte dirige sur Brescia les divisions françaises. Le lendemain, le général Soret délivre le général Guyeux, et les braves enfermés à Salo, dans le château, qui leur servait de retraite. Les troupes autrichiennes, battues sur ce point, perdent deux drapeaux, deux canons, et deux cents hommes. Un combat long et opiniâtre s'engage à Lonado, entre le général Dallemagne et les Autrichiens, bien supérieurs en nombre. Six cents ennemis demeurent sur le champ de bataille, et six cents sont faits prisonniers. Toute l'armée alors, et dans un même temps, se replie sur Roverbella, afin de protéger la levée du siége de Mantoue, qui eut lieu dans la nuit même. Aux premiers rayons du jour, toute l'armée française était au-delà du Mincio. Une division avait pris position à Bozzolo, et l'autre à Monté-Chiaro. Cependant, la situation des Français devenait de plus en plus embarrassante. Les Autrichiens, descendus sur Brescia, venaient à leur rencontre. Le 2 juillet, toute l'armée française, excepté la division qui se trouvait à Bozzolo, se porta sur Brescia, que le général Augereau enleva de vive force, contraignant l'ennemi à fuir dans les montagnes, après avoir abandonné ses magasins et ses hôpitaux, qu'il n'eut pas le temps d'évacuer. Le 3, la division Augereau retourna à Monté-Chiaro, Masséna prit position à Lonado, et Ponté-San-Marco. Le général Valette avait été chargé de défendre le poste de Castiglione, avec dix-huit cents hommes, et de tenir en respect Wurmser, qui était éloigné du corps de l'armée française. Une terreur panique, qui faillit tout perdre, s'empara des troupes que commandait le général Valette. Au lieu de les retenir, il abandonna le premier ce village, avec la moitié de sa troupe, et vint porter l'alarme à Monté-Chiaro; tandis que le reste se voyant dénué de chef, insuffisante, d'ailleurs, pour garder cette position, se retira, en bon ordre, sur San-Marco. Buonaparte, indigné de cette lâcheté de la part d'un général français, le suspendit, à la tête de son armée. Le 4, les Autrichiens et les Français se trouvèrent en présence. Les ordres sont aussitôt donnés pour que le général Guyeux, à la gauche, reprît Salo; le général Masséna, au centre, attaqua Lonado; et le général Augereau, à la droite, s'empara de Castiglione. Wurmser prévient l'attaque, il va droit à Lonado, où se trouvait l'avant-garde de Masséna; déja elle était enveloppée, et le général Pigeon qui la com-

mandait, avait été fait prisonnier; les Autrichiens avaient enlevé trois pièces à l'artillerie légère : au même instant, Buonaparte fait former les dix-huitième et trente-deuxième demi-brigades, en colonnes serrées, par bataillons; elles cherchent, au pas de charge, à percer l'ennemi; mais celui-ci s'étend dans l'intention de les envelopper. Buonaparte sourit à cette manœuvre, et dès-lors regarde le gain de la bataille comme assuré. Masséna envoie des tirailleurs sur les ailes des Autrichiens, pour retarder leur marche. La première colonne française, arrivée à Lonado, force les ennemis. Le quinzième régiment de dragons charge les hullans, et reprend les pièces françaises. En un instant, les Autrichiens éparpillés, disséminés, voulurent se retirer sur le Mincio. Ce mouvement de retraite, sur ce point, était en opposition avec les vues de Buonaparte. Il ordonne à Junot, son aide-de-camp, de se mettre à la tête de la compagnie des guides, de poursuivre les impériaux, de les gagner de vitesse à Dezenzanno, et de les forcer ainsi à se retirer sur Salo. Arrivé à ce village, Junot rencontre le colonel Bender avec son régiment de hullans; il le charge aussitôt, puis fait un détour par la droite, se présente de front au régiment allemand, et blesse le colonel, qu'il voulait faire prisonnier. Après avoir tué six hullans de sa propre main, il est entouré lui-même, renversé dans un fossé, et blessé de six coups de sabre. Comme les Français occupaient Salo, cette division, errante dans les montagnes, fut presque entièrement faite prisonnière. Pendant ce temps, Augereau s'était avancé sur Castiglione, s'en était emparé, et pour la prise de ce village, avait combattu contre des forces toujours doubles et triples des siennes, ce qui n'empêcha pas qu'il ne fit perdre aux Autrichiens à Castiglione vingt pièces de canon, deux à trois mille hommes tués ou blessés et trois à quatre cents prisonniers. Dans cette affaire, le général Bayrand et les colonels Bougon, Marmet et Pourailler terminèrent glorieusement leur carrière. Le 5, Buonaparte donna ordre au général Despinois d'entrer dans le Tyrol par le chemin de la Chiusa, en culbutant sur son passage cinq à six mille Autrichiens stationnés à Gavardo. L'adjudant général Herbin obtint des succès, détruisit deux bataillons Autrichiens sur son passage, et arriva à S. Ozetto. Le général Dallemagne, à la tête d'un bataillon de la onzième demi-brigade, se dirigea sur Gavardo, y fit beaucoup de prisonniers; mais, n'étant pas soutenu par le reste

de la division, il fut entouré, et ne put opérer sa retraite aux travers des ennemis. Le général Saint-Hilaire, qui avait été envoyé à Guvardo pour couvrir le chemin du Tyrol, engagea une fusillade très-vive, à la suite de laquelle il défit les Autrichiens, et leur fit dix-huit cents prisonniers.

Wurmser était occupé à rassembler les débris de son armée, à faire revenir de Mantoue toutes les forces dont il était maître de disposer, et à les ranger en bataille entre le village de Sassello et la Chiusa. Les combats précédens n'avaient pas encore décidé du sort de l'Italie. Il restait à Wurmser une armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et une cavalerie nombreuse. Il espérait avec ces forces pouvoir tenter encore le sort des armes. Buonaparte s'occupe également à réunir toutes les colonnes de son armée, et se rend lui-même à Lonado, pour s'assurer de ce qu'il y pourra trouver de troupes disponibles. A peine est-il entré dans la plaine, qu'il y reçoit un parlementaire, qui venait sommer le commandant de Lonado de se rendre, parce que, disait-il, cette place était cernée de toutes parts. En effet, plusieurs vedettes de cavalerie annonçaient que diverses colonnes autrichiennes touchaient les grandes gardes de Buonaparte; et que le chemin de San-Marco était déjà intercepté. Buonaparte n'avait que douze cents hommes. La conjoncture était pressante; mais sa présence d'esprit ne l'abandonna pas. Il présume que peut-être ces forces ne sont que les débris de la division coupée, qui, après avoir erré dans les montagnes, et s'être réunis, cherchent à se faire un passage. Il fait donc venir le parlementaire, et lui dit : « *Allez dire à votre général que, s'il a voulu insulter l'armée française, je suis ici, et que c'est lui-même et son corps qui sont prisonniers; qu'il est une des colonnes coupées par une troupe à Salo, et par le passage de Brescia à Trente; que si, dans huit minutes, il n'a pas mis bas les armes, s'il fait tirer un seul coup de fusil, je fais tout fusiller. Débandez les yeux de Monsieur. Voyez le général Buonaparte et son état-major, au milieu de sa brave armée. Dites à votre général qu'il peut faire une bonne prise. Allez.* » On redemande à parlementer. Les Français mettent ce temps à profit, et disposent tout pour l'attaque. Le chef de la colonne ennemie demande à être entendu; il propose une capitulation. *Non*, répond Buonaparte, *vous êtes prisonniers de guerre.* Ils veulent se consulter; Buonaparte ordonne au général Berthier de faire avancer les grenadiers de l'artil-

lerie légère, et d'attaquer; il quitte le général ennemi, qui crie aussitôt : *Nous sommes rendus !*

Trois bataillons autrichiens, forts de quatre mille hommes, déposèrent les armes, et livrèrent aux Français quatre pièces de canon et trois drapeaux. Les prisonniers furent aussitôt mis en route pour les dépôts. Assuré désormais de la destruction des corps autrichiens de Gavardo et de Salo, Buonaparte ordonne un mouvement général sur Castiglione et Stiviere : on fait route toute la nuit, et au point du jour on se trouve en face du général Wurmser et de son armée réunie, forte encore de vingt-cinq mille hommes. La colonne du général Serrurier se porte sur Castiglione. Sa position se dirigeait sur les derrières de la ligne ennemie, et il avait reçu ses instructions pour se trouver près de l'ennemi, au moment où Buonaparte commencerait l'attaque. Wurmser marque de l'indécision. Il ne sait s'il doit attaquer ou recevoir le combat. Sa ligne était formidable, et garnie d'une artillerie nombreuse. Buonaparte le prévient : il ordonne un mouvement rétrograde à toute son armée, pour attirer celle des impériaux. La division de Serrurier, pendant ce temps-là, arrivait de Marcaria, et tournait Wurmser. Ce mouvement produisit en partie l'effet que l'on en attendait. Dans le moment où le comte de Wurmser se prolongeait sur la droite, pour observer les derrières de l'armée française, Buonaparte apprend que la division Serrurier, que commandait le général Fiorella, attaquait la gauche de Wurmser. Il donne ordre aussitôt à l'adjudant-général Verrière d'emporter une redoute, construite par l'ennemi dans le milieu de la plaine, et charge le chef de bataillon Marmont de diriger sur cette redoute vingt pièces d'artillerie légère, et d'obliger par-là Wurmser d'abandonner ce poste. Au même instant la gauche et le centre des Français marchent sur un déploiement de plus d'une lieue et demie. Les avant-postes autrichiens sont culbutés ; et quand le général Wurmser aperçoit le général Serrurier près de le prendre en revers, il ordonne la retraite. Mettant à profit la victoire, Buonaparte le fait poursuivre jusqu'au Mincio. On lui fit dans cette journée huit cents prisonniers, et on lui enleva vingt-cinq pièces de canon et cent vingt caissons. Ainsi, dans l'espace de cinq jours, le comte de Wurmser perdit soixante-dix pièces de campagne, tous ses caissons, douze à quinze mille prisonniers, et six mille hommes, qui furent tués ou blessés. L'armée française montra dans ces journées mémorables, une bravoure à toute épreuve, qui dut

faire augurer heureusement des nouveaux combats qu'elle devait livrer encore à Peschiera.

10 *mars* 1814. — Un corps parti de Mantoue pour marcher sur Castiglione, était sous les ordres du général Gelimberti. Il repoussa l'ennemi jusqu'à Castiglione, après un feu très-vif de mousqueterie. En même temps, un corps sorti de Governola, sous le commandement du général Paulucci, poursuivait les Autrichiens jusqu'au-delà d'Ortiglia. Dans cette journée l'ennemi eut trois cents hommes hors de combat, et on lui fit un grand nombre de prisonniers.

CASTILLO.

27 *novembre* 1812. — Le général Mina, avec un corps d'environ dix-huit cents hommes, s'était emparé de la ville d'Huesca. Le capitaine français Couty, du quatre-vingt-unième, commandant le Castillo, envoya en reconnaissance le lieutenant Desbœufs, à la tête d'un piquet de trente hommes. Ce petit détachement ayant rencontré deux cents Espagnols, sur le Coza, les chargea à la baïonnette, les mit en déroute, et les poursuivit jusque sous les fenêtres de Mina. Les Espagnols se rallièrent de toutes parts pour repousser cette poignée d'ennemis. Le lieutenant Desbœufs fit alors sa retraite avec le plus grand sang-froid, et, quoique blessé au bras de cinq coups de feu, il ramena sa petite troupe au Castillo, sans avoir perdu un seul homme. Après avoir jeté l'épouvante parmi les Espagnols, aux yeux d'une population entière, après avoir tué à l'ennemi deux hommes et blessé huit, ce brave officier conserva et fit entrer avec lui dans le Castillo, un cheval qu'il avait pris, et un mulet qui portait une pièce de canon.

CASTREL.

30 *avril* 1794. — L'irruption subite et inattendue de Pichegru dans la Flandre maritime surprit extrêmement les Autrichiens, qui se réunirent à la hâte au nombre de vingt-cinq mille hommes, pour protéger Tournai, reprendre Courtrai, et débloquer Menin. Ce fut le 29 avril 1794 que Pichegru attaqua le général autrichien Clairfait, et força les troupes, après un choc vigoureux, à se retirer sur les hauteurs de Castrel. Ce poste leur était très-avantageux, et il fallait beau-

coup d'audace pour les en débusquer. Cinq défilés étroits, couverts de batteries, étaient les seuls chemins par lesquels on pût y parvenir; mais rien ne peut mettre obstacle à l'intrépidité des Français. Les généraux se mirent à la tête des colonnes, composées en grande partie de jeunes gens de la réquisition, qui, sous leur conduite, rivalisèrent tous d'assurance et de bravoure avec les vieux soldats. On emporta les hauteurs de Castrel à la baïonnette, et les Hanovriens et les Autrichiens réunis furent complètement battus et mis en déroute. Le champ de bataille resta aux Français, et le général Clairfait, en fuyant, laissa douze cents prisonniers, trente-trois pièces de canon, et quatre drapeaux. Cette première victoire obligea les troupes impériales à abandonner Menin, qui se rendit le lendemain 30 avril.

CATEAU-CAMBRESIS.

7 avril 1794. — L'armée française du Nord, depuis les combats de Hondscoote et de Maubeuge, occupait, dans de petits cantonnemens, l'espace de pays situé depuis Givet et la Meuse jusqu'à la mer. Le Quesnoi était assiégé par les Français, et Landrecies par les Autrichiens. Des deux côtés la campagne paraissait devoir être décisive, et l'empereur d'Allemagne, ne regardant pas le succès comme douteux, était venu prendre en personne le commandement de son armée. Landrecies fut aussitôt investi. Le comité de salut public, voyant qne toutes les actions de détail qui s'engageaient aux environs de cette ville avaient une issue malheureuse pour les Français, ordonna une attaque pour la délivrer. Les hauteurs de Cateau-Cambresis étaient occupées par le duc d'Yorck et ses troupes. Le général Chapuis fut chargé de réunir celles du camp de César et des postes voisins; il parvint à les rassembler au nombre de trente mille. Aussitôt il les divise en trois colonnes qu'il fait marcher en avant sur les hauteurs de Cateau, entre les villages de Bettancourt et de Ligni. Deux de ces colonnes attaquent avec vigueur une redoute que défendaient les Anglais; mais la résistance opiniâtre de ceux-ci prolongeant le combat, les deux colonnes furent tournées à leur gauche par un corps nombreux d'Autrichiens. Avant d'opérer leur retraite, les Français prirent successivement trois positions en arrière: le corps des carabiniers fit une charge, mais ce fut en vain; il ne put rétablir le combat, et le gé-

néral Charbonier resta au pouvoir de l'ennemi. Pichegru, qui ne s'était porté sur le centre des Autrichiens que pour obéir aux ordres du comité de salut public, prévit les malheurs de cette journée, qu'il médita dès lors de réparer par l'invasion de la Flandre maritime.

CÉ. *Voyez* Pont-de-Cé.

CELADA.

23 *octobre* 1812. — L'armée française qui avait fait lever aux Anglais le siége de Burgos, suivait vivement les traces de l'armée ennemie. La brigade de cavalerie légère du colonel Shée l'atteignit non loin de la hauteur de Celada, et de la route de Castroneriz, que suivait une de ses colonnes. Le colonel Shée se précipita sur les Anglais avec une telle vivacité, que dans un instant ébranlés, enfoncés, ils furent mis en déroute. Par l'impétuosité et le succès de cette première attaque, la colonne ennemie qui se portait par la route de Castroneriz allait être débordée; les généraux anglais jugèrent alors qu'il était nécessaire de soutenir la retraite de cette colonne, renforcèrent leur arrière-garde de toute leur cavalerie, et firent ralentir son mouvement à la hauteur de Celada. Le général en chef comte Souham ordonna aussitôt à la brigade de cavalerie de l'armée du Nord de se porter en avant et de charger l'ennemi. Cette charge, exécutée avec le plus heureux succès, malgré la supériorité du nombre des Anglais, les culbuta et les mit en fuite, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés. Dans cette action se distinguèrent particulièrement le colonel Béteille, commandant la légion de gendarmerie, le colonel Faverot, commandant le quinzième de chasseurs, ainsi que le commandant des lanciers. Le succès de cette brillante journée fut due en grande partie à la brigade de cavalerie légère de l'armée du Nord, qui se couvrit de gloire, et surtout aux talens et à la bravoure du colonel Shée, pour qui le général en chef demanda le grade de général de brigade, mérité par de grands services dans la même campagne.

CENIS (Mont).

1794. — Accoutumés à l'âpreté du climat sur les montagnes,

élevées des Alpes, les Piémontais, afin de garantir les plaines fertiles de leur patrie d'une invasion projetée par les Français, avaient construit des redoutes sur différents points du mont Cenis, l'une des routes les plus fréquentées de la France pour se rendre en Italie. Dans le mois de février 1794, le comité de salut public donna l'ordre de s'emparer de cette montagne; mais la rigueur de la saison fut un obstacle à l'exécution de ses volontés. Les mêmes ordres furent réitérés le mois suivant, et la résistance des Piémontais, secondés par les glaces et les frimas, opposèrent de nouveau à la valeur française des difficultés insurmontables. Le général Soret perdit même la vie dans cette attaque, et ses troupes furent contraintes à la retraite. On attendit donc les beaux jours pour faire une nouvelle tentative. Le général Bagdelone, qui avait donné un plan d'attaque fut chargé, de son exécution. C'était une application heureuse qu'il avait faite de la grande tactique des montagnes devenue familière aux troupes françaises depuis qu'elles combattaient dans les Alpes. On fit les préparatifs nécessaires, et dès les premiers jours du printemps l'armée se mit en mouvement. Par des dispositions habiles, exécutées avec courage, les points occupés par les Piémontais, au lieu d'être attaqués de front, comme cela avait eu lieu jusqu'alors, furent tous dépassés par les colonnes françaises. L'ennemi, se voyant tourné avant l'attaque, et nos troupes le harcelant de droite et de gauche sur ses flancs, fut intimidé dans sa défense, et n'opposa plus dès-lors qu'une faible résistance aux progrès des Français. Pendant qu'une partie de l'armée avançait par la Maurienne, une division de trois mille hommes sortie de Briançon s'était portée dans la vallée de Bardonnache et de Sezanne, avait pris Oulx en Fenestrelles, et s'était avancée jusque sous le canon d'Exiles. Au même instant les troupes chargées de l'attaque du front commencèrent à gravir le mont Cenis, et une colonne sous les ordres du capitaine Cherbin s'empara, à la droite de cette montagne, des redoutes des Rivetz et de la Ramasse, dont l'artillerie fut aussitôt tournée contre les Piémontais. Le général Bagdelone, à la tête d'une division, franchit d'horribles précipices et força aussi l'ennemi à abandonner sa superbe et nombreuse artillerie. Les munitions de guerre et de bouche, tout tomba au pouvoir des Français, qui poursuivirent leurs avantages jusqu'au bourg de la Novalaise où ils établirent leurs avant-postes, après avoir tué ou fait prisonniers huit à

neuf cents Piémontais, s'être emparé de vingt pièces de canon, de plusieurs obusiers et d'une grande quantité de vivres et de munitions. En même temps que le centre du mont Cenis était enlevé, les Français occupaient aussi la vallée de la Sture et les postes des Barricades. Alors fut établie la communication tant désirée entre les armées des Alpes et d'Italie.

CÉRÉA.

11 *septembre* 1798. — Après avoir vaincu à Bassano le général Wurmser, Buonaparte donna ordre à Masséna de faire sortir sa division de Vicence, et de passer avec elle l'Adige à Rouco, pour couper la retraite sur Trente aux Autrichiens; il fit en même temps marcher Augereau sur Padoue. D'après ces dispositions, Wurmser n'avait plus à balancer, il devait nécessairement se jeter dans Mantoue, après avoir passé l'Adige à Porto-Legnago. Ne pouvant plus tenir à Bassano, il rassembla lui-même les débris de deux bataillons de grenadiers, et marcha avec eux à Montebello, entre Vicence et Vérone. Tout ce qui avait échappé à Bassano vint se réunir dans cette position; une colonne de dix mille hommes qu'il avait envoyée à Vérone, et qui en avait été repoussée par le général Kilmaine, l'y rejoignit aussi avec beaucoup de peine. Le général Wurmser, qui se trouvait isolé entre la Brenta et l'Adige, se porta par une marche forcée sur Porto-Legnago et s'en empara. Buonaparte ne fut pas plutôt instruit de ce mouvement qu'il envoya le général Augereau avec ordre de cerner cette place sur la rive gauche, et afin de couper l'ennemi dans le cas où il tenterait de s'échapper en filant le long de l'Adige, pour se rendre du côté de Venise par Padoue, il fit en même temps porter un corps sur Castel-Baldo. La division de Masséna, après avoir passé l'Adige dans la nuit du 9 au 10 septembre 1798, s'était le lendemain avancée à marche forcée sur San-Guinetto. Par là on voulait ôter à Wurmser le moyen de se rendre à Mantoue par Porto-Legnago. L'ennemi pouvait encore s'emparer de Governolo, et de là occuper Castellaro : le général Sahugnet tira de Mantoue cinq mille hommes à qui il ordonna d'occuper ce poste, et en même temps de couper tous les ponts qui se trouvaient sur la Tayone. Les Allemands, par suite de leur caractère, sont lents dans les expéditions; aussi Wurmser regardait-il comme une chose impossible, que la route de

Porto-Legnago lui fût coupée par le même corps qui l'avait battu à Trente et à Bassano. Il passa donc l'Adige dans des bateaux, et le 11 septembre il se dirigea vers Mantoue. La division de Masséna marcha sur San-Guinetto, bien qu'elle fût accablée de fatigue. Par erreur, ou par ignorance des chemins, n'ayant pas pris le plus droit, et le seul par où il pût prévenir les Autrichiens, l'avant-garde ennemie arriva en même temps que la sienne sur Céréa. Le combat s'engagea; les Français avaient l'avantage du nombre, mais leur corps de bataille était très-éloigné d'eux. Céréa et le pont par où les Autrichiens devaient passer la Ménago furent bientôt emportés. Wurmser étant revenu de sa surprise, les Français à leur tour furent repoussés du pont et du village de Céréa, et perdirent cinq cents hommes faits prisonniers : Wurmser se porta sur San-Guinetto pendant la nuit. L'avant-garde française fut ce jour-là sauvée par le courage du huitième bataillon de grenadiers, et par le sang-froid du général Victor. Elle avait couru les plus grands dangers dans un combat absolument inégal; d'ailleurs il n'était pas facile à un si petit nombre d'hommes de résister à dix mille Autrichiens, dont la valeur était augmentée par le désespoir et par la crainte de se voir déshonorés s'ils étaient forcés de mettre bas les armes.

CÉRET.

20 *avril* 1793. — Au moment où les Espagnols envahissaient la Cerdagne française, leur général La Union sentit combien était importante l'occupation de la ville de Céret. Il marcha pour l'attaquer avec quatre à cinq mille hommes, le 20 avril 1793 : elle n'avait que douze cents défenseurs. Les Français, malgré leur infériorité en nombre, se rangèrent en bataille sur le prolongement du grand chemin, entre le pont et la ville. Le comte de La Union se plaça en face des Français, dans une position avantageuse. Le combat ne dura pas long-temps; le nombre et l'expérience étaient du côté des Espagnols : les Français, qui voyaient le feu pour la première fois, firent une retraite que le désordre rendit désastreuse, et plusieurs se noyèrent dans le Teck.

4 *mai* 1794. — La discipline que le général Dugommier introduisit dans les armées françaises ramena bientôt la victoire sous des enseignes qu'elle avait quelque temps aban-

données. Les armées espagnoles, nombreuses et expérimentées, avaient jusqu'alors eu beau jeu contre des soldats levés à la hâte et peu instruits; mais dès que Dugommier eut formé et discipliné ses troupes, il ne tarda pas à avoir le dessus. La victoire des Albères acheva de monter l'esprit des soldats : on reprit Céret le 4 mai 1794, et toutes les villes environnantes que les Espagnols se hâtèrent de quitter pour secourir leurs propres frontières déjà envahies.

CERISE (LA).

1er septembre 1794. — Le village de la Cerise n'était occupé que par une faible avant-garde française, quand, le 1er septembre 1794, au milieu d'une nuit obscure, de la neige et d'un brouillard épais, les Piémontais parvinrent à s'en rendre maîtres. On ne tarde pas à apprendre, dans le camp français, que les ennemis s'avancent avec rapidité vers le poste de Saint-Martin de Lautoscoa. Le général Serrurier, qui y commandait, fait battre aussitôt la générale, réunit trois cent quarante-huit hommes, et, avec ce peu de troupes, se porte à l'entrée du village, qui était déjà au pouvoir des Piémontais. Un combat s'y engage, la résistance est longue et coûte beaucoup de sang; à la fin, cependant, Serrurier les repousse de tous les postes dont ils s'étaient emparés, et les fait reculer de toutes parts. Dans cette affaire, les Piémontais eurent trois cents hommes faits prisonniers, et le poste de la Cerise fut repris par les Français. Le général Kellerman, dans le rapport qu'il fit de cette affaire, s'exprime ainsi sur l'auteur de ce fait d'armes : « C'est au courage et au sang-froid de cet excellent officier (le général Serrurier) qu'est dû le succès de cette brillante journée, dans laquelle il est parvenu à battre un ennemi vainqueur, qui avait déjà percé jusqu'à mon quartier-général. »

CÉVA.

26 avril 1796. — Le général Augereau partit de Montezemo pour attaquer les redoutes du camp retranché de Céva, dont les approches étaient défendues par huit mille Piémontais; c'était le 26 avril 1796, trois jours après la bataille de Montenotte. Les colonnes commandées par les généraux Bairand et Joubert soutinrent le combat tout le jour, et s'emparèrent du

plus grand nombre de ces redoutes. Les Piémontais, quand ils virent leur camp tourné vers Castellino, sentirent le danger où ils se trouvaient, et évacuèrent pendant la nuit cette position. Le général Serrurier entra dans Céva le lendemain matin, et son premier soin fut d'investir la citadelle, forte d'une garnison de sept à huit cents hommes. Au bout de dix jours les Piémontais, qui sollicitaient un armistice auprès du général Buonaparte, en firent la remise aux Français, comme garantie de leurs dispositions pacifiques.

CEZIO.

7 *mai* 1800. — Le lieutenant-général Suchet, avec quelques braves seulement, couvrait depuis un an le sommet des Alpes, et empêchait l'ennemi de s'emparer des départemens méridionaux de la France. Sur le terrain montagneux qu'il défendait pied-à-pied, une tactique habile et des manœuvres savantes triomphèrent souvent du nombre. Son armée, campée à San-Bartholomeo et Rezzo, fut attaquée par dix-huit mille Autrichiens, le 7 mai 1800. La brigade de Cravey, qui trois fois avait repoussé l'ennemi avec la baïonnette, fut forcée sur les hauteurs de Cezio, après cinq heures de combat. La brigade française de Jablonowski fit la retraite sur Taggia, au moment où trois fortes colonnes d'Autrichiens marchaient sur elle. Ce jour-là fut malheureux pour les Français; ils perdirent le brave général Cravey, qui, après avoir chargé plus d'une fois à la baïonnette, fut tué dans la mêlée. Le général Suchet approvisionna pour deux mois le fort de Montalban et la citadelle de Villefranche, et, ne pouvant résister aux forces trop nombreuses des Autrichiens, il évacua Nice et repassa le Var. Bientôt Buonaparte devait, comme un torrent, descendre du mont Saint-Bernard et parcourir les plaines du Piémont; redevenus vainqueurs, les Français devaient réparer ces échecs affligeans, en chassant l'ennemi de leurs frontières.

CHABOTIÈRE (LA).

23 *mars* 1796. — Les Vendéens avaient perdu Stofflet, mais Charette leur restait. Les destins du parti royaliste, dans la Vendée, semblaient, en 1796, tellement attachés à celui de ce chef, que le général Hoche ne regardait la défaite des

rebelles comme certaine, que du moment de l'arrestation ou de la mort de Charette. Une proclamation du général républicain portait que non-seulement les chefs des royalistes, mais même les émigrés pourraient sortir de la France par Gersey; il avait cru par-là désorganiser entièrement le parti royaliste. Une troupe de cavaliers et quelques déserteurs étaient seuls à la suite de Charette; ses officiers lui conseillèrent de passer en Angleterre, et Hoche lui assura, avec la conservation de son revenu, un vaisseau et sûreté pour se rendre à Gersey. Charette, regardant comme une infâme lâcheté la désertion de son parti, refusa tout ce qui lui fut offert. Hoche fut étonné de trouver tant de fierté dans un chef de parti, sur-tout au moment où il n'avait plus de soldats. Trois colonnes mobiles de cavalerie et de hussards déguisés en paysans, poursuivaient jour et nuit ce chef intrépide, qui, abandonné de tout le monde, et ne pouvant pas même prendre un moment de repos, devait nécessairement tomber entre les mains de ses ennemis. Il fut atteint le 20 mars, par le général Travot, chargé de le poursuivre et de le prendre. Dans la première rencontre, Charette perdit un officier et vingt cavaliers; le divisionnaire Lemoëlle fut aussi tué. Deux jours après, il fut encore surpris à Froidefond, au moment où il n'était accompagné que de cent cinquante cavaliers et de cinquante fantassins. Le choc fut terrible; mais bientôt il fut enfoncé de toutes parts, et succombant sous le nombre, il vit périr à ses côtés son frère, le chevalier de la Jaille, Beaumelle, et le divisionnaire Cailleau. Forcé de se sauver, il laissa sur le champ de bataille une quarantaine de morts et tous ses chevaux; il y laissa aussi, dans son porte-manteau, sa correspondance avec l'Angleterre et le comte d'Artois. Le même jour on surprit et l'on fusilla un de ses divisionnaires nommé d'Abbayes. Tout fuit, tout abandonne Charette; une quarantaine de déserteurs lui restent seuls fidèles; il est forcé d'errer à pied, plus de ressource pour lui; un petit nombre, qui cherche à se défendre, est pris et livré par ceux qui, n'ayant pas encore rendu les armes, courent les déposer. Guérin le jeune et la Roberie, tous deux divisionnaires, vont se livrer eux-mêmes à Vieille-Vigne. La Roberie se rendit l'objet du mépris du général Hoche, devant qui il fut conduit, en offrant bassement de conduire lui-même les colonnes chargées de prendre Charette. Déjà même on refuse un asile au chef de la Vendée, qui erre de ferme en ferme. Pendant plus de vingt jours il fut traqué de bois en bois comme

CHAMBÉRY.

Du 19 *au* 25 *septembre* 1792. — Le général Montesquiou suivait, avec soin, les mouvemens que faisaient les Piémontais sur les frontières du Dauphiné. Deux bataillons d'infanterie, peu de cavalerie, et une faible artillerie, formaient toute l'armée française. Celle du roi de Sardaigne, composée de quinze mille hommes, était d'autant plus forte, qu'un petit nombre de troupes devait suffire pour défendre les défilés peu nombreux qui permettent le passage de France en Savoie. C'est dans les gorges seules que les généraux sardes concentrèrent leur attention. Gravir des montagnes aussi escarpées était une chose impossible. Ils élevèrent trois redoutes à une portée de fusil des limites de France, dans un endroit nommé les *Abimes de Mians*, vis-à-vis du seul débouché qui conduise en Savoie. Montesquiou ne les gêna pas dans leurs travaux; mais sitôt qu'il apprit qu'on allait y traîner du canon, il donna ordre au maréchal-de-camp Laroque de les tourner avec une colonne de grenadiers et de chasseurs. Ce mouvement fut exécuté le 19 septembre 1792, à sept heures du matin. Les Piémontais s'en effrayèrent, et se mirent à fuir sans tirer un seul coup de fusil. Il paraît que ces redoutes étaient la seule barrière qu'ils voulussent opposer aux Français. Dans la journée, les châteaux des Marches, de Bellegarde, de Notre-Dame de Mians et d'Aspremont furent évacués sans combat. Dès le même jour, quelque troupes se portèrent en avant avec vingt pièces de canon. L'armée piémontaise fut coupée en deux le lendemain par une brigade de cavalerie et deux d'infanterie. Une partie se porta sur Anneci, et l'autre sur Montmélian, qui reçut les Français le 23. Dispersés dans une multitude de cantonnemens, les ennemis se trouvèrent surpris par une si brusque invasion; qu'ils ne purent se rassembler, et perdirent tout espoir de résistance. Les Savoisiens accueillirent les Français comme de vrais libérateurs. Ils purent envoyer à Montesquiou des députations pour implorer son assistance; car les Piémontais des bords du lac de Genève avaient marché rapidement vers les rives de l'Isère. Les magistrats de Chambéry se présentèrent, le 22, au général français, et lui remirent les clefs dans le château des Marches. Il se rendit le lendemain dans leur ville avec cent chevaux, et huit compagnies de grenadiers.

Les habitans avaient préparé un grand banquet où furent invités les officiers et les soldats français. Charmé de leur bienveillance, Montesquiou leur laissa leurs magistrats et la garde de leur hôtel-de-ville. La fuite des Piémontais fut si rapide, que pas un ne fut pris. Dès le 25, Montesquiou avait rassemblé sept mille hommes à Chambéry. Thonon, Carrouge, Anneci furent occupés par de simples détachemens. Le général Casabianca prit Châtelar, où il trouva des magasins bien approvisionnés, s'empara des Bauges, et se rendit à Conflans, en Tarentaise, dont les ponts avaient été rompus par les Piémontais, qui craignaient, durant leur retraite, les harcellemens des Français. En moins de six jours, la Savoie fut débarrassée, et, à sa sollicitation, elle fut ensuite incorporée à la France, sous le nom de *Département du Mont-Blanc.*

19 *février* 1814. — L'ennemi sorti de Chambéry, avait pris position sur les hauteurs de Léman. Le 19 février 1814, à la pointe du jour, les colonnes françaises, venues des Marches et de Montmélian, et celles qui avaient débouché par les Echelles, sous les ordres des généraux Marchant et Desaix, entrèrent dans la ville, et marchèrent droit à l'ennemi, retranché sur les hauteurs qu'il avait occupées la veille. Il croyait sa position inexpugnable; mais, en moins d'un quart d'heure, tous ses postes furent forcés. Il fut culbuté et chassé, de position en position, jusqu'à la Croix-Rouge, à une lieue de Chambéry, sur le chemin d'Aix. Là, sa ligne s'étant formée de nouveau, une affaire générale et des plus vives s'engagea jusqu'à la nuit. Les troupes françaises montrèrent une ardeur difficile à décrire. De jeunes conscrits attaquaient avec intrépidité des hommes forts, aguerris, et les renversaient : on cite, à cette occasion, le trait d'un jeune tambour, qui, après avoir eu sa caisse percée d'un coup de carabine, s'empara d'un tison du bivouac, courut sur le Croate qui l'avait ajusté, le terrassa, et l'amena prisonnier.

CHAMPAGNE.

Du 20 *août au* 25 *octobre* 1792. — Depuis Charles-Quint, la France n'avait pas vu ses frontières envahies; à compter de cette époque, si toutes les guerres ne furent pas heureuses, aucune du moins n'ouvrit son territoire aux ennemis qui ne le menacèrent plus que de loin. L'année 1792 devait être la der-

nière de cette intégrité. L'Autriche et la Prusse réunies, imitant l'ennemi de François I[er], choisirent, pour l'exécution de leur dessein, le seul point, vers le nord, qui soit abandonné à ses moyens de défense naturels. C'était, entre Sedan et Verdun, un espace d'environ quinze lieues d'ouverture. Jadis, les aggresseurs y trouvaient une impénétrable barrière; l'antique et sombre forêt d'Hercynie, debout depuis tant de siècles, défendait le passage; mais les Ardennes avaient changé de face; l'établissement des usines et le besoin du commerce y avaient ouvert de toutes parts des routes faciles; le ruisseau de la Semois n'était pas un obstacle, des gués nombreux permettaient aisément de le traverser. Au centre de cette ouverture, Luxembourg, place forte du domaine de l'Autriche, offrait aux alliés un point de départ et de réunion, et pouvait en même temps servir de magasin et d'arsenal aux troupes. En effet, ce fut cette destination qu'on lui donna, et, vers le 20 du mois d'août 1792, l'invasion s'exécuta comme elle avait été projetée. Vingt-trois mille Autrichiens se portèrent sur Stenay; Thionville fut investi par une corps d'armée, non moins considérable, aux ordres du prince de Hohenlohe, tandis que le duc de Brunswick, généralissime de cette expédition, pénétrait par les Ardennes avec quatre-vingt-dix mille Prussiens ou Hessois et Français, émigrés. Les coalisés ne doutaient pas du succès de leur entreprise, et certes tout devait contribuer à les affermir dans cet espoir, la supériorité de leur nombre, l'artillerie formidable, qu'ils traînaient à leur suite, la jeunesse des officiers français; et enfin, le peu de réputation de nos généraux. On les vit, craignant la lenteur des siéges, laisser en arrière les places de Metz et de Thionville, et passer outre audacieusement. S'ils voulaient savoir à quelle distance ils étaient de Paris, ils calculaient par journées d'étape, et pensaient avoir à faire, non une guerre, mais une promenade. Que les voiles de l'avenir sont épais! Le cri de la liberté, et de la patrie menacée, retentit dans la France, et fut entendu de ses généreux enfans!

Lafayette ne commandait plus l'armée du Nord; Dumouriez venait de le remplacer. A peine celui-ci fut-il arrivé à Sedan, qu'ayant convoqué un conseil de guerre, il interrogea l'expérience de ses généraux, et leur peignit ainsi notre situation et nos ressources : « La petite armée que nous possédons est chargée du salut de la patrie; cinq mille cavaliers, et dix-huit mille fantassins la composent. Elle ne forme pas le quart

des forces ennemies, mais nous sommes dans notre patrie, il nous faut donc espérer. Du bon emploi de ces faibles moyens dépendent peut-être les destinées de la France!... Les Prussiens seront bientôt embarrassés de leur nombre et de leurs subsistances, dans une terre étrangère; ils ne pourront traîner une trop nombreuse artillerie sur un terrain fangeux; les brillans équipages de leurs princes augmenteront leurs embarras. Si nous parvenons à les arrêter quelque temps, la patrie est sauvée! Tout dépend, dans ce moment, de l'occupation rapide des positions respectables. Rester plus long-temps devant Sedan serait funeste; il faut prendre sur-le-champ un parti décisif, et agir. » On disserte longuement sur les maux de la patrie; on n'en trouve pas les remèdes. Arthur Dillon propose de se réfugier derrière la Marne, tandis qu'on tenterait une diversion sur les bords de la Flandre maritime. On devait attendre ainsi les gardes nationales, qui, de toutes les parties de la France, se précipitaient vers les frontières envahies, et dont les masses devaient écraser les agresseurs. Par ce système de défense, les fertiles contrées de la Meurthe et de la Moselle, ouvertes à l'ennemi, lui auraient fourni des vivres en abondance : vainqueur, il lui eût été facile de franchir la Marne, dont les gués ne sont pas rares. C'en était fait du salut de la France, si l'on se rangeait de l'avis d'Arthur Dillon. Le général Dumouriez se retire, et retient seulement auprès de lui le colonel Thouvenot, un de ses aides-de-camp, dont le coup-d'œil juste et rapide entrevoyait sans peine les conséquences d'une grande manœuvre. Dumouriez, ayant déroulé à ses yeux les cartes de la Champagne, lui montre les défilés de l'Argonne, et s'écrie : « *Voici les thermopyles de la France; et si j'ai le bonheur d'y arriver avant les Prussiens, tout est sauvé!* La forêt d'Argonne est une lisière de bois de treize lieues d'étendue, quelquefois de trois à quatre lieues d'épaisseur, mais au moins d'une demi-lieue. Depuis Sedan, elle s'allonge jusqu'à Sainte-Menehould, et sépare la Champagne-Pouilleuse des Trois-Evêchés. Quelques villages pauvres, répandus çà et là, peuplent seuls son terrain glaiseux, dénué d'arbres et de pâturages. Une armée ne peut le pratiquer, à cause des montagnes, des rivières, des étangs et des ruisseaux dont il est coupé; cinq trouées seulement offrent une communication facile entre la Champagne et les Trois-Evêchés. Le premier de ces débouchés est à Chêne-le-Populeux, qui est traversé d'un chemin, conduisant de Rethel à Sedan,

vers le nord de la forêt. On fut contraint de le laisser sans défense, à cause du petit nombre de troupes. Le général Chazot fut chargé de garder le chemin qui se trouve à la Croix-aux-Bois, et qui fait communiquer Vouzier avec Briquenay. Dumouriez se réserva la troisième trouée, placée à Grandpré, sur la route de Reims à Stenay. Le quatrième défilé est à la Chalade, sur la route de Varennes à Sainte-Menehould, et le cinquième aux Ilettes, sur la grande route de Verdun à Paris, à un peu plus d'une lieue à l'ouest de la Chalade : la défense de ces deux positions fut confiée à Arthur Dillon, qui cependant n'avait pas plus de cinq mille hommes sous ses ordres. Tout ce que l'on désirait, c'était d'arrêter quelque temps l'ennemi et de le forcer à rétrograder aux approches de l'hiver, sans avoir commencé sa campagne. Mais, pour pouvoir gagner ces positions, il fallait employer la ruse, afin que l'ennemi ne s'en aperçût pas, et cependant il fallait manœuvrer sur un terrain occupé par ses avant-postes. Clairfait était à Stenay, et les autres positions dans les défilés étaient plus voisines des armées coalisées que des Français. Cette campagne à jamais mémorable, par la savante hardiesse des manœuvres et par les grands résultats qu'elle eut pour la France, commença le 30 août. On va de Sedan aux Ilettes par deux chemins : l'un, plus long, mais plus sûr, longe la forêt du côté de l'est, et ne convenait pas aux Français parce qu'il eût fait deviner leur dessein et qu'on les aurait devancés; l'autre, plus court, laissait aux Autrichiens, postés à Stenay, le temps de prévenir Dumouriez dans la position de Grandpré. Ce qui rendait les choses très-difficiles.

A Brouenne, sur la rive droite de la Meuse, au-dessus de Stenay, se trouve un camp fameux dans les guerres anciennes, et situé d'une manière avantageuse et dès long-temps reconnue. Dumouriez pensa que Clairfait se hâterait de l'occuper, s'il se voyait attaqué, une avant-garde ne devant jamais mettre une rivière entre elle et son armée. Dans ce cas, Dumouriez, séparé des Autrichiens par la Meuse, avait ses passages libres, et pouvait, en une marche, venir se concentrer dans les positions de l'Argonne. Ses calculs ne le trompèrent pas : le 31 août, Dillon, avec six mille hommes, attaqua vivement les Autrichiens de l'avant-garde, qui repassèrent la Meuse pour se replier sur leur corps d'armée. Clairfait s'empara aussitôt du camp de Brouenne, de manière que les Français eurent un terrain suffisant pour exécuter leur mouvement sur

l'Argonne. Dillon vint le même jour à Mouzon, sans vouloir poursuivre ses avantages, content d'avoir obtenu ce qu'il demandait. Le lendemain, Chazot, commandant cinq mille hommes, partit de Sedan et marcha par Taunai et les grandes Armoises, vers Chêne-le-Populeux. Dumouriez lui-même partit le jour d'après avec douze mille hommes, et suivit la route qu'avait tenue la veille Arthur Dillon. Celui-ci, pour entrer dans les intentions du général en chef et gagner les gorges du Clermontois, résolut de passer, par une marche hardie, à la vue des vedettes prussiennes du camp d'Avocourt. Après avoir traversé Varennes, il fut contraint de se jeter dans les bois, afin d'atteindre, par la Pierre-Croisée, le village de la Chalade; comme les chemins y étaient presque impraticables, il marchait précédé d'une colonne de pionniers pour faciliter la route, suivi d'une pareille colonne, afin de détruire l'ouvrage de la première, et mettre ainsi son arrière-garde à l'abri de toute attaque. Voilà de quelle manière il parvint au village de la Chalade, dans les gorges du Clermontois, traînant à sa suite dix pièces de canon, par des chemins que des voitures du pays pouvaient à peine hanter. Dumouriez, le même jour, prenait possession du camp de Grandpré. Le 5 septembre, Dillon vint prendre la position de la côte de Biesme. Ainsi, dès ce moment, la face des affaires changea; et, par les manœuvres aussi savantes que hardies des Français, l'ennemi se vit boucher les seuls passages ouverts à son invasion.

Dumouriez sentit bien que la guerre allait établir son théâtre dans les défilés de l'Argonne, et que, par conséquent, toutes les troupes répandues en Flandre y devenaient inutiles; il les rappela donc vers lui. Le général Beurnonville amena neuf mille hommes du camp de Maulde. Les généraux Lanoue et Duval eurent ordre de quitter Avesnes et Pont-sur-Sambre, pour venir le joindre avec leurs divisions, formant environ six mille hommes. Toutes les parties de la France envoyaient des renforts vers le camp de Grandpré. Rheims, Châlons, Rethel et Sainte-Menehould se remplissaient d'approvisionnemens de toute espèce pour l'armée. Pendant que le roi de Prusse, fêté à Verdun, y consumait son temps en vaines réjouissances, la position de Biesme prenait tous les jours un aspect plus redoutable : des troupes et des canons venaient la renforcer; les détours et les sinuosités de cette gorge étroite étaient barrés par des retranchemens; les angles saillans de la côte avaient été mis à profit d'une manière ingénieuse : on

y avait établi des feux croisés et des batteries qui balayaient toutes les avenues par où l'ennemi aurait pu se présenter. Dans les escarmouches qui s'engageaient entre les impériaux et les cavaliers français postés à Passavant, l'avantage restait presque toujours à ces derniers. Ces petits succès et la nature des positions achevèrent de raffermir le courage du soldat. Quel fut le désespoir du duc de Brunswick, de n'avoir pas prévenu les Français dans l'occupation de ces défilés ! Il vint avec le roi de Prusse reconnaître notre position, du sommet d'une montagne appelée *le Pas-de-Vache*, près de Clermont en Argonne ; et, tous deux l'ayant jugée inexpugnable, ils renoncèrent à envahir la France par ce chemin : c'est ce que voulait Dumouriez. En abandonnant ce passage, il fallait se détourner de quinze lieues pour atteindre la trouée de Grandpré, où l'on courait les mêmes risques qu'aux Ilettes et à la côte de Biesme, car Dumouriez la gardait avec vingt mille hommes bien retranchés. On mettait contre soi les deux chances les plus défavorables à la guerre, le temps et les distances; cependant, les généraux prussiens furent d'avis qu'on le devait. Ainsi, cinq mille hommes, couverts par des retranchemens élevés en quatre jours, arrêtèrent soixante mille hommes, commandés par un général renommé, qui n'osèrent où ne voulurent pas les attaquer, et qui passèrent outre sans avoir seulement essayé de les déposter.

Cependant le camp de Dumouriez était instruit de la prise de Verdun ; voici comment ce général en donna la nouvelle au ministre de la guerre : *Verdun est pris. J'attends les Prussiens. Le camp de Grandpré et celui des Ilettes sont les Thermopyles; mais je serai plus heureux que Léonidas.* Le premier de ces camps, placé entre l'Aisne et l'Aire, appuyait sa droite à Grandpré, sa gauche à Pont-à-Marque; il couronnait, comme un amphithéâtre, les prairies qui vont se terminer à l'Aire; en cas d'échec, il avait choisi pour sa retraite les hauteurs d'Autri. C'est là que Dumouriez attendait les renforts qui accouraient de toutes parts. Kellermann abandonnait le camp de Frescati, près de Metz, et s'approchait de Dumouriez avec vingt mille hommes, afin que l'on pût combattre les coalisés à armes égales. Brunswick, ayant laissé devant les Ilettes un corps de Hessois, y fit quelques tentatives que le succès ne couronna point. Le 10 septembre, Raucourt fut le siége du quartier-général des Prussiens; ils attaquèrent, mais toujours inutilement, plusieurs points de la ligne qui

couvraient le camp de Grandpré. Miranda, à Mortame, et Stengel, à Saint-Juvin, soutinrent leurs vives saillies et les repoussèrent. Les bataillons établis à Grandpré pouvaient, sans être vus, descendre des hauteurs et porter des forces sur les points menacés. L'ennemi trouvait, par-tout où il se présentait, des troupes plus nombreuses que les siennes, et ne pouvait pas se persuader qu'il n'eût affaire qu'à vingt mille hommes, tant ils savaient se multiplier par leur activité ! Cependant la disette, le malaise et les infirmités, habitans de ces lieux couverts et arides, ne respectaient pas le camp de Dumouriez. Ce général eut beaucoup de dégoûts à essuyer de la part de ses officiers, las d'une manière de vivre si dure : les uns l'affligeaient par des accusations, les autres le fatiguaient par leur rivalité ; et il n'hésitait pas, dans ce moment, à se mettre en parallèle avec Phocion, lorsque celui-ci disait aux Athéniens : *Vous êtes heureux d'avoir un capitaine qui vous connait.* Véritablement Dumouriez fut alors au-dessus de lui-même, et ces trois mois de sa vie ne dépareraient pas celle du plus grand homme ; il poussa la force d'âme jusqu'à s'accuser : « Une faute du général Dumouriez, écrit-il dans ses mémoires, mit la France à deux doigts de sa perte, et changea la belle position dans laquelle il se trouvait, en une position très-critique. » Il avait commis la défense de la Croix-aux-Bois à un régiment de dragons et à deux bataillons munis de deux pièces de canon. Comme le passage était extrêmement difficile, ces forces lui avaient paru suffisantes, d'autant plus que deux bataillons de volontaires étaient venus les grossir, et que des retranchemens, des abattis et des puits défendaient l'approche de ces lieux. Par une légèreté difficile à comprendre, Dumouriez retira presque toutes ces troupes au camp de Grandpré ; cent hommes seulement, laissés au poste important de la Croix-aux-Bois, devaient y simuler une défense. Dès le 13, le prince de Ligne vint l'occuper par ordre de Clairfait. Dumouriez ne fut pas long-temps à sentir quelle perte avait causée son imprudence ; et, le lendemain même, il envoya le général Chazot, avec deux brigades et six escadrons, pour reprendre ce poste : l'exécution eut d'abord du succès, et le poste fut repris ; mais, attaqué sur-le-champ par des forces supérieures, il ne put s'y maintenir, et fut contraint de le céder aux Prussiens, qui en demeurèrent les maîtres. Le général Dubouquet était chargé de garder le défilé de Chêne-le-Populeux : il repoussa le prince de Condé.

qui était venu le combattre ; mais, ayant appris que la Croix-aux-Bois avait été forcée, il fit sa retraite à la faveur des ombres de la nuit, par Attigni et Sommes, sur Châlons. Cependant, la position du camp de Grandpré était très-critique : les corps de Chazot et de Dubouquet se trouvant coupés, l'armée était réduite, par cette séparation, à quinze mille hommes. Devant lui, quarante-cinq mille Prussiens ; et, derrière, le général Clairfait qui l'avait déjà dépassé avec vingt mille Autrichiens, et qui, de sa position de la Croix-aux-Bois, planant sur le camp de Grandpré, pouvait s'emparer des passages de l'Aisne et de l'Aire, et couper la retraite des Français sur la position de Senuques. Beurnonville arrivait à Rhetel avec neuf mille hommes ; mais la position actuelle de Clairfait lui coupait toute communication avec le camp de Dumouriez ; il en était de même à l'égard de Kellermann, qui se trouvait encore à Vitry. Tous ces corps réunis devaient former environ soixante mille hommes, capables d'agir offensivement. Dumouriez avait résolu de se laisser dépasser plutôt que d'abandonner ses défilés de la forêt de l'Argonne. Il n'était pas à présumer que les Prussiens osassent s'avancer dans l'intérieur de la France, sans avoir anéanti, par une bataille décisive, les forces considérables qu'ils laissaient derrière eux. Dumouriez, se voyant tourné par sa gauche, et forcé d'exécuter sa retraite, envoya aussitot des officiers sûrs porter ses instructions et ses ordres. Beurnonville devait se diriger sur Sainte-Menehould, par la rive gauche de l'Aisne, et Dillon se maintenir, à quelque prix que ce fût, aux Ilettes et à Biesme, position que les circonstances rendaient d'une importance décisive. Le 16 septembre, ce dernier fut attaqué par vingt mille Prussiens et Hessois. Les ennemis, se montrant à peine le long des bois, s'avançaient lentement vers les Ilettes, et se déployaient hors de la portée du canon. Dillon, placé sur une hauteur, vit cette incertitude et cette timidité : une canonnade s'établit, mais les Français s'ennuient de sa longueur, s'élancent de leurs retranchemens, et, provoquant les Hessois, les défient de s'approcher. Le cinquante-huitième régiment chargea à la baïonnette : l'ennemi s'enfuit sans l'attendre. Cette attaque coûta quelques hommes aux assaillans ; les Français n'y reçurent pas une égratignure.

Le même jour, Dumouriez achevait ses préparatifs secrets de retraite ; par son ordre, le général Sparre, commandant à Châlons, après avoir rassemblé les bataillons déjà formés,

devait les placer dans un camp, à Notre-Dame-de-l'Epine, sur une élévation en avant de cette ville; le général Harville eut ordre de réunir en corps toutes les troupes semées à Reims, à Epernay et à Soissons, pour se porter avec elles à Pont-Favergé, sur la Suippe. Dumouriez ne pouvait plus tenir au poste de Grandpré; il lui importait d'arriver à Sainte-Menehould avant Brunswick, et, pour cela, il fallait faire une retraite sous les yeux des Prussiens, avec des troupes inférieures en nombre, et dans un pays coupé : heureusement les hauteurs voisines de son camp étaient encore en son pouvoir. Il plaça dans les villages d'Olizi, de Beauregard et de Termes, un corps d'infanterie avec six escadrons et quelques pièces de position faisant face à la Croix-aux-Bois, afin d'arrêter l'ennemi, s'il voulait descendre à Senne. En même temps l'artillerie du parc, ayant traversé l'Aisne, eut ordre de se porter de l'autre côté, sur les hauteurs d'Autry. Les Autrichiens, soit appréhension d'être attaqués, soit lenteur dans leurs opérations, ne poussèrent point leurs avantages, et, par ce retard, abandonnèrent à Dumouriez tout le cours de l'Aisne. Si ce général venait à bout de tirer son armée de son camp, il risquait une affaire d'arrière-garde, et pouvait, en disputant le passage à l'ennemi, prendre une position avantageuse. Ses dispositions de retraite furent encore favorisées par la profonde obscurité de la nuit du 14 au 15; tant qu'il fit jour, on ne fit aucun mouvement, aucun préparatif dans le camp, de crainte qu'ils ne trahissent les projets de retraite. Le soir, on avertit Dumouriez que le prince Hohenlohe lui demandait une entrevue; il chargea le général Duval de le recevoir. Le bon ordre et la tenue de l'armée étonnèrent le prince; mais, ce qui le surprit davantage, ce fut d'y voir un grand nombre d'officiers décorés de la croix de Saint-Louis. Des bruits perfides avaient insinué aux Autrichiens que cette armée n'était qu'un ramassis d'artisans et d'hommes de commerce. Hohenlohe ne s'aperçut d'aucun mouvement. Le jour finissait : on retira les avant-postes; peu de temps après, les généraux Stengel et Duval, commandant l'avant-garde, lui firent opérer un mouvement rétrograde sur trois colonnes : celle de droite marcha par la Marque; celle de gauche par Grandpré, et celle du centre par Chénevières. On rompit tous les ponts, et l'avant-garde s'arrêta un peu pour attendre et laisser passer l'armée dont elle devait former l'arrière-garde. Il était minuit quand l'ordre, donné en silence, se commu-

niqua d'oreille en oreille ; le camp fut aussitôt détendu ; à trois heures du matin on partit, et les troupes ignoraient même encore si elles faisaient un mouvement rétrograde. La retraite s'effectua par Autry et Senuques, où l'armée se rangea en ordre de bataille sur les hauteurs. Tous les dangers semblaient finis ; l'armée avait devant elle une anse dont elle occupait les débouchés ; rien ne s'opposait à son passage, et elle était sauvée, quand un malheureux incident faillit la perdre, en faisant de cette retraite une affreuse déroute. Toujours harcelée par quinze cents Prussiens et quelques pièces d'artillerie légère, l'arrière-garde avait passé les défilés ; l'avant-garde se formait en bataille sur les hauteurs voisines, tandis que le corps d'armée gagnait Cernai, en se prolongeant en colonnes. Au lieu de quitter Vouziers à minuit, comme elle en avait reçu l'ordre, la division qui marchait sur Vaux n'était partie qu'à la pointe du jour : cette division, effrayée de l'apparition subite des hussards autrichiens, se jeta à travers les colonnes de l'armée et y porta le désordre ; en même temps les ennemis s'y précipitèrent brusquement avec elle. La terreur fut grande : tout se débanda, tout s'enfuit ; quinze cents hussards chassèrent devant eux dix mille hommes. Telle fut alors la puissance de la crainte, que plus de deux mille fuyards de toute arme s'écartèrent à plus de trente lieues dans l'intérieur, publiant à Rhetel, à Châlons, à Vitry, que l'on avait trahi l'armée, et que Dumouriez, ainsi que les autres généraux, s'étaient vendus à l'ennemi. La commotion qu'ils donnèrent se fit sentir jusqu'à Paris. Mais si l'on est surpris de cette terreur, combien ne s'étonnera-t-on pas de voir, six jours après, l'ennemi demandant à négocier sa retraite, après avoir perdu une bataille. Cette terreur, ni ce désordre ne gagnèrent pas l'arrière-garde. Duval força les Prussiens à reculer, et ils se retirèrent emmenant deux pièces d'artillerie. Le général Miranda parvint à rallier les troupes fugitives ; elles établirent leur camp à Dammartin, à quatre lieues de Grandpré.

Voici ce que Dumouriez écrivit à l'assemblée nationale : « J'ai été obligé d'abandonner le camp de Grandpré ; la retraite était faite, lorsqu'une terreur panique se saisit de l'armée. Dix mille hommes ont été poursuivis par quinze cents hussards prussiens ; la perte ne monte pas à plus de cinquante hommes et quelques bagages. Tout est réparé ; je réponds de tout. » C'était bien mériter de la patrie que d'être

ferme dans ce moment. Dumouriez occupait un camp situé une lieue en avant de Sainte-Menehould, à droite du chemin qui conduit à Châlons, sur un plateau un peu élevé au-dessus des prairies qui bordaient son front. La rivière d'Aisne, qui descend de Sainte-Menehould, appuyait la droite de sa position, tandis que sa gauche était protégée par des prairies marécageuses et un étang. Les hauteurs de l'Iron et de la Lune étaient séparées du camp par une étroite vallée : dans cet espace est un bassin de prairies d'où quelques tertres sortaient isolés ; le plus élevé est celui du moulin de Valmy. Deux rivières, qui se jettent dans l'Aisne en-deçà et au-delà de Sainte-Menehould, environnaient cet espace. Dumouriez avait établi son quartier-général à Sainte-Menehould, afin d'être à une égale distance des Ilettes et de l'armée. Dans cette singulière position, les deux armées françaises, se trouvant adossées, faisaient front à l'ennemi, qui lui-même tournait le dos au pays qu'il voulait conquérir, tandis que l'armée française faisait face à la France. Cet état des choses forçait Brunswick à une action ; car la prudence lui défendait d'entrer en Champagne, en laissant sur ses derrières une armée de soixante mille hommes. Le général français s'empressa de fortifier son camp, qui naturellement devait être le théâtre du combat. Il mit un bataillon de troupes dans le château de Saint-Thomas sur la rive droite de l'Aisne ; Vienne-le-Château, Morimont, la Neuville, reçurent aussi des soldats : ces corps communiquaient avec les troupes qui gardaient le défilé de la Chalade. Il fit élever, pour couvrir le front de son camp, des batteries qui battaient le vallon dans tous ses prolongemens. Son avant-garde fut portée à plus de trois lieues en avant de son front, le long du ruisseau de la Tourbe, avec ordre de se retirer lentement, de couper les ponts, de fourrager tous les villages en s'étendant sur sa gauche ; de se placer ensuite derrière la Bionne, et d'y faire la même manœuvre en se retirant sur l'armée. La gauche de ce camp se terminait au grand chemin de Châlons : on abandonna le terrain de la droite de l'Auve à l'armée de renfort conduite par Kellermann. Les nouvelles désastreuses répandues par les fuyards l'avaient arrêtée à Vitry ; mais sur des avis plus certains elle reprit sa route, ainsi que le corps de Beurnonville. Leur jonction s'opéra le 18 et le 19 septembre. Kellermann était campé dans une position désavantageuse à Valmy ; Brunswick s'en aperçut,

et, dès le 20, il lui présenta bataille. Mais l'habile Français, tout en marchant à l'ennemi, sut prendre un terrain plus favorable. Le courage égal de part et d'autre rendit quelque tems la victoire incertaine : l'artillerie des Français la fit pencher de leur côté, et dans cette occasion, elle prouva qu'elle n'avait rien perdu de sa supériorité. Les Prussiens battus rentrèrent dans leur camp ; mais ils méditaient d'en sortir le lendemain pour écraser Kellermann, dont les mauvaises positions leur semblaient une garantie du succès. En effet, le jour naissant les vit marcher en grand nombre et se développer ; ils cherchent Kellermann, et ne le trouvent pas. Kellermann avait profité de la nuit pour abandonner le terrain marécageux des bords de l'Auve, et, par une marche hardie, il s'était porté sur les hauteurs de Voilmont. Les Prussiens ne sont avertis de cette heureuse manœuvre que par quelques coups de canon qui les prennent en écharpe ; ils s'étonnent, regardent, voient les Français dans une position inexpugnable pour eux, et, sans long-tems délibérer, ils rentrent dans leurs retranchemens. Ils y furent bientôt assaillis par les maladies et la disette, et certes, ils n'avaient pas besoin de ce surcroît de malheurs. Soixante mille combattans étaient devant leur front ; vingt-cinq mille pressaient leurs derrières ; la France enfantait de toutes parts des légions qui volaient contre eux. Les laboureurs, les citadins, les commerçans quittent leur charrue, leur métier, leur commerce ; tous deviennent soldats. Ce n'est plus une armée qu'il faut combattre, c'est une grande nation qui se lève, impatiente du joug. Brunswick, à cet aspect, fut frappé d'un douloureux étonnement. Ce vieux général avait trop d'expérience pour ne pas sentir les dangers de sa position : ses soldats engagés dans un pays ennemi, la difficulté du terrain, la disette des subsistances, tout ne lui annonce que des désastres. S'il risquait un combat, il fallait attaquer soixante mille hommes, également défendus par leur position, leur nombreuse artillerie et leur courage ; battu, il ne pouvait plus se soutenir dans le camp de la Lune, il était contraint de se retirer par les défilés de l'Argonne, où des paysans seuls pouvaient anéantir son armée ; les Français au contraire, en cas de défaite, gagnaient facilement Vitry, et y trouvaient de nouvelles forces qui les mettraient en état de combattre de nouveau. Une semblable position adoucit la fierté menaçante du duc de Brunswick. Le cartel pour l'échange

des prisonniers servit de prétexte à d'autres négociations plus importantes : on commença par convenir d'une suspension d'armes sur le front des deux camps. Dumouriez ne perdit pas de tems ; il profita de ce traité pour détacher des troupes, dont les unes prenant à revers la pointe méridionale de l'Argonne, et les autres longeant la rive gauche de l'Aisne jusqu'au camp de Grandpré, se portèrent par tous les chemins où les convois arrivaient de Luxembourg au camp de la Lune. Cette manœuvre mit le comble à la disette des Prussiens, et rendit plus urgent pour eux le besoin de négocier. On ne leur imposa rien de dur. La république était puissante, il est vrai ; mais ses forces étaient divisées, et ses troupes jeunes et sans expérience de la guerre. L'ennemi avait quatre-vingts mille hommes, et les pousser à bout, c'était les mettre dans la nécessité de vaincre. Dumouriez envoya au roi de Prusse un mémoire, dans lequel il lui démontrait combien était impolitique son alliance avec l'Autriche : Brunswick y répondit par un manifeste aussi hautain que le premier. Le général français le lut : *Apparemment*, s'écria-t-il, *le duc de Brunswick me prend pour un bourguemestre d'Anvers* ; et sur-le-champ la trève fut rompue. La famine pressa bientôt plus cruellement les Prussiens, dont plusieurs convois avaient été interceptés, et d'autres détruits derrière l'Argonne à Buzanci, où les hussards pénétrèrent. Dillon, attaqué aux Ilettes, avait repoussé les Hessois jusqu'à Clermont. On renoua bientôt le fil rompu des négociations secrètes, et l'on ne tarda pas à être d'accord

Le 30 septembre, l'armée prussienne leva son camp de la Lune, et commença une retraite, dont les mouvemens avaient été réglés dans les conférences précédentes. Le premier jour elle ne fit qu'une lieue : les Français prirent aussitôt possession de leur camp. Kellermann eut ordre de se porter à Suippe, également distant de Reims et de Châlons : cette armée gênait la retraite des alliés en devançant leur gauche de trois lieues. On pouvait les prévenir au passage de l'Aisne à Autry ; il fallait pour cela se porter d'une marche plus loin à Fontaine : le général Valence alla l'occuper avec l'avant-garde. Les commissaires négociateurs empêchèrent Kellermann de sortir de son camp jusqu'à nouvel ordre, puis, ils lui prescrivirent de mander à lui son avant-garde. Une seconde fois, Kellermann marcha en avant ; mais un second ordre (ordre qu'il ne put comprendre alors) le rap-

pela sur ses pas au camp de Suippe, dont il ne sortit que deux jours après. Pendant ce tems, l'armée prussienne avait dépassé Autry, et l'Aisne était entre elle et les Français. Ce mouvement seul décèle le traité secret, dont un des articles garantissait à l'ennemi la plus profonde sécurité dans une retraite qu'il s'était lui-même rendue obligatoire. A peine eurent-ils passé les défilés de Grandpré, que Kellermann eut ordre de marcher; les autres corps détachés de l'armée reçurent en même temps des routes de marche. Le général d'Harville atteignit l'arrière-garde du corps des émigrés; le général Chazot, à la tête de quatre bataillons, vient le joindre à Sédan, et ferma de cette manière aux Prussiens leur retraite sur Longwi et le passage de Carignan. La division de Dubouquet se dirigeait de Fresne à Virginie, tandis que Beurnonville suivait les colonnes en retraite, sur la rive droite de l'Aisne, et que Stengel, avec la cavalerie, accompagnait pas-à-pas l'arrière-garde ennemie, et ne la perdait point un instant de vue. Ainsi, la retraite des Prussiens était doublement assurée, et le péril les y aurait contraints, si la foi des traités ne leur en avait fait une obligation. Pour avoir une garantie de plus, Dumouriez, ayant laissé à Kellermann des troupes suffisantes, afin de surveiller les Prussiens, se dirigea sur la Belgique, dont la conquête était depuis long-tems l'objet de ses méditations. Dillon devait suivre les Hessois, en descendant du camp des Ilettes, et en marchant sur Clermont en Argonne. De cette manière les Prussiens, libres sur la route convenue, ne pouvaient s'en écarter. Dès que les troupes qui les suivaient furent arrivées à Verdun, Kellermann, les ayant réunies à Domballe, se mit à leur tête. Dillon, avec une avant-garde de seize mille hommes, occupa Sivry-la-Perche, à une lieue du camp des Prussiens. Le 18 octobre, le général Labarolière eut une conférence avec le duc de Brunswick, dans laquelle celui-ci, étonné des expressions libérales du général français, laissa échapper ces paroles : *étrange nation! républicain d'hier, ils en ont déjà le langage.* Deux jours après, l'armée prussienne traversa Verdun; les Français entrèrent, dès le 14, dans cette place, qui capitula. La Prusse alors sembla ne plus faire cause commune avec l'Autriche. L'armée coalisée se divisa en deux colonnes : les Hessois et les Autrichiens, composant celle de gauche, se dirigèrent sur les Pays-Bas; celle de droite, formée de Prus-

siens, marcha sur Longwi. Le 11 octobre, Kellermann était à Etain. Plusieurs combats livrés en poursuivant la première colonne, firent tomber au pouvoir de Valence beaucoup d'artillerie et d'équipages, et chassèrent les ennemis du poste de Pillon. Clairfait alla ensuite s'établir à Virton, puis à Arlon, d'où il pouvait aisément communiquer avec Brunswick, campé dans l'excellente position de Longuyon : ce dernier y arrêta l'armée française jusqu'à la nuit du 19 au 20, pendant laquelle on s'approcha de Longwi. Cette place imita l'exemple de Verdun, et capitula aux mêmes conditions. De plus, le général républicain se fit restituer soixante pièces de canon que l'on avait trainées à Luxembourg, et cent mille francs soustraits à la caisse publique. Lorsque les Français pénétrèrent à Longwi, les Prussiens n'en étaient qu'à deux lieues sur la route de Luxembourg. C'est là que le prince de Brunswick appela Kellermann à une quatrième conférence, en annonçant qu'elle avait pour objet de traiter de la paix : comme il invita le général à en donner les bases : *elles sont simples*, répondit celui-ci. *Reconnaissez le plus authentiquement possible la république, et ne vous mêlez en rien, ni directement, ni indirectement, du roi, ni des émigrés.* On ne fit point d'objection à cela. *Eh bien*, dit le duc, *allons-nous en chacun chez nous, comme gens de noces.* Kellermann proposa d'en faire retomber les frais sur les Pays-Bas. Brunswick, en terminant, l'invita à demander à la convention d'élire des plénipotentiaires ; mais ces propositions ne parvinrent pas au comité de salut public. L'armée française prit ses quartiers d'hiver entre Longwi et la Moselle, et des lieux de rassemblemens furent désignés, en cas de tentatives hostiles ; cependant on devait être rassuré de ce côté, car l'ennemi était assez occupé contre Dumouriez, qui avait déjà entamé les états heréditaires de l'Autriche.

Telle fut l'issue de cette campagne, à jamais mémorable pour les Français, qui, des abîmes du malheur, remontèrent par leur courage au faîte de la prospérité, et passèrent des revers aux succès avec un élan rapide que la liberté naissante lui avait imprimé. Elle déjoua tous les calculs de la politique, qui ne pouvait pas deviner qu'une campagne commencée avec vingt mille hommes, dût être mise à fin par cent mille. Les batailles, si destructives, semblaient multiplier les soldats français, tandis que le quart des troupes

alliées périt, sans combat. Dumouriez avait pressenti les résultats de cet enthousiasme patriotique, et il disait avec assurance : le roi de Prusse n'ira point à Paris, à moins que *je ne l'y mène.*

CHAMP - AUBERT.

10 *février* 1814. — A la pointe du jour, Napoléon se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, le 10 février 1814, pour couper en deux l'armée du général Blucher. A dix heures, le duc de Raguse attaqua le village de Baye. Les Russes, sous le commandement du général Alsuwieff, se déployèrent, et présentèrent une batterie de vingt-quatre pièces de canon; malgré leurs efforts, à une heure après midi, les Français furent maîtres du village de Baye. Bientôt après, la garde impériale se déploya dans les belles plaines, qui sont entre Baye et Champ-Aubert. L'ennemi se repliait, et exécutait sa retraite. Le général Girardin se mit en devoir de le tourner, afin de lui couper le chemin de Châlons. L'ennemi, qui s'aperçut de ce mouvement, se mit en désordre; alors le duc de Raguse fit enlever le village de Champ-Aubert. Au même instant, les cuirassiers chargèrent la droite, et acculèrent les Russes à un bois et à un lac, entre la route d'Epernay et celle de Châlons. L'ennemi se voyant sans retraite, ses masses se mêlèrent. Artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pèle-mêle dans les bois : deux mille hommes se noyèrent dans le lac. Le général en chef, Alsuwieff, fut pris avec tous ses généraux, ses colonels et ses officiers : plus de quatre mille hommes tombèrent entre les mains des Français; et douze cents à peine s'échappèrent à la faveur des bois et de l'obscurité.

L'heureuse issue de ce combat ne contribua pas peu à faire sortir les esprits de l'abattement dans lequel les avaient plongés les progrès rapides des troupes alliées, dont une partie ne se trouvait plus qu'à trois marches de Paris. Dans cette affaire, qui ne coûta aux Français que deux cents hommes, tués ou blessés, les cuirassiers du premier corps de cavalerie montrèrent la plus rare intrépidité. Le général de division, Lagrange, y reçut une blessure à la tête.

CHANTONNAY.

Septembre 1793. — Dans les premiers jours de septembre 1793, l'armée vendéenne avait éprouvé à Luçon un échec,

que le duc d'Elbée voulut réparer. Il prit en conséquence ses mesures aveç Royrand, et celui-ci, ayant réuni ses forces, marcha pour attaquer Chantonnay : c'était un camp, sous les ordres du général Tuncq, qui, pour cause d'absence, était alors remplacé par Lecomte, ancien chef du bataillon le Vengeur, et tout récemment nommé général de brigade. Il n'avait pas plus de six mille hommes. Royrand divisa sa troupe en deux corps : il devait, avec l'un, attaquer de front, tandis qu'un de ses officiers tournerait, avec l'autre, le camp républicain. Les Vendéens commencèrent, à quatre heures, un feu que l'infanterie attaquée rendit vivement ; mais la cavalerie refusa de sortir de l'inaction. Le canon se tut, et une vive fusillade, qui succéda, fut prolongée fort avant dans la nuit. Des forces supérieures n'étonnaient pas la valeur du général Lecomte : à tous les efforts des assaillans, il opposait une constante et vigoureuse resistance ; mais une blessure mortelle qui vint l'atteindre, décida la victore long-temps incertaine. Le désordre se mit dans son camp, ses troupes lâchèrent pied, et prirent la fuite ; deux bataillons seuls tinrent ferme, et protégèrent la retraite, jusqu'à ce que la supériorité du nombre les eût forcés à se débander aussi. Cette brave armée de Luçon se trouva réduite à quinze cents hommes ; mais trois mille Vendéens, morts par l'arme blanche, attestent que la victoire se paya cher. Il paraît que le général Lecomte avait à se plaindre de son prédécesseur ; car voici ce qu'il écrivait de sa main mourante : « Le général Tuncq a quitté son poste l'avant-veille de la bataille, sans avoir fait aucune disposition pour assurer les derrières de sa troupe avancée à huit lieues de Luçon, sans postes intermédiaires ; il est parti de Luçon, sans laisser aucun renseignement, et emportant avec lui les cartes et le livre d'ordre, les notes secrètes, de manière que le défaut de pièces me met hors détat de préciser nos pertes. » La réponse de Tuncq fut qu'il ne pouvait plus commander l'armée, après avoir été destitué.

CHARLEROI.

12 *novembre* 1792. — Les troupes françaises, commandées par le général Valence, occupèrent Charleroi le 12 novembre 1792 ; il ne se livra cette fois aucun combat, parce qu'à l'approche des Français, la garnison allemande avait pris la fuite ; mais, au printems suivant, Dumouriez ayant évacué la Belgique, Charleroi retomba sous la domination autrichienne.

Du 23 *mai au* 25 *juin* 1794.—Les différens corps de l'armée du Nord, après les affaires de Maubeuge et de Hondscote, avaient été disséminés, et placés dans des cantonnemens depuis Givet et la Meuse jusqu'à la mer. Dans les premiers jours du printemps de 1794, le général Pichegru commença par les rassembler, et en forma une grande armée qu'il établit autour de Guise et de Cambrai. La campagne était regardée de part et d'autre comme devant être décisive. Pichegru avait reçu du comité de salut public l'ordre absolu d'attaquer les ennemis du côté de Charleroi, centre de leurs positions, et où la majeure partie de leurs forces était réunie; d'un autre côté, la raison de guerre leur disait qu'il ne pouvait les forcer à disséminer leurs troupes qu'en les attaquant vers la Flandre maritime. En prenant ce dernier parti, on contrariait les vues de l'ennemi, et, par un mouvement de grande tactique, on pouvait non-seulement obtenir de grands succès, mais même tourner les positions. Pichegru chargea l'armée des Ardennes de forcer l'aile droite, ce qui obligea le général Charbonnier à opérer vers Charleroi sur la Sambre. L'ennemi avait accumulé tant de forces sur cette position, qu'elle était incontestablement la plus difficile à emporter. Les plans de Pichegru lui faisant espérer des succès, particulièrement à la tête de son aile gauche, il se chargea de la commander. Après avoir passé la Sambre le 20 mai, Charbonnier s'empara de Binch, de Fontaine, et investit partiellement Charleroi. L'armée ne se soutint que quelques jours dans cette position, parce que le 23, attaquée avec vigueur par le général Kaunitz, qui avait considérablement augmenté ses forces, elle fut contrainte à repasser la Sambre, après avoir perdu treize cents hommes faits prisonniers, et vingt-cinq canons. Le 25 mai et les jours suivans, le général Charbonnier fit des efforts incroyables pour repasser la Sambre; mais il ne put réussir, quelle que fût la terreur inspirée par les menaces que faisait aux vaincus le barbare Saint-Just. L'aile droite, dès le 29, reprit encore ses positions au-delà de la Sambre, forma le blocus de Charleroi, et commença à y jeter des bombes. Pendant ce temps, les Autrichiens avaient fait venir de Tournai des troupes fraîches. A peine sont-elles arrivées qu'on ordonne une sortie de Charleroi, par une attaque simulée et des forces bien supérieures: les Français furent encore forcés de lever le siége de Charleroi, brûlé en partie, et de repasser la Sambre. Avec la plus

légère connaissance de l'art militaire, Saint-Just et Lebas auraient senti que les Français ayant toujours été supérieurs en nombre quand ils avaient passé la Sambre, devaient d'abord forcer les ennemis à combattre, et alors entreprendre le siége de Charleroi, qui, étant sans défense, se serait infailliblement rendu. On eût assuré des succès par cette conduite vraiment militaire, et une foule de braves qui succombèrent dans ces tentatives, long-temps infructueuses et sans cesse répétées, eussent conservé la vie. Tandis qu'Ypres était investi par l'aile gauche de l'armée du Nord, qui faisait tout pour engager les Autrichiens à en venir aux mains, trente mille hommes détachés des armées de Rhin-et-Moselle, commandés par le général Jourdan, traversèrent les Ardennes, s'emparèrent le 5 juin de Dinant, et opérèrent leur jonction avec la droite de l'armée du Nord et de celle des Ardennes qui, encore une fois, venaient d'être forcées de lever le siége de Charleroi. Jourdan, subordonné à Pichegru, prit le commandement de toutes ces troupes réunies, qui se nommèrent alors armée de Sambre-et-Meuse. Avec des forces aussi respectables, il ne balança pas à repasser encore une fois la Sambre et à remettre le siége devant Charleroi. Appuyant ses deux ailes à la Sambre et son centre à la Ransart, il fit prendre à son armée une position circulaire. Après plusieurs combats livrés sur le front de l'armée et des succès balancés, la tranchée fut ouverte dans la nuit du 14 au 15 juin. Une redoute établie sur la gauche de la chaussée de Bruxelles, fut emportée par les Français. Cependant le 15 juin, le prince d'Orange partit de Nivelle, et se porta sur Charleroi pour en faire lever le siége; ses avant-postes furent repoussés le soir du même jour : malgré cela il se décida à livrer bataille le 16, et à attaquer le général Jourdan. Il divisa son armée en quatre colonnes, le général Beaulieu commandait la première, le général Alvinzi la seconde, le prince de Reuss la troisième, et le général Wartensleben la quatrième, la troisième colonne marchait contre le général Moreau, qui commandait la droite de l'armée française, la seconde se dirigeait contre les divisions des généraux Championnet, Lefebvre et Morlot, qui occupaient avec le centre la Ransart, Gosselies et Gourcelles; la gauche, postée à Trazegnies, Forchies et Piéton, devait être attaquée par la quatrième, placée entre la rive gauche de la Sambre et Fontaine-l'Evêque. Les divisions Kléber et Montaigu se joi-

gnaient par la droite avec la division du général Morlot. De Mellet, où il s'était porté en sortant de Sombref, le général Beaulieu alla vers Herpignies gagner la plaine avec un corps de troupes. Les soldats que le général Championnet avait aussi envoyés dans le village d'Herpignies, se cachèrent dans les blés, et firent sur les Autrichiens une décharge à bout portant qui les força à la retraite après avoir perdu beaucoup de monde. Mais en même temps la droite de la division de Championnet était restée à découvert, Marceau ayant été forcé par le prince de Reuss de repasser la Sambre à Pont-le-Loup. Le général Beaulieu, après avoir pris de nouveaux renforts, revint à la charge avec vingt pièces d'artillerie, tourna par la droite et enleva le village de la Ransart qu'il attaqua de front, et obligea le général Championnet à se retirer sur le plateau du moulin de Jumet, où la division Lefebvre, forcée de retrogader, s'était déjà rendue. La droite des Français ayant été repoussée, et leur centre s'étant réuni sur le plateau de Jumet, les généraux Alvinzi et Beaulieu se joignirent ensemble : ils emportèrent le village de Gosselies; le général Morlot, qui le reprit, fut obligé presqu'au même instant de l'abandonner. Les divisions Championnet et Lefebvre protégèrent la retraite que Morlot, accablé par des forces infiniment supérieures aux siennes, fut aussi contraint de faire sur le plateau de Jumet. Quelques bataillons français, sont alors saisis d'une terreur panique, et répandent le désordre, ce qui rendit indispensable la retraite des trois divisions au-delà de la Sambre : elle eut lieu par Marchiennes-au-Pont. Ainsi tant au centre qu'à la gauche, les Autrichiens se trouvèrent vainqueurs. La fortune n'était pas la même à la droite, le général Kléber était demeuré maître du champ de bataille, après avoir fait éprouver des pertes au général Wartensleben, et l'avoir forcé à se replier sur Haine, Saint-Paul et Nivelles. Dans la nuit du 16 au 17 juin, Kléber fut contraint de suivre la droite et le centre des Français qui avaient passé la Sambre. Les Autrichiens se retirèrent aussi dans la nuit sur Nivelles, par le chemin de Namur, après avoir détruit tous les travaux du siége de Charleroi. Dès le lendemain le général Jourdan tenta de nouveau, et, malgré les grands obstacles qu'il y rencontra, effectua le passage de la Sambre. L'armée française rentra dans toutes ses positions sur la rive gauche de cette rivière, et le siége que commandait le général Hatri fut repris. Les Autrichiens

et la division Kléber se contentèrent d'escarmoucher pendant la journée du 20 juin. Championnet et Dubois poursuivirent jusqu'au delà de Genàppes les impériaux que Kléber avait repoussés dans leur camp à la Chapelle-Herlaimont. Le prince de Cobourg qui, avec l'armée anglaise et la réserve de l'armée autrichienne, forte de quinze à seize mille hommes, était demeuré jusqu'à ce moment à Tournai pour garder l'Escaut, ayant été instruit de l'acharnement avec lequel les Français cherchaient à se maintenir sur la rive gauche de la Sambre, et du désir qu'ils avaient de reprendre Charleroi, s'approcha de la Sambre, et arriva le 23 juin à Nivelles. Pendant ce temps-là, les opérations du siége étaient poussées vigoureusement par Marescot, général du génie. Les assiégeans ne se montaient qu'à sept mille cinq cents hommes, et néanmoins les attaques qui furent terminées en dix jours, se succédèrent bien plus rapidement qu'en 1748, époque où cette place avait été assaillie par les Français avec des moyens bien plus grands. Cependant les talens distingués de Marescot, la promptitude extraordinaire qu'il mettait dans tout ce qu'il exécutait, n'empêchèrent pas le commissaire du comité de salut public Saint-Just, de s'indisposer contre lui. Cet homme, sans expérience et sans connaissances militaires, proposa dans un conseil de guerre de prendre Charleroi par escalade; Marescot s'y opposa, et par ce seul motif encourut sa haine. Après avoir exactement reconnu la place, il regardait comme impossible de la prendre d'assaut, et dit avec raison, qu'on verserait bien inutilement beaucoup de sang dans cette entreprise et borna là ses réflexions. Le barbare et sanguinaire Saint-Just, que ces observations blessèrent parce qu'elles étaient justes, prenant pour prétexte trop de lenteur dans le siége, ordonna par écrit, au général Jourdan, de faire arrêter et de faire fusiller Marescot, Hatri, qui commandait le siége, et Bollemont, commandant de l'artillerie. Dans un moment ou la plus légère résistance aux volontés barbares des féroces proconsuls conduisait à une mort certaine, le général Jourdan eut assez de courage pour refuser d'exécuter cet ordre atroce. Ainsi furent conservés à la France, Hatri, Bollemont et Marescot, par les talens, les services et le courage desquels tant de places fortes furent emportées avec une rapidité et une audace dont jusqu'à nos jours il n'y avait pas eu d'exemple. Le gouverneur de Charleroi demanda à capituler le 25 juin. Saint-Just répondit : *Je suis arrivé en*

hâte ; j'ai oublié ma plume ; je n'ai pris qu'une épée. Le commandant se rendit à discrétion, le jour même, dans la crainte d'un assaut. Charleroi n'était plus qu'un monceau de ruines, ou, pour se servir de l'expression du rapport, un poste militaire. Les généraux autrichiens ignorant la reddition de cette place, le prince de Cobourg marchait avec son armée pour la dégager, quand ils se disposèrent à livrer la bataille de Fleurus : ce fut cette heureuse journée qui assura la conquête de la Belgique aux Français, et la supériorité de leurs armes.

15 *juin* 1815.—Napoléon, informé que l'armée russe se rendait sur le Rhin à marches forcées, résolut, dès les premiers jours de juin 1815, de prendre l'offensive contre l'armée anglo-prussienne concentrée dans la Flandre. Le 15 du même mois, les avant-postes prussiens ayant été surpris près de Thuin, par l'avant-garde française, se refugièrent en toute hâte à Charlerci. En voyant notre cavalerie légère, soutenue par la garde, l'ennemi passa précipitamment sur la rive gauche de la Sambre, pour s'opposer à notre marche, et nous empêcher de traverser la rivière, afin que nous ne pussions pas le poursuivre dans sa retraite. Mais aucun obstacle n'arrêta l'impétuosité française. On répara bien vite les ponts dégradés, et sur le midi, nous passâmes la Sambre près de Charleroi et de Marchiennes. La présence de Napoléon exaltait tellement le soldat, que, dédaignant de faire feu, quand il apercevait l'ennemi, il fonçait aussitôt sur lui, au sabre ou à la baïonnette, et les canonniers regrettaient qu'on ne leur laissât pas le temps de faire jouer l'artillerie. Le général Letort, officier distingué, reçut une blessure mortelle, en chargeant l'infanterie prussienne à la tête des dragons de la garde. Quinze cents hommes et quatre pièces de canon furent pris aux coalisés, qu'on poursuivit jusqu'à Fleurus. Après cette victoire, le quartier-général de Napoléon fut établi à Charleroi.

CHATEAU-THIERRY.

12 *février* 1814. — Le lendemain de la bataille de Montmirail, à neuf heures du matin, le duc de Trévise suivit l'ennemi sur la route de Château-Thierry. Napoléon, avec deux divisions de cavalerie de la garde et quelques bataillons, se

rendit à Vieux-Maisons, et de là prit la route qui va droit à Château-Thierry. L'ennemi soutenait sa retraite avec huit bataillons, arrivés tard la veille, et qui n'avaient pas donné. Il les appuyait de quelques escadrons et de trois pièces de canon. Parvenu au village des Cacquerets, il voulut se défendre et prendre position; mais, tandis qu'il avait en tête les bataillons de la vieille garde, le général Nansouty, avec les divisions de cavalerie des généraux Laferrière et Defrance, fit un mouvement à droite, et se porta entre Château-Thierry et son arrière-garde. La cavalerie ennemie fut culbutée et forcée de disparaître du champ de bataille. Le général Letort, avec les dragons de la garde, s'élança sur les derrières, enveloppa de tous côtés les masses qui formaient l'arrière-garde, et en fit un grand carnage. Les trois pièces de canon furent prises ainsi que le général russe, Freudeyreich, qui commandait cette arrière-garde. Les Français arrivèrent alors sur les hauteurs de Château-Thierry, d'où ils virent les restes de cette armée fuyant dans le plus grand désordre, et gagnant ses ponts en toute hâte.

Le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec une réserve de deux mille hommes, s'avança à la tête des faubourgs, pour protéger la fuite de cette masse désorganisée. Deux bataillons de la garde arrivèrent alors au pas de course. A leur aspect, le faubourg et la rive gauche furent abandonnés; l'ennemi brûla ses ponts, et se retira sur la rive droite de la Marne, non sans avoir éprouvé des pertes considérables. Cette affaire eut lieu le 12 février 1814.

CHATEIGNERAIE.

1793. — Le général Quetineau se dirigea sur Parthenay, après avoir été vaincu par l'armée vendéenne, en 1793. Cette ville était au pouvoir du comte d'Elbée, qui marcha sur le poste de la Châteigneraie. Il était défendu par trois mille républicains, commandés par le général Chalbot. Cette affaire coûta la vie à plusieurs royalistes; mais l'armée républicaine fut écrasée par des forces supérieures, et perdit un grand nombre d'hommes qui furent faits prisonniers. La Châteigneraie fut pillée par les paysans, qui, pour mettre en sûreté leur butin, se retirèrent dans le bocage.

CHATILLON (en Piémont).

18 *mai* 1800. — Le général Lannes, commandant une colonne de l'armée de réserve, arriva, le 18 mai 1800, devant Châtillon, petite ville du Piémont, à l'instant où, par une marche hardie, Buonaparte, général de cette armée, venait de franchir le mont Saint-Bernard. Toutes les hauteurs environnantes étaient occupées par les Autrichiens : pensant que général Muller arriverait assez à temps pour tourner l'ennemi, le général Lannes chercha à l'amuser pendant quelque temps ; mais, voyant que Muller n'arrivait pas, il se décida à attaquer vivement les Autrichiens, postés sur un pont bâti au haut d'un précipice, auquel ne pouvait aborder l'infanterie. Le douzième de hussards ne balança pas un instant, il tombe sur l'ennemi, le culbute, renverse à coups de sabre tout se qui se présente devant lui, fait prisonniers quarante hussards, du régiment de Ferdinand, et poursuit les Autrichiens, qui ont à peine le temps de lever le pont-levis du fort de Bard, où ils se réfugient. Buonaparte, quelques jours après, passant en revue le douzième de hussards, le récompensa de la valeur qu'il avait déployée, en lui faisant dire, par son chef de brigade, qu'il était content de lui ; que la cavalerie allait être réunie ; qu'il espérait qu'à la première bataille, elle rabattrait la morgue des Autrichiens, et leur prouverait, par la manière dont elle les chargerait, qu'ils ne l'emportent ni en talent ni en courage sur les Français.

CHATILLON-SUR-SÈVRES.

Du 8 *juillet au* 6 *octobre* 1793. — La légion que commandait Westermann, en 1793, avait continuellement combattu à l'avant-garde de l'armée du Nord. L'excès de son courage et celui de sa rapine l'avaient également rendue fameuse. On lui ordonna d'aller combattre dans la Vendée, quoiqu'elle eût été toute mutilée par les Autrichiens. Les actes de cruauté dont elle se rendit coupable déshonorèrent plus d'une fois ses victoires ; au reste, elle ne cessa de faire des prodiges de valeur. Laroche-Jacquelein et Lescure, dont les canons étaient en position sur le Moulin-aux-Chèvres, se rencontrèrent, le 3 juillet, avec Westermann. Ce général, ne consultant pas le nombre des ennemis, ordonna de les atta-

quer. Alors s'établit la lutte la plus sanglante, et, deux heures après, quinze mille hommes sont impitoyablement égorgés sur les hauteurs dont Laroche-Jacquelein avait été chassé en perdant ses canons. Westermann, parti pour Châtillon, où était le quartier-général des Vendéens, fut arrêté, à une lieue en avant, par dix mille hommes postés sur une colline avec des canons. Il hésite d'abord; mais espérant tout de la bravoure de la légion, il a l'audace d'attaquer. Enveloppé de toutes parts, il perce les plus épais bataillons, se jette sur les derrières des Vendéens, en tue deux mille, et, par des manœuvres aussi habiles que hardies, tourne les autres et les met en pleine déroute. Bien qu'on sache positivement que sa légion fût à moitié détruite, il écrivit cependant à la convention qu'il n'avait perdu que cent cinquante hommes. Sur-le-champ, à la tête de ses soldats, que l'espérance du pillage animait, il s'avance aux portes de Châtillon; il fait combler et passer par sa troupe un large fossé sur lequel était un pont que les Vendéens voulaient défendre. Une autre colonne occupait des sommités hérissées d'artillerie; Westermann l'en chasse, la poursuit pendant une lieue au pas de charge, et entre dans Châtillon. Les royalistes y avaient emmené, comme otages, les femmes et les enfans des administrateurs de Parthenay, il les délivra au nombre de six cents. Sa cavalerie massacra impitoyablement les fuyards. Il avait détruit jusque dans ses fondemens le château de Lescure; il met le feu à celui de Laroche-Jacquelein, qui, lui dit-on, s'était vanté de promener le jour même sa tête dans Châtillon. Des révoltes, cependant, commencent à éclater dans sa petite armée, qui ne recevait pas de secours. On fit circuler le bruit que tous les généraux vendéens se rassemblaient pour l'exterminer. Nous savons nous battre contre des étrangers, disaient quelques soldats, mais pouvons-nous sans horreur nous baigner dans le sang des Français? Westermann avait menacé de la mort ceux qui crieraient : *Sauvons-nous, nous sommes trahis*. Un bataillon entier osa faire entendre ce cri. Les coupables furent arrêtés par ordre du général; l'infanterie s'opposa à ce qu'on les conduisît en prison. Westerman, pour maintenir son autorité, crut devoir tout risquer. Il range sa cavalerie en bataille, et lui ordonne de fondre, le sabre à la main, sur le bataillon révolté; mais il avait eu soin auparavant d'assurer la retraite des rebelles par toute l'infanterie, et ne voulait que donner aux soldats ce qu'il appelait le spectacle de la terreur. Au commandement de charger, tous se jetèrent aux

pieds du général, qui, cédant à leurs prières, accorda non-seulement la grâce du bataillon, mais encore la vie aux plus mutins.

Le château de Lescure incendié, Westermann se posta sur ces mêmes hauteurs que quelques jours plutôt il avait enlevées d'une manière si glorieuse. Il y fut joint par deux mille gardes nationaux de Saint-Maixent et de Parthenay; mais c'étaient des troupes de ligne qu'il attendait. Il écrivait au général Biron : « Il est essentiel que vous marchiez aussi contre les Vendéens, pour empêcher que toute leur masse ne tombe sur moi. » Lescure ne cessait d'envoyer des courriers à d'Elbée, et de lui demander des secours contre un ennemi infatigable qui le pressait vivement. Arrivé le premier avec sa division, Bonchamp était d'avis qu'on attaquât aussitôt. Jacquelein et Lescure, qui brûlaient d'envie de se venger de l'incendie de leurs châteaux, n'hésitèrent pas à prendre ce parti. Westermann méprisa le rapport de ses espions, parce qu'il croyait les Vendéens plus éloignés. Mais le bataillon qui formait son avant-garde, surpris pendant la nuit, abandonna ses armes et prit la fuite. Les royalistes, après cette lâcheté, s'approchant sans obstacle, attaquent avec soixante mille hommes Châtillon, d'où se sauvent quelques bataillons de volontaires, en criant : *Vive le roi !* Westermann n'eut pas plutôt entendu le premier coup de canon tiré sur les hauteurs où était placée son artillerie, qu'il fait avancer son infanterie pour retenir les fuyards qui se précipitent au travers de ses rangs; il ordonne de les sabrer et de tirer dessus. Alors ils se jettent dans les fossés en criant à l'ennemi : *Voilà Westermann, courez vite.* La rage transporte Westermann; il rentre dans Châtillon, fait braquer des canons contre les lâches qui l'abandonnent, tire à mitraille sur les Vendéens, retourne à ses canonniers, veut se faire suivre par son infanterie; mais on n'entend plus ses ordres. Il reçoit à la main une balle qui le blesse et lui fait tomber son sabre. Un canonnier, désespéré de voir la défection de l'infanterie, se place à la bouche de son canon et se fait sauter. Cependant les soldats de Laroche-Jacquelein, atteints par les deux décharges faites sur eux à mitrailles, avaient été obligés de reculer. Ceux de Bonchamp, d'après l'ordre qu'il leur donna, se glissèrent, avec un courage inconcevable, ventre à terre, jusqu'à portée de fusil des canonniers républicains, et les tuèrent sur leurs pièces. Abandonné de ses soldats, sans artillerie, Westermann, qui avait vainement conservé toute son audace,

fit des efforts inutiles pour se rétablir, et fut forcé d'abandonner, en fugitif, un terrain que deux jours auparavant il avait occupé en vainqueur. Deux tiers de l'armée vaincue ayant mis bas les armes, ou étant restés sur le champ de bataille, le reste eut bien de la peine à se rallier à Parthenay. Les royalistes s'emparèrent des armes, des canons, des munitions et de tous les bagages. La convention fit venir à la barre Westermann, accusé de trahison; mais ce général, après s'être amplement justifié, revint à son poste courir de nouveaux dangers.

Toutes les horreurs de la guerre civile la plus désastreuse devaient nécessairement être le résultat de la révolution la plus extrême dans ses effets, et dont il était réservé à la France de donner l'exemple au monde entier. Le général Chalbos marcha droit à Châtillon, sur trois colonnes, après avoir, dans les premiers jours d'octobre 1793, fait sa jonction avec l'armée de Saumur. La ville de Châtillon était couverte par les divisions de Lescure et de Beaurepaire, situées sur les hauteurs du bois des Chèvres. Leur aile gauche s'étendait vers les Aubiers. Chalbos plaça son artillerie sur la hauteur; et, pour cela, il fit halte un moment. Décidées à combattre, les deux armées s'avancèrent; et bientôt le feu du canon fut remplacé par la mousqueterie. Westermann, qui connaissait et le pays et les ennemis à qui il avait affaire, était à la queue du centre des républicains. Il reçut de Chalbos l'ordre de s'avancer à la tête de sa brigade. Westermann, commença l'attaque, mais ne put soutenir la charge extrêmement vigoureuse et vive d'un corps d'élite, que Lescure commandait en personne; le feu soutenu des tirailleurs vendéens, qui cherchaient à tourner ses canons, forcèrent aussi les colonnes de droite et de gauche à plier. Le général Chambon, atteint d'un coup mortel, s'écria encore: *Vive la république!* La gauche de l'armée républicaine étant entièrement tournée et sa droite enfoncée, les royalistes se regardèrent commes vainqueurs. Mais l'aile gauche des Vendéens est culbutée et mise en déroute par Westermann, qui opéra sur la droite un mouvement favorable. Cependant les grenadiers de la convention accouraient pour le soutenir : en même temps la droite des royalistes est battue par Chalbos. Ce général était parvenu à rétablir le combat à sa gauche. Si Beaurepaire ne resta pas parmi les morts, il le dut à quelques braves qui se dévouèrent pour lui. Le général Westermann, le même soir, entra triomphant à Châtillon, après avoir pousuivi l'ennemi à la tête de deux mille hommes.

Les soldats de Chalbos, se livrant au pillage, s'enivrèrent et négligèrent leurs postes, au lieu de s'occuper à garder soigneusemeut la ville de Châtillon, qu'ils venaient de prendre. Bonchamp, qui, pendant la nuit, était venu au secours de Lescure, pensant bien que l'occupation de Châtillon jèterait un découragement universel parmi les royalistes, résolut de tenter de reprendre cette ville par un coup de main. Les avant-postes républicains sont, dès le matin, attaqués avec une telle fureur, que tout céda à la force du premier choc : en un instant, canons, vivres, caissons, bagages, tout est abandonné; et l'armée de Chalbos est en pleine déroute. Les soldats de Bonchamp, et les Allemands sur-tout, célébrèrent une victoire aussi brillante, en buvant avec excès de l'eau-de-vie, qu'ils trouvèrent sur plusieurs chariots dont ils s'étaient emparés. L'ivresse les rendit bientôt sourds à la voix de leurs chefs. Les républicains, pendant ce temps-là, se retiraient en désordre sur Bressuire. Un Vendéen s'attachant à la queue du cheval de Westermann, qui sortait le dernier de Châtillon, ce général l'abattit d'un coup de sabre; il rencontra, à quelques pas hors de la ville, les grenadiers de la convention rangés en bataille. Ces braves, regardant comme une fuite l'ordre du départ, qu'ils avaient reçu, refusèrent d'abord de s'y conformer, et voulaient mourir à leur poste. Il n'y avait pas un intant à perdre; Westermann le sentit bien, et réitéra l'ordre de partir avec un air si terrible et si menaçant, qu'il fut obéi. Il favorisa la retraite de plusieurs, en les faisant monter en croupe des cavaliers de sa légion.

Il était presque nuit, quand Westermann rencontra, près de Bressuire, Chalbos avec huit à neuf cents hommes. Il ne put contenir sa fureur; et courant au général il lui présenta son sabre, et lui dit : « Tout le monde m'a abandonné ; je ne veux plus servir avec des lâches. » Quelques soldats, qu'il accusait de ne plus aimer la république, lui répondirent qu'il devait bien savoir le contraire : « Si vous l'aimez encore, leur dit-il, joignez-vous à moi; et retournons ensemble à Châtillon, pour y reprendre ce que nous y avons laissé, ou bien mourir. » Ils jurent tous de le suivre. Il concevait et exécutait une surprise avec une rapidité inconcevable; et, par un retour imprévu, il lui arrivait souvent d'accabler son ennemi, et de se venger ainsi d'une défaite. Il n'avait jamais éprouvé une semblable colère après la perte d'une bataille. Il se dirige sur Châtillon avec quinze cents cavaliers choisis, et fait monter en croupe quinze cents

fantassins. Arrivé, vers minuit, aux avant-postes, il répond au qui vive : *Armée Catholique et Royale, revenant de poursuivre les brigands*. Les Vendéens et les républicains se donnaient respectivement ce nom. Après avoir égorgé les avant-postes, il entre à l'improviste dans Châtillon, et disperse sa cavalerie de manière qu'elle puisse faire main basse sur tout ce qui aurait échappé à son infanterie. On égorgea, sans qu'ils fissent de résistance, les Vendéens, qui en partie étaient épars çà et là dans la ville, et en partie étendus dans les rues ivres morts. On en passa au fil de l'épée plus de dix mille; et les chefs trouvèrent à peine le temps de monter à cheval et de se sauver. Le village de Temple fut brûlé en leur présence, par Westermann qui les poursuivait avec sa cavalerie. Il revint ensuite à Châtillon; mais le trésor de l'armée, l'infanterie et le général Chalbos n'y étaient plus. Voyant cette ville, si souvent funeste aux républicains, ainsi abandonnée, il devint furieux et résolut sa destruction. Les cavaliers mettent pied à terre, et, après avoir pillé les maisons, retournent à Bressuire, éclairés par l'horrible embrâsement qu'ils venaient d'allumer. Les Vendéens avaient été plutôt arrêtés que consternés par la prise de Châtillon; le lendemain, ils revinrent en force, avec l'intention de s'y battre. Mais, au lieu d'ennemi, une ville en feu, et des milliers de cadavres écrasés sous les décombres ou à demi brûlés, furent le spectacle qui s'offrit à leurs yeux. Cette scène d'horreur les rendit furieux à leur tour; et ils convinrent de se rendre à Mortagne pour en tirer vengeance. L'impossibilité d'éteindre l'incendie dans Châtillon, et l'effroi qu'inspiraient ses décombres fumans, déterminèrent les chefs des Vendéens à abandonner cette malheureuse ville, dont la destruction fut complète. Rien ne peindra mieux l'abomination de cette guerre, qu'un trait conservé par un témoin oculaire, et que voici. Tous les chiens du pays, n'ayant plus de maîtres, s'emparèrent de la ville; la chair des cadavres entassés leur servit de pâture. Cette nourriture, dont l'idée fait frémir, les rendit féroces, de manière que, quand on voulut rentrer dans la ville, ils se jetèrent sur ceux qui se présentèrent les premiers, et qu'on fut obligé d'envoyer un bataillon armé pour exterminer ces ennemis d'un genre si nouveau. Roberspierre fut l'inventeur de cet infernal système d'incendie; sans atteindre le but qu'il s'était proposé, il porta à la France des coups mortels. S'abandonner à tous les excès de la rage et du désespoir, était le seul parti que pussent prendre des malheureux,

qui, après avoir vu leurs maisons brûlées, leurs femmes et leurs enfans égorgés, n'avaient plus rien qui les attachât à la vie, et qui, dans le monde, ne possédaient plus que leurs fusils. N'ayant plus qu'à se venger et à mourir les armes à la main, ne pouvant trouver d'existence que dans la guerre, ils s'y attachaient, et devenaient des soldats aussi téméraires que redoutables.

CHEBREISSE.

Du 7 au 13 juillet 1798. — Ce fut le 7 juillet 1798 que commencèrent à se mettre en mouvement l'artillerie, un petit corps de cavalerie, et toute l'armée de Buonaparte, qui, après s'être rendu maître d'Alexandrie, marcha pour s'emparer du Caire. Il arriva le 9 à Rhamanié, après avoir été harcelé par les Arabes pendant sa route : il resta là deux jours pour attendre la flottille et la division du général Menou. Résolu de combattre l'ennemi par-tout où il le rencontrerait, il se mit en marche le 13. Les Mameloucks, qui étaient à une lieue plus loin, et qui avaient à Chebreisse une flottille composée de chaloupes canonnières et de djermes armées, appuyaient leur droite à ce village. D'après les ordres de Buonaparte, au moment où l'on attaquerait les Mameloucks et le village de Chebreisse, la flottille française, qui devait continuer sa marche, devait aussi se diriger de manière à pouvoir appuyer la gauche de l'armée, et attaquer la flotte ennemie. Malheureusement ces dispositions furent contrariées par la violence des vents : la flottille fut portée à une lieue au-delà de la gauche de l'armée, qu'elle dépassa ; et, se trouvant en présence de l'ennemi, fut obligée d'engager un combat absolument inégal ; car, outre la flottille égyptienne contre laquelle elle avait à se défendre, elle avait aussi à soutenir le feu des Mameloucks, avec celui des Fellalhs et des Arabes. Les Mameloucks guident les Fellalhs, qui parviennent à s'emparer d'une chaloupe canonnière, en se jetant à l'eau et sur la flottille. Le chef de division Pérée distribue tout ce qu'il avait d'hommes disponibles, attaque à son tour, et prend une demi-galère avec sa chaloupe française. La reprise de ces bâtimens fut protégée par son chebeck, qui, de toutes parts, vomissait la mort et le feu, et brûlait les chaloupes canonnières de l'ennemi. Le général Andréossi, MM. Monge, Bertholet, Junot et Payeur, qui se trouvaient

sur ce chebeck, secondèrent puissamment Pérée dans ce combat si inégal et si glorieux pour les Français. Cependant Buonaparte, qui apprit l'engagement de la flottille par le bruit du canon, fit avancer l'armée au pas de charge. En approchant il vit les Mameloucks rangés en bataille, en avant du village de Chebreisse : ils avaient un corps de cavalerie magnifique, couvert d'or et d'argent, monté sur les plus beaux chevaux du monde, portant les plus beaux sabres de l'Orient, et armé de pistolets et de carabines choisies dans les meilleures manufactures de Londres. Buonaparte n'avait que trois cents cavaliers. Il reconnaît la position de l'ennemi, et forme son armée, composée de cinq divisions : chaque division fait un carré représentant six hommes de hauteur à chaque face; il place l'artillerie aux angles, les équipages et la cavalerie au centre. Les grenadiers de chaque carré forment des pelotons qui flanquent les divisions, et sont destinés à les renforcer pour servir de point de retraite en cas d'évènement; les dépôts d'artillerie et les sapeurs se barricadent dans deux villages en arrière. Les Mameloucks, qui n'étaient qu'à une lieue des Français, s'ébranlent tout-à-coup sans avoir formé d'ordre, et caracolent sur les flancs et les derrières de l'armée. La droite et le front sont attaqués par eux avec vigueur; quand ils ne sont plus qu'à la portée de la mitraille, l'artillerie se démasque, et fait un feu qui les eut bientôt mis en fuite. On attend de pied ferme quelques pelotons des plus braves, qui fondent avec impétuosité sur les flanqueurs; mais le feu de la mousqueterie ou le fer de la baïonnette les moissonne tous. Ce premier succès enflamme le courage de l'armée française; elle s'ébranle au pas de charge, et, après une faible résistance, emporte le village de Chebreisse. Les Mameloucks, complètement défaits, prennent la fuite en désordre, et se sauvent vers le Caire. Ce combat, qui durait depuis deux heures, et dans lequel on avait montré beaucoup d'acharnement de part et d'autre, fut terminé par la fuite de la flottille, qui remonta le Nil. Le succès de cette journée fut particulièrement dû à la valeur des troupes à cheval embarquées sur la flottille. L'ennemi perdit plus de six cents hommes.

CHÉCA.

31 *janvier* 1811. — Les troupes espagnoles de Villa-Campa, qui étaient sorties de Valence pour enlever des vivres et des

contributions, réunies avec près de cinq cents hommes de cavalerie, avaient pris position sur trois sommets presque inaccessibles, qui couvrent la petite ville de Chéca. Le général Paris, à la tête de quatre bataillons et de deux cents cinquante chevaux de troupes françaises, parut devant les Espagnols, et prit la résolution hardie de les attaquer dans ces fortes positions. A droite et à gauche les soldats français assaillirent à-la-fois les troupes ennemies, gravirent les rochers, l'arme au bras, à travers la neige et les glaces, sous le feu des Espagnols, tandis que le centre, qui s'était porté sur Chéca, enfonçait l'ennemi et le chassait de la ville. Les deux autres positions se trouvaient tournées par le succès de cette attaque. Voyant qu'ils ne pouvaient prolonger leur défense, pris de front et par derrière, les Espagnols se mirent aussitôt en désordre; chargés sur tous les points, et culbutés sur les rochers, ils prirent la fuite, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et une centaine de prisonniers, dont quelques officiers, et une grande quantité d'armes et de munitions. Dans cette affaire, où les Français eurent à lutter contre les obstacles, de fortes positions, et l'avantage du nombre, toutes les troupes se signalèrent, et particulièrement le cent vingt-unième régiment et le premier de la Vistule, qui abordèrent l'ennemi avec une intrépidité digne des plus grands éloges.

CHEMILLÉ.

24 février 1796. — Quand l'Espagne eut été vaincue, que les Allemands eurent été repoussés au-delà du Rhin, que l'anarchie eut été remplacée par une constitution républicaine, on chercha sérieusement à anéantir la guerre de la Vendée. Les moyens qu'on employa pour la subjuguer ne furent plus le fer et le feu; mais, en laissant aux habitans de ce malheureux pays la liberté de leur culte, en exigeant que les traités de paix conclus par leurs anciens chefs fussent exécutés, on tâcha de rétablir l'ordre et d'inspirer la confiance. Le gouvernement républicain fut, dans ces contrées, remplacé par le régime militaire; et, aux levées en masse toujours mal organisées, on substitua une armée bien disciplinée. Le général Hoche, investi de tous les pouvoirs civils et militaires, en parcourant tous les jours le pays avec des troupes républicaines qui, non-seulement observaient la plus exacte discipline, mais

encore protégeaient les hommes paisibles et leurs propriétés, ôtait aux anciens chefs de la Vendée tout moyen de réunir des troupes. On n'ignorait pas que Stofflet, sous prétexte de la nécessité d'une garde territoriale, et contre la foi du serment, préparait des rassemblemens et faisait de secrètes dispositions d'attaque. Les républicains étaient bien résolus de s'assurer de sa personne, au moindre mouvement qu'il ferait. Stofflet était encore dans l'incertitude ; mais son conseil le détermine à faire une proclamation aux habitans de la Vendée, et à les engager à reprendre de nouveau les armes avec lui. « Braves amis! leur disait-il par cette proclamation, Dieu, le roi, le cri de la conscience, celui de l'honneur, la voix de vos chefs vous appellent aux combats. Plus de paix ni de trêve avec la république.... Ressaisissez donc vos armes, autrefois si terribles, et revolez aux combats. » A la proclamation de ce chef, Hoche opposa l'adresse suivante : « Que signifient ces cris de mort, de rage et de vengeance? Le Ciel ne punit-il donc plus les parjures? Au nom de quel roi parle-t-on? A quel Dieu appartiennent ces prêtres qui rugissent comme des tigres, prêchant le carnage, le vol et l'assassinat? Je punirai une aussi noire trahison; je saurai arracher les habitans des campagnes à la plus odieuse tyrannie. J'avance à la tête de trente mille hommes pour occuper le pays d'Anjou et du haut Poitou, jusqu'à ce qu'il soit entièrement désarmé et soumis aux lois. »

Stofflet, qui, vers la fin de janvier 1796, avait repris les armes, força les républicains à se mettre en mouvement. Hoche traverse des chemins affreux, et se rend à Chemillé avec sept bataillons, après avoir marché pendant douze heures. Des débordemens arrêtèrent souvent sa marche, que les Vendéens ne troublèrent pas; et les soldats traversaient presque à la nage toutes les rivières. Stofflet cherchait en vain à faire insurger les habitans d'un pays que couvraient les troupes républicaines : trois à quatre cents hommes, tout au plus, se réunirent à lui; et encore, errans et fugitifs, ils n'osèrent sortir des bois qui leur servaient de retraite. Stofflet, poursuivi sans relâche avec ses principaux officiers, par les colonnes mobiles de Hoche, qui parcouraient le pays en tout sens, fut obligé, malgré son activité, de succomber sous le génie du général républicain. Le 25 février, on le trahit et on le livra. Forcé, par sa position critique, à demander un accommodement, il avait eu la veille une entrevue avec le général Caffin.

On le tranquillisa sur sa propre personne ; mais on refusa tout ce qu'il demanda pour son commissaire-général. Le curé de Saint-Laud devait être livré par un paysan, et Hoche attachait la plus grande importance à cette prise. Le général Ménage envoya deux cents hommes d'infanterie et vingt-cinq cavaliers pour surprendre ce curé au château de Soucheran, où on l'avait prévenu qu'il devait avoir une conférence pendant la nuit avec quelques Vendéens : après avoir fouillé inutilement le château, on courut à une métairie voisine, dans laquelle le guide assura que le curé de Saint-Laud s'était réfugié ; on la cerna, et douze grenadiers se présentèrent à l'entrée. A la première question qui fut faite, le chef de bataillon Loutil répondit : *Royaliste*, et dit se nommer *Forestier*; sous le nom de *Schetou*, autre chef de la Vendée, l'aide-de-camp Liegeard s'emparait d'une autre issue. Quand les portes furent ouvertes, au lieu du commissaire-général les républicains virent avec étonnement Stofflet lui-même, avec deux aides-de-camp et trois domestiques. Tandis que huit soldats le tiennent en joue, Loutil s'avance avec un sergent et deux grenadiers pour le saisir. Stofflet, faisant seul résistance, et voulant mourir plutôt que de se laisser prendre, se jette sur un grenadier du troisième régiment, nommé Audious, et cherche à le tuer ; mais on l'arrache de ses mains. On le désarma aussitôt, et on le garotta avec Devaraines et Charles Lichtenheim, ses deux aides-de-camp. Ce Lichtenheim était un jeune officier allemand qui, fait prisonnier sur les frontières, s'était joint à Stofflet. Ces deux amis, condamnés à mort par une commission militaire établie à Angers, subirent leur jugement avec courage, après s'être mutuellement bandé les yeux et s'être embrassés. L'historien de la guerre de la Vendée et des chouans, en parlant de Stofflet, dit : « Cet homme extraordinaire avait fait des soldats d'un nombre immense de paysans, sur lesquels, par sa témérité, il était parvenu à prendre une autorité sans bornes. Né dans l'obscurité, son extérieur était commun : il avait été d'abord soldat, puis domestique et garde-chasse ; il donna des preuves d'une âme forte et souvent même élevée. Il était un des premiers moteurs de la guerre de la Vendée, et la grande armée catholique ne livra pas un seul combat sans qu'il s'y fît remarquer. Il conserva toujours la simplicité et la modestie d'un soldat, même au milieu des honneurs qu'on lui rendait dans son camp. Sa tactique était naturelle et son coup-d'œil pénétrant ; aucun chef

des insurgés ne sut comme lui arrêter le pillage et maintenir la discipline. Son nom, dans la Vendée, sera aussi immortel que ceux de Bonchamp, d'Elbée et de Charette, dont il prépara la chute.

CHERASCO.

25 *avril* 1796. — Buonaparte, après la victoire de Mondovi, ayant à combattre les Piémontais et les Autrichiens, et ne voulant leur laisser aucune relâche, fit investir Cherasco, place aussi importante par sa position que par sa population : le général Masséna fut chargé de cette opération. En même temps Marmont avait reçu l'ordre de reconnaître les fortifications et de faire renverser les palissades qui entouraient la ville. On trouva vingt-cinq pièces de canon, et des magasins considérables dans cette place : les Piémontais l'évacuèrent le 25 avril 1796, après avoir tiré quelques coups de canon, et ils repassèrent la Stura.

CHICLANA.

5 *mars* 1811. — Le quartier-général de l'armée française, occupée au siége de Cadix, était à Chiclana. Un corps d'armée de seize à dix-huit mille hommes, composé d'Anglais et d'Espagnols, avait débarqué à Algésiras et se dirigeait sur Cadix pour en faire le siége, et prendre l'armée française à dos, tandis qu'elle serait occupée de front par la garnison de la place. Le duc de Bellune, instruit de la marche des Espagnols, donna des ordres sur sa ligne, et forma à Chiclana une réserve composée de la première brigade de la division Ruffin, de la deuxième brigade de la division Leval, et renforça la garnison de Médina-Sidonia. Aussitôt que l'ennemi parut, le duc de Bellune marcha à lui avec ses deux brigades, trois escadrons de cavalerie, deux batteries d'artillerie, le tout formant environ six mille hommes : il attaqua vivement les troupes espagnoles, les culbuta et les accula à la mer. Ce premier succès, qui avait déjà renversé le plan de l'ennemi, ne contenta pas le duc de Bellune ; il poursuivit les vaincus et ne fut arrêté que par la belle position de Barosa, près de la mer, occupée par une brigade anglaise, formant l'arrière-garde du corps d'armée. Le maréchal fit aussitôt attaquer cette position par la brigade

du général Ruffin, qui l'emporta au pas de charge, avec plusieurs pièces de canon et des prisonniers. Après divers mouvemens opérés, l'un sur le flanc de l'ennemi vers la mer, où se porta le duc de Bellune, et l'autre sur la tête de la colonne, par la brigade du général Villatte, qui venait de s'emparer du pont de San-Pietro, le corps d'armée se trouva enveloppé par les trois brigades de l'armée française. Pour remédier à la position fâcheuse où il se trouvait, l'ennemi fit volte-face, et présenta quatre lignes qui parurent de quatre mille hommes chacune. Des forces si supérieures obligèrent les Français à abandonner la résolution d'attaquer l'ennemi qu'ils avaient entouré. Par ordre du maréchal, le général Villatte laissa libre le passage de l'île Saint-Léon, et se porta sur sa droite. Le général Ruffin avait en même temps reçu l'ordre d'évacuer la hauteur, et de se serrer à sa gauche. Mais le combat était vivement engagé sur ce point, et le général Ruffin blessé, avec une centaine de soldats, ne put suivre sa brigade et tomba aux mains des ennemis, après avoir montré la plus grande intrépidité, en repoussant vigoureusement deux attaques consécutives, où il fut toujours un contre deux. Les mouvemens des deux brigades de droite et de gauche pour se rapprocher du centre, formèrent une ligne parallèle à la mer, et continrent une division espagnole, qu'un détachement de quinze cents hommes avait détaché du gros du corps d'armée. Des attaques se succédèrent avec assez de rapidité sur le centre des Français, mais ils culbutèrent et repoussèrent toujours l'ennemi qui, voyant tous ses projets déjoués, ses efforts inutiles pour parvenir à Chiclana, ses troupes contenues près de la mer, et le champ de bataille couvert de ses morts, jugea à propos de se retirer dans l'île de Saint-Léon, abandonnant cette division espagnole, qui, après avoir erré près de deux jours, parvint à rejoindre le corps d'armée. Ce combat, qui fut très-acharné, fit couler beaucoup de sang de part et d'autre. Les Français perdirent treize cents hommes tués, blessés ou prisonniers. La perte de l'ennemi fut évaluée à quatre mille hommes, parmi lesquels neuf cents morts. Les troupes françaises prirent quatre pièces de campagne, trois drapeaux, et perdirent un aigle. La bataille de Chiclana, où des forces triples semblaient devoir écraser les troupes françaises, fut entièrement à l'honneur des Français, qui purent l'appeler une victoire, puisqu'ils eurent pour eux la moindre perte et le champ de bataille.

CHIUSA (LA).

5 *août* 1796. — Une colonne de l'armée autrichienne fut repoussée dans les gorges du Tyrol, par le général Guyeux, commandant une division de l'armée de Buonaparte. Les ennemis étaient retranchés à Pusero. Guyeux allant de Civitade à Caporetto, les rencontra, leur prit deux pièces de canon, et, laissant le champ de bataille couvert de morts, les poursuivit dans les gorges de Caporetto jusqu'à la Chiusa autrichienne. Là se trouvèrent des ennemis nouveaux à combattre, des obstacles nouveaux à vaincre, et des retranchemens nouveaux à prendre. On emporte ces positions formidables défendues par cinq cents grenadiers. On laissa la vie aux troupes, les Français n'usèrent jamais envers des braves, du droit barbare que la guerre donne de passer au fil de l'épée les soldats qui se trouvent dans une place prise d'assaut. Cependant après avoir été chassée de Pusero, la colonne autrichienne, qui croyait pouvoir opérer sa retraite sur la Chiusa, trouvant cette ville prise, presse sa marche et tombe dans la division de Masséna. Ce général lui prit, outre quatre généraux, trente pièces de canon, quatre cents chariots portant les bagages de l'armée, et fit cinq mille prisonniers. Il paraissait impossible aux Autrichiens que l'armée française eût déjà passé les Alpes Italiques, et fût rendue dans les Alpes Noriques, l'imprudence avec laquelle ils engagèrent leurs bagages dans ces Alpes, prouve incontestablement leur opinion à cet égard.

2 *janvier* 1801. — Le général Moncey se présenta devant la Chiusa autrichienne, le premier janvier 1801. Une grande garde fut surprise et enlevée par le douzième de hussards, aussitôt après son arrivée à Volangue. Le général Boudet, ayant tenté d'emporter le château par un coup de main, fut accueilli par un feu si vif de la part des Autrichiens, qu'il fut obligé de se contenter de resserrer la place avant la nuit qui approchait. La réserve du lieutenant-général Moncey, reçut le lendemain l'ordre de tourner la Chiusa : les rochers les plus escarpés et les plus difficiles ne purent arrêter son impétuosité, et quoiqu'avec beaucoup de peine l'ordre fut exécuté. En même temps, une pièce de huit, que le général Boudet avait fait placer en face de la porte principale du

château, tira avec tant d'adresse et de force qu'elle y fit une entrée praticable. Les Autrichiens, que la valeur des assaillans avait ébranlés, et qui furent encore plus étonnés de voir les Français établis sur des hauteurs qu'ils avaient regardés comme inaccessibles, et d'où on les foudroyait avec avantage, se décidèrent à se retirer, et laissèrent après eux un grand nombre de blessés et une centaine de prisonniers. Leur retraite fut favorisée par deux larges fossés qu'ils avaient ouverts sur la grande route, et qui empêchèrent la cavalerie de les poursuivre.

CHIUSELLA (LA)

25 *avril* 1800. — Quatre mille hommes chassés d'Ivrée, par les Français, s'étant réunis à quatre à cinq mille autres qu'on tira à la hâte des garnisons de Turin et des places environnantes, prirent poste et se retranchèrent à Romano; leur front était couvert par la Chiusella, rivière profonde. Les Autrichiens méprisaient tellement l'armée de réserve qu'ils n'avaient pas coupé le pont. Ils s'imaginaient que c'était seulement pour détourner les impériaux des opérations importantes du siége de Gênes, que le gouvernement français avait abandonné cette armée qui, selon eux, n'était qu'un ramassis d'Italiens réfugiés, sans artillerie et sans cavalerie. Quatre mille cavaliers autrichiens, soutenus par cinq mille hommes d'infanterie, ne pouvaient pas craindre de semblables bandes. Ce n'était pas Buonaparte, disaient-ils, mais un aventurier se couvrant de son nom, et ayant sa ressemblance, qui commandait une armée de cette espèce. Des revers bien funestes attendaient tant d'ignorance et de présomption. Le général Lannes arriva bientôt sur les bords de la Chiusella; l'attaque fut commencée sur trois points par la sixième brigade d'infanterie légère : le centre se précipite sur le pont au pas de charge, deux bataillons se jettent à droite et à gauche dans la rivière, et traversent deux gués de plus de quatre pieds de profondeur, sous une grêle de balles et de mitrailles : une attaque aussi impétueuse et aussi hardie culbuta l'ennemi. La déroute de sa première ligne fut complète : les hussards de Kinski et de Bannat, chargent et arrêtent quelques instans la sixième légère; mais la vingt-deuxième de bataille s'avance en colonnes serrées, tombe sur les Autrichiens et les force de chercher leur salut dans une

fuite précipitée. La cavalerie autrichienne fait alors une charge vigoureuse, et cherche à rétablir le combat. Les quarantième et vingt-deuxième demi-brigades françaises, la voyant se précipiter sur elles, mettent les baïonnettes en avant, et forment un mur d'acier impénétrable à l'ennemi : l'infanterie, avec un courage extraordinaire, repoussa successivement trois charges de la même manière. Palfi, général autrichien, et six autres officiers furent tués. Cette affaire coûta plus de cinq cents hommes aux impériaux. Le pouvoir de la valeur française leur fut prouvé d'une manière bien terrible par le nombre des morts et des blessés qu'ils abandonnèrent. Le premier obus qui fût lancé au combat de la Chiusella fit baisser la tête aux conscrits; mais aussitôt, animés par les vieux soldats, on voit dans tous même ardeur, même courage, même intrépidité, et depuis ce moment-là, on ne remarqua nulle différence entre les jeunes gens et les vétérans à côté de qui ils combattaient. Le lendemain ils disaient au général Watrin : « Général, on ne doit plus nous appeler conscrits, nous savons maintenant ce que c'est; nous en valons trois fois davantage ».

CHIVASSO.

28 *avril* 1800. — Après le combat de la Chiusella, le bourg de Chivasso fut occupé par le général Lannes, qui s'avança sur le Pô, le 28 avril 1800. Le camp français se trouva bientôt dans l'abondance, parce qu'un grand nombre de barques vinrent y apporter du riz et du blé. Buonaparte y passa en revue l'avant-garde de son armée, et les braves reçurent de lui les récompenses et les éloges dus à la valeur. La vingt-huitième demi-brigade de ligne gardait depuis deux ans, avec autant de peine que de constance, le sommet glacé des Alpes. Parvenu à elle, le général lui parla ainsi : « Voilà deux ans que vous avez passés sur les montagnes, souvent privés de tout, et vous êtes toujours à votre devoir sans jamais murmurer. C'est là la première qualité d'un bon soldat; je sais qu'il vous était dû, il y a huit mois, huit jours de prêt, et cependant il n'y a pas une seule plainte ». Le premier consul ordonna en même temps qu'on fit marcher cette demi-brigade à la tête de l'avant-garde, à la première affaire qui aurait lieu. Ouvrir une nouvelle carrière de gloire, voilà le moyen que Buonaparte employait, pour honorer et récompenser la patience du soldat.

CHOLLET.

15 *mars* 1793. — Les Vendéens, dans les premiers momens de leur insurrection, avaient à leur tête un nommé Cathelineau, qui n'était qu'un fileur de laine. Il marcha sur Chollet, le 15 mars 1793, et fut joint par Stofflet, qui commandait aussi un corps d'insurgés. Cet homme, qui a montré tant d'intrépidité, avait servi seize ans, et s'était retiré à Maulevrier; le marquis qui portait le nom de cet endroit (il était alors émigré) grand propriétaire, en avait fait son garde-chasse. Dès le 11 mars, Stofflet avait ramassé une cinquantaine de forgerons à Maulevrier; il était entièrement dévoué au comte d'Elbée, qui avait secrètement excité les troubles du bas Poitou. Dès le 15, sa troupe augmentant chaque jour, forma une division redoutable, avec laquelle Cathelineau se crut capable d'attaquer Chollet. Les approches de cette ville furent faiblement défendus par une garnison peu nombreuse. Les insurgés trouvèrent des richesses immenses dans Chollet, qui fut enfoncé dès le premier choc, et saccagèrent cette ville, où ils entrèrent pêle-mêle avec les vaincus. Le marquis de Beauveau, procureur syndic du district, périt dans la mêlée. La Vendée entière se leva après la prise de Chollet, et cette guerre prit alors un grand caractère. Le comte d'Elbée, voyant que le parti dont il était le moteur avait pris de la consistance, et pouvait lui faire espérer des succès et de la renommée, sortit de l'endroit où il s'était caché, et ne craignit plus de se montrer.

15 *octobre* 1793. — Les généraux républicains, depuis cette première occupation, dirigèrent leurs principales attaques sur Chollet, devenu un des principaux boulevards de la Vendée. Les royalistes avaient vu incendier sous leurs yeux Châtillon, où ils avaient été vaincus dans les premiers jours d'octobre 1793 : le 14, Mortagne éprouva le même sort. D'Elbée et Lescure, fermement résolus à défendre avec opiniâtreté un poste si important pour leur parti, avaient pris position sur les hauteurs de Saint-Christophe-duBois, au-delà de la ville. Ils ne purent éviter la déroute dans laquelle ils furent mis à Mortagne, quoiqu'il leur arrivât de tous côtés des renforts. Les chefs vendéens, voyant la fureur et l'acharnement que les républicains mettaient à les poursuivre, commencèrent à

craindre de ne pouvoir leur résister, ils étaient d'ailleurs altérés par les pertes faites à Mortagne; ce fut alors que le projet d'une diversion au-delà de la Loire leur vint à l'idée. Mais comme la perte de Chollet pouvait être suivie de la ruine totale de la Vendée, il fut convenu qu'on ferait un dernier effort pour sauver cette ville. Cependant les républicains, quoique victorieux, ne jugèrent pas à propos de pénétrer dans Chollet pendant la nuit; ils bivouaquèrent à travers les cadavres. Le lendemain même, leurs éclaireurs n'y entrèrent qu'avec précaution. Au même instant on aperçoit près de Chollet les divisions de Saumur et de Fontenay, celle de Mayence forme l'arrière-garde, et l'armée tout entière est portée sur les hauteurs de l'est, qui dominent la ville. Le général Léchelle ordonne à chacun de rester à son poste, et fait mettre bas les havresacs. L'armée dut peut être son salut à cette mesure de prudence. Les généraux, rassemblés à la hâte, avaient à peine résolu de faire une nouvelle attaque, quand les Vendéens, guidés par la rage et le désespoir, arrivent à l'improviste, et se précipitent sur les avant-gardes. On bat la générale, et dans un instant l'armée républicaine est en bataille. Les royalistes, qui n'avaient pas d'artillerie, s'avancent à demi-portée de carabine, et commencent la fusillade en courant. Les principaux efforts de Bonchamp et de d'Elbée se dirigent sur le centre que commande Chalbos; la ligne des républicains fut enfoncée, malgré les efforts inouis qu'ils firent : le cheval du général Bard fut tué sous lui. Alors la bataille devint une horrible mêlée de furieux et de frénétiques, ne respirant que le sang et le carnage. L'aile droite des républicains fut en même temps attaquée avec tant de vigueur par Stofflet et Laroche-Jacquelein, que les Vendéens pénétrèrent de ce côté jusqu'au faubourg de Chollet. Les républicains, malgré tous leurs efforts, ne purent d'abord arrêter un ennemi aussi acharné. En vain quelques demi-brigades se précipitèrent sur les soldats de Stofflet; elles ne purent reprendre l'avantage du combat. Le général Bard, voyant que la moitié de l'armée avait déjà pris la fuite, sans avoir égard aux blessures dont il était couvert, rallie les grenadiers, et leur montrant la division de Mayence, qui venait au secours de l'armée par Chollet, leur dit : « Camarades, souffrirez-vous que les Mayençais viennent vous arracher le fruit de cette journée? voulez-vous passer pour des lâches? à moi, grenadiers républicains! marchons,

chargeons encore une fois les rebelles, et je vous promets la victoire. » Aussitôt ses grenadiers font volte-face, et forment de leurs corps un mur d'airain qui arrête l'ennemi. Bonneval ramène à coups de crosse les fuyards de quelques demi-brigades qui avaient encore lâché pied; un officier parmi eux, est atteint et renversé. Cependant une compagnie, encore incertaine, bat la charge, et toute la division court au feu. Bientôt cette masse énorme, qui venait de percer la ligne, est assaillie à la baïonnette par les grenadiers républicains : de tous côtés on s'attaque, on se mêle, on se renverse, on s'égorge, et les soldats ne sont plus que des gladiateurs forcenés, qui, fatigués d'une trop longue lutte, ne cherchent plus que la mort.

Le centre présentait cet horrible tableau, lorsque les Mayençais, après avoir traversé Chollet, chargent avec vigueur sur leur flanc les Vendéens, pour lesquels la fortune se déclarait, et qui non-seulement soutiennent ce choc, mais même le repoussent. Le brave Beaupuy ordonne une seconde charge, se précipite dans les rangs ennemis, et renverse tout ce qui ose lui résister. Les Français triomphaient au centre par l'opiniâtreté des grenadiers; à la droite, par l'intrépidité de Beaupuy et des Mayençais. Les chefs vendéens cherchent en vain à ranimer le courage de leurs soldats. Quelques-uns, regardant en arrière, parlaient déjà hautement de se retirer en-deçà de la Loire. Talmont avait donné à l'artillerie l'ordre de filer à Saint-Florent. Cet ordre, qui n'était pas chez lui l'effet de la lâcheté, avait pour but d'attirer les royalistes sur les bords de la Loire, et de les décider à une entreprise grande et hasardeuse. Talmont pensait, qu'en réunissant ainsi son armée à celle des chouans, et la mettant à même de recevoir des secours de l'Angleterre, il assurait son salut : son erreur était grande, car il eût couru à sa perte. Bientôt les Vendéens, découragés, sont saisis d'un sentiment de trouble et de vertige : les uns craignant la mort, prennent la fuite; les autres se débandent, et courent joindre Beaupreau. L'abattement était universel : d'Elbée, Bonchamp et Laroche-Jacquelein font des efforts inutiles. Décidés à périr les armes à la main, et à s'ensevelir glorieusement sous les ruines de leur parti, ou à le sauver par un prodige de valeur, ces illustres généraux, qui désespéraient de vaincre, parcourent leurs rangs presque déserts, et parviennent à rallier une poignée de fantassins

et trois cents cavaliers. Les chefs donnent le signal de la charge à ces braves qui l'attendent avec ardeur, et marchent à leur tête en criant : *Mort aux républicains !* Tous se précipitent sur les vainqueurs comme des bêtes féroces et déchaînées, et répandent par-tout le sang et le carnage. Les ennemis entourent bientôt de toutes parts le bouillant Beaupuy, que la valeur avait emporté trop loin ; il combat corps à corps, et terrasse un cavalier vendéen qui l'avait attaqué. Les soldats de Bonchamp et de d'Elbée sont assaillis par les grenadiers mayençais, au milieu de la cavalerie : tout n'est plus que désordre et confusion ; chefs et soldats, drapeaux et rangs, tout est pêle-mêle ; le républicain et le royaliste s'entrechoquent, et se fusillent à bout touchant quand ils se reconnaissent ; celui qui ne périt pas par la baïonnette, est haché à coup de sabre. Beaupuy a trois chevaux tués sous lui ; il pare une grêle de coups qui l'accable ; enfin entouré et assailli de toutes parts, il aurait succombé, s'il n'avait été dégagé par de nombreux bataillons qui arrivèrent à son secours. Pressés à leur tour, Bonchamp et d'Elbée ne voient plus autour d'eux que des hommes destinés à la mort. L'élite de leurs officiers a perdu la vie, eux-mêmes sont atteints, ils combattent encore quoique blessés mortellement ; mais enfin ils sont renversés, et si Piron, en s'exposant aux plus grands dangers, ne les avait arrachés de la mêlée, ils seraient restés parmi les morts. On transporte à Beaupreau, et ensuite à Noirmoutier, le généralissime des Vendéens, épuisé par la perte de son sang. Bonchamp, dont les blessures étaient encore plus dangereuses, fut porté à Saint-Florent. Il y fut suivi par quelques soldats, à qui la rage faisait verser des larmes, et qui ne pouvaient sans admiration considérer leur chef dans l'état où il était. Ceux que le fer des républicains n'a pas atteints, ne pouvant se dissimuler que tout est perdu, tentent de passer la Loire, et aiment mieux s'exposer à périr dans ce fleuve, que de rester plus long-temps dans la Vendée, exposés aux coups de leurs vainqueurs. Les tristes débris de cette malheureuse armée, laissent sur les hauteurs de Mortagne et de Chollet six mille hommes tués en deux jours, et se précipitent en désordre vers Beaupreau. L'armée républicaine entre dans Chollet, la torche à la main et marchant dans le sang. On pille les manufactures, on incendie la ville, les soldats se partagent des ballots de mouchoirs, des chevaux et du bétail qu'ils ont ramassés, tant dans la

ville que dans les environs. Loin de profiter de la victoire, l'armée ne s'occupe qu'à faire du butin et à s'enrichir. Si les soldats de Westermann se fussent portés jusqu'à Saint-Florent, c'en était fait de la Vendée; mais, épuisés par de nombreuses marches et contremarches, ils éprouvèrent à Beaupreau le besoin de prendre du repos, et cependant, ils semblèrent ne le trouver que dans l'excès du brigandage. L'instant était décisif, les généraux républicains ne surent pas en profiter. La retraite des royalistes, quoi que fît Laroche-Jacquelein, n'était plus qu'une fuite honteuse, et il aurait été facile de précipiter dans la Loire un ennemi saisi de frayeur et d'épouvante, si on l'avait poursuivi jusqu'aux bords de ce fleuve. Saint-Florent renfermait alors toute la population de la haute Vendée. On n'entend de toutes parts que les cris des mourans et des blessés; les vieillards, les femmes, les enfans, arrachés de leur patrie, versent des larmes, poussent des gémissemens qui portent la désolation à son comble. Cinq mille prisonniers républicains étaient renfermés dans l'église de Saint-Florent; la rage et l'idée désespérante de ne pouvoir échapper aux troupes de la république, portèrent quelques Vendéens à demander qu'on les égorgeât. « Vengeons-nous, s'écriaient ces forcénés; voyez les flammes désoler nos villes : usons de représailles contre des ennemis qui ne font pas de quartier. Serions-nous assez imprudens, pour laisser derrière nous cinq mille ennemis de plus? Tuons, massacrons les républicains. » Les canons s'avançaient pour mitrailler les captifs, quand Bonchamp, mourant, entend des cris de rage, et demande quel en est le sujet. Il ne l'eut pas plutôt appris, que ranimant ses forces, il fait venir ses officiers, rassemble ses soldats, et obtient la vie de ces malheureuses victimes. Les troupes jurent de les sauver, mais il n'était pas facile d'imposer à la foule en fureur. Les plus mutins accourent en entendant un roulement qui annonce une proclamation. La vie des prisonniers doit être respectée, et quiconque oserait y attenter, sera puni de mort, ainsi l'ordonne la proclamation de Bonchamp, prêt à rendre le dernier soupir. Le calme renaît, on obéit à l'ordre de Bonchamp et sa dernière action sauva la vie à cinq mille prisonniers. Parmi eux était un républicain, qui par sa vertu, mérite de figurer à côté de Régulus. Un négociant de Nantes, nommé Haudandine, qui faisait partie des premiers volontaires envoyés contre les insurgés du bas Poi-

fou, voulant secourir un de ses camarades, fut fait prisonnier. Le comité royal, devant lequel il fut conduit, l'envoyà à Nantes, pour négocier l'échange des prisonniers républicains, et le prévint que de son retour dans la Vendée dépendrait le sort de ces prisonniers. Haudandine ne réussit pas dans sa mission : les républicains prétendent qu'on ne peut être parjure avec des brigands, et veulent le faire rester avec eux; mais ne voyant que le danger auquel seraient exposés les prisonniers par son parjure, et ne consultant que sa conscience, Haudandine, nouveau Régulus, retourne prendre ses fers dans la Vendée, et remplit d'admiration ses ennemis, auxquels il vient se livrer lui-même.

Février 1794. — Stofflet, soldat heureux et plein d'ambition, s'empara, sans que personne osât le lui disputer, du commandement de Laroche-Jacquelein, qui venait d'être tué dans un combat près de Trémentine. Tout le monde sait que c'était un des chefs les plus distingués des royalistes. Au moment où la mort de cet officier était regardée comme devant être un motif de consternation pour les Vendéens, Stofflet, plein du désir de se signaler, se disposait à faire une attaque contre Chollet. Il avait acquis une grande habitude de la guerre, dans cent cinquante combats auxquels il s'était trouvé. La possession de Chollet lui présentait un très-grand avantage pour son parti. Le général Moulin le jeune defendait cette ville avec cinq mille hommes et cinq pièces d'artillerie. Il fut prévenu des projets de Stofflet; mais sa garnison lui parut assez forte pour ne pas le craindre. Cinq mille Vendéens, bien aguerris, s'étaient joints à Stofflet, près de Nouaillé. Le 10 février 1794, ils surprennent les avant-postes des républicains, se précipitent sur les retranchemens, en poussant des cris semblables à des hurlemens, et y pénètrent de tous côtés. Partie de la garnison, dès le commencement de l'attaque, prit lâchement la fuite : le reste chercha vainement à y résister. Le général de brigade Caffin est tué aux côtés du général Moulin, qui faisait de vains efforts pour rallier ses soldats; Moulin lui-même reçoit deux coups de feu, et cherchant encore à arrêter le désordre, se trouve poursuivi d'une manière vigoureuse par les tirailleurs de Stofflet, déjà maîtres de la ville. Un fourgon chargé de blessés, se trouvait dans une rue par où passait Moulin; affaibli par la perte de son sang, ses forces l'abandonnent,

son cheval s'embarrasse et s'abbat. Moulin, pour ne pas tomber vivant au pouvoir des royalistes, se brûle la cervelle. L'armée entière ne put refuser son estime et des regrets sincères à ce général, dont la mort héroïque couvrit de honte les lâches qui l'avaient abandonné. Stofflet entra triomphant dans Chollet, si souvent baigné du sang des deux partis. Il est donc vrai que la haine corrompt tous les sentimens, même dans les âmes naturellement les plus douces, et que la diversité des opinions politiques ou religieuses transforme les hommes en tigres, qui ne respirent que le sang et le carnage? Au milieu de la victoire, on vit des prisonniers massacrés par des femmes! Ces déplorables scènes furent bientôt arrêtées par le général Cordellier. De Génesté, il accourut au secours de Chollet, eut beaucoup de peine à se faire jour au milieu des fuyards, pour joindre les Vendéens acharnés à les poursuivre. Un combat s'engage bientôt : ces troupes fraîches font une attaque vigoureuse, rompent les Vendéens, qui se croyaient assurés de la victoire, et les forcent à évacuer Chollet, où ils commençaient déjà à s'établir. Stofflet se retira sur les hauteurs de Nouaillé, après avoir rallié ses troupes; et semblant braver l'ennemi, il resta là deux jours. Cependant il n'osa approcher de Chollet, tant que cette ville fut occupée par la division de Cordellier. Huchet, ayant dans les premiers jours de mars remplacé Cordellier, Stofflet devint plus hardi; et se présente aux avant-postes de Chollet. Les républicains, qui avaient été renforcés par la colonne, aux ordres du général Grignon, s'étaient mis en bataille sur les hauteurs; les royalistes éparpillés formaient un demi-cercle. Les détachemens envoyés pour combattre les républicains furent d'abord repoussés. Le général Grignon, ayant ordonné de charger, les soldats, sous prétexte que leurs cartouches étaient trop grosses pour leurs fusils, refusent d'obéir et se débandent; ils se révoltèrent même, quand le général les conjura de marcher contre l'ennemi à l'arme blanche. Huchet eut connaissance de ce désordre, se rendit au champ de bataille avec des troupes fraîches, et parvint à arrêter les fuyards. En voyant ce général, Grignon s'écria : « Je suis déshonoré; je ne puis plus commander. » Les soldats au même instant, entourent Huchet, et lui présentant des cartouches, lui disent : « Tiens, général, vois les cartouches anglaises, et dis qu'on ne nous trahit pas. » Le général fit rentrer les troupes dans leurs retranchemens : c'était l'unique moyen

d'arrêter le désordre. Chollet, deux jours après, fut évacué par les républicains; ils y abandonnèrent des grains, des fourrages et des objets d'habillemens de la valeur de plusieurs millions.

CIFUENTES.

14 *septembre* 1810. — La bande espagnole de l'Empécinado, forte d'environ douze cents hommes, s'était portée à Cifuentès et dans les environs. Le général français, Hugo, qui était à Brihuega avec neuf cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux, marcha contre elle le 14 septembre 1810, la chassa de toutes ses positions, entra dans Cifuentès, et lui fit éprouver une perte d'environ deux cents hommes.

CIRCEO.

Du 29 *juillet au* 9 *août* 1798. — En 1798, époque où Rome reprit, pour un moment, une forme de gouvernement républicain, on excita dans ses provinces de fréquentes séditions. Dans ces circonstances difficiles, la conduite de Macdonald fit entrevoir tout ce que promettaient son courage, son sang-froid, et ses talens militaires. Il n'eut pas plutôt appris la révolte de Circéo, qu'il y envoya le général de brigade Girardon, avec une petite colonne de Français et de Polonais. La première affaire eut lieu à Férentino; on y fit un grand carnage des rebelles, qui ne furent culbutés qu'après plusieurs heures de combat. Cependant, leurs chefs, habiles et expérimentés, se rallièrent en peu de temps vers le fleuve la Cosa, et appuyèrent leur droite à Véroli, et leur gauche à Frosinone. Là, ils montrèrent assez d'audace pour proposer un traité conditionnel au général français; mais celui-ci, qui ne composa jamais avec des brigands, ordonna qu'on marchât contre eux. La résistance qu'on éprouva au bas du rocher sur lequel est placé Frosinone, fut bien plus grande. Cependant les Français ne regardèrent pas son escarpement comme un obstacle insurmontable; ils gravirent, et parvinrent aux portes de Frosinone, sous un feu très-vif de mousqueterie. On renversa une porte avec un canon qu'on était parvenu à monter à force de bras. On tua, à coups de baïonnette, un prêtre qui commandait les assiégés de ce côté. Quelque détachemens

français pénètrent dans les rues, et y trouvent la mort; de toutes les maisons, qui étaient crenelées, les assiégés dirigent contre les assaillans le feu le plus meurtrier. Pour réduire un ennemi aussi acharné, on incendia toutes les maisons d'où partaient des coups de fusil. Ainsi, les révoltés armés, que le fer du soldat n'atteignit pas, périrent dans les flammes. Telle fut la vengeance terrible qu'on tira de ceux qui avaient fait couler le sang français.

Il s'éleva dans le même temps, à Terracine, une rebellion bien plus violente, dans laquelle fut massacré le commandant français. L'adjudant-général Maurice Mathieu reçut aussitôt de Macdonald l'ordre de partir avec un détachement, et de s'y rendre à marches forcées. Arrivés à Terracine, les Français sont écrasés par une infinité de paysans, qui les fusillent, presque à bout portant, des marais et des jardins où ils s'étaient embusqués. Alors l'affaire s'engage avec fureur. Quinze pièces de canon balayaient sans relâche l'antique voie Appienne, et la vieille route de Naples, seuls débouchés qu'eussent les Français. Rien n'était encore décidé après six heures de combat. Faire une retraite qui aurait eu des conséquences désastreuses, ou terminer cette boucherie en courant sur les pièces, telle était l'alternative où se trouva le général. La nécessité de vaincre fait surmonter tous les obstacles aux Français; secondés par les Polonais, qui rivalisent d'ardeur avec eux, ils affrontent les dangers les plus imminens, et avec la baïonnette obtiennent la victoire. On emporte Terracine d'assaut, et l'on passe au fil de l'épée tout ce qui a pris les armes. Un petit nombre seulement parvint à se sauver sur le territoire de Naples. La sédition fut arrêtée par cet exemple terrible; les autres provinces restèrent calmes, et se soumirent tranquillement au joug qu'on leur imposait, sentant bien qu'elles n'avaient que ce parti à prendre pour éviter la dévastation de leurs propriétés, et même le sac de leurs villes.

CISTELLA.

5 *et* 6 *mai* 1795. — Le 5 mai 1795, huit mille Espagnols, divisés en quatre colonnes, formèrent le projet de cerner une brigade de quinze cents Français, qui, commandés par le général Guillaume, couvraient la droite de leurs lignes, vers Cistella, tandis que l'armée des Pyrenées orientales, campée autour de Figuières, formait le siége de cette ville, sous la

direction du général Pérignon. Les Espagnols auraient dû marcher en masse; au contraire ils isolèrent leurs forces dans des ravins, de manière que pour se donner mutuellement du secours, il fallait nécessairement que leurs colonnes débouchassent dans une plaine couverte par le front des Français. Plus fort que chaque colonne en particulier, le général Guillaume ne pouvait résister à l'armée entière, qui alors était bien plus nombreuse que ses troupes. Il ordonne à sa brigade de marcher à l'ennemi au pas de charge et avec rapidité. Il faut, disait-il, le culbuter, le renverser, ne pas le laisser respirer; c'est la seule manière de le vaincre. Le général, voyant à coté de lui un tambour trop jeune et trop faible pour suivre le soldat dans sa course précipitée, s'empare de la caisse, et, avec le pommeau de son épée, bat lui-même la charge à la tête de ses troupes. En un instant on coupe le centre des Espagnols, tout ce qui se présente devant les Français est atteint et renversé par les baïonnettes : pour en éviter les coups, les miquelets non-seulement prennent la fuite, mais grimpent sur les arbres. Les Espagnols laissèrent sur le champ de bataille huit cents hommes tués. La colonne qui devait tourner les Français, après avoir elle-même été coupée, est contrainte de retourner au point d'où elle était partie, et de faire, pour s'y rendre, un circuit de deux jours; elle fut poursuivie par les Français plus de deux lieues au-delà de l'endroit où l'attaque s'était faite. Le général Pérignon fit le lendemain reconnaître la ligne espagnole. Si les ennemis ne perdirent ce jour-là que trois cents hommes, ils le durent à la célérité avec laquelle ils se replièrent. Pour peu qu'ils eussent tenu, même faiblement, le général Pérignon devait, d'après les dispositions qu'il avait faites, obtenir les plus heureux succès; aussi fut-i contrarié de cette retraite précipitée.

CITTA-DI-CASTELLO.

1798. — Des insurrections éclatèrent dans les contrées de l'Italie, occupées par les Français, à l'instant où ils étaient en paix avec tous les pays. Les insurgens de Trasimène commirent des horreurs de tous genres à Città-di-Castello, ville entre Urbin et Pérouse, dont ils s'emparèrent en 1798 : ils y massacrèrent tous les amis des Français, et eurent plusieurs morts dans un premier combat qu'ils soutinrent. Tous les insurgés furent passés au fil de l'épée par quinze cents hommes

qui s'étaient portés sur Città-di-Castello. Le général Vallet mit en déroute cinq à six mille rebelles qu'il atteignit près d'Urbin.

CIUDAD-REAL.

27 mars 1809. — Tandis que le duc de Bellune remportait la victoire à Médellin, le général Sébastiani n'était pas moins heureux à Ciudad-Réal. Le général espagnol, duc d'Urbino, avait douze mille hommes, couverts par la Guadiana, et protégés par quinze pièces d'artillerie. Le 27 mars 1809, au point du jour, le général Sébastiani commença l'attaque. Appuyée par le feu de douze pièces de canon, et soutenue par la division polonaise, la première brigade de la division du général en chef passa le pont par sections, avec une rapidité qui intimida l'ennemi. On l'attaqua au pas de charge, et il fut bientot culbuté et poursuivi l'épée dans les reins. Le troisième régiment de hussards et les hussards bataves chargèrent l'infanterie espagnole avec une rare valeur, et le plus grand succès. Quinze cents morts furent comptés sur le champ de bataille. On prit sept pièces de canon, vingt-cinq caissons, et quatre mille deux cents hommes, parmi lesquels étaient cent officiers.

Poursuivi le jour même jusqu'auprès d'Almagro, l'ennemi fut atteint à Santa-Cruz, le lendemain, par la cavalerie. Les douzième et seizième régimens de dragons se distinguèrent dans cette charge, où fut tué le marquis de Gallos, général espagnol. Presque tous les carabiniers du beau régiment de la Reine restèrent sur le champ de bataille. On prit trente-deux officiers, plusieurs canons, et soixante-dix voitures. Les nombreux magasins formés au pied de la Sierra-Morena par l'ennemi, et approvisionnés abondamment par les Anglais, en armes, munitions, effets d'équipement et vivres, devinrent la proie du vainqueur.

Le général Sébastiani se loua principalement du général Milhaud, du colonel du douzième de dragons, du colonel Bouillé, son chef d'état-major, des lanciers polonais, et des hussards du troisième régiment.

CIUDAD-RODRIGO.

Du 15 *juin au* 10 *juillet* 1810. — La tranchée fut ouverte

devant Ciudad-Rodrigo, dans la nuit du 15 au 16 juin 1810. Avant le jour, la parallèle, éloignée d'environ trois cents toises de la place, offrait un développement de cinq cents toises sur quatre pieds de largeur et trois de profondeur. Les premiers travaux furent souvent interrompus par des pluies abondantes, qui obligèrent à creuser des rigoles pour l'écoulement des eaux. De leur côté, les assiégés, par de fréquentes sorties, ne contribuèrent pas peu à les ralentir. Malgré tous ces obstacles, auxquels se joignaient encore les difficultés du terrain, dans la nuit du 21 on n'était plus qu'à soixante-dix toises de la place, et le même jour toute l'artillerie de siége se trouva rendue au parc. La journée du 24 fut signalee par un acte de courage extraordinaire du capitaine de génie Maltzen, qui dirigea et exécuta avec cent cinquante grenadiers et vingt sapeurs le siége du couvent de Sainte-Croix, d'où l'ennemi, par un feu continuel, inquiétait beaucoup les travailleurs. Après y avoir pénétré de vive force, ainsi que le capitaine français, qui y fut atteint d'une balle dont il mourut, le brave Maltzen reçut lui-même deux coups de feu qui ne l'empêchèrent pas de rester à son poste, et de faire toutes les dispositions pour incendier ce repaire. Les Espagnols, au nombre de deux cents, avaient quitté le rez-de-chaussée, et, retranchés dans les étages supérieurs, ils faisaient pleuvoir sur les Français une grele de balles. Ce ne fut qu'après en avoir vu périr la plus grande partie au milieu des flammes que Maltzen consentit à se retirer pour se faire panser.

Les batteries commencèrent à jouer le 26, et lancèrent dans la place un grand nombre d'obus, dont quelques-uns mirent le feu dans plusieurs quartiers, et firent sauter un grand magasin à poudre. Cependant l'ennemi, qui possédait une artillerie très-nombreuse et une quantité considérable de munitions, changeait fréquemment ses pièces et ripostait avec avantage. Le 28, le revêtement de l'enceinte basse se trouvant en partie renversé, et l'enceinte du fort endommagée, le gouverneur don André Herrasti fut sommé de se rendre et refusa toute capitulation. Alors le feu recommença avec une nouvelle vigueur. Pour se rapprocher encore de la place on exécuta des travaux pénibles, mais indispensables, sous un feu très-meurtrier d'obus, de grenades et de mousqueterie. Quoiqu'absolument ruinée par les bombes et incendiée en grande partie, la ville n'en continuait pas moins à

se défendre avec acharnement. Le 10 juillet, après trente-six heures du feu le plus violent, la breche se trouva praticable dans une largeur de quinze à dix-huit toises, et la contrescarpe renversée dans le fossé par l'effet de la mine. A quatre heures du soir elle fut reconnue par le caporal Thirion, le carabinier Bomboix et le chasseur Billaret, trois braves qui s'y élancèrent d'eux-mêmes en quelques secondes, tirèrent leurs coups de fusil sur la garnison épouvantée, et agitèrent leurs schakos dans l'air aux cris accoutumés, indices de la victoire.

Déjà tout était disposé pour l'assaut, et les colonnes s'avançaient la musique en tete, lorsque le gouverneur arbora le drapeau blanc et se rendit à discrétion.

L'armée du lord Wellington, témoin du siége de Ciudad et contenue par le duc d'Abrantès, campé sur la rive gauche de l'Aguéda, ne fit aucun mouvement pour secourir les assiégés. Il y eut plus de deux mille hommes tués de la troupe et des habitans, et sept mille de la garnison déposèrent les armes devant les Français, qui trouvèrent dans la place cent vingt-cinq bouches à feu, et une grande quantité de munitions de guerre. Toutes les opérations du siége furent conduites par le maréchal duc d'Elchingen, qui fit dans cette occasion tout ce qu'on pouvait attendre d'un grand capitaine.

Le maréchal Masséna, commandant en chef l'armée de Portugal, prodigue à l'occasion du siége et de la prise de Ciudad-Rodrigo, les plus grands éloges aux généraux d'artillerie Eblé et Rury, au commandant du génie Valazé, à la conduite du général Loison, et à celle des généraux Mermet, Simon et Férey.

5 *septembre* 1811. — Lord Wellington, informé que Ciudad-Rodrigo était à-peu-près sans défense, voulut s'en rendre maître, et en établit le blocus le 5 septembre 1811. Il fit aussitôt les dispositions nécessaires pour l'assiéger; mais il fut obligé d'y renoncer, ayant été attaqué par les Français, qui le repoussèrent jusque dans les montagnes de Guarda.

19 *janvier* 1812. — Le général anglais qui convoitait toujours cette place, revint à la charge, le 8 janvier 1812, et il l'investit le même jour. Le 9, le général Crawfurd prit la redoute de Saint-François, qui augmenta beaucoup les moyens d'attaque. La garnison étant très-faible, les Anglais

employèrent l'assaut et l'escalade, et le 19, six colonnes, à la faveur de la nuit, s'emparèrent de Ciudad-Rodrigo. Le général anglais Makinnon y fut tué par l'explosion de la mine. L'escalade fut peu meurtrière, les Français ayant été pris au dépourvu. La garnison n'était que de dix-sept cents hommes, au lieu de cinq mille qu'il aurait fallu pour défendre la place. Cependant la perte fut égale de chaque côté, et d'environ un millier d'hommes.

CIVITA-CASTELLANA.

4 décembre 1798. — Seize mille Français occupaient Rome: le 25 novembre 1798, soixante-dix mille Napolitains, commandés par le général Mack, tombèrent à l'improviste sur eux, et s'emparèrent de cette ville capitale du monde chrétien. Les troupes françaises étaient depuis huit jours seulement sous les ordres de Championnet. L'armée républicaine vint s'adosser aux montagnes, après avoir laissé garnison au château Saint-Ange. Les Napolitains étaient tenus en échec par l'avant-garde qui, postée à Népi et Rigniano, observait en même temps les routes de Rome à Civita-Castellana et à Florence. Le corps de bataille avait occupé le fortin de Civita-Castellana, et campait en arrière de cette place. On avait mis en défense le pont de Borghetto sur le Tibre; vers le centre, Riéti était occupé par le général Lemoine; le général Rusca devait, avec la gauche, se fortifier sur le Tronto. Mack mit tant d'activité dans ses premiers mouvemens, qu'on eût dit qu'il volait à des succès nouveaux; mais il parut indécis quand il fut à Rome : au lieu d'attaquer à-la-fois toute la ligne française, comme on l'avait cru, il se contenta d'envoyer en cinq colonnes, quarante mille Napolitains, contre six mille Français qui occupaient à sept lieues de Rome, Civita-Castellana (l'ancienne Veïes). Tous les projets de Mack furent déconcertés par le courage et le caractère de Macdonald, et par l'habileté des dispositions qu'il fit. La première colonne napolitaine, venant de Monterosc, attaqua Kellermann, placé en avant de Népi avec l'avant-garde qu'il commandait. Il n'avait avec lui que trois escadrons de chasseurs, deux bataillons et deux pièces d'artillerie légère. Avec cette poignée de braves, il mit en déroute la colonne composée de huit mille Napolitains, en tua trois cents, prit quinze canons

et trente caissons, fit deux mille prisonniers, enleva les drapeaux et les étendards, trois mille fusils avec la caisse militaire, les bagages et effets de campement de cette colonne, et la poursuivit jusqu'à Monterosi où les soldats firent un butin immense. La quinzième demi-brigade légère arrêta dans sa marche la seconde colonne napolitaine, à l'instant où elle cherchait à pénétrer par Rigniano. La troisième colonne fut culbutée en voulant se porter de Fabrica sur Sainte-Marie-di-Falari : on prit encore là aux Napolitains cinquante hommes, huit canons et quinze caissons : ces combats finirent à la nuit. La légion romaine fit preuve de courage dans le combat : c'était la première fois qu'elle voyait le feu ; les Français se montrèrent au-dessus d'eux-mêmes. Mack fut étonné de sa déroute ; il ordonna à une partie de ses troupes de passer le Tibre, et espérant mieux réussir au centre des positions françaises, il fit des dispositions pour l'attaquer.

CLACY.

9 *mars* 1814. — Le duc de Raguse, après avoir culbuté à Vesiud l'avant-garde ennemie, attaqua le village d'Athies, près de Laon, et l'enleva de vive force, le 9 mars 1814. Le même jour, le général Charpentier, avec une division de la jeune garde, s'empara du village de Clacy. Le lendemain, l'ennemi attaqua sept fois ce village, et sept fois il fut repoussé. Le général Charpentier fit quatre cents prisonniers, et l'ennemi laissa les avenues couvertes de ses morts.

CLAGENFURTH.

27 *mars* 1797. — Trois divisions de l'armée du général Buonaparte, après les combats de Tarvis et de la Chiusa, traversèrent les gorges qui conduisent de l'état vénitien dans le Tyrol, et campèrent sur les bords de la Drave à Villach. Le 27 mars 1797, Masséna partit pour suivre le cours de ses victoires ; il rencontra l'ennemi à une lieue de Clagenfurth, l'attaqua, lui prit deux cents hommes et deux pièces de canon, et faisant fuir les restes de l'armée du prince Charles, tombés dans le découragement, il entra le même soir à Clagenfurth, capitale de la Carinthie.

CLAUSEN.

1797. — Après le combat de Tramin, en 1797, le général Joubert ne s'arrêta pas à Botzen en Tyrol, dont il s'était emparé, mais il marcha droit sur Clausen, après avoir laissé, dans la première ville, des forces suffisantes pour observer les troupes du général autrichien Laudon, qui errait dans les montagnes. Les impériaux firent d'excellentes dispositions, et profitèrent de tous les moyens de défense que la situation du pays leur fournissait. L'attaque bien concertée fut vive, et le succès long-temps incertain : l'infanterie légère grimpa sur des rochers qui paraissaient inabordables. Deux demi-brigades d'infanterie, marchant en colonnes serrées, et ayant le général Joubert à leur tête, surmontèrent tous les obstacles qu'elles rencontrèrent. Après avoir été percés dans leur centre, les Autrichiens cédèrent, perdirent quinze cents hommes faits prisonniers, et furent mis dans une déroute générale. Dans le Tyrol, chaque jour voyait Joubert livrer de nouveaux combats et remporter de nouvelles victoires.

COBLENTZ.

22 *octobre* 1794. — Lorsque, le 22 octobre 1794, le général Moreau s'avança sur Coblentz, la victoire suivait constemment les drapeaux des Français vers le nord. Moreau attaqua vivement les Autrichiens retranchés et avantageusement placés en avant de la ville; et tandis qu'il fait tourner leurs redoutes par de la cavalerie, l'infanterie enlève de vive force leur front. Les Français restèrent maîtres de Coblentz, les Autrichiens ayant passé le Rhin, après avoir été forcés dans leurs retranchemens.

COEVORDEN.

15 *février* 1794. — Pichegru cantonna l'armée du Nord derrière les lignes de la Grèbe, et ne chercha point à inquiéter les Anglais retirés en arrière de l'Yssel : il y fut déterminé, dit-on, par le froid rigoureux de 1794, et par la crainte d'affaiblir son armée en l'étendant sur un terrain trop considérable. Quand on n'a plus de confiance en son propre courage, on ne se croit nulle part en sûreté ; aussi

les Anglais évacuèrent Campen et Zwol, excellentes positions, à la seule apparition devant Hardewick d'un bataillon français et d'un escadron de hussards. L'audace française s'accrut par cette pusillanimité, et l'on se décida à expulser entièrement les Anglais de la Hollande. Le 15 février 1794, ils furent chassés avec précipitation du Twente, par un bataillon de grenadiers et deux escadrons de hussards, envoyés après le passage de l'Yssel, pour reconnaître Goo, Ressen, Almelo et Hardemberg. Ayant aperçu une faible patrouille auprès de cette dernière ville, les Anglais abandonnèrent Coevorden, et prirent la fuite avec un désordre inconcevable, marchant pendant deux lieues avec de l'eau jusqu'aux genoux dans des marais que le dégel avait formés : des soldats qui n'étaient arrêtés par aucune fatigue, leur parurent invincibles pour eux. Cependant ces soldats, en grande partie, étaient des jeunes gens tirés du sein de leurs familles par la réquisition, des cultivateurs, des citadins aisés, et même sortant de la mollesse, et non pas d'anciens militaires endurcis par les travaux de la guerre. Mais il vrai que le désir de la gloire, occupant toutes leurs facultés, doublait leurs forces physiques, et jamais on ne vit mieux la vérité de ce vieux proverbe militaire : « A la guerre, c'est le courage qui porte les sacs ».

COIMBRE.

27 septembre 1810. — Depuis son départ d'Alméida, en septembre 1810, l'armée française avait fait plus de quarante lieues. Tout fuyait devant elle, et sa marche offrait l'image d'une véritable promenade militaire. En vain les milices et quelques régimens portugais avaient essayé de s'opposer à son passage. Deux mille cinq cents prisonniers, et le désarmement d'une partie de ces régimens, tels avaient été les tristes résultats de leur imprudente témérité. Enfin, le 26 septembre, l'armée victorieuse rencontra l'armée anglaise occupant les gorges et les défilés de Mondégo, à une journée de Coimbre. Ces Anglais, si vains et si présomptueux, parce qu'ils venaient d'obtenir un léger avantage dans une petite affaire d'avant-garde près du couvent de Buzaco, ne purent tenir plus d'un jour contre la valeur des troupes françaises, que commandait en personne le prince d'Essling, ce général si justement nommé l'enfant chéri de la victoire. Attaqués,

tournés et poursuivis, ils abandonnèrent une partie de leurs malades et de leurs magasins, et évacuèrent toutes leurs positions qui étaient aussi fortes qu'il est possible. Le Mondégo fut une barrière qu'ils crurent devoir mettre entre leurs armées et celle qui venait de réparer si glorieusement l'échec de Buzaco. Un nombre considérable de prisonniers restèrent entre les mains des Français; et, le 27, le prince d'Essling fit son entrée dans Coimbre. Les lampions de l'illumination, ordonnée par lord Wellington, en réjouissance du combat de Buzaco, brûlaient encore. Ils avaient servi à éclairer le pillage et la dévastation de cette superbe ville, dernier bienfait de ses alliés et de ses défenseurs.

COIRE.

17 *août* 1796. — La Suisse étant dominée par les Français, les Autrichiens entrèrent, le 17 août 1796, dans Coire, capitale du pays des Grisons. La rupture qu'annonçait cette invasion éclata bientôt après entre les deux puissances. La guerre commença sur le territoire des Grisons. Les Autrichiens avaient pris position sur les hauteurs en avant de Coire; Masséna passa le Rhin à Azmoos, les battit à Luciensteig, et, de là, les poursuivit jusque dans leurs retranchemens. Une trop longue résistance fatiguant Masséna, il ordonne au général Chabran de marcher à l'ennemi au pas de charge, et en colonnes serrées, avec les bataillons de la trente-septième et de la cent troisième de ligne; c'était le seul moyen de frapper un coup décisif. Il ne fallut qu'un instant pour enfoncer les rangs des Autrichiens, et les mettre en déroute; ils se trouvent de plus cernés par les éclaireurs et les grenadiers français, qui leur avaient coupé toute retraite en longeant leur front, et en se portant avec rapidité sur le chemin du Tyrol. Le chef de brigade Lacroix, âgé de plus de soixante ans, prit, dans cette journée, le général Auffemberg et un major hongrois. Cette victoire, outre trois mille prisonniers, seize pièces de canon, et une artillerie immense, donna aux Français la facilité d'occuper Coire et tout le pays des Grisons, avantages inestimables. Masséna, deux jours auparavant, avait sommé, par écrit, le général Auffemberg d'évacuer le territoire des Grisons; s'en ressouvenant à l'instant où ce général, devenu son prisonnier, lui fut amené, il lui dit: « Monsieur, je vous ai écrit avant-

hier au soir, hier matin j'ai reçu votre réponse, et aujourd'hui je vous donne à dîner. »

15 *juillet* 1800. — Les Russes, devenus les auxiliaires des Autrichiens, s'emparèrent de Coire le 16 mai suivant. Il ne resta pas long-temps à leur pouvoir. Après des combats meurtriers, Masséna avait été forcé d'abandonner la position formidable de Luciensteig ; mais Buonaparte, de retour en France, ranima le courage des soldats, et les armes françaises reprirent leur supériorité. L'armée du Danube et du Rhin voulut rivaliser de courage avec les troupes d'Italie, et Moreau fit chasser les Autrichiens du pays des Grisons, par le général Molitor, qui réussit parfaitement. Coire fut repris par une colonne sous les ordres du général Dornemans.

COLBERG.

1805. — L'armée française, sous les ordres du général Tenlié, après la victoire d'Eylau, en 1805, avait investi Colberg, ville de la Poméranie ; et cette place, vivement attaquée, allait se rendre, lorsque le gouvernement français accorda la paix au roi de Prusse, qui avait perdu la presque totalité de ses états.

COL-DE-TENDE.

5 *juillet* 1795. — En 1795, les Français battaient continuellement les Piémontais ; ceux-ci, qui cherchaient de temps en temps à les débusquer de leurs meilleures positions, vinrent, le 5 juillet, se présenter au Col-de-Tende, devant le camp français. Ils surprirent les avant-postes, qui se replièrent ; et il s'engagea, à une demi-portée de fusil, une fusillade très-vive, que le chef de bataillon d'Allons, commandant la gauche du camp, fut obligé de soutenir contre plus de quinze cents Piémontais. L'ennemi, malgré son nombre, céda à la valeur française ; on montra, de part et d'autre, beaucoup d'opiniâtreté dans le combat. Cependant les Piémontais, quoique repoussés, avaient fait filer, sur des rochers situés à gauche du Col-de-Tende, deux mille hommes, dont douze cents étaient déjà descendus en arrière de Tende, et s'étaient placés dans un ancien camp ; de là ils ôtaient tous moyens de retraite aux Français, et fusillaient tout ce qui cherchait à passer de ce

côté. Ce danger n'épouvante nullement le général Pelletier, qui commandait le camp de Tende; il fait avancer deux cents hommes et deux pièces de canon contre cette colonne. Les deux mille Piémontais, repoussés par l'audace et la valeur de cette petite troupe, furent forcés de repasser le Col-de-l'Inferno; ils n'avaient résisté nulle part, tous leurs desseins avaient été pénétrés par le général Pelletier. Rien ne l'inquiète; avec des forces peu considérables il fait face à des ennemis nombreux qui le tournent de tous côtés. On peut dire que dans cette défense il manifesta le sang-froid qui distingue le grand général, et que les soldats manœuvrèrent avec une précision et une intrépidité qui n'appartiennent qu'aux troupes choisies.

COL-DU-MONT.

17 *avril et* 12 *mai* 1795. — L'importance du Col-du-Mont, ou Grisanches, frappa Kellermann, occupé d'organiser les services de l'armée d'Italie, et de reconnaître les points de défense dont il était nécessaire de s'emparer pour repousser les Piémontais. D'après ses observations, dans le cas de l'offensive, ce poste offrait un débouché intéressant dans la vallée d'Aoste, par celle de Grisanches; il couvrait le bourg de Saint-Maurice, et assurait la communication avec le mont Cenis, dans la défensive. L'abondance des neiges qui tombèrent, rendit inutile la tentative que fit le général Moulin, le 17 avril 1815, pour s'emparer du Col-du-Mont. Au printemps ce général voulut renouveler son attaque; le 12 mai il divisa en trois colonnes deux mille deux cents hommes. Huit cents, formant la colonne de gauche, furent surpris par une tourmente affreuse, et obligés de revenir sur leurs pas au moment où ils partaient pour descendre au poste de la Chapelle, et y laisser en observation deux cent cinquante hommes chargés d'empêcher l'ennemi d'arriver au village de Fournel. A droite, les retranchemens du Col-du-Mont devaient être tournés par quatre cents hommes, qui ne pouvaient y pénétrer qu'à travers les glaces. Il fut impossible à la colonne d'exécuter ce mouvement; mais au moment où les dernières redoutes piémontaises étaient emportées, elle arriva à sa destination, après avoir traversé les crêtes des montagnes. La neige tombait à gros flocons, un vent impétueux la portait dans les yeux des ennemis, les aveuglait et les tenait dans une parfaite sécurité; la colonne du centre, qui était chargée des principaux

mouvemens, favorisée par cette circonstance, traverse dans le plus grand silence les premiers retranchemens, et, sans répondre au feu de l'ennemi, arrive jusqu'à demi-portée de pistolet d'une redoute. On emporte, en moins d'une demi-heure, tous les retranchemens avec la baïonnette; on prend deux cent dix hommes, et parmi eux plusieurs officiers; on force à la fuite le reste des troupes piémontaises, et celles qui étaient cantonnées au Baracon. Les troupes françaises, luttant contre une tourmente insupportable, marchèrent au milieu des neiges pendant dix heures, et montrèrent, dans cette attaque, une patience et une constance inconcevables. L'eau-de-vie et le vin gelaient dans les bidons des soldats, tant le froid était excessif. Plusieurs d'entre eux firent des actions de courage et d'humanité dignes d'admiration. Un officier ennemi, après avoir eu l'épaule cassée, était près de se noyer; le capitaine Brune, qui l'aperçoit, passe la rivière, le charge sur ses épaules, et le porte dans une maison où on lui donna des secours. Siaud, adjoint aux adjudans-généraux, à-peu-près dans le même moment, traverse une rivière, s'expose au feu le plus vif, pour sauver un soldat français qui, étant blessé, allait tomber au pouvoir des ennemis. Il est donc vrai qu'on trouvait dans les armées le spectacle de toutes les vertus, et que des sentimens d'humanité se joignaient, chez le soldat, à une véritable intrépidité. L'avantage incalculable que tira l'armée des Alpes de la prise du Col-du-Mont, fut particulièrement de tenir en échec trois mille Piémontais avec trois cent cinquante hommes. Ces Piémontais n'avaient qu'une marche à faire pour se trouver derrière les retranchemens appelés du prince Thomas, au centre de la vallée d'Aoste.

COLLA-BASSA.

28 *février* 1793. — Les troupes des généraux Brunet et Dagobert se réunirent, le 28 février 1793, à Colla-Bassa, pour seconder les projets du général Biron, qui voulait chasser les Piémontais de tous leurs postes, depuis Entrevaux jusqu'à Sospello, et les contraindre à évacuer le comté de Nice. Les chasseurs corses et les grenadiers gravirent la montagne à la faveur de l'artillerie française, et prirent possession des sommités de Colla-Bassa. Après cette expédition, les Français se mirent sur les traces des Piémontais; et, de poste en poste, ils les poussèrent jusqu'à la Vésubia.

COLLIOURE.

Du 6 *au* 25 *décembre* 1793. — L'armée des Pyrénées-Orientales éprouva des revers marquans dans les derniers mois de 1793. Les Espagnols s'emparèrent de Villelongue, le 6 décembre. Ils en avaient été repoussés le 1er du même mois. Le Col-de-Bagnols et plusieurs passages par où les Espagnols pouvaient marcher sur Port-Vendre et sur Collioure, tombèrent, le 12, au pouvoir du général Courten. Le 25 décembre, dès les cinq heures du matin, le centre des Français fut attaqué par dix mille Portugais, venus pour augmenter les forces des Espagnols. Les Français repoussèrent la cavalerie espagnole qui s'était portée sur les hauteurs de la petite rivière du Reart, par Ortaffa, à la rive gauche du Tec. Mais la droite de l'armée française, repoussée dans le même temps, se jeta sur le centre, et le grand nombre força la gauche à céder. Les soldats, en déroute, se débandèrent; alors le commissaire de la convention, Fabre, ne put parvenir à les ramener au combat, malgré les efforts qu'il fit. Ce commissaire mourut glorieusement en combattant. Collioure, Port-Vendre et Saint-Elme, bientôt après, se rendirent, ou plutôt furent livrés aux Espagnols par l'ignorance ou la trahison.

5 *juin* 1794. — La place de Collioure fut resserrée de plus en plus par le général Dugommier après la victoire des Albères. Les Espagnols abandonnèrent, dans la nuit du 25 au 26 mai, le fort Saint-Elme, livré à ses propres forces. La garnison se retira à Collioure, dont on poussait avec vigueur les travaux. L'art et la nature offraient des obstacles aux Français; ils avaient ouvert, dans des rochers impraticables, un chemin d'une lieue et demie: dans différens sentiers tellement étroits, que deux hommes de front ne pouvaient y passer sans danger, on avait été forcé de porter des canons à bras; enfin Collioure capitula, le 5 juin. L'amiral Gravina se montra avec huit vaisseaux le lendemain de la capitulation. Six mille Espagnols, formant la garnison, avaient vainement attendu les secours qu'il leur amenait. L'évacuation de Collioure ne fut pas le seul but de la capitulation; on exigea encore du général espagnol Navarro, qu'il rendît toutes les places d'alentour que la trahison avait livrées l'année précédente; qu'il renvoyât tous les cultivateurs français enlevés de leurs maisons,

contre le droit des gens; et que l'échange de la garnison fût fait contre un pareil nombre de Français que le vainqueur devait désigner.

COLOGNE.

6 *octobre* 1794. — La ville de Cologne fut prise, le 6 octobre 1794, par le général Jourdan, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse. Des magasins immenses, un arsenal bien fourni, et une nombreuse artillerie furent le fruit de la victoire. Les Français furent reçus avec la plus grande joie par les habitans de la ville.

COLOMBIN (SAINT-).

Janvier 1794.—En janvier 1794, la malheureuse Vendée voyait chaque jour de nouveaux combats ou des surprises nouvelles. Charette, dans toutes ses expéditions, était puissamment secondé par les Vendéens, irrités de la guerre d'extermination qu'on leur faisait, de l'incendie de leurs maisons, de la dévastation de leurs propriétés, et sur-tout du massacre de leurs femmes et de leurs enfans. Le général en chef Thureau, que les succès des royalistes étonnait, fit marcher contre un pays déjà trop malheureux une colonne infernale : le général Duquesnoy fut chargé du commandement de ces troupes, qui devaient tout mettre à feu et à sang. Charette et Duquesnoy se rencontrèrent près de Saint-Colombin, à une demi-lieue du pont des Noyers; les deux armées n'étaient séparées que par une petite rivière. N'attendant pas leurs corps de bataille pour attaquer, les avant-gardes engagèrent une vive fusillade. A mesure que les troupes républicaines arrivaient, Duquesnoy les mettait en bataille. Un feu extrêmement meurtrier s'établit des deux côtés : Charette, non-seulement résistait vigoureusement, mais gagnait du terrain sur ses flancs. Il avait caché dans les vignes quatre mille hommes de réserve; il les fit avancer, sans être très-alignés, sur trois de hauteur, aussitôt qu'il vit Duquesnoy réunir sept bataillons. Trois fois les royalistes furent repoussés, et Duquesnoy décida la victoire en sa faveur en les tournant et en les chargeant. Quatre à cinq cents soldats de Charette furent tués, les autres se dispersèrent. Le général Duquesnoy écrivait : « Je ne puis dire de quel côté ont fui les royalistes; ils se sont dispersés de toutes

parts, et la nuit est venue arrêter notre poursuite. » En traversant avec sa cavalerie le bourg de Saint-Colombin, Charette sauva la vie à plusieurs Vendéens, qui, à l'instant même, allaient être fusillés par les républicains.

COMPIÈGNE.

15 *mars* 1814. — L'ennemi, venu de Noyon, se présenta devant Compiègne avec trois pièces de canon, un obusier, de la cavalerie et de l'infanterie, le 15 mars 1814. La ville fut trois fois sommée de se rendre, et, sur le refus du major Ottenin, du cent trente-sixième régiment, qui la commandait, et du chef de bataillon Lecomte, du sixième des voltigeurs de la garde, la canonnade et la fusillade durèrent presque toute la journée. Les gens des villages voisins, accourus au secours de la ville, chassèrent environ 300 hommes d'infanterie ennemie, qui tenaient la montagne de Margny. Les habitans et les voltigeurs de la garde firent une sortie sous la conduite du chef de bataillon Mallert, et la retraite de l'ennemi fut décidée.

CONDÉ.

9 *mai* 1792. — La place de Condé, située sur l'extrême frontière par laquelle, en 1792, les Pays-Bas autrichiens étaient séparés de la France, devenait nécessairement, par sa position, le théâtre de la guerre; le sang des braves devait arroser fréquemment ses campagnes; et, jusqu'à ce qu'on eût repoussé des anciennes limites de la France un ennemi acharné, les habitans de ces contrées devaient s'attendre à partager bien souvent les fatigues et les hasards des combats. Une centaine de hullans se présenta, le 9 mai 1792, au poste de Marcou, l'un des ouvrages avancés de la place de Condé, gardé par huit soldats de recrue, que commandait un sergent nommé Rousselot : le nombre des ennemis ne l'effraie pas; il encourage sa petite troupe à combattre, et ne lui dit que ces mots : « Si je recule, tuez-moi; si quelqu'un de vous recule je le tue. » Après s'être battu quelque temps à son poste, il se retire sur Condé, tuant, par un feu continuel et soutenu, un assez grand nombre de hullans. Son chapeau et ses habits furent criblés de balles, et il brûla lui seul plus de quarante cartouches. Un de ses soldats, se sentant blessé, lui dit :

« Mon sergent, j'ai, je crois, la cuisse cassée. — Marches-tu encore? — Oui. — Vite, vite, recharge ton arme. » Trois de ces braves seulement furent blessés, et le détachement rentra dans Condé, sans cesser de combattre.

29 *mai* 1792. — Il n'était que quatre heures du matin, quand deux mille cinq cents Autrichiens se présentèrent, le 29 mai, aux avant-postes de la Chaussette, de Marcou et du Coq. Après une vigoureuse défense, le capitaine Gastine, accablé par le nombre, fut forcé de se retirer sur Condé. Les Autrichiens s'étant trop approchés de cette place, une de leurs colonnes fut exposée à un feu d'artillerie qui lui fit beaucoup de mal; ils rentrèrent ensuite dans le camp de Famars, sans attendre le maréchal Luckner, qui, au premier avis, s'avançait sur Condé. Les hullans firent prisonnier un paysan des environs de Condé, et le conduisirent à leur colonel : interrogé sur ce qu'il pense de la guerre, et sur l'opinion qu'il a des Français, cet homme demande d'abord s'il peut, sans risque, dire avec franchise sa manière de penser; le colonel lui répond que oui. « Eh bien, vous voulez aller à Paris? — Nous l'espérons bien, reprend le colonel. — En ce cas, avez-vous deux cents mille hommes de recrue, tous les mois, et pouvez-vous soutenir pendant long-temps une guerre sanglante? Vous aurez d'ailleurs d'ici à Paris sept montagnes à franchir. » Le colonel, étonné, lui demande où sont ces sept montagnes. « Ce sont, reprend le paysan, les cadavres amoncelés de trois millions de Français, qui ont juré de périr plutôt que de subir l'esclavage des étrangers. » Le colonel, outré, tire son sabre et veut lui fendre la tête. « Colonel, vous m'avez promis de tout entendre; frappez-moi, j'ai dit la vérité. » Ce dernier trait de grandeur d'âme désarma le colonel, qui lui fit rendre la liberté et le renvoya chez lui.

12 *juillet* 1794. — Lille, Condé et Maubeuge furent tout-à-la-fois menacés par l'armée des coalisés, qui entra sur le territoire français après la défection de Dumouriez. Le 9 avril, ils repoussèrent tous les avant-postes de Condé, et investirent exactement cette ville. Le général Chancel, avec quatre mille hommes qu'il commandait, s'y défendait courageusement; mais, malgré tous ses efforts, il fut forcé de se replier dans toutes les sorties vigoureuses qu'il tenta. Le général Dampierre, cherchant à secourir Condé, livre des com-

bats sans nombre aux environs de l'abbaye de Vicoigne et dans les bois de Raismes; mais il ne fut pas plus heureux, et succomba. La garnison de la place donna des preuves d'un dévouement qui n'a guère d'exemple, en supportant, pendant près de trois mois, les plus dures privations. De graves maladies se joignirent à ces fatigues continuelles. Depuis six semaines les soldats, qui ne recevaient aucune solde, étaient réduits à une ration journalière de onze onces de pain, deux onces de cheval, une once de riz et un tiers d'once de suif; cependant, recueillant toutes leurs forces, continuellement ils tiraient sur l'ennemi, repoussaient ses entreprises, et faisaient des sorties extrêmement pénibles. Les généraux se rassemblent le 6 juillet, cherchent encore s'ils ne trouveront pas un moyen de faire retirer les Autrichiens. Il restait à peine des vivres pour deux jours. Enfin, le 12 juillet 1794, cédant à la nécessité, on pose les armes et l'on rend Condé, pour ne pas mourir de faim dans ses murs.

30 *août* 1794. — Les places de Valenciennes et de Condé, qu'avaient envahies les Autrichiens et les Anglais, se trouvèrent, après les victoires d'Hondscoote et de Fleurus, tellement séparées des armées qui pouvaient les secourir, que la famine seule les aurait fait succomber si on les avait bloquées. Aussi l'armée du Nord, que la victoire suivait de la Flandre en Hollande, ne chercha pas à s'en emparer. Un décret de la convention portait qu'on passerait au fil de l'épée les garnisons de Valenciennes et de Condé, si, vingt-quatre heures après la sommation qu'on leur ferait, elles ne se rendaient pas. Le général autrichien qui commandait Condé, ayant perdu tout espoir d'être secouru, sentant bien d'ailleurs que l'empereur ne pouvait garder cette place, considérant de plus le nombre immense d'ennemis qui l'entouraient, ne crut pas devoir compromettre la vie des braves dont il était le chef, et se rendit à discrétion. Les Français trouvèrent dans cette place cent soixante-une bouches à feu, six mille fusils, cent mille boulets, quinze mille cartouches, trois cent milliers de poudre, six cents milliers de plomb, des vivres pour six mois, et, dans les canaux voisins, cent soixante-une barques, en grande partie très-richement chargées.

CONI.

1796. — Les Français luttaient depuis trois ans contre les Sardes et les Allemands, sur les sommités des Alpes, dont ils n'avaient pu parvenir à franchir entièrement les montagnes; leurs troupes ne pouvaient vaincre l'ennemi, ni remporter sur lui des avantages décisifs, parce que, ne formant aucune masse respectable, elles étaient disséminées de toutes parts. Mais une armée imposante fut réunie sur les Alpes-Maritimes, dès que Buonaparte fut arrivé à l'armée d'Italie; c'était en 1796. A peine parut-il, que les colonnes françaises, favorisées par la fortune, sont victorieuses à Montenotte, à Millesimo, à Mondovi; que le roi de Sardaigne demande la paix, et qu'il rend la ville de Coni pour gage de sa fidélité.

Du 5 *décembre* 1799 *au* 4 *janvier* 1800. — Les Français, après la déroute de Schérer, eurent à combattre dans la haute Italie, les Russes et les impériaux commandés par Suwarow. Ce ne fut qu'à l'époque où Buonaparte fut mis à la tête du gouvernement, que cessèrent les malheurs des Français; cependant les troupes n'avaient cédé que pied à pied le terrain aux Russes, dont les phalanges trop nombreuses les coupaient de toutes parts. Les manœuvres savantes et les évolutions habiles de Championnet empêchèrent le général autrichien Mélas de s'approcher de Coni; mais l'armée française, ayant été coupée après sa défaite à Genola, fut obligée de céder et de battre en retraite; Mélas alors put sans difficulté former et pousser avec vigueur le siége de Coni. On mit dans les travaux une activité incroyable, et l'on employa sept mille hommes à établir des batteries et à ouvrir les tranchées. Dans la nuit du 4 au 5 décembre 1799, elles furent toutes ouvertes à-la-fois vers la Madona d'Olmo, à quatre cents pas du chemin couvert, devant Saint-Angelo, entre la Stura et la Gesse. On avait eu soin de détourner le cours des eaux pour rendre les moulins du fort inutiles. Le lendemain la garnison française chercha vainement, dans une sortie, à détruire ces travaux. L'ennemi avait, dès le 7, entièrement achevé la première parallèle et les boyaux de communication. Deux cents pièces d'artillerie furent établies sur dix-neuf batteries, dans la nuit du 11 au 12. Les troupes qui défen-

daient les ouvrages extérieurs furent obligées le lendemain de les abandonner avec précipitation, tant était terrible le feu qu'on faisait sur la place. Une bombe tomba sur un magasin à poudre, et fit sauter une redoute que les Autrichiens occupèrent dans la nuit du 2 au 3 janvier 1800 : aussitôt la seconde parallèle fut ouverte. Plusieurs endroits de la ville furent incendiés par le bombardement, qui ne discontinua pas. La redoute du milieu sauta vers le soir; les habitans de Coni, ne pouvant éteindre le feu à cause des bombes et des obus qui pleuvaient continuellement sur eux, firent prier le prince de Lichtenstein d'épargner la ville : ce général s'y refusa. Après neuf jours de tranchée ouverte, le gouverneur français, ne pouvant plus espérer de secours, se décida à capituler. Deux mille cinq cents hommes, qui formaient la garnison, furent faits prisonniers de guerre. Les Autrichiens ne gardèrent pas long-temps cette ville, clef du Piémont du côté de la France. Cinq mois après, lorsqu'il eut vaincu à Marengo, Buonaparte, avant de permettre aux impériaux de se retirer sur le Mincio, exigea d'eux qu'ils remissent la place de Coni.

CONSARBRUCK.

Du 9 novembre au 30 décembre 1792. — Beurnonville venait de remplacer Kellermann dans le commandement de l'armée de la Moselle; le gouvernement français lui ordonna, en 1792, de s'avancer entre les armées de Dumouriez, et d'occuper l'intervalle qui se trouvait entre Trèves et Coblentz. Les compagnons d'armes de Beurnonville l'avaient nommé l'Ajax français, tant à cause de sa taille majestueuse, de sa franchise, de son humanité et de sa justice, qu'à cause de la valeur qu'il déploya dans les attaques dirigées contre le camp de Maulde. Souvent il n'avait pour quartier-général qu'un chariot couvert; il vivait, au milieu de ses troupes, avec une extrême simplicité; aussi les soldats avaient pour lui beaucoup d'attachement, et la plus grande confiance dans ses plans, confiance que lui avaient particulièrement mérité ses exploits récens dans la Belgique. Le général Labarolière s'avança, dès le 9 novembre, à la tête de trois mille hommes, par Frendembourg et Sarbourg jusqu'au pont de Consarbruck; les ennemis, n'étant pas encore établis à Trèves, il aurait pu, le jour même, s'emparer de cette ville; mais Beurnonville fit rentrer l'armée dans

ses cantonnemens, parce qu'il ne la regarda pas comme suffisamment en mesure pour résister avec avantage aux efforts de ses adversaires. Un mois après, les Autrichiens, postés en avant sur les hauteurs de Pélingen, occupaient aussi les positions de la Chartreuse et de la Montagne-Verte; les Français vinrent camper à Mettnich, Nonweiller et Cherff. La Montagne-Verte n'est qu'une élévation considérable, qui descend vers le confluent de la Moselle et de la Roër par deux étages très-rapides. Les bois qui la couvraient autrefois ayant été détruits, cette montagne ne présente plus aux yeux qu'un tapis de mousse et de verdure; aucun abri, aucun couvert ne favorisent l'assaillant qui cherche à la gravir. Consarbruck, Pélingen et la Montagne-Verte devaient être attaqués en même temps; mais la gelée s'opposa à ce projet, et rendit inutiles les dispositions qui avaient été faites pour l'attaque; on trouva des sentinelles mortes, tant le froid fut excessif. Cependant, dans la nuit du 4 au 5 décembre, on exécuta l'entreprise, et Sarbourg fut pris par le corps qui était entre Rhin et Moselle. L'artillerie ne put arriver à temps à Pélingen, ce qui fit manquer l'attaque du centre. Les généraux Labarolière et de Laage, commandant l'avant-garde, attaquèrent la Montagne-Verte, et firent un feu si bien dirigé, que, le soir, les batteries de l'ennemi étaient en grande partie démontées. On avait repoussé les Tyroliens qui couvraient la côte, on avait pris le château, situé au bas de la montagne; des renforts, envoyés par la garnison de Luxembourg, furent aperçus à l'instant où l'on formait les colonnes d'attaque. Le 12 décembre, on attaqua en même temps Pélingen et Consarbruck. Les Autrichiens, en se portant à temps au village de Bibelshausen, prévinrent la première attaque. Un officier supérieur, septuagénaire, nommé Pontcarré, à la tête d'un bataillon national, composé de trois cents hommes, fit un feu roulant si bien soutenu, qu'il arrêta quatre cents cavaliers et douze cents fantassins; le général Pully, pendant ce temps-là, vint à son secours, et rendit la partie plus égale. Le lendemain, on tenta, pour la dernière fois, de s'emparer de Consarbruck. Beurnonville, en même temps, attaqua et emporta Pélingen; mais il lui fut impossible de garder cette place. On forma trois colonnes du corps commandé par le général Delaage; trois pieds de neige couvraient les hauteurs de Wawren; elles furent emportées à l'arme blanche par la première colonne, composée de grenadiers, qui, à cause des mauvais chemins, n'avaient pu con-

duire avec eux aucune pièce d'artillerie. L'ennemi abandonna un canon, en se retirant avec précipitation. La cavalerie autrichienne fut repoussée jusque sous ses batteries, par la seconde colonne; les soldats, qui avaient conduit, avec beaucoup de peine, quelques pièces sur les hauteurs environnantes, démontèrent toutes ces batteries. Quoique les Français eussent dépassé les abattis et doublé la montagne, ils furent obligés, à cause de la nuit qui survint, de différer jusqu'au lendemain d'attaquer Consarbruck. Mais, à la gauche, la troisième colonne, que dirigeaient des chefs parmi lesquels il ne régnait pas d'accord, ne faisant que des mouvemens incertains, fut mise en déroute; la cavalerie légère faisait sa retraite, en bon ordre, sur les colonnes victorieuses, et, pendant ce temps-là, les fuyards criaient qu'on les avait trahis. Beurnonville renforça ce point d'attaque pendant la nuit du 15 décembre, et le lendemain, la montagne de Ham fut attaquée par le général Pully. Ce général était près d'ordonner à sa troupe de gravir cette montagne au pas de charge, quand un soldat français, déserteur, vient se jeter à son cou, lui demande sa liberté, et le conjure de ne pas s'exposer à un danger certain, en attaquant une montagne que défendaient trois mille hommes, et qui était hérissée de canons. Pully, qui n'avait que douze cents hommes, dit au soldat déserteur : Je te donne la liberté; mais suis-moi, si tu veux te rendre digne de cette grâce : en même temps, accompagné de ce soldat, le général gravit la montagne au pas de charge, et la victoire est à lui; le nombre d'ennemis retranchés sur ces hauteurs effrayantes, n'empêcha pas les autres colonnes françaises, qui marchaient toujours dans la neige, de les gravir aussi au pas de charge. Cependant, quand les généraux furent près de Consarbruck, et qu'ils eurent examiné la position des Allemands, ils furent convaincus qu'ils ne pouvaient la forcer, et résolurent de se retirer. Mertzig fut désigné pour le quartier-général, afin de couvrir la retraite. Labarolière, chargé du mouvement, fit faire une nouvelle attaque, et ordonna qu'il fût dirigé une canonnade vive sur les postes ennemis, vers Grévemnackeren, le long de la Moselle. Au moyen de ces attaques, la retraite s'opéra sans obstacle, et presque sans perte, car on sauva tous les bagages et les équipages d'artillerie. L'armée de la Moselle prit ses quartiers d'hiver sur les rives de la Sarre, dans le territoire français; elle avait fait une campagne d'hiver à-peu-près de deux mois. Pendant cette campagne, qui fut brillante sans doute, les troupes eurent

encore à lutter inutilement contre les neiges, les glaces et les frimas. A toutes ces difficultés, que les Français éprouvèrent, les ennemis, déjà plus nombreux, en ajoutèrent d'autres en prenant des positions respectables, qu'ils fortifièrent par tous les ouvrages que l'art peut opposer au courage.

CONSTANCE.

7 *octobre* 1799. — La bataille de Zurich dura quinze jours entiers. Les Russes ayant été vaincus par l'armée du Danube, on ordonna au général Gazan, à la division duquel s'étaient joints deux régimens de cavalerie, d'attaquer, en avant de Constance, un corps considérable de Russes et d'émigrés qui s'y étaient postés. Cette affaire, qui eut lieu le 7 octobre 1799, fut très-chaude; le prince de Condé y commandait en personne. Des forces supérieures repoussèrent dans la ville l'aile gauche, commandée par le duc d'Enghien, qui d'abord avait eu quelques avantages. Coupé avec une partie de sa cavalerie, le général Baner, qui commandait la droite, parvint à se faire jour, occupa le pont du Rhin, et, après avoir couvert la retraite des siens, rentra dans la ville, qui fut prise et reprise trois fois dans cette même journée. De part et d'autre on combattit avec valeur; cependant le général Hazan, à la dernière attaque, poussa les ennemis si vigoureusement, que les vaincus et les vainqueurs entrèrent pèle-mêle dans la ville. Cette mêlée eut lieu à dix heures du soir : on se battit dans les rues avec acharnement, et les républicains parvinrent les premiers au pont du Rhin. On fit prisonniers tous les émigrés qui se trouvèrent dans la place. Le général Vauborel, émigré français, fut tué, et le prince de Condé et le duc d'Enghien ne durent leur salut qu'à l'épaisseur des ténèbres.

9 *et* 11 *avril* 1800. — Le général Moreau ayant vaincu les Autrichiens à Moeskirk et Engen, au printemps de 1800, il leur restait encore une flotille de chaloupes canonnières que Williams, capitaine anglais, commandait sur le lac de Constance. Une division de chaloupes canonnières françaises se porta, le 9 avril, sur Langen-Argen; le capitaine Williams, qui avait, pour un moment, quitté ses chaloupes, eut dans ce lieu quelques avantages momentanés sur un petit détachement français. Le lendemain, dix-sept chaloupes canonnières désarmées tombèrent au pouvoir de la flotille française qui

s'était dirigée sur Bregentz. Bientôt le capitaine Williams se sauva par terre, après avoir brûlé ses chaloupes sans coup férir; et abandonna le lac de Constance aussi lâchement qu'il avait abandonné celui de Zurich.

COPTOS.

8 *mars* 1798. — La division de l'armée française en Egypte, commandée par le général Belliard, ayant passé le Nil à El-Kamonté, arrivait près de Coptos au-dessous de Thèbes. Tout-à-coup, elle voit paraître trois fortes colonnes d'infanterie turque, et plus de quatre cents Mameloucks, avec le chérif Hassen Ben Jeddaoui. Les Français se forment en carré, et attendent l'ennemi de pied ferme. Hassen ordonne aux siens d'égorger les infidèles. Le combat s'engage aussitôt, et il restait incertain, lorsque quinze dragons viennent sabrer les Arabes, et aident les chasseurs à les mettre en déroute : cinquante Arabes furent tués, et on leur prit deux drapeaux de la Mecque. Cependant, les Mameloucks se retranchent derrière un fossé large et profond, avec quatre pièces de canon. Belliard fait battre la charge, et ses carabiniers, se jetant à corps perdu sur les pièces, les enlèvent et les dirigent sur l'ennemi, qui se réfugie dans une barque, dans une mosquée et dans quelques maisons crènelées. Les Français les y assiégent, et, ne pouvant s'en emparer, ils y mettent le feu. Les Arabes perdirent dans cette affaire au moins douze cents hommes et un plus grand nombre de blessés; on leur prit aussi deux pièces de canon, et le corps du chérif Hassen fut reconnu parmi les morts.

CORAIM.

23 *mars* 1800. — Les Français faisaient fuir devant eux l'armée ottomane qu'ils avaient vaincue à Héliopolis, et qui malgré cela, par des combats continuels, tâchait de les arrêter dans leur marche victorieuse. Trois mille Turcs assaillirent, le 23 mars 1800, à Coraïm, la division que commandait Régnier. Leur audace ne put être modérée que par l'artillerie; Kléber, qui entendit la canonnade, vint au secours de Régnier, avec ses guides et le septième régiment de hussards. L'ennemi, par un mouvement subit, ne lui donnant pas le temps de prendre une position, tomba sur les Français avec

tant de précipitation, et fit une charge si impétueuse, que les guides, forcés de franchir l'espace qui les séparait de Régnier, ne purent se servir de leur artillerie. On mit en pièces les conducteurs, et chacun ne pensa plus qu'à sa propre défense dans cette mêlée qui devint générale. Les habitans de Coraïm tombent avec des lances et des fourches sur la gauche des Français qu'ils croient perdus, parce qu'ils sont entourés de toutes parts. Le quatorzième régiment arriva dans ce moment fort à propos, car le danger devenait pressant. Alors les Français reprirent l'offensive, et repoussèrent les Turcs, après leur avoir tué trois cents hommes.

COROGNE (LA).

Du 12 au 16 janvier 1809. — La flotte anglaise était en rade de la Corogne, prête à embarquer les débris de la première armée envoyée sur la péninsule, lorsque le duc de Dalmatie partit le 12 janvier de Betanzos, où il avait enlevé huit pièces de canon et neuf mille fusils, parvint sur le Méro, et trouva le pont de Burgo coupé par les Anglais. Tandis qu'on les chassait de ce village, le général Franceschi remonta la rivière, et la passa en peu de temps sur le pont de Sela, pour intercepter la grande route de la Corogne à San-Yago, où il prit plusieurs officiers et soixante soldats. Le 13, l'ennemi fit sauter deux magasins à poudre, situés à Sainte-Marguerite, non loin de la Corogne : la détonation se fit sentir à plus de trois lieues dans les terres. Le 14, le pont de Burgo se trouvant rétabli, l'artillerie française put y passer. On voyait l'ennemi en position sur deux lignes, à une demi-lieue en avant de la Corogne : il embarquait en toute hâte ses malades et ses blessés, dont les espions portaient le nombre à environ quatre mille hommes. Le 14, à la fin du jour, on vit paraître un nouveau convoi de cent soixante voiles, parmi lesquelles on remarquait quatre vaisseaux de ligne. Le 15, au point du jour, les divisions des généraux Merle et Mermet arrivèrent sur les hauteurs de Villaboa, d'où elles culbutèrent aussitôt l'avant-garde ennemie. La droite des Français fut appuyée au point d'intersection des deux routes de la Corogne à Lugo et à San-Yago : la gauche fut placée en arrière du village d'Elvina. L'ennemi occupait en face de très-belles hauteurs. On employa le reste de la jonrnée du 15 à placer une batterie de douze pièces de canon.

Le 16, vers trois heures après-midi, le duc de Dalmatie ayant donné l'ordre de l'attaque, les Anglais furent abordés par la première brigade de la division Mermet, qui les délogea sur-le-champ du village d'Elvina. Le deuxième régiment d'infanterie légère soutint sa réputation; le général Jardon, à la tête des voltigeurs, déploya le plus grand courage. L'ennemi, culbuté de ses positions, se retira dans les jardins qui sont autour de la Corogne, et la nuit suspendant l'attaque par son obscurité profonde, l'ennemi sut en profiter pour s'embarquer en toute hâte. Les Français n'avaient engagé dans ce combat qu'environ six mille hommes, et tout avait été disposé pour une affaire générale, qui devait avoir lieu le lendemain. Le général en chef, sir John Moore, fut tué d'un coup de canon, et l'on trouva sur le champ de bataille, où gisaient huit cents hommes, les corps de cent dix officiers, de quatre colonels et de trois généraux. On prit vingt officiers de divers grades, trois cents soldats et quatre pièces de canon. L'opinion des déserteurs et des habitans du pays fut que le nombre des blessés excédait deux mille cinq cents. Suivant leur habitude dans une déroute, les Anglais laissèrent sur cette côte plus de quinze cents chevaux qu'ils avaient tués à coup de pistolet.

Les généraux Merle, Jardon, Franceschi et Mermet, accrurent leur réputation; le colonel du quarante-septième régiment montra la plus grande bravoure; un porte-aigle du trente-unième d'infanterie légère tua de sa main un officier anglais qui, durant la mêlée, avait voulu lui enlever son aigle; le général d'artillerie Bourgeat et le colonel Fontenay se montrèrent dignes d'éloges.

Le 17, à la pointe du jour, on vit les deux convois anglais mettre à la voile, et, le 18, tout avait disparu. Du haut du fort de Sandiego, le duc de Dalmatie avait fait canonner les bâtimens de transport: sept d'entre eux échouèrent, et tous les hommes qu'ils portaient allèrent joindre les autres prisonniers. On s'était déjà emparé de trois mille fusils dans l'établissement de Payoza; on prit également les magasins de l'ennemi, ses munitions, ses bagages, cinq cents chevaux vivans, beaucoup d'artillerie de siége, seize mille fusils, deux cents milliers de poudre et deux cents pièces de canon trouvés à la Corogne.

Ainsi se termina la première expédition que les Anglais avaient envoyée en Espagne. Des trente-huit mille hommes

qu'ils avaient débarqués, à peine vingt-quatre mille revirent l'Angleterre.

A la prise de la Corogne, on délivra le général Quesnel et son état-major, le consul Fourcroy, l'officier d'ordonnance Bongars, l'auditeur Tabourean et trois cents cinquante Français. Ils se louaient beaucoup des officiers de la marine espagnole.

CORON.

17 *septembre* 1793. — Les Rossignol, les Santerre, ces hommes qui, aussi ignorans que présomptueux, voulaient conduire les armées sans avoir même l'idée de l'art militaire, avaient en 1793, entre leurs mains, le sort des armes républicaines dans la Vendée, tandis que les troupes qui combattaient l'ennemi extérieur étaient commandées par des chefs aussi instruits que courageux. Des opérations mal combinées, des vues fausses mirent les Vendéens dans le cas de nous faire éprouver des défaites et des revers multipliés. Dans les huit premiers jours de septembre 1793, les généraux Santerre et Duhoux reçurent de Rossignol, l'ordre de se porter sur Chollet, et, pendant ce temps-là, les colonnes de Luçon et de Fontenay reçurent celui de reprendre leur première position. On ne peut ni concevoir ni deviner le but d'un ordre semblable. L'alarme se répandit dans l'armée de Chalbos, qui obéit : on se crut trahi, et la désertion se mit dans la levée en masse. On fit sentir à Rossignol les conséquences funestes d'un ordre qu'il révoqua et qu'il désavoua même. Les attaques partielles avaient perpétué la guerre funeste de la Vendée, et cependant Rossignol paraissait vouloir adopter ce système. Huit mille hommes de troupes réglées, et dix mille de la levée en masse, commandés par le général Santerre, reçurent ordre de se rendre devant Vihiers. Santerre, ayant placé ses avant-postes à une demi-lieue de Coron, fit bivouaquer son armée en face de cette ville, près du château de Coudray-Monbault. Le lendemain matin, l'avant-garde fit des dispositions pour attaquer le village. Coron était occupé par d'Elbée, avec vingt-quatre mille Vendéens. Aussitôt que les avant-postes des royalistes eurent vu les républicains, ils cherchèrent, en se repliant, à les faire descendre des hauteurs, et à les attirer vers eux. Santerre ne connut pas le piége, donna dedans, et ordonna au général Thureau

d'entrer dans Coron, à la tête de l'avant-garde qu'il commandait. Pendant que le corps de l'armée se rangeait en bataille sur la hauteur de la Grille, à une demi-lieue du village, les Vendéens, ayant en face Coron et le chemin du bois de Vezin, se déployaient du côté opposé sur les hauteurs du bois de Laroche : le village fut fouillé par les tirailleurs républicains éparpillés. Les républicains avaient mis leur artillerie en batterie sur la grande route; d'Elbée, qui avait formé le croissant, en balança le feu avec trois pièces de huit. Santerre ordonna qu'on fît avancer de nouvelles troupes et quelques pièces d'artillerie légère, mais on y traîna tout le parc d'artillerie : ce seul trait suffit pour faire connaître la manière dont les dispositions étaient prises et exécutées. Toute cette artillerie encombra le village de Coron, qui est enfoncé entre des hauteurs : on chercha à le dégager, et à retirer les canons; mais pendant ce temps-là les troupes se ralentirent; les volontaires se replièrent, parce que, n'étant pas appuyés, ils ne purent seuls soutenir le choc des ennemis. Alors la ligne fut rompue, le désordre se mit par-tout, chacun prend la fuite et se sauve : la déroute est complète. Les fuyards sont atteins de tous côtés par les Vendéens, mais rien n'égale la terreur de la levée en masse; aussi fut-elle la plus maltraitée. La fatigue et la frayeur firent périr autant de monde que le fer des royalistes. L'épouvante des républicains fut cause qu'ils se tuèrent les uns les autres, se prenant mutuellement pour des ennemis. Deux bataillons se réunirent, et se mirent sous les armes sur les hauteurs de Concourson en avant de Doué : ils réussirent à arrêter les débris de l'armée qui fuyait et se sauvait vers Saumur. Santerre prit position à Doué, presque toute l'artillerie de cette division, et une grande quantité de fusils furent pris par d'Elbée. Telle fut la défaite trop fameuse de Coron; on la nomme plus communément *la deroute de Santerre*. On ne put voir sans indignation qu'il eût rangé son armée à Coron comme une procession, et encombré le village de son artillerie; qu'il l'eût placée dans un enfoncement, et que malgré les observations et l'avis de ses gardes, il eût négligé de s'emparer des hauteurs du bois de Laroche. Tous ces griefs cependant ne firent point mettre Santerre en accusation, et il fut bientôt oublié.

CORONA.

11 *août* 1796. — Buonaparte avait battu le général Wurmser à Castiglione ; malgré cela il voyait avec inquiétude que ce général semblât vouloir se maintenir dans les positions importantes de la Corona et de Montebaldo. Il ordonna donc à Masséna d'attaquer, avec ces positions, celle de Préabolo : Masséna y prit quatre cents Autrichiens et six pièces de canon.

CORSE (L'ÎLE DE).

1793. — L'assemblée constituante avait commis une imprudence en permettant à Paoli de retourner en Corse, et surtout en le mettant à la tête des forces militaires de ce pays. Elle aurait dû se défier des partisans de ce général, et sentir que le Corse, naturellement fier, obéirait difficilement à tout autre qu'à un concitoyen. La Corse nomma des députés à l'époque où la convention s'empara du gouvernement ; mais Paoli, par un acte d'ingratitude envers sa patrie adoptive, chercha bientôt non-seulement à séparer la Corse de la France, mais à lui donner les Anglais d'abord pour protecteurs, et ensuite pour maîtres. Ne se contentant pas de retirer les députés qu'elles avaient à la convention, les villes de Corse et d'Ajaccio attaquent les troupes de la république avec des soldats commandés par Paoli, créé leur généralissime. Devenu ensuite président de la consulte, ce fut par ses ordres que les partisans de la France furent condamnés à mort, et que Casabianca et Salicetti furent proscrits. Le représentant Lacombe-Saint-Michel fut envoyé en Corse par la convention, afin de comprimer cette rebellion ; il commença par former une petite armée de toutes les gardes nationales qui se trouvaient en Corse, en y réunissant l'infanterie légère, la gendarmerie, les matelots, et tout ce qui composait les garnisons. La présence des Anglais, maîtres de la Méditerranée, donna de la hardiesse à Paoli, qui s'empara de Murato. Le général Saint-Michel ne l'eut pas plutôt appris que, quittant Calvi, il se rend à la hâte à Saint-Florent, et, après avoir menacé Bigulia et Murato, se précipite, à la pointe du jour, sur le poste de Farinole, quoiqu'il fût défendu par un chef décidé à vaincre ou à périr, et par des pièces de

campagne. Le général Saint-Michel reçut une blessure dans le combat qui fut aussi opiniâtre que sanglant. Les révoltés firent des efforts incroyables qui n'empêchèrent pas le général français de s'emparer de tous les postes par lesquels étaient séparées les villes restées fidèles à la France, d'avec le cap Corse. Les ennemis furent intimidés par cette victoire; mais après la reprise de Toulon, les Anglais débarquèrent avec douze mille hommes vers le golfe Saint-Florent, et portèrent, sur la Corse, toutes les forces qui étaient dévenues disponibles, depuis que les Français étaient rentrés à Toulon. Avec douze cents hommes seulement, le général Lacombe ne céda le terrain que pied à pied; mais à la fin, il fut forcé par le nombre de se replier sur Saint-Florent, où il resserra ses lignes. Les Anglais, soit défaut de hardiesse ou impéritie, ne surent pas profiter de la position critique du général français, et cependant ils avaient, à juste raison, regardé sa retraite comme une preuve de faiblesse. Lacombe-Saint-Michel se tira du péril où il était par une ruse. Dans la rade de Bastia, se trouvait un vaisseau ragusain; il fait venir le capitaine, lui donne beaucoup d'argent, et lui en promet encore davantage, s'il parvient à soustraire, à la vigilance des croiseurs anglais, une lettre qu'il lui remet avec mystère, pour le consul de France résidant à Gênes : « J'ai, disait-il au consul, éprouvé un échec à Saint-Florent; mais de la nouvelle position où je suis, j'ai tendu un piége aux Anglais, et pas un seul n'échappera s'ils tombent dedans. » Le perfide Ragusain, poussé par l'avarice, ne fut pas plutôt sorti de Bastia, qu'il vendit sa dépêche à l'amiral anglais. Pendant six semaines, les Anglais n'osèrent faire aucune tentative contre Bastia. Le résultat de cette ruse fut de donner au général le temps de se fortifier. Il est vrai que pendant ce temps-là, les Anglais firent venir des Napolitains à leur aide. L'arrivée de tout secours était interdite aux Français par vingt vaisseaux, qui croisaient dans ces parages. Avec des forces si considérables, les Anglais sommèrent Bastia de se rendre : Venez, je vous recevrai avec des boulets rouges. Telle fut la réponse du général français. Une de leurs frégates entra, dès le même soir, dans la rade, et s'embossa en face de la ville. Elle n'eut pas plutôt jeté l'ancre, que le général, placé à la batterie la plus avancée, dirigea et fit tirer sur elle toutes ses batteries. Le cinquième boulet mit le feu à la frégate, qui se perdit malgré les secours de

vingt vaisseaux, après avoir brûlé pendant douze heures. Le courage du général Lacombe semblait être passé chez tous les soldats, et les avoir animés; grenadiers et habitans, tous rivalisèrent de valeur; et les femmes, oubliant leur délicatesse, portèrent des sacs de terre à l'endroit où l'on formait des batteries. Le succès, malheureusement, ne couronna pas ce beau dévouement et une si rare intrépidité; car, privés de tout secours, les assiégés furent forcés de se rendre aux Anglais. Calvi éprouva le même sort : cette ville, il est vrai, n'était plus qu'un monceau de cendres quand elle se rendit. En 1793, on chassa tous les partisans de la France, et les choses restèrent dans cet état jusqu'à l'époque où l'Italie fut conquise par Buonaparte.

Octobre 1796. — Les Corses supportaient avec beaucoup d'impatience le joug des Anglais, quand Buonaparte, occupé de la conquête de l'Italie, jeta ses regards sur sa patrie. Le traître Paoli, pour récompense de sa perfidie, avait été chassé de l'île. Les Français étaient regrettés par la Corse, où commandait un despote, un vice-roi, que le monarque anglais y avait envoyé, quoiqu'on eût promis en son nom, à ce pays, un gouvernement libre et représentatif. Ajaccio se trouva fier d'avoir vu naître dans ses murs Buonaparte, vainqueur de l'Italie, et dont la renommée répandait partout les exploits. Ce général, la gloire de sa patrie, et alors le bouclier de la France, devint l'idole des Corses, qui n'éprouvaient plus que de l'horreur pour les Anglais. Les soldats craignaient de sortir de leurs quartiers. Le vice-roi, ayant voulu visiter l'intérieur de l'île, fut publiquement insulté, on le força à retourner honteusement à Bastia; on porta les choses jusqu'au point de méconnaître l'autorité britannique, et de se refuser à lui payer les tributs. Suivant toutes les apparences, les Anglais devaient bientôt être expulsés de la Corse, et il devait s'y opérer un mouvement favorable à la France. Le général Gentili s'y montra précisément à cette époque. Il avait été envoyé à Livourne, avec une simple division de gendarmerie, par Buonaparte, qui avait été informé des dispositions du peuple, et de la haine qu'il portait aux Anglais. Le 20 octobre 1796, le général de brigade Casalta, auquel s'étaient réunis les réfugiés corses, s'embarqua à Livourne, et aborda près de Bastia, après avoir échappé à la vigilance des croiseurs anglais. Il fut joint,

en débarquant, par un grand nombre de patriotes qui marchèrent avec lui contre Bastia. Les Anglais tenaient encore dans le fort; mais ils furent sommés de se rendre sous une heure. Quand le général Casalta fit faire cette sommation, il était maître des hauteurs, et s'était fait appuyer par la majorité des citoyens. On s'imaginait bien avoir à combattre; car la garnison était forte de trois mille hommes, et la place était menacée de se voir foudroyée par plusieurs vaisseaux mouillés dans la rade. Tout annonçait donc une vive résistance; mais à l'instant où l'on s'y attendait le moins, on voit les Anglais abandonner la citadelle, s'enfuir précipitamment vers le port, et s'embarquer avec le plus grand désordre. Si dans ce moment-là les Français les avaient attaqués, ils les auraient tous exterminés, à cause de la précipitation qu'ils mettaient dans leur fuite. Comme ils ne purent assez tot charger leurs vaisseaux, on prit une grande partie de leurs magasins, et on leur fit huit à neuf cents prisonniers. Après s'être emparé de Bastia, Casalta, avec deux pièces de canon, se porte sur Saint-Florent, et en un jour, les gorges de San-Germano sont forcées. Sa marche ne put être retardée par le feu de deux vaisseaux embossés sur le chemin de Saint-Florent; il pénétra dans la ville, prit des mortiers, des canons, et une partie de la garnison anglaise. Dès ce moment, l'escadre anglaise s'éloigna assez pour ne pas être exposée au feu des batteries de terre. Le vice-roi s'enfuit de Bastia avec quelques troupes, et se réfugia à Porto-Ferrajo. La garnison de Bonifacio se rendit peu de jours après, et l'on vit paraître, devant Ajaccio, le chef de bataillon Bonnelli. Le général Gentili, et le reste des réfugiés, vinrent bientôt le rejoindre de Livourne, où ils s'étaient embarqués. Par-tout les Anglais prirent la fuite à l'aspect des Français; ils manquaient de vivres, leurs vaisseaux étaient mal équipés, leur armée était dans le plus parfait dénuement, et ils ne pouvaient douter que leurs exactions et leur tyrannie les avaient rendus odieux aux habitans de la Corse. Trois semaines suffirent pour les chasser entièrement de tous les lieux qu'ils occupaient. Par cette révolution, qui eut pour principal mobile la gloire de Buonaparte, la Corse fut réunie à la France.

COSSARIA.

13 *avril* 1796. — A l'instant où les gorges de Millésimo étaient forcées par le général Augereau, le 13 avril 1796, les Autrichiens et les Sardes étaient chassés de toutes leurs positions par les généraux Joubert et Mesnard, et un corps de quinze cents Autrichiens, que commandait le général Provera, se trouvait enveloppé par une manœuvre rapide et hardie des généraux français. Provera, ne voulant ni déposer les armes, ni se rendre prisonnier, se retira sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retrancha dans les ruines d'un vieux château, dont la position était très-forte. Les plans de Buonaparte pouvaient être dérangés et déconcertés par ce mouvement audacieux, et par une résistance opiniâtre. L'artillerie d'Augereau reçut ordre d'avancer, et pendant plusieurs heures on se canonna. Buonaparte, impatienté de voir qu'une poignée d'hommes arrêtait sa marche, somma Provera de se rendre. Celui-ci, ayant demandé à parlementer, proposait des conditions peu raisonnables, afin seulement de gagner du temps. Comme la nuit approchait, Augereau, fatigué de toutes ces lenteurs, marche sur le château de Cossaria avec ses troupes rangées en quatre colonnes. Joubert, grenadier autant par la taille que par le courage, et que ses connaissances militaires pouvaient mettre au rang des premiers généraux, était déjà avec sept hommes dans les retranchemens des ennemis, quand une balle le frappa à la tête et le renversa; les soldats, le croyant mort, commencèrent par ralentir la marche, et finirent par rétrograder. Le plus profond silence régnait parmi les soldats de la seconde colonne, tandis qu'elle s'avançait vers le lieu où elle devait former son attaque. A peine arrivé au pied des retranchemens ennemis, le général Banel reçoit un coup mortel. L'adjudant-général Guénin, qui commandait la troisième colonne, périt de la même manière. La nuit suspendit le combat. Il pouvait arriver que, pendant l'obscurité, Provera cherchât à se faire jour l'épée à la main. Buonaparte, pour l'en empêcher, forma des épaulemens avec des tonneaux, y plaça, à demi-portée de fusil, des batteries d'obusiers, et fit cacher derrière tous ses bataillons. Le lendemain, Augereau continua de bloquer Provera, et Buonaparte acheva sa victoire à Millésimo. Provera, ne pouvant espérer aucun secours, et n'ayant pas de vivres, se rendit prisonnier de guerre avec ses troupes.

COSSEIR.

29 *mai* 1798. — Cosséir, port le plus méridional de l'Egypte sur la mer Rouge, fut pris, le 29 mai 1798, par le général Belliard, qui y trouva un fort garni de quelques pièces de canon. Si les Français se fussent maintenus dans ce poste, il leur ouvrait un passage dans les mers de l'Inde, et par conséquent devenait pour eux extrêmement important. On s'empara de Cosséir sans éprouver la moindre résistance. Le général Desaix consentit à prendre sous sa protection, les marchands qui vinrent l'en prier.

14 *août* 1798. — On ne tarda pas à s'apercevoir combien le général Belliard avait agi prudemment en mettant le fort de Cosséir en état de défense, et en y laissant pour commandant le général Donzelot. Les Anglais devaient nécessairement se hâter de chercher à enlever aux Français un poste qui portait tant d'ombrage à leurs possessions dans l'Inde, et qui ouvrait aux Français de l'Egypte la facilité de communiquer avec ceux des îles de France et de la Réunion. Le fort de Cosséir fut canonné, le 14 août, par deux frégates anglaises qui s'embossèrent devant. Les Français firent virer de bord douze chaloupes, qui avaient été mises en mer pour porter à terre des hommes de débarquement. Toute la nuit le feu des frégates continua. Le lendemain, pendant que trois cents hommes débarquaient au village, où leurs frères d'armes n'avaient pas osé aborder la veille, les deux frégates, voulant battre le fort en brèche, changèrent de position. Les Anglais ne furent pas plutôt à terre, que les chasseurs de la vingt-unième, qui étaient embusqués, firent sur eux un feu si vif, qu'ils prirent la fuite, abandonnant leurs morts et leurs blessés. On tenta, le soir, un nouveau débarquement du côté du sud. Le port, pendant ce temps, ne discontinua pas d'être battu en brèche. Le dessein de l'ennemi n'échappa pas au général Donzelot. Il plaça encore quelques soldats en embuscade, et les Anglais, sous un feu qui les prenait de front et en flanc, regagnèrent leurs barques avec autant de précipitation que le matin. Les Anglais auraient dû être dégoûtés après tant d'échecs; cependant leur feu continua, et le 16, ils débarquèrent des munitions, une pièce de six et quatre cents hommes. On attaqua ces nouveaux débarqués, on les mit en

fuite, et l'on prit leur canon avec ses agrès. Enfin, les frégates mirent à la voile et disparurent, après avoir, sans interruption, tiré pendant soixante-quatre heures. Six mille boulets, trouvés sur le rivage, prouvèrent d'une manière bien évidente, et la vivacité du feu des ennemis, et la valeur des Français, qui rendirent inutile une semblable tentative.

COSTHEIM.

Septembre 1795.— Après la prise de Dusseldorff, Championnet s'approcha de la Nidda pour attaquer Costheim, près de Cassel. Ce village fut pris et repris six fois. La mort de six mille Français ou Prussiens, dont les os couvraient encore les campagnes, avait déjà rendu Costheim trop malheureusement fameux. Les rangs des Français, continuellement rompus par le canon de Cassel et par les batteries flottantes du capitaine Williams, sur le Mein, étaient au même instant reformés. Des ruines et des cendres brûlantes furent tout ce que l'ennemi laissa, en se retirant la nuit de Costheim, où il s'était défendu avec un acharnement à peine croyable. « Dans ce combat terrible, qui se livra en septembre 1795, un des plus meurtriers où je me sois trouvé, dit Championnet, dans ses mémoires, un officier de la cinquante-neuvième demi-brigade, fait prisonnier, s'aperçoit que nos tirailleurs cessent leur feu, dans la crainte de le blesser; il s'écrie d'une voix forte, au milieu des soldats autrichiens, qui l'entraînaient : Camarades! tirez toujours. » Les soldats se battaient corps à corps, et dans leur fureur, ceux qui n'avaient pas d'armes, se servait de leurs dents. Un soldat français, à qui un Autrichien avait coupé le doigt avec ses dents, a été vu à l'hôpital d'Hocheim, par tout l'état-major de Championnet.

COURTRAI.

17 *juin* 1792.—Le maréchal Luckner, déjà vainqueur à Ypres et à Menin, avait ordonné à MM. de Valence et Jarry, officiers-généraux, de se porter avec son avant-garde, près de Courtrai. S'y étant rendu lui-même, pour voir leurs dispositions, il les trouva si bonnes, qu'il donna aussitôt l'ordre d'attaquer cette place. L'ennemi avait neuf cents hommes dans un triple retranchement au midi de la ville. Le maréchal commanda à M. de Valence l'attaque du front de ce retranchement, et à

M. Jarry celle du flanc droit. La canonnade fut très-vive; l'attaque dura trois heures; les Autrichiens se défendirent avec acharnement. MM. de Valence et Jarry, au rapport du digne maréchal, montrèrent, avec beaucoup de zèle et de bravoure, des talens vraiment militaires. On força l'ennemi dans ses retranchemens: il y perdit soixante-sept hommes, des prisonniers et du canon; du côté des Français, un seul fut tué et douze blessés. Quand ils entrèrent dans la ville, les habitans les accueillirent avec des démonstrations d'alégresse inexprimables.

Le maréchal Luckner, chargé d'ans et de gloire, s'exposait encore au péril avec l'audace d'un jeune grenadier. Plusieurs officiers le priaient de ménager davantage une tête si précieuse, et ces prières étaient appuyées par les acclamations de plusieurs milliers de soldats. *Bon*, *mes amis*, répondit le guerrier avec enthousiasme, *ne craignez rien; les balles respectent les braves.*

Des chasseurs belges, qui servaient dans l'armée française, avaient écrit à un limonadier de Courtrai, qu'il eût à leur tenir du café tout préparé pour le 18, à sept heures et demie du soir. Le cafetier n'y manqua point; mais les chasseurs ne prirent leur café *qu'à sept heures trois quarts.*

Novembre 1792. — Dumouriez, vainqueur à Jemmapes, n'eut qu'à se montrer devant les villes pour les prendre. Celle de Courtrai, qui avait autrefois soutenu des siéges avec gloire, ne fit pas plus de résistance que les autres, et se livra au pouvoir des Français, sans coup férir, en novembre 1792. Au printemps suivant, les Autrichiens, vainqueurs à Nerwinde, s'en rendirent maîtres avec la même facilité.

26 *avril* 1794. — Au commencement de la campagne de 1794, le comité du salut public n'envoya pour toute instruction aux généraux que l'ordre de vaincre. Les Autrichiens occupaient Condé, Valenciennes, le Quesnoi, lorsque Pichegru prit le commandement et se mit sous le poids de la plus effrayante responsabilité. Les circonstances difficiles ne manquèrent pas d'inspirer à son génie des combinaisons heureuses, dont l'exécution était garantie par la valeur et les connaissances de ses généraux. Il mit à profit la réponse de Turenne, qui, interrogé par le Grand-Condé sur la marche à suivre dans une guerre contre la Flandre, répondit: *Faire*

peu de siéges et livrer beaucoup de combats. Quand vous aurez rendu votre armée supérieure à l'ennemi par le nombre et par la bonté des troupes, quand vous serez maîtres de la campagne, les villages vous vaudront des places; mais on met son honneur à prendre une ville forte bien plus qu'aux moyens de conquérir aisément une province. Pichegru prit cette leçon pour boussole, et exécuta ce que Turenne, entravé par l'altier Louvois, n'avait pu que dire. Pour reprendre aux Autrichiens les places de la Flandre, il aurait fallu sacrifier cent mille hommes, dépenser cent millions et risquer dix batailles : les soldats français ne tenaient plus dans ces campagnes, que des combats malheureux rougissaient sans cesse de leur sang. Pichegru voulut faire une puissante diversion : ayant colloqué des forces considérables devant Guise et Cambrai, il ordonna une invasion dans la Flandre maritime. Trente mille hommes, rassemblés sous Lille, aux ordres du général Souham, et vingt mille ayant Moreau à leur tête, s'avancèrent. Souham, marchant par tous les chemins qui sont à la droite de Menin, et forçant tous les postes, arriva à Courtrai, où il entra sans difficulté, le 26 avril 1794.

10 *mai* 1794. — Cette marche, aussi audacieuse qu'inattendue, étonna les impériaux, qui rassemblèrent aussitôt leurs troupes éparses aux environs de Tournai : comme ils volaient au secours de Menin, ils furent battus sur le mont Castrel. Pour couvrir la Flandre, il fallait chasser les Français de Courtrai : ce fut le projet de Clairfait, qui vint les y attaquer, le 10 mai, par la gauche de la Lys; mais il trouva une si forte résistance, qu'il fut obligé de battre en retraite. Le lendemain, ce furent les Français qui eurent ordre d'attaquer Clairfait, à trois heures de l'après-midi. Une sortie devait s'effectuer, tandis que les généraux Macdonald et Malbranck prendraient à dos l'ennemi. Le général Clairfait avait pris ses mesures : depuis la chaussée de Bruges jusqu'à celle de Menin, s'élevaient sept batteries menaçantes dont deux, vomissant la mitraille, regardaient les seuls défilés par où les Français pussent venir se mettre en bataille; des tirailleurs autrichiens remplissaient les maisons des faubourgs, les blés, les colzas; leurs bataillons et leurs escadrons, rangés dans la plaine, y dessinaient un arc. Que d'obstacles ! Nos soldats n'en furent pas intimidés, malgré leur jeunesse : ils opérèrent leur sortie

au milieu des balles, de la mitraille et des boulets, qui emportaient des rangs entiers, et ils parvinrent à se mettre en ordre de bataille; alors ils firent preuve de leur intrépidité, et se battirent avec tant d'acharnement jusqu'à dix heures du soir, que le général Clairfait, cédant la victoire, profita des ombres de la nuit, augmentées par un épais brouillard, pour effectuer sa retraite sur Thielt, laissant sur le champ de bataille ses morts et ses blessés. Le général autrichien Waneckeim y fut tué. Si Macdonald avait pu faire arriver à temps ses troupes, fatiguées par des marches continuelles, la victoire était décisive. L'émulation des nouvelles cohortes françaises se signala dans cette bataille, la seconde qu'elles livraient aux Autrichiens; elles virent sans crainte et non sans émotion leurs camarades, morts ou blessés, passer dans leurs rangs, entre les bras des chirurgiens. Leur bravoure s'accrut du désir de la vengeance : deux fois ces jeunes soldats furent repoussés; ils revinrent à la charge une troisième, et leur terrible baïonnette ayant enfoncé l'ennemi, détermina la victoire, long-temps flottante et incertaine.

17 *mai* 1794. — L'empereur d'Allemagne s'était rendu lui-même sur les frontières de la Flandre, théâtre d'une suite d'opérations malheureuses et contraires à son attente. Il vint à Tournai, escorté de vingt mille hommes, sous les ordres du prince de Cobourg. Le duc d'Yorck, commandant l'armée anglaise et hanovrienne, s'étant joint à lui, ils conçurent le projet, bien téméraire, de bloquer la partie de l'armée française cantonnée à Courtrai. Après avoir concerté ses mouvemens avec ceux de Clairfait, le duc d'York, partant le 17 mai de Tournai, avec quarante-cinq mille hommes, attaqua le camp de Sainghin, et s'empara de tous les postes sur la droite de la grande route de Lille à Courtrai. En même temps Clairfait sortit de Thielt avec vingt-cinq mille hommes, passa la Lys à Warwick et à Commines, et vint se placer sur les élévations de Lincelles et Blaton. Encore trois quarts d'heure de marche, il opérait sa réunion avec le duc d'Yorck, et interceptait toute communication entre Lille et Courtrai; heureusement, soit impossibilité, soit lenteur, il n'effectua pas cette jonction. Pichegru aperçut le danger ; dès la pointe du jour, il attaqua l'ennemi; la vigueur de la résistance prolongea le combat bien avant dans la journée; enfin, l'audace et l'opiniâtre bravoure du soldat français obtinrent l'avantage.

L'armée anglaise, hanovrienne et autrichienne, enfoncée de toutes parts, se précipita vers l'abri de Tournai, laissant une quantité prodigieuse de morts et de blessés; outre cela, quinze cents prisonniers, beaucoup de chevaux de selle et de trait, soixante pièces de canon, une grande quantité de bagages et de caissons, tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Ce même jour, le général Moreau attaqua le corps du général Clairfait. La supériorité du nombre et l'excellence des positions donnèrent aux Autrichiens un moment de succès : l'avant-garde française fléchit, et les charrois, qui étaient à Allein avec le parc, se mirent en déroute et se replièrent sur Lille. Cet avantage dura peu de temps aux impériaux : la nouvelle du duc d'Yorck mis en fuite arriva, et remit dans le cœur des Français ce courage qui ne devrait jamais en sortir. Clairfait lâcha pied à son tour; on le poursuivit avec ardeur sur la Lys, et l'on ne parlait de rien moins que de le forcer à se rendre, ou à passer la rivière à la nage. Mais Clairfait échappa à ce pressant danger, en profitant de l'obscurité de la nuit pour se mettre de l'autre côté de la Lys.

CRAONNE.

6 *mars* 1814. — Napoléon fit attaquer les hauteurs de Craonne, qui furent enlevées par deux bataillons de la garde. Un jeune officier d'ordonnance, nommé Caraman, tourna la droite à la tête d'un bataillon, et le prince de la Moskowa marcha sur la ferme d'Urtubie. Alors l'ennemi se retira et prit position sur une hauteur qui fut reconnue, le 6 mars 1814, à la pointe du jour. L'ennemi avait sa droite et sa gauche appuyées à deux ravins, et un troisième ravin devant lui; il défendait le seul passage qui joignait sa position au plateau de Craonne. Le duc de Bellune se porta avec deux divisions de la jeune garde à l'abbaye de Vaucler, où l'ennemi avait mis le feu : il l'en chassa, et passa le défilé qui était défendu par soixante pièces de canon. Le général Drouot le franchit également avec plusieurs batteries. Au même instant, le prince de la Moskowa passait le ravin de gauche et débouchait sur la droite de l'ennemi. Pendant une heure la canonnade fut très-forte. Le général Grouchy parut avec sa cavalerie; le général Nansouty, avec deux divisions, passa le ravin, sur la droite de l'ennemi. Une fois le défilé franchi

et l'ennemi forcé dans sa position, il fut poursuivi pendant quatre heures, et canonné par quatre-vingts pièces à mitraille, ce qui lui causa une perte considérable. Cette bataille, où l'ennemi perdit six généraux et environ cinq à six mille hommes, fut extrêmement glorieuse pour l'armée française.

CRÉMONE.

16 *avril* 1799. — Buonaparte, après la victoire de Lodi, entra, le 14 mai 1796, à Crémone, qui lui ouvrit ses portes. Par suite de la bataille du Magnan, les Autrichiens reprirent cette place, le 16 avril 1799.

20 *avril*. — L'arrière-garde des Français et la division du général Kaïm, quatre jours après la prise de Crémone, le 20 avril, eurent sous les murs une affaire très-chaude, par suite de laquelle les Français furent forcés de repasser l'Adda. Pendant ce temps-là, l'armée combinée se portait sur Pizzighitone.

1800. — Crémone ne resta qu'une année au pouvoir des Autrichiens. Les Français, à l'époque où Buonaparte rentra triomphant dans l'Italie, trouvèrent, dans les nombreux magasins de cette place, de grandes ressources pour le soutien de leurs nouvelles victoires. Cette perte fut bien grande pour les Autrichiens, qui ne pouvaient plus communiquer avec les états héréditaires de l'empereur.

CRÈVECŒUR.

29 *septembre* 1794. — Tout se soumit aux Français, à l'époque où le général Pichegru entra dans les Pays-Bas. On livra beaucoup de combats, mais on fit peu de siéges. Comme on n'assiégeait les places qu'autant qu'elles pouvaient avoir de l'influence sur le succès des opérations ultérieures, on crut assurer les subsistances de l'armée du Nord, et lui donner un appui en s'emparant des forts de Crèvecœur et de Bois-le-Duc. On s'établit d'abord très-près de Crèvecœur, parce qu'il fallait commencer par prendre ce fort pour arriver plus facilement au second. Une partie des endroits par où l'on communiquait avec les tranchées ayant été couverte par quelques digues, on forma des batteries avec des

pièces de campagne et des obusiers. Crèvecœur capitula le 29 septembre 1794; la garnison fut prisonnière sur parole, et sortit avec les honneurs de la guerre. On trouva dans ce fort trois cent quatre-vingts quintaux de poudre, trente-huit canons et quatre obusiers.

CROIX-DES-BOUQUETS.

23 *juin* 1793. — Les Espagnols se fortifiaient à la Croix-des-Bouquets : le général Servan n'en fut pas plutôt instruit, qu'il les y attaqua, le 23 juin 1793. Ses troupes, divisées en quatre colonnes, assaillirent dans le même moment tous ces postes des Catalans, dont il voulait purger le territoire français, en les forçant à repasser avec promptitude la Bidassoa. On les repoussa par-tout, quoiqu'ils fissent un feu très-vif, et on enleva leur camp : plus de quarante pièces de canon, placées en batterie sur la montagne au-delà de cette rivière, protégeaient par leur feu une position retranchée, qu'on appelle le camp de Louis XIV, sur laquelle les Espagnols s'étaient retirés : elle fut emportée, et moins de quinze cents Français firent fuir quinze cents Espagnols placés si avantageusement, et protégés par une si formidable artillerie. L'ennemi repassa en désordre la Bidassoa, et coupa le pont qui était dessus. Ce jour-là, l'adjudant-général Darnaudat fut blessé trois fois : un boulet emporta le bras droit à un grenadier d'Angoumois; Darnaudat cherchait à lui témoigner combien il était sensible à cet accident : « Ne me plaignez pas, répondit le brave, j'ai encore un bras pour servir ma patrie. » D'un autre côté, un chasseur de la Haute-Garonne reçoit une blessure. « Tu as tort, dit-il à un de ses camarades qui voulait le plaindre, *Pœte, non dolet.* » C'est ainsi qu'en tirant vanité des blessures qu'ils recevaient à la défense de la patrie, les soldats français méprisaient la mort. Les Espagnols avaient élevé des retranchemens sur le territoire français : six cents hommes les renversèrent le lendemain, afin d'effacer même le souvenir de leur entrée en France.

CUENÇA.

22 *avril* 1811. — Le général espagnol Saint-Martin avait rassemblé dans la province de Cuença des forces assez considérables. Il s'était retranché en avant de Cuença, sur une

hauteur très-avantageuse. Le général français La Houssaye, ayant rencontré les avant-postes ennemis, les attaqua vivement, et sa cavalerie les culbuta avec le plus grand succès. Aussitôt il fut résolu qu'on assaillirait les Espagnols sur la hauteur; et en conséquence, l'artillerie française se porta sur la gauche pour prendre une excellente position, d'où elle battit en écharpe la position ennemie, qui fut en même temps attaquée de front. Avec une bravoure admirable, l'infanterie aborda à la baïonnette, et enfonça les Espagnols, tandis que la cavalerie se porta sur la route de Priego, pour leur fermer la retraite. Dès-lors le plus grand désordre régna dans leurs rangs : poussés de tous côtés, ils ne résistèrent plus ; la terre fut couverte de leurs morts ; un bataillon entier se rendit avec ses armes, le reste se précipita alors sur la rivière Xucar ; mais plus de cinq cents, poursuivis de trop près par la cavalerie française, furent noyés, et en fuyant, trouvèrent dans la rivière une mort, qui leur eût été plus glorieuse sur le champ de bataille. Ces troupes espagnoles, fortes d'environ cinq mille hommes, furent entièrement dissipées : plusieurs détachemens parvinrent à s'échapper à la faveur de la nuit. Le plus grand nombre resta sur le champ de bataille, ou enseveli dans la rivière. Six cents prisonniers, avec vingt officiers, les bagages et les munitions, tombèrent entre les mains des Français, qui se couvrirent d'une grande gloire dans cette journée.

CULLAR.

10 *août* 1811. — Le général en chef de l'armée du midi poursuivit vivement l'armée espagnole, qui venait d'être battue le 9 août 1811, par le général Godinot, près du Rio-Barbata. Le général Latour-Maubourg eut ordre de prendre le commandement de toute la cavalerie, et de se mettre à la poursuite de l'ennemi. Il le rencontra bientôt entre Cullar et Las-Vertientès, et il résolut de l'attaquer. Il parle ainsi lui-même de cette affaire dans son rapport au prince de Neufchâtel, major-général : « C'est à moi à rendre compte de l'affaire de cavalerie qui a eu lieu entre Cullar et Las-Vertientès ; affaire aussi brillante en elle-même, et par ses résultats, que par l'activité et la vigueur avec laquelle elle a été conduite par le maréchal duc de Dalmatie. Effectivement monsieur le maréchal, avec l'avant-garde, composée du dixième régiment

de chasseurs à cheval, du premier régiment de lanciers de la Vistule et d'un escadron du vingt-septième régiment, formant en tout six cents chevaux, a attaqué et culbuté la cavalerie ennemie, forte de plus de quinze cents chevaux, et qui opposait d'autant plus de résistance, qu'elle était soutenue par trois mille hommes d'infanterie, qui n'ont dû leur salut qu'aux montagnes où ils se sont jetés. »

« Le résultat de cette affaire, est d'avoir tué à l'ennemi beaucoup de monde, de lui avoir pris trois cents hommes, parmi lesquels plusieurs officiers, et trois cents chevaux, et de l'avoir divisé et séparé de manière que, forcé de se jeter en désordre dans les montagnes; à droite et à gauche de Chirivel; il n'a aucun moyen de se réunir, et n'offre plus que des fragmens de corps dispersés, fuyant en désordre..... » Les officiers et les soldats français se distinguèrent dans cette affaire très-brillante, et méritèrent d'être mentionnés honorablement par le général en chef.

CUSTATTA.

21 *juillet* 1812. — Le général espagnol Odonnel avait fait tous ses préparatifs pour porter une attaque contre l'armée de Catalogne, et agir sur les côtes de Catalogne ou de Valence. Le général Harispe, à la tête de la deuxième division, était en avant d'Alcoy, en présence de l'armée ennemie: la première brigade occupait Custatta, sous les ordres du général Delort; et la deuxième avait sa position à Ibi, commandée par le colonel Mesclop. Lorsque les intentions d'attaque du général Odonnel furent connues, les Français firent leurs dispositions pour recevoir la bataille. Le 21 juillet 1812, au matin, elle fut engagée par quatre colonnes ennemies, sur Custatta, où commandait Delort. Ce général, d'après les instructions qu'il avait reçues, se retira en échelons, et rappela à lui sur le point indiqué ses camps de Biar et d'Ouill, tandis que le colonel Mesclop, dont les troupes étaient déjà sous les armes, se mit en mouvement pour le rejoindre. Mais tout-à-coup il fut attaqué lui-même, par deux colonnes, formant un corps de six mille hommes, sous les ordres du général anglais Rotch, qui était venu par Xixona. Ces colonnes sont arrêtées par deux pièces de canon, placées dans le petit fort d'Ibi, et par les voltigeurs du quarante-quatrième, avec un peloton de cuirassiers, qui les repoussèrent

et les rejetèrent au-delà d'un ravin. Sûr que l'ennemi serait contenu sur ce point, le colonel Mesclop y laisse quelques compagnies en observation, et, fidèle exécuteur des ordres qu'il avait reçus, il se rend précipitamment sur le champ de bataille. En même temps le général Harispe fait accourir d'Alcoy la réserve d'artillerie et de cuirassiers, et les compagnies d'élite du cent seizième. L'attaque était vive du côté du général Odonnel, et cette attaque était protégée par le feu soutenu et meurtrier de l'artillerie du général ennemi Delfort. Cependant les Français opéraient tous leurs mouvemens avec calme et assurance. Sur le flanc gauche des Espagnols, fut dirigé le vingt-quatrième de dragons, qui arrivait par la droite; et cette marche inquiétant les ennemis, ils établirent deux pièces de canon pour le contenir. Dans ce même moment, le colonel Mesclop s'avançait avec célérité par la gauche. Le général Delort jugea qu'il était temps d'attaquer à son tour; et les Français, avec une vivacité augmentée par la tranquillité où ils avaient été d'abord, se précipitèrent sur l'ennemi de tous les côtés à-la-fois, la cavalerie et l'artillerie au trot, et l'infanterie au pas de charge. Les dragons s'élancent avec impétuosité sur la batterie, qui les mitraillait; dans un instant elle est enlevée, et les canonniers sabrés : le même élan les porte contre une brigade qui soutenait les pièces; elle est abordée, enfoncée, et rend les armes. Avec la même ardeur, l'infanterie et les cuirassiers pénètrent dans Custatta, renversent tout ce qui se présente à eux, mettent en déroute toute la ligne ennemie, couvrent les rues de morts: et le chef de bataillon Heremberger fait poser les armes à quatre cents hommes, qui avaient cru trouver un asile dans le château. Après ce brillant succès, le colonel Mesclop, présumant que les Anglais devaient inquiéter le peu de troupes à la défense d'Ibi, se hâte d'y arriver, rencontre l'ennemi dans le village, l'attaque, le culbute et le pousse au-delà du ravin. Là, il réunit ses forces, le poursuit de nouveau, le renverse de position en position, couvre la route de morts, le rejette à travers les rochers, lorsque les réserves du cent seizième, qui s'étaient avancées par les montagnes pour le prendre par les derrières, le détruisent entièrement. Près de quatre mille hommes tués ou blessés, ou prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent plusieurs officiers supérieurs, signalèrent le succès brillant de cette glorieuse journée.

CUSTRIN.

31 *octobre* 1806. — Les lieutenans de Napoléon achevaient la conquête de la Prusse, tandis qu'il s'occupait à Berlin de donner un gouvernement à ce pays. Sur la fin d'octobre 1806, le maréchal Davoust se présenta devant Custrin, belle et forte ville, sur l'Oder, avec un beau château. La garnison était forte de quatre mille hommes, avec des magasins considérables, des remparts en bon état et quatre-vingt-dix pièces d'artillerie sur ses murailles. A la première sommation, cette place se rendit aux Français qui la cernaient. Depuis la bataille de Jéna, on voyait ainsi périr par partie ces braves, qui sous le grand Fréderic avaient été la terreur et l'honneur de l'Europe.

CYR (SAINT-).

Septembre 1795. — Les Vendéens s'étaient rapprochés, pour favoriser la descente sur les côtes de France par le comte d'Artois, qui, au mois de septembre 1795, avait débarqué à l'Ile-Dieu, avec quatre mille Anglais et quatre cent émigrés. Mais ce projet avorta, parce que le prince jugea sans doute qu'il y aurait eu de la témérité de sa part à s'exposer dans cette conjoncture. Dans le conseil des Vendéens, on résolut d'attaquer le poste de Saint-Cyr. Le départ du comte d'Artois pour l'Angleterre aurait pu jeter le découragement parmi les Vendéens, et les chefs sentirent bien que, pour les ranimer, ils avaient grand besoin d'obtenir quelques succès. Les royalistes vinrent bivouaquer dans les landes qui bordent le champ Saint-Pern. Il faisait une brume qui avait beaucoup fatigué le soldat dans sa marche; Charette permit qu'on allumât des feux. Un bois, qui se trouvait proche le bivouac, fut incendié par quelques étincelles; de là, le feu gagna les landes, et un horrible incendie en un instant se répandit au loin. Les républicains virent, par ces flammes, que Charette approchait. On ne pouvait plus surprendre les républicains; Charette le savait, et voulut que son conseil décidât si on les attaquerait. On penchait d'abord pour se retirer; mais, comme la garnison était faible, les Vendéens pensèrent qu'elle ne pourrait résister à leur nombre. Cette opinion prévalut, et Charette divisa son armée en trois corps. Il se plaça sur la

route des Sables-d'Olonne, pour l'observer. Une division, destinée à intercepter tout secours, se porta sur le Pont-la-Claye; Lemoelle et Guérin formaient l'attaque avec l'avant-garde. Le bourg de Saint-Cyr n'était défendu que par quatre cents républicains, qui s'étaient fait une espèce de citadelle du clocher et de l'église, où ils s'étaient retranchés et barricadés. Nous saurons mourir, fut la réponse des républicains à la sommation de Guérin. La première compagnie des chasseurs royalistes était commandée par Bodereau, qui dit qu'on ne pouvait, sans artillerie, emporter ce poste. Cette observation parut à Guérin l'effet de la peur. Pour prouver qu'il se trompait, Bodereau, l'arme au bras, s'avance à cinquante pas de l'église : une grêle de balles le couvre aussi bien que Lemoelle. Les Vendéens ripostaient inutilement par un feu continuel; ils étaient exposés à tous les coups des républicains, tandis que ceux-ci étaient garantis par d'épaisses murailles et un clocher crènelé. Guérin fait mettre pied à terre à ses officiers, après avoir eu deux chevaux tués sous lui; il ordonne l'escalade, et donne le premier l'exemple. Mais la violence du feu augmentait à mesure qu'on approchait. Guérin, pensant que l'air, obscurci par la fumée, lui donnerait les moyens d'aborder les retranchemens, ordonne de mettre le feu aux maisons voisines; mais, dans ce désordre, il ne peut ni se faire entendre ni se faire obéir. Une méprise, causée par l'arrivée de Charette, augmenta bien davantage le trouble : on fit feu sur son avant-garde, qu'on prit pour une troupe d'ennemis. Guérin brava tous les dangers, pour faire cesser une si funeste erreur. L'armée catholique pénètre alors dans ce bourg; ne songeant plus à combattre, elle ne cherche qu'à profiter du désordre, pour se livrer au pillage; tout est bouleversé, les chefs seuls font leur devoir. Charette, parmi les morts et les mourans, ne sait plus à quoi se résoudre. Quelqu'un propose de cerner l'église, et d'en enfoncer les portes en se précipitant dessus en masse. Ce dernier effort est dirigé par Guérin. Il allait monter un troisième cheval, quand, apprenant qu'on ne peut dégager un de ses officiers, grièvement blessé, il vole à son secours et est frappé de deux balles à la poitrine. La déroute devint générale après sa mort, et, si les chasseurs de Bodereau ne fussent accourus, son corps fût peut-être resté sur la place. La division de gauche de Charette fut au même moment attaquée au Pont-la-Claye, par la garnison Luzan. Charette, pour secourir cette division,

avait abandonné Saint-Cyr avec précipitation; mais il arriva trop tard. Quoique protégés par leur cavalerie, les Vendéens n'avaient pu faire une retraite honorable, et avaient été dispersés par l'artillerie volante des républicains. L'armée royale, après avoir perdu, dans ce fatal combat, quatre cents hommes et plusieurs officiers, se réfugia à la hâte dans Laroche-sur-Yon. Guérin, né simple paysan, aussi intelligent que courageux, fait pour la guerre, et chéri du soldat, fut la perte la plus sensible que firent les Vendéens dans cette journée. Il savait mieux qu'aucun chef encourager le faible, imposer aux lâches, et, par ce moyen, rétablir l'ordre. Charette, qui perdait en lui son meilleur ami et son plus fidèle lieutenant, lui donna des larmes bien sincères.

CZARNOWO.

22 *décembre* 1806. — Napoléon fit une reconnaissance, à la suite de laquelle il ordonna la construction d'un pont au confluent de la Wrka avec la Narew; le 22 décembre 1806. Il ne fut pas plutôt achevé, que le général Morand le passa, et alla attaquer les retranchemens que les Russes avaient élevés au village de Czarnowo. Cette division, qui était soutenue par la brigade du général Marulaz, fut suivie par les dragons que commandait le général Beaumont. On commença à se canonner près de Czarnowo. Le général Petit fut envoyé par le général Davoust, avec le douzième régiment de ligne, pour enlever les redoutes des Russes. La nuit étant survenue, toutes les opérations s'achevèrent au clair de la lune, et l'ordre de Napoléon était exécuté à deux heures du matin. On avait pris toutes les batteries du village et celles du pont; on avait mis en déroute quinze mille hommes qui les défendaient, et l'on s'était emparé de quelques prisonniers et de six canons. Le général Boussard fut légèrement blessé; plusieurs généraux russes le furent aussi. Deux cents Français furent blessés, mais peu furent tués.

CZENTOCHOW.

19 *novembre* 1806. — En 1657, Les Suédois ne purent prendre la petite ville de Czentochow, mais elle ne put tenir devant les Français et les Polonais guidés par Napoléon. Le 18 novembre 1806, cent cinquante confédérés polonais, et cent chasseurs français se présentèrent devant cette ville, dont

la citadelle était gardée par six cents Prussiens, et les remparts défendus par vingt-six pièces de canon; ils l'investissent et somment le commandant de se rendre. Celui-ci, pour toute réponse, fit faire, pendant la nuit, des décharges d'artillerie qui ne causèrent aucun mal aux assiégeans. De son côté, le commandant français fit faire, autour de la place, des feux dans plusieurs endroits. Ce stratagème réussit; car, persuadé qu'une armée considérable entourait la ville, et qu'une artillerie formidable allait bientôt battre ses faibles remparts, le commandant demanda à capituler. La garnison fut prisonnière après avoit obtenu les honneurs de la guerre. Napoléon ordonna qu'on rendit différens objets précieux, consacrés à la Vierge par les Polonais, et qu'on trouva sous les scellés; la ville capitula le 19 novembre 1806.

FIN DU TOME PREMIER.

DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
DES BATAILLES.

TOME SECOND.

D—L

Cet Ouvrage se trouve aussi chez les Libraires suivans,

A PARIS,

MAGIMEL, ANSELIN, et POCHARD, rue Dauphine, n° 9;
LADVOCAT, Palais-Royal, galerie de bois, n° 197;
LEDENTU, quai des Augustins, n° 33.
FANTIN et Compagnie, quai Malaquais, n° 3;
REY et GRAVIER, quai des Augustins, n° 55.

Dans les Départemens et chez l'Etranger.

Agen, *Noubel.*
Aix, (Bouches-du-Rhône), *Terris*, *Lebouteux*, *Mourret.*
Ambert, *Seguin.*
Amiens, *Allo*, *Caron.*
Angers, *Pavie*, *Fourier-Mame*, *Mame.*
Angoulême, *veuve Bargeas.*
Arras, *Topino.*
Aurillac, *Vallet fils*, *Pélisson.*
Avignon, *Aubanel*, *Bonnet fils*, *Mouriès.*
Baionne, *Gosse*, *Bonzom.*
Besançon, *Girard*, *Gauthier*, *Déis.*
Beziers, *Pageot*, *Bousquet.*
Bordeaux, *veuve Bergeret*, *Melon.*
Bourg, *Bottier.*
Bourges, *Gille*, *Debrie.*
Brest, *Lefournier et Deperier*, *Égasse*, *Freund.*
Bruxelles, *Lecharlier*, *Demat.*
Caen, *Poisson*, *Blin.*
Calais, *Leleux.*
Cambrai, *Hurez*, *Hurez Champion*, *Giard.*
Carpentras, *Oddou.*
Chartres, *Hervé*, *Labalte fils.*
Cherbourg, *Boulanger.*
Clermont-Ferrand, *Thibaud-Landriot.*
Clermont-Oise, *Danicourt.*
Colmar, *Pannetier*, *Petit.*
Dax, *Baillau fils.*
Dijon, *Noëllat*, *Lagier.*
Douai, *Villette*, *Tarlier*, *Carpentier.*
Dunkerque, *Letendard*, *Bronner.*
Épinal, *Jouve.*
Évreux, *Ancelle*, *Despierres-Lalonde.*
Falaise, *Dufour.*
Gand, *Houdin*, *H. Dujardin.*
Grasse, *Gaillard.*
Grenoble, *Falcon*, *Durand père et fils.*
Havre, *mesdemoiselles Patry*, *Faure.*
Hesdin, *Thulliez.*
Lachatre, *Arnault.*
Laigle, *Glaçon.*
Laon, *Courtois.*
Lille, *Castiaux*, *Malo*, *Leleux*, *Vanackere.*
Limoges, *Bargeas.*
Lons-le-Saulnier, *Gauthier frères.*
Lorient, *Lecoat Saint-Haouen.*
Lyon, *Cabin*, *Maire*, *Chambet.*
Mâcon, *Angoyat.*
Mans, *Pesche*, *Belon.*
Marseille, *Mossy*, *Masvert*, *Chardon.*
Meaux, *Dubois-Berthault.*
Metz, *veuve Véronnais*, *Devilly.*
Montauban, *Rethoré l'aîné*, *Laforgue.*
Montpellier, *Séguin.*
Moulins, *Place et Bujon.*
Nancy, *veuve Bontoux*, *Senef*, *Vincenot.*
Nantes, *Busseuil jeune*, *Baudin aîné.*
Narbonne, *Caillard.*
Niort, *madame Orillat.*
Nismes, *Pouchon*, *Melquiond.*
Noyon, *Amoudry.*
Orléans, *Ratoré*, *Darnault-Morand.*
Périgueux, *Jardin et veuve Daluy.*
Perpignan, *Alzine*, *Ay*, *Tastu.*
Pézénas, *Robert.*
Poitiers, *Catineau.*
Puy (le), *Lacombe.*
Rennes, *Duchesne.*
Riom, *Salles*, *Thibaut.*
Rochelle (la), *Fumoleau*, *Pavie.*
Rodez, *Carrere.*
Rouen, *Frere aîné*, *Renault.*
Saint-Brieux, *Lemonnier.*
Saint-Malo, *Rottier.*
Semur, *Bordot*, *Berry.*
Strasbourg, *Levrault*, *Treuttell et Wurtz.*
Toulon, *Madelain*, *Aurel.*
Toulouse, *Gallon*, *Vieusseux.*
Tours, *Mame.*
Troyes, *Sainton fils.*
Turin, *Pierre Giraud.*
Valenciennes, *Giard*, *Wiart.*
Verdun-sur-Meuse, *Benit jeune.*
Villefranche (Aveyron), *Vedheillié.*
Vouziers, *Grandremy.*